

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

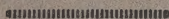
LES RESSOURCES

ET

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

DE LA

YOUGOSLAVIE



THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

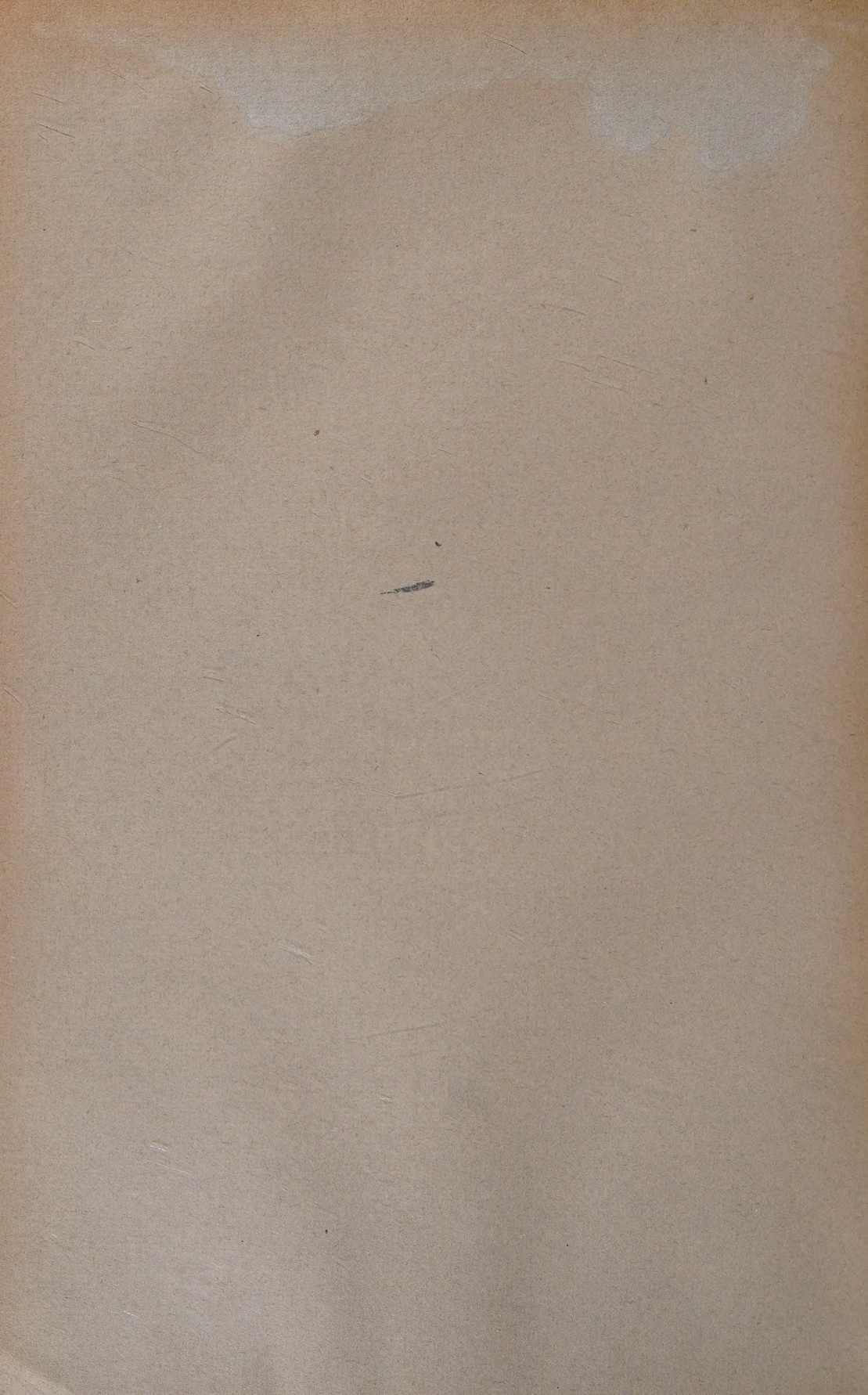
RELJA ARANITOVIC

INGÉNIEUR COMMERCIAL

ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES - PIERRE BOSSUET
47, RUE DE LA GAITÉ — PARIS — 14^e

TOUS DROITS RÉSERVÉS

—
1930





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551823_0017

LES RESSOURCES
ET
L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
DE LA
YOUGOSLAVIE

A la Mémoire de mes Parents
Ilinka et Sava ARANITOVIC.

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES RESSOURCES

ET

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

DE LA

YUGOSLAVIE



THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

RELJA ARANITOVIC

INGÉNIEUR COMMERCIAL

ÉDITIONS ET PUBLICATIONS
CONTEMPORAINES - PIERRE BOSSUET
47. RUE DE LA GAITÉ — PARIS — 14^e

TOUS DROITS RÉSERVÉS

—
1930

*La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.*



NOTE

Pour les noms propres, nous avons adopté un principe général, qui est de les écrire avec les signes usuels. Nous reproduisons la liste de ces signes avec la transcription indiquée par M. JOVAN CVIJIĆ, d'après son ouvrage *La Péninsule balkanique*, Paris, 1918, dont voici la liste :

- c* = *ts* français et anglais.
- č* = *tch* français et *ch* anglais.
- ć* = à peu près la prononciation de *č* mais plus douce.
- dj* = *gi* italien.
- dž* = *g* anglais.
- g* = *g* dur français.
- h* (1) = *ch* allemand.
- j* = *i* français et *y* anglais.
- lj* = *gli* italien, *lli* (*ll* mouillé) français.
- nj* = *gn* français.
- š* = *ch* français et *sh* anglais.
- u* (1) = *ou* français.
- ž* = *j* français.

(1) *h* et *u* manquent chez M. Cvijić.

INTRODUCTION

Il y a peu de pays dont l'évolution économique soit moins connue que celle de la Yougoslavie. Or, il suffit de jeter un coup d'œil sur son histoire pour voir que ce peuple, que dominait souvent l'étranger, a été incapable, soit en luttant pour sa liberté politique, soit en s'efforçant d'établir, une fois la liberté conquise, un équilibre dans sa vie politique intérieure, d'arriver à une forte expansion économique quelconque. Ainsi, peu après leur arrivée dans la Péninsule balkanique, les Slaves avaient déjà au VI^e et VII^e siècles, d'après GROTH, une agriculture bien développée. Nombreux sont ceux qui pensent que les Slaves ont appris des Avars à faire la guerre et qu'auparavant, comme le dit Šafarík, ils ont été un peuple agricole et commerçant (1). Cela nous confirme qu'il avait prouvé ses aptitudes à un état économique supérieur. Au cours de la longue existence de la République de Raguse, ses habitants se sont montrés non seulement bons marins, mais aussi bons commerçants. Mais, dès la colonisation des Balkans, les Slaves du Sud ont été divisés. SAMO (623-658) fonde le premier Etat Slave à l'Extrême-Ouest de la colonie et dans le voisinage de la France. Le premier prince Croate a régné en 818, tandis que les Serbes, ayant colonisé les régions du Sud, apparaissent en groupes organisés seulement vers la fin du IX^e siècle. TOMISLAV (904-928) réussit à réunir la Posavina, la Bosnie, le Primorje et la Dalmatie,

(1) PAWEŁ JOSEF ŠAFARIK : *Slowanské Starožitnosti*. Oddje Degepisny-Swarek III, Arch. 21-30, w Praze, 1836, p. 411.

mais cette union n'a pas duré longtemps. DUŠAN SILNI (Dušan le Fort, Empereur des Serbes, mort en 1355) réussit, après beaucoup d'efforts, à réunir la plus grande partie des pays habités par les Slaves du Sud en un seul Etat, mais après sa mort, son Etat s'est démembré de nouveau.

Cette absence de l'unité politique, qui eût permis un développement rationnel de l'économie, s'est fait sentir dès les premiers jours, et elle s'est maintenue jusqu'au commencement de la plus récente histoire des Yougoslaves. C'est seulement le jour de la délivrance des pays asservis, y compris la Serbie et le Monténégro écrasés, que s'est présentée pour la première fois pour les Yougoslaves l'occasion de songer à un meilleur avenir économique. Quand les frictions politiques intérieures, qui ne sont qu'un reflet de cette longue période de divisions entre frères, auront disparu, rien n'empêchera la jeune Yougoslavie d'accorder à son peuple ce qui n'a jamais pu lui être donné.

Cette étude a pour but de montrer la Yougoslavie dans sa vie économique, de découvrir toutes les ressources dont elle dispose, de pénétrer dans leur fonctionnement et de tracer une perspective, au moins approximative, de son avenir matériel. Comme les questions qui étaient en liaison avec notre travail ne sont pas suffisamment connues du public, nous avons été souvent obligés de nous arrêter sur de nombreux faits qui ne font peut-être pas partie intégrante de la matière de notre étude. Désirant présenter un ensemble le plus complet possible de la capacité économique du pays, notre travail a pris un caractère plus ou moins encyclopédique qui en cache jusqu'à un certain point le but essentiel. Cependant, il était, à notre avis, tout à fait indispensable de faire d'abord connaissance avec l'état actuel du pays, de présenter chaque fait le plus clairement possible, pour pouvoir en tirer le coefficient économique le plus exact.

La Yougoslavie, depuis sa naissance, dont six années seulement nous séparent, est en pleine transformation. Cette transformation se reflète dans les parties de son activité. Il a fallu

de nombreux siècles pour passer des noms de Serbe, Croate et Slovène au nom de YUGOSLAVE. Cette difficulté n'est pas une des moindres caractéristiques de ce qui se passe en Yougoslavie aujourd'hui. Celui qui voudrait étudier le parcours économique par lequel a passé chacun des pays composant la Yougoslavie actuelle, remarquerait une lutte encore plus grande, une individualisation encore plus particulière de chacun des facteurs économiques. Nous n'avons pu nous occuper longuement de tout cela parce que notre désir était de décrire la position économique actuelle, mais nous avons voulu au moins indiquer que cette fermentation existe dans le pays, ce qui a fortement augmenté notre étude d'une centaine de pages.

La Yougoslavie, riche de ses richesses personnelles, est pauvre de capitaux, pauvre d'esprit économique. Ainsi sa prospérité matérielle et sociale exige de donner aux pays étrangers, une connaissance approfondie de ses ressources; la Yougoslavie deviendrait un champ fertile pour les pays plus riches en capitaux, ce qui est, à notre avis, la seule méthode rationnelle par laquelle les possibilités d'expansion économique de la Yougoslavie seraient bien exploitées. Car il nous faudra attendre encore très longtemps avant que la Yougoslavie crée avec ses propres capitaux, ce qui est nécessaire pour mettre son appareil économique en pleine marche et lui faire donner son plein rendement. Chaque jour de retard étouffe un peu plus le germe vigoureux qui se trouve dans le pays. Si notre étude pouvait servir aux pays du dehors à connaître le niveau économique général de la Yougoslavie, notre but serait donc pleinement atteint.

Avant de passer au sujet lui-même, nous voulons noter les grands appuis qui nous ont aidé à réaliser notre idée.

En premier lieu, nous remercions tous ceux auprès desquels nous avons trouvé au cours de notre travail un accueil cordial et la compréhension la plus amicale; du plus haut au plus petit fonctionnaire français, chaque fois que nous avons adressé une requête, nous avons reçu satisfaction immédiate.

Nous les en remercions. Ne pouvant pas donner la longue liste des personnes qui nous ont aidé à réunir les éléments de cet ouvrage, nous voulons tout de même citer quelques noms auxquels nous devons la plus grande reconnaissance. Ainsi, M. Henri Hauser, professeur à la Sorbonne, a été infatigable en prodiguant ses conseils et son concours. M. L. Eisemann, professeur à la Sorbonne; M. A. Arnautović, chef de l'Office scolaire Yougoslave de Paris, ont été les principaux guides dans les moments où une aide avait été nécessaire. M. Jean Bourgoïn, Secrétaire des « Amis de la Yougoslavie », Mlle M. Cabanel, Avocat à la Cour d'Appel, nous ont beaucoup obligé dans la rédaction de notre étude. Nous devons une grande reconnaissance aussi à M. le Ministre de la Justice Milan Srškić, à Mme Mileva Milojević, femme de M. Bori-voje Milojević, professeur de l'Université de Beograd et à M. Milan Marjanović, chef du Bureau de la presse à la Présidence du Conseil, pour être intervenus heureusement auprès de nos autorités.

PREMIÈRE PARTIE

L'AGRICULTURE

CHAPITRE PREMIER

LES PRODUITS DE LA TERRE

Fécondité de la terre. — Répartition de la terre d'après les superficies cultivées. — Les Céréales. — Légumineuses. — Cultures industrielles. — Vergers et Vignobles.

Aujourd'hui, comme hier, l'agriculture est la source principale de l'économie nationale en Yougoslavie.

Quand la Serbie, la Croatie, la Bosnie et toutes les autres régions du pays qui, à l'exception de la République libre de Dubrovnik, d'une partie du Kotor et des montagnes désertes du Monténégro, étaient tombées sous la domination étrangère, furent libérées par la guerre mondiale, une ère nouvelle commença pour l'agriculture. Mais cette activité essentielle et naturelle du pays ne put évoluer que très lentement.

Notre paysan est encore arriéré : il vit d'une vie patriarcale et laisse difficilement les progrès de la civilisation s'infiltrer dans son existence. La manière primitive de cultiver la terre

dans la majeure partie de la Yougoslavie illustre suffisamment les difficultés par lesquelles notre peuple a passé.

Une des plus graves préoccupations du jeune Etat yougoslave, c'est donc le problème de l'aide la plus rationnelle à apporter aux paysans.

Dans les temps anciens, la terre était répartie entre l'Eglise, l'Etat et les vlastela (les nobles), tandis que les paysans qui la cultivaient devaient payer toutes sortes de tributs soit en espèces, soit en nature, soit en travail.

La domination turque a conservé à peu près la même distribution, avec cette différence que la terre était partagée entre les vlastela (les nobles) turcs. Cet état de choses a duré en Serbie jusqu'au 28 Juillet 1839, date à laquelle une loi décida que « ce que chacun détenait à ce moment-là deviendrait sa propriété. » (Art. 6).

Les provinces qui se trouvaient sous la domination de l'Autriche-Hongrie, et la partie de Serbie qui était aux mains des Turcs attendent encore aujourd'hui la solution de la question agraire.

La Yougoslavie est un pays de petits propriétaires. 76,81 % de la propriété de Serbie appartenait, en 1897, à des propriétaires possédant au plus 10 hectares; en Bosnie, la proportion était de 76,54 % en 1911; en Dalmatie, 96,1 % en 1902. Mais si nous étudions actuellement la répartition de la terre, nous voyons que sur les 11,5 millions d'hectares de terres cultivées sur lesquelles vivent aujourd'hui 9,6 millions de paysans, 2.209.356 arpents appartiennent aux grands propriétaires qui sont au nombre de 843 (en 1927). Sur 1.900.000 familles paysannes, 600.000 (soit 30 %) ne sont pas propriétaires de la terre qu'elles travaillent.

Le territoire total de l'Etat (248.587 km²) est aujourd'hui réparti ainsi :

- 33 % en terres ensemencées,
- 22 % en prairies et pâturages,
- 2,2 % en vignobles et vergers,
- 30,5 % en forêts,
- 1 % en marais,

c'est-à-dire environ 90 % de terres productives, soit une moyenne de 9 hectares de terres productives par famille de 5 membres.

C'est la Croatie qui a le plus de terres cultivées (23,42 % de toute la surface du Royaume), puis la Bosnie (avec 22,34 %), tandis que la Voïvodina a la terre la plus fertile et que 87,34 % de sa superficie totale sont des terres cultivées.

La fertilité du sol yougoslave diffère selon les conditions climatiques. Il y a des régions où l'on cultive le coton, le riz, l'opium (en Serbie du Sud), l'orange, la mandarine, le figuier surtout en Dalmatie; mais on trouve en Bosnie et au Monténégro des régions où il ne pousse que très peu de chose sauf le maïs, les pommes de terre et les oignons.

L'improductivité est due aussi à la façon primitive dont la culture est pratiquée, particulièrement dans les régions de la Bosnie, de l'Herzégovine, du Monténégro, de la Serbie du Sud et de la Lika. Le paysan se sert d'instruments primitifs; il ne fume pas la terre, il n'utilise pas d'engrais et il ne pratique pas les assolements.

La production étant destinée à la consommation ménagère, le paysan fait peu d'efforts pour que son produit égale la qualité qu'on trouve sur le marché dont il est presque indépendant. Comme il n'y porte ses produits que fort irrégulièrement, la quantité seule l'intéresse. Ainsi la sélection qui s'opère par la transition de la production familiale à la production destinée au marché est très lente.

Le paysan yougoslave est primitif, routinier et vit d'une vie patriarcale qui lui permet de recueillir par ses propres moyens tout ce dont sa famille a besoin. Il ne possède pas de capitaux. Sa richesse n'est pas en argent mais consiste en bétail et en terres, richesses moins liquides que l'argent. Si dans une région se développe une production spéciale pour laquelle le paysan est forcé de s'adresser au marché, comme le tabac, la betterave à sucre, les vignobles et d'autres encore, c'est plutôt parce que le climat favorise cette culture, et non parce que le paysan l'accélère par une méthode rationnelle et spécialisée.

Sur les terres productives (11.354.405 hectares en 1926), 53,83 % sont des terres labourables.

Les régions les plus productives — le grenier à blé de la Yougoslavie — dont la Voïvodina et surtout la Bačka. Les régions les moins cultivées sont le département de Dubrovnik où seulement 11,88 % (en 1926) des terres sont cultivées.

— TABLEAU N° 1 —

TABEAU COMPARATIF DE LA SUPERFICIE TOTALE
DES REGIONS DES TERRES CULTIVEES ET DES POPULATIONS

REGIONS	Superficie des régions (en 1923)		Pour cent de la superficie cultivée		Population de fait la 31 janv. 1921	Par 1 km.	Superficie cultivée par 100 habitants
	Total (Ha.)	Cultivée (Ha.)	de superfic.	de superfic.			
			totale	cultivée de la région			
Serbie du Nord.....	4.995.000	1.924.358	38.52	16.94	2.655.078	53.1	72.478
Serbie du Sud.....	4.571.700	838.052	18.33	7.46	1.474.560	32.7	56.766
Croatie de Slavonie.....	4.382.200	2.659.243	60.68	23.42	2.739.593	63.6	97.796
Bosnie et Herzégovine.....	5.119.900	2.537.765	49.58	22.34	1.889.929	37.0	133.220
Voïvodine.....	1.970.200	1.700.904	87.34	14.97	1.380.413	72.6	123.796
Slovenie.....	1.619.700	759.936	46.92	6.68	1.056.464	66.0	71.932
Dalmatie.....	1.273.200	849.970	66.76	7.48	621.429	51.7	136.776
Monténégro.....	966.800	81.026	8.37	0.71	199.857	22.1	40.542
Totaux.....	24.898.700	11.351.254	45.19	100.00	12.017.323	48,4	94,457

puis l'Herzégovine (département de Mostar) avec 13 % de terres cultivables tandis que les pâturages occupent en Herzégovine 74,72 %.

Sur les terres labourables (Voir le Tableau N° 2) les trois quarts sont occupés par les céréales dont 42,5 % par le maïs et 36,2 % par le blé. Les céréales sont le principal produit agricole qui sert de nourriture ordinairement au peuple. Les régions de la Dalmatie, de l'Herzégovine, du Monténégro ne pouvant satisfaire à leurs propres besoins par leurs récoltes, sont obligées d'importer, tandis qu'en Voïvodine il y a un excédent.

Le sol n'est pas favorable partout à la culture des céréales (1). Les régions non fertiles au point de vue des céréales sont principalement les régions méditerranéennes où il y a beaucoup de vignes, de vergers, de plantes industrielles, etc.. Nous pouvons dire qu'en général il n'existe pas en Yougoslavie de région où le paysan ne puisse vivre de la récolte de sa terre.

Des guerres continuelles, comme celles qui ont commencé en Serbie en 1912, ont ruiné beaucoup de régions fertiles. Ce n'est qu'en ces dernières années qu'on aperçoit un accroissement de la surface cultivée.

Au temps de la domination de l'Autriche-Hongrie, la terre appartenait en majeure partie aux grands propriétaires. Dans ces grandes propriétés on cultivait la terre de la manière la plus rationnelle et la Voïvodine depuis toujours

(1) La Yougoslavie occupe en Europe le 15^e rang sur le tableau du rendement des céréales, comme le montre le classement des céréales par hectare en 1925 :

Pays	Rendement en quintaux	Pays	Rendement en quintaux
1 ^o Danemark	31,1	10 ^o Norvège	15,0
2 ^o Hollande	28,4	11 ^o Autriche	14,8
3 ^o Belgique	26,7	12 ^o Italie	13,9
4 ^o Angleterre	22,9	13 ^o Hongrie	13,7
5 ^o Suède	22,7	14 ^o Bulgarie	13,2
6 ^o Suisse	22,5	15 ^o Yougoslavie	12,1
7 ^o Allemagne	20,7	16 ^o Espagne	10,2
8 ^o Tchécoslovaquie	17,3	17 ^o Roumanie	8,6
9 ^o France	16,0	18 ^o Russie	8,2

— TABLEAU N° 2 —
TABLEAU DES TERRES LABOURABLES D'APRES LES CATEGORIES DE CULTURES
DANS LES ANNEES 1921, 1923 ET 1926

ANNEE	Céréales		Légumineuses		Racines et tubercules		Cultures industrielles		Cultures maraichères		Cultures fourragères		Jachères		Total	
	H.a.	%	H.a.	%	H.a.	%	H.a.	%	H.a.	%	H.a.	%	H.a.	%	H.a.	%
1921	4 625 477	73.85	99 997	1.60	251 703	4.01	88 828	1.42	77 896	1.24	232 204	3.71	889 161	14.17	6 265 266	100
1923	4 632 331	73.81	71 569	1.14	244 752	3.89	99 248	1.58	79 848	1.28	237 738	3.79	910 685	14.51	6 276 191	100
1926	5 031 650	82.33	92 820	1.52	259 634	4.25	118 512	1.94	79 230	1.30	207 177	3.39	322 668	5.27	6 111 691	100

Nota. — Jusqu'à 1923, on compte comme jachères les terres cultivables mais non encore cultivées; depuis 1924, on compte seulement les jachères proprement dites.

TABLEAU N° 3
TABLEAU COMPARATIF DE LA RECOLTE (EN QUINTAUX)

REGIONS	Froment			Orge			Saille			Avoine			Maïs		
	Total (Q)	par Ha.	%	Total (Q)	par Ha.	%	Total (Q)	par Ha.	%	Total (Q)	par Ha.	%	Total (Q)	par Ha.	%
Serbie du Nord	3 793 274	10.26	22.74	493 358	8.00	16.11	222 204	6.88	14.81	445 844	5.91	14.30	3 895 511	8.78	18.21
Serbie du Sud	1 146 243	8.13	6.92	609 317	7.87	19.89	384 112	6.82	25.61	183 030	5.75	5.87	918 040	10.89	4.25
Croatie	4 051 214	11.04	24.39	601 479	9.16	19.64	378 839	8.77	25.25	970 165	9.93	31.12	6 550 598	14.66	30.41
Bosnie	880 412	7.79	5.30	580 348	7.60	18.94	103 886	7.47	6.93	531 060	7.02	17.06	1 534 950	7.33	6.18
Voïvodine	5 974 508	12.42	35.97	428 614	12.14	14.03	84 317	12.21	5.92	747 249	10.97	23.97	8 038 764	14.61	37.30
Slovanie	5 523 441	9.00	3.16	165 378	8.53	5.40	290 010	9.73	19.33	226 287	9.21	7.25	461 671	13.61	2.13
Dalmatie	203 186	10.01	1.23	176 044	7.68	5.74	22 066	8.15	1.47	10 626	6.43	0.34	256 969	6.92	1.18
Monténégro	47 869	8.84	0.29	7 683	4.13	0.25	14 718	8.65	0.98	3 042	7.00	0.09	73 168	8.11	0.34
Totaux 1923	16 620 147	10.68	100	3 062 221	8.49	100	1 500 152	8.01	100	3 117 303	8.36	100	21 535 671	11.95	100
1921	14 100 300	9.41	—	2 912 719	7.88	—	1 567 255	7.86	—	2 744 314	6.45	—	18 745 319	9.97	—
1926	19 139 513	11.32	—	3 761 072	10.72	—	1 893 424	9.36	—	3 577 250	10.15	—	34 101 063	17.10	—
1928	28 112 362	14.84	—	3 942 016	10.32	—	1 911 967	5.91	—	3 662 996	9.91	—	38 190 571	8.96	—

est un des plus grands greniers de l'Europe, par la fertilité de son sol aussi bien que par la quantité de son blé. La terre y est répartie aujourd'hui dans la plus grande partie entre des petits propriétaires. Cette évolution n'est pas encore achevée. Cependant le passage de la grande propriété à la petite n'a nullement modifié le rendement. La terre est cultivée un peu partout par le même occupant qu'auparavant.

La grande exploitation agricole présentait des avantages, mais ces avantages sont compensés aujourd'hui par le travail et l'application des petits propriétaires, par la confiance en soi-même. La certitude que le produit du travail reviendra intégralement au paysan est le plus puissant encouragement du travailleur. Voilà pourquoi la Voïvodine donne aujourd'hui la même quantité de céréales qu'elle donnait au temps des grandes propriétés.

Dans les autres régions le sol n'est pas également apte à toutes les variétés de céréales. Ce qui réussit encore mieux, c'est le froment, particulièrement le blé d'hiver (ozimnica). Dans l'aptitude de la production des céréales, la Voïvodine est suivie par la Croatie et la Serbie du Nord.

Le rendement de froment en Voïvodine est en général de 10,68 quintaux par hectare; en Croatie 11 et en Serbie du Nord 10,26. Le rendement le plus faible (Serbie du Sud) est de 8,13 quintaux par hectare.

Pour les autres céréales les productions sont beaucoup plus fortes. L'orge, qui donne en Voïvodine 12,14 quintaux par hectare de terreensemencée, ne donne au Monténégro que le tiers (4,13 quintaux). Le seigle donne en Voïvodine 12,21 quintaux par hectare, en Serbie du Sud 6,82 quintaux.

Après le froment le sol est surtout apte à la production du maïs qu'on cultive dans tout le Royaume. C'est la Croatie qui fournit le meilleur rendement en maïs à côté de la Voïvodine, tandis que la Bosnie, bien qu'elle occupe la quatrième place, n'a qu'un faible pourcentage.

Nous constatons une très grande différence dans la production des céréales pour les années 1921, 1923, 1926 et 1928 (Tableau N° 3). En 1928 il y a une augmentation pour toutes les céréales, sauf pour le maïs. Mais, de 18,7 millions de quintaux de maïs en 1921, la production pour l'année 1926

a passé presque au double pour la même surface de terre ensemencée; en 1921 il y avait 9,97 quintaux de maïs par hectare et en 1926 la même augmentation parce que la production entière a augmenté de 5 millions de quint. en 5 ans, ce qui représente 1 million de quintaux par an. Cette augmentation est due d'ailleurs, non à une meilleure exploitation, mais surtout aux terres nouvellement ensemencées. En 1928 la production du maïs a sensiblement diminué et celle du froment a augmenté.

Le maïs est la principale plante alimentaire de la Yougoslavie et qui lui donne les plus belles récoltes. Il occupe la plus grande partie de la terre. La superficie ensemencée de 1926 était de 2,1 millions d'hectares. Le maïs convient le mieux au climat comme à la façon primitive de culture qui est particulière aux régions situées au Sud de la Save. Si l'année est quelque peu humide, la récolte est bonne même sans soins et malgré le défaut d'engrais. Beaucoup de régions de Bosnie et d'Herzégovine, de Monténégro, de Macédoine, de Sandjak ne sont aptes qu'à la culture du maïs.

Nous connaissons trois variétés de maïs qui ne diffèrent que par l'époque où on les met en terre, et qui s'appellent précoce, moyen et tardif. Le maïs précoce qu'on met en terre le plus tôt est cultivé principalement dans le Midi et dans l'Ouest du Royaume. Il ne sert de nourriture qu'à la population et on n'en tient guère compte dans le commerce. L'importance du maïs moyen est beaucoup plus grande, et il est cultivé dans tout le Royaume. Ce maïs est d'excellente qualité, fertile et la récolte en est abondante.

D'après les statistiques du Ministère de l'Agriculture tout paysan consomme 157 kg. de maïs et 97 kg. de froment par an tandis que le citadin consomme 121 kg. de maïs et 145 kg. de froment. La nourriture de la population absorbe 59,06 % de la récolte du maïs, ce qui fait environ 18 millions de quintaux en moyenne; la semence en prend 2,61 % et on exporte environ 12,85 % (3.888.220 quintaux); le reste, plus de 25 %, a été mis en réserve.

L'exportation du maïs a varié fortement pendant ces dernières années. En 1921 on a exporté 329.919 tonnes; en 1923, ce chiffre baisse presque de 100 % : 102.158 tonnes ont

été exportées; en 1925 l'exportation atteint son maximum: 1.011.273 tonnes; elle tombe l'année suivante à 894.716 tonnes, et en 1927 à 197.689 tonnes. Ces variations nous révèlent une grande instabilité. Ce manque de sécurité dans la culture elle-même aussi libre que dans les relations de commerce avec l'agriculture dont nous parlerons ultérieurement.

Le froment détient la deuxième place. On le cultive dans toutes les régions du territoire quoiqu'il ne serve pas de nourriture aussi généralement que le maïs. Son poids par hectolitre est de 88 en moyenne, et il occupe une place très en vue sur le marché européen. Il est plus particulièrement renommé par la quantité de dextrine qu'il contient, et on le mélange souvent dans l'Europe occidentale avec le froment qui contient moins de dextrine. Il est connu sous le nom de « banatska » et représente le principal article d'exportation.

Après la libération politique, on a importé du «manitoba» et du froment tchèque « presivka » (1), mais ils n'ont pu remplacer le froment de Banat répandu aujourd'hui dans tout le Royaume. On trouve dans le sud d'autres sortes de froment apparentées à celle de Banat, mais rarement des espèces qui ne lui seraient pas apparentes. Du reste, celles-ci disparaissent peu à peu.

La nourriture de la population absorbe environ 11,6 millions de froment par an en moyenne, ce qui représente 65,08 % de la récolte. Les semences accaparent 2,8 millions de quintaux (15,66 %), et on n'exporte que 6,77 % en grains et 2,02 % en farine. En 1925 l'exportation était de 169.958 t., en 1926 297.285 t. et en 1927 l'exportation est tombée à 64.053 t. en raison de la grande sécheresse.

Les autres céréales: l'orge, l'avoine et le seigle sont cultivées également dans toutes les provinces. L'avoine est cultivée plutôt dans les régions au-delà de la Save, surtout en Srem, Banat et Bačka. L'orge pénètre jusqu'en Bosnie (les départements de Mostar et de Travnik) où il sert de nourriture pour la population, tandis que le seigle est cultivé principalement le long du Danube.

(1) D. STOŠEVIĆ : *Godišnjak*, Beograd, 1926, p. 156.

Les *haricots* occupent la place la plus importante parmi les légumineuses, et leur production était en 1926 de 367.630 quintaux. Les *petits pois* fournissaient en tout 38.745 quintaux et les *lentilles* 23.733 quintaux.

Des *racines* et des *tubercules*, les pommes de terre couvrent 233.126 hectares de terre cultivée et la récolte donne 9.400.206 quintaux, c'est-à-dire 42,41 q. par hectare. La *pomme de terre* sert beaucoup à la nourriture des habitants et chaque individu consomme 10 kg. de pommes de terre par an. La production s'élevait en 1920 à 11,2 millions q. en 1921 à 7,1 millions q., en 1922 à 8,4 millions q., en 1923 à 11,6 millions q., en 1924 à 10,6 millions q., en 1925 à 12,2 millions q., employées presque entièrement pour la nourriture de la population. (L'exportation était en 1921 . 9.267 t., en 1922 4.928 t. et en 1923 8.864 t.).

Le domaine de la pomme de terre est la Croatie, qui, en 1923, en fournit à elle seule environ 4,5 millions de q. ; puis la Slovénie dont le département de Ljubljana produisit à lui seul 1,2 millions q.

Les *plantes industrielles* gagnent en importance chaque année, étant en liaison étroite avec le développement des industries agricoles dont l'avenir promet beaucoup. Mais les plantes industrielles exigent beaucoup plus de soins que les autres cultures; de plus, le manque de débouchés réguliers et le manque de capitaux empêchent le paysan de se tourner vers elles.

Si nous constatons le progrès dans la production de chaque plante (comme nous l'indique le Tableau n° 4) nous pouvons conclure facilement qu'il est très important. Nous avons souligné au début que notre paysan n'est pas habitué à produire pour le marché. S'il le fait, c'est comme article secondaire. Aussi, nous voyons que partout où le paysan est pourvu du nécessaire, et où sa récolte de céréales peut suffire à sa consommation, les plantes industrielles n'ont pu se développer. La Voïvodine seule fait exception à cette règle et diffère beaucoup des autres parties de la Yougoslavie, ce qui peut s'expliquer par la fertilité de son sol et aussi par l'instruction du paysan.

TABLEAU N° 4
RECOLTES DES PLANTES INDUSTRIELLES (EN QUINTAUX)

REGIONS	Betterave à sucre		Coton		Lin pour filasse		Chanvre p. filasse		Tabac		Houblon	
	Total	par Ha.	%	Total	par Ha.	%	Total	par Ha.	Total	par Ha.	Total	%
Serbie du Nord....	221.479	72,07	6,0	—	—	—	11.431	6,43	13,2	46.400	6,14	28,0
Serbie du Sud....	—	—	—	1.469	2,86	100,0	—	783	0,9	7.225	5,80	4,4
Croatie et Slovaquie.	383.565	60,08	10,3	—	—	—	44.215	5,83	51,1	48.767	6,49	29,4
Bosnie-Herzégovine.	14.372	64,08	0,2	—	—	—	12.786	6,34	14,6	11.236	9,66	6,7
Voïvodine.....	3.112.056	180,11	83,5	—	—	—	1.085	11,19	1,1	49.711	8,74	29,9
Slovaquie.....	—	—	—	—	—	—	16.592	9,01	19,1	2.701	9,38	1,6
Dalmatie.....	1.262	54,87	—	—	—	—	32	6,40	—	—	—	—
Monténégro.....	—	—	—	—	—	—	61	4,36	—	—	—	—
Totaux	3.732.734	101,27	100,0	1.469	2,86	100,0	86.985	6,48	100,0	166.040	7,08	100,0
1921....	1.885.166	112,54	—	1.731	3,00	—	75.660	5,25	—	212.032	6,96	—
1926....	5.918.631	170,25	—	2.784	4,24	—	86.181	7,05	—	148.241	9,78	—
1928....	9.292.924	167,84	—	1.572	2,61	—	78.869	6,27	—	188.664	6,69	—

Parmi toutes les plantes industrielles, la *betterave à sucre* occupe la première place. Sa culture a commencé en 1918. La Voïvodine est le domaine principal de la betterave et 17.914 ha. (en 1923) en sontensemencées. Après la Voïvodine, vient une partie de la Croatie, le département de Osijek, de Podunavlje et la Serbie du Sud.

Le développement de la betterave a été très rapide pendant les premières années. La production n'ayant donné en 1920 que 2.045.000 quint. soit 130 quint. par hectare de terresensemencées (il y avait 15.685 hectares), en 1924 la production a été de 10.621.066 quintaux pour 49.686 ha de terresensemencées (rendement 220 q. par ha.). En 1927, la production était de 5.987.000 quintaux pour 42.649 ha. de terresensemencées, soit 145 q. par ha.

La Yougoslavie a importé en 1920 15.646 tonnes de sucre; en 1921, 36.000 tonnes; en 1922, 26.000 et en 1925 elle a commencé à en exporter 10.000 tonnes. La production s'est développée de la manière suivante :

En 1918-19, 5 usines produisaient 277.268 q. de sucre ; en 1919-20, 7 usines produisaient 77.935 q. ; en 1920-21, 8 usines produisaient 201.707 q. ; en 1921-22, 8 usines produisaient 238.102 q. ; en 1922-23, 8 usines produisaient 337.599 q. ; en 1923-24, 8 usines produisaient 406.332 q. ; en 1924-25, 8 usines produisaient 1.228.016 q. ; en 1925-26, 8 usines produisaient 569.801 q. et enfin en 1926-27, 8 usines produisaient 701.770 quintaux de sucre.

La capacité de production des 8 usines s'élève à 8 millions de tonnes par an; or, la production réelle n'atteint que 1/5 de ce chiffre.

La betterave contient environ de 15 à 16 % de sucre; les usines en retirent 13 % de sucre cristallisé (une année stérile comme l'année 1926-27 n'a donné que 11 % en raison de la sécheresse). Le rendement par hectare a été de 160 q. en moyenne pour les années 1920-1925. D'après les statistiques du Ministère de l'Agriculture pour l'année 1925, un hectare a produit dans le département de Podrinje 321,51 quintaux de betterave. C'est le maximum atteint jusqu'à l'heure actuelle, tandis qu'en 1926 le département de Ljubljana ne donnait que 10 quintaux (minimum).

La fabrication du sucre occupe quelques usines récem-

ment fondées, la plupart avec des capitaux tchèques. Pour que cette industrie puisse monopoliser toute la production, les usines existantes (4 en Voïvodine, 1 en Serbie (1), Bosnie et Croatie) se sont cartellisées. En réponse, les producteurs ont essayé de s'organiser eux-mêmes en coopératives, ayant pour but la création de leur propre fabrique de sucre, et une première fabrique de coopérative a été fondée en 1927 à Štari Sivac (2).

Malgré cet effort, la production de ces betteraves à sucre est dominée uniquement par les fabriques existant dans le pays, ainsi que par quelques fabriques d'alcool qui sont spécialement outillées.

Beaucoup de difficultés accompagnent cette culture : souvent, le paysan n'a pas l'argent nécessaire pour acheter la semence et pour fumer le sol ; parfois, il ne peut pas attendre la récolte et il est forcé de la vendre en totalité (ou une partie d'avance) aux conditions imposées par la fabrique. La peur de ne pouvoir écouler toute sa récolte l'y pousse également. D'un autre côté, les fabriques sont assurées contre la concurrence par les cartels formés, et, pour devenir indépendantes des producteurs, elles commencent à cultiver elles-mêmes la betterave. Nous voyons aussi que le prix d'achat de la betterave qui a été de 30 à 40 dinars pour 100 kg. en 1924 est tombé en 1926 à 23 dinars.

La betterave à sucre est donc devenue un des plus importants produits agricoles de la Yougoslavie. Elle correspond au climat, à la fécondité de la terre, et les grands profits qu'elle donne au producteur attirent de plus en plus le paysan. La consommation actuelle du pays est évaluée aujourd'hui à 1.000 wagons, ce qui donne le chiffre de 6 kg. de sucre par habitant. La production actuelle est supérieure à ces chiffres et dans les années qui suivront, elle augmentera fortement.

Une autre plante industrielle importante est le *tabac* dont la culture est très répandue dans tout le territoire, surtout

(1) A Beograd il y a une autre usine qui appartient à l'Etat.

(2) Cette usine, après avoir fait faillite, est maintenant dans les mains privées, qui sont subventionnées par la Banque coopérative Beogradska Zadruga, de Beograd.

dans les régions du Sud. Les trois centres les plus importants sont les départements de Bitolj, de Mostar et de Skoplje. La Macédoine qui donne déjà le riz, le pavot et le coton est la région la plus favorable au tabac dont la culture y était pratiquée dès le temps de la domination turque. Les rochers d'Herzégovine sont favorables aussi au tabac, à côté de la vigne. Ici ce produit est très important pour la vie de la population parce que les céréales y prospèrent très difficilement.

Parmi les variétés de tabac on distingue particulièrement le tabac de Macédoine qui réussit près de la frontière grecque, dans les environs de Prilep, Kavadar et Djevdjelija, puis la zone proche de la frontière bulgare Strumica, Radostište et Kočani. Le tabac en petits feuillets se distingue par son fin arôme et compte non seulement parmi les meilleurs produits du pays, mais aussi parmi les meilleures qualités de tabac du monde. Le rendement est ici de 800 kg. par hectare, en Herzégovine il est de 1.000 kg. et en Voïvodine environ de 2.000 kg., mais sa qualité est très inférieure aux autres.

La deuxième place est tenue par le tabac d'Herzégovine qu'on cultive dans toute l'Herzégovine au-delà des frontières de la Dalmatie dans les environs de Imotski, Vrgorac et Metković. De grosses feuilles qui se distinguent par leur belle couleur blonde-dorée qu'on trouve rarement ailleurs. La meilleure qualité vient de Široki Brijeg, Ljubuški, Mostar, Čapljina et Stolac. Le tabac de Voïvodine est inférieur aux autres. Il a de grosses feuilles de couleur foncée et n'est employé que pour la pipe et pour la fabrication des cigares.

La maximum de production a été atteint en 1924 où la production totale était de 358.951 quintaux (on estime que le sol pourrait donner 50.000 kg., 20.000 en Macédoine, 10 en Bosnie et 20 en Voïvodine). Le tabac brut est fabriqué par l'Etat seul qui a le monopole d'achat et de vente des matières brutes de production, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Le pays possède aujourd'hui 8 grandes fabriques modernes de tabac (Niš, Sarajevo, Ljubljana, B. Luka, Travnik, Mostar, Zagreb et Celje) qui travaillent avec 111 systèmes différents pour la fabrication des cigarettes; elles fabriquent journellement 111 millions de cigaret-

tes. Elles ont à côté de cela 55 systèmes différents de machines pour la fabrication des paquets et produisent jusqu'à 26 000 kg. par jour (1). En 1924, la production était de 2 715.399.000 cigarettes, 5.542.548 kg. de tabac coupé; 35.506.000 cigares, 160.015 kg. de tabac à chiquer, 6.180 kg. de tabac à priser et 1.220 kg. extraits de tabac (2).

Cette année, la valeur de vente a été de 1,6 milliards de dinars. Le tabac a procuré à l'Etat des revenus considérables. Du 1^{er} Janvier 1919 au 6 Mars 1926 les recettes et les dépenses réalisées pour le monopole du tabac étaient comme suit :

Recettes	6.908.141.143
Dépenses	2.227.500.698
Revenu net	4.680.640.445

c'est-à-dire que l'Etat gagne 147 %. Jusqu'à l'année 1928 les recettes sont parvenues au total de 10.264 millions de dinars.

Tout le travail et la fabrication sont faits en Régie d'Etat, sauf la culture pour laquelle l'Etat donne aux cultivateurs la semence et leur achète seul la récolte. Cela supprime complètement le commerce de cet article important et limite en même temps sa production et sa culture. Le pays en consomme annuellement environ 9 millions de kg. (3).

Nous soulignons que le monopole d'Etat, depuis qu'il a commencé à exporter, a réalisé 7.442.961 kg. (4). Comme il

(1) *Trgovinski Kalendar*, Beograd, 1926, p. 50.

(2) *La Revue économique de Belgrade*, 1928, N° 10, p. 251.

(3) La consommation du pays était :

En 1914 : 8.635.941 kg. ; en 1925 : 8.915.701 kg. ; en 1926 : 9.872.105 kg.

Total : 27.423.747 kg.

(4) On a exporté :

1923 :			
En Tchécoslovaquie	510.102 kg.	pour	41.472.934 dinars
1925 :			
En Pologne	2.930.816 »	»	122.236.523 »
En Tchécoslovaquie	1.229.000 »	»	16.531.199 »
1926 :			
En Tchécoslovaquie	2.245.100 »	»	58.403.750 »
1927 :			
En Belgique	459.419 »	»	2.268.264 »
En Pologne	68.524 »	»	2.048.319 »
En tout.....	7.442.961 kg.	pour	243.960.989 dinars

reste encore plus de 20 millions de kg. dans les magasins de l'Etat, nous pouvons facilement conclure que le commerce du tabac a été mauvais. La Pologne, d'après une convention avec l'Italie, est obligée d'acheter 60 % de ses besoins de tabac en Italie. La Tchécoslovaquie fait échange avec la Bulgarie de tabac contre ses produits industriels. De cette manière, la Bulgarie vend annuellement 20 millions de kg. de son tabac à l'étranger. Même la Grèce vend 45 millions de kg. et la Turquie 30 millions de kg. par an.

L'exploitation du tabac n'est pas encore rationnellement organisée. L'Etat peut maintenir son monopole à condition qu'il fasse une loi spéciale qui réponde entièrement à tous les besoins de libre culture et de libre commerce. La culture du tabac fait vivre beaucoup de citoyens en Yougoslavie. En 1912, sous la domination turque, la Macédoine produisait à elle seule 2,8 millions de kg. et en 1923 elle a produit 12,9 millions de kg. mais le cultivateur tirait beaucoup plus de profit du commerce et de la vente libre en 1912 (qui a été 5 fois et demie supérieure à celle de 1923) qu'en 1923, année où a été établi le monopole.

Jusqu'à présent, on a très peu fait pour remédier à ce mal, mais quand les magasins qui se remplissent chaque année davantage seront trop pleins, l'Etat sera forcé de chercher un débouché, et il améliorera en même temps l'état du cultivateur.

Le *houblon* est une plante industrielle qui s'est développée surtout après la guerre. En 1921 il y avait une superficie de 1.200 hectaresensemencée en houblon (il paraît que la statistique du Ministère n'est pas exacte sur ce point) avec une récolte de 5.150 quintaux et on a exporté cette même année environ 12.800 q. et importé 7.467 q. En 1926, la superficieensemencée était de 4.256 ha. avec une récolte de 17.150 q. et en 1927, 9.167 ha. avec une récolte de 37.758 q.

Le houblon est cultivé principalement en Voïvodine et surtout dans la Bačka où, en 1921, il y avait 497 ha.ensemencés en houblon; en 1925 : 1.144 ha. et en 1926 : 2.471 ha. La Slovénie vient au deuxième rang; elle possédait en 1925 750 ha., en 1926 1.200 ha. à 1.300 ha. de la superficie ense-

mencée. Le rendement moyen de 1921 à 1927 (1921, 4,27 q.; 1924, 9,81 q.; 1927, 4,27 q.) était de 6,5 q.. Avant la guerre, sur l'ancien territoire austro-hongrois, le rendement était de 19 q. par ha., tandis qu'après il n'a jamais dépassé 16 q. (en 1925).

La Yougoslavie tient actuellement la sixième place dans la production mondiale de houblon (elle vient après l'Angleterre, les Etats-Unis, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne et la France). La qualité du houblon tchèque est partout supérieure, mais on a beaucoup d'espoir dans l'amélioration progressive du houblon yougoslave. D'après la valeur des exportations, le houblon occupe dans la balance commerciale des exportations la huitième place. On exporte annuellement une moyenne de 93 millions de dinars (en 1925 on a exporté 243 millions de dinars et en 1926 206 millions).

Il n'existe dans le pays que 35 brasseries avec une capacité d'un million et demi d'hectolitres. Elles ne consomment que 40 tonnes de houblon, tandis que nous avons produit en 1926 1.715 tonnes: il y a donc une surproduction évidente.

On a exporté durant les dernières années 13.121.224 kg. de houblon d'une valeur de 693 millions de dinars.

Dans la production du *chanvre*, la Yougoslavie occupe la 4^e place (après la Russie, les Philippines et l'Italie). Le chanvre est une plante qu'on y a cultivé depuis des temps fort anciens. La production a augmenté fortement ces dernières années et a doublé en sept ans: en 1921, il y avait 30.000 ha. de terres ensemencées avec un rendement de 9,96 q. par ha.; la récolte était de 212.000 q. tandis qu'en 1925 il y avait un supplément de 9.000 ha. de terres ensemencées et que la récolte augmentait de 221.000 q.

Le chanvre réussit surtout en Voïvodine et particulièrement dans la Bačka, qui participait en 1925 pour 52,4 % à la production totale du pays. Son excellente qualité le fait bien apprécier du commerce mondial et on le vend sur tous les marchés européens. On le travaille dans l'industrie domestique, et dans ces dernières années, on a commencé à le travailler dans les fabriques comme un produit demi-manufacturé. Ces fabriques sont au nombre de 35, la plupart dans la Bačka. Il arrive sur le marché extérieur ordinairement

comme produit demi-manufacturé ou comme matière première, tandis que comme produit fini il ne vient que dans la proportion de 2,2 % en tête. Pendant la période de 1920-1925 on a exporté du chanvre (comme demi-manufacturé et comme matière première) 452.763 q. de l'étoile de chanvre 93.400 q. et des objets fabriqués (cordes) 22.253 q., ce qui représente 74,4 % en matière première et demi-manufacturé.

La valeur du chanvre exporté pendant ces six années est de 581,7 millions de dinars, ce qui représente 3,5 % du total des exportations. On en consomme beaucoup pour les besoins ménagers. Sur les 1.525.616 q., produits de 1920 et 1925, on a exporté en tout 452.763 q., c'est-à-dire 29,69 % ; le reste a été consommé dans le pays.

La production du *lin* est de beaucoup inférieure à celle du chanvre. Cette plante sert presque exclusivement à la consommation locale, et est transformée d'une façon primitive dans l'industrie domestique. En 1926 il y avait 12.977 ha. de terres ensemencées qui ont donné 86.181 q. de lin.

En Yougoslavie, l'*arboriculture* n'est pas développée autant qu'on pourrait s'y attendre. Les arbres sont nombreux (il y a 612 arbres pour 100 habitants) et leur qualité serait excellente s'ils n'étaient pas mal soignés, mal taillés, et s'il existait une meilleure organisation pour les exploiter. La plus grande partie de nos fruits périclitent. Quoique la culture des arbres fruitiers soit développée dans tout le Royaume, le revenu qu'on en retire est très faible. Si nous exceptons quelques régions où l'on s'occupe spécialement des fruits, comme le Posavina et les environs de Bregalnica avec les prunes, les environs de Podrinje, de Maribor et d'ailleurs avec la pomme, on remarque à peine l'existence de l'arboriculture. Le pays consomme beaucoup de fruits, principalement au moyen de l'achat direct chez les paysans, mais ne produit pas pour l'exportation. La raison en est que l'arbre fruitier n'est pas cultivé en vue de l'exportation parce qu'il n'existe dans le pays aucun entrepôt spécial ou centre où on pourrait conserver les fruits, les laisser venir à point, les emballer, etc... Le capital fait aussi défaut. Le paysan ne vend que de temps en temps et quand il a besoin

d'argent. Il ne cherche pas à avoir des fruits de bonne qualité. S'il existait une organisation coopérative avec les capitaux nécessaires pour se charger d'améliorer l'horticulture de conserver les fruits et de les exporter, le paysan retirerait de l'arboriculture un revenu décuplé.

Le *prunier* occupe la première place parmi les arbres fruitiers : c'est une plante nationale qu'on peut voir dans tout verger. Il n'existe pas un seul village, une seule maison, qui n'ait son prunier. Non seulement la prune est estimée comme nourriture, mais on la conserve sous forme de marmelade, et on la distille pour la production de l'eau-de-vie (*rakija*), boisson nationale en Yougoslavie. Sur le nombre total des arbres fruitiers, 73 millions en 1926, les pruniers comptaient pour 50 millions, ce qui représente les 2/3. La récolte totale des prunes était en 1926 de 9.839.411 quintaux. La récolte minimum fut celle de 1924 : sur les 49 millions de pruniers la récolte ne fut que de 3.200.000 quintaux. La récolte moyenne est de 14 à 16 kg. par arbre.

La Serbie du Nord, la région la plus riche en prunes, a environ 32 millions d'arbres et n'a donné en 1923 que 5.300.000 de quintaux de prunes. La prune est ici de très bonne qualité surtout dans les environs du Danube et de la Drina. Elle y est grosse, de belle couleur, succulente. Après la Serbie vient la Bosnie qui donne 1.500.000 quintaux pour 12.300.000 d'arbres. La prune de Bosnie est plus petite, plus massive, plus ferme. La meilleure région est celle de Posavina où on cultive la prune en gros pour l'exportation (le centre principal du commerce est Brčko). La prune des montagnes sert principalement pour la distillation de l'eau-de-vie, mais elle est aussi très bonne pour la marmelade. Après la Bosnie vient la Croatie dont la prune est un mélange des deux variétés précédentes.

Par sa qualité, notre prune est une des meilleures en Europe. Elle se distingue particulièrement par sa taille, sa succulence et sa couleur bleu-foncé. Pour pouvoir faire la concurrence à la prune américaine qui correspond à la nôtre par sa qualité, il faudrait d'abord avoir des étuves. Pendant la domination autrichienne, le centre du commerce de la prune était Vienne où se trouvaient les étuvages les plus

modernes. Aujourd'hui le commerce de la prune se fait de plus en plus en dehors de Vienne, mais il lui manque des moyens d'organisation. La prune fraîchement cueillie exige un transport rapide. Cependant nous manquons de wagons, sans parler des wagons spéciaux qui seraient plus propres au transport des prunes. Ainsi quantité de prunes fraîches périssent, soit chez le paysan qui ne trouve pas d'acheteur, soit chez le commerçant qui ne peut pas les conserver.

Le séchage des prunes est souvent fort primitif. Le paysan les sèche dans de vieux séchoirs où la prune reste en grande partie insuffisamment déshydratée. Puis elle est mal emballée, et ne peut pas conquérir sur le marché la réputation qui pourtant lui appartiendrait par sa qualité.

La plus grande partie des prunes est transformée en eau-de-vie. Tout paysan s'occupe plus ou moins de la distillation de l'eau-de-vie, qui compte dans les autres besoins du ménage, et qu'on produit pour toute l'année. C'est la raison pour laquelle une plus grande production d'alcool avec les appareils modernes ne réussit pas à se développer. La consommation de l'eau-de-vie est très grande dans le pays, particulièrement dans les régions de la Serbie et de la Bosnie où ne pousse pas la vigne.

Le mouvement d'exportation des produits de la prune a été le suivant :

	1921		1923		1926	
	Wagons	mill. dinars	Wagons	mill. dinars	Wagons	mill. dinars
Prunes sèches ...	3.836	141,2	664,9	345,5	471,8	233,6
Marmelade	289	9,2	165	11,4	30,7	14,9
Eau-de-vie	5	0,5	0,6	0,1	0,04	0,05

Les prunes sèches sont exportées principalement en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Autriche et en Allemagne où on les transforme en marmelade, tandis que les grosses prunes servent directement à la consommation. La marmelade se vend de moins en moins à cause d'une mauvaise fabrication. Une fabrication moderne pourrait nous permettre de conquérir le marché international.

Un autre arbre important est le *pommier*; il y en avait 6.772.739 en 1926 et une récolte de 1.952.526 quintaux de pommes. On cultive la pomme dans toutes les régions. On la consomme généralement dans le pays à l'état frais et sa transformation est infime.

Les *poiriers* étaient en 1926 au nombre de 3.619.670 avec une récolte de 967.137 quintaux. Les *noix* ont une grande importance comme article d'exportation, mais on soigne fort peu leur qualité. En 1926, il y avait 1.936.346 arbres avec une récolte de 434.642 quintaux. Les *figuiers* sont cultivés principalement à proximité de la mer. En 1926 il y avait 742.327 figuiers et une récolte de 97.692 quintaux. On sèche également très rarement les figues, et si on les sèche, on les consomme dans le pays parce qu'elles ne peuvent pas résister à la concurrence mondiale sur les marchés étrangers. Les *oliviers* sont cultivés en Dalmatie, rarement en Croatie. En 1926 il y avait 4.222.428 oliviers donnant une récolte de 48.973 quintaux. L'olive est un article très important dans le Primorje (Littoral). La culture des olives n'est pas encore perfectionnée, mais elle s'améliore de jour en jour.

Les *vignobles* sont assez développés en Yougoslavie, où ils avaient une certaine importance dès le moyen âge, époque à laquelle la culture de la vigne, ainsi que l'agriculture, étaient considérées comme un travail très noble. Ainsi notre poésie nationale dit que le roi, la reine, les nobles et même le plus pauvre paysan s'adonnaient à la viticulture partout où elle pouvait réussir. Le domaine particulier de la vigne est le Primorje, l'Herzégovine, la Croatie dans la région d'Osijek et Daruvar, la Serbie du Nord dans la région de Smederevo et Negotin. Les vignes sont depuis quelque temps greffées sur plants américains. En 1926, pour une surface de 175.016 ha. la vigne américaine couvrait 135.002 ha. et les vignes non greffées 40.013 ha.

La production de notre vin commence à être appréciée dans ces derniers temps. Les vins yougoslaves sont de très bonne qualité quant à leur teneur en alcool, à leur coloration et à leur goût, mais ils sont trop forts (ce sont les vins

les plus forts), de sorte qu'ils ne peuvent pas faire de concurrence sérieuse sur le marché mondial. Toutefois, on pourrait réduire leur degré d'alcool en perfectionnant la fabrication et la distillation.

Une autre raison de cette infériorité est qu'on produit aujourd'hui sur une petite échelle. Par la concentration de la production et à l'aide de capitaux plus importants, la production deviendra plus avantageuse. L'exportation du vin était très irrégulière jusqu'à l'heure actuelle. En 1921 on a exporté 1911 tonnes valant 5,5 millions de dinars; en 1922, 8.526 tonnes valant 34,3 millions de dinars et l'exportation de l'année suivante n'était plus que de 2.597 tonnes valant 14,6 millions de dinars; en 1926, 2.351 tonnes valant 13,1 millions de dinars. On exporte en grande partie pour la Tchécoslovaquie, et aussi pour l'Italie et pour la Pologne.

CHAPITRE DEUXIEME

L'ÉLEVAGE

Etat du bétail. — Importance du bétail dans certaines régions. — Préparation des produits du bétail. — Volaille. — Apiculture. — Sériciculture. — Pêche.

La situation géographique, la vie primitive des habitants, le niveau peu élevé de la culture, l'ignorance de toute science économique sont les raisons qui font encore aujourd'hui de l'élevage une des plus importantes richesses nationales. Les Yougoslaves, ayant peuplé les régions des Balkans où ils se trouvent aujourd'hui, ont vécu d'une vie plutôt nomade. L'élevage leur a donné les produits les plus nécessaires à leur existence. Le bétail était leur propriété mobile qui permettait aux diverses tribus des migrations d'une région à l'autre. Même pendant leur migration au XVII^e siècle sous le patriarche Crnojević, les Serbes qui sont venus peupler les régions de l'actuelle Voïvodina ont amené avec eux des troupeaux entiers de bestiaux. Le même fait s'est renouvelé plus tard à l'occasion de la migration des Herzégoviniens en Monténégro. L'élevage avait la même importance que l'agriculture. On pourrait même affirmer que dans certaines régions l'agriculture a été négligée plus que l'élevage pendant quelques périodes de l'histoire. Il y en a aujourd'hui quelques-unes où l'agriculture par son importance cède le pas à l'élevage. Prenons par exemple les

régions où le climat ne permet pas la culture des céréales. L'élevage y est la source principale de la richesse. Rares sont au contraire les régions où l'élevage ne s'est pas développé au même degré que l'agriculture. Une région a plus de bœufs, une autre plus de moutons, une troisième plus de porcs ou de chèvres. D'après la statistique du 31 Janvier 1921, la Slovénie arrive en tête pour les bœufs avec 29,64 têtes par km²; pour les chevaux et les porcs c'est la Voïvodina avec 15,81 chevaux et 48,45 porcs par km²; pour les moutons c'est la Serbie (38,32), enfin pour les chèvres c'est la Bosnie qui a le premier rang (10,34). En Dalmatie, région où la culture du blé est presque impossible, il y a 21,47 moutons par km² et au Monténégro 24,67. Le bétail servait aussi plus souvent pour les échanges que l'agriculture et pendant longtemps, il a tenu la place de l'argent. L'agriculteur trouvait plus d'intérêt à échanger son bétail que son blé. Aussi gardait-il son blé et portait-il son bétail sur le marché. D'ailleurs, l'élevage se faisait à peu de frais grâce aux forêts qui fournissaient une nourriture abondante.

Le bétail est élevé d'une façon primitive. Le principal éleveur chez nous est le paysan dont le niveau intellectuel et la science agricole sont insuffisants (1). Les troupeaux de bestiaux restent sans surveillance efficace et sans soins durant des étés entiers, dans d'épaisses et vastes forêts. Ils descendent dans les vallées quand il fait plus chaud et ce n'est qu'au moment où ils commencent à ne plus trouver leur nourriture qu'ils sont ramené à l'étable. C'est une des raisons pour lesquelles, en général, le bétail est arriéré. Les animaux sont de petite taille, chevaux, bœufs et moutons. On n'a commencé à améliorer la race que dans ces derniers temps. L'épizootie fait des ravages. On connaît la guerre douanière qui a éclaté entre l'Autriche et la Serbie en 1906 et qui a duré très longtemps. Elle a été motivée principalement par la maladie du bétail et la corruption de la viande. Cela arrive encore aujourd'hui, malgré le nombre suffisant de vétérinaires, parce que le paysan ne s'est pas encore habitué à les consulter. On essaie d'y remédier en ouvrant des cours agricoles, des écoles, et on s'efforce de produire de

(1) *La Revue économique de Belgrade*, 1927, N° 1, p. 11.

nouvelles races. En 1928 a été présenté au Parlement un projet de loi sur l'amélioration de l'élevage qui devrait résoudre particulièrement la question de l'épizootie.

La Yougoslavie tient la première place dans la Péninsule balkanique pour le nombre de bœufs, la première pour le nombre de porcs, la deuxième pour le nombre de chevaux (après la Roumanie), la deuxième pour le nombre de moutons (après la Bulgarie) et la troisième pour le nombre des chèvres (après la Grèce et la Bulgarie). Par conséquent elle est au point de vue de l'élevage le plus fort Etat dans les Balkans. Si nous consultons les indications statistiques sur l'exportation des bestiaux et de leurs produits, nous verrons que l'élevage a participé aux exportations de la Yougoslavie de la façon suivante :

En 1920, pour 15 % ; en 1921, 40,35 % ; en 1922, 41,54 % ; en 1923, 38 % ; en 1924, 31,05 % ; en 1925, 22,31 % ; en 1926, 27 % ; en 1927, 20,82 %.

Pendant les années 1920-1927, sur la valeur totale des exportations qui s'élevait à 48.182 mill. de dinars, l'élevage représentait 14.181 mill. de dinars, soit 29,42 %, ce qui nous prouve que l'élevage est une des branches les plus importantes de l'économie du pays. Le Tableau n° 5 nous en montre l'état. La région la plus pauvre d'élevage est le Monténégro. Si nous comparons le nombre d'habitants avec le nombre de bestiaux, nous verrons qu'au Monténégro, pour 100 habitants il y a 119,50 moutons, 41,20 bœufs, 37,68 chèvres, 5,00 chevaux et 5,02 porcs. Ainsi le Monténégro tient par le nombre de moutons pour 100 habitants la première place dans le pays. La province la plus riche serait la Serbie qui, pour 100 habitants, a 39,50 bœufs, 3,41 chevaux, 19,98 porcs, 88,78 moutons et 17,38 chèvres ; en tout 169,05 animaux domestiques par 100 habitants ou 1,71 par habitant.

Depuis 1921, il n'a pas été dressé de statistique officielle des bestiaux dans le Royaume et, d'après les données fournies par les administrations communales, la situation du cheptel nous présente le Tableau n° 6. En 1914, les diverses régions de la Yougoslavie avaient plus du double de bestiaux qu'en 1919. Depuis 1919, le nombre a augmenté en six ans de 2 millions et, tandis que le nombre de moutons

TABLEAU N° 5

RECENSEMENT DU BETAIL AU 31 JANVIER 1921

REGIONS	Bœufs		Buffles		Chevaux		Mulets et Mules		Anes		Porcs		Moutons		Chèvres	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Serbie.....	1.631.096	32.9	49.266	95.7	141.479	13.2	8.963	49.6	57.226	68.0	825.042	24.53	666.104	52.3	718.767	46.3
Monténégro....	82.067	1.6	16	—	10.116	1.0	1.230	6.8	3.810	4.5	10.542	0.3	238.576	3.4	75.515	4.9
Bosnie-Herzég....	1.223.277	24.6	802	1.6	192.631	18.0	1.045	5.8	6.860	8.1	278.587	8.2	1571.199	22.4	529.433	34.1
Dalmatie.....	52.084	1.0	31	0.1	12.104	1.1	4.237	23.2	12.042	14.3	22.964	0.7	273.452	3.9	116.905	7.5
Croatie-Slavonie	1.118.014	22.5	233	0.4	342.760	32.1	1.555	8.7	2.581	3.1	977.315	29.0	566.347	8.1	84.412	5.4
Slovénie.....	479.106	9.7	16	—	58.647	5.5	240	1.3	302	0.4	303.917	9.0	75.427	1.1	23.690	1.5
Vojvodine.....	374.753	7.7	1.119	2.2	311.573	29.1	838	4.6	1.386	1.6	954.676	28.3	620.099	8.8	4.037	0.3
Totaux.....	4.960.397	100.0	51.483	100.0	1.069.310	100.0	18.108	100.0	84.207	100.0	3.373.041	100.0	7.011.204	100.0	1.552.759	100.0
Par 1 km. carré.	19.92		0.20		4.29		0.07		0.33		13.54		28.01		6.23	
Pour 100 habit....	41.33		0.42		8.89		0.15		0.69		28.08		58.41		12.91	

augmente de 2 millions et demi, le nombre de bœufs diminue d'un million. D'une manière générale, on peut dire ceci : durant la période 1921-1925, les bœufs ont diminué en nombre de 23,4 %, les porcs ont diminué de 16,9 % et le nombre des chevaux a augmenté de 3,4 % ; celui des moutons de 12,8 % ; celui des chèvres de 16,5 % (1). Comme on le voit, la progression est faible pour les raisons indiquées plus haut. Le bétail se trouve dans son ensemble entre les mains de paysans qui l'élèvent d'une manière irrationnelle. Quoique le pays soit riche en pâturages (un quart de toute la surface cultivée et 11,2 % du territoire du pays sont couverts de pâturages), les bêtes sont généralement maigres, peu résistantes, parce que mal nourries. D'après « *Naša Narodna Priroda* » de l'année 1925, on a employé pour

TABLEAU N° 6

ETAT DU BETAIL

NOMS	1914	1919	1923	1925	1927
Chevaux	1.555.776	1.008.980	1.062.893	1.106.142	1.120.310
Bœufs	6.276.855	4.555.220	3.869.685	3.768.135	3.729.343
Porcs	5.233.950	2.972.503	2.496.723	2.802.355	2.769.848
Moutons	11.570.260	5.249.667	7.639.257	7.906.808	7.735.915
Chèvres	2.445.370	1.200.296	1.730.204	1.810.669	1.738.958
<i>Totaux.....</i>	<i>27.082.211</i>	<i>14.986.666</i>	<i>16.798.762</i>	<i>17.394.109</i>	<i>17.094.374</i>

nourrir le bétail 2 mill. de kg. de betteraves, 2,8 mill. de kg. de trèfle, 33,9 mill. de kg. de foin. Si nous divisions le total par le nombre de bœufs dans l'année (3,7 millions) et par le nombre de chevaux (1,1 millions) nous verrions que chaque bœuf ou cheval a eu environ 10 kg. En cette même année, on a dépensé 10,2 millions de kg. de maïs pour nourrir les porcs. Si nous divisions ce chiffre par leur nombre

(1) D'après M. MILOŠEVIĆ : « *Stanju domaće stoke u našoj Kraljevini* ». (*Ekonomist*, N° 6, 1927, p. 401-416). L'accroissement annuel dans la période 1921-1925 a été le suivant : l'augmentation : chevaux de 3,36 % ; moutons, de 3,18 % et chèvres de 4,12 %. La diminution : bœufs de 6 % et porcs de 4,21 %.

(2,8 millions) nous verrions que le porc a eu en moyenne 5 kg. de maïs par année.

L'animal domestique le plus important est le MOUTON. Pour 100 habitants il y a 58,41 moutons et 28,10 par km². Tout village, toute maison en possède. Ils sont moins nombreux en Slovénie où pour 100 habitants il n'y a que 7,10 moutons et plus nombreux au Monténégro où il y a 119,59 moutons pour 100 habitants.

Le mouton qui est en général d'une race petite et basse, fournit une laine longue, mais dure, qui se prête difficilement à la transformation. Sur une production annuelle d'environ 16 millions, on exporte en tout 0,40 % ; l'industriel du pays lui-même en prend 5 à 10% (nous avons aujourd'hui 15 entreprises dont 11 grandes et 4 moyennes qui produisent annuellement environ 6,7 millions de mètres de tissus), tandis que le reste est travaillé par la population elle-même pour ses propres besoins. L'exportation de moutons vivants est aussi faible. Sur les 7 millions de moutons et les 1.800.000 chèvres, avec une augmentation annuelle d'environ 223.901 moutons et 64.616 chèvres (1). On a exporté de 1922 à 1925 environ 362.702 moutons et chèvres par an, valant en moyenne 74,5 millions de dinars. On exporte rarement la viande qui est volontiers consommée dans le pays.

Les BŒUFS sont un article d'exportation très important. Après les porcs, ce sont les bœufs qu'on exporte le plus dans les pays d'Europe centrale. Ils servent aussi comme animaux de trait. Parmi les vaches 76,5 % (1.601.126) sont des vaches à lait tandis que 23,5 % (492.981) des vaches bréhaïgues (stériles). Les vaches stériles sont les plus nombreuses en Serbie où elles représentent 45,1 % du total ; les moins nombreuses en Slovénie avec 9,3 %. Le nombre de bœufs comparé au nombre d'habitants donne la plus forte proportion en Bosnie et Herzégovine avec 64,74 pour 100 habitants ; la plus faible en Dalmatie avec 8,37 pour 100 habitants. Les bœufs et les vaches, s'ils ne servent pas comme

(1) MILOŠEVIĆ, *loc. cit.*, p. 408.

animaux de trait ou pour la production du lait sont exportés en grande partie. La transformation de la viande n'est pas encore bien développée, particulièrement pour celle de bœuf qu'on n'utilise pas, alors qu'on conserve par le fumage, bien primitivement d'ailleurs, beaucoup de viande de moutons, de chèvres et de porcs. En 1921 on a exporté 108.216 têtes valant 235 millions de dinars. La plus forte exportation a été celle de 1923 avec 206.513 têtes valant 846 millions de dinars. Depuis lors, l'exportation a été sans cesse en décroissant, et en 1926, on a exporté en tout 141.839 têtes valant 366 millions de dinars. Pour cette dernière année, l'Italie occupe la première place dans les exportations avec 46.412 bœufs, l'Autriche la deuxième avec 39.523; puis la Grèce avec 15.397. La viande fraîche qu'on a exportée en 1926 est allée vers l'Autriche qui a importé de Yougoslavie un total de 127.392 kg. de viande fraîche. L'exportation annuelle moyenne de bœufs est de 140.830 têtes valant 158 millions de dinars, par conséquent on exporte en tout 3,6 % d'animaux vivants.

La Yougoslavie occupe une place bien en vue en ce qui concerne les PORCS qui sont un article important pour le commerce. Sous la domination autrichienne, les commerçants de Vienne et de Prague avaient en Voïvodina leurs employés qui fournissaient les porcs à leurs usines. La qualité en est excellente. Dans le pays où chaque maison pratique l'élevage du porc, cette viande est transformée plus que toute autre viande. Comme nourriture, elle est même, avec celle du mouton, la préférée. Dans les villages, on la fume beaucoup pour la consommer durant l'hiver. Les porcs sont particulièrement nombreux en Serbie où il y a 48,45 porcs par km² et 69,13 porcs pour 100 habitants.

En 1921, le mouvement des exportations de porcs était de 219.554 têtes valant 209 millions de dinars; en 1923, de 140.441 têtes valant 448 millions de dinars; en 1926, de 297.870 têtes valant 339 millions de dinars. Pendant les années 1921 à 1926, on a exporté en tout 921.716 porcs valant 1.611 millions de dinars, ce qui représente une moyenne annuelle de 153.519 têtes valant 268 millions de dinars.

Les CHÈVRES sont élevées dans les régions montagneuses, particulièrement dans le département de Mostar, de Bitolj, de Skoplje, puis au Monténégro et en Dalmatie aux environs de Split. Pour 100 habitants il y a une moyenne de 12,91 chèvres; le maximum en Bosnie avec 37,68 chèvres pour 100 habitants, et le minimum en Voïvodine avec 0,29. Les chèvres sont rarement exportées comme bétail vivant, mais on exporte en partie la viande fumée.

Quant à la transformation des produits de l'élevage, cette question sera traitée ultérieurement. Il nous suffit, pour l'instant, de constater que la préparation moderne ne s'est développée que dans les domaines nationaux parmi lesquels Belje (en Baranja) occupe la première place. En 1923 on y a fabriqué 92.760 kg. de beurre de vache avec 2.308.343 litres de lait et 6 wagons de fromage (1). Ailleurs, la fabrication n'est pas rationnelle. Le beurre de brebis est fabriqué surtout dans la Serbie méridionale et en Bosnie, ainsi que dans certaines régions de la Serbie centrale. On évalue pour la Serbie méridionale seule la production du beurre de lait à 12 wagons et celle du beurre de Kaškavalj à 15 wagons (2). Le plus fort producteur de fromage est la Fromagerie de Belje qui exporte par an une soixantaine de wagons de fromages mous. En Bosnie nous avons à Banja Luka « L'Etoile de Marie » où les religieux fabriquent dix wagons de fromages d'une excellente qualité par an. Il y existe encore la Fromagerie Mercure à Osijek et à Nova Gradiška une laiterie. On a exporté en 1926 145.913 kg. de beurre, 202.217 kg. de fromage ordinaire, 1.689.066 kg. de fromage dit « Kaškavalj », 1.621.813 litres de lait frais, 4.725 kg. de fromage des trappistes.

La préparation des viandes n'est pas encore développée dans le pays. L'exportation de viande fraîche et préparée est représentée comme suit :

En 1919, 2.007 tonnes valant 13,8 mill. de dinars; en 1921, 25.480 tonnes valant 252,9 mill. de dinars; en 1922, 20.413 tonnes valant 317,9 mill. de dinars; en 1923, 21.641 tonnes valant 524,5 mill. de dinars; en 1925, 17.796 tonnes

(1) *La Revue économique de Belgrade*, 1927, N° 1, pages 11-12.

(2) *La Revue Economique de Belgrade*, N° 1, 1927, p. 11 et suiv.

valant 353,2 mill. de dinars; en 1926, 22.602 tonnes valant 355,8 tonnes de dinars.

Avec une préparation rationnelle des produits de l'élevage, la Yougoslavie pourrait avoir une des premières places sur le marché européen. Cette question, comme celle de l'élevage en général, devra être résolue dans le plus bref délai. A l'heure actuelle, la meilleure solution de ce problème est la *coopération*. En Slovénie où les coopératives sont le mieux développées, et où les paysans produisent d'une façon tout à fait rationnelle, tout producteur s'affilie à une coopérative. Sur les 1,6 millions de litres de lait qu'on exporte du royaume, l'Autriche en importe 1,3 millions provenant exclusivement de la Slovénie, aussi bien que le reste qui va en Italie et en Allemagne. Le pays n'a pas assez de capitaux pour les placer dans n'importe quelle production agricole et l'unique remède avant de réunir les capitaux est la coopération dont nous parlerons plus tard.

La Yougoslavie n'est pas riche en VOLAILLE. D'après la statistique des animaux domestiques, il y avait en tout 15.075.222 pièces de volailles dans le Royaume, dont 32 % en Serbie, 25,8 % en Croatie et Slavonie, 21,7 % en Voïvodine, 11,7 % en Bosnie et Herzégovine, 7,0 % en Slovénie, 1,2 % en Dalmatie et 0,6 % au Monténégro. Il y en a 63,2 par km² et 128,6 pour 100 habitants. On élève surtout les poules dont le nombre atteint les 3/4 de la totalité des volailles. L'exportation des animaux à plumes était en 1921 de 292,7 tonnes valant 4,1 millions de dinars, en 1923 de 1.906 tonnes valant 39,3 mill. de dinars et en 1926 elle est tombée à 1.362 tonnes valant 20,7 mill. de dinars. L'exportation de la volaille abattue a été meilleure, puisqu'en 1921 elle a atteint 1.701 tonnes et 45.000 pièces, valant 18,3 millions de dinars; en 1923: 3.861 tonnes valant 93,8 millions de dinars et en 1926: 5.681 tonnes valant 87,0 millions de dinars.

Le meilleur produit est celui de la vente des œufs, ce qui s'explique si l'on tient compte de ce que sur 15 millions de volailles les poules atteignent 10 millions.

Les œufs sont d'une qualité excellente. On en trouve dans toutes les régions du pays.

L'exportation des œufs a été la suivante : en 1921, 12.341,5 tonnes valant 146,7 mill. de dinars; en 1922, 13.382 tonnes valant 321,2 mill. de dinars; en 1923, 17.241,1 tonnes valant 530,6 mill. de dinars; en 1924, 20.129,2 tonnes valant 618,6 millions de dinars; en 1925, 27.224,8 tonnes valant 608,9 mill. de dinars; en 1926, 31.806,1 tonnes valant 606,3 mill. de dinars; en 1927, 26.350 tonnes valant 512,8 mill. de dinars.

On a vendu surtout en Suisse qui a participé en 1926 aux exportations pour 12,1 mill. de kg., en Allemagne 7,7 mill. de kg., en Autriche 7,6 mill. de kg. et en Italie 3,2 mill. de kg.

Mais le commerce des œufs ne nous paraît pas bien organisé. L'exportation annuelle est de 20 millions de kg. Cependant, si l'organisation était meilleure encore, on pourrait en exporter au moins le double. Avec un commerce bien compris, avec des entrepôts munis d'installations modernes, où l'on pourrait consacrer les soins nécessaires à leur conservation, avec un bon emballage, les œufs yougoslaves pourraient soutenir la concurrence sur tous les marchés mondiaux. Il est exact qu'on s'occupe actuellement de ce commerce, mais il faudra attendre longtemps avant qu'il ait pris toute l'importance souhaitable.

L'APICULTURE est une des occupations agricoles qui existent depuis le moyen âge. La cire a été un article d'exportation et formait avec le miel un des principaux revenus des biens du roi et de la noblesse. Les monastères en produisaient beaucoup. Elle servait aussi à la fabrication des cierges. Le miel était utilisé dans une boisson faite avec un mélange d'eau-de-vie (*medovina*) que l'on vendait dans tous les Balkans. L'apiculture était avec la viticulture une des plus nobles occupations.

Aujourd'hui l'apiculture est encore développée dans tout le pays, mais elle reste fort primitive. Dans un village se trouve presque devant chaque maison une ruche en osier. Mais, si on veut garder des abeilles pour la reproduction, il faut leur laisser du miel et de la cire, ce qu'on ne fait pas ordinairement chez nous. Cependant, en ces derniers temps, l'apiculture a commencé à se développer dans les régions du

Nord sur des principes modernes avec des ruches mobiles. Elle aura un grand avenir chez nous, et bientôt le miel et la cire auront un rôle très important dans notre commerce d'exportation.

En 1921, il y avait seulement 534.446 ruches d'abeilles dans le Royaume. La Serbie y participe pour 39,2 %, la Croatie et la Slavonie pour 19,5 %, la Bosnie et l'Herzégovine pour 16,9 %, la Slovénie pour 11,2 %, la Voïvodine pour 9,4 %, la Dalmatie pour 2,2 % et le Monténégro pour 1,6 %. L'apiculture a fourni pour la nation un revenu total de 59,4 millions de dinars en 1923, 53,6 millions de dinars en 1924; 43,6 millions de dinars en 1925 (1). En 1926, on a exporté 101.368 kg. de miel valant 1,5 millions de dinars pour la plupart en Autriche, en Hongrie et en Tchécoslovaquie.

Pour la SÉRICICULTURE, la Yougoslavie occupe la troisième place comme producteur de soie brute après la France et l'Italie. Il existe chez nous une tradition séricicole, étant donné que l'élevage du ver à soie est pratiqué depuis bien longtemps dans nos contrées. Les conditions climatiques sont aussi favorables dans tout le pays excepté en Slovénie. Cependant, la situation actuelle de la sériciculture n'est pas satisfaisante. La principale cause en est la guerre et la dévastation des contrées entières qui s'occupaient de l'élevage du ver à soie (2). Dans la Serbie méridionale la guerre a détruit les 2/3 des mûriers et de trop nombreuses magnaneries ainsi que les installations pour la production des œufs. Pour relever la sériciculture, l'État a gardé pour lui le monopole de la vente des cocons, tandis qu'en Serbie méridionale elle est tombée dans les mains de certaines associations privilégiées. De là, une nouvelle crise de la sériciculture. L'État en donnant aux sériciculteurs les œufs, en gardant le monopole du commerce des cocons, paie bien au-dessous des prix du marché. Ainsi il a été produit en 1926 en Serbie méridionale 389.965 kg. de soie et avec le commerce libre tout éleveur aurait touché environ 5.062 dinars, tandis qu'en

(1) M. DJURIČIĆ, TOMIĆ, etc... : *Naša Narodna Privreda*, Sarajevo, 1927, p. 93.

(2) *La Revue Economique de Belgrade*, N° 4, 1926, p. 20, 21, 22.

Voïvodine où l'Etat rachetait lui-même, chaque éleveur touchait à peine 410 dinars (1).

Voici le mouvement de la sériciculture :

Année	Nombre d'éleveurs	Distribution des œufs en kg.	Production en kg.
1920.....	6.457	214.534	220.900
1921.....	13.275	319.230	377.969
1922.....	25.120	541.472	587.373
1923.....	25.108	598.638	693.319
1924.....	39.800	820.775	980.949
1925.....	43.354	832.674	982.621

Les meilleures régions séricicoles sont Djevdjelija, Dojran, Strumica. Toute la Serbie méridionale a donné en 1923, 338 tonnes; en 1925, 306 tonnes, ce qui représente 48 % de la production totale. Là, où la sériciculture est libre, elle se développe mieux. Il est à souhaiter, étant donnée la grande importance de cette branche économique, que l'Etat réorganise le commerce des cocons. L'élevage des vers à soie apporterait de grands avantages à beaucoup de régions dans lesquelles il n'est pas encore introduit, mais il ne pourra se développer qu'au moment où l'éleveur aura obtenu en échange de ses produits leur pleine valeur, ce qui ne peut être atteint autrement que dans la vente libre.

La PÊCHE est une des parties de l'économie nationale la moins développée malgré les conditions favorables que le pays présente pour son développement. Le littoral adriatique appartenant à la Yougoslavie s'étend sur environ 600 km. à vol d'oiseau, tandis que la côte proprement dite a une longueur de 1.571 km. La côte est très bien découpée, la Mer Adriatique est des plus riches en poissons, mais tout cela n'a pourtant pas eu pour conséquence un plus grand développe-

(1) *Privredni Pregled*, N° 40, 1927.

ment de la pêche dans la Dalmatie. La population pauvre, clairsemée, soumise durant des siècles au joug d'une puissance étrangère, ne pouvait même pas se consacrer à un genre d'activité pour lequel elle était très apte. La guerre mondiale a eu, elle aussi, une influence funeste sur la pêche. Un grand nombre de bateaux pêcheurs ainsi que l'outillage ont été détruits et les œufs de poissons anéantis. Le Gouvernement lui-même n'a rien fait pour relever la pêche. La loi autrichienne de 1884 est encore en vigueur aujourd'hui, bien qu'elle ne corresponde plus aux circonstances actuelles (1). Quelques petits bateaux pêcheurs, la plupart insulaires, flottent sur l'Adriatique, plutôt pour satisfaire aux besoins quotidiens que pour assurer un revenu stable. A l'heure actuelle, il n'existe pas en Dalmatie de pêche faite vraiment par des professionnels. Sur les 700.000 habitants demeurant le long de la côte adriatique, il n'y en a que 13.000 (en 1926) qui s'occupent de la pêche, c'est-à-dire pas même 2 % (1,8 %); en 1914 il y avait 5 ou 6 marins par bateau et en 1921 il y en avait 2 ou 3. Ajoutons encore ce fait que sur toute la pêche de l'année 1926 il en a été vendu sur les marchés 49,3 %; 20,5 % a été préparé et salé; 14,7 % exporté dans le pays, 8,4 % à l'étranger et seulement 7,1 % conservé dans l'huile. Ces chiffres nous montrent que les pêcheries sont peu développées et qu'elles ne sont pas organisées méthodiquement. Dans une région comme la Dalmatie, qui manque de terres fécondes, qui n'a ni forêts, ni minéraux, la pêche devrait procurer des avantages beaucoup plus grands qu'actuellement. On peut, toutefois, espérer qu'elle progressera d'une année sur l'autre comme elle l'a fait jusqu'à présent. S'il est nécessaire que les pêcheurs s'organisent encore davantage en créant des coopératives de pêcheurs, il faut aussi que l'Etat lui-même aide à la création d'une pêche nouvelle en faisant une loi sur la pêche, en accordant des subventions et en prenant d'autres mesures de protection. Ce que l'on peut faire de mieux pour cette partie de notre Etat, c'est de l'aider à profiter au moins de ce que la nature lui a accordé.

(1) Le gouvernement actuel a préparé la loi relative à la pêche maritime, fluviale et celle des lacs.

Le mouvement de l'état de la pêche d'après la statistique de la Direction du trafic maritime à Split et celle de la Chambre de Commerce à Split a été le suivant :

	1925	1926	1927
I. a) Nombre total de bateaux.	3.727	4.007	6.004
b) Tonnage des bateaux (en tonnes)	8.177	9.246	12.271
c) Valeur des bateaux (en millions de dinars)	22.681	22.710	35.514
II. Nombre de pêcheurs.....	13.438	13.220	19.022
III. Poissons pêchés :			
a) en tonnes	3.987	4.278	4.650
b) en 1.000 de dinars....	35.355	35.834	41.530

Ces résultats sont loin d'atteindre les chiffres d'autrefois. En 1911 la pêche sur la côte adriatique a produit 7,5 millions de kg. de poissons. Après la guerre, son produit a rapidement baissé et en 1921, d'après le «*Privredni Pregled*» (N° 40 de 1927) il n'était que de 2.438.118 kg., le tiers. Au cours des cinq dernières années, le chiffre de l'année 1921 a doublé, mais il est toujours loin de celui d'avant-guerre.

Les pêcheurs chez nous sont pauvres en grande majorité. C'est aussi une des raisons pour lesquelles leur industrie ne peut pas se développer plus fortement. Le poids moyen d'un bateau de pêche est de 2,3 reg. tonnes et sa valeur de 5.000 de dinars. Si nous prenons comme base 20 jours de pêche par mois, le produit d'une journée de pêche (en 1926) étant de 16.158 kg., la part annuelle d'un bateau avec trois pêcheurs est de 1.440 kg. Pour augmenter le nombre de bateaux munis d'installations modernes, il faut des capitaux. Ces capitaux ne peuvent être créés que par la coopération des pêcheurs. Sur ce point encore, la création de coopératives serait l'aide la plus efficace.

CHAPITRE TROISIEME

LES COOPÉRATIVES

La vie au village avant 1918. — La création et le développement des premières Coopératives dans chaque région jusqu'à la formation de l'Etat yougoslave. — La vie coopérative d'aujourd'hui. — La Loi du 12 Juin 1925 et les Coopératives formées d'après cette Loi. — L'avenir de la coopération en Yougoslavie.

La vie patriarcale de notre paysan a créé une unité sociale presque complètement indépendante au point de vue économique. Les membres d'une famille ou d'une maison forment ce que le peuple appelle « Zadruga », (*za* : pour; *drug* : le compagnon). Le paysan était forcé — si nous faisons abstraction de toutes les autres raisons inhérentes à l'histoire de la nation — à vivre de cette façon. Privé de libertés politiques, sans propriété privée, sans capitaux et sans routes, demeuré illettré, il ne pouvait se développer que dans le cadre étroit de petites cellules indépendantes les unes des autres. La Zadruga était tout pour eux, dans un sens illimité. Là se trouvait le berceau de la morale, le centre de l'éducation, le foyer de la conscience nationale, c'était une unité organisée au point de vue économique qui pouvait satisfaire à tous les besoins de ses membres. Tout ce qui se passait hors de la Zadruga était insignifiant au sens général du mot et sans influence sur la vie intérieure de la Zadruga.

Après la libération de la Serbie du joug turc par la révolution de 1804-1815, un principe fut proclamé suivant lequel la terre appartenait à celui qui la cultivait. Mais cela ne dura

pas longtemps, et bientôt le Croissant régna comme avant sur toute la Serbie. Ce n'est qu'en 1830 qu'intervint une seconde réforme : « Les paysans qui jusqu'alors étaient obligés de laisser au spahis turcs le dixième (*desetak*) de leurs produits le paieront dès lors à leur Etat et la Serbie paiera à la Turquie un tribut annuel. » Miloš était alors prince de Serbie, soumis au Sultan; en 1835 il institua une nouvelle réforme par laquelle l'impôt payé jusqu'alors en produits agricoles devait être remplacé par un impôt en argent. Telle fut la première réforme importante par laquelle ces régions ont évolué vers une civilisation plus moderne. Le paysan était alors obligé de se procurer de l'argent pour le paiement de ses impôts en vendant une partie de ses produits, et il prit l'habitude de vendre aussi pour satisfaire à d'autres besoins de sa vie. Cette évolution se heurta à tant d'obstacles qu'aujourd'hui encore notre village est un monde séparé, qui ne satisfait guère qu'à ses besoins. Sur 85,54 % de la population vivant dans les campagnes (1), 80 % sont illettrés. Et, sauf en Slovénie, il n'existe pas encore, dans nos villages, « une organisation du travail au point de vue économique » comme le remarque avec raison le professeur Dr Dragoljub Jovanović (2).

Le pays qui par l'état de ses routes tient en Europe un rang médiocre, dont parfois des départements entiers de 50.000 km² n'ont pas un seul mètre de chemin de fer, devra attendre bien longtemps avant que l'esprit moderne ait pénétré jusque dans ses villages. Même s'il s'agit de son intérêt vital, le paysan résiste de toutes ses forces, car un atavisme de routine millénaire domine sa mentalité. La coopération qui en quelques années, a dominé toute l'activité agricole en Europe ne fait qu'exister à l'état d'ébauche en Yougoslavie.

La coopération n'a commencé à se développer que très tard dans les pays yougoslaves. Tandis que Robert Owen et le Dr William King en Angleterre fondaient les coopératives vers 1828 et Fourier en France en 1835, dans les pays yougoslaves les premières traces de coopératives n'apparaissent qu'en 1856. En Autriche la coopérative allemande est née en 1851, lorsque fut fondée une société de crédit du type

(1) *Ekonomist*, N° 1, 1927, page 18.

(2) *Ekonomist*, N° 6, 1925, p. 475.

Schulze-Delitzsch, et en Hongrie dès 1850. En 1852 a été publiée la patente impériale qui créait de nouvelles coopératives et au mois d'avril 1873 fut publiée la loi autrichienne sur ces coopératives avec une annexe sur les caisses de crédit du type Raiffeisen et une autre sur le contrôle des coopératives publiée le 10 Juin 1903. Mais la Bosnie et l'Herzégovine n'ont pas une seule coopérative jusqu'à l'année 1904 (16 Octobre). Toute cette période (de 1856 à 1904) a été celle de la création des coopératives. Tandis qu'en Angleterre, en France et en Allemagne, on fondait d'abord les coopératives de production, chez nous les premières coopératives furent des agents de crédit. Les producteurs commencèrent d'abord à se grouper pour se procurer des capitaux. A côté des coopératives de production furent fondées plus tard les coopératives de consommation. Ce n'est qu'après de longues années qu'apparurent, particulièrement en Slovénie, les coopératives spéciales servant à faciliter aussi bien la production que la consommation du paysan.

Ce processus s'est développé avec beaucoup d'hésitations, non seulement parce que le paysan était dans l'ignorance et manquait d'argent, mais aussi parce que la coopérative fut employée comme un moyen d'action politique, notamment dans les pays de l'ancienne Autriche-Hongrie. La coopérative de consommation dans les régions de Bosnie, Herzégovine, Dalmatie, etc., vend aux membres de la coopérative : le sel, le tabac, le sucre, le café, l'huile, le riz, les haricots, le coton, le maïs et c'est tout. Pourquoi ? Parce que le paysan n'est pas encore habitué aux autres produits ou parce qu'il est pauvre.

La première coopérative a été fondée à Ljubljana en 1856 par le Tchèque Horak, tailleur. C'était une sorte de société d'artisans (Société d'entraide d'artisans), transformée en 1920 en « *Obrtna Banka* » (Banque des Artisans), forme qui existe en Tchécoslovaquie sous le nom de « *Živnostenská Banka* ». Vingt-quatre ans plus tard, le Dr Vošnjak (Bosniaque vivant en Slovénie) commence à fonder des coopératives en Slovénie. Il a écrit en 1868 dans le « *Slovenski Narod* ». « Prenons des leçons chez les Tchécoslovaques ». En 1872 on fonde la première « *Okrajna posojilnica* » (Caisse d'épargne de département) selon le type tchèque. En Dalmatie, dans

l'île de Korčula, apparaît déjà en 1864 la première coopérative de crédit à l'exemple de celle de Schulze-Delitzsch. Plus tard apparaît en Serbie la première coopérative de crédit, le 29 Mars 1894, dans le village de Vranovo; déjà le 10 Janvier 1898 est fondée la Fédération à Smederevo. La Voïvodine vient au quatrième rang: à Kamenica on fonde le 14 Septembre 1897 la première coopérative de crédit serbe. Après elle vient la Croatie où la date de fondation première est du 19 Mai 1898 à Končanica, en 1911 celle de la Centrale des Coopératives Paysannes Croates et enfin en 1919 celle de leur Fédération (1).

La situation des paysans est différente en Serbie et Slovénie. Un pays dans lequel l'agriculture n'a commencé à se développer qu'au vingtième siècle offre à sa population d'autres conditions de vue que celles qu'on trouve dans un pays où l'agriculture est organisée sur une base moderne.

En 1865, en Serbie, sur le total des exportations qui s'élevait à 17,9 millions de dinars, les exportations du bétail y entraient pour 14,3 millions de dinars, soit 71 %; en 1890 les exportations s'élevaient à 45,8 millions de dinars, les exportations du bétail y figuraient pour 21 millions de dinars ou 45 %. Cette même année les paysans formaient 8 à 11 % de toute la population. La population rurale ne produisait la nourriture que dans la mesure nécessaire à sa propre subsistance (1).

L'organisation au point de vue économique n'a pas existé jusqu'au commencement du XIX^e siècle, époque à laquelle a cessé le paiement du tribut en nature (1830). Comme Miloš craignait la famine, il ordonna (le 12 Mars 1836) la création des Koš (entrepôts pour le blé). Toute personne imposable devait y vider 50 oka (2) (1 oka = 1,25 kg.). Tout cela n'a pas été d'une grande utilité pratique non seulement parce que l'organisation n'a pas été suffisante, mais aussi parce que le blé manquait pour nourrir la partie indigente de la population. Pour aider le paysan, le prince Miloš est même allé plus loin. Comme les caisses paroissiales, seules institutions qui disposaient d'argent, ne pouvaient suffire aux besoins du pay-

(1) AVRAMOVIĆ : *Trideset Godina Rada*, Beograd, 1924, p. 40.

(2) AVRAMOVIĆ, *ib.*, p. 17, 23.

Complément à la page 47, en suite du premier alinéa

En Bosnie, la première coopérative (Seljačke Zadruga) fut fondée le 16 Octobre 1904 à Orašje et trois ans plus tard la première coopérative serbe (Srpska Zemljoradnička Zadruga). En Dalmatie, en 1904 fut créée la première coopérative serbe (Srpska Zem. Zadruga) à Orahovac.

C'est en Slovénie que les coopératives étaient le plus développées. Elles prirent dès le début plus ou moins un caractère politique et apparent d'abord dans les villes. Les frères Vošnjak (Jože et Mihael) eurent la première idée de grouper le peuple slovène, afin qu'il puisse mieux résister à la pression autrichienne. Il fallait prouver l'inexactitude de la devise autrichienne que « le capital et l'intelligence de la Styrie sont allemands et doivent rester allemands » (1). Donc, pour avoir au plus vite possible les capitaux disponibles, on a commencé par introduire des coopératives de crédit système Schulze-Delitzsch. Les coopératives se développèrent très rapidement et déjà en 1882 on en a eu 14. Le 21 Janvier 1883 fut fondée la Fédération « Zveza slovenskih posojilnic », dont le siège social était Celje. Celje devient le centre principal du coopérativisme, qui s'est développé de plus en plus. Mais, voici qu'en 1893 apparaissent les difficultés. Au moment où le peuple slovène a réalisé la première idée, qui était le groupement dans les coopératives pour résister aux Autrichiens, les controverses surgissent au milieu du peuple : deux groupes naissent. L'année 1896, au moment où Zveza de Celje a compté 117 coopératives, fut fondée une nouvelle Zveza, qui

(1) *Spomen Spis, Združne Zveze v Celju*, Celje, 1923, p. 18.

se transformait en 1899 en *Gospodarska Zveza*, et un peu plus tard, elle prenait le nom « *Zadružna Zveza* » avec son siège social à Ljubljana. La direction de celle-ci fut confiée au docteur Krek, prêtre, qui lui donna le caractère de Raiffeisen. *Zveza* devint la plus puissante et elle eût grandi encore, si de nouvelles controverses n'avaient surgi. Les jeunes républicains, venant la plupart de Bohême, apportèrent des idées plus ou moins sociales. Ils s'appelèrent « la Jeunesse radicale » et en 1907 ils soumirent leurs statuts aux autorités autrichiennes, concernant la fédération « *Zveza Jugoslavenskih Zadrug* ». Comme le titre « *Jugoslavenski* » n'était pas harmonieux à la police autrichienne, *Zveza* fut fondée sous le titre « *Zveza Slovenskih Zadrug* ». Ainsi divisées, les coopératives ont facilement subi l'influence des partis politiques qui les ont empêchées de se développer au maximum. La Slovénie, qui nous sert d'exemple, avec ses coopératives, non seulement en Yougoslavie, mais aussi dans les pays étrangers, attend encore aujourd'hui que les coopératives acquièrent leur vraie forme économique et sociale, deviennent la base de l'économie nationale et, par ce fait même, aident au développement des coopératives dans les autres provinces yougoslaves.

san qui, partiellement libre, commençait à développer l'agriculture, le prince décida, par son ordonnance du 12 Septembre 1839, que l'argent nécessaire serait versé par les Caisses d'Etat. Cette heureuse décision du premier forgeron de la libre Serbie a été bien conçue, mais mal exécutée. Trente-neuf ans plus tard (le 26 Février 1860) le prince Miloš interdit les paiements de la caisse d'Etat parce que cela devenait une véritable usure. L'Etat qui n'était qu'au début de son organisation administrative ne pouvait pas lutter contre les abus consécutifs au passé. Ainsi l'argent des caisses d'Etat était reçu par des gens « proches de l'administration » qui le prêtaient aux paysans en lui imposant des intérêts exagérément élevés. Cette époque incertaine dura jusqu'au 12 Août 1862, jour de la publication de la loi sur l'organisation de la Direction des Fonds. Cette Direction a été chargée de gérer tous les fonds publics qui existaient jusqu'alors et les dépôts qui se trouvaient dans les caisses des tribunaux (1). Cette organisation après quelques transformations (1898 et 1922) sert encore aujourd'hui de principale institution fournissant l'argent au paysan.

Les coopératives, qui avaient fait leur apparition très tard en Serbie, se développèrent ensuite à une allure accélérée. Les coopératives fondées ne pouvaient pas servir à leurs membres dans la même mesure qu'en Slovénie. En Serbie, c'étaient d'abord des organisations ayant pour but de fournir au paysan l'indispensable, c'est-à-dire l'argent. Bien que ce fût là le travail le plus difficile, le paysan n'étant pas assez riche pour déposer de l'argent qui pût en cas de nécessité être retiré par lui-même ou par son voisin, la coopérative progressa quand même. Dans toute la Serbie et même dans toute la Yougoslavie, elle a servi de centre national, social et même moral et éducateur (2).

Le paysan y apprenait à lire et à écrire; il y pouvait suivre différents cours sur l'économie, etc... Les coopératives ayant réussi à gagner la confiance dès leur début et l'Etat étant libre

(1) M. DJORDJEVITCH. *Le Crédit Agricole*, Alger, 1926, p. 90.

(2) « Peut devenir membre tout homme honorable ». VL. STEINER : *Hrv. Selj. Zadruga*, Zagreb, 1915, p. 57.

du point de vue politique, il n'y avait pas de raison de créer une qualité dans les coopératives comme cela est arrivé dans toutes les autres provinces de l'actuelle Yougoslavie.

La première coopérative a été fondée près de Smederevo dans le village de Vranovo, le 29 Mars 1894. C'était dans une coopérative de crédit à l'exemple de celle de Raiffeisen. Déjà une année plus tard (le 20 juillet 1895) on fondait à Smederevo la Fédération des Coopératives Agricoles Serbes. En 1896, il y avait déjà vingt coopératives fondées, toutes coopératives de crédit. En 1897, au mois de Juillet, à l'occasion de la discussion au Parlement du projet de loi sur la loterie d'Etat, un article fut introduit d'après lequel un quart des bénéfices nets de la loterie devait servir à la constitution du « Fonds pour l'aide des sociétés coopératives agricoles ». ce qui a été fait par la loi du 13 Juillet 1897. Le 3 Décembre 1898 le Parlement a voté la loi sur les sociétés coopératives agricoles et celles des artisans. Ce vote a accéléré la progression des coopératives qui, du chiffre de 89 en 1898, ont passé à 227 en 1901, à 484 en 1905, à 651 en 1910, à 686 en 1913. Presque toutes étaient des coopératives de crédit.

Cependant, si nous considérons la situation des dépôts dans la Fédération (toutes les coopératives font leurs dépôts à la Fédération), nous verrons quelle était la différence dans l'état des coopératives en Serbie et en Slovénie. En Serbie, en 1900, chaque coopérative avait un dépôt d'environ 9 dinars à la Fédération, tandis qu'à la *Zadružna Zveza*, à Ljubljana (1) le même dépôt était de 114 couronnes. Plus tard, voici quels étaient les mouvements de ces chiffres : en 1910, dépôt à la Fédération Serbe, 52 dinars; à la *Zadružna Žveza* 22.802 couronnes; en 1920 à la Fédération Serbe 2.435 dinars, à la *Zveza* 302.308 couronnes; en 1923 à la Fédération Serbe 3.011 dinars, à la *Zveza* 480.782 couronnes ou 120.182 dinars. La principale différence entre les membres des coopératives en Serbie et dans la plupart des autres provinces de la Yougoslavie d'une part et en Slovénie d'autre part, c'était que les premiers étaient pauvres et primitifs, tandis que les

(1) En Serbie l'institution centrale des coopératives était une Fédération, tandis qu'à Ljubljana il y en avait trois dont une des plus grandes était la « *Zadružna Zveza* ».

autres étaient plus riches et connaissaient tous les moyens économiques.

Tandis que les coopératives avaient en Slovénie une forme politique, en Serbie une forme économique, en Croatie leur forme était plutôt religieuse et nationale, comme dans presque toutes les provinces qui avaient appartenu à l'ancienne monarchie austro-hongroise, sauf la Slovénie. Partout on rencontre les coopératives serbes, et en face d'elles les coopératives croates. La marque religieuse caractérisait particulièrement les coopératives croates dont les principaux artisans étaient choisis dans les milieux ecclésiastiques. La première fondation des coopératives croates date du premier congrès catholique croate, les 3, 4 et 5 Septembre 1900. Jusqu'alors existait seulement la coopérative paysanne à Končanica (fondée le 19 Mai 1898). Les coopératives furent financées au début par la Première Caisse d'Epargne Croate jusqu'à ce que la Banque Croate Agricole (fondée par le Congrès catholique en 1900) ait commencé à travailler (1^{er} Juillet 1902). Celle-ci avait pour but principal d'aider les coopératives. Dès leur fondation les coopératives furent très actives. Au 1^{er} Juillet 1902 il y avait en tout 51 coopératives, 17 nouvelles étaient fondées avant la fin de 1902. En 1903 il y en avait 145; en 1904: 184; en 1905: 201; en 1908: 214; en 1909: 225; en 1910: 238. Le 11 Juillet 1911, on fonde la *Sveža*: Union centrale des coopératives paysannes croates, qui n'était pas une institution nouvelle et qui était toujours sous l'influence de la Banque Agricole Croate. En 1914 l'Union Centrale compte 286 coopératives avec 39.381 membres. Enfin, le 1^{er} Janvier 1919, la Fédération des Coopératives Agricoles Croates prend sur elle tout le travail de la Banque Agricole Croate avec 291 coopératives en Croatie et Slavonie et 64 coopératives en Bosnie et l'Herzégovine avec 45.702 membres. C'étaient pour la plupart des coopératives de crédit du type de Raiffeisen (en 1904 sur 174, 155). Si nous regardons la statistique que nous donne Vladimir Steiner dans son livre *Hrv. Seljačke Zadruge*, nous verrons que tout le travail de la coopérative consistait à faire des prêts. En 1902 on donne aux membres 1,5 million de couronnes de prêts; en 1909, 9,2

millions; en 1914 11,8 millions. D'après les données de Machnik (1), en 1911, sur 40.850 prêts accordés on compte 10.850 prêts au-dessous de 100 couronnes et 17.897 prêts entre 101 et 300 couronnes, c'est-à-dire que 70 % de tous les prêts étaient inférieurs à 300 couronnes. Quant à la destination des prêts, 33,77 % (3,5 mille couronnes) étaient accordés pour l'amortissement de la dette. Si nous envisageons l'état des dépôts dans les coopératives, nous obtenons le tableau suivant :

Année	Nombre total des membres	Total des dépôts en Couronnes	Part annuelle d'un membre en Couronnes
1902.....	9.500	30.451	3,25
1908.....	34.196	2.155.950	63,04
1911.....	37.901	3.838.514	101,27
1914.....	39.381	4.169.892	105,88
1921.....	39.061	34.344.946	879,25
1923.....	43.061	47.765.576	1.109,04
		(11.941.394 din.)	(277,18 din.)

La gêne principale des coopératives en Croatie vient de la division entre les coopératives serbes et croates. Cette division empêche non seulement le plein développement de ces organismes, mais elle crée des oppositions dans la population en diminuant leur autorité. La coopérative n'est pas le temple du pauvre, où celui-ci peut trouver une aide pour devenir plus fort économiquement et en même temps une protection contre les usuriers, c'est une église catholique ou orthodoxe dont le premier article de catéchisme est : Croate ou Serbe. Même sous l'ancienne Autriche, la meilleure arme contre les Serbes et les Croates, et contre les Slaves en général, était le catholicisme sous le rapport duquel les Croates étaient les plus faibles. Ainsi les coopératives s'éloignaient involontairement de leurs principes. Tandis que les Serbes (comme les Slovènes en Slovénie) s'assemblaient en coopératives pour se défendre aussi bien contre les Autrichiens que contre les Croates,

(1) *Spomen-Knjiga, sred. Svezje, Zagreb, 1912, p. 102.*

les Croates se réunissaient pour conserver plus facilement la religion catholique et développer leur économie.

La Bosnie et l'Herzégovine ont été les dernières à créer des coopératives. Elles ont, les dernières aussi rejeté (sauf la Macédoine) le joug turc par le traité de Berlin en 1878, l'Empire d'Autriche-Hongrie devient leur maître temporaire et en 1908 transforme ce droit de protection en une domination souveraine. A ce moment (en 1910) sur 110.000 agriculteurs, 35.400 ou 32 % possédaient leurs terres et 16.800 ou 15 % n'étaient que partiellement propriétaires. La Bosnie et l'Herzégovine comptaient 120.000 *kmets* et *begluks* (1). Les coopératives se sont propagées en Bosnie et en Herzégovine par l'intermédiaire de la Fédération Serbe des Coopératives et par l'Union Croate des Coopératives. « La Coopérative paysanne » à *Orašje* a été fondée la première (en 1904) puis le 5 Août 1905, la Coopérative Paysanne Croate à *Nevesinje*. Mais il y a un arrêt dans les fondations suivantes. Tandis que la première coopérative agricole serbe n'est fondée qu'en 1907, en 1908 il y a déjà 5 nouvelles coopératives croates. En 1911 il y avait 68 coopératives croates et, en 1914, 128 coopératives serbes.

Nous avons quelques données sur l'état des coopératives serbes en Bosnie et Herzégovine, et nous les signalons pour les caractéristiques :

En 1914, il y avait en tout 128 coopératives avec 4.100 membres; 39 par coopérative.

En 1919 il y avait en tout 107 coopératives avec 4.350 membres; 41 par coopérative.

En 1922 il y avait en tout 246 coopératives avec 11.180 membres; 45 par coopérative.

Si nous comparons le nombre de membres par coopérative avec les chiffres correspondants des autres provinces, nous verrons que la Bosnie et l'Herzégovine se trouvent très loin des autres. Tandis qu'il y a en Slovénie dans la « *Zadrúžna Zveza* » en moyenne 253 membres par coopérative, dans la Fédération à Celje 133, dans l'Union en Croatie 150, en Serbie 92, en Bosnie et en Herzégovine une coopérative n'a qu'une moyenne de 42 membres.

(1) *Izveštaj Saveza Srp. Zem. Zadruga*, Sarajevo, 1923, p. 35, 46.

L'état des dépôts dans les coopératives serbes en Bosnie et en Herzégovine était le suivant :

En 1913 : 264.508 dinars; 1919 : 227.182; 1921 : 2.642.529; 1923 : 4.832.000. En 1921 chaque membre a fourni au cours de l'année un dépôt de 276,56 dinars ou 23 dinars par mois, soit à peu près un dinar par jour et par membre.

Pour avoir une vue plus exacte nous apportons ici l'état à la fin de 1923 de 287 coopératives agricoles serbes en Bosnie et en Herzégovine (en milliers de dinars) :

ACTIF		PASSIF	
Caisse	1.212	Capital (participation des membres)	730
Emprunts	4.249	Réserves	353
Inventaire	122	Dettes à la Fédération....	3.129
Marchandises	975	Epargne	3.308
Dépôt chez la Fédération..	397	Surplus	50
Divers	615		
<i>Total.....</i>	<i>7.570</i>	<i>Total.....</i>	<i>7.570</i>

Tandis que 56 % de l'actif consiste dans les prêts accordés aux membres, 41 % du passif consiste dans la dette des coopératives à la Fédération à laquelle chaque coopérative doit en moyenne 10.900 dinars. La Fédération des Coopératives Agricoles Serbes pour la Bosnie et l'Herzégovine elle-même, a reçu et donné en 1913, 2,7 millions de dinars; en 1919, 3,8 millions; en 1921, 62,1 millions et en 1922 126,7 millions de dinars.

Les « *Kotarska Pripomoćna Zaklada* » sont une caractéristique particulière à la Bosnie et à l'Herzégovine. Elles ont été fondées par le gouvernement autrichien entre 1886 et 1896. L'origine des « *Zakladas* » remonte aux temps de la domination turque. Comme l'impôt devait être payé en nature aux « *spahija* », une certaine partie de la récolte était mise dans des granges spéciales et destinée à nourrir la population en cas du mauvais rendement de la récolte. Les stocks vendus constituaient un fonds distinct appelé « *menafi sanduk* » (1) qui était d'utilité publique et, par exemple, était utilisé pour des prêts à des taux peu élevés. Cette idée a été maintenue par l'Autriche, mais sur une base plus moderne. Différents

(1) « *Menafi* », mot arabe qui signifie intérêt public. « *Sanduk* », mot turc qui signifie caisse.

impôts et la liquidation des « menafi-sanduk » servaient de capital apparent. La « Zaklada » était administrée par l'arrondissement avec un conseil permanent, où étaient élues les personnes prises dans les milieux producteurs et que préside d'après le règlement (art. 6) le chef de l'arrondissement. D'après l'art. 2 de la « Kot. Prip. Zaklada » (le 18 Juin 1908, N° 4.087) le but était « de satisfaire les besoins économiques du paysan »; et d'après l'article 2 du règlement de l'épargne « d'éveiller et d'entretenir dans la population l'idée de l'épargne ». Cependant, l'influence de la « Zaklada » fut infime, car l'idée est restée à l'état de projet.

Après la libération les « Kotarske » ou, comme on les appelle maintenant, les « Sreske Pripomoćne Zaklade » ont continué leur travail sous l'administration du Ministère de l'Agriculture et des Eaux. Tout « Kotar » ou « Srez » (arrondissement) avait sa « Pripomoćna Zaklada » (fonds d'aide) : elles sont au nombre de 51 en Bosnie et Herzégovine et elles servent principalement à procurer aux agriculteurs des prêts à bon marché et pour différents buts. Les prêts sont accordés soit en espèces, soit en nature. Le « Knez » du village où se trouve l'emprunteur garantit que le prêt sera employé pour le but en vue duquel il a été demandé (il doit signer en même temps que les garants l'obligation). Au cas où l'emprunt ne serait pas remboursé, on ferait payer la dette de la même façon que les impôts, c'est-à-dire que, sans aucun jugement du tribunal, l'ordre de saisie est donné si la dette n'est pas payée dans un délai de quatorze jours.

Auparavant, les « Zakladas » participaient beaucoup aux dépôts de l'épargne. Le dépôt minimum était fixé à la couronne (le maximum n'existait pas). Mais avec la création des Banques (la première Banque a été fondée en 1909) elles cessèrent de remplir ce rôle.

Les « Zakladas » s'occupent aussi de comptes courants établis tout à fait sur la base bancaire. Les bureaux de perception qui servent de caisse à la « Zaklada » envoient tout l'argent reçu à la caisse d'Epargne Postale, qui l'emploie à ses fins.

Pour examiner la situation des « Zakladas » qui n'offrent pas seulement un intérêt du point de vue spécial de la Yougoslavie, mais aussi au point de vue général, nous exposerons

la situation des 51 Zakladas de Bosnie et d'Herzégovine (en milliers de dinars) :

Année	Capital	Prêts accordés	Dépôts reçus	Comptes-Courants	
				Débiteurs	Créditeurs
1922-23.	3.326	8.271	39	4.280	8.589
1925-26.	5.586	9.717	43	2.698	7.305
1926-27.	6.404	15.170	42	1.566	10.878
(De 30 VI, 1927)					

Tout paysan peut faire partie de la « Zoklada ». Cependant le succès de ces institutions, quoique leur travail, d'après les statistiques ci-dessus, ait presque doublé dans les quatre dernières années, n'est pas suffisant. Les « Zakladas » sont d'abord une institution d'Etat et ne peuvent pas avoir une liberté d'action. Pour cette raison, non seulement elles ne peuvent pas remplacer les coopératives existant en Bosnie et en Herzégovine, mais elles perdent de plus en plus leur raison d'être.

La *Loi agricole* du 12 Juin 1925 s'inspire des institutions anciennes les « Zakladas », mais avec la différence qu'elle tend à mettre les coopératives à l'abri de l'influence immédiate de l'autorité et à leur permettre de se développer selon leurs besoins et leurs forces. Ces coopératives devaient être organisées dans les « Srez » (arrondissement), « sreske » (d'arrondissement) et chaque arrondissement devait en avoir une. L'idée principale est, comme nous le verrons plus tard, de centraliser les agriculteurs dans leurs organisations économiques. Mais ces coopératives, de même que les « Zakladas », devaient avoir à leur tête une Direction administrative centrale ressortissant du Ministère de l'Agriculture.

Les coopératives ont commencé à se développer très tôt en Dalmatie. A l'exception de la « *Cassa di mutuo Credito* » fondée en 1864, trois coopératives ont été fondées en 1874 (d'après la loi autrichienne sur les coopératives du 9 Avril 1873). La coopérative des Laitiers à Makarska, le « *Società pella pesca delle spugne di bagno e del corallo* » (Société

pour la pêche des éponges pour le lavage et le corail) à Zara et « *Consorzio di risparmio* » (Coopérative d'épargne) à Zara. Un an plus tard le « *Consorzio apistico di Solta in Grohote* » fut fondée, puis en 1879 une autre coopérative d'épargne. Mais aucune de ces coopératives n'existe plus aujourd'hui (1). Ce n'est qu'en 1896 que commencèrent à se développer les coopératives dans la forme de celles des autres provinces et, cette année-là, apparurent les premières coopératives du type Raiffeisen à Split, à Pičišće et Vrlika. Depuis lors, les coopératives se développèrent rapidement : en 1900 il y en avait 32 et ce chiffre a passé dans les six années suivantes à 108 coopératives. En 1904 a été fondée, sur le littoral, la Fédération des Coopératives agricoles Serbes qui s'est fondue en 1922 avec la Fédération de Beograd. En 1907 fut créée à Split la Fédération des Coopératives indépendantes qui réussit à grouper la plupart des coopératives de Dalmatie. La Fédération comptait en 1907, 57 membres; en 1908 116; en 1911, 195; en 1914, 270 et en 1918, 280 membres. Après la guerre ce chiffre a baissé et en 1921 il n'y avait que 252 membres dans la Fédération avec 42.122 cotisants (167 par coopérative) et ces coopératives disposaient (en 1921) d'un capital de 4,8 millions de couronnes, une réserve de 8,4 millions; dépôts de 97.526.451 couronnes et prêts de 47.016.451 couronnes (2.315 couronnes de dépôts et 1.121 couronnes de prêts par cotisant). (La Fédération des Coopératives agricoles Serbes comptait en 1908, 22 membres; en 1914, 57; en 1921, 62 membres avec environ 4.300 cotisants).

Le progrès des coopératives est très grand en Dalmatie parce que c'est une de nos provinces qui, étant des plus déshéritées au point de vue agricole, a le plus besoin de ces organismes. A côté des coopératives de crédit on pourrait aussi y développer avec succès des coopératives de pêcheurs, de viticulteurs, de producteurs d'huile, de laitiers et autres coopératives spéciales. Mais ici, comme dans tout l'Etat, il faut attendre encore jusqu'à ce que les besoins urgents de notre agriculture soient satisfaits, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'elle ait l'argent nécessaire pour la production.

(1) Pour ces divers renseignements, nous avons utilisé principalement *Dalmacija*, ouvrage publié par la section de Dalmatie des Ingénieurs et des Architectes en Yougoslavie.

Parmi les différentes sortes de coopératives, ce sont les *coopératives de crédit* qui dominent. Le type de Raiffeisen a trouvé un champ très fécond dans toute la Yougoslavie. S'il correspond le mieux aux circonstances au milieu desquelles vit notre peuple, ce système est le seul qui puisse être employé dans les débuts du développement des coopératives, ce qui est le cas chez nous. Sur toutes les coopératives du pays 53,8 % sont des coopératives de crédit du type Raiffeisen et seulement 2,1 % sont des coopératives de crédit du type Schulze-Delitzsch, soit en tout 55,9 % de coopératives de crédit. Celles-ci, non seulement, donnaient et recevaient de l'argent des membres, mais c'étaient des espèces de coopératives « générales » qui s'occupaient de toutes les opérations dont la nécessité se faisait sentir. Elles procuraient l'alimentation, assuraient la vente des produits, essayaient de rendre la production plus rationnelle, achetaient les machines agricoles, etc... Pour cette raison, les autres coopératives spéciales ne se sont créées que beaucoup plus tard. Nous voyons par exemple que les coopératives de laitiers n'apparaissent en Slovénie qu'en 1900, en Serbie qu'en 1903, en Croatie qu'en 1923 et il y a des régions où elles n'existent pas encore. Ce n'est que lorsque les coopératives ont atteint un niveau supérieur, lorsqu'elles sont passées de la phase de création à la phase d'amélioration, qu'on a senti le besoin de fonder d'autres coopératives parallèlement à celles du crédit. En Serbie sur toutes les coopératives 70 % étaient des coopératives de crédit. De 1912 à 1922, il y eut un changement : 151 coopératives de crédit ont été fondées et 664 de consommation. En 1923 sur un nombre total de 1.515 la Serbie possédait 787 (52 %) coopératives de crédit et 700 (46 %) coopératives de consommation (1). En Slovénie, en 1903, sur 576 coopératives 339 (soit 59 %) étaient du type Raiffeisen. En 1922, en Slovénie, ces trois Fédérations avaient 316 coopératives du type Raiffeisen (81 %) et 75 du type Schulze-Delitzsch. En 1925, la Slovénie avait 793 coopératives : 53,9 % de crédit; 13,3 % de vente et de consommation; 6,5 % des artisans; 4,7 % des laitiers; 4,7 % d'élevage et 16,9 % diverses.

(1) AVRAMOVIĆ, *Trideset Godina Rada*, p. 102.

Les opérations principales de ces coopératives de crédit sont de recevoir les dépôts d'épargne et de faire des prêts. Les coopératives slovènes sont les plus fortes en ce qui concerne les dépôts. Les dépôts d'épargne reçus sont envoyés généralement aux Fédérations et nous pouvons juger le mouvement des coopératives d'après le mouvement des dépôts d'épargne dans les Fédérations. L'état des dépôts d'épargne dans les trois Fédérations en Slovénie est le suivant :

Année	Zveza Ljubljana	Zveza Celje	Slov. Zveza Ljubljana	Total
En milliers de couronnes				
1908.....	11.186	1.533	990	13.709
1913.....	15.565	1.272	2.141	18.978
En milliers de dinars				
1921.....	67.539	7.674	5.083	80.296
1925.....	95.334	20.810	8.857	125.001

En Serbie les dépôts sont beaucoup plus faibles. D'après les données de M. Avramović (1), 562 coopératives dont le bilan est connu avaient 2.474.241 dinars de dépôts d'épargne, ce qui fait environ 86 dinars par membre. En 1923, sur 380 coopératives de crédit (leur nombre total était de 787 mais leur état n'est pas connu) il y avait 7.799.688 dinars de dépôts, soit 281 dinars-papier par membre (pour les coopératives dont l'état est connu), ce qui ferait, d'après le cours du dinar à cette date, environ 17 dinars-or. En Slovénie les dépôts dans les Fédérations étaient de 125 mille dinars, ce qui fait d'après le nombre total des membres en Slovénie (qui étaient en 1925 de 210.189) 589 dinars-papier ou environ 65 dinars-or par membre.

Dans les autres provinces, les dépôts de l'épargne sont bien inférieurs. Il est à remarquer que la Yougoslavie, en général, ne sait pas épargner. C'est à peine si on commence à introduire l'épargne et si elle rencontre du succès. La plus grande difficulté vient de la pauvreté de la population et de son aversion pour l'organisation.

En Dalmatie, il y avait en 1925 dans les 252 coopératives

(1) AVRAMOVIĆ, *Trideset Godina Rada*, p. 100 et 102.

(dont 177 de crédit) 6.520 mille dinars de dépôts d'épargne, ce qui fait 154 dinars-papier ou environ 17 dinars-or par membre des coopératives faisant partie de la Fédération. C'est seulement en 1923 qu'a été instituée en Croatie l'épargne obligatoire qui a été minime jusqu'à présent.

Les *coopératives de consommation* ont une origine plus récente en Yougoslavie. Elles devraient se développer avec la même rapidité et la même force que celles de crédit, mais c'est impossible parce que, comme nous l'avons observé déjà plusieurs fois, cela exigerait une agriculture plus rationnelle. Il faut souligner tout particulièrement ce fait que les besoins des paysans ne sont pas encore bien grands. Pour cette raison, la coopérative ne peut pas s'occuper uniquement de procurer le blé, le sel, le sucre, etc... et écarter le paysan du commerçant, parce que cela exigerait des frais de régie supérieurs à l'avantage de l'opération. Aussi les coopératives fournissant le paysan furent reliées à celles de crédit et plus tard à celles de vente; les coopératives se chargeaient aussi de fournir à leurs membres les machines agricoles, les engrais, les semences, particulièrement dans les derniers temps où le besoin s'en faisait sentir et où la Fédération pouvait faire des commandes un peu plus importantes.

Les coopératives s'occupant des fournitures sont en Serbie les plus nombreuses. Elles n'apparaissent avec une certaine indépendance qu'à partir de 1904, et ce n'est guère qu'en 1908 que la dernière coopérative réunie à celle de crédit a disparu (1).

Pour les coopératives de consommation, la Serbie était le champ le plus fécond, parce que le commerce du village y était très peu développé, tandis que le pays a commencé à se relever vigoureusement, passant à un niveau économique plus élevé. Sur le nombre total des coopératives de consommation qui était dans le Royaume de Yougoslavie en 1922 de 1.553, la Fédération Centrale des coopératives Serbes en comptait 721, soit 46 %. Le nombre d'affaires des coopératives n'est pas très grand; leur importance consiste en ce que, donnant au paysan la marchandise à crédit (le paysan ne

(1) AVRAMOVIĆ, *ib.*, p. 157.

possède pas l'argent pour payer au comptant), la coopérative le défend contre l'usurier.

En 1925, il y avait 106 coopératives de consommation en Slovénie : la « *Zveza de Celje* » a consacré la plus grande activité à ces coopératives.

Au cours de la guerre et après la guerre, les coopératives de consommation se sont développées particulièrement parmi les fonctionnaires et les ouvriers. Au cours des premières années qui ont suivi la libération, leur nombre a diminué, mais dernièrement elles ont repris un nouvel accroissement parmi les fonctionnaires. Suivant une statistique de l'Union Fédérative des Coopératives à Beograd de l'année 1922, les affaires de toutes les coopératives de la Yougoslavie comprenaient en 1921 505.579 tonnes de différentes marchandises dont 83.035 tonnes de maïs, 20.881 de froment, 8.046 d'autres céréales, en tout 111.962 tonnes de blé, soit 22 %. Dans le reste la farine figure pour 17 %, différentes semences pour 5 %, le sulfate de cuivre pour 4,5 % et le superphosphate pour 3,7 %. La Société *Hrv. Slav. Gospodarsko Društvo* (qui a été liquidée en 1922) a consommé la plus grande partie de maïs avec 40 % de la quantité totale de maïs ; elle est suivie par la Fédération des Coopératives Agricoles Serbes en Bosnie avec 17 %. Le froment a été consommé surtout par la « *Gospodarska Zveza* » à Ljubljana et la Fédération des Coopératives Agricoles Serbes à Zagreb. Les engrais chimiques ont été consommés surtout par la Serbie et par la Slovénie.

Les *coopératives de laitiers* sont connues principalement en Slovénie. Les premières ont été fondées en 1900 et aujourd'hui elles se sont si bien développées qu'elles ont presque monopolisé toute la production laitière. La Slovénie possède aujourd'hui une fabrique de produits laitiers assez importante à Maribor et environ quatre producteurs de moindre importance ; tout le reste est fabriqué par les coopératives. Même si le paysan n'est pas membre de la coopérative, il lui vend le lait, tout au moins parce que les coopératives paient mieux. En 1925, les coopératives achetaient 2,50 dinars un litre de lait ; en 1926, 2,25 dinars le litre, tandis que les commerçants libres le payaient en 1925 : 1,75 dinar et en 1926 : 1,50 dinar le litre. En 1909, les coopératives laitières étaient

si nombreuses qu'elles fondèrent la « *Mleķarsķa Zvezda* » (Union Laitière), suivie bientôt par une autre centrale « *Mleķarsķa Druķba* » (Société laitière). Après de longues négociations elles fusionnèrent en « *Zadruķne Mleķare* » (Les Laiteries Réunies).

En 1922, la Slovénie comptait en tout 47 coopératives laitières, soit 73,5 % de toutes les coopératives laitières de la Yougoslavie. Elles fabriquent annuellement environ 300 tonnes de fromage et encore tous les autres produits laitiers. Les coopératives consomment journellement 200 litres de lait au minimum et 1.000 litres au maximum.

En dehors de la Slovénie nous rencontrons des coopératives laitières en Serbie, à partir de 1902. Vers la fin de 1906 il y avait en tout 5 coopératives laitières, et 11 vers la fin de 1912. En 1922, il y avait 14 coopératives, mais une seule fonctionnait. Au cours de l'année 1923 trois autres ont été fondées dont deux fabriquent le fromage dit « *Kaķkavalj* » (du lait de brebis) et la troisième le beurre et le fromage au lait de vache. En 1926 il y en avait 97.

La raison du faible développement des coopératives laitières en Serbie et dans le reste du pays, à l'exception de la Slovénie (il n'existe encore qu'une seule coopérative en Bosnie) est que la paysanne fabrique seule, d'une manière fort primitive, le fromage et le beurre. Or, si ces produits ne sont pas consommés dans la maison, ils sont vendus au marché le plus proche (1). Puis on élève peu de vaches. Les chèvres et les moutons sont beaucoup plus nombreux que les vaches, surtout dans les régions montagneuses où leur élevage procure plus de revenus au paysan.

Toutes les autres sortes de coopératives sont peu représentées. Comme coopératives de production, on peut en citer encore 25 de fructiculteurs, 37 de producteurs d'huile. Celles des éleveurs sont au nombre de 59, des pêcheurs 25, des machinistes 34, des électriciens 43 et des locataires 47 (2). Ensuite il y a des coopératives d'artisans au nombre de 70, des coopératives d'ouvriers 36, des coopératives de fonction-

(1) AVRAMOVIĆ, *ib.*, p. 119.

(2) *La Revue Economique* de Belgrade, 1928, n° 10, p. 252.

naires d'Etat 99. En tout, il y a en Yougoslavie à l'heure actuelle 4.814 coopératives avec 490.000 membres environ, soit 101 membres en moyenne pour une coopérative. Si nous supposons que chaque membre représente une famille de quatre personnes, on arrive que les coopératives ont coopéré vers 1.960.000 habitants, soit 15,3 % de toute la population ou 2.648 habitants dans une coopérative.

En 1925, alors que trois projets de loi avaient déjà échoué devant le Parlement, fut votée la *loi sur le crédit agricole* (12 Juin 1925) qui devait introduire un nouvel esprit dans la coopération. Les coopératives alors existantes n'étaient que des expressions régionales et nationales, le législateur demandait que le but de la coopérative fût purement économique et l'article premier stipule : « Son but est de procurer rationnellement aux agriculteurs le crédit dont ils ont besoin. » Les coopératives ont dû être fondées de nouveau sur une autre base et fédérées automatiquement. Mais ajoutons qu'elles sont dirigées par une Direction de crédit agricole qui doit dépendre de l'Etat. La Direction doit être administrée par un conseil d'administration composé des membres suivants : un conseiller d'Etat, un conseiller à la Cour des Comptes, un membre de la Banque Nationale, un autre de la Banque Hypothécaire, sept représentants du Ministère de l'Agriculture, dont deux proposés par la Confédération Générale des Coopératives. La Direction aurait, d'après l'article 29, 500 millions de dinars comme dotation fixe de l'Etat, 50 % des bénéfices nets réalisés par la Loterie d'Etat, différents fonds agricoles, etc... D'après les dispositions de cette loi les coopératives se divisent en caisses locales dont une seule peut exister sur le territoire d'une commune. Plusieurs caisses locales font les caisses régionales, institutions superposées aux caisses locales, et enfin c'est la Direction qui est chargée de la répartition des sommes affectées par l'Etat au crédit agricole.

L'Etat n'aidera que les coopératives fondées par la loi du 12 Juin 1925; pour celles qui ont existé avant cette loi, l'article 15 dit : « Les organisations de crédit agricole existantes peuvent se transformer en caisses locales et faire appel au crédit régi par la présente loi, à condition de lui conformer

leurs statuts et d'être agréées par la caisse régionale. » Cependant, la Direction Agricole provisoire n'a été fondée qu'en Janvier 1926 et ce n'est que dans la deuxième moitié de 1927 qu'on a commencé à fonder les coopératives selon la loi de 1925. Jusqu'à la fin de 1927, il n'y avait que 113 coopératives créées (1), le 23 Avril 1928 elles étaient 433, le 1^{er} Septembre 1929 1.220. Cinq caisses régionales ont été fondées (Beograd, Čuprija, Skoplje, Sarajevo, Zagreb). Jusqu'à présent aucune coopérative existante n'a appliqué l'article 15 de la loi de 1925.

Nous n'avons nullement l'intention de critiquer la loi du 12 Juin 1925, mais nous devons la considérer au point de vue de son influence générale sur la coopération. Il est clair avant tout que le législateur n'avait pas eu l'idée de profiter des acquisitions et de l'expérience déjà réalisées. Il n'avait aucune crainte qu'on pût créer par la force, cette force fût-elle de l'argent, une organisation qui devait avoir avant tout un caractère libre, parce qu'elle servirait aux fins libres, privées, de la population. Les coopératives existantes peuvent se « transformer », dit la loi, et « faire appel au crédit régi » et c'est l'unique et la principale raison qui aurait dû forcer le pauvre paysan yougoslave à se grouper. Cependant, en dehors de ce fait que les coopératives existantes ont refusé énergiquement de se « transformer » et ont repoussé « l'aide » de l'État, en plus aussi de la mauvaise centralisation des coopératives existantes, il y a eu encore un obstacle. La Fédération s'opère non pas d'une manière autonome et naturelle mais sous une tutelle trop serrée de l'État. Et cette loi, que M. le Dr M. Nedeljković, le Directeur-adjoint du Conseil d'Administration de la Direction Agricole trouve « tout à fait bonne et complète » (2), ne correspond nullement, selon nous, à l'état dans lequel se trouve le pays. La coopération, il est vrai, a besoin d'une transformation, mais telle qu'elle pourra être mise en pratique immédiatement; telle qu'elle ne créera pas par sa régénération de nouvelles discordes, de nouvelles difficultés dans la population. Avec quelle peine a-t-on groupé presque 800.000 paysans dont 80 % ne savent ni lire ni

(1) *Privredni Pregled*, n° 19, 1928.

(2) *Privredni Pregled*, n° 19, 1928.

écrire ! Et maintenant faudrait-il leur dire qu'ils ont mal agi ? Non. Si l'on veut que la loi ait son plein succès, il faut une transformation aussi rapide et aussi complète que possible afin de créer avec les coopératives existantes une union qui n'aurait aucun caractère soit régional, soit national (1). Il faut spécialiser les coopératives et leur donner une base commerciale. Elles doivent être administrées par leurs membres; l'Etat ne ferait que les contrôler et rendre possible le développement de la coopération par ses subventions. Le chemin sera encore long à parcourir avant que nos coopératives arrivent au but où elles doivent atteindre, à savoir que notre économie négligée donne à la terre le maximum de ce qu'elle peut lui donner. *S'il continue à y avoir, comme jusqu'à présent, d'un côté les coopératives Serbes, Croates et Slovènes, au lieu d'être Yougoslaves et d'un autre côté les coopératives « officielles », « gouvernementales » ou « légales », nous sommes persuadés que nous n'avancerons jamais d'un seul pas (2).*

(1) Une résolution a été votée au Congrès de l'Union Générale des Coopératives S. H. S. à Beograd au mois d'Octobre 1927 qui est, d'après notre opinion, tout à fait convenable pour compléter la loi du 12 Juin 1925.

(2) Par la loi du 16 avril 1929, fut fondée la Banque Agricole Privilégiée, avec un capital de 300 millions de dinars. L'Etat participe avec 120 millions de dinars dans le capital, La Loterie Nationale pour 20 millions. La Banque a pour but d'aider par des crédits favorables l'agriculture et l'économie (les agriculteurs) en général (art. 1). D'après l'art. 11 de la loi du 16 avril 1929, la Banque Agricole accordera des crédits exclusivement aux agriculteurs, aux organisations coopératives de crédit agricole, aux coopératives, aux fondations de secours mutuels, aux communautés agraires et institutions analogues. La Banque (art. 68) prendra les travaux de la Direction du Crédit Agricole.

CHAPITRE QUATRIEME

LA RÉFORME AGRAIRE ET L'ABOLITION DES DETTES

I. — LA RÉFORME AGRAIRE

La Réforme agraire. — La répartition des terres avant la formation de l'unité yougoslave. — Principales décisions du Gouvernement pour la réforme agraire.

Depuis le commencement de son établissement dans la péninsule balkanique, le paysan yougoslave a cultivé la terre pour un autre. Au moyen âge, c'est le « Vlastelin » (le seigneur) et l'Eglise qui en sont propriétaires, rarement l'Etat. Cette situation est restée presque la même jusqu'à la formation de la Yougoslavie et même aujourd'hui elle n'est pas encore tout à fait définitive. Il est vrai que la terre appartient à celui qui la cultive sous certaines conditions; nous n'avons presque plus de grandes propriétés; malgré cela, nous n'avons pas encore trouvé la solution définitive du problème de la réforme agraire. La principale raison en est que la Yougoslavie n'était pas préparée à la grande journée de liberté et d'union qu'a été celle du 11 Novembre 1918. Le joug qui pesait sur le peuple depuis sa naissance est tombé tout d'un coup, mais le peuple qui n'était pas habitué à la

liberté n'a pu encore en retirer tous les bienfaits qu'elle doit lui apporter. Les réglemens et les lois se sont succédé et après dix ans, il est évident que toutes les réformes agraires effectuées auparavant sont des actes superficiels, difficiles à amender aujourd'hui (1). La roue tourne ainsi continuellement, mais le chemin parcouru depuis le point de départ est très court, si on le compare à celui qui reste à parcourir.

Dans la vieille Serbie (celle des frontières d'avant la guerre balkanique), après le Congrès de Berlin (1878), les paysans conformément à la loi du 3 Février 1880 devaient racheter leurs terres aux anciens propriétaires turcs. L'Etat, conformément à la loi du 22 Juin 1882, conclut un emprunt de 6 millions de dinars pour payer les ayants-droit turcs. Mais il amortissait cet emprunt par des annuités à la charge des affranchis, de sorte qu'en réalité cette dette a été en grande partie supportée par l'Etat (2). De ce fait, le problème était complètement résolu en Serbie, et il n'y avait pas plus de 11 % des paysans qui n'avaient pas de terre. Le paysan était généralement pauvre. D'après Avramović 50 % manquaient de terre pour la production, 41 % n'avaient pas de charrue, 43 % n'avaient pas de moyens de transport, 30 % n'avaient pas de bêtes pour la traction, 18 % n'avaient pas de maison (3).

Dans la vieille Serbie et dans une partie de la Macédoine, le « *naticherif* » du 3 Novembre 1839 abolit le système féodal. Mais cela n'eut pas grand succès. Le seigneur, qui avait contraint jusqu'alors la caste paysanne, continua d'appliquer son droit, et les paysans continuèrent à labourer, mais dans des conditions différentes (4).

En Bosnie et en Herzégovine, à côté du décret de 1839 proclamant que toute la terre est la propriété d'Etat, a été publiée le 14 Chefer 1276 (12 Octobre 1859) « par mesure exceptionnelle » une loi par laquelle la Porte voulait introduire un nouveau système agraire, mais les seigneurs s'atta-

(1) *Privredni Pregled*, n° 11, 1928.

(2) NEDELJKOVIĆ : « La réforme agraire en Yougoslavie ». *Revue économique et politique*, tome 38, 1928, p. 2 (1-11).

(3) AVRAMOVIĆ : *Selo u Srbiji pre rata*. Collection *Društveni Život*, année II, livre IV, Beograd, 1921.

(4) *Godišnjak*, p. 148.

chaient sans cesse à transformer par tous les moyens leurs tenures féodales (1). En Bosnie et en Herzégovine, l'Autriche a trouvé 113.103 agriculteurs n'ayant pas de terre (2). Suivant la statistique officielle de 1910, il y avait en Bosnie et Herzégovine, sur 1.898.044 habitants 40.460 grands propriétaires dont 11,15 % musulmans et 444.920 kmets (paysans sans terre propre, serfs) dont 73,93 % orthodoxes. En 1912, l'Autriche a essayé sans succès d'aider les paysans en leur faisant des avances sur hypothèques.

En Dalmatie, l'Autriche a renversé l'ancien système féodal de la République de Dubrovnik par la loi du 7 Octobre 1848 qui supprima l'esclavage et plus tard par la loi de 1851. Mais comme nulle part ce changement ne s'est opéré brusquement, dans cette région aussi après la loi de 1878 la situation agraire est restée sensiblement la même.

En Croatie et en Voïvodine, par la suppression de l'esclavage, la libération des paysans a été réalisée par les décrets-loi de 1853 et 1857, de telle manière qu'une partie des terres des seigneurs furent partagées entre les paysans, tandis que le reste était adjugé comme propriété privée aux anciens seigneurs (3). Mais la Voïvodine reste toujours un pays de grandes propriétés. Il y avait, à la fin de 1927, 843 grands propriétaires ayant 2.209.356 arg. de terre (4).

Telle était la situation en 1918. Le paysan comprit « la libération » d'abord dans le sens de libération vis-à-vis des grands propriétaires, et refusa la dîme obligatoire. La première institution pour le règlement des relations agraires fut le décret du 25 Février 1919 (Disposition préliminaire — *Prethodne odredbe*), puis les décrets de 1920 et de 1921. Tous les décrets ont passé par la Skupština et sont devenus des lois (5). La convention du 28 Juin 1921, art. 42, parle de réforme agraire et dit notamment : « Les rapports féodaux

(1) NEDELJKOVIĆ, *ib.*, p. 4.

(2) Lj. KOSIER : *Bosna i Hercegovina*, Zagreb, collection « Bankarstvo », N° XIV, p. 54.

(3) NEDELJKOVIĆ, *ib.*, p. 5.

(4) Sur 843 grands propriétaires il y en a 119 qui ne sont pas habitants de notre pays et ceux-ci possèdent 478.148 arg. de terre. Le nombre des grands propriétaires était en 1924 de 921 dont 392 étrangers, mais avec 2.089.084 arg. de terre dont 367.240 arg. pour celui des étrangers.

(5) SEĆEROV : *Ekonomist*, N° 3, 1927, p. 116.

« sont considérés comme juridiquement abolis à compter du « jour de l'affranchissement de la domination étrangère. »

Le décret du 12 Mai 1921 avait déjà réglé la liquidation financière des terres de kmets en Bosnie et en Herzégovine mais pour des raisons plutôt politiques, parce que le parti politique musulman d'alors avait consenti à la participation du Gouvernement en posant ses conditions dans la question agraire. D'après ce décret, il fallait verser aux propriétaires une somme de 255 millions de dinars qui serait payée moitié en espèces et moitié en obligations d'Etat aux taux de 4 %. 60 millions de dinars ont été payés tout de suite à une partie des propriétaires qui entraient dans la première catégorie et les 195 autres millions ont été répartis en 27 catégories et devaient être payés sur les bases suivantes : $\frac{2}{3}$ en obligations et $\frac{1}{3}$ en espèces, qui devaient être versées avant le 15 Juin 1922. Les obligations portent le titre « Obligations pour la liquidation financière des relations agraires en Bosnie et en Herzégovine. » Elles portent 4 % d'intérêt par an. Le paiement est effectué tous les quatre ans, le 2 Janvier à partir de 1923 ; ainsi dans un délai de 50 ans, les obligations seront amorties. De cette manière, tous les serfs de Bosnie et d'Herzégovine sont devenus libres et l'Etat a racheté pour eux 775.233 grandes possessions seigneuriales et 150.000 hect. de terres libres (Cegluk) (1).

Dans la Serbie du Sud, où la question agraire n'est pas encore liquidée, on paie aux propriétaires une rente annuelle provisoire qui fait partie du budget. Ainsi dans le budget de 1920/21 a été introduite une somme de 2,3 millions de din. ; en 1922/23 14,5 millions ; en 1924/25 30 millions ; en 1926/27 4 millions de dinars.

En Dalmatie, la question n'a pas été non plus définitivement résolue. Les paysans détiennent la terre, ils la cultivent comme si elle était à eux et les propriétaires touchent des rentes provisoires que l'Etat leur verse. Cette rente s'élevait

(1) Il ne sera pas sans intérêt de montrer comment se produit la répartition de la terre en Bosnie et en Herzégovine depuis que l'Autriche-Hongrie a commencé de réformer la propriété de la terre.

Répartition des terres en Bosnie et en Herzégovine depuis la fin de la domination turque jusqu'à la fin de 1927. (Voir le tableau page 69).

en 1924/25 à 3 millions de dinars; en 1926/27 à 3 millions de dinars (1).

Ces dispositions doivent être remaniées par une nouvelle loi sur la réforme agraire qui a été déjà plusieurs fois en préparation, mais n'a pas encore pu aboutir. On ne pourra plus parler de renaissance agraire du pays avant qu'une nouvelle loi réglant toutes les questions en suspens soit votée. A côté de l'affranchissement des serfs qui était la difficulté principale de la réforme agraire, le Gouvernement procéda aussi

DE 1892 à 1918

Bénéficiaires	Terres cultivables	Pâturages	Forêts	Total	Nombre de Familles
en hectares					
Aux colons étrangers optants et réfugiés	»	»	21.892	21.892	2.292
Aux colons indigènes, muhadžias et musulmans	»	»	1.684	1.684	456
Aux intéressés agricoles indigènes ..	»	»	52.714	52.714	36.556
Total	»	»	76.290	76.290	39.304
Depuis 1892 jusqu'au 31 Décembre 1927 il a été réparti en tout en Bosnie et en Herzégovine	426	3.114	102.400	115.940	52.689
DE 1918 A 1927					
Aux volontaires sur les grandes propriétés	426	»	»	426	122
Aux volontaires sur la propriété nationale.....	»	3.114	12.457	15.571	3.831
Aux autres intéressés indigènes	»	»	13.653	13.653	7.187
Total	426	3.114	26.110	29.650	11.140
Un supplément distribué aux volontaires				10.000	2.245

(1) ŠEĆEROV : *ib.*, p. 16.

à la colonisation. Il colonisait les terres prises aux grands propriétaires en Voïvodine par les familles qui n'avaient pas de terres (pour la plupart des volontaires) et faisait de même sur les terres de la Serbie du Sud et de la Macédoine. La colonisation de la Serbie du Sud a été organisée par le décret du 24 Septembre 1920; celle des régions du Nord par le décret du 27 Août 1920. Jusqu'à la fin de 1927, 6.039 familles ont colonisé dans les régions du Sud où ont été attribuées 42.313 hectares de terre et construites sur place 4.122 maisons. Dans les régions du Nord, il y avait en 1927, 14.558 familles de volontaires (124.381 argents). L'Etat a institué des coopératives dont le but est de servir d'intermédiaire entre l'Etat et les bénéficiaires indigents. Ainsi l'Etat doit accorder aux coopératives des prêts sans intérêt pour l'achat des semences, du bétail et des matériaux de construction. En 1921 on a institué une Fédération des Coopératives pour les régions du Sud; en 1922 pour la Voïvodine et en 1925 une Fédération pour la Croatie, mais une pour la Slovénie et la Baranja. Toutes les Fédérations comptaient 357 coopératives avec 26.105 membres (1).

II. — L'ABOLITION DES DETTES

Le Problème de l'Abolition des Dettes des Paysans

Non seulement le paysan yougoslave n'avait pas sa propre terre, mais en général il était pauvre comme nous l'avons dit à la page 9. Si la réforme agraire lui a donné la terre, elle ne lui a pas procuré d'autres biens : les charrues, les chevaux, les bœufs, les vaches, les semences, etc... qui lui manquaient. Un changement est intervenu aussi dans le sens politique; les régions libérées ont accéléré leur relèvement économique. Les besoins allaient partout en croissant et avec eux devait croître, soit la production, ce qui n'était pas le cas au début, soit l'endettement. L'inflation des premières années (qui n'a heureusement pas duré longtemps) a frappé le plus dure-

(1) STOJANOVIĆ dans le « *Jugoslavenska Njiva* », p. 375.

ment la classe paysanne qui achetait la terre à tout prix suivant les premiers décrets de la réforme agraire. Lorsque l'argent a augmenté de valeur en même temps que tous les biens immobiliers, le paysan s'est trouvé dans une situation difficile, puisqu'il devait rembourser une somme beaucoup plus grande que la somme empruntée. Mais ce n'est pas tout. Le paysan n'a pas commencé à s'endetter seulement à partir de la fin de la guerre. Cela date d'une époque beaucoup plus lointaine, aussi bien en Serbie que dans les autres provinces. Le pays qui avait peu de capitaux, était sans moyens économiques. Ni les caisses d'Etat, ni les coopératives ne pouvaient satisfaire même de loin les besoins pécuniaires du paysan. Les « *Zelenaši* » (usuriers) donnaient aux paysans de l'argent en échange d'une traite qu'ils escomptaient à des taux trois ou quatre fois plus élevés que ceux pratiqués par les Banques. Le paysan ne pouvait pas avoir l'occasion de réaliser des gains parce que l'industrie était peu développée dans toutes les régions, ou bien elle lui était inaccessible, et ainsi il amortissait seulement les intérêts tandis que le capital restait le même.

Après la libération une nouvelle organisation démocratique s'est développée, dans laquelle les paysans se sont senti protégés et où l'Etat même, qui vit de leur travail, a eu pour devoir le plus sacré de les aider : la question des dettes des paysans est ainsi devenue un problème économique spécial pour le pays. Par son acuité elle a pris une importance presque aussi grande que la question de la propriété de la terre, mais jusqu'à présent on n'a rien fait de radical dans ce domaine. En 1927, le Ministère de l'Agriculture, à l'aide de ses agents dans les départements, a rassemblé des données sur l'endettement, qui sont aujourd'hui l'unique source de documentation. Bien que cela ne corresponde pas, même de loin, à la vérité, parce que le paysan ne signale pas lui-même ses dettes, le créancier encore moins, il faut résumer ici ces documents. Le total des dettes des paysans dans tout le pays atteint environ 1,3 milliards de dinars, ce qui fait une moyenne de 35 millions par département. Le plus endetté est le département de Šumadija avec 160 millions, puis celui de Ljubljana avec 101 millions, de Zagreb 92 millions, de Podunavlje avec 70 millions, de Mostar avec 35 millions, de

Sarajevo avec 33 millions et le moins endetté est le département de Štip avec 420.000 dinars. Cependant, le Ministre, M. Sv. Stanković a déclaré à la Conférence des représentants des comités départementaux, tenue le 28 Septembre 1927 à Beograd, que « d'après ses calculs » les dettes des paysans s'élèvent à plus de 2 milliards, pour lesquelles on paie de 15 à 25 % d'intérêt et même plus (1). Selon toutes probabilités, les dettes sont d'environ 3 milliards de dinars, soit 300 dinars par paysan et en moyenne 1.600 dinars par maison. Tous les Gouvernements se sont occupés de cette question importante et ont promis leur aide, et M. Stanković, Ministre de l'Agriculture, a déclaré à plusieurs reprises que l'Etat se chargerait lui-même du désendettement du paysan. Mais ce projet n'a pas encore été réalisé. On discute sur le motif, la méthode, l'application, etc... L'opinion publique s'en préoccupe aussi et on écrit beaucoup sur ce sujet. Les opinions de MM. Sl. Jovanović et Drag. Janković sont particulièrement remarquées et acceptées. Le dernier nous dit avec raison que l'abolition des dettes de l'agriculture n'est pas une question de décision instantanée et de solution unilatérale. Cela exige, ajoute-t-il, une méthode patiente, d'autres réformes temporaires, une solution raisonnable de la question monétaire (2).

La question des dettes des paysans intéresse aussi l'avenir de notre économie. On ne pourra trouver la solution définitive d'aucun problème agraire aussi longtemps que le paysan ne sera pas, d'une part, protégé contre l'exploitation qu'il a été obligé de subir jusqu'à présent et, d'autre part, qu'il ne sera pas suffisamment muni d'argent pour pouvoir tirer de sa terre, de son bétail, de son travail en général, le rendement qu'il est en droit d'escompter. Le paysan a aujourd'hui un besoin d'argent très urgent. Il faut l'aider doublement : par la protection contre le créancier pour ce qui concerne le passé ; par la satisfaction de ses besoins pour empêcher à l'avenir un nouvel endettement. Ces deux problèmes sont d'importance égale et d'une actualité aussi pressante, mais doivent être résolus séparément. Pour libérer le paysan de

(1) *Politika* du 29 Septembre 1927, N° 6.976.

(2) *Politika* du 9 Mai 1928, N° 7.192.

ses dettes, il faut, d'après notre opinion, que l'Etat s'engage à sa place mais avec une participation indirecte des intéressés et de toute la population en général. Pour cela il serait nécessaire d'abord de constater toutes les dettes existantes et de les transférer automatiquement au compte de l'Etat par une décision légale. L'Etat devrait faire un emprunt intérieur qui serait le seul favorisé, mais pour liquider complètement les dettes, il faudrait aussi que le paysan y participe en augmentant sa production et que les créanciers d'établissements créditeurs, particulièrement les banques, rendent possible le remboursement de la dette, soit par l'amortissement volontaire, soit par la création de fonds de réserve. Le temps de l'amortissement des dettes doit être aussi long que possible et, selon nous, cette opération devrait être confiée à une institution spéciale ou déjà existante (par exemple la Direction des crédits agricoles) qui s'en chargerait comme d'une branche spéciale de son activité.

L'autre problème consiste dans la possibilité pour le paysan de se procurer tout ce qui lui est nécessaire au point de vue économique et dans une mesure telle qu'il ne soit pas obligé d'emprunter à celui qui l'exploite. Ce ne sera possible qu'au moment où il aura suffisamment évolué ou se sera organisé au point de vue économique. Cela suppose l'aide de coopératives. Si l'on organise les coopératives sur une base saine, si elles peuvent rassembler toute la population paysanne et la servir dans tous ses besoins, le paysan aura repris dans la vie une place économiquement indépendante. Est-ce possible ? Oui. Pour cela, il y a beaucoup à faire chez nous et jusqu'à présent l'Etat et les coopératives existantes se sont occupés dans la même mesure de cette idée d'unification. Par la loi du 12 Juin 1925, l'Etat a fermé la porte aux coopératives déjà fondées et a créé une coopération « privilégiée ». Les coopératives ne peuvent pas encore réunir leurs forces, fusionner, pour devenir une institution forte au point de vue économique et purement social.



Carte minière de Yougoslavie

--- Frontières d'état	● Or
○ Charbon	⊗ Minerais de chrome
□ Minerais de fer	⊕ Bauxite
● — " — cuivre	◐ Minerais de mercure
△ — " — plomb	⊖ Antimoine
▲ — " — zinc	▨ Ciment
× — " — manganèse	▤ Magnesite



DEUXIÈME PARTIE

La Richesse naturelle du sol

CHAPITRE PREMIER

LES MINES

Les Mines au Moyen âge. — Développement des Mines avant 1918 en Yougoslavie. — L'état des Mines en Yougoslavie de 1918 à 1927. — Le Charbon. — Le Fer. — Le Cuivre. — Le Plomb. — Les autres Minerais.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA SCIENCE DES MINES. — Les mines ont toujours eu une grande importance dans les pays qui forment la Yougoslavie d'aujourd'hui. Déjà les premières colonies romaines y puisaient des minerais. L'économie romaine, pour s'assurer les bénéfices que lui donnait la richesse du sol de ses provinces balkaniques, y envoya spécialement son « *procurator metallorum Pannoniorum et Dalmatorum* ».

Aujourd'hui encore, on voit de nombreuses traces de cette exploitation qui s'est poursuivie pendant l'autonomie des Slaves du Sud. Les grands centres commerciaux sont nés dans le voisinage immédiat des mines et sont devenus des villes libres payant aux souverains la contribution annuelle convenue.

Au moyen âge, les mineurs furent principalement des Saxons qui vinrent dans ces régions sous le règne du prince serbe Stevan Uroš II Milutin (1282-1320) (1). Travailleurs adroits, ils persuadèrent rapidement les souverains serbes de la nécessité d'exploiter les mines; ils exercèrent une influence particulièrement grande dans le pays. Dans les régions minières, ils avaient le droit d'installer librement leurs colonies qui étaient plus ou moins autonomes et de faire dans les forêts des coupes à volonté. L'empereur Dušan supprima en partie ces privilèges par une loi de 1349 (art. 123) par laquelle il n'autorisait les coupes de bois que dans la mesure des besoins (extraction, fonte des minéraux, etc.). Les Dubrovčani (Ragusains) étaient aussi, à côté des Saxons, de bons mineurs: c'est Raguse qui avait entre les mains tout le commerce de ces régions. Après de chaque colonie saxonne apparaissait aussitôt une colonie de Ragusains, et ainsi tout centre minier se développait au point d'avoir une autonomie et des pouvoirs sans limites, comme le prouvent de nombreux événements historiques du moyen âge. Alors que Smederevo, dernier rempart de l'Etat serbe indépendant, était tombé le 18 août 1439, *Novo Brdo*, le plus grand centre minier et commercial de l'époque entre l'Adriatique et le Danube, est resté indépendant et a lutté encore pendant deux années entières. (Il n'est tombé sous le joug turc que le 27 Juin 1441).

Srebrenica, centre minier et commercial de Bosnie, a été la cause de longues luttes entre les Serbes, les Bosniaques et les Turcs (en 1411, il tombe entre les mains des « *despotes* » serbes; en 1440, il tombe pour trois ans entre les mains des Turcs et en 1443, les souverains bosniaques la reprennent, et alors commence une série de luttes interminables entre les uns et les autres).

Les vieilles chroniques serbes mentionnent comme centre minier le plus important *Kopaonik*, mine d'argent située sur le Ibar, près du village de Sočanica.

Les mines d'argent étaient les plus nombreuses, parce que l'argent servait pour la frappe de la monnaie ainsi que pour

(1) V. JIREČEK : *Die Handelsstrassen, und Bergwerke von Serbien und Bosnien*, Prag, 1916, p. 43.

les échanges, et aussi parce que son extraction était de beaucoup la plus facile.

Brskovo fut le premier centre commercial de la Serbie du moyen âge. On y trouvait également la première mine d'argent de l'État serbe indépendant qui frappait sa propre monnaie (1). Elle est mentionnée pour la première fois en 1278 (2), mais elle disparaît tout-à-fait dès le début du XIV^e siècle. *Novo Brdo* s'est élevé au cours des XIV^e et XV^e siècles en raison de sa richesse minière jusqu'à devenir le plus grand centre commercial des Balkans. Il en est question pour la première fois en 1326. Complètement entre les mains des Ragusains, c'était la plus grande colonie de mineurs saxons qui possédaient à cet endroit leur église que Mohamed II, après avoir chassé de la ville les Saxons et les Ragusains en 1455, transforma en mosquée.

Après *Novo Brdo* vient *Rudnik* qui était connue déjà du temps des Romains par ses mines d'argent et de plomb. Elle avait sa frappe et sa monnaie (3). Parmi les autres les plus célèbres sont : *Srebrenica* en Bosnie, mentionnée déjà en 1376, *Kratovo*, *Janjevo*, *Kučevo*, *Olovo*, *Fojnica* et *Zvornik*.

L'exploitation des mines était une des branches de l'économie les mieux développées au Moyen Age, parce que des spécialistes de l'exploitation minière étaient venus dans le pays et aussi parce que les Ragusains avaient placé dans les mines tout leur argent. Tout cela se passait plus ou moins sans la participation directe des indigènes, et aussi sans profit immédiat pour eux. Les rois recevaient des dons et les tributs fixes qu'ils donnaient souvent à leur tour aux églises et aux monastères. A côté de la mine se trouvaient la fonderie ou les forges et le travail du métal se faisait sur place; les produits étaient vendus dans le pays, ou bien exportés.

Pendant la domination turque l'exploitation des mines périclita. Les Turcs avaient retiré aux Saxons leurs privilèges et comme la liberté de commerce des Ragusains avait diminué, la production minière baissait de jour en jour. Ce n'est

(1) KOSOVIĆ et MILADINOVIC : *Tgovački Centri i Drumovi, Cupićeva godišnica*, XX, p. 37.

(2) S. LJUBIĆ : *Listine*, Zagreb, 1868, livre I, p. 119-122.

(3) JIREČEK : *Die Handelsstrasse*, p. 48.

que lorsque les Turcs se furent rendu compte que les mines pouvaient leur rapporter des revenus qu'ils essayèrent de relever ce qu'ils avaient abandonné. L'exploitation fut renouvelée dans une certaine mesure à Kratovo, Novo Brdo, Kopaonik, pour l'extraction de l'or et de l'argent, et, vers la fin de leur domination, l'extraction du minerai de fer s'était bien développée en Bosnie, à Vareš, Kreševo et Ljubija. Suivant les données de l'arrondissement de Vareš en 1643, il y avait à Vareš environ 30 fonderies et 50 forges avec une production annuelle de 1.200 à 1.300 tonnes de fer brut (1).

Une nouvelle vie pour l'exploitation des mines commence après la cessation de la domination turque en Serbie. En 1835, le gouvernement serbe invite le spécialiste saxon F. Herder à venir étudier le pays au point de vue géologique et génétique. En 1847, c'est au professeur Heyrovsky qu'on fait appel jusqu'à ce que la Serbie ait trouvé dans un de ses fils, le spécialiste Dim. Antula, l'homme qui appuiera l'exploitation des mines sur des fondements solides.

Après l'occupation de la Bosnie, en 1879, l'Autriche envoya un groupe de spécialistes sous la conduite du Docteur Mojsisović, avec mission d'examiner la situation minière de la Bosnie et de l'Herzégovine.

En 1881 a été fondée la coopérative minière « *Bosnia* » qui ouvre la mine de chrome de Dubošćica au Nord-Ouest de Sarajevo, la mine de manganèse de Čevljanović et d'antimoine de Čemernica près de Fojnica.

En 1891 a été créée à Vareš une société anonyme pour l'exploitation du minerai de fer et un haut-fourneau pour la transformation du fer brut y a été élevé. En 1900, on a construit un deuxième haut fourneau d'une capacité de 80 à 100 tonnes de fer brut, et une fonderie. En liaison avec la forge de Vareš, on a élevé en 1891 une forge à Zenica, pour transformer le fer brut de Vareš; elle est devenue en 1899 une société anonyme. Ainsi la production de la houille en Bosnie et Herzégovine était la suivante (en quintaux) : 1885 : 230.091 ; 1890 : 593.421 ; 1895 : 1.954.419 ; 1900 : 3.945.150 ; 1905 : 5.402.336 ; 1910 : 7.066.590 ; 1913 : 8.472.805 ; 1915 : 7.988.916 ; 1917 : 9.732.149.

(1) Pavao Bilić : *Bosanske župe i šumarstvo*, « Napredak », mensuel de Sarajevo, n^{os} 6, 7 et 8, en 1926.

La production de minerai (en quintaux) (1) :

	1909	1913	1917
Minerais de fer.....	1.200.692	2.201.314	4.064.369
» de manganèse ..	56.920	47.000	488.514
» de chrome	3.315	3.050	8.045

Les fonderies ont transformé :

Fer brut	490.615	535.870	419.670
Autre	563.184	606.532	450.828
Sel évaporé	221.283	241.757	431.415

Voici, d'après les données du Dr Antula, la production de la Serbie (en quintaux) (2) :

	1898	1903	1909
Houille	130.570	298.230	511.320
Charbon brun et lignite..	804.670	1.168.380	952.090
Cuivre	1.364	1.927.	42.090
Plomb	1.500	906	13.780
Régule d'antimoine	1.630	2.794	1.530

Le tableau nous montre que chacune de ces provinces avait déjà fait de grands progrès depuis le début de l'exploitation. C'est la meilleure preuve que les conditions d'exploitation des minerais dans ces régions sont très favorables, tandis que nous voyons, par exemple en Dalmatie, la production de la houille tomber de 1.331.480 q. en 1905 à 668.808 q. en 1915.

L'EXPLOITATION DES MINES APRÈS LA LIBÉRATION. — La Yougoslavie a trouvé l'exploitation des mines en très bon état. Elle a dû supporter la mauvaise fortune de longues guerres, mais son développement initial a été bon, de même qu'en Bosnie, Croatie et Slavonie. Il n'y avait qu'à continuer le travail commencé sans rien demander à l'Etat dont les dif-

(1) *Oesterreichische Zeitschrift für Berg-und Hüttenwesen* : 1910 N° 37 ; 1914 Nos 38, 39 ; 1916 N° 15 ; 1917 N° 21.

(2) *La Serbie à l'Exposition Universelle de 1911*, Turin, p. 241.

ficultés politiques avaient peu d'influence sur le développement des mines. Il avait entre les mains une grande partie des bassins, presque toutes les mines de Bosnie et les mines privées étaient protégées par des contrats à long terme; donc elles pouvaient tranquillement poursuivre leur exploitation.

Déjà, au cours de l'année 1919, l'Etat ouvrit plusieurs nouvelles houillères (Bukinje près de Tuzla, Mostar, Ugljevik), en 1921 celle de Majeвица qui devint bientôt après propriété privée. Au cours des années suivantes, on continua les sondages qui donnèrent des résultats intéressants. Mais l'Etat, dénué de capitaux, ne put pas en profiter.

Les richesses minérales abondent dans tout l'Etat. Les couches de bauxite du Monténégro qui pénètrent loin sous la mer ne pourront pas être exploitées avant longtemps. Il faut attendre pour cela les capitaux nationaux, de meilleurs moyens de transport et une main-d'œuvre expérimentée. Le jour où la Yougoslavie pourra satisfaire à toutes les conditions nécessaires pour que l'exploitation puisse se développer jusqu'à son maximum et où elle sera en mesure de transformer toutes les matières premières qu'elle pourra tirer de son sol, elle sera alors un des premiers pays industriels, non pas seulement des Balkans, mais de l'Europe centrale. La qualité de ses charbon, fer, bauxite, plomb, cuivre pourrait facilement faire prime sur le marché mondial si on parvenait à ramener leur prix au niveau mondial. Cette question est la plus difficile et la plus compliquée à résoudre. Les communications difficiles, le manque de capitaux nécessaires pour installer dans les exploitations un outillage mécanique moderne qui en augmenterait le rendement et diminuerait les frais, le coût de la main-d'œuvre aussi bien que le manque d'ouvriers qualifiés, tous ces problèmes doivent être résolus avant de songer à l'exportation des produits finis sur le marché mondial.

D'autre part, l'Etat s'est beaucoup trop engagé dans l'exploitation minière. Presque toutes les mines que l'Etat a trouvées en 1918 comme propriété d'Etat y furent maintenues jusqu'à aujourd'hui. Il faut remarquer aussi qu'on a entrepris peu de choses pour en améliorer l'exploitation. La loi serbe de l'année 1835 sur l'exploitation minière aurait dû être remplacée depuis longtemps par une nouvelle loi qui correspon-

draît à l'état actuel du pays. Il faudrait surtout substituer à l'exploitation peu rationnelle des mines l'exploitation privée dont l'Etat et la nation tireraient plus de profit.

Cependant l'exploitation des mines a progressé en Yougoslavie beaucoup plus que n'importe quelle autre branche économique. Elle a été en progrès d'une année à l'autre, à peu près sans aucune interruption. La situation monétaire ne l'a presque pas affectée. Toute la richesse minérale qui n'a pas pu être consommée dans le pays a su s'imposer par sa bonne qualité et malgré un prix élevé sur le marché. Comme l'industrie progressait à son tour, l'exploitation des mines prospérait et stimulait, pour ainsi dire, tout le développement économique du pays. Il suffit de consulter notre tableau général (N° 7) pour voir le progrès fait dans l'exploitation des mines de charbon et des métaux, et aussi dans la transformation des minerais en produits demi-fabriqués.

Nous voyons que l'extraction de la houille (sauf en 1925 et 1926) a augmenté tous les ans. Le progrès dans l'exploitation des autres mines est encore plus fort et même, si on excepte l'année 1925, très rapide; le rendement pour l'année 1927 est 12 fois plus grand que pour l'année 1919, ce qui représente un progrès supérieur à celui de n'importe quel pays d'Europe. Le seul minerai de fer dont la production en 1919 était de 318 tonnes, a atteint en 1926, 366.624 tonnes. Le minerai de cuivre, qui en 1919 donne 16.000 tonnes, a donné en 1927 288.000 tonnes. Pour comparer la situation d'avant guerre avec le début de la formation de l'Etat yougoslave et à la fin de 1927, nous nous reporterons au tableau N° 8. On constate que la Serbie produit actuellement 200 % de plus qu'avant la guerre et 179 % de plus qu'en 1920. C'est au point de vue de l'exploitation des mines qu'elle a révélé les plus grands progrès. Cette exploitation en était avant guerre, en Serbie, à ses vrais débuts. L'Etat n'était pas suffisamment riche pour la développer davantage dans un espace de temps si court. On introduisit alors des capitaux étrangers, mais ceux-ci non plus ne purent satisfaire aux besoins. C'est après la constitution de la Yougoslavie que grâce à des conditions plus favorables se fit un grand pas en avant.

Ce tableau nous montre aussi que la production en charbon de chaque province a augmenté presque de moitié par rap-

TABEAU N° 7
INDUSTRIE MINIÈRE DE 1919 A 1927 (en Tonnes)

	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	Totaux	Moyenne annuelle
A. Charbon :											
1° Houille	20.674	65.885	77.599	101.861	136.267	131.633	178.456	190.814	289.141	1.192.330	132.481
2° Charbon brun	1.681.729	2.077.034	2.281.764	2.616.317	2.972.264	3.121.087	2.998.953	3.013.392	3.484.975	24.247.515	2.694.168
3° Lignite.....	537.108	744.680	732.017	1.011.151	992.173	932.520	974.717	936.546	970.820	7.831.732	870.193
Totaux	2.239.511	2.887.599	3.091.380	3.729.329	4.100.704	4.185.240	4.152.126	4.140.752	4.744.936	33.271.577	3.696.842
B. Minerais :											
1° Fer	318	18.926	15.739	61.230	244.487	330.037	139.137	366.624	335.899	1.512.397	168.044
2° Cuivre.....	16.016	49.081	75.576	96.775	123.150	143.259	176.058	220.005	288.040	1.187.960	131.995
3° Plomb	54.337	31.717	60.285	61.373	57.194	64.157	78.549	79.531	100.747	587.890	65.321
4° Zinc	90	278	126	407	617	549	535	581	1.067	4.250	472
5° Antimoine	—	—	396	2.301	535	1.726	579	740	1.162	7.439	1.063
6° Chrome	—	55	10	15	—	300	12.160	15.983	11.592	40.115	5.730
7° Manganèse.....	999	2.377	910	1.122	5.145	4.570	2.716	1.244	1.971	21.054	2.339
8° Pyrite	20	3.742	27.957	11.141	25.965	26.398	38.988	53.375	57.004	244.590	27.177
9° Bauxite	1.213	19.117	10.021	31.290	26.577	18.485	79.032	131.828	100.328	417.891	46.433
10° Les autres.....	135	375	885	1.110	1.987	2.634	2.480	3.767	4.276	17.649	1.961
Totaux	73.128	125.668	191.905	266.764	485.657	592.115	530.234	873.678	902.086	4.041.235	450.535
C. Sel											
Totaux	31.782	24.233	28.665	43.872	41.626	48.864	48.032	52.260	54.765	374.099	41.566
D. Fonderies :											
1° Fer brut	1.202	5.944	11.881	16.360	24.457	15.019	3.494	18.768	22.651	119.776	13.309
2° Cuivre.....	1.332	2.439	7.144	5.354	6.838	8.101	7.301	9.671	12.863	58.043	6.449
3° Plomb	5.666	5.099	4.831	8.447	9.260	11.487	10.956	9.808	10.672	76.226	8.469
4° Zinc	1.919	1.510	420	1.159	1.947	2.126	2.232	2.376	3.526	17.215	1.913
5° Antimoine	—	—	34	13	28	205	63	95	149	587	84
Totaux	10.119	14.992	21.310	31.333	42.530	36.938	24.046	40.718	49.861	271.847	30.224

TABLEAU N° 8

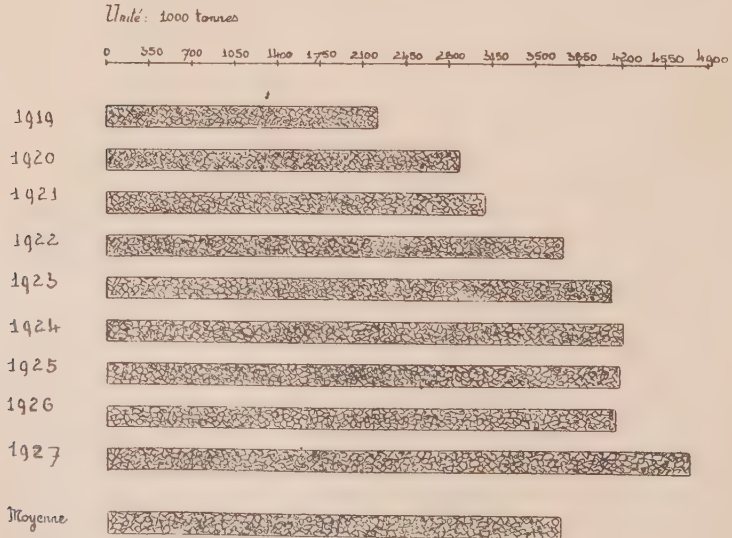
COMPARAISON DE LA PRODUCTION DU CHARBON AVANT LA
GUERRE ET CELLE D'APRES LA GUERRE

PROVINCE	1913		1920		1927		Augmentation pour 100			
	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%	1913-1920	1913-1927	1920-1927	
Serbie.....	311.365	10.1	334.770	11.6	935.083	19.7	7.5	200.3	179.3	
Croatie et Slavonie.....	234.421	7.6	380.750	13.2	537.349	11.3	62.4	129.2	41.1	
Slovénie.....	1.587.137	51.2	1.216.356	42.1	1.909.600	40.2	{ — } 30.4	20.4	57.0	
Bosnie et Herzégovine.....	847.280	27.4	842.436	29.2	1.147.646	24.2	{ — } 0.5	35.4	48.1	
Dalmatie.....	114.862	3.7	113.287	3.9	215.258	4.6	{ — } 1.4	87.4	90.0	
Totaux.....	3.095.065	100.0	2.887.599	100.0	4.744.936	100.0	{ — } 7.1	53.3	64.2	

port à l'année 1920 et, en général, toutes les provinces ont vu augmenter leur production de 64,2 % par rapport à l'année 1920 et de 53,3 % par rapport à l'année 1913. La Serbie, qui participait à la production totale de la Yougoslavie d'aujourd'hui pour 10 % en 1913, a vu ce chiffre passer à 19,7 % en 1917 aux dépens de la Slovénie qui a passé de 51,2 % à 40,2 %.

Ce tableau nous autorise à renouveler notre affirmation sur les grands progrès de l'exploitation des mines dans le pays. Ces conditions défectueuses qui sont restées presque sans changement durant les huit années de l'existence de la Yougoslavie, les houillères qui représentent l'axe de l'exploitation minière ont pu lui donner en charbon plus de moitié de la quantité nécessaire aux besoins du pays. Cette quantité est encore loin de ce qu'elle devrait être, étant donnés la richesse minière et les besoins du pays, mais elle est importante si on la compare aux autres branches économiques nationales, et aussi au progrès fait dans les autres pays.

Charbon



Dans l'exploitation minière, c'est le charbon dont les progrès, quoique lents, ont été les plus accentués; cela tient à l'ancienneté de l'exploitation, et aussi parce que l'industrie houillère dépend plus de la situation économique générale du pays que de la production du minerai, et ce qui est particulièrement important, elle est encore beaucoup moins organisée au point de vue commercial. Dans le commerce des charbons, la concurrence n'existe presque pas en Yougoslavie. La Bosnie, l'Herzégovine, la Dalmatie et le Monténégro se fournissent dans les mines d'Etat de Bosnie; la Croatie et la Slovénie se fournissent à la « Société de Trbovlje », tandis que les rares mines privées existant dans ces régions ne comptent presque pas. En Serbie, *Senjski Rudnik*, appartenant à l'Etat, tue toute concurrence un peu sérieuse et fixe elle-même le rythme du commerce des charbons.

Ces conditions n'existent pas pour la production du minerai qui a beaucoup plus de liberté pour se développer. Tout de même, la production du charbon a sensiblement augmenté. Notre tableau N° 9 sur les chiffres-indices de la production houillère d'après l'année 1913 (1913 = 100) nous l'explique.

Au cours des premières années après la Libération, l'industrie houillère, quoique inférieure à sa situation d'avant-guerre, était en progression continue, et la production a atteint le chiffre de 120 dès 1922. A partir de ce moment, elle l'a franchi; la production houillère croîtra encore pendant longtemps et dépassera bientôt les besoins du pays.

TABLEAU N° 9. — INDICES DE L'INDUSTRIE DU CHARBON

1913.....	100	1923.....	132
1919.....	72	1924.....	135
1920.....	93	1925.....	134
1921.....	99	1926.....	133
1922.....	120	1927.....	153

Les recherches géologiques ont confirmé la présence du charbon en beaucoup d'endroits, en quantités importantes et en des lieux où l'exploitation est pour le moment impossible, faute de capitaux. C'est déjà une preuve irréfutable que l'industrie houillère dans le pays ne sera pas de courte durée.

Si nous comparons le développement de la production aussi bien du charbon que des autres minerais avec le travail dans les fonderies, nous obtenons le tableau N° 10 construit en prenant pour base l'année 1920 (1920 = 100). Tandis que la production du charbon augmentait de 16 points par rapport à la moyenne, celle des minerais augmentait de 200, et le travail dans les fonderies de 63 points. Déjà, à la fin de la première année, la production des minéraux a doublé; à la fin de la deuxième année, elle a encore doublé, et en 1927 elle atteint le chiffre de 718 (l'année de base 1920 étant représentée par 100).

TABLEAU N° 10

INDICES DE L'INDUSTRIE MINIERE DE 1920 A 1927

	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Charbon	100	107	129	142	144	143	143	164
Minerais	100	152	212	386	463	422	695	718
Fonderies	100	142	209	283	246	160	271	332

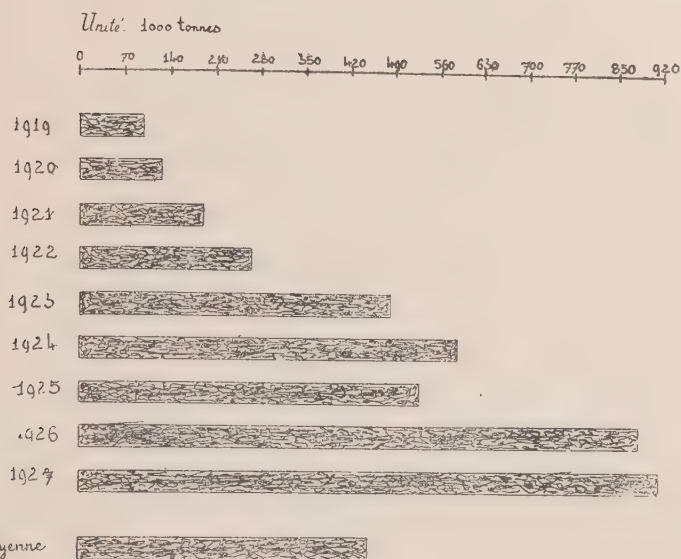
Ce progrès n'est pas limité à un seul minerai; car la production de tous a sensiblement augmenté: celle du plomb passe de 31.000 tonnes à 100.000 tonnes; la pyrite de 3.000 tonnes à 57.000 tonnes; la bauxite de 19.000 tonnes à 100.000 tonnes, etc...

La bonne qualité des minerais a permis de soutenir la concurrence mondiale, et, d'autre part, ces minerais, sauf le fer, sont en majeure partie entre les mains d'entreprises privées. Celles-ci transforment souvent le minerai en matière première finie; le plus souvent, elles l'exportent, tandis qu'il y a très peu de métaux qui sont travaillés dans le pays. L'exploitation d'un grand nombre de minerais est de date tout récente, comme par exemple, la bauxite, où, au cours des travaux de sondages, il a été prouvé que des couches infiniment plus étendues se trouvent dans le pays. Tout ceci est exact également pour le chrome, la pyrite, le cuivre, etc... Des nappes de pétrole ont été découvertes en plusieurs endroits, mais sans avoir été encore exploitées jusqu'à présent.

Par sa richesse minière, la Yougoslavie compte donc parmi les premiers pays de l'Europe centrale. Pour lui permettre

d'extraire d'abord ses minerais, il lui faudra trouver dans le pays même les capitaux nécessaires parce que l'exploitation est faite aujourd'hui par les capitaux étrangers qui sont insuffisants. L'État doit également mettre au point sa politique des communications, de manière à donner au pays les moyens de transports rapides et à bon marché qui sont attendus avec

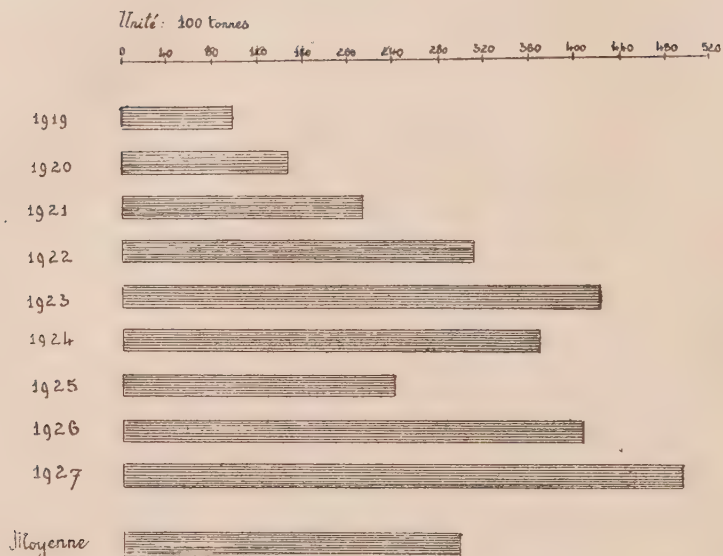
Minerais



impatience par notre industrie minière et forestière. Si les communications à bon marché manquent, tous les efforts pour améliorer l'industrie minière seront rendus vains.

Le travail dans les fonderies a marché jusqu'à un certain degré parallèlement avec la production des minerais, mais il s'en est éloigné sensiblement. Ainsi, en 1925, tandis que le chiffre-indexe pour la production des minerais diminue de 41 points ou 9 %, pour les fonderies l'indice diminue de 86 points ou 53 %. Comme nous le verrons plus tard, la Yougoslavie n'est pas actuellement en état de transformer les minerais extraits du sol en matière première finie. La situa-

Fonderie



tion la plus favorable est celle du fer qui est transformé dans les hauts fourneaux de Vareš.

Pour représenter le travail accompli dans les trois groupes de notre industrie minière au cours des sept dernières années, nous nous sommes servis de nos indices et avons obtenu le résultat suivant :

L'écart moyen ou standart de déviation pour la production du charbon était de 16,09, pour les minéraux de 200,3 et pour les fonderies de 63,3.

L'indice moyen était pour le premier de 139, pour les seconds de 435 et pour les troisièmes de 235.

Le coefficient de variation calculé suivant la formule :

σ	Le charbon de.....	11,6
— 100 est pour	Les minéraux de.....	46,0
M	Les fonderies de.....	26,9

Ainsi se trouve confirmé de nouveau le progrès des exploitations minières depuis la création de la Yougoslavie jusqu'à

TABLEAU N° 11

INDUSTRIE MINIERE.

RENDEMENT D'UN OUVRIER PAR AN ET EN TONNES

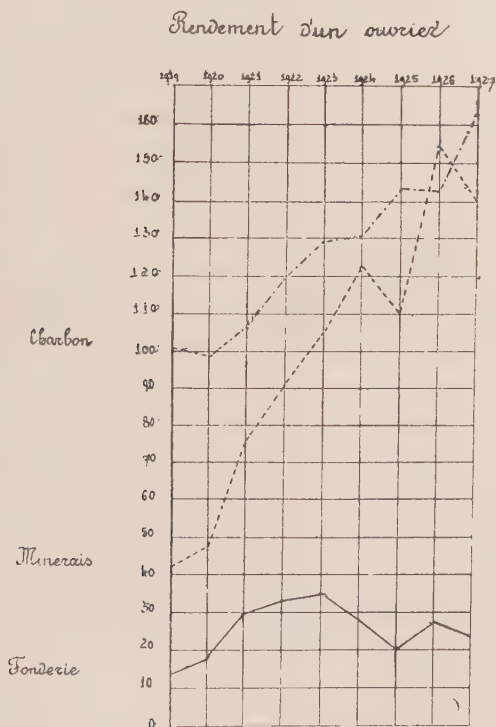
	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	Totaux	Moyenne annuelle
A. Charbons :											
Production en tonnes.....	2.239.511	2.887.599	3.091.380	3.729.329	4.100.704	4.185.240	4.152.126	4.140.752	4.744.936	33.271.577	3.696.842
Nombre d'ouvriers	22.085	29.084	29.036	31.159	31.719	32.029	28.886	28.972	29.682	262.656	29.184
Rendement	101.4	99.3	106.5	119.6	129.3	130.7	145.8	142.9	163.2	—	126.3
B. Minerais :											
Production en tonnes.....	73.128	125.668	191.905	266.764	485.657	592.115	530.234	873.678	902.086	4.041.235	450.535
Nombre d'ouvriers	1.716	2.651	2.525	2.958	4.654	4.837	4.814	5.630	6.427	36.212	4.024
Rendement	42.61	47.40	76.00	90.18	104.35	122.42	110.15	155.18	140.35	—	111.58
C. Fonderies :											
Production en tonnes.....	10.119	14.992	21.310	31.333	42.530	36.938	24.046	40.718	49.861	271.847	30.224
Nombre d'ouvriers	747	852	726	920	1.253	1.306	1.194	1.505	2.110	10.615	1.179
Rendement	13.5	17.6	29.4	33.0	33.9	28.3	20.1	27.1	23.6	—	25.2

nos jours. Il ne nous reste plus qu'à en examiner le rendement. Pour cela, nous nous servirons de deux facteurs : du nombre d'ouvriers et de la quantité du minerai produit. Le rendement de l'exploitation des mines par rapport au nombre d'ouvriers nous est représenté par le tableau N° 11 et notre graphique. Ici nous rencontrons les mêmes faits que nous avons constatés dans nos tableaux précédents. La production du charbon dépasse de beaucoup celle des autres minerais par le nombre des ouvriers qu'elle emploie ; aussi la production du charbon a-t-elle été beaucoup plus régulière. Le rendement d'un ouvrier en un an, dans les circonstances les plus défavorables, a été de 99 tonnes de charbon en 1920, le maximum étant de 163 (en 1927) soit 64 % de plus ; tandis que pour les autres minerais, le minimum en 1919 a été de 42 tonnes par ouvrier et le maximum (atteint en 1926) de 155 tonnes, soit environ 269 % de plus. On pourrait dire de ce rendement qu'il ne correspond pas à la réalité et que son progrès a été la suite de beaucoup d'autres circonstances en dehors de l'amélioration du travail des ouvriers. Cela est assez exact, parce que le travail dans les mines a été beaucoup perfectionné au cours des dernières années, grâce aux nouvelles machines, mais les ouvriers eux-mêmes y ont beaucoup contribué. Quoi qu'il en soit, si nous tenons compte des chiffres cités, nous verrons que notre exploitation des mines a progressé non seulement en ce qui concerne la quantité de minerai, mais aussi par rapport au rendement de la main-d'œuvre.

La production en fonction de la valeur nous donne un aperçu beaucoup moins net :

	1922	1924	1926	1927
	—	—	—	—
Production du charbon en milliers de dinars-or	42.439,6	61.847,9	76.282,1	82.328,4
Valeur d'une tonne extraite en din.-or.	14,7	14,7	18,4	17,5
Production des minerais en milliers de dinars-or	7.841,1	13.054,2	20.396,2	23.989,2
Valeur d'une tonne extraite en din.-or.	62,4	22,0	23,3	26,5

Pendant que la production du charbon passait de 3,7 millions de tonnes en 1922 à 4,7 millions de tonnes en 1927, ce qui représente 27 % d'augmentation, sa valeur passait de 42 à 82 millions, soit un accroissement de 95 %. Une tonne de charbon produit valait en 1922 : 14,7 dinars-or et en 1927 :



17,5 dinars-or, 20 % de plus. Ce surplus en dinars-or par rapport à la quantité devrait représenter l'augmentation du prix du charbon sur le marché. Cependant, il faut tenir compte aussi de l'amélioration de la qualité du charbon due aux installations modernes dans les mines, et aussi à un travail plus soigné dans les exploitations. Aujourd'hui, presque toute houillère, dès le cours des premiers travaux, fait une classification suivant la qualité, ce qui donne une grande

élasticité à la valeur du charbon. La valeur qui correspond à une tonne représente à peu près l'augmentation de son prix.

Pour les minerais, leur valeur a augmenté, de 1922 à 1927, de 205 %, tandis que la masse extraite a augmenté de 238 % ; les chiffres se correspondent à peu près. La valeur d'une tonne de minerai, si nous laissons de côté l'année 1922, valait plus cher, parce que sa quantité était moindre, était à un niveau correspondant et variait de 1921 à 1927 de 4,5 dinars-or par tonne, c'est-à-dire en tout de 20 %, ce qui correspond à l'augmentation du prix du charbon.

*
* *

Toute la Yougoslavie est riche en minerais, sauf la Voïvodine dont les riches plaines sont pauvres en forêts et en mines. Les provinces les plus riches sont la Serbie, puis la Slovénie, la Bosnie et l'Herzégovine, la Croatie, la Slavonie, la Dalmatie. Le Monténégro, d'après les recherches, possède une certaine quantité de minerais, mais jusqu'ici inexploitées.

La Serbie possède en abondance presque tous les minerais ; la Croatie n'a que des houillères, la Dalmatie des bitumes et de la bauxite. La Bosnie et la Slovénie se ressemblent pour leur richesse minière. En Slovénie, les mines sont exploitées depuis bien plus longtemps qu'en Bosnie où l'exploitation vraiment rationnelle date seulement de l'occupation autrichienne. Il y a aussi une grande différence entre le mineur slovène plutôt professionnel et le mineur bosniaque qui est ignorant et qui ne travaille à la mine qu'à temps perdu.

La répartition des minerais dans chaque province pourrait être divisée en deux groupes. Le charbon constituerait le premier groupe : il se trouve dans toutes les provinces de Yougoslavie, sauf en Voïvodine et au Monténégro où l'exploitation n'existe pas. Tandis que la Serbie a surtout de la houille, la Slovénie a des charbons bruns et la Bosnie des lignites. Dans l'exploitation totale du charbon, la Slovénie occupe, comme nous l'avons déjà vu, la première place avec 40 % ; la deuxième revient à la Bosnie avec 24 %, ensuite viennent la Serbie avec 20 %, la Croatie avec 11 % et la Dalmatie avec 4,5 %. Le deuxième groupe comprendrait les minerais,

TABLEAU N° 12
PRODUCTION DE MINES EN 1927 D'APRES LES REGIONS (en Tonnes)

NOM	Serbie	Slovénie	Dalmatie	Bosnie et Herzégovine	Croatie et Slavonie	TOTAL
A. Charbon :						
Houille	263.332	518	—	25.291	—	289.141
Charbon brun	452.595	1.783.334	212.897	788.476	247.673	3.484.975
Lignite	219.156	125.748	2.361	333.879	289.676	970.820
Briques	43.895	—	—	—	—	43.895
Total A	978.978	1.909.600	215.258	1.147.646	537.349	4.788.831
Pour cent	20.4	40.0	4.5	23.9	11.2	100
B. Minerais de :						
Fer	—	—	—	335.510	389	335.899
Manganèse	—	—	—	1.971	—	1.971
Chrome	11.491	—	—	101	—	11.592
Plomb	100	100.647	—	—	—	100.747
Cuivre	287.940	—	—	100	—	288.040
Zinc	—	1.067	—	—	—	1.067
Antimoine	1.162	—	—	—	—	1.162
Bauxite	—	—	100.328	—	—	100.328
Pyrite	56.457	147	—	400	—	57.004
Asphalte	33	—	109	—	—	142
Total B	357.183	101.861	100.437	338.082	389	897.952
Pour cent	39.7	11.3	11.2	37.8	—	100
Total A et B	1.336.161	2.011.461	315.695	1.485.728	537.738	5.686.783
Pour cent	23.5	35.4	5.5	26.1	9.5	100

qui ne sont pas représentés suivant la même mesure dans toutes les provinces. La Serbie vient en tête et par le nombre de minerais différents et par l'étendue des exploitations, avec 39,7 % ; après elle la Bosnie occupe la deuxième place avec 37,8 %, tandis que la Slovénie et la Dalmatie n'ont que 11 % ; la Croatie, sauf une quantité infime de fer, n'a pas du tout de minerais. Les principaux produits de la Serbie sont : le cuivre, le chrome et la pyrite. La Bosnie donne du fer et du manganèse, la Slovénie du plomb et la Dalmatie de la bauxite (voir tableau N° 12).

MINES DE CHARBON. — En 1927, il y avait dans toute la Yougoslavie 19 mines de houille, 114 de charbon et 85 de lignite en exploitation. La houille se trouve presque exclusivement en Serbie (l'unique mine de houille hors Serbie est celle de Majeвица en Bosnie). La houille de Serbie est de bonne qualité. D'après l'analyse du Dr Pavle Jovanović, chimiste de la Direction générale des Mines, publiée dans son livre « *Zbirka Analiza Uglja* » (Collection des Analyses du Charbon), Beograd, 1925, la valeur en calories du charbon varie entre 7.912, 7.816, 7.631, 7.518 comme maximum et 4.230, 4.529, 4.977, 5.202, 5.316, 5.317. La quantité des cendres varie entre les maxima de 47,54, 36,15, 30,57, 30,41, 22,21 % et les minima de 4,47, 5,92, 7,27, 7,80, 8,14 %, etc... Pour le carbone (C), les maxima sont de 90,24, 89,06, 81,96, 81,94, 79,14 % et les minima de 46,61, 48,03, 48,20, 49,90, 55,43 55,92 %, etc...

Les principales mines de houille en Serbie sont : celle de *Dobra Sreća*, près de *Knjaževac*, qui date de l'année 1885. La mine est reliée par sa propre voie ferrée étroite, dont la longueur est de 14 km., à la ligne *Knjaževac-Zaječar*. Sa capacité annuelle est d'environ 20.000 tonnes. La mine de *Rtanj*, arrondissement de *Boljevac*, propriété des frères Munch, la capacité annuelle est d'environ 45.000 ton.. *Vrška Čuka*, près de *Zaječar*, propriété de la Société Industrielle Serbe de Belgique, avec une capacité annuelle de 10.000 tonnes. *Sprski Balkan*, près de *Zaječar*, donne la houille dont la valeur en calories est la plus grande : 7.912, 7.631, 7.106 ; le C. : 77,03 %, 81,86 % et pour les cendres : 5,92, 8,02, 14,19 %. La mine a été ouverte en 1912 et est la propriété de *Genčić* ; elle est reliée par sa propre voie ferrée étroite,

de 10 km. de longueur, à la ligne Zaječar-Negotin. *Podvis*, ouverte en 1920, propriété de la Société française des Mines de Bor, avec une capacité d'environ 10.000 tonnes par an.

La mine de *Majevica* en Bosnie septentrionale, a été ouverte en 1921 comme mine d'Etat, mais le 1^{er} Avril 1926, son exploitation a été cédée à la société privée « *Majevica d. d. Zagreb* ». La houille de cette mine donne environ 7.000 calories, sa production annuelle varie autour de 2.000 tonnes.

Les charbons bruns se trouvent principalement en Slovénie où ils sont presque tous exploités par la « Société Charbonnière de Trbovlje » (*Trbovljansko Uglenokopsko Društvo*) qui détient environ 77 % de toute la production de charbon de la Slovénie (1). Cette Société a été fondée en 1873, pour l'exploitation des mines de charbon de Vode et de Trbovlje. En 1880, elle a étendu son action aux mines de charbon de Zagorje et de Hrastnik et en 1884 et 1885, elle a acheté la mine de charbon de Liboj près de Celje, de Kočevje et d'Ojstro et des couches de charbon dans les environs de Krapina en Croatie. Depuis l'année 1889, la Société de Trbovlje possède aussi les mines de charbon de Brezno et de Hudajama, et depuis 1904, la mine de Rajhenberg. La mine de charbon de *Trbovlje* a une couche de 24 m. d'épaisseur et une capacité de 300 millions de tonnes. La valeur de son charbon est d'environ 5.400 calories et elle fournit environ 3.000 tonnes par jour. Elle est munie de toutes les installations modernes; notamment d'un grand central électrique qui donne l'éclairage à tout Trbovlje, Hrastnik, Zagorje et Hudajama (Laško). *Zagorje* a une couche profonde de 16 à 22 m. environ, 4.700 calories et donne environ 700 tonnes par jour. Le charbon de *Kočevje* a environ 3.400 à 4.300 calories (sur 6 couches 3 seulement sont exploitées avec environ 12 m. d'épaisseur). La mine donne environ 400 tonnes de charbon par jour. *Laško* exploite une couche d'environ 7 m. et donne de 100 à 150 tonnes de charbon par jour. *Rajhenberg* a une couche profonde de 18 m. et donne environ 4.000 calories. Sa production est d'environ 400 tonnes par jour.

La production des charbons bruns, comme nous l'avons

(1) LAKATOŠ : *Industrija Slovenije*, Zagreb 1922, p. 36.

dit déjà, a augmenté très rapidement. La Serbie a, en 1920, produit 176.817 tonnes de charbon brun; déjà l'année suivante sa production s'est accrue de 5.864 tonnes; en 1923 elle était d'environ 200.000 tonnes, tandis qu'en 1927 elle a atteint 452.595 tonnes, soit 213 % de plus.

Les principales mines de charbons bruns en Serbie sont : *Senjski Rudnik*, ouverte vers 1876 par la Direction des Chemins de fer de Beograd, et aujourd'hui propriété de l'Etat. L'épaisseur de la couche est évaluée à 5 m. ; le charbon donne environ de 5.146 à 5.514 calories. La production annuelle est d'environ 90.000 tonnes.

A proximité se trouve une autre mine appartenant à l'Etat : *Ravna Reka*, qui donne environ 30 wagons de charbon par jour. *Aleksinac*, propriété de la Société Belge, fondée en 1903 et reliée par une voie étroite à la ligne principale de Beograd-Niš, produit environ 75.000 tonnes de charbon par an (valeur des calories : 5.108). Cette mine a commencé à se développer avec succès et compte parmi les mieux équipées de Serbie. *Aliksar*, sur le Danube, pres de Brza Palanka, donne environ 5.000 tonnes par an. *Bogovina* sur la ligne Zaječar-Paraćin, donne environ 70.000 tonnes de charbon par an (valeur de 5.300-5.500 calories). *Rakova-Bara*, ouverte en 1921, propriété de la « Mine de charbon Rakova-Bara-Požarevac » donne environ 22.000 tonnes de charbon. *Resava*, environ 55.000 tonnes, valeur de 5.290 calories. *Sisevac-Vrčić*, propriété de la Société française, ouverte dès 1883, est reliée par sa propre voie ferrée de 10 km. de long à Senjski Rudnik. La couche a 4 m. d'épaisseur. Le charbon a une valeur de 5.020-5.500 calories; la mine donne environ 25.000 tonnes par an. *Dubrava*, propriété de Dragutin Jovanović, donne de 6.000 à 8.000 tonnes par an.

La Bosnie et l'Herzégovine sont très riches en charbons bruns. L'exploitation du charbon, comme celle des autres richesses minières, date en général de l'occupation autrichienne, car l'Autriche ne laissait échapper aucune occasion de tirer un profit matériel. C'est ainsi que presque toutes les richesses minérales de la Bosnie et de l'Herzégovine ont été exploitées par la régie de l'Etat, sauf la mine de houille de Majevisa qui était déjà avant l'occupation autrichienne la propriété de l'Etat. Un des géologues les plus connus en Bos-

nie et Herzégovine, le Docteur Fr. Katzer, dans sa publication *Die Fossilen Kohlen Bosniens und der Herzegovina* (Sarajevo 1921), prouve qu'il est possible que la Bosnie et l'Herzégovine aient un stock d'environ 1.321 millions de tonnes de charbons bruns et environ 3.620 millions de tonnes de lignite, en tout 4.941 millions de tonnes (p. 242-247). Le plus grand bassin est celui de Zenica-Sarajevo qui s'étend le long du fleuve Bosna. Il couvre une surface de 770 km² et peut contenir environ 685 millions de tonnes de charbon; actuellement on a examiné et on exploite 100 millions de tonnes. Dans ce bassin sont exploitées les mines de Zenica, Kakanj et Breza. Les autres bassins sont beaucoup moins importants. Dans le bassin de Kotor-Varoš, on a examiné une masse de charbon de 3 millions de tonnes sur une surface de 60 km². A Kamenj-grad-Sanski Most, environ 10 millions de tonnes; à Livno environ 10 millions de tonnes; à Ugljevik-Priboj environ 15 millions de tonnes; à Mostar environ 10 millions de tonnes. A Banja-Luka, sur une surface d'environ 80 km², on a trouvé 2 millions de tonnes. Le lignite abonde dans le bassin autour de Tuzla qui contient, d'après Katzer, sur une surface de 520 km², 3.500 millions de tonnes. Sur cette quantité, on a examiné et on exploite un gisement dont la richesse est évaluée à 600 millions dans les mines de Kreka et Bukinje.

Les principales mines de charbon brun en Bosnie et Herzégovine sont : *Kakanj*, ouverte en 1900, reliée par une voie ferrée de 2 km. 5 à la ligne principale Sarajevo-Brod. La mine donne environ 180.000 tonnes de charbon par an; sa valeur est de 5.300 calories. *Zenica*, ouverte en 1885, à proximité immédiate de la ville de Zenica. La production de cette mine a sensiblement augmenté au cours des dernières années. Sa production est d'environ 270.000 tonnes et la quantité du charbon préparée pour l'exploitation est évaluée à 7,5 millions de tonnes (1). Sa valeur est de 5.000 calories. La mine de *Breza* a été ouverte en 1907. Elle a donné alors 70.000 tonnes par an, alors qu'en 1926 elle a donné 174.000 tonnes. Elle se trouve sur la ligne de chemin de fer Podlugovi-Vareš qui la relie à la principale ligne de Bosnie (Brod-Sarajevo-Zelenika) et au grand centre de fer de Yougoslavie, Vareš.

(1) *Opis državnih rudarskih preduzeća*, Sarajevo, 1926, p. 9.

La mine de *Banja-Luka*, ouverte en 1890, donne un charbon dont la valeur moyenne est de 4.200 calories et fournit environ 40.000 tonnes par an. La mine de *Mostar* dont le charbon se trouve à une grande profondeur a été ouverte en 1918; elle est à 90 km. de Metković et pourrait se développer avec succès, mais quelques circonstances malheureuses l'ont empêchée jusqu'à présent de s'élever au-dessus des autres. La valeur de son charbon, estimée en calories-grammes, est de 4.800 à 5.000 et donne environ 80.000 tonnes par an. *Ugljevik* a été ouverte en 1897; elle se trouve à 25 km. de Bijeljina. La valeur de son charbon est de 4.500-4.600 calories et donne 35.000 tonnes. La mine de *Maslovare* a été ouverte en 1917. La surface de son bassin est d'environ 60 km² avec environ 120 millions de tonnes de charbon dont 3 millions en exploitation. Son charbon est de bonne qualité avec une moyenne de 5.000 calories; la mine donne environ 36.000 tonnes par an. *Suhača*, ouverte en 1919, à 6 km. de Sanski Most à qui elle est reliée par la voie ferrée de la ligne Prijedor-Drvar-Knin. Sa valeur en calories est moindre (3.500-4.000), son produit est de 20.000 tonnes par an.

La Croatie et la Slavonie occupent la deuxième place par leur richesse minière. Comme nous l'avons vu dans notre tableau N° 12, on n'y exploite que du charbon. Mais le charbon lui-même ne couvre pas de grands espaces et la Croatie avec la Slavonie occupe par l'extension de l'exploitation charbonnière l'avant-dernière place. Les plus grandes couches de charbon se trouvent dans la Fruška Gora près de Vrdnik et dans les environs de la montagne Ivanščica dans le Zagorje.

Dans la Fruška Gora, le charbon est exploité dans la mine de *Vrdnik* qui compte plus de 200 ans d'activité et qui est devenue la propriété de l'Etat. Elle est à 19 km. de la station Ruma sur la ligne principale Beograd-Zagreb. Ses charbons bruns sont de 4.600-4.900 calories; la production annuelle est d'environ 90.000 tonnes. L'extraction du charbon ne rapporte presque pas, parce que les frais de production qui augmentent tous les ans rendent toute concurrence sur le marché impossible. *Ivanec* près de Varaždin, est la propriété de la « Société Charbonnière », Société Anonyme; sa production atteint environ 60.000 tonnes par an. *Beletinec-Filipić* donne un charbon de 6.000-6.500 calories; la production annuelle

est d'environ 30.000 tonnes. *Golubovec*, près de Varaždin, donne environ 30.000 tonnes. *Jelena* près de Varaždin, 30.000 tonnes. *Ladanje-Donje*, environ 40.000 tonnes. *Pitomača* (Bjelovar) 30.000 tonnes. A côté de ces mines, il y a encore dans les environs de Varaždin plusieurs exploitations de moindre importance, d'une production annuelle de 10.000 à 20.000 tonnes.

La Dalmatie est la province la plus pauvre en charbon, si nous faisons abstraction de la Voïvodine et du Monténégro qui n'en ont pas du tout. L'exploitation principale est à *Siverić* près de Drniš. Elle est exploitée par la « Monte Promina », société charbonnière italienne, société anonyme de Trieste. La couche en exploitation varie en épaisseur de 3 à 30 mètres (1). La mine produit environ 110.000 tonnes par an, 5.800 calories. En dehors de celle-ci, il y a la mine de Kolane (île Pag) ouverte en 1907, dont la production varie autour de 1.500 tonnes, 5.000 calories. Il y a encore du charbon en beaucoup d'autres endroits, mais il n'est pas exploité tant à cause des conditions défavorables pour l'exploitation qu'en raison de l'insuffisance de la quantité.

Le LIGNITE occupe une place importante dans l'exploitation des richesses minières de la Yougoslavie. Quoique son exploitation n'ait pas fait des progrès aussi rapides que celle du charbon brun et de la houille, il a marqué quand même un certain progrès.

Le principal domaine du lignite est la Bosnie et surtout le bassin des environs de Tuzla. C'est là qu'a été ouverte en 1885 la mine de *Kreka*. On estime que ce bassin de lignite d'origine pliocène contient dans les 4,2 milliards de tonnes (2). L'exploitation est faite dans quatre importantes couches dont l'épaisseur varie de 16 à 18 m. et dont la puissance totale est de 52 m. La couche de charbon est atteinte par un orifice profond de 104 m. Les calories du lignite varient entre 4.000 et 4.500; les cendres de 14,33% à 38,35% et le C. de 44,92% à 50,80%. La production annuelle est d'environ 270.000 tonnes; le maximum a été atteint en 1926-

(1) *Dalmacija*, Split, 1923, p. 310.

(2) *Opis državnih rud. pred.*, p. 5.

1927 avec 355.440 tonnes. A proximité se trouve la mine de *Bukinje*, située à 7 km. à l'ouest de Tuzla, ouverte en 1919. Celle-ci est moins importante que la mine de lignite de Kreka; les calories varient autour de 3.500 cal., la production annuelle est d'environ 100.000 tonnes.

La plus importante mine de lignite en Serbie est celle de *Kostolac*, ouverte en 1920. Elle est située sur la rive même du Danube, à 80 km. de Beograd. La couche a environ 18 m. d'épaisseur, 3.800 calories et produit 160.000 tonnes. *Klenovnik* près de Požarevac, reliée à la ligne Požarevac-Dubravica par une voie ferrée étroite, donne un lignite de 3.880 calories, avec une production annuelle d'environ 46.000 tonnes. *Ivanovo-Lubnica* près de Zaječar, ouverte en 1921, donne aussi du lignite à côté du charbon brun; elle produit annuellement environ 70.000 tonnes. Nous nommerons encore: *Misača*, *Zvezdan*, *Kosovo*, *Sveti Petar*, *Baroševac*, etc., dont la production ne dépasse pas 10.000 tonnes par an.

En Croatie, il y a du lignite dans la mine de *Konjščina*, sur la ligne Varaždin-Zagreb; sa valeur en calories est de 4.700 et la production annuelle d'environ 60.000 tonnes. *Zlatica-Bistrica* avec une production annuelle d'environ 60.000 tonnes. *Ivanec*, 46.000 tonnes. *Maretić*, 15.000 tonnes. *Glogovac* 10.000 tonnes et plusieurs autres moins importantes.

En Slovénie, la principale couche de lignite se trouve à *Velenje*. Cette mine, ouverte en 1888, est située sur la voie vicinale de Celje à Dravograd à 37 km. de Celje. Le lignite se rencontre dans une couche de 10 à 60 m. d'épaisseur, à une profondeur de 156 m., environ 4.000 calories (1). Aujourd'hui la mine se trouve dans les mains de l'Etat et donne environ 200.000 tonnes par an. Les autres mines comme *Globoko* et *Otočec*, dont la production ne dépasse pas 5.000 tonnes par an, sont de moindre importance.

Jusqu'à ce jour, la production du charbon n'a pu satisfaire complètement aux besoins du pays, mais ce qui manque est insignifiant, puisque les 96,5 % de la Yougoslavie peuvent satisfaire à leurs besoins par leur propre charbon, et pour le reste, soit les 3,5 % (1926), le pays a recours à l'importation.

(1) *Opis državnih rud. pred.*, p. 17.

La quantité qui manque varie très irrégulièrement, comme nous le montre le tableau suivant :

	1926	1925	1924
Importation de toutes les sortes de charbon....	317.680 t.	462.612 t.	250.820 t.
Exportation de toutes les sortes de charbon....	167.781	150.446	224.266
Différence....	149.899 t.	312.166 t.	26.554 t.

Tandis qu'en 1924 le déficit était de 26.554 tonnes, l'année suivante il s'élève à plus de 12 fois cette quantité; plus tard il décroît de nouveau de 47 %. Il ne faut pas en chercher la raison dans la production du pays qui a été, comme nous l'avons déjà vu, constamment en croissance, mais dans la consommation du charbon. Notre industrie a progressé plus ou moins vite, et parfois aussi elle a connu des écarts assez importants. Quoiqu'elle ne participe à la consommation du charbon que pour 1/3, elle peut exercer sur la situation générale du charbon une influence plus grande que n'importe quel autre consommateur.

TABLEAU N° 13

CONSOMMATION DU CHARBON EN 1927

(En tonnes)

	Production	Consommation			
		Chemins de fer	Industrie	Les autres	Total
Houille	289.141	133.144	84.158	17.089	234.391
Briquettes	43.895	40.127	1.125	2.356	43.608
Charbon brun	3.484.975	1.451.827	1.191.838	679.485	3.323.150
Lignite	970.820	189.128	483.697	294.353	967.178
Totaux	4.788.831	1.814.226	1.760.818	993.283	4.568.327
Pour 100		39,7	38,5	21,8	100

Le tableau N° 13 nous donne un aperçu exact de la consommation du charbon chez nous. On y voit que ce sont les chemins de fer qui consomment le plus et après eux l'indus-

trie. La consommation pour les besoins industriels a rapidement augmenté au cours des dernières années, tandis que tous les autres consommateurs sont restés, en général, au niveau habituel. Ainsi, nous pouvons conclure que toutes les augmentations annuelles de la production du charbon ont été absorbées par l'industrie qui s'est développée avec la même vitesse.

La région la plus riche en MINERAI DE FER est la Bosnie. Déjà sous le règne de Kulin-ban (1180-1204), les Saxons extrayaient le minerai de fer à Vareš qui est aujourd'hui notre principale source de fer. « Dans les archives de la « paroisse catholique-romaine à Vareš, on a conservé d'anciennes notices sur les travaux miniers à Vareš en 1643, « d'après lesquelles à cette époque où le travail dans l'industrie minière et le fer était le plus intense, fonctionnaient à « Vareš et dans ses environs immédiats environ 30 fonderies et 40 forges qui fabriquaient avec le fer brut obtenu « des cerceaux, des clous, des plaques, des haches, des tiges, « des pinces, des fers de charrues, des pics, des rayons, etc., « pour les Balkans et pour l'Asie Mineure » (1). Un travail systématique et moderne commence avec l'arrivée de l'Autriche et, en 1891 déjà, on a monté à Vareš un haut fourneau d'une capacité de 90 quintaux de fer brut par jour. En 1895 un haut fourneau plus grand, d'une capacité de 40-50 tonnes par jour, est entré en service; en 1900 un autre d'une capacité de 80 tonnes par jour. En 1891 a été construit le premier moulage (fonderie) de petite capacité qui a été constamment élargi, sa capacité actuelle étant de 2 wagons par jour. (Le maximum annuel atteint a été de 670 wagons en 1912).

La mine de Vareš est la propriété de la Société pour l'industrie du Fer à Vareš, dont la plupart des actions sont entre les mains de l'Etat qui actuellement, n'a que l'exploitation de la forge; il en sera ainsi jusqu'à ce que le capital soit amorti; alors la mine deviendra complètement la propriété de l'Etat. Le minerai de Vareš contient en moyenne 45 % de fer, mais par sa qualité il est inférieur à celui de Ljubija, parce qu'il contient 0,15 % de cuivre et 0,11 % d'antimoine. La quantité de minerai est évaluée à 50 millions de tonnes,

(1) *Opis državnih rud. pred.*, p. 24.

tandis que la quantité en exploitation est de 25 millions de tonnes. La mine est exploitée par quatre ouvertures (puits) et le transport est facilité par un chemin de fer électrique de 4,5 km. La production de la mine en tonnes est la suivante : en 1920 : 18.732; 1921 : 15.317; 1922 : 113.468; 1923 : 49.733; 1924 : 66.922; 1925 : 33.122 et en 1926 : 101.580. Une grande partie du minerai est transformée dans ses propres fourneaux, le reste est exporté. La production quotidienne actuelle est de 350 tonnes; 250 tonnes sont exportées à l'étranger; la capacité est d'environ 600 tonnes par jour. La fonderie de fer actuelle de Vareš consiste en deux hauts fourneaux, dont l'un peut produire par jour 1.000 quintaux de fonte, l'autre 400 quint. de fer brut pour le moulage. Dans sa propre fonderie, Vareš coule des conduites d'eau, des poêles et des pièces détachées pour différentes machines. Le rendement de la forge de Vareš est limité par le fait qu'on est obligé d'importer le coke de l'étranger puisqu'il n'y en a pas dans le pays.

La deuxième couche de minerai de fer se trouve à *Ljubija*, dont l'exploitation est assez récente; pourtant les Romains y extrayaient déjà du minerai. La mine a été ouverte par les autorités militaires autrichiennes en 1916, tandis que tous les travaux de recherches étaient terminés depuis 1913. La mine de *Ljubija* se trouve à 12 km. au Sud-Ouest de *Prijedor* avec laquelle elle est reliée par une voie étroite. La mine de fer de *Ljubija* n'est pas seulement une des plus grandes du Royaume, mais des plus riches au monde. D'après les recherches les plus récentes, on évalue la couche de 50 à 80 millions de tonnes; son épaisseur est d'environ 60 à 100 m.; son étendue est d'environ 60 km². De plus, le minerai est de première qualité et contient environ 53 % de fer, 0,001 %-0,002 % de phosphore, 0,08 % de soufre et 2 % de manganèse. La mine pourrait produire 1.400 tonnes de minerai par jour si elle employait 900 ouvriers, mais sa production n'atteint pas encore ce niveau et son mouvement est le suivant :

	1922	1923	1924	1925	1926
	—	—	—	—	—
Tonnes de minerai	41.829	191.045	253.165	99.711	264.483
Nombre de travailleurs	350	470	727	660	669

La mine est exploitée par l'Etat. Bien que les frais d'exploitation soient très minimes, parce que le minerai se trouve très près du sol et parfois même à la surface, la production est assez faible et dépend entièrement des commandes de l'étranger. Tout le minerai obtenu doit être exporté en raison du manque de hauts fourneaux. Aujourd'hui, on l'exporte surtout en Tchécoslovaquie, en Allemagne et en Roumanie. Ainsi une de nos plus grandes mines qui pourrait mettre en mouvement notre industrie du fer doit attendre que la situation économique de la Yougoslavie connaisse des temps meilleurs.

On trouve encore du fer en beaucoup d'autres endroits en Yougoslavie. Ainsi en Slovénie à *Studence*, près de *Celje*, *Željezko*, *Kopitor*, *Fužine*, *Jesenovce*; en Croatie, dans le *Petrova-Gora*, près de *Topusko*; en Serbie à *Boranj* (*Podrinje*), *Majdanpek* près de *Beograd*, *Kratovo*, *Knjaževac*. Dans la Serbie du Sud il y en a eu de nombreux points; au Monténégro dans le département de *Bar*; dans la *Sozina planina*, *Ilijino Brdo*, etc...; en Dalmatie près de *Kotlenica* (1). Mais tout est resté jusqu'à présent sans aucune valeur pratique pour une raison très simple: ou bien leur exploitation ne rend pas, ou bien même on n'a jamais essayé de les exploiter.

On trouve du CUIVRE en plusieurs endroits, principalement en Serbie. Il est de très bonne qualité. Actuellement il est exploité seulement dans deux mines: la principale mine de cuivre est la *Borski Rudnik* exploitée depuis 1903 par la Compagnie Française des Mines de Bor dont Djordje Vajfert est le principal actionnaire. C'est par la richesse de son minerai de cuivre et par son étendue la deuxième en Europe. Une tonne de minerai contient 28 gr. d'or. Le minerai a une composition métallique fort diverse; le cuivre y participe environ pour 6 %. La mine est reliée à la voie ferrée étroite *Zaječar-Paraćin* à la station de *Mitrovnica*. Près de la mine a été construite une fonderie moderne avec des convertisseurs. La mine donne annuellement environ 130.000 tonnes de minerai, soit environ 8.000 tonnes de cuivre; elle emploie à ce travail

(1) *Almanah*, III, 1927-28, p. 285-296.

2.000 ouvriers. Le métal refondu sert presque exclusivement pour l'exportation.

Parmi les autres mines de cuivre en exploitation, il faut citer celle de *Majdanpek*, près de D. Milanovac, qui est exploitée par des capitaux belges. Son minerai contient en plus du fer, de 3 à 5 % de cuivre et une quantité infime d'or. Tout le cuivre obtenu est exporté à l'étranger. A côté de ces mines de cuivre il y en a d'autres qui ont été exploitées antérieurement, savoir : *Golubovac*, *Rebelj* et *Vis* près de Valjevo, *Sinjakovo*, en Bosnie ; du minerai, il y en a à Tuk, Borina, Brasina, Ljubovidja, puis au Monténégro à Mratinje (1).

Le cuivre n'est pas transformé sur place, soit parce que les capitalistes étrangers favorisent son exportation, soit parce que l'industrie des objets en cuivre est très primitive dans le pays. Ainsi il a été exporté en 1924 : 7.604 tonnes de cuivre brut ; en 1926 : 10.768 tonnes tandis qu'il a été exporté 7,4 en 1924 et 11,6 tonnes en 1926 d'objets en cuivre.

La fabrication des objets en cuivre est pratiquée en Serbie et en Bosnie ; autrefois, dans ces régions, les ustensiles de cuisine étaient faits exclusivement en cuivre et cet usage s'est maintenu en grande partie encore aujourd'hui. L'exécution artistique de ces objets est très développée. Il faudrait édifier dans le pays une manufacture moderne pour leur fabrication, ce qui encouragerait beaucoup une exploitation du minerai de cuivre sur une plus large échelle et ce qui empêcherait en même temps de dépenser de grosses sommes d'argent pour les objets en cuivre importés et fabriqués à l'étranger avec le cuivre brut de notre pays.

Le PLOMB se trouve dans le pays en 15 endroits dont 8 en Serbie, 4 en Slovénie, 2 en Bosnie et 1 en Croatie. L'exploitation de la couche la plus importante qui se trouve en Slovénie date de 1868. C'est la mine de *Mežica* qui appartient depuis 1920 à « The Central European Mines Limited ». Elle est munie à l'intérieur de 43 km. de voie actionnés par la force humaine et 18 km. actionnés par la force électrique. A côté de la mine, il y a une séparation qui est une des plus modernes en Europe et une fonderie installée aussi d'une

(1) *Godišnjak*, p. 213.

façon très moderne et qui produit environ 10.000 tonnes par an. Le minerai contient 15 % de plomb, 5 % de zinc, 0,5 % de pyrite; après le triage le minerai de plomb contient 77,6 % de plomb, 3 % de zinc, tandis que le minerai de zinc contient 42 % de zinc et 6,5 % de plomb (1). A Litija (près de Ljubljana), « Rudarska družba u Litiji » (Société minière à Litija) est propriétaire d'une mine et d'une fonderie pouvant produire environ 1.500 tonnes de plomb.

La Serbie est très riche en plomb. On en trouve à Avala, Rudnik, Kopaonik, Kučajna, Kratovo, Novo Brdo, dans les environs de Brskovo et ailleurs, tous lieux connus depuis les temps anciens. Récemment, le minerai de plomb a été exploité dans le *Podrinje* (la Serbie du Nord-Est) par l'Etat lui-même. Il existe une fonderie près de *Krupanj*, mais l'Etat l'a vite abandonnée à l'initiative privée et aujourd'hui elle est exploitée par la Société des Mines de Podrinje (*Društvo Podrinjskih Rudnika*). Les principales mines se trouvent à : *Postenj* (à 15 km. de Krupanj), à *Kosmaj*, *Jagodina*, etc... Le développement de l'exploitation est entravé par une mauvaise liaison avec le réseau des chemins de fer. Le minerai est d'excellente qualité et contient 79 % de plomb. En Bosnie se trouve la mine de *Srebrenica* qui était connue dès l'époque romaine et exploitée plus tard par les Saxons. Le minerai contient 72 % de plomb et 0,445 % d'argent. Depuis 1913, la mine est exploitée par la Coopérative minière « Bosnia ». Pour développer l'industrie de plomb de même que celle de cuivre, il faudrait construire des usines pour la fabrication des objets en plomb, qui fabriqués dans le pays, pourraient concurrencer largement par leur prix les objets importés et augmenter ainsi l'exploitation du minerai de plomb. Il faudrait encore, comme le dit M. Savić, que l'Etat s'occupe de la formation d'un personnel technique indigène pour l'industrie du plomb qui est, à côté de celle du fer et du cuivre, une des principales industries métallurgiques dans notre pays et qui se trouve dans des conditions favorables pour s'y développer.

Le ZINC accompagne souvent le plomb. On l'extrait principalement en Slovénie : à *Mežica* et à *Celje*. A *Celje* il existe

(1) SAVIĆ : *Naša Ind. i ZANATI* liv. II, Beograd, 1922, p. 315.

une fonderie pour le zinc, « *Državna cinkarna* », unique dans le pays. Créée en 1875, elle produisait déjà en 1901 27.992 quintaux de zinc brut. Pendant la guerre le travail a beaucoup progressé et en 1917 la production a été de 40.787 quintaux, tandis qu'en 1920 elle atteignait seulement 14.274 q.. La plus grande partie des matières premières utilisées par cette fonderie vient de Rabalj qui appartient à l'Italie; les produits obtenus sont vendus à l'Autriche dans la mesure où ils ne sont pas consommés dans le pays; beaucoup de zinc en poudre est exporté en Chine. Au cours des dernières années la fonderie a travaillé avec beaucoup de succès et on espère que sa production dépassera largement dans l'avenir ce qu'elle est aujourd'hui.

Il y a du minerai de zinc à Zavlaka (en Serbie) avec 24-35 pour cent de zinc et aussi près de Kučajna et à Rudnik mais il n'est pas exploité.

L'ANTIMOINE se trouve principalement en Serbie, à Podrinj, dans les environs de Krupanj et Zajača et au sud près de la frontière grecque (Alšar); en Bosnie à Čemernica et en Slovénie à Projane. « Ce minerai s'extrait actuellement de « trois mines, surtout des mines de Krupanj qui sont la concession d'une société anglaise. Le minerai de Podrinje « contient 12-14 % d'antimoine ». (1).

Quoique la production d'antimoine marque un certain progrès, elle est bien loin de correspondre à la richesse de ce minerai dans le pays.

La PYRITE est extraite aujourd'hui uniquement de la mine de Majdanpek en Serbie, ouverte de nouveau depuis 1902. C'est une des plus anciennes mines en Serbie et dans les Balkans (2); elle emploie environ 500 ouvriers et la production annuelle est de plus de 30.000 tonnes dont 68 % sont exportés à l'étranger (3). La mine a sa voie de chemin de fer aérien jusqu'au Danube.

(1) *La Yougoslavie économique*, Beograd, 1927, p. 21.

(2) *Almanah*, III, 1927-28, p. 285-296 ; PETAR ILITCH : *Les Mines de Serbie*, Paris, 1919, p. 51.

(3) *La Yougoslavie Economique*, p. 21.

La Pyrite était extraite autrefois à Baković et Fojnica en Bosnie, mais la production, qui était trop faible, a été arrêtée.

Le CHROME. — Les principales couches de Chrome se trouvent dans les environs de *Škoplje* (en Serbie méridionale); les Allemands ayant pénétré dans ces régions au cours de la guerre mondiale, ont commencé les premiers en 1917 à exploiter ce minerai. Il contient environ 60 % d'acide chromique. L'extraction facile favorise beaucoup les progrès de l'exploitation (comme nous l'avons vu sur notre tableau N° 7) dont la production était en 1920 de 55 tonnes, en 1924 300 tonnes et en 1926 15.983 tonnes. En Bosnie le minerai de chrome est extrait à *Duboštica* près de Vareš (le minerai contient 45 % d'oxyde de chrome), puis à *Lojno* également en Bosnie, enfin près de Velučé en Serbie centrale où on ne travaille plus aujourd'hui. La majeure partie du minerai est exportée à l'étranger.

Le MANGANÈSE est extrait à Čevljanović, en Bosnie, où se trouve l'unique mine de cette espèce, à 25 km. de la principale ligne de chemin de fer de Bosnie à laquelle elle est reliée par une voie spéciale partant de la station de Semizovac. La mine est exploitée par la coopérative minière « Bosnia » fondée par l'Autriche; aujourd'hui son principal actionnaire est l'Etat. Le minerai contient 45 % de manganèse. L'exploitation est subordonnée complètement aux commandes. Comme les besoins du manganèse dans le pays sont très restreints et l'exportation difficile, on n'exporte que 15 % de la production. La production de ce minerai est donc minime et instable. En 1919 elle a été d'environ 1.000 tonnes; l'année suivante de plus de 2.300 tonnes; en 1921 la production tombe à 910 tonnes; en 1923 elle remonte à 5.145 tonnes et en 1927 retombe à 1.971 tonnes. Ce travail irrégulier nous explique très bien l'état de l'exploitation de nos mines et les principaux obstacles à son développement : *l'absence d'industrie.*

Le manganèse abonde en Serbie aux environs de Guberevac, Dobra, Kopaonik, Kragujevac, dans le Podrinje; dans le Sud de la Serbie dans les arrondissements de Prilep et de Kičevo; au Monténégro à Ilijino, Brdo, dans le département

de Bar, mais on ne songe même pas à y commencer des travaux d'exploitation.

La BAUXITE est un minerai qu'on exploite en Yougoslavie depuis la Guerre mondiale. Les Allemands connaissant l'existence de riches couches de bauxite en Dalmatie (1) ont commencé en 1915 à les exploiter pour la première fois dans l'île de *Rab* et à exporter le minerai par Fiume pour l'Amérique (2). Aujourd'hui on a découvert de la bauxite sur tout le littoral, les couches s'étendent même dans le Monténégro, dans l'Herzégovine et la Slovénie. Les spécialistes évaluent les couches dalmates à plus de 20 millions de tonnes (3), mais il est possible qu'avec celles qui existent au Monténégro, en Bosnie et Herzégovine et en Slovénie, ce chiffre soit sensiblement dépassé. La Yougoslavie compte aujourd'hui parmi les premiers pays producteurs de bauxite et occupe la troisième place au monde. La raison en est d'abord la facilité de transport, toutes les exploitations se trouvant à proximité immédiate de la mer, et ensuite la qualité de premier ordre du minerai qui contient 50-60 et jusqu'à 70 % d'oxyde d'aluminium.

Les principales mines de bauxite en Dalmatie se trouvent près de : Drniš, Ervenik Novigrad, Obrovac, sur le Moseć, dans les environs de Sinj, de Imotsko et dans les îles de Rab et Pag. Les meilleures espèces de bauxite sont en Herzégovine dans la mine de Čitluk, près de Mostar. En Slovénie près de Bohinjska Bistrica, se trouvent de grandes couches qu'on transforme en hydrate d'aluminium à Moste près de Ljubljana, tandis que la bauxite de Dalmatie est transformée en ciment « portland » bien connu et pour lequel la Dalmatie est réputée comme « un grand producteur des meilleures qualités » (4).

Au Monténégro on trouve de la bauxite dans les environs de Bar jusqu'à la mer, près du golfe de Kunja, puis en pas-

(1) Les premiers travs datent du XIX^e siècle. *La Revue Economique de Belgrade*, 1926, n^o 4, p. 19.

(2) SAVIĆ : cité II, p. 47.

(3) *Dalmacija*, p. 312.

(4) *La Revue Economique de Belgrade*, 1926, N^o 4, p. 19.

sant par les villages de Kotina, M. et V. Gorana jusqu'à Šasko blato où on prévoit une des plus grandes mines (1).

En Croatie on trouve de la bauxite dans le Velebit.

L'exploitation de la bauxite en Dalmatie appartient à des entreprises privées. Parmi les capitaux étrangers figurent pour une grande partie les capitaux italiens, qui ont leur siège à Fiume; parmi les capitaux indigènes, les plus importants sont fournis par la Société « Les Bauxites Yougoslaves » fondée en 1921.

Une partie de la bauxite obtenue est traitée dans l'usine chimique S.C.S. de Moste près de Ljubljana, qui la transforme en semi-fabriqués dont la totalité est exportée en Allemagne. Une grande partie de la bauxite de Dalmatie est transformée, comme nous l'avons vu, en ciment; il n'existe dans le pays aucune usine produisant d'aluminium, ce qui est un grand obstacle au développement de cette industrie. Avec une industrie d'aluminium bien développée, la Dalmatie aurait pu progresser beaucoup mieux au point de vue économique, car la production du ciment n'absorbe pas toute la bauxite que donne le pays. Aujourd'hui on exporte de grandes quantités de bauxite brute. En 1924 on n'a rien exporté; en 1925, 53.704 tonnes; en 1926, 96.175 tonnes, ce qui représente 71,8 % de toute la production annuelle sans compter toute la production de l'usine de Moste qui est exportée en Allemagne. Cependant la balance commerciale de la Yougoslavie pour l'aluminium est la suivante :

	1924	1925	1926
Importation :	—	—	—
a) d'aluminium brut.....	17,1 t.	5,4 t.	17,3 t.
b) fabriqué	151,6 t.	72,9 t.	72,8 t.
Exportation :			
a) d'aluminium brut	0,1 t.	0,7 t.	3,5 t.
b) fabriqué	0,1 t.	—	0,7 t.

Nous savons que le progrès de cette industrie exige beaucoup de conditions préalables qu'aujourd'hui la Yougoslavie ne peut pas remplir, mais nous voudrions souligner que le

(1) *Almanah*, VII, p. 290.

pays possède des matériaux économiques qui devront se développer au cours du temps. Aujourd'hui où sa force productrice est exploitée dans les limites les plus restreintes, ses matières premières ont-elles aussi une valeur minime, mais au moment où son niveau économique s'élèvera assez haut pour lui permettre d'intensifier toutes les activités nationales, sa vie économique, telle que nous l'avons décrite ici, se sera beaucoup modifiée.

Parmi les autres richesses minérales, il faut citer les couches de MERCURE qu'on trouve soit pur, soit sous forme de cinabarite. La principale est en Bosnie à Maškara près de Gornji Varkuf (le minerai contient de 7 à 8 % de mercure, 300 gr. d'argent, 3,6 gr. d'or par tonne). Un peu plus loin à Mračaj, le même minerai contient 12 % de mercure. Dans la Serbie de l'Ouest, près de Donja Trešnjica, le mercure se trouve à l'état pur, mais aussi comme cinabarite avec 6,5 % de mercure. En Dalmatie à Mišić près de Spića, dans l'arrondissement de Budva, il y a une mine de cinabre et de mercure métallique. En Slovénie il y en a près de Sv. Ana et à Knapovže.

Le SEL DE CUISINE est extrait uniquement dans les environs de la ville de Tuzla (*tuz*, mot turc signifiant le sel), à Kreka et Siminhan. Il y a ici des couches de sel minéral d'une épaisseur de 100 mètres qu'on extrait par dissolution avec des pompes pénétrant à 300 et 400 mètres de profondeur. Ces puits munis de pompes sont au nombre de 35 et chacun donne environ 1.000 hectolitres d'eau salée par jour. Chaque hectolitre contient de 30 à 33 kg. de sel. L'eau salée est évaporée ici dans de grands poêles; les chaudrons à Kreka datent de 1884 et ont été mis au point à plusieurs reprises; ils sont au nombre de 9 avec une surface de 1.536 m². Toute l'eau salée n'est pas transformée dans ces chaudrons, environ la moitié est conduite par les tuyaux à la fabrique d'ammunition de Lukavac distante de Kreka de 14,5 km. La production moyenne de l'eau salée au cours de ces huit dernières années était de 1.943.700 hectolitres tandis que la production moyenne de sel était de 41.500 hectolitres. L'Etat est le propriétaire de la saline et le sel est son monopole.

Le sel marin est produit aux îles du Rab, Pag et près de Ston; sa production en tonnes est la suivante: en 1919 : 3.602; 1920 : 4.311; 1921 : 6.557; 1922 : 10.052; 1923 : 8.000; 1924 : 8.000; 1925 : 8.000 (1).

Dans la Serbie du Sud il y a du sel de cuisine près de Stalina, à côté de Crna Reka, mais il n'a pas encore été complètement examiné. Le sel a toujours été dans les provinces yougoslaves un article de commerce très important. Comme on peut dire que la Serbie est pauvre en sel, le commerce de sel entre la Dalmatie et elle a été très actif. A défaut de sel marin, les sources salées de Tuzla ont déjà été utilisées au Moyen Age et l'Administration ottomane les a soigneusement gardées et exploitées. L'Autriche, en arrivant, a réorganisé l'exploitation d'eau salée sur une base moderne, ce qui a amené un revirement favorable dans la production. Aujourd'hui les salines de Kreka et de Simin-han donnent plus de 50.000 tonnes de sel gros et fin.

Parmi les autres minéraux qu'on trouve dans le pays et que nous n'avons pas encore mentionnés, citons l'or et l'argent, mêlés de cuivre, de pyrite, de plomb. L'or est extrait par le procédé de lavages dans quelques rivières, mais cela est sans grande importance. Nous mentionnons encore le soufre, l'arsenic, l'amiante, le salpêtre, la naphte, l'asphalte, mais leurs couches n'ont pas encore été suffisamment étudiées et on ne les exploite pas, ou bien on les exploite dans des proportions minimales et ils n'ont qu'une toute petite valeur pratique.

Le marbre exploité en Dalmatie et partiellement en Serbie montre un progrès plus ou moins grand, mais sa production n'a pas un grand intérêt: elle était en 1920 de 375 tonnes; le maximum a été en 1924 de 2.527 tonnes, en 1925 1.194 tonnes.

((1) *La Yougoslavie Economique*, p. 22.

CHAPITRE DEUXIEME

LES FORÊTS

L'état des Forêts dans les différentes régions. — Le Forêts d'après les essences de bois. — L'exploitation avant l'unité yougoslave et celle d'aujourd'hui. — Les productions industrielles. — L'exportation des Produits forestiers. — Le reboisement.

I

La première impression qu'on éprouve en regardant la carte géographique du Royaume de la Yougoslavie est celle d'une chaîne ininterrompue de montagnes qui s'étend depuis la frontière même du côté de l'Italie (où se trouve aussi le pic le plus élevé de la Yougoslavie, le Triglav) à travers tout le pays, dans la direction du Sud-Est. En pénétrant à l'intérieur de la Yougoslavie, cette chaîne s'élargit de plus en plus et passe par la frontière opposée en continuant jusqu'à la Mer Noire d'un côté, et la Mer Egée de l'autre. Ces montagnes sont très riches en forêts, de sorte que la Yougoslavie non seulement compte parmi les pays les plus riches en forêts de la Péninsule balkanique, mais qu'elle dépasse maint autre pays européen. D'après une statistique du Ministère des Forêts et des Mines, la superficie des forêts est de 7.586.000 hectares, ce qui fait 30,5 % de la superficie totale du pays. Si nous comparons ces chiffres avec les données de l'Institut de l'Agriculture de Rome, nous verrons qu'en Europe, la Yougoslavie se place par la superficie des forêts après la

Russie d'Europe, la Suède, la Finlande, l'Allemagne, la France et la Pologne. D'après le taux de boisement, l'ordre est le suivant : la Suède 57 %, la Finlande 48 %, la Russie d'Europe 38,1 %, l'Autriche 37,8 %, la Tchécoslovaquie 33 % et la Yougoslavie 30,5 %. Si nous considérons le nombre d'hectares de forêts par tête d'habitant, la Yougoslavie occupe également la sixième place en Europe avec 0,58 ha. par tête d'habitant.

Les forêts les plus denses se trouvent dans les régions de la Bosnie et du Monténégro. Les forêts de la Bosnie n'ont pour ainsi dire pas été exploitées jusqu'à ce que l'Autriche ait commencé à le faire après l'occupation. Dans la plus grande partie de ces forêts aucune communication n'existait. C'est encore pire dans le Monténégro où presque rien n'a été exploité : la première scierie de bois n'y fut ouverte qu'en 1908. Les forêts de la Serbie et de la Macédoine ont souffert des longues guerres qui s'y sont livrées au cours du dernier siècle. Au contraire, en Croatie, Slavonie et Slovénie on a commencé à exploiter les forêts beaucoup plus tôt, et déjà vers 1860, l'exploitation était en plein développement (1). La première scierie de la Slovénie (en même temps la première de la Yougoslavie) date de 1862; en 1900 il y en avait déjà 27 (2).

D'après la statistique du Ministère des Forêts, 29,7 % de forêts en Yougoslavie ont plus de 80 ans d'âge, 25,9 % de 41 à 80 ans d'âge, et 44,9 % de toutes les forêts au-dessous de 40 ans d'âge. Le plus grand pourcentage de forêts vieilles de plus de 80 ans se trouve dans le département de Sarajevo avec 60,1 % de toutes ses forêts, ensuite Užice vec 57,3 % et Kosovo avec 50,5 %, tandis que Zeta n'a que 38,5 %, Zagreb 33,6 % et Ljubljana 16,3 %. En comptant par espèces, il y a 59,3 % de futaies, 6,2 % de taillis-sous-futaies, 23,9 % de taillis et 10,6 % de broussailles. 91,2 % de toutes les forêts de la Slovénie sont des futaies, en Croatie 74,3 %, en Bosnie 55,6 %. C'est la Voïvodine qui a le plus de taillis (71,4 % de toutes ses forêts) tandis que la Bosnie a le plus de broussailles (20,6 %). D'après les essences forestières, il

(1) *Les Forêts du Royaume des S.C.S.*, Beograd, 1926, p. 12.

(2) GODIŠNJAK, p. 205.

y a surtout du bois de hêtre, 23,3 % qui est le plus important en quantité, et comme bois d'œuvre et comme bois de chauffage. En qualité, le bois de chêne occupe la première place avec 10,2 %. Parmi les arbres à aiguilles, on a des résineux 11,8 %, notamment en Bosnie, en Slovénie, en Croatie occidentale et en Serbie occidentale. On trouve surtout des sapins, des épicéas, moins de pins et de mélèzes. La meilleure qualité des genévriers se trouve en Slovénie et des sapins en Bosnie et dans Gorski Kotar (1).

La plus grande variété règne dans la propriété forestière par province. Chaque province a eu sa façon particulière d'exploiter les forêts et qui s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui. Ainsi en Bosnie et partiellement en Voïvodine, les forêts sont en majeure partie la propriété de l'Etat; en Croatie et Slavonie elles sont la propriété des communes et des particuliers; en Slovénie elles sont privées; en Dalmatie, 2/3 des forêts appartiennent aux communes. En général, la Yougoslavie a 3.619.566 ha. ou 47,7 % de forêts appartenant à l'Etat, 1.442.854 ha. ou 19 % de forêts appartenant aux communes, villages et villes et 2.523.606 ha ou 33,3 % de forêts appartenant aux particuliers et aux églises. C'est la Slovénie qui a le moins de forêts appartenant à l'Etat, le département de Maribor n'en a même pas 1 % (0,1 %). Là dominent les forêts privées (94,2 % dans le département de Ljubljana, 98,7 % dans le département de Maribor). Toutes ces propriétés forestières sont petites et 70,9 % de propriétaires ne possèdent pas plus de 50 ha., tandis que seulement 17 % possèdent plus de 1.000 ha. Selon l'article 41 de la Constitution, les grandes propriétés n'ont pas même droit d'exister. D'après la statistique du Ministère des Forêts, 92,8 pour cent de toutes les propriétés privées (qui couvrent 650.079 ha) comptent de 1 à 10 hectares et 0,5 % seulement dépassent 100 hectares. C'est la Slovénie qui possède le plus de propriétés privées; ensuite viennent la Slavonie, la Croatie et la Voïvodine. Sur les 269.761 ha. de forêts du Monténégro, 47 % appartiennent aux villages, 16 % aux tribus, 14 % à l'Etat, 11 % aux communes, 11 % aux particuliers et 1 % aux églises.

(1) *Les Forêts*, p. 8.

On a commencé assez tard aussi à exploiter les forêts en Bosnie et Herzégovine. En 1850, pour la première fois, une société commerciale de Trieste exploite les bois situés entre Metković, Stolac et Mostar. En 1860, le gouvernement ottoman invite des techniciens français et polonais à développer la sylviculture. Un peu plus tôt, le 3 Mai 1858, à l'occasion de la réforme de sa législation, le gouvernement ottoman avait introduit certaines dispositions concernant cette matière. Mais beaucoup plus importante a été la loi sur la sylviculture édictée par Omer Pacha du 11 chevala 1286 (11 juin 1869). D'après celle-ci, les forêts se divisaient en forêts appartenant à l'Etat, aux *vakufs*, aux communes et aux particuliers. D'après l'art. 5, les paysans avaient le droit illimité de couper librement le bois pour le chauffage, des planches pour la construction et pour les réparations à effectuer à leurs maisons, etc... A cette époque, le gouvernement turc exploitait lui-même les forêts et, durant la période de 1869-1870, il a vendu de grandes quantités de chêne et de bois de chauffage (1). Mais la véritable exploitation ne commence qu'après l'arrivée des Autrichiens et c'est de 1881 que datent les premiers chemins forestiers. La coupe progressa rapidement, car, pour lui donner de l'extension, l'Autriche ne la frappa point de fortes taxes (de 0,70 à 9,59 couronnes-or par m³ de bois de première qualité des conifères, et 1 à 4,30 couronnes-or pour un m³ de bois de hêtre). Ainsi pendant une courte période de coupe en Bosnie, il a été exploité pour les besoins industriels environ 1 million de m³ de bois qui ont été exportés pour la plus grande partie en Italie du Sud, Egypte, Hongrie, Autriche, France, Tunisie, Espagne, Allemagne, etc...

En Serbie les relations de propriété ont été réglées par les lois de 1891 et 1895, qui supprimaient les forêts publiques. Mais l'exploitation ne put pas se développer, faute de moyens de transport et de capitaux suffisants. Les premières petites usines datent de 1901.

En Croatie, Slavonie, Dalmatie et Slovénie, les lois autrichiennes sur les forêts étaient en vigueur depuis 1852; complétées plus tard, ces lois entrèrent en vigueur pour la Voï-

(1) DIMITZ : *Die Forstlichen Verhältnisse und Ein. Bosniens u. der Herz.*, Wien, 1905, p. 91.

vodine dès 1879. Dans ces régions l'exploitation a été très active. La Slavonie et la Slovénie se sont particulièrement distinguées. La Slavonie jouissait déjà depuis un demi-siècle d'une bonne réputation pour son bois de chêne qu'elle vendait dans toute l'Europe. La Slovénie, avec ses petites propriétés particulières où « presque chaque propriétaire moyen a sa propre scie à couper » (1), a organisé une exploitation très rationnelle de ses forêts.

L'exploitation forestière actuelle n'est pas partout la même en Yougoslavie. Une grande partie de ses forêts n'est pas accessible encore aujourd'hui, et leur exploitation complète est encore impossible. Un réseau ferroviaire étendu qu'il faudrait construire serait nécessaire pour réaliser cette richesse nationale. Pour atteindre la forêt, il faut investir de gros capitaux. Ainsi les frais de l'exploitation deviennent beaucoup plus élevés qu'en Tchécoslovaquie ou en Autriche. Ces deux pays ont un réseau de chemins de fer et de routes beaucoup plus développés dans les régions forestières, qui leur permet, avec une production moins coûteuse, de lutter avec succès contre nos produits de bois en Occident. De même, les bois roumains gênent notre exportation vers l'Orient. Ainsi, pour notre bois, l'unique marché rémunérateur est l'Italie, l'Egypte, la Tunisie et l'Espagne.

L'Etat vend son bois en Bosnie de quatre façons : de la main à la main, aux enchères, par contrat ; enfin il en transforme une partie dans sa propre régie. Le plus souvent, il le vend par contrat. L'Autriche le vendait aussi par contrats à longue durée parce que l'exploitation des forêts en Bosnie demandait de forts capitaux. Pour prendre sur lui une telle charge, le capitaliste exigeait qu'on lui assurât une certaine masse d'exploitation qui lui donnerait un revenu suffisant. Aussi presque tous les contrats signés ont-ils été de longue durée. Mais ce ne sont pas les seules concessions de coupe que donnait l'Etat qui ont été de longue durée ; des firmes également, ayant pour la plupart un caractère d'exportation, signaient des contrats de plusieurs années pour l'exportation du bois. Ce double lien était pour le producteur une garantie que le gros capital investi lui rapporterait une rémunération

(1) LAKATOŠ : *Industrija Slovenije*, p. 11.

suffisante. Aujourd'hui encore, en Bosnie, 78 % du bois vendu par l'Etat sont exploités de cette façon. Dans sa propre régie l'Etat exploite ses forêts à Srednje, Han-Kumpanja, Teslić et Nemila. De cette façon ont été exploités à peu près 15 % de bois coupé. Environ 4 % sont vendus aux enchères, et 3 % en vente libre. En Slovénie les forêts sont vendues : 62 % aux enchères, 26 % par contrats, 12 % par vente libre. L'exploitation se fait par petites quantités. Comme l'industrie des produits du bois est suffisamment développée ici, on consomme à l'intérieur du pays beaucoup plus de bois que dans les autres provinces. En Slovénie, dans les forêts appartenant à l'Etat fonctionnent 5 scieries, mais il y en a 2.000 qui appartiennent aux particuliers. Il y a 94 scieries et environ 1.860 petites installations à force hydraulique.

En Croatie et Slavonie les forêts étaient vendues autrefois pour la plupart aux enchères, mais dans ces derniers temps, pour accroître l'exploitation, on a commencé à faire des contrats de longue durée. Les forêts sont assez difficilement accessibles et elles ont exigé souvent la construction de chemins de fer forestiers.

Déjà au mois d'avril 1919, tous les contrats forestiers de longue durée ont été rompus. C'est la Bosnie qui en a donné l'occasion parce que toutes les exploitations forestières y étaient entre les mains de quelques capitalistes austro-hongrois et allemands. Un an plus tard, on a procédé au renouvellement des contrats en cherchant un mode qui satisfasse en même temps les capitalistes, l'Etat et l'économie générale. L'Etat s'est avant tout efforcé d'exécuter la nationalisation du capital étranger engagé dans l'industrie forestière. Il y a réussi en partie, mais le pays n'était pas en état de se passer complètement des capitaux étrangers. C'est l'Etat lui-même qui a repris la part des capitaux ayant appartenu aux sujets allemands. Les contrats renouvelés ne se basaient plus, comme autrefois, sur une taxe appliquée au bois coupé, mais l'Etat percevait un pourcentage (9-16 %) sur le prix de vente du bois livré franco-wagon à la station la plus proche (1). La

(1) La taxe continuait à être appliquée aux bois résineux, tandis que pour les arbres à feuilles la taxe a été calculée d'après le prix des résineux. Ainsi, pour le bois de hêtre, on payait 20% des résineux, pour le chêne 100 %, etc...

taxe a été calculée plus tard, cependant la firme devait payer à l'Etat 4/5 de la taxe sur la valeur de vente moyenne du bois. Dans les contrats on se servait habituellement des 80 % de tout le bois comme bois technique, c'est-à-dire sujet à la taxe, et le reste de 20 % comme bois de chauffage. Au cours des temps, une fluctuation se produisit dans toutes les branches de l'économie et l'industrie forestière eut, elle aussi, à souffrir d'une mauvaise vente. Les premiers comptes pour le paiement des taxes à l'Etat ont paru seulement en 1924 où tous les contrats forestiers de longue durée ont été renouvelés. Mais jusqu'à 1924, de grands changements se sont produits dans la structure économique de l'Etat. Les parties contractantes ont demandé à l'Etat de leur en tenir compte. A l'étonnement général, ils ont reçu satisfaction plus qu'ils n'en avaient besoin, et plus qu'ils ne le méritaient. D'abord à toutes les firmes n'ayant pas payé la taxe due, l'Etat reconnut cette dette comme un « prêt hypothécaire » en comptant 6 % d'intérêts par an. Mais les grandes firmes ne s'en sont pas contentées parce que, en 1924 le dinar avait perdu beaucoup de la valeur qu'il avait en 1920-1921 : elles voulaient davantage : la « valorisation » de la somme due. L'Etat a accédé à ce désir. Toutefois, cette valorisation n'a pas été appliquée seulement à partir du moment où l'Etat l'avait agréée, mais à toutes les années écoulées depuis la signature des contrats. Ensuite, au lieu de prendre 80 % du bois comme bois technique, on en prenait souvent 70 %, 60 %, même 55 %. On a institué même un pourcentage de 10 à 15 % pour le bois pourri, 10 % pour le dessèchement, 7 % pour l'écorce, etc..., le tout pris sur la masse globale du bois et tout cela n'existait pas auparavant (1). Cet ensemble de circonstances devait profiter aux grandes firmes en Bosnie qui ne payaient pas leurs dettes à l'Etat, tandis que les petits producteurs en Serbie et en Croatie qui payaient leur taxe à temps n'en profitaient pas (2). Sur la pression des milieux économiques et surtout des organisations forestières professionnelles, on a créé une commission spéciale extraparlamentaire qui devait examiner la situation des contrats de lon-

(1) *Privredni Pregled*, n° 9, 1928.

(2) *Privredni Pregled*, n° 4, 1928.

gue durée en Bosnie. Dans la Loi des Finances pour 1927/28, l'art. 252 autorise le Ministre des Forêts et des Mines à réviser tous les contrats forestiers de longue durée « dans la mesure où l'exigent les intérêts de l'Etat et les intérêts de l'économie forestière et de l'industrie du bois. » Un an plus tard, la Loi de Finances pour 1928/29, art. 294, autorise le Ministre des Forêts et des Mines à réserver par le contrat aux scieries de Bosnie et Herzégovine travaillant exclusivement avec des capitaux nationaux et leur en donne tous les ans le bois nécessaire sous licitation. Ces deux décisions avaient pour but de diminuer le mal fait à une grande partie de l'exploitation des forêts de Bosnie. Les méthodes de l'Autriche pour tirer de la Bosnie, dans le temps le plus court et de la façon la plus rationnelle, le maximum de biens économiques, ont été continuées même après 1918. Les capitalistes autrichiens, sachant qu'on avait besoin d'eux et que personne ne pouvait les remplacer, se souciaient fort peu que l'année 1918 eût apporté la liberté à ceux qu'ils étaient en train d'exploiter. Leur Centrale continuait à fonctionner à Vienne, leurs employés à appliquer l'ancien système d'exploitation et le travailleur yougoslave à être leur esclave.

II

Avant d'étudier l'exploitation des forêts en Yougoslavie, nous devons souligner que les données là-dessus sont très peu nombreuses. S'il en existe quelques-unes au Ministère des Forêts et des Mines, réunies et classées par M. le Dr Milan Marinović, inspecteur de ce ministère, elles inspirent une grande méfiance au public. Quoique le Ministère ait été régulièrement informé par les Directions Forestières de la situation des coupes dans chaque région, il n'a pas encore publié là-dessus de rapport général. Nous nous sommes efforcé de réunir nous-même ces données, en nous adressant à toutes les institutions publiques et privées qui devraient être renseignées sur la situation des coupes en Yougoslavie, mais nos efforts se sont brisés contre les portes fermées du Ministère. Les uns nous ont dit (et ce sont les informateurs officiels) que c'était le Ministère des Forêts et des Mines qui en disposait,

et les autres (les particuliers auxquels nous nous sommes adressé) qu'ils n'étaient pas au courant. Ce n'est qu'après de persévérantes démarches que nous avons réussi à obtenir quelques chiffres sur la situation des coupes en Bosnie.

Si nous déduisons des 7,5 millions d'hectares de surface boisée un demi-million d'hectares de contrées découvertes, il reste environ 6,5 millions d'hectares vraiment boisés. La Bosnie seule possède, d'après l'évaluation des spécialistes, plus de 370 millions de m³ de bois bon pour la coupe, et valant jusqu'à 100 millions de dinars, et le Monténégro 74 (1) millions de m³. Cette énorme masse de bois est, dans la plupart des cas, mise en coupe de façon irrationnelle. Le paysan avait le droit de pratiquer des coupes autant qu'il avait besoin, et sans aucun contrôle. Et les besoins des paysans aussi bien en Bosnie qu'au Monténégro et dans toutes les provinces sont grands en cette matière. Les petites maisons pour les 4/5 sont construites en bois. Les dépendances sont exclusivement en bois (sauf pour les fondements). Les clôtures, les ponts également. Avec cela, une grande quantité de bois a été consommée et l'est encore aujourd'hui dans l'âtre (le feu est allumé au milieu de la maison où on prépare la nourriture et où on cuit le pain, etc...). Dans les villes les besoins en bois sont également considérables. Ces habitudes ont provoqué une exploitation sans aucune méthode, qui a entraîné dans certaines régions la disparition complète des forêts. M. Alexis Šenšin, professeur à l'Université de Belgrade, fournit les données suivantes sur les coupes annuelles du bois en Yougoslavie :

Bois brut :

Coupes pour l'exportation et une partie des coupes pour la consommation locale : 8.323.494 m³. — Coupes pour la consommation locale : 16.564.463 m³. — Total des coupes : 24.887.957 m³.

Bois utilisable :

Coupes pour l'exportation et une partie des coupes pour la consommation locale : 6.894.965 m³. — Coupes pour la consommation locale : 14.411.083 m³. — Total des coupes : 21.306.048 m³.

(1) *La Revue Econ. de Belgrade*, 1927, n° 9, p. 213.

La quantité de bois consommée dans le pays a été deux fois plus grande que celle qui a été exportée. Mais, sur ces 16,5 millions de m³ consommée dans le pays, il n'a pas été transformé par l'industrie plus d'un quart, tandis que 3/4 ont été coupés par les paysans pour satisfaire leurs propres besoins. Le contrôle sur ces coupes, aussi sévère qu'il soit de la part de l'Etat (et aujourd'hui il l'est beaucoup plus qu'autrefois) est impuissant à empêcher les abus. Le paysan peut difficilement concevoir qu'il ne puisse disposer librement d'un sapin mince ou épais à volonté, couper l'arbre qui attire son regard plutôt que celui qu'on lui désigne. Pour cette raison, la coupe rationnelle des forêts est étroitement liée à l'éducation économique du paysan qui ne sera pas chose facile et courte. Aujourd'hui tout ce qu'on pourrait faire, c'est de renforcer le contrôle, et d'exiger en même temps que le paysan pour chaque arbre coupé en plante un autre. Ce principe serait assez facile à appliquer et empêcherait que l'exploitation actuelle ne détruise l'avenir, qui sera aussi précieux pour ceux qui viendront après nous que le présent l'est pour nous.

La plus grande production industrielle du bois se trouve en Bosnie où sont les plus importantes fabriques de la Yougoslavie. Comme nous l'avons dit, le bois y est exploité presque exclusivement par des contrats de longue durée. Ce système que l'Autriche a pratiqué en Bosnie pour des raisons colonisatrices, n'a pas été changé jusqu'à présent. Vers la fin de 1927, il y avait en Bosnie 32 contrats de longue durée (1) dont 2 au-dessous de cinq ans, 18 avec une durée de 5 à 10 ans, 10 avec une durée de 10 à 20 ans et 2 au-dessus de 20 ans (un de 60 ans et l'autre de 25). La capacité de bois destiné par ces contrats à l'exploitation s'élève à 57.128.860 m³. De cette masse 25 millions de m³ appartiennent à l'entreprise Dobrlin-Drvar que l'Etat a repris à Steinbeiss de Munich : 10.882.279 m³ à la « Krivaja » à Zavidović, et 3.852.626 m³ à la « Destilacija drva Teslić ». La plus petite masse est de

(1) A côté de ces contrats de longue durée en Bosnie, il y en a 3 en Serbie et 3 en Croatie.

56.000 m³ (« Špedicija » à Konjic). En 1922, l'exploitation annuelle s'élevait à :

802.285 m³ de bois dur,
873.291 m³ de bois tendre.

Total : 1.675.576 m³

Deux ans plus tard, l'exploitation s'est élevée à 2.012.522 mètres cubes (1.154.812 m³ de bois dur et 857.710 m³ de bois tendre). En 1920 l'Etat a perçu à titre de taxes 70.964 mille dinars. De l'entreprise « Dobrlin-Drvar », il a été perçu 13,8 millions de dinars pour la production de 240.000 m³ de bois tendre et 19.600 m³ de bois dur; de « Krivaja », 14,9 millions de dinars pour 220.500 m³ de bois tendre et 3.500 mètres cubes de bois dur. Pour les années qui ont suivi, nous n'avons pas de données sur les taxes perçues, mais elles ont certainement diminué par suite des nouveaux décrets et le chiffre de 70 millions peut être considéré comme figurant le maximum de recettes. M. Marinović lui-même dit dans son article publié dans « Godišnjak » (L'Annuaire) que les revenus nets de l'Etat provenant des forêts s'élevaient à 56 millions en 1922 et qu'en 1923 ils avaient passé à 495 millions pour redescendre à 100 millions l'année suivante. La production en 1926 fut un peu inférieure à celle de 1924, mais en 1927 elle s'accrut beaucoup comme le montre ce tableau :

	1926	1927
Bois tendre	1.134.851 m ³	1.511.315 m ³
Bois dur	603.815 m ³	767.573 m ³
Total.....	1.738.666 m ³	2.278.888 m ³

Pour l'année 1927 on avait prévu 2.688.257 m³, par conséquent on a produit environ 400.000 m³ de moins. Ce manque était le plus fort dans l'entreprise « Dobrlin-Drvar » où il était de 30.000 m³, tandis que « Krivaja » à Zavidović avait coupé 80.000 m³ de plus que d'après les prévisions (il a été prévu 369.000 m³ et elle a coupé 450.229 m³).

Une des plus grandes entreprises est l'« Entreprise forestière industrielle Dobrlin-Drvar » que l'Etat a reprise après la guerre de l'industriel Steinbeiss, de Munich. La Société est gérée par un conseil d'administration composé de 9 fonctionnaires et 3 commerçants. Elle emploie dans son exploi-

tation jusqu'à 5.000 ouvriers; elle a coupé en 1926 494.500 mètres cubes de bois dont 380.000 m³ de sapin. Sur cette quantité il a été transformé 414.000 m³ dans les scieries de Dobrlin et Drvar. Elle a exporté 157.350 m³ à l'étranger, et elle a vendu en tout 17.885 m³ à l'intérieur de la Yougoslavie. Cette entreprise possède 300 km. de voies ferrées forestières, et 376 m. de voies pour les transports publics.

Dans le commerce d'exportation, les produits forestiers jouent un rôle important. Avant la guerre déjà, l'Autriche était le quatrième pays d'Europe par son exportation de bois. La Russie la dépassait avec 17 millions de m³ d'exportation annuelle, la Suède avec 15 millions de m³, la Finlande avec 9 millions de m³, tandis que l'Autriche exportait environ 8,8 millions de m³ de bois. La plus grande partie des anciennes forêts autrichiennes appartiennent actuellement à la Yougoslavie. Au cours des premières années l'exportation suivit les débouchés d'avant guerre où l'Italie prenait la première place. Tandis que 26 % de toute l'exportation de bois de l'Autriche allait vers l'Italie, la Yougoslavie y exporte aujourd'hui 77 % de toute sa production. Ce pourcentage va continuellement en croissant, et toute augmentation dans l'exportation du bois se porte vers l'Italie. En 1921, il a été exporté 230.000 tonnes, en 1923 815.000 tonnes, en 1924 1.025.000 tonnes et en 1926 1.102.000 tonnes. L'Italie ne consomme pas tout le bois qu'elle importe de chez nous, mais elle le réexpédie le plus souvent en Espagne qui est un consommateur assidu de notre bois.

La quantité des produits forestiers exportés chaque année a été la suivante :

Année	en Tonnes	% de la totalité de l'exportation
1920.....	434.435	20
1921.....	816.659	48
1922.....	1.332.785	28
1923.....	1.730.051	37
1924.....	1.570.327	44
1925.....	1.538.695	35,7
1926.....	1.493.773	31,5
1927.....	439.678	30,6

Jusqu'en 1925 l'exportation s'est continuellement accrue. C'est alors que la stabilité du dinar a commencé d'agir, mais aussi les changements survenus dans les monnaies des pays importateurs de nos produits de bois. Depuis 1925 l'exportation a été en décroissance continue, comme l'avait été l'accroissement jusqu'en 1924 (sauf en 1921). Mais la position dominante qu'ont eue ces produits dans le commerce d'exportation de la Yougoslavie n'a pas beaucoup varié. Les principaux articles d'exportation sont restés à peu près les mêmes. Notre bois de construction qui compose les $\frac{3}{4}$ de notre exportation des produits de bois a subi une très petite diminution. En 1923 il a été exporté 81.430 wagons de bois de construction; en 1924, 102.399 wagons; en 1925, 100.634 wagons et en 1927 108.631 wagons. Pendant que le niveau général de l'exportation des produits de bois diminuait de 1925 à 1927 de 8.000 wagons, celui des matériaux de construction augmentait d'autant pour cette raison surtout que la plus grande partie de notre exportation avait été engagée par des contrats de longue durée. Ainsi nous exportons en Italie d'une manière constante environ les $\frac{3}{4}$ de notre bois de construction (83 % en 1920, 69 % en 1923, 73 % en 1925). Dans la mesure où nous exportons dans d'autres pays (France, Hongrie, Autriche, Grèce, Egypte), l'exportation n'a pas le même caractère et cela n'influence que faiblement l'état général de l'exportation.

Le bois de chauffage est aussi un article important. En 1920 il a été exporté 11.288 tonnes, en 1925 304.559 tonnes et en 1927 407.459 tonnes. Le principal consommateur est l'Italie où nous exportons 66 % de toute notre exportation de bois de chauffage; ensuite vient la Hongrie avec 23 %. Au cours des dernières années, on a exporté beaucoup de traverses de chemin de fer. La plus grande partie va en Hongrie et en Italie. Le charbon de bois va presque exclusivement en Italie et le reste en Hongrie.

Une exception dans les exportations est constituée par le bois de chêne qu'on expédie en majeure partie vers la France, l'Allemagne et l'Angleterre. L'Angleterre importe également le bois de pin de Bosnie. Une petite quantité de bois est exportée en grume, le plus souvent en Italie et en Hongrie.

Comme nous le voyons, une grande partie de l'exportation des produits de bois est composée de matières de demi-fabrication. Le bois est exporté soit transformé, soit sous forme de matériaux de construction, de bois de chauffage, de charbon de bois, de traverses de chemin de fer, etc... L'industrie du bois qui transformerait le bois en produits finis est peu représentée dans le pays. Presque tous ces produits sont importés des Etats où notre pays exporte les matériaux bruts. L'industrie domestique n'est pas non plus représentée comme on pourrait le supposer. Exception faite pour la Slovénie, on peut dire qu'elle ne couvre pas les besoins. La principale raison est que l'industrie du bois n'a pas trouvé dans les principales parties du pays des conditions favorables pour son développement. L'inaccessibilité d'une grande partie des forêts a empêché leur exploitation. Le jour où l'on a réussi dans certaines régions à pénétrer dans les forêts, une quantité de bois coupé n'a pas pu être consommée dans le pays. L'industrie n'existait pas. En ce qui concerne les provinces qui ont appartenu à l'Autriche, celle-ci se proposait, surtout par son exploitation en Bosnie, de tirer le maximum des capitaux qu'elle y avait investis. Ainsi le bois était simplement coupé et aussitôt expédié. Tout cela se faisait avec la plus grande rapidité sans égard pour les intérêts de l'économie et de la population du pays. La Yougoslavie elle-même n'a pas été capable d'arrêter ce mouvement. Car les forêts que le pays possède doivent être exploitées, et environ 150.000 travailleurs, en majorité des paysans, sont employés dans cette industrie. Ils y travaillent seulement quand ils n'ont pas d'occupation aux champs. S'ils n'avaient pas cet adjuvant dans beaucoup de régions, la misère serait plus grande qu'elle ne l'est aujourd'hui. Il a fallu alors continuer à tout prix ce travail et de la même manière que ceux dont on avait recueilli la succession. Petit à petit la production forestière a augmenté un peu, tandis que l'exportation a partiellement diminué. Cela prouve qu'une plus grande quantité de bois restait dans le pays.

Enfin l'industrie produisant des articles en bois de fabrication finie a commencé à se réveiller. Son avenir est grand et elle pourra devenir avec le temps une des principales branches industrielles. Tandis que l'industrie métallurgique

exige à côté de la richesse de la matière première l'investissement de gros capitaux, l'industrie forestière avec l'agriculture peuvent se développer avec les petits capitaux que le pays même possède. Voilà pourquoi on peut espérer que l'industrie du bois aura un essor beaucoup plus grand que n'importe quelle autre.

Un problème qui se pose de lui-même dans la question forestière est celui du *reboisement*. Qu'on y procède par voie naturelle ou artificielle, cela n'a pas grande importance, pourvu qu'on la réalise. Les pays qui ont exploité leurs forêts suivant un rythme plus rapide que la création de nouvelles régions boisées se sont vus un jour privés de forêts. De telles régions existent même en Yougoslavie. Prenez à Sarajevo le train allant à Dubrovnik, et déjà à partir de Konjic vous verrez la terre déboisée et nue à perte de vue. Toute la région entourant la Prenj planina de Konjic jusqu'à Mostar est un immense rocher nu où l'on trouve rarement un arbre isolé. Plus on s'éloigne de Mostar vers l'Adriatique, plus la région devient déserte. Les petites maisonnettes des paysans sont construites en pierre, couvertes de pierre, les clôtures sont en pierre. Il faut bien regarder pour découvrir un arbre ou même un peu de terre. Quand vous arriverez au-dessus de Dubrovnik, vous aurez devant vous l'immense surface de la mer mais autour de vous, rien que du roc nu.

D'après M. le Dr Balen, inspecteur du Ministère des Forêts et des Mines, le Karst nu est réparti chez nous de la manière suivante :

Département de :	Superficie totale en hectares
Travnik	100.000
Mostar	360.000
Zeta	300.000
Dubrovnik	80.000
Split	300.000
Littoral et Krajina.....	250.000
Total.....	1.390.000 (1)

(1) IV^e Red. God. Kongres priv. Komora (IV^e Congrès régulier annuel), Beograd, 1926, 12 sept., p. 42.

D'après cela 5,5 de la superficie totale du pays serait du Karst. C'est en tout cas un pourcentage assez fort, si nous admettons que là où se trouve le Karst nu, nous trouverons aussi une mauvaise situation économique. Il y a beaucoup de régions dans les départements rocheux où à une tête d'habitant ne correspond pas plus de 300 à 500 m³ de terre arable (1).

L'Autriche elle-même a consacré ses soins au reboisement de la Bosnie. A Pribišić on avait fondé un institut pour la sélection de la graine et d'où on distribuait les plançons. Quoique ce travail n'eût pas été entrepris sur une échelle suffisante, on avait tout de même replanté plusieurs milliers d'hectares. Il y avait aussi des stations pour la plantation artificielle à Paunovac, à Bjeljevina (sur le territoire de l'entreprise Steinbeiss), à Zvezda, à Petrović (près Olovo), Tre-mošnjica près de Han Kumpanija, etc... Partout le travail a été suspendu depuis le commencement de la guerre et n'a été repris que dans ces derniers temps (2).

Aujourd'hui, en Yougoslavie, le reboisement se fait assez mal. A deux endroits on sélectionne la graine : à Pribišić près de Teslić et à Sv. Mihovil près de Senje Pribišić dessèche annuellement 5.000 kg. de graine de pin noir et Sv. Mihovil environ 1.500 kg. C'est la Direction Générale des Forêts qui s'occupe du reboisement artificiel ; elle a fondé en tout 70 pépinières avec une capacité de 24 millions de plançons. Avec ces moyens on pourrait replanter jusqu'à 5.000 hectares par an. En outre, on a procédé dernièrement au reboisement de la Serbie du Sud, dont les forêts ont été détruites par la guerre. Ainsi il existe dans la Serbie du Sud 14 pépinières avec environ 5 millions de plançons qui servent pour le reboisement des environs de Skoplje, de Bitolj, de Kumanovo, de Prizren et ailleurs.

D'après la statistique de « *Naša Privreda* » (p. 138) notre accroissement annuel a été de 22.520.014 m³. Le coefficient moyen serait pour les résineux — sauf la Dalmatie — de

(1) *Ib.*, p. 43.

(2) L'Etat a dépensé pour le reboisement de la Bosnie et Herzégovine 1.169.404 dinars en 1924 et 1.625.012 dinars en 1925. Pendant ce temps il y a eu en 1924 457 hectares nouvellement reboisés et en 1925, 800 hectares.

4,2 m³ par hectare, pour les arbres à feuilles — sauf la Dalmatie — de 3,5 m³, excepté le chêne dont l'accroissement est de 2,6 m³ (p. 137). Si nous supposons qu'avec la plantation artificielle on obtient un accroissement annuel de 750.000 mètres cubes, nous obtiendrons un accroissement annuel d'environ 23 millions de m³ de bois. La coupe est estimée à 24,8 millions de m³ de bois brut (1). Ainsi, comme l'affirme M. Marinović lui-même, on coupe chez nous plus qu'on ne plante (2). Le problème ainsi posé doit être résolu le plus tôt possible, si nous admettons que l'exploitation actuelle des forêts en Yougoslavie ne représente que de loin celle qui se fera, quand on pourra exploiter toutes les régions boisées. Aujourd'hui déjà l'exploitation prend de l'extension, et il est certain que dans six ans elle aura doublé. La construction d'un réseau de communications plus serré, et surtout la liaison de la mer avec l'intérieur par des voies à écartement normal à travers la Bosnie et le Monténégro augmenteront considérablement l'exploitation des forêts. Et dans cinquante ans nous aurons encore beaucoup de nouvelles contrées dénudées, comme il y en a déjà en Dalmatie et en Herzégovine, si on ne commence pas à reboiser rationnellement. Les besoins intérieurs en bois croîtront à leur tour avec l'extension de la fabrication des objets en bois. Pour cette raison, Je même qu'il faut s'efforcer d'exploiter les forêts ayant du bois adulte en les transformant en un bien national réel, il faut aussi s'efforcer parallèlement de remplacer les anciens arbres par de nouveaux.

(1) *La Revue Economique de Belgrade*, 1927, N° 9, p. 213.

(2) GODIŠNIAK, p. 202.

TROISIÈME PARTIE

LE COMMERCE

CHAPITRE PREMIER

LE COMMERCE INTÉRIEUR

**Le Commerce au Moyen âge. — Le début du commerce au XIX^e siècle.
— Le développement du commerce après 1918. — Les foires annuelles. — Les foires internationales.**

*Les Slaves du Sud préféraient
la guerre au commerce.*

DR CONST. JIREČEK.

I

Le commerce, dans les différentes régions de la Yougoslavie actuelle, a été depuis des temps fort anciens entre des mains étrangères. Non seulement le peuple n'avait dans ce sens ni ambition ni compréhension, mais il n'était pas suffisamment éduqué au point de vue économique pour provoquer un mouvement commercial. En examinant les causes de cette situation, nous pourrions en trouver une longue série, mais notre intention est de passer outre, autant qu'il sera possible. La situation du commerce d'il y a plusieurs siècles présente les mêmes traits de caractère qu'à l'heure actuelle. Les causes, qui ont alors annihilé tout ce qui aurait rendu le pays indépendant au point de vue économique, persistent

encore aujourd'hui; elles gênent et continueront de gêner pendant de nombreuses années.

Vuk Karadžić a dit en 1827 : « Le peuple serbe n'est com-
« posé que de paysans. Le petit nombre de Serbes vivant
« dans les villes comme commerçants et artisans s'appellent
« citadins, et comme ils s'habillent à la manière turque, non
« seulement ils ne comptent pas dans le peuple serbe, mais
« encore le peuple les hait » (1). Cette caractéristique pour-
rait être appliquée à tous les Slaves du Sud d'avant et après
cette époque. Autrefois, il n'y avait pas de commerçants
parmi les Yougoslaves. Le pays produisait tout ce qu'il fallait
pour sa nourriture, sauf le sel (2) qui, pour cette raison, a été
depuis les temps anciens un article de monopole. Déjà à
l'époque des Nemanjić (Néméens) le revenu de la vente de
sel était partagé entre la commune et le souverain. Ainsi
ce sont principalement le seigneur, le souverain ou l'église
qui avaient besoin du commerce (3). C'est un fait connu que
les souverains de nos régions s'occupaient de négoce (4). Ils
recevaient les impôts en nature, le butin, les prestations des
paysans et les vendaient.

Dušan parle dans son code (art. 191) de porcs royaux (art.
12), du commerce royal et du commerce des seigneurs
(art. 184).

Tant que le souverain était vendeur d'un produit, il était
interdit de l'acheter ailleurs (5). Un autre propriétaire de
biens était le *vlastelin* (seigneur) et un troisième l'église (6).
De même que le souverain, ces deux derniers ne pouvaient
faire consommer leur excédent dans le pays, et étaient obli-

(1) NOVAKOVIĆ : *Selo* (Glas XXIV), Beograd, 1891, p. 60.

(2) GLASNIK, XXXVIII, p. 87.

(3) GLASNIK, XXXIII, p. 201 et XXXVII, p. 203.

(4) MIJATOVIĆ : *Trgovačka Politika Srp. Kraljeva i Careva*, Beograd, 1875.
Otadžbina, God. I. knj. III, p. 506.

(5) Traité avec les Vénitiens en 1302. MIKLOSICH, *Monumenta Serbica*,
Vindobonac, 1858, p. 52.

(6) D'après MIJATOVIĆ les objets d'importation et d'exportation étaient par
ordre d'importance : pour l'importation : 1^o le sel ; 2^o vêtements de fête ;
3^o doublures ; 4^o métaux travaillés ; 5^o différents légumes, poissons salés,
olives ; 6^o épices de l'Inde Orientale ; 7^o vin de Malvaisie ; 8^o chevaux de
race. Pour les exportations : 1^o argent ; 2^o cire ; 3^o cuirs bruts ; 4^o bétail ;
5^o gibier ; 6^o viandes salées ; laine, blé, l'n, chanvre (GLASNIK, XXVII, p. 248 ;
XXXVIII, p. 26).

gés d'appeler à l'aide le commerçant étranger. Et nous trouvons à chaque page de l'histoire des Slaves du Sud l'influence des Ragusains, des *Kotorani*, des Vénitiens et de tous les autres peuples des rives de l'Adriatique qui s'occupaient du commerce. Les *Dubrovčani* (Ragusains) tenaient entre leurs mains tout le commerce d'importation et d'exportation des pays serbes (1) et ils étaient ses principaux commissionnaires et intermédiaires (2). C'est avec raison que Čedo Mijatović caractérise l'ancien commerce serbe en disant : « Si le commerce serbe n'a pas atteint un développement plus grand et plus durable, ce n'est pas tant la faute à l'état social de la Serbie, mais c'est principalement la conséquence de la politique commerciale poursuivie par les Dubrovčani et les Vénitiens » (3).

Les souverains ont accordé une liberté illimitée aux commerçants étrangers. Déjà le roi Milutin ordonnait que tout commerçant ayant subi un dommage fût indemnisé par le village où le dommage aurait été fait, et que si le village ne pouvait le faire, le roi lui-même l'indemnisât (4). Le ban de Bosnie en 1027 permit aux Ragusains le commerce libre dans son pays (5). En 1186 Nemanja fit la paix avec les Vénitiens et leur donna la liberté complète du commerce. En 1253 l'empereur bulgare Asen fit la même chose et ainsi les Ragusains prirent en mains le commerce de toutes les colonies des Slaves du Sud. Le ban Kulin donna en 1189 de nouveaux privilèges aux Ragusains pour exercer le commerce en toute liberté; comme tribut, il se contentait de ce qui lui serait volontairement payé. En 1215 le grand Župan Stevan, traitant avec les Ragusains, leur accorda le commerce libre dans le cadre des lois du pays (6). Enfin le tsar Dušan Silni dans son code donna au commerce un caractère tout à fait libre et privilégié. Non seulement il était libre (art. 118 et 119),

(1) KOSTIĆ : *Stara Srpska Trg. i. Ind.*, Beograd, 1904, p. 14.

(2) MIJATOVIĆ : *Glasnik*, XXXIII, p. 223.

(3) GLASNIK, XXXIII, p. 225.

(4) *Mon. Serb.*, 51.

(5) D'après MAKUŠEV, le plus vieux traité de commerce était celui de 831 entre le ban de Bosnie Stevan et Raguse et par lequel le ban s'engageait à vendre tous les ans aux Ragusains 50 bœufs, 50.000 bœliers et 200 charges de blé et les Ragusains devaient envoyer tous les ans 14 aunes d'écarlate pure et du drap à la manière bosnienne (Mitajović : *Otađzbina*, III, p. 506).

(6) JIREČEK : *Glasnik*, XLVII, 304-311.

mais cette liberté était expressément appliquée aux commerçants étrangers (art. 120) ; et on lisait dans le code : « Chacun porte sa marchandise librement où il veut. » Un vlastelin ne pouvait pas gêner le commerçant dans sa liberté de commercer dans son pays et sur son marché, et ne pouvait l'arrêter sans le consentement du tsar (art. 184). Sur toutes les routes de communication de l'empire serbe circulaient jour et nuit des vigies armées pour protéger les *hajduks* contre les commerçants étrangers et les caravanes commerciales (1). Les Ragusains, en payant leur tribut à chaque souverain, sont devenus les maîtres absolus du commerce. Ils avaient leurs représentants dans toutes les localités, ayant quelque importance commerciale, leurs consuls, envoyés auprès des cours, etc... Mais les Ragusains n'ont pas été uniquement marchands en gros. Jireček les partage en deux groupes : en petits commerçants qui faisaient du commerce dans les villages et dans les villes voisines et les gros commerçants ayant de puissants moyens et qui étaient réunis en associations commerciales (2). Kostić ajoute également que les Ragusains colportaient eux-mêmes leur marchandise sur les marchés dans l'intérieur du pays ou bien la donnaient en commission aux riches *vlastela*, ou aux petits exportateurs (3). Mais le commerçant indigène était complètement isolé et ne pouvait même pas participer au commerce. Là où les commerçants indigènes avaient réussi tout de même à s'imposer, les Ragusains rendaient leur travail tout à fait impossible parce qu'ils jouissaient de moyens matériels beaucoup plus puissants que les indigènes et parce qu'ils avaient un caractère privilégié (4). C'était un fait très exceptionnel de voir apparaître un gros commerçant serbe, quoi qu'en disent quelques historiens (5). On sait que les Serbes ne se sont même pas occupés des caravanes et que c'étaient les Valaques qui les organisaient (6). Par contre, les Serbes étaient très expéri-

(1) MIJATOVIĆ : *Otadžbina*, liv. III, p. 527.

(2) JIREČEK : *Istoriija Srba*, Liv. III, p. 221.

(3) KOSTIĆ : *Stara Srpska Trg. i Ind.*, Beograd, 1904, p. 15.

(4) KOSTIĆ : *Gradja za istoriju srp. trgovine i ind.*, Zemun, 1926, p. 161. (*Spom. Srp. Kr. Akad.*, LXVI).

(5) JIREČEK : *Istoriija Srba*, Liv. III, p. 211 ; KOSTIĆ : *Spom. Srp. Kralj. Akademije*, LXVI, p. 166 ; *Stara Srp. Trg. i. Ind.*, p. 127.

(6) NOVAKOVIĆ : *Selo*, p. 56.

mentés dans les métiers et connus à ce titre dans les pays voisins; ils ne faisaient le commerce que dans la mesure des besoins de leur métier. La deuxième place revient aux *vlastela* (seigneurs) et à l'église. Le *vlastelin* ayant une grande propriété était initié au commerce. Il s'en occupait parfois lui-même, parfois il donnait ses biens à ferme; souvent le fermier était un Serbe. A l'occasion des réunions autour des églises et des monastères (1), le peuple faisait connaissance avec les commerçants, il leur offrait son surplus et achetait chez eux ce dont il avait besoin. L'église était la protectrice du marché. Comme le commerce était dans son essence même quelque chose d'incompatible avec *le titre de chrétien*, l'église, en rassemblant le peuple autour d'elle, permettait qu'on fît sous sa surveillance l'échange des biens. L'église elle-même avait ses propres biens, « ses villages, ses marchés, des régions entières avec leur population » (2) et c'est justement elle qui dominait sur le marché qui lui rapportait ainsi de gros bénéfices. Un privilège important, accordé à certains monastères, était le droit de tenir une grande foire le jour de la fête de l'église. Les quatre grands marchés de Prizren sont connus (un de l'évêché le 8 septembre, deux au monastère de l'Archange dont le premier la veille de l'Ascension et le second la veille de la tête de Saint-Michel Archange) et un marché du monastère Hilandar, la veille de la Saint-Nicolas (3). Le roi Bela IV autorisa le 21 mars 1256 un marché annuel à la Saint-Marc (qui durait 7 jours avant et 7 jours après) devant l'Eglise de Saint-Marc à Zagreb. Le 10 mars 1372, le roi Ludovik I^{er} accordait la même faveur à l'Eglise de Sainte-Marguerite le jour de la Sainte-Marguerite (également 7 jours avant et 7 jours

(1) Le droit de marché, dit Čedo Mijatović, a été régal, c'est-à-dire droit exclusif du souverain. Les souverains au moyen âge considéraient ce droit comme un droit privé qu'ils pouvaient vendre ou donner. Le souverain, s'il désirait augmenter les revenus d'une église ou d'un monastère, surtout d'un monastère nouvellement élevé, autorisait à fonder un marché. Les vendeurs payaient sur le marché pour la place sur laquelle ils élevaient leur boutique (*stalagium*) et en sus, généralement un droit sur la marchandise vendue (*Glasnik*, XXVI).

(2) KOSTIĆ : *Spom. Kralj. Akad.*, LXVI, p. 212.

(3) JIREČEK : *Istorija Srbe*, Liv. III, p. 225.

après) (1). Autour des églises on construisait de petites baraques qui servaient d'abri contre le mauvais temps et où se faisait le commerce. On trouve encore aujourd'hui ces baraques autour de l'église en beaucoup d'endroits; Jireček en trouvait même en Bulgarie (2). Pour la même raison, comme le dit Novaković (3), l'église a été le centre du village. Les grandes fêtes annuelles de l'église coïncidaient avec les jours de marché dans la région.

Un cas tout-à-fait spécial se rencontre dans les provinces voisines de la Dalmatie. Les habitants de Zahumlje et de Bosnie rivalisaient souvent dans le commerce avec les Ragusains. Le sel, qui jouait ici le principal rôle, se vendait surtout dans quatre dépôts importants : à l'embouchure de la Neretva, à Dubrovnik, à Kotor et à l'embouchure de la Bojana. Dans les *Spomenici* il est remarqué que, d'après le traité du 27 Septembre 1186, les Ragusains ne devaient pas empêcher les *Humljani* de venir à Dubrovnik faire du commerce (4).

Mais, d'une façon générale, on peut dire que les Serbes, pendant toute la période du moyen âge et assez tard dans les temps modernes, n'ont pas considéré le commerce comme un métier. L'ancien commerce dans nos régions avait plutôt un caractère éconómico-religieux (5). Le peuple, opprimé par les seigneurs, fatigué par de nombreuses guerres, était tombé complètement entre les mains de l'église qui excitait en lui le sens de la vie. L'église était la protectrice naturelle, la première autorité, et, pour nous aussi, le principal moteur économique.

A une époque plus récente et avant l'année 1918, le commerce demeurait encore à un faible niveau. Le village avait très peu progressé. Les boutiques rassemblées autour des églises et des monastères restaient le centre du commerce. Le paysan avait des besoins économiques peu développés,

(1) TKALČIĆ : *O Staroj Zagrebečkoj Trgovini*, RAD., Livre 176, p. 215.

(2) JIREČEK : *Cesty po Bulharsku, Praha*, 1888, p. 57.

(3) NOVAKOVIĆ : *Selo*, p. 118.

(4) PUČIĆ : *Srpski Spomenici*, Beograd, 1858 et 1862, p. 119 ; MIKLOSICH : *Mon. Serb.*, 42-43.

(5) KOSTIĆ : *Spom. Kralj. Akad.*, LXVI, p. 190.

vivait toujours isolé et pour ainsi dire séparé de la ville. D'après une statistique officielle serbe de l'année 1836, la répartition des habitants était la suivante :

Agriculteurs	90,08 %
Artisans	5,32 %
Commerçants	1,54 %
Autres	3,06 %
	100,00 % (1)

Si nous ajoutons que parmi les commerçants il y avait environ 30 % d'étrangers, nous pouvons conclure qu'alors le pays avait un commerce intérieur faiblement développé. M. Lapčević indique que des colporteurs allaient d'un village à l'autre, vendaient une marchandise et en achetaient une autre (2). Quand leur extension prit de grandes proportions, les autorités commencèrent à limiter leurs droits, ce qui a provoqué la création des boutiques de village. D'après Lapčević, nous rencontrons ces boutiques pour la première fois vers l'année 1839 où est autorisée dans chaque village l'ouverture d'une boutique qui devait fournir aux paysans les objets les plus nécessaires (3). La Loi sur les boutiques de village n'apparaît que le 25 Octobre 1870, complétée le 20 Février 1891 ; elle distingue deux sortes de boutiques de village : celles qui sont situées autour des églises et des monastères (art. 1^{re}) et les boutiques fixes de village (art. 2) qui doivent être éloignées au moins de 4 heures (16 km.) de la petite ville ou bourg. Dans ces villages on pouvait vendre seulement les articles indispensables à la vie quotidienne de la population paysanne. C'étaient plus ou moins des succursales des marchands en gros de la ville ou du bourg. Une telle boutique était destinée uniquement à la consommation du village qui pouvait compter quelques 100 à 150 habitants. Elle vendait les articles les plus nécessaires : la farine, le blé, le sucre, le café, l'huile, le tabac, un peu de coton, des cuirs,

(1) En 1866, le pourcentage des artisans et commerçants a été de 7 % ; en 1890 de 8 % en 1900 de 9 %. *Izveštaj Beogradske Radničke Komore*, Beograd, 1921-1926, p. II.

(2) LAPČEVIĆ : *Naša Stara Trgovina*, Beograd, 1926, p. 45.

(3) LAPČEVIĆ : *Ib.*, p. 46.

quelquefois de la toile et des chaussures. A côté se trouvait habituellement un café-restaurant, ce qui rapportait le plus au commerçant. Rares étaient les cas où un tel commerçant de village pouvait à l'aide des revenus de sa boutique se constituer un capital qui lui servait à agrandir son commerce. Aujourd'hui on voit quelquefois un commerçant ayant son moulin, ses instruments agricoles et les louant aux paysans. Tous ces commerçants ont plus ou moins un caractère local. Dans les derniers temps les coopératives de consommation ont commencé à leur faire concurrence avec grand succès. Celles-ci, en dehors de toutes les lois existant sur les maisons de commerce, ont pu opérer avec moins de risques dans les villages. Mais comme les boutiques de village, les coopératives elles-mêmes n'ont pu avoir un grand succès. Le paysan cherche à s'agrandir économiquement. D'abord, ce sont les moyens qui lui manquent : n'ayant rien à vendre, il ne peut non plus rien acheter. La statistique de M. Avramović d'après son livre : *Naše Seljačko Gazdinstvo*, qui se base sur l'enquête de l'année 1912, est intéressante à ce point de vue. L'enquête organisée par la Fédération Principale des Coopératives Agricoles Serbes comprend 324 villages avec 835 exploitations rurales différentes. Elle a ainsi établi que 2/3 des agriculteurs n'ont même pas la quantité de terres indispensables pour assurer la vie de la moindre famille. D'après le budget de toutes les exploitations examinées (835) seulement 5 % de revenus ne proviennent pas de l'économie rurale. Le paysan consomme et vend ses produits dans la proportion suivante :

Extension d'exploitation rurale	% de consommation	% de vente
0- 1 ha.	89	11
1- 2 »	81	19
2- 5 »	80	20
5-10 »	79	21
10-15 »	78	22
15-30 »	74	26
30-50 »	68,5	31,5
50-70 »	59	41

Avec ces 11-41 % de vente, le paysan peut se procurer les articles les plus nécessaires qu'il ne saurait produire comme le coton, le sucre, le café; mais, pour le reste, cela ne lui suffit pas.

Au cours des dernières années les boutiques de village ont commencé à se développer très rapidement. La principale raison en est le déséquilibre économique dans le pays. Le paysan a été par rapport aux autres le moins atteint par la crise. Dépendant moins du marché, il était par conséquent mieux protégé. D'un autre côté la hausse des prix provoquée par la baisse du dinar a été pour lui la source d'un bénéfice net. Le capital a commencé à se constituer par-ci par-là dans sa forme la plus primitive. Ainsi ont été créées des boutiques nouvelles dans toutes les régions du Royaume. Sur ce point nous connaissons seulement les données de la Chambre de Commerce de Beograd: d'après cette statistique, il a été ouvert 20 boutiques purement rurales en 1919; les autres années 30, 27, 200, 211, 268, 400 (1925); en tout 1.150 boutiques. Si nous comparons le développement des boutiques ouvertes dans les villages, dans les villes et à Beograd, pour la période 1919-1925 nous obtiendrons ce tableau :

	Village	Ville	Beograd
1919-1922 (base 1919 : 100).	300	150	58
1919-1925 (base 1922 : 100)	670	180	65
1922-1925 (base 1919 : 100)	224	120	111

La Chambre de Commerce et des Métiers de Osijek a publié une statistique des annonces d'ouverture de maisons de commerce dans laquelle les villages sont réunis aux bourgs. Malgré cela, cette statistique est caractéristique :

(Base 1925)	Annonces des créations			Annonces de cessation		
	1925	1926	1927	1925	1926	1927
Osijek	100	135	123	100	120	156
Villes	100	112	90	100	144	151
Villag. et bourgs	100	102	101	100	84	74

D'après les données de la Chambre de Commerce de Beograd pour la période de 1919-1925, alors que l'augmentation

du nombre des maisons de commerce était de 21.392, la moyenne entre les trois catégories était répartie ainsi : 12.583 soit 58,8 % pour les maisons de commerce dans les villes ; 5.462 soit 25,6 % pour les maisons de commerce de Beograd et 3.347 soit 15,6 % pour les maisons de commerce dans les villages. Dans le nombre des maisons de commerce de village rentrent seulement les boutiques ouvertes avec l'approbation du bureau de la Chambre de Commerce, mais la Chambre de Beograd se plaint (1) qu'un grand nombre eût été fondé sans que la Chambre le sût, c'est-à-dire avec le seul consentement des autorités de police. Un grand accroissement de la population citadine d'un côté et un grand nombre d'annonces de faillites (que la Chambre de Beograd n'a pas publiées) dues à la crise économique qui s'est déclarée dans les maisons de commerce des Villes, nous montrent que l'ouverture des boutiques dans les villages s'est bien développée au cours des dernières années. Quoique cela ait une importance moindre, parce que tous les commerçants de village sont complètement dépendants du commerçant de ville en raison du manque des capitaux, cela nous donne tout de même l'espoir que la population paysanne apprendra à connaître par eux les besoins économiques supérieurs et qu'ainsi un commerce plus actif se développera dans le pays.

Cette façon de faire le commerce, telle qu'elle était pratiquée dans nos régions il y a des centaines d'années, s'est maintenue dans une grande mesure encore aujourd'hui. Quoique l'église ait perdu beaucoup de l'autorité qu'elle avait autrefois, elle a, en ce qui concerne le marché, conservé une grande partie de son caractère. Aujourd'hui l'église n'est plus ni vendeur ni juge, ni l'unique protecteur du commerce, mais elle reste toujours le centre du commerce dans le pays, parce que c'est l'endroit où le peuple se rassemble le plus.

Ce n'est que dans les tout derniers temps que les communes ont commencé à organiser des marchés annuels pour remplacer ceux qui existaient autour des églises. Au début seulement les communes qui se trouvaient à proximité immédiate d'une grande église ont connu le succès. Ainsi les marchés de l'église étaient remplacés par ceux de la commune.

(1) Rapport pour l'année 1925, p. 72.

Ces marchés existaient dans toutes les régions. De même qu'à l'origine toute église avait son marché, de même à présent toute commune un peu grande a son marché. Et ce n'est pas tout. S'il y avait autrefois dans une région plusieurs églises comme cela s'est vu en Croatie, il y avait également plusieurs marchés annuels (1); plus tard, la commune en a organisé annuellement plusieurs dans la même localité. Tous ces marchés, qui coïncident avec les grandes fêtes, durent un jour, deux ou trois, rarement plus. On y vend toutes sortes de marchandises. Ce n'est que dans les derniers temps qu'on a commencé à distinguer les marchés aux bestiaux des autres marchés.

TABLEAU N° 15

FOIRES

Nombre de Foires annuelles	Serbie	Croatie et Slavonie	Bosnie et Herzégovine	Dalmatie	Slovénie	Voïvodine	Totaux	
							des villes	des foires
1	25	24	35	54	7	3	148	148
2	55	43	17	13	9	22	159	318
3	13	18	7	3	9	20	70	210
4	—	19	1	2	5	15	42	168
5	—	9	—	1	2	—	12	60
6	—	17	—	—	—	—	17	102
7	—	8	—	—	—	—	8	56
8	—	7	—	—	—	—	7	56
9	—	6	—	—	—	—	6	54
10	—	2	—	—	—	—	2	20
11	—	1	—	—	—	—	1	11
13	—	1	—	—	—	—	1	13
Totaux des villes et des foires	93 174	155 597	60 94	73 102	32 82	60 167	473 —	1216

(1) Lapčević nous dit qu'en 1889 il y avait en Serbie 135 foires qui duraient 437 jours. En 1900 il y en avait 177 avec 566 jours, où on a vendu des marchandises pour 32 millions de dinars. Même en 1908 la Serbie avait 174 foires annuelles qui duraient 524 jours, mais le total des marchandises vendues n'était que 9,9 millions de dinars (*Trgovinski Glasnik*, N° 109, 1927).

Le marché est devenu chez nous le moyen presque le plus important de faire le commerce. Le paysan qui se trouve loin de la ville ne peut pas y apporter ses produits chaque semaine ou chaque mois. L'importance de ses frais généraux, les mauvaises communications et ce fait que nos villages sont pour la plupart très éloignés les uns des autres et encore plus éloignés des villes, ne lui permettent de venir au marché qu'à des intervalles assez longs. Il apporte alors ses produits et achète aux autres ce dont il a besoin. Il en est ainsi dans les régions de la Serbie, de la Bosnie, de l'Herzégovine et du Monténégro. La Croatie, la Slavonie et la Voïvodine sont des régions où les communications sont bien meilleures et où le paysan n'a pas rencontré des obstacles comme dans les autres régions. Pour plusieurs raisons les paysans de Slovénie sont plus avancés que ceux des autres régions au point de vue de la civilisation.

Pour illustrer la situation actuelle des marchés en Yougoslavie, nous nous sommes servis du *Veliki Trgovinski Kalendar* (grand calendrier commercial) de 1926, Beograd (1). D'après ces données, nulle part ailleurs qu'on ne trouve, nous avons composé notre tableau de foires annuelles. Comme on le voit, il y a des localités où l'on tient 13 fois par an la foire annuelle. Ainsi on remarque qu'à Ljubescica en Croatie dans le département de Varaždin ces foires annuelles sont au nombre de 13 (2).

(1) La Chambre de Commerce d'Osijek publie dans son exposé pour l'année 1927, p. 74-80, les détails sur la situation des marchés qui entrent dans son rayon d'action. Quoique ces données ne permettent pas de généraliser et ne puissent définir la situation de toute la Yougoslavie (elles ne concordent même pas avec nos propres données), elles ont leur importance comme nous le verrons par la suite. Dans l'arrondissement de Novska, dit l'exposé de la Chambre d'Osijek, qui mesure 619 km² avec 7 communes, il y a 27.820 habitants. Là sont tenus 20 marchés annuels de bestiaux et 29 de marchandises. L'arrondissement a en tout 76 commerçants réguliers qui l'habitent. Sur tout le territoire de la Chambre d'Osijek se tiennent 469 marchés annuels aux bestiaux et 355 marchés pour les autres marchandises. Même Chambre de Commerce à Zagreb, dans son Rapport de l'année 1926, p. 293-317, d'après un dénombrement du 30 avril 1927, il y avait dans le territoire de la Chambre de Commerce de Zagreb 1.168 foires annuelles, dont 9 communes avec 12 foires, 12 avec 13, et 2 avec 4 foires annuelles (les deux dernières sont à Marija Bistrica, arr. Subica, et dans la ville de Križevci).

(2) Le 17 janvier, le 23 février, le 19 mars, le mardi de Pâques, le jeudi d'après la Pentecôte, le 13 juin, le 2 juillet, le 15 juillet, le 6 août, le 24 août, le 2 septembre, le 28 octobre et le 30 novembre.

Virovitica a 11 foires annuelles dont 3 durent trois jours chacune (27-29 avril, 29-31 juillet, 17-19 septembre), les autres durant une journée. Il y a 17 villes avec 6 foires annuelles, 8 avec 7 foires, 7 avec 8 foires, 6 avec 9 foires, 2 villes avec 10 foires. Si nous cherchons la moyenne, nous trouverons qu'en Croatie et Slavonie chaque ville a plus de trois fois annuelles (pour 155 villes il y a 597 foires), une partie de Slovénie et la Voïvodine ont plus de deux en moyenne, la Serbie presque deux et la Bosnie et l'Herzégovine un peu plus d'une foire annuelle. Ainsi dans le pays tout entier pour 473 villes il y a 1.216 foires annuelles, ce qui fait une moyenne un peu supérieure à 2 (2,5) par ville. Par rapport au nombre d'habitants dans chaque province il y a pour 100.000 habitants :

En Serbie, Bosnie et Herzégovine : 4 foires annuelles.

En Slovénie : 7 foires annuelles.

En Dalmatie : 16 foires annuelles.

En Croatie et Slavonie : 21 foires annuelles.

Sur tout le territoire il y a 10 foires annuelles par 100.000 habitants ou une foire annuelle par 10.000 habitants (1). On ne tient pas compte ici des foires annuelles ni des marchés de la semaine, non plus que des foires tenues autour des églises à l'occasion des différentes fêtes. A défaut de maisons de commerce dans les villages, de bonnes communications qui permettraient le jeu régulier de l'offre et de la demande entre le village et la ville, à défaut du développement des besoins économiques dans notre village, à défaut de commerce organisé et de capitaux, les foires sont la principale façon de faire le commerce en Yougoslavie. Aujourd'hui elles dominent notre commerce intérieur. Mais, comme ces foires sont très nombreuses dans le pays, elles ont pris presque toutes un caractère purement local. De tous ces faits on peut conclure que l'extension du commerce est encore faible à l'heure actuelle, mais que bientôt la Yougo-

(1) M. Fran. Predavan, président de la foire de Zagreb (Z. Z.), a annoncé dans un discours imprimé dans le *Vijesnik Z. Z.* (Le Courrier de la foire de Zagreb, année VI, n° 1, p. 3), que dans le pays tout entier, il y a 100.000 maisons de commerce, ce qui ferait environ 83 maisons pour 10.000 habitants.

slavie fera un pas en avant parce qu'elle est dans des conditions favorables. Les premiers signes de ce progrès en sont les grandes foires d'échantillons tenues à Zagreb et Ljubljana.

Zagreb (Agram) a été depuis fort longtemps le centre de la Croatie dès l'époque où le roi Ladislav y fonda un évêché (en 1093) et lorsque le roi Bela IV la proclama en 1242 (le 16 novembre) ville libre; elle devint la résidence permanente des rois. L'église permettait qu'on fît le commerce de toutes les marchandises le jour de sa fête (1). D'après Klaić (2), tous les ans se tenait une grande foire, le 20 août, jour de Saint-Etienne Roi. Constatant la prospérité de la ville, le roi Bela IV, par son brevet du 21 mars 1256, autorise le jour de la Saint-Marc (le 25 avril) une foire annuelle qui devait durer 7 jours avant et 7 jours après. Les commerçants qui la visitaient étaient placés sous la protection du roi et n'avaient aucun droit à payer. Le roi Ludovik I^{er} autorisa en 1372 une autre fois le jour de la Sainte-Marguerite (le 13 juillet) et en 1569 Maksimilijan II autorisa la foire de la Sainte-Vierge (le 8 décembre). Ferdinand III en 1655 (le 22 septembre) permit la création de nouvelles foires, la première le mardi de la Pentecôte et la seconde le dimanche avant la fête des saints apôtres Simon et Judas. Ainsi Zagreb avait cinq foires annuelles dont chacune avait une durée de deux semaines. En 1864 on organisa à Zagreb une première exposition économique qui eut 3.866 exposants (3). C'était le commencement d'une nouvelle orientation commerciale en Croatie. En 1926 eut lieu une Exposition de la Société Economique Croate (*Hrvatsko Gospodarsko Društvo*) qui a provoqué l'institution d'une foire annuelle fixe. Le 7 août 1909 a été fondé le comité provisoire et le premier *Zbor* (foire) a été tenu en 1910. La deuxième foire eut lieu en 1911, et la troisième et dernière avant la guerre en 1913 (4). Après la guerre le *Z. Z. (Zagrebački Zbor)* a été réorganisé et tenu pour la première fois en 1922. D'après les statuts ultérieurs de la société (du

(1) KLAJĆ : *Vijesnik Z. Z.*, 1924, N° 5, p. 1 ; TKALČIĆ : *Rad.*, Liv. 176, p. 177-238.

(2) KLAJĆ : *ib.*, p. 1-3.

(3) KLAJĆ : *Vijesnik Z. Z.*, IV, 1925, N° 3, p. 2-3.

(4) Toutes les foires ont été tenues entre le 15 août et le 5 septembre.

10 janvier 1925), art. 2, le but de la société est de « faire progresser les industries, les métiers, l'agriculture, le commerce et l'échange » au moyen de foires et d'expositions, en donnant des avis compétents, en réunissant l'acheteur avec le vendeur. Mais l'action de la Société est limitée au terri-

TABLEAU N° 16 a
FOIRE D'ECHANTILLONS A ZAGREB (*Zagrebački Zbor*)
PARTICIPATION DES EXPOSANTS A LA FOIRE

a) Selon des pays.

Année	Durée	Yougoslavie	Autriche	Tchéco-slovaquie	Allemagne	France	Les autres pays	Total
1922	17 VI-2 VII	533	44	33	17	5	18	650
1923	21 IV-1 V	471	46	34	22	62	12	647
1924	27 IV-5 V	425	48	15	47	118	21	674
1925	26 IV-4 V	392	42	32	61	115	80	722
1926	15-23 VIII	522	46	25	60	100	106	859
1927	28 VIII-5 IX	465	53	16	73	16	87	710

b) Selon des branches.

Année	Produits de cuir	Bois	Produits de métallurgie	Industrie textile	Produits du sol	Papier et graphiques	Les autres produits	Total
1922	43	66	178	107	50	53	153	650
1923	45	43	191	92	43	44	189	647
1924	34	32	158	105	73	76	196	674
1925	29	19	198	118	60	80	218	722
1926	37	21	198	128	66	91	318	859
1927	20	21	168	83	55	61	302	710

toire de la Chambre de Zagreb et peut en faire partie seulement tout producteur légal (commerçant, industriel, artisan) habitant sur le territoire de la Chambre de Commerce de Zagreb. Aujourd'hui, la foire de Zagreb (Z. Z.) est la plus grande foire de l'Etat et devrait être considérée comme telle dans le pays tout entier.

Le mouvement de la foire de Zagreb est représenté par notable tableau N° 16 a. En 1922, parmi les exposants, il y

avait 81 % d'indigènes et 19 % d'étrangers. En 1925, la participation des indigènes était tombée à 54 %, en 1926 est remontée à 61 % et en 1927 à 65 %. En 1926 sur 522 exposants indigènes, 385, soit 72 % étaient de Croatie et de Slovénie, 55 soit 14 % de Slovénie, 42 soit 8 % de Serbie, 16 soit 3 % de Bosnie, 14 soit 2 % de Dalmatie et 10 soit 1 % de Voïvodine. Parmi les étrangers ce sont la France et l'Allemagne qui ont été numériquement les mieux représentées. La France et la Tchécoslovaquie avaient leur propre pavillon. En tout 13 pays étrangers ont participé à la foire : la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, l'U.R.S.S., la Belgique, l'Amérique, l'Angleterre, l'Italie, la Suisse, la Hongrie, la Suède, la Hollande et la Roumanie, c'est-à-dire tous les pays avec lesquels la Yougoslavie se trouve en relations commerciales d'une certaine importance. Si nous considérons maintenant les produits exposés, nous remarquerons que les articles de fer sont les mieux représentés avec 50 % d'exposants étrangers. Vient ensuite l'industrie textile pour laquelle il y eut en 1927 sur 83 exposants 77 nationaux et seulement 6 étrangers. L'industrie du cuir qui remplit les meilleures conditions de développement dans le pays a eu 17 exposants indigènes et 3 étrangers. Pour les produits du sol en 1926 sur 55 exposants on a compté seulement 30 indigènes et 25 étrangers. Les produits électriques ont eu en tout 50 exposants dont 17 indigènes seulement.

Le chiffre total des affaires faites à la foire était en 1922 de 250 millions de dinars, en 1923 de 300, en 1924 de 350, en 1925 de 210, en 1926 de 170 et en 1927 de 60 millions de dinars.

La Foire de Zagreb organise chaque année en plus de sa foire annuelle régulière une exposition spéciale d'automobiles et de machines agricoles. Le nombre de firmes qui ont exposé au Salon de l'Automobile a été en 1924 de 31, en 1925 de 44, en 1926 de 66, en 1927 de 43, en 1928 de 50. En 1928 il y avait au total 302 marques exposées dont 50 d'automobile, 17 de motocycles, 22 marques d'accessoires, puis 72 exposants de machines agricoles et 52 exposants de la petite industrie ménagère. Sur ces 302 exposants 83 appartiennent à des firmes du pays, firmes productrices, et 70 étaient des représentants de firmes étrangères. Les exposants étrangers

étaient au nombre de 149 et parmi eux la première place revient à l'Allemagne avec 44 firmes (dont 20 de machines agricoles et 10 d'automobiles) puis vient l'Amérique avec 25 firmes (13 marques d'automobiles et 4 de machines agricoles); l'Angleterre avec 17 (dont 5 marques d'automobiles); la France avec 14 (dont 9 marques d'automobiles); la Tchécoslovaquie avec 14 (dont 12 agricoles).

La Foire de Zagreb est d'une grande signification pour la culture économique de la Yougoslavie, bien qu'elle soit par son importance limitée plus ou moins au commerce du pays. Elle ne peut songer à atteindre le chiffre de 2.208 exposants, dont 168 étrangers, réalisé en 1925 par la Foire de Prague qui a réussi à concentrer tout le commerce de la République tchécoslovaque. Elle ne peut non plus se comparer à la foire de Leipzig qui compte environ 10.000 exposants dont 1.000 étrangers et qui est aujourd'hui avec Lyon le principal marché de l'Europe. La Foire de Zagreb a tout de même la physionomie d'une grande foire. Se trouvant dans le centre des régions les plus productives de la Yougoslavie, Zagreb a la perspective de devenir le vrai centre du commerce du pays. De même que Lyon qui réussit à garder par sa foire avec une puissance prédominante sur le commerce du pays, bien que le centre du commerce et de l'industrie française se trouve ailleurs, de même que Leipzig en Allemagne, Milan en Italie, aussi Zagreb, qui n'est pas le centre politique d'Etat, a toutes les chances de prendre une grande importance commerciale pour sa région et pour toute la Yougoslavie, grâce au succès de sa foire.

La deuxième foire d'échantillons tenue en Yougoslavie est celle de *Ljubljana* (Laybach). *Ljubljana*, ville située sur la voie romaine construite par Charlemagne et reliant l'Italie au Danube, a eu depuis les premiers jours de son existence une grande importance économique. L'époque la plus prospère pour cette ville a été le règne de Maksimilijan I qui a facilité par différents privilèges le développement de ses facultés naturelles. Vers la fin du dix-huitième siècle *Ljubljana*, devenue le siège des Provinces Illyriennes de Napoléon, a atteint alors sa plus grande importance. Le maréchal Marmont a particulièrement aidé au développement économique

de la ville qui lui doit beaucoup comme toutes les régions placées sous son administration. En 1849 a été construite la ligne de chemin de fer de Celje et Ljubljana, prolongée en 1857 jusqu'à Trieste. Tout cela a permis que Ljubljana devînt, en plus du foyer intellectuel de la Slovénie, son centre commercial. En Yougoslavie, la Slovénie, grâce à son industrie fortement développée, à sa force productrice la mieux organisée, à son capital national solide, à sa haute culture intellectuelle, a pris à côté des autres régions de la Yougoslavie un caractère économique privilégié. Ici il ne

TABLEAU N° 16 b

FOIRE D'ECHANTILLONS A LJUBLJANA (*Ljubljanski Velesejem*)
Participation des Exposants à la Foire selon des pays)

Année	Yougoslavie	Autriche	Tchéco-slovaquie	Allemagne	France	Italie	Angleterre	Les autres pays	Total
1921	?	?	?	?	?	?	?	?	470
1922	537	33	59	30	2	18	—	80	759
1923	585	48	24	37	20	—	6	38	776
1924	575	?	?	?	?	?	?	?	723
1925	510	?	?	?	?	?	?	?	653
1926	505	36	6	27	13	14	13	32	646
1927	494	36	12	39	10	5	8	19	623
1928	534	51	12	42	38	1	10	18	706

faut pas perdre de vue un fait que nous avons souvent répété, et à dessein, parce qu'il mérite toute notre attention : c'est l'activité, l'habileté et l'esprit de sacrifice des Slovènes qui les distinguent de leurs autres frères. La Slovénie a su se servir au mieux de la culture de Vienne, mais elle a su également ne pas s'en rendre esclave. Les Tchèques et les Slovènes sont les deux peuples slaves qui avaient le plus contribué par leur activité au développement économique de la monarchie austro-hongroise. Ce rôle, la Slovénie le joue aujourd'hui dans l'Etat yougoslave. Par son industrie avancée, et dont quelques branches ont trouvé ici l'unique possibilité de

développement, elle doit conserver sa prédominance dans l'industrie yougoslave.

La grande foire de *Ljubljana* a été tenue pour la première fois en 1921. Notre tableau N° 16 *b* représente son action (1).

En 1922 les firmes du pays y participent pour 70 %, en 1926 pour 78 %, en 1927 pour 79 % et en 1928 pour 75 %. En ce qui concerne des maisons étrangères les variations sont grandes : au lieu de 59 exposants tchécoslovaques en 1922 on n'en compte plus que 12 en 1928 (à Zagreb la Tchécoslovaquie avait 33 exposants en 1922 et 16 en 1927 par conséquent 50 % de moins, tandis qu'à *Ljubljana* la diminution est de 79 %). 12 pays étrangers sont représentés à la grande Foire, les mêmes qu'à la Foire de Zagreb, sauf l'U.R.S.S. et la Roumanie, mais nous trouvons en plus la Lithuanie. D'après les renseignements concernant l'année 1927 il y a eu environ 12.200 acheteurs à la Foire, se répartissant comme suit :

de Slovénie et Prokomurja.....	32,0 %
Croatie et Slavonie.....	19,5 %
Dalmatie	4,4 %
Voïvodine	7,1 %
Bosnie et Herzégovine.....	8,3 %
Serbie	20,1 %
Monténégro	1,1 %
étrangers	7,5 %
	100,00 %

Le caractère de la Foire de *Ljubljana* est plutôt celui d'un centre industriel. En 1926, sur 646 exposants, 536 étaient des industriels ou des artisans contre 110 commerçants seulement ; en 1927, sur 706 exposants, 542 appartenaient à l'industrie et aux métiers et 164 seulement au commerce. C'est

(1) Nous regrettons qu'on ait consacré beaucoup de moins de soin à sa statistique qu'à celle de la Foire de Zagreb. Ainsi, par exemple, il nous manque les renseignements détaillés pour 1924 et 1925 et, ce qui est encore pis, il n'a pas été publié de statistiques par branches. Pour l'année 1922 seulement on a su que le montant des affaires conclues à la foire était de 354 millions de dinars dont 31,9 pour l'industrie des machines, 57,8 pour l'industrie des métaux, 21,6 pour l'industrie du bois, 51,8 pour les articles d'alimentation, 46,3 pour les textiles et 144,4 millions de dinars pour le reste.

en cela que la Foire de Ljubljana diffère de celle de Zagreb. Tandis qu'à la première les firmes étrangères étaient représentées en 1926 dans une proportion de 22 %, à Zagreb ce pourcentage était en 1925 de 46 % ; à Ljubljana en 1927 21 %, à Zagreb cette même année, 35 %. Ainsi la première est une démonstration de la puissance industrielle du pays afin que les étrangers et les indigènes puissent connaître les produits de la Yougoslavie, tandis que la Foire de Zagreb est un centre commercial dont le but est de fournir au consommateur indigène les articles dont il a besoin, les marchandises venant soit du pays, soit de l'étranger ; nous pourrions dire que l'une est une foire nationale et l'autre tend à devenir une foire européenne. Ainsi la prospérité de l'une de ces foires est assurée sans qu'elle gêne le développement de l'autre ; toutes les deux sont d'une grande importance pour l'économie de la Yougoslavie.

Les autres foires et expositions organisées dans le pays comme celles qui ont lieu à Novi Sad, Bečkerek, Maribor, Split, Sarajevo et ailleurs ont uniquement une importance locale.

II. — LES BOURSES

Toutes les Bourses de la Yougoslavie sont des Bourses de commerce et de valeurs. Certaines Bourses, comme celles de Novi-Sad et de Ljubljana, qui étaient purement Bourses de commerce, ont organisé la cote des effets, tandis que la Bourse de Beograd qui était primitivement une Bourse de valeurs a accepté aussi le commerce des marchandises. Malgré cela, l'importance de toutes les Bourses n'est pas la même. Tandis que celles de Beograd et de Zagreb dominent pour les valeurs, les Bourses de Novi-Sad et de Ljubljana détiennent le commerce des marchandises.

D'après les rapports annuels des Bourses de Beograd et

de Zagreb, le total des transactions au cours des sept années (1920-1926) a été le suivant :

	ZAGREB		BEOGRAD	
	en milliers de dinars	%	en milliers de dinars	%
Effets	1.218.065	6,3	1.429.771	8,7
Devises	17.299.195	89,7	14.328.277	87,8
Valeurs	762.262	4,0	564.807	3,5
<i>Total</i>	19.279.522	100,0	16.322.855	100,0

Par son extension, la Bourse de Zagreb dépasse celle de Beograd. On voit sa supériorité surtout pour les devises, sur lesquelles les transactions étaient en 1921 supérieures de 1.190 millions (soit 50 %) aux transactions de la Bourse de Beograd. La Bourse de Beograd est plus importante pour les effets, et particulièrement pour le commerce des marchandises (pour ce dernier : 130 millions à Beograd et 19 millions seulement à Zagreb). En ce qui concerne les marchandises la Bourse de Beograd vient immédiatement après la Bourse de Novi-Sad. Mais deux Bourses : celles de Zagreb et de Beograd sont aujourd'hui principalement des marchés pour les devises. En 1921, le total des affaires était à Beograd presque le même qu'en 1926, tandis qu'il n'en est pas de même à Zagreb.

	ZAGREB		BEOGRAD	
	1921	1926	1921	1926
Effets	5,6	6,5	16,8	17,1
Devises	79,2	92,3	82,0	82,6
Valeurs	15,2	1,2	1,2	0,3
	100,0	100,0	100,0	100,0

En 1920, le total des affaires concernant les valeurs atteignait 195 millions et en 1926 : 40 millions de dinars seulement (à Beograd en 1920 : 311 millions et en 1926 : 9 millions de dinars).

Les articles principaux du commerce des Bourses de Beograd et de Zagreb sont les devises. Ce fait date surtout du jour où M. Stojadinović est entré au Ministère des Finances (décembre 1922). Il a pris la Banque Nationale comme principal instrument de sa politique monétaire et a obligé, par une loi, tous ceux qui vendaient des devises à le faire par l'intermédiaire des Bourses existant dans le pays. De plus la Banque Nationale a eu entre ses mains $\frac{1}{3}$ de toutes les devises reçues parce que tout vendeur de devises devait en offrir $\frac{1}{3}$ à la Banque Nationale (1). A chaque Bourse a été attribué un rayon pour le commerce des devises (à Ljubljana, la Slovénie; à Zagreb, la Croatie, Slavonie, Dalmatie, Bosnie et Herzégovine; à Beograd, la Voïvodine et la Serbie). Non seulement les devises du commerce d'importation et d'exportation doivent passer par l'une de ces trois Bourses, mais également les devises des crédits étrangers (2). Ainsi les devises étaient le principal moyen de règlement du dinar sur le marché international. La Banque Nationale augmentait d'une année sur l'autre son contingent de devises. En 1922 son stock était seulement de 42,7 millions, en 1925 il était de 828 millions. Comparons le total des transactions des devises avec le montant de ce que la Banque Nationale achète (en millions de dinars-papier) :

Année	Total des devises aux Bourses de Zagreb, Beograd et Ljubljana	La Banque Nationale en a acheté :	%
1921	1.844,8	274,1	15
1922	3.192,2	632,0	20
1923	5.171,2	1.821,5	35
1924	7.290,9	2.727,8	37
1925	7.621,9	3.434,7	45
1926	5.913,0	3.587,5	60
1927	5.396,0	4.313,0	80

(1) Ordonnance du Ministère des Finances du 25 Seutembre 1921, *Journ. Off.*, N° 214.

(2) *La Revue Economique de Belgrade*, 1928, N° 6, p. 135.

Enfin en 1927, la Banque Nationale a absorbé plus des trois quarts de toutes les devises. Les Bourses n'étaient pas autre chose que les auxiliaires de la Banque Nationale. Les devises représentaient plus des 3/4 de leurs affaires et ce marché a été suscité moins par l'offre et la demande que par la Banque Nationale, principal acheteur et principal vendeur de toutes les devises, comme nous le montrent ces indices sur le marché des devises des Bourses de Beograd et de Zagreb.

Année	Indice du trafic général des devises	Indice des devises après déduction de celles achetées par la Banque Nationale	Indice en din. papier du commerce		Indice commun du commerce d'importat. et d'exportat. en dinars-papier
			importation	exportation	
1921	100	100	100	100	100
1922	173	152	156	150	153
1923	280	288	200	326	248
1924	395	393	199	388	268
1925	413	362	212	362	267
1926	320	200	185	318	249
1927	292	69	176	260	207

Comme nous le voyons, exception faite pour les années 1923 et 1924, où les indices du trafic total des devises correspondent à l'indice des devises (sauf celles achetées par la Banque Nationale), les indices ne correspondent en aucune manière. L'indice commun du commerce extérieur se trouve constamment au-dessous du niveau des devises, ce qui prouve que la Banque Nationale a dominé le marché des devises par ses achats et ses ventes. Tandis que l'indice du commerce extérieur pour l'année 1922 était inférieur de 23 points à l'indice des devises, en 1925 il est inférieur de 51 points.

Parmi les diverses affaires, le mouvement des valeurs a été considérable pendant la baisse du dinar, mais cet état de choses a disparu depuis la stabilisation. Dans le trafic des fonds d'Etat entrent les obligations des dommages de guerre de 2,5 %, les obligations de l'emprunt d'investissement de 7 % et les obligations émises par la liquidation des rapports

agaires en Bosnie et Herzégovine de 4 %. Il n'y a aucun trafic sur les valeurs serbes d'avant-guerre, quoiqu'elles soient cotées aussi bien à la Bourse de Beograd qu'à celle de Zagreb, tandis que les emprunts contractés après la guerre (les deux emprunts Blair, celui de 1922 et celui de 1927) ne sont pas l'objet de transactions dans nos Bourses et ne figurent même pas sur les cotes officielles (1). Le plus grand trafic est celui des obligations des dommages de guerre qui guide aussi le mouvement des autres valeurs et la spéculation concentre toute son activité sur ce papier (2). Mais ce papier, bien que supérieur aux autres par son importance, n'a pas non plus un caractère spéculatif important. Les Bourses yougoslaves ne connaissent presque pas la spéculation : d'abord le capital manque ; de plus, le capital existant est concentré dans quelques banques. Les particuliers qui pourraient s'occuper de spéculation sont rares et nous ne parlerons même pas de la participation du public.

Les trois principales Bourses acceptent les actions de 68 entreprises financières ayant un capital souscrit de 1.243 millions de dinars et de 52 entreprises industrielles ayant un capital souscrit de 1.683,5 millions de dinars, en tout 120 entreprises dont le capital souscrit s'élève à 2.926 millions de dinars et dont les actions sont cotées aux trois bourses du pays. Leur trafic est insignifiant. Une grande partie de ces entreprises ne cotent leurs actions qu'afin d'en modifier la valeur selon les nécessités, et les inspireurs sont les sociétés elles-mêmes. Il y a 18 sociétés anonymes dont les actions sont cotées aussi en plus des Bourses du pays, aux Bourses étrangères (7 à Budapest, 3 à Prague, 12 à Vienne, puis à Genève, Lyon et Paris) et 7 sociétés anonymes dont les actions simplement enregistrées chez nous ne sont cotées qu'aux Bourses étrangères (3). Mais celles qui sont cotées aux Bourses du pays n'offrent pas un caractère spécial et digne de remarque. Sur le total des transactions aux trois Bourses 2.753 millions de dinars-or, les actions figurent en

(1) Le Ministère des Finances n'autorise même pas l'acquisition de ces titres dans les Bourses étrangères.

(2) *Revue Economique de Belgrade*, 1928, N° 6, p. 138.

(3) Une grande partie de ce qui précède a été écrit d'après l'article de M. le Dr Belin, de la *Revue Economique de Belgrade*, 1928, N° 6, p. 134-139.

tout pour 72 millions ou moins de 1 % (0,26 %) (voir Tableau N° 17).

TABLEAU N° 17

OPERATIONS DANS LES PRINCIPALES BOURSES YOUGOSLAVES
(en millions de dinars-or)

ANNEE	Les fonds d'Etat	Les devises	Les actions	Totaux
1920	0.67	105.24	27.12	133.03
1921	0.09	208.46	9.31	217.86
1922	0.20	221.89	4.47	226.56
1923	2.11	288.29	10.54	300.94
1924	17.58	482.05	9.11	508.74
1925	78.73	671.32	6.87	756.92
1926	63.41	540.88	5.07	609.36
Totaux	162.79	2.518.13	72.49	2.753.41

Les Bourses de commerce jouent un rôle beaucoup plus considérable dans le commerce que les bourses de valeur. La Bourse de Novi-Sad occupe une place en vue dans notre commerce agricole. La Voïvodine a transformé le commerce des céréales en Yougoslavie en un véritable monopole. Presque tout le blé destiné à la vente et provenant des autres provinces est concentré en Voïvodine d'où il est partiellement vendu dans tout le pays, et partiellement exporté à l'étranger. C'est ainsi que la Bourse de Novi-Sad dépasse de beaucoup les autres Bourses de la Yougoslavie, comme nous le voyons sur notre tableau N° 18, elle participe pour plus des 3/4 à tout le trafic des Bourses. Alors que la Bourse de Novi-Sad a un trafic annuel de marchandises moyen de 28.340 mille dinars-or, celle de Beograd, qui vient immédiatement après, a un trafic de 9.687 et celle de Zagreb, qui est la dernière, de 1.116 mille dinars-or (1). Le trafic des Bourses du commerce a subi, au cours des quatre dernières années, une grande augmentation. Tandis qu'en 1920, la Bourse de Zagreb seule avait un trafic de 1,4 millions de dinars-or,

(1) Le 1^{er} Octobre 1924, avec l'autorisation du Ministère du Commerce et de l'Industrie, N° 1611/2924, il a été fondé à la Bourse de Novi-Sad un département pour les effets d'un caractère tout à fait local. Le total du trafic de ce département a été de 1,2 mill., tandis que le trafic des marchandises a été de 292 mill. de dinars.

en 1922 son trafic et celui de Novi-Sad réunis atteignaient 27,2 millions. En 1927, il faut joindre aux Bourses précédentes celle de Ljubljana et, un an plus tard, celle de Beograd.

TABLEAU N° 18
MOUVEMENT DU TRAFIC DE MARCHANDISES DANS LES BOURSES
DE COMMERCE (en 1.000 dinars-or)

ANNEE	Novi Sad	Zagreb	Beograd	Ljubljana	Totaux
1920	—	1.405.42	—	—	1.405.42
1921	5.332.37	492.89	—	—	5.825.26
1922	26.436.11	810.56	—	—	27.246.67
1923	31.648.88	746.60	—	—	32.395.48
1924	38.776.48	990.16	—	506.83	40.273.47
1925	41.088.26	1.619.35	7.422.06	1.606.14	51.735.81
1926	26.760.37	1.752.89	11.952.84	2.190.50	42.656.60
Totaux	170.042.47	7.817.87	19.374.90	4.303.47	201.538.71
Pour 100 ..	84.4	3.9	9.6	2.1	100

Les principaux articles de toutes ces Bourses sont les céréales. La Bourse de Novi-Sad cote aussi le charbon, le bois, les graisses, le saindoux, les noix, les oignons, les haricots, mais tout cela sans importance pratique. La Bourse de Ljubljana seule a un trafic du bois un peu plus grand (en 1926 il y a passé en circulation 347 wagons de blé contre 3.492,5 wagons et 10 wagons de bois de chauffage). La Bourse de Novi-Sad seule a le trafic suivant (en quintaux) :

ANNEE	Blé	Autres produits agricoles	Produits de meunerie	Produits de l'élevage	Totaux
1921	154.740	15.236	23.780	695	194.451
1922	936.479	26.804	164.661	4.250	1.132.194
1923	1.675.440	36.500	224.248	2.411	1.938.599
1924	1.836.777	30.920	196.529	1.890	2.066.116
1925	2.193.950	21.550	134.540	—	2.350.040
1926	1.060.700	14.596	162.500	—	1.237.796
Totaux ..	7.858.086	145.606	906.258	9.246	8.919.196
Pour 100.	88.1	1.7	10.1	0.1	100

Le blé est l'un des principaux articles. En 1925, le commerce du blé a atteint son plus haut point et alors la répartition a été la suivante (en quintaux) :

Désignation	Quantité	Pourcentage
Froment	458.200	20,9
Maïs	1.709.750	78,0
Orge*	12.800	0,5
Avoine	12.900	0,6
Seigle	300	»
	<u>2.193.950</u>	<u>100,0</u>

Le maïs y participe avec 3/4 et le reste est constitué par le froment. Le maïs est le principal article du commerce des céréales chez nous ; il est le plus cultivé et aussi le plus demandé pour les propres besoins du pays ainsi que pour l'exportation (1).

Les progrès faits dans le commerce du blé par la Bourse de Novi-Sad pendant cette période de 1921 à 1926 sont très importants. De 154.000 quintaux de céréales ils atteignent en 1925, 2.193.000 quintaux, c'est-à-dire plus de 14 fois plus. La Bourse a concentré d'une année à l'autre le commerce des céréales, ce qui permet à la Bourse de Novi-Sad de jouer un rôle des plus importants dans toute la Yougoslavie (2).

La deuxième place est occupée par les produits de meunerie, dont 70 % sont constitués par la farine de froment. Les produits de l'élevage, de même que les autres, n'ont aucune importance.

III. — LES PRIX

Le mouvement des prix en Yougoslavie n'a jamais été régulier. La baisse et la hausse du dinar, qui devraient être les principales raisons des changements de prix, ont agi très inégalement sur le commerce intérieur du pays. L'abondance des récoltes, la politique économique du Gouvernement, l'influence du marché mondial sur le marché intérieur, d'autres facteurs encore ont joué parfois un grand rôle, parfois au contraire sont restés presque sans action. Notre agriculteur-commerçant n'a pas été, à ce point de vue, influencé par le

(1) En 1925 il a été exporté 1.011.273 tonnes de maïs ; c'était un maximum qui n'a pas encore été dépassé et qui a provoqué jusqu'à un certain point un grand trafic du maïs à la Bourse.

(2) Celle de Ljubljana a eu en 1925 un trafic de 39.900 quintaux, tandis que celle de Beograd comptait 641.907 en 1926.

commerçant de la ville qui adapte plus ou moins les prix de sa marchandise à l'état économique du pays. Les besoins du village diffèrent beaucoup des besoins de la ville. Quoique les uns dépendent des autres et qu'il y ait un lien permanent entre eux, leur influence réciproque n'est pas grande. Le paysan est un commerçant par nécessité; il vend sa marchandise suivant ses propres besoins et non d'après les besoins du marché. Or, les denrées périssables, comme les fruits et les légumes, n'ont pas l'influence générale qu'on pourrait croire et qui amènerait les prix à un certain niveau modérateur. Les mauvaises communications rendent difficile l'équilibre commercial, et les tarifs ferroviaires sont si élevés que souvent certaine marchandise ne pouvant pas supporter les frais de transport doit être consommée dans la région de production, même sans qu'on en ait aucun besoin. Les moyens de transport entre les villages et les villes ou bien entre les différents villages sont encore pires. En Yougoslavie les bourgs sont très dispersés, très éloignés les uns des autres. Dans le passé, le paysan, pour se protéger contre la tyrannie de ses maîtres, a cherché abri dans les montagnes, afin que l'accès de sa maison fût plus difficile. Peu nombreux sont les villages de Bosnie, d'Herzégovine et de Serbie qui sont situés dans la plaine, le long des rivières. Ainsi, les difficultés de communication entre eux sont sensiblement aggravées. Les routes carrossables sont rares entre deux villages, sauf dans la plaine, comme en Voïvodine, ou bien là où les villages ont été soumis, dans une assez grande mesure, à la culture européenne, comme en Slovénie. Toutes ces raisons empêchaient complètement l'équilibre du commerce dans le pays. L'accroissement de la production, l'augmentation de la consommation générale nécessitaient également un renforcement du commerce, un mouvement économique plus actif, qui ont eu une grande conséquence sur le niveau des prix. Quand le dinar baissait, l'industrie se développait en raison de l'accroissement de la demande; le paysan vendait mieux ses propres produits et achatait plus de produits étrangers. Le paysan pour vendre ne pouvait pas attendre les conditions les plus favorables: il vendait dès que la récolte était finie; aussi constatons-nous que les prix des produits agricoles étaient toujours différents de ceux des autres produits.

Pour illustrer le mouvement des prix, nous nous servirons

des indices du « *Privredni Pregled* » (Revue économique) que nous avons calculés d'après le cours du dinar-or en indice-or (1).

Les indices complets ne datent que de 1924. Pour l'année 1923, nous n'avons pu les trouver que pour trois mois : janvier, juin et décembre, ce qui nous complète, jusqu'à un certain point, les autres indices. Pour les années précédentes, où le mouvement des prix présenterait un vif intérêt, les sources authentiques n'existent pas. Il n'y a que le *Trgovinski Kalendar* (Calendrier commercial) qui a publié un tableau du mouvement des prix sur une petite échelle par 14 articles différents :

Année	Indice	d'après le cours du dinar :
1913.....	100	100
1919.....	225	209,2
1920.....	976	173,9
1921.....	875	98,8
1922.....	1.415	98,4

Les prix, quoiqu'ils aient monté, n'ont pas atteint, au cours des deux dernières années, le niveau d'avant-guerre. En 1919 l'indice-or nous indique un niveau des prix élevé qui s'ex-

(1) Les indices des prix intérieurs ne sont pas calculés officiellement. Ils sont publiés uniquement par le *Privredni Pregled*, revue économique hebdomadaire, et par M. Al. Vegner dans la *Revue Economique de Belgrade*.

Les indices sont calculés d'après l'année 1913 égale à 100. La classification est la suivante :

Le premier groupe des articles agricoles contient dix sortes différentes : le froment, l'orge, l'avoine, le maïs, deux sortes de farine, le son, les haricots, les pommes de terre, le foin (les prix sont toujours établis par 100 kg.). Le deuxième groupe : le bétail et les produits d'élevage contient huit catégories : le bœuf, le porc, le mouton (évalués par kg. de viande vivante), puis le saindoux, les œufs, la volaille, les cuirs, la laine (toujours pour 1 kg.). Le troisième groupe : 4 sortes de fruits et de produits dérivés, les pruneaux secs, le chanvre (1 kg.), le vin blanc (1 litre), l'eau-de-vie (le degré). Le quatrième groupe contient 8 sortes : des matériaux de construction, les différents produits de bois, les briques, les huiles, le sable, la chaux, le ciment. Le cinquième groupe, les produits coloniaux, contient 13 articles : le café, le sucre, le riz, le poivre, l'huile, les bougies, le pétrole, l'essence, le cacao, le thé, l'alcool, les essences, tout pour 1 kg. Le sixième groupe, produits industriels, comprend 13 articles : différents produits en fer, le cuivre, l'étain, le verre, le coton, les produits en cuir, le papier.

L'indice général comprend, par conséquent, 56 articles.

Voir : *Privredni Pregled*, Godišnjak, 1926, p. 236-237 ; *Naša Narodna Privreda*, Beograd, 1927, p. 25-27 ; La *Revue Economique de Belgrade*, N° 1-2, 1926 ; N° 3, 1928.

plique par le caractère transitoire de cette époque. L'année 1922 nous montre déjà une forte hausse des prix par rapport à l'indice ordinaire général des autres années. Le dinar a perdu cette année-là beaucoup de sa valeur.

En 1923, époque à laquelle le dinar a commencé à prendre place sur le marché mondial, les prix étaient assez stables. L'indice général était monté seulement de 12,5 points, ce qui représente une différence de 11,8 %. La plus forte hausse est marquée par les prix du bétail et des produits de l'élevage qui ont monté de 44,9 % ; la plus faible par les prix des produits coloniaux qui ne montent que de 5,1 %. Le coefficient de variation des prix du bétail était cette année de 16,00, tandis qu'il n'était que de 1,88 pour les produits coloniaux. En 1923 également, la balance commerciale a montré un grand progrès dans les exportations, particulièrement dans les produits agricoles. En 1922, on a exporté pour 162 millions de dinars-or de produits agricoles et pour 68,8 millions de dinars-or de matières premières, tandis qu'en 1923 il a été exporté 281,4 millions des premiers et 135,7 des seconds.

Un mouvement des prix beaucoup plus fort s'est manifesté en 1924. Le dinar a commencé à modifier sa courbe et les prix ont varié beaucoup plus que les années précédentes. Les céréales dont l'indice était de 108,6 au mois de décembre 1923, ont atteint un an plus tard 164,2 soit moitié de valeur en plus ; d'autres articles ont augmenté davantage (le bétail 73 % de plus, les fruits 71 %, matériaux de construction 55 %) tandis que le dinar était au mois de décembre 1924 dans une situation de 30 % meilleure qu'au mois de décembre 1923 par rapport au dollar. L'amélioration du dinar a commencé dès le début de 1924, tandis que les prix ont commencé à monter principalement dans le deuxième semestre de 1924 ; à ce moment tous les prix étaient fortement en hausse. Si nous regardons notre tableau général des indices N° 19, nous voyons que la plus grande différence mensuelle s'est produite pour le bétail dont l'indice monte de janvier à février de 18,7 %, de 29,4 points. La hausse des prix des fruits et dans l'industrie était également sensible, tandis que les céréales leur cédaient le pas. La moindre différence mensuelle était pour les produits coloniaux, 10,3 % (c'est la plus grande différence minimum dans la hausse des prix).

En 1925, les prix atteignent leur maximum. Le dinar n'a été complètement stabilisé qu'à la fin de cette année. En 1925, on a aussi diminué les tarifs d'exportation ainsi que les taxes de chemins de fer, ce qui a eu pour conséquence que la balance commerciale du pays a atteint son point le plus haut, et qu'elle a baissé continuellement jusqu'à présent. Les prix, ayant atteint leur maximum entre juillet et août, ont commencé à baisser. La baisse n'a pas été partout la même. Tandis que les céréales baissaient de 27,6 % de juillet à novembre, le bétail, après une faible baisse au mois de novembre, monte en décembre de 6 % par rapport à juillet de la même année. La forte baisse des céréales a été provoquée plutôt par la baisse sur le marché mondial : le prix du froment de Bačka et de Serbie était au début de 1925 de 480 dinars pour le froment de Bačka et de 410 dinars pour le froment de Serbie, tandis qu'au mois d'octobre, le prix était de 260 et au mois de décembre de 290. A Chicago, le prix a baissé de 205 cents pour un boisseau à 149,37 au mois de novembre, et il est remonté à 187,5 au mois de décembre, et après une bonne récolte, qui avait rendu possible une exportation très favorable et beaucoup plus importante que l'année précédente.

La situation des fruits était très instable. Tandis que les prix des fruits étaient en baisse durant toute l'année, le prix de l'eau-de-vie montait. Les vins marquaient aussi par leurs prix une situation médiocre : l'exportation en devenait plus mauvaise d'une année à l'autre, tandis que la production croissait tous les ans. Les produits industriels, plutôt sous l'influence de la stabilisation du dinar, ont gardé des prix très stables.

En 1926, le mouvement des prix fut plus faible que précédemment. Les prix étaient en grande baisse et tous, sauf ceux des céréales, ont passé au-dessous du minimum de l'année 1925. La plus grande baisse des fruits a atteint 31,5 %, surtout au mois de juin où ils perdent 14 % de leur valeur par rapport au mois de mai. Les céréales ont baissé surtout à partir d'août où elles perdaient 13,5 points par rapport à juillet. La baisse la plus faible concerne les produits coloniaux, surtout d'octobre à novembre : 2,8 %. Le seul trait marquant est le prix des matériaux de construction qui monte de 15,1 % au mois

TABLEAU N° 19
INDICES DES PRIX DE GROS DE 1924 à 1927
Exprimés en dinars-or
(1913=100)

MOIS	1924						
	Céréales	Bétail	Fruits	Prod. indust.	Prod. constr.	Prod. colonia.	Indices génér.
Janvier	134.8	154.2	53.4	155.4	121.0	97.9	119.4
Février	151.3	183.6	63.2	166.4	131.1	107.1	133.5
Mars.....	155.7	158.6	64.3	161.5	133.0	108.7	130.6
Avril	151.0	147.1	62.2	159.5	132.3	108.0	126.5
Mai.....	143.6	133.2	66.3	146.6	136.2	107.6	122.3
Juin	131.8	135.1	68.6	142.9	132.0	104.6	119.1
Juillet	134.1	142.0	73.7	146.4	132.4	104.6	122.2
Août	144.1	158.5	86.0	153.4	133.9	109.2	130.8
Septembre	148.1	170.0	98.5	157.9	151.5	108.8	139.1
Octobre	151.5	174.6	121.8	149.4	156.4	113.0	144.5
Novembre.....	151.7	189.3	130.0	158.0	169.6	120.4	153.1
Décembre	164.2	205.3	142.5	171.3	175.9	124.6	164.0
Moyennes	146.8	162.6	85.9	155.7	142.1	109.5	133.8

MOIS	1925						
	Céréales	Bétail	Fruits	Prod. indust.	Prod. constr.	Prod. colonia.	Indices génér.
Janvier	180.8	189.1	155.3	172.7	183.0	128.0	168.0
Février	185.5	168.7	156.1	169.2	197.0	127.8	167.4
Mars.....	181.7	166.6	154.1	171.7	202.7	127.9	167.4
Avril	182.2	157.1	165.6	170.0	203.8	128.6	167.9
Mai.....	189.0	146.8	162.8	166.6	186.0	129.3	163.4
Juin	196.5	154.6	146.1	173.3	175.0	134.9	163.4
Juillet	175.5	163.2	149.1	186.3	169.6	136.4	163.4
Août	142.9	165.9	129.9	181.5	164.1	130.3	152.4
Septembre	135.5	174.1	118.8	176.6	163.0	129.6	149.5
Octobre	123.1	169.9	114.9	173.9	160.4	126.8	144.5
Novembre.....	127.0	163.9	130.6	171.5	163.0	124.5	146.6
Décembre	135.7	174.0	135.6	170.9	163.0	124.6	150.6
Moyennes	162.9	166.1	143.2	173.6	177.5	129.0	158.7

TABLEAU N° 19
INDICES DES PRIX DE GROS DE 1924 A 1927
Exprimés en dinars-or
(1913 = 100)

MOIS	1926						
	Céréales	Bétail	Fruits	Prod. indust.	Prod. constr.	Prod. colonia.	Indices génér.
Janvier	136.6	148.0	140.5	166.2	160.4	124.9	146.3
Février	125.6	141.2	140.3	160.4	158.9	124.7	141.9
Mars	126.0	150.6	140.3	156.7	174.0	124.0	145.2
Avril	129.6	150.1	137.6	155.6	172.5	124.9	145.3
Mai	132.2	149.8	124.9	153.9	160.0	125.3	140.9
Juin	140.6	128.8	108.8	153.6	159.9	124.5	136.9
Juillet	147.7	126.5	108.9	150.9	156.6	121.9	135.3
Août	134.2	125.6	96.2	150.1	164.9	121.9	132.1
Septembre	124.5	132.4	101.9	151.8	170.8	121.5	133.6
Octobre	128.3	140.0	106.2	153.2	172.2	121.0	136.7
Novembre	134.6	147.5	112.8	153.9	173.4	117.5	140.0
Décembre	134.6	155.9	112.7	150.8	174.7	120.9	141.5
Moyennes	132.9	141.3	119.2	154.8	166.5	122.7	139.6

MOIS	1927						
	Céréales	Bétail	Fruits	Prod. indust.	Prod. constr.	Prod. colonia.	Indices génér.
Janvier	146.9	147.3	107.9	151.4	176.3	120.6	141.4
Février	153.9	143.6	107.7	150.0	177.0	118.5	141.6
Mars	156.3	142.7	107.6	149.7	170.4	118.4	141.2
Avril	155.8	145.2	108.2	150.3	174.0	118.3	141.9
Mai	163.8	147.9	108.2	150.1	174.0	117.9	143.9
Juin	157.9	133.9	108.2	150.1	177.3	117.4	140.8
Juillet	152.3	137.7	113.1	148.5	164.3	116.6	138.7
Août	175.3	151.2	120.9	150.4	164.2	119.0	146.8
Septembre	172.2	146.3	115.5	151.5	164.0	117.9	144.7
Octobre	169.9	153.4	103.4	153.1	159.3	118.5	142.9
Novembre	165.8	148.6	103.5	153.9	159.5	118.7	142.8
Décembre	173.4	146.3	107.0	154.9	166.1	118.5	144.2
Moyennes	161.9	145.3	109.2	151.1	168.8	118.3	142.5

de mars par rapport au mois de février. L'indice général des prix de 1926 a été plus mouvementé, mais l'écart entre le maximum et le minimum fut moindre que l'année précédente.

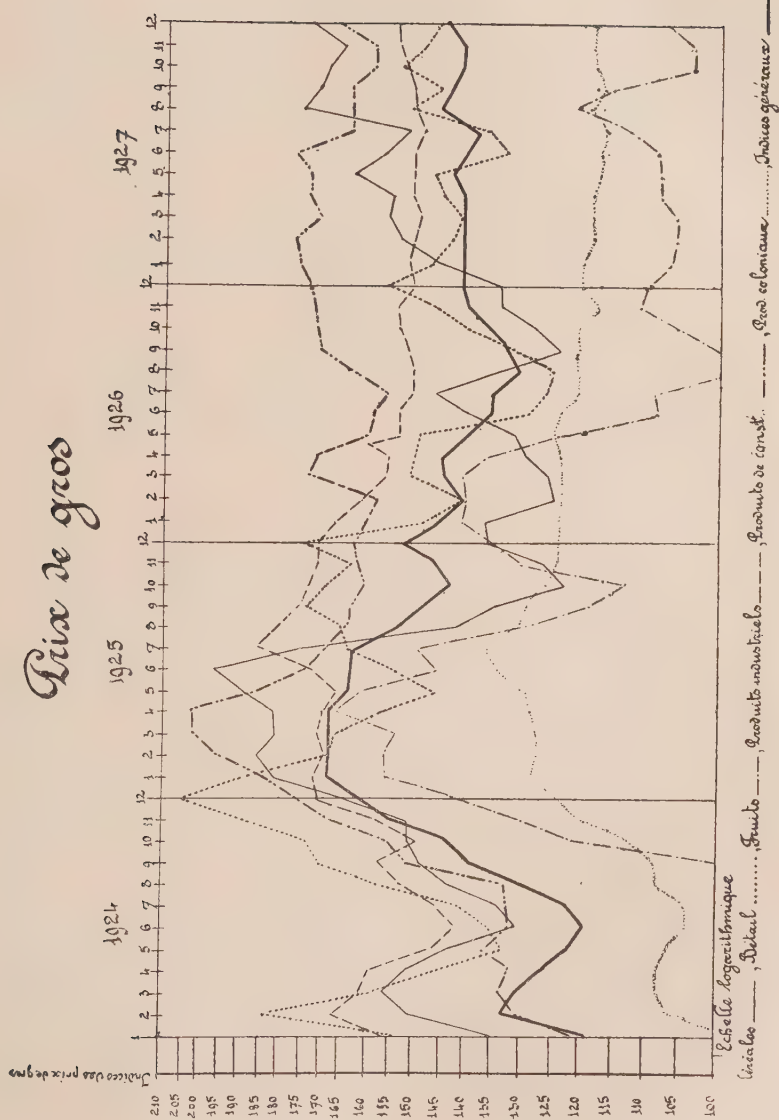
L'année 1927 est la première année qui marque un progrès rationnel de nos conditions économiques après l'amélioration du dinar. Cependant une mauvaise récolte occasionna de nouveaux ennuis, et le commerce extérieur tomba pour la première fois au-dessous du niveau de 1924. L'écart maximum est marqué par les céréales qui ont monté de juillet à août de 23 points ou 15,1 %, tandis que le minimum a été atteint par les produits industriels (1,1 %). La grande chute du prix des céréales a duré jusqu'au mois de juillet par suite de l'attente d'une bonne récolte; cependant l'année a été des plus pauvres; la sécheresse, qui dura tout l'été, causa de sérieux dommages, surtout aux céréales, maïs et froment, et les prix ont monté très rapidement. Le bétail aussi a perdu de son prix par suite de la mauvaise récolte, tandis que les autres articles sont restés généralement sans changement sérieux.

Si nous comparons entre elles toutes les années de 1924 à 1927 où la variation des prix était la plus grande et la plus petite par mois, nous aurons ce tableau :

		MAXIMA		MINIMA
1924	Bétail	29,4 points ou 18,7 %	Produits coloniaux	9,2 points ou 10,3 %
1925	Céréales	32,6 points ou 18,5 %	Produits coloniaux	6,1 points ou 4,5 %
1926	Bétail	21,0 points ou 14,0 %	Produits coloniaux	3,5 points ou 2,8 %
1927	Céréales	13,5 points ou 15,1 %	Produits industriels	1,9 points ou 1,1 %

Il en résulte que la plus forte variation est celle du bétail de janvier à février : 18,7 %. Les produits agricoles ont accusé les plus grandes fluctuations, tandis que les prix des articles d'importation ont toujours été les plus stables.

Pour mieux souligner cette différence dans les mouvements des prix, nous indiquons dans notre tableau N° 20, les maxima et les minima avec les différences et les pourcentages. Comme on le voit, les céréales, le bétail, les fruits ont,



au cours de toutes ces années, dépassé les autres produits. Le plus grand bond a été fait en 1924 par les fruits dont le prix a monté de 129,1 % d'avril à décembre. Un autre est celui du bétail du mois de mai au mois de décembre de cette année : 54,05 %. Le moindre, celui de l'industrie en 1927 :

TABLEAU N° 20
MAXIMA ET MINIMA DES PRIX DE GROS

ANNEE	GROUPES	Maxima		Minima		Différ.	0/0
1924	Céréales	déc.	164.2	juin	134.1	+30.1	22.65
	Bétail	déc.	205.3	mai	133.2	+72.1	54.05
	Fruits	déc.	142.5	avril	62.2	+80.3	12.91
	Produits industriels ..	déc.	171.3	juin	142.9	+28.4	19.87
	Produits de construct. ..	déc.	175.9	janvier ..	121.0	+54.9	45.36
	Produits coloniaux ..	déc.	124.6	janvier ..	97.9	+26.9	27.27
	Moyenne.....						49.71
1925	Céréales	juin.	196.7	octobre .	123.1	-73.6	37.41
	Bétail	janvier ..	189.1	mai	146.8	-42.3	22.37
	Fruits	avril	165.6	octobre .	114.9	-50.7	30.62
	Produits industriels ..	juillet ...	186.3	mai	166.6	+19.7	11.82
	Produits de construct. ..	avril	203.8	octobre .	160.4	-43.4	21.00
	Produits coloniaux ..	juillet ...	136.4	novemb. .	124.5	-11.9	8.73
	Moyenne.....						21.97
1926	Céréales	juillet ...	147.7	septemb..	124.5	-23.2	15.71
	Bétail	décemb. .	155.9	août....	125.6	+30.3	24.12
	Fruits	janvier ..	140.5	août....	96.2	-44.3	31.53
	Produits industriels ..	janvier ..	166.2	août....	150.4	-15.8	9.50
	Produits de construct. ..	décemb. .	174.7	juillet ...	156.6	+18.1	11.56
	Produits coloniaux ..	mai	125.3	novemb. .	117.5	-7.8	6.22
	Moyenne.....						16.44
1927	Céréales	août....	175.3	janvier ..	146.9	+28.4	19.33
	Bétail	août....	153.4	juin	133.9	+19.5	14.56
	Fruits	août....	120.9	octobre .	103.4	-17.5	14.47
	Produits industriels ..	décemb. .	154.9	juillet ...	148.5	+6.4	4.31
	Produits de construct. ..	février ..	177.0	octobre .	159.3	-17.7	10.00
	Produits coloniaux...	janvier ..	120.6	juillet ...	116.6	-4.0	3.31
	Moyenne.....						10.99
	Moyenne générale.						24.78

4,31 %, du mois de juillet au mois de décembre. En 1924, la tendance de tous les prix était à la hausse qui a continué jusqu'au milieu de l'année 1925 où commence la baisse, tandis que dans les deux années suivantes les prix ont varié irrégulièrement. La plus forte baisse s'est produite en 1926 pour les céréales dont les prix diminuèrent de 37,4 % du mois de juin au mois d'octobre; puis pour les fruits : 31,53 % du mois de janvier au mois d'août. La baisse la plus légère est celle des produits coloniaux en 1927 : 3,31 % du mois de janvier au mois de juin. La différence annuelle moyenne entre les maxima et les minima était en 1924 de 49,71 %, en 1925 de 21,97 %, en 1926 de 16,44 % et en 1927 de 10,99 %, et, si nous voulons avoir la moyenne des quatre années, nous constatons que l'écart des prix entre les maxima et les minima est réciproquement pour les quatre groupes et pour la période 1924-1927 de : 24,78 %.

Notre tableau N° 21 nous servira à examiner le nivellement général des prix. Le tableau de la variation des prix nous représente le mouvement de ceux-ci au cours de l'année et dans chaque groupe par rapport à la moyenne annuelle de ce groupe. Nous avons transformé, pour rendre l'aperçu plus facile, les indices mensuels en indices trimestriels et, à l'aide de ceux-ci, nous avons calculé les écarts. Le standard de déviation représente la distance moyenne entre tous les indices des prix aussi bien pour la hausse que pour la baisse de la base qu'ils représentent. Le coefficient de la variation est le chiffre qui représente le mouvement général des prix dans chaque groupe au cours de chaque année.

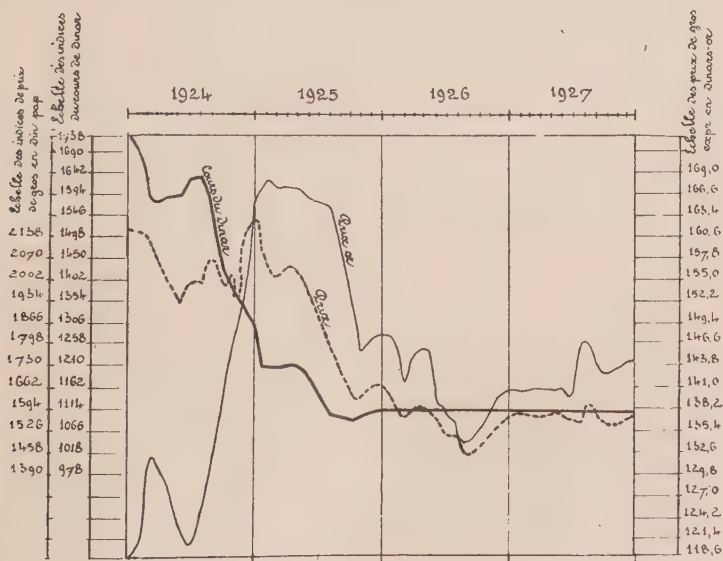
Voyons la situation des écarts moyens, qu'on appelle encore standard de déviation. Voici ceux des céréales : 5,59; 24,46; 2,28 et 6,7. Le mouvement a été par conséquent le plus fort en 1925 et les prix diffèrent beaucoup de ceux des autres années. En 1925, les prix des céréales étaient, aussi bien chez nous que sur le marché mondial, très instables, en raison de ce qu'on a jeté sur le marché mondial de grandes quantités de blés russes. Le bétail eut le plus grand standard de déviation : 18,40 en 1924, la faiblesse des exportations en est la raison. Le mouvement de standard des fruits était le plus fort. En 1924 il atteint le maximum général de tous les écarts : 27,99; l'année suivante 13,58, puis 14,31 et le plus

TABLEAU N° 21
VARIATION DES PRIX DE GROS

ANNEE	GROUPE	Standard de déviation	Indices moyennes	Coefficient de variation
1924	Céréales	5.59	146.8	3.81
	Bétail	18.40	162.6	11.30
	Fruits	27.99	85.9	32.53
	Produits industriels	4.74	155.7	3.04
	Produits de construction	15.09	142.1	10.61
	Produits coloniaux	5.69	109.5	5.20
	Moyennes	15.45	133.8	11.52
1925	Céréales	24.46	162.9	15.01
	Bétail	8.25	166.1	4.98
	Fruits	13.58	143.2	9.48
	Produits industriels	4.49	173.6	2.58
	Produits de construction	15.73	177.5	8.79
	Produits coloniaux	4.40	129.0	3.45
	Moyennes	13.76	158.7	8.67
1926	Céréales	2.28	132.9	1.70
	Bétail	7.85	141.3	5.55
	Fruits	14.31	119.2	11.98
	Produits industriels	3.75	154.8	2.42
	Produits de construction	3.88	166.5	2.32
	Produits coloniaux	2.01	122.7	1.63
	Moyennes	7.12	139.6	5.10
1927	Céréales	6.7	161.9	4.14
	Bétail	2.5	145.3	1.72
	Fruits	4.3	109.2	3.93
	Produits industriels	1.5	151.1	0.92
	Produits de construction	6.08	168.8	3.60
	Produits coloniaux	0.54	118.3	0.45
	Moyennes	4.30	142.5	3.02
	Moyennes générales	11.14	137.3	8.11

bas 4,3 en 1927. Les produits de construction avaient également un mouvement assez sensible et en 1924 par leur standard de déviation ils occupent la troisième place, en 1925 la deuxième, en 1926 la troisième et en 1927 la deuxième. Le standard de déviation annuel de tous les groupes était en 1924 de 15,45, en 1925 de 13,76, en 1926 de 7,12 et termine par 4,30.

L'état des coefficients ne diffère pas beaucoup de l'état des standards de déviation. La plus grande différence est celle qu'on trouve pour les fruits, 32,53 en 1924; la moindre pour les produits coloniaux : 0,45 en 1927. Les coefficients de l'année 1924 montrent de grands écarts entre eux. Ainsi le plus grand coefficient est plus de dix fois supérieur au plus petit. Même remarque pour le coefficient annuel des variations qui est de 11,52, tandis que celui de l'année 1925 est de 8,67. En 1925 seulement, les céréales ont marqué un grand nombre de points; en 1926 ce sont les fruits, tandis que l'année 1927 était très calme, et le plus grand coefficient de cette année — celui des céréales — était de 4,14. Cette chute est exprimée par nos coefficients avec : 11, 8, 5,



3, et ils nous montrent *la véritable échelle du mouvement des prix en Yougoslavie*. Tandis qu'ils montaient en 1924 de 11 et continuaient à monter en 1925 de 8, en 1926 ils descendaient de 5,10 et en 1927 ils montaient ce nouveau de 3. Ainsi le niveau des prix se trouve encore assez élevé par rapport à celui de 1923 ou de 1924. Prenons, par exemple, les céréales dont l'indice était au mois de décembre 1923 de 108,6, en 1924 de 164,2 et au mois de décembre 1927 de 173,4 soit 64,8 points ou 60 % au-dessus du niveau de 1923, 9,2 points ou 5 % au-dessus de 1924. Le bétail était au mois de décembre 1927 de 28 points au-dessus du niveau de 1925 et de 3,8 points au-dessus du niveau de 1924. L'indice des fruits était en 1927 de 24 points au-dessus de celui de 1923 et de 35,5 au-dessous de celui de 1924. Seuls les indices de l'industrie étaient en 1927 inférieurs au niveau de 1923 et 1924.

Si nous comparons la situation générale de chaque groupe au cours des années pour lesquelles nous avons des données précises, nous obtiendrons les résultats représentés par le tableau N° 22. Le plus fort mouvement des prix, comme on le voit, est celui des fruits qui montent de 36,8 points en 1925, tandis qu'ils étaient en 1923 de 32,2 points au-dessous de la moyenne de cinq ans. Leur standard de déviation était de 24,41 et leur coefficient de variation de 23. La deuxième place est occupée par les produits de construction dont le niveau de 1925 était beaucoup au-dessus du niveau de 1923 (64 points), leur standard de déviation était de 23,34, leur coefficient n'est que de 14,87 en raison de l'élévation de l'indice. La troisième place, par leur standard de déviation, revient au bétail dont le maximum a été atteint également en 1925. La quatrième place aux produits coloniaux dont les prix ont monté jusqu'à la dernière année au cours de laquelle on a enregistré une légère baisse. Cela a amené une grande différence entre la moyenne des cinq années qui est de 111,9 et l'année 1923 (32 points). Le standard de déviation est de 17,15 et le coefficient des variations de 15,42. Le standard de déviation des prix du bétail était de 21,02 mais le coefficient est très petit en comparaison: 14,55 seulement. Le mouvement des prix le plus calme a été celui des produits industriels qui avaient déjà traversé une crise avant la stabilisation du dinar. Le maximum pour les produits industriels

pris isolément avait été atteint en 1923. Après une certaine effervescence en 1925, les prix sont restés au-dessous du niveau de 1923.

Ainsi, à les envisager par groupes, les plus grands coefficients de variation des prix ont été ceux des fruits, des produits coloniaux, des matériaux de construction, du bétail, dont le mouvement ne varie guère (15-14) tandis que les céréales s'écartent un peu de ce chiffre avec 11,9 et que les produits industriels en sont les plus éloignés, le mouvement de leurs prix ayant été moitié moindre que celui des céréales et presque trois fois moindre que celui des prix des fruits; la situation générale de mouvement par groupes est représentée par les chiffres : 14,14.

Le tableau N° 23 nous montre le mouvement des prix chaque année d'après les indices généraux annuels de chaque groupe. Le niveau des prix a été constamment en décroissance de 1923 à 1927, c'est-à-dire jusqu'au moment où les prix des fruits et des céréales ont commencé à être plus instables. L'écart moyen de 1923 qui était de 34 a baissé en 1926 de plus de moitié à 16,85 et il est monté en 1927 d'un tiers. Les coefficients ont été en décroissance presque régulière jusqu'à 1925, depuis ils ont monté constamment, mais avec une vitesse inférieure à celle avec laquelle ils avaient baissé. Le coefficient général de variation a été de 17,68, tandis que dans chaque groupe il a été de 14,14, ce qui signifie que le mouvement a été plus grand par année que par groupe. Il est caractéristique de remarquer que les prix des fruits et des produits coloniaux ont toujours été inférieurs au niveau général annuel, tandis que ceux des produits industriels et de construction ont été au-dessus de ce niveau; les produits agricoles, sauf dans un cas, ont toujours été supérieurs à l'indice moyen annuel.

Telle était la situation des prix de gros. Les prix de détail nous sont inconnus, mais ils nous montreraient toujours une différence beaucoup plus forte entre les produits agricoles et les produits industriels. Les prix auxquels vendent les paysans diffèrent énormément des prix pratiqués par les commerçants des villes. Nous regrettons de ne pas pouvoir exposer le caractère relatif des marchés des villes et des marchés des villages, parce qu'il n'y a dans le pays aucune donnée

TABLEAU N° 22

[illegible]

TABLEAU N° 23

VARIATION DES PRIX DE GROS PAR ANNEE DE 1923 à 1927.

[illegible]

statistique certaine sur ce sujet. Mais il y a un fait : c'est qu'en raison de la faible organisation du commerce intérieur, il n'existe aucun lien permanent entre les deux. Même pour les articles de commerce les plus courants : blé, volaille, prunes, œufs, cuirs, il n'existe aucun moyen sûr pour en développer le commerce sans obstacle. Des quantités importantes de ces marchandises périssent parce qu'on ne sait pas ou parce qu'on ne peut pas les amener sur le marché où elles deviendraient productives. Ce sont autant d'obstacles à l'établissement de l'équilibre et au plein développement du commerce. Tant qu'ils ne seront pas aplanis, ce qui pour certains d'entre eux exigera des années de travail assidu, le commerce intérieur et, avec lui, la situation économique générale du pays, ne pourront pas atteindre leur plein épanouissement.

IV. — LES FAILLITES

Après la guerre, le commerce a été chez nous presque nul. Au cours des années de guerre, dans les pays de l'ancienne Autriche-Hongrie, on faisait commerce d'une marchandise qui n'aurait trouvé aucun usage en temps de paix. A cette époque, du reste, les commerçants étaient des gens privilégiés et dévoués à l'Autriche-Hongrie. Les modifications politiques ont mis fin à cet état de choses. On apporta sur le marché des marchandises nouvelles ; les gens du pays commencèrent à s'occuper de commerce. La baisse du dinar y a beaucoup contribué, ainsi que la mauvaise politique économique du Gouvernement. Car le mouvement du dinar ne s'est pas produit sur une grande échelle et il n'aurait pas provoqué autant de conséquences pour le commerce et l'industrie du pays si ceux-ci avaient reposé sur une base plus forte et plus saine. Mais dans l'état des choses, la plus légère variation du dinar avait une importante répercussion. La baisse du dinar fit augmenter considérablement le nombre des maisons de commerce, mais dès son amélioration, elles tombèrent avec une vitesse incroyable. Les faillites déclarées croissaient chaque année depuis 1924, comme suit : 228 %, 139 %, 274 %. Ainsi, le nombre de faillites en 1924 fut inférieur de

919 % à celui de 1927. Le commerçant qui ne possédait ni capitaux, ni expérience, et qui commençait à faire du commerce, voyant que celui-ci rapportait dans un délai très court des sommes très élevées, devait fatalement sombrer, puisque faire du commerce exige de l'expérience et du savoir. Les premiers arrivés tombèrent tout de suite, tandis que les derniers ne sont pas encore tombés. Maintenant les commerçants apparaissent plus rarement à l'horizon et il se manifeste aussi une certaine méfiance entre l'acheteur et le vendeur, ce qui a restreint aussi le développement économique du pays.

Pour exposer la situation d'insolvabilité et spécialement les faillites, nous sommes obligés de nous servir de l'unique source qui peut nous être utile, l'exposé du *Jugoslavensko Društvo za Zaštitu vjerovnika, Zagreb* (Société yougoslave pour la protection des créanciers, Zagreb). Cette société, fondée en 1923, avec le but de protéger tout créancier en cas d'insolvabilité, fut la principale défense contre l'arbitraire de certaines personnes qui profitaient des lacunes de la loi. En Yougoslavie, il existe encore des provinces dans lesquelles sont appliquées cinq législations différentes sur les faillites (le Monténégro ne connaît pas l'insolvabilité). Toutes ces lois diffèrent essentiellement les unes des autres. Les lois autrichiennes de Dalmatie et de Slovénie et surtout la loi serbe protègent suffisamment le créancier, mais les lois hongroises de la Croatie, de la Slavonie et de la Voïvodine, ainsi que les lois de Bosnie et d'Herzégovine ne correspondent nullement à la situation du pays. La loi sur les douzièmes budgétaires pour les mois de janvier et février 1922, a étendu la loi nommée « *Zakon o prinudnoj nagodbi* » (sur le compromis obligatoire) de Croatie et de Slavonie à tout le Royaume. Sur les insistances pressantes des milieux économiques, elle a été abrogée le 1^{er} avril 1925, mais n'a été remplacée jusqu'à présent par aucune autre loi et, de plus, l'ancienne loi sur les faillites n'a pas été complétée.

Dans ces conditions, le rôle de la Société a été d'une grande importance pour la vie économique. En 1927, la Société comptait 428 membres, elle avait 1.114 informateurs et environ 200 avocats. Elle publie une statistique du nombre des faillites pour tout le pays et de la situation des autres insolvable dans la mesure où cela concerne ses membres.

Quoique cette statistique ne soit pas complète, parce qu'elle ne nous fournit en dehors des faillites qu'un état incomplet des insolvable dans le pays, nous nous en servons parce qu'elle nous donne quand même une petite image, d'ailleurs fidèle, de ce qui s'est passé.

TABLEAU N° 24

FAILLITES

Mois	1925	1926	1927	Total
Janvier	12	61	79	152
Février	14	48	121	183
Mars	9	103	149	261
Avril	16	77	77	170
Mai	14	52	102	168
Juin	26	83	77	186
Juillet	47	72	80	199
Août	31	51	57	139
Septembre	28	56	83	167
Octobre	31	71	84	186
Novembre	59	72	71	202
Décembre	61	86	80	227
<i>Total.....</i>	348	832	1.060	2.240

Le tableau N° 24 que nous avons fait d'après les exposés de la Société pour la Protection des Créanciers, nous montre le mouvement mensuel des faillites au cours des trois dernières années. Les faillites progressaient sans cesse : en 1927, il y en eut trois fois plus que deux ans auparavant. En 1925, tous les deux mois, le nombre des faillites doublait. En 1926, le nombre des faillites a été, chaque mois, presque double de celui du mois correspondant de l'année précédente. En 1927, la différence est moins grande, mais la situation de chaque mois (sauf trois avec une petite différence) a été supérieure à la situation de l'année précédente. Si nous voulons, par conséquent, comparer les variations des faillites, nous voyons que l'année 1925 a été la plus mouve-

mentée, bien que pourtant, les faillites aient été cette année beaucoup moins nombreuses. La moyenne mensuelle a été en 1925 de 87, en 1926 de 208, en 1927 de 265, c'est-à-dire qu'en 1925 elle a été inférieure de 139 % à celle de 1926 et 204 % à celle de 1927. Celle de 1926 a été de 27,3 % inférieure à celle de 1927. Le coefficient de 1925 a été, en raison du petit nombre des faillites, beaucoup plus grand que les années suivantes, quoique le standard de déviation de 1927 ait été plus grand que celui de l'année 1925. Nous voyons que les faillites ont été les plus nombreuses en décembre 1925 : 61 ; en mars 1926 : 103 et en mars 1927 : 149 ; le maximum de 1925 a été dépassé en 1926 de 62,3 % et celui-ci a été dépassé en 1927 de 44,6 %. Les minima étaient beaucoup moins brusques : celui de 1925 (mois de mars) a été dépassé en 1926 (février) de 43,3 % et en 1927 (août) de 18,7 %.

Le mouvement des faillites par province a été inégal. Tandis que dans les provinces de l'ancienne Autriche-Hongrie, le commerce avait une certaine base et quelque préparation, en Serbie il a été anéanti par l'occupation autrichienne et allemande et, après la libération, il fallut l'organiser de nouveau. Pour cette raison, les faillites étaient beaucoup plus nombreuses en Serbie que dans les autres provinces.

Pendant que la Serbie participe en 1926 pour 54,7 % au total des faillites, sa participation monte en 1927 à 67,8 %, et pour le premier semestre de 1928 à 69,5 % où elle représente plus de 2/3 de toutes les faillites. En 1928, nous voyons pour la première fois le nombre de faillites décroître, en Bosnie et Herzégovine de 64,2 %, en Voïvodine de 33,3 %, en Croatie et Slavonie de 40 % et en Serbie de 13,4 % seulement. En Serbie, l'augmentation des faillites de 1926 à 1927 a été de 57,4 %, ce qui est une preuve de sa situation commerciale très agitée. En dehors de la Serbie, le nombre des faillites s'est accru seulement en Slovénie et en Dalmatie de 9,5 %, tandis qu'il a diminué en Bosnie et Herzégovine de 26,4 %, en Voïvodine de 24,2 % et en Croatie et Slavonie de 1,75 %. En tout, les faillites ont augmenté de 27,4 % en 1927.

La Société Yougoslave pour la Protection des Créanciers n'a pas pu pénétrer partout et particulièrement en Serbie, ni

rassembler autour d'elle tous ceux qui sont exposés au danger d'un commerçant malchanceux. Elle représentait en 1925 60 % de toutes les faillites, tandis qu'en 1926, elle ne repré-

TABLEAU N° 25
LES FAILLITES PAR PROVINCE.

	1926	%	1927	%	Augm. (+) Dimin. (—) en %	1928 1 se- mes- tre	%	Dimin. (—) Augm. (+) en rap. de 1927 en %
Croatie et Slavonie	115	13.8	113	10.6	—1.75	48	10.0	—40
Serbie et Monté- négro	456	54.7	718	67.8	+57.4	338	69.5	—13.7
Slovénie et Dalma- tie	95	11.3	104	9.8	+ 9.5	57	12.0	+ 6.5
Bosnie et Herzégo- vie (1)	42	5.4	31	2.9	—26.1	5	1.0	—64.2
Voïvodine	124	14.8	94	8.9	—24.2	38	7.5	—33.5
Totaux	832	100.0	1.060	100.0	+27.4	486	100.0	—19.6

sentait que 20,8 % et en 1927 que 19,2 %. Le tableau suivant nous montre la situation des faillites qui ont été mandatées par la Société. Là nous voyons que le nombre de faillites concordataires a été minime. Sur les sommes dues, il a été payé 0,76 % en 1924, 1,45 % en 1926 et 1,48 % en 1927, ce qui est plus que catastrophique. En 1926, 63,8 % des faillites représentées par la Société n'ont reçu aucune satisfaction et, de plus, 38 faillites n'ont pas été achevées, 6 compromis obligatoires et 5 faillites sur 106 cas(en 1924), soit 10,3 % de cas concordataires viennent confirmer que les créanciers n'ont eu de la faillite aucun profit. Comme il a été remarqué dans l'exposé de la Société, pour l'année 1926, p. 2, sur les 9 cas qui ont abouti à un concordat en 1925, 3 ont été terminés avec une quote-part supérieure à 20 % et 6 inférieurs à 20 % (la plus forte quote-part a été pour un cas de 31,14 %, la plus petite de 1,5 %). En 1926, sur 10 faillites concordat-

(1) En Bosnie-Herzégovine, une difficulté nous empêche de constater exactement la situation des faillites. D'après les lois de cette province, peut être déclaré en faillite seulement le commerçant enregistré, tandis qu'une quantité de petits commerçants disparaissaient sans faillite. Par conséquent, il ne faut pas s'imaginer, d'après nos données, que la situation a été bonne à ce point de vue en Bosnie et Herzégovine, car ces indications ne contiennent pas toutes les liquidations.

taires, 4 cas étaient supérieurs à 20 % et 6 au-dessous de 20 % (la plus grande quote-part a été de 35,15 % et la plus petite de 1,50 %). Sur les 204 affaires représentées par la Société en 1927, 83 affaires (pour lesquelles la Société rassemble les renseignements) avaient un actif de 30 millions et un passif de 73 millions, soit 58 % d'insolvabilité, ce qui est presque exagéré. Le passif total de 118 affaires représentées par la Société (elle en a représenté seulement 41) était de 84 millions, ce qui est encore pire.

Ces indications nous sont fournies par les données rassemblées par la Société pour la Protection des Créanciers qui, ainsi que nous l'avons vu, n'a représenté en 1927 que 19,9 % de toutes les faillites dans le pays. Pour les autres, on ne sait ni les conditions de la conciliation, ni l'importance de l'insolvabilité. De quelle utilité seraient ces renseignements, il n'est même pas nécessaire de le souligner. Mais ce sera longtemps encore l'inconnu. Nous voudrions seulement insister sur ce point que le pays aurait besoin d'une aide du législateur en pareil cas. Une meilleure loi n'empêcherait pas seulement une telle augmentation des faillites qui avaient souvent un caractère factice, mais elle ferait revenir la confiance dans le commerce.

Les données de la Société sur la situation des faillites dans lesquelles elle est intervenue nous montrent ce qu'est le concordant volontaire :

	Nombre des faillites avec la concil. volont.	% de la quote-part moyenne obtenu
1924.....	65	64,5 %
1925.....	80	67,05 %
1926.....	117	45,73 %
1927.....	115	40,04 %
ou les quotes-part de la faillite :		
	Affaires	% de la quote-part totale obtenue
1924.....	6	31,04 %
1925.....	18	44,08 %
1926.....	40	31,21 %
1927.....	64	37,27 %

Ces chiffres sont loin des chiffres de ceux que nous avons vus pour les faillites. Une conciliation volontaire donne la liberté d'agir au débiteur, mais le créancier aussi y est beaucoup plus intéressé, parce qu'il a la possibilité d'intervenir. Le résultat des conciliations volontaires des années 1926 et 1927 (dans lesquelles la Société est intervenue) a été le suivant :

Obligations complètement satisfaites.....	50,50 %
Obligations partiellement satisfaites.....	33,70 %
Cas présentant les difficultés.....	8,01 %
Cas portés devant la Justice.....	3,9 %
Faillites déclarées (1).....	3,9 %

Dans plus des 4/5 des affaires, il y eut un accord conclu à la satisfaction aussi bien du débiteur que du créancier, tandis que pour les faillites, il n'y en eut que 14,3 % de satisfaisantes, mais qui ne sauvèrent pas le débiteur et ne profitèrent pas au créancier. Le vide qui se trouve entre la conciliation volontaire et la faillite devrait être comblé le plus tôt possible soit par une nouvelle loi sur les faillites, soit par une loi spéciale sur la conciliation obligatoire qui correspondrait à la situation du pays (2).

Le problème des faillites est lié étroitement à la question du commerce intérieur. Le résoudre, c'est-à-dire donner au créancier une sécurité qu'il n'a pas aujourd'hui; c'est aussi aider à guérir le commerce des grands maux qui arrêtent aujourd'hui le progrès économique du pays.

(1) Exposé de la Société pour la Protection des Créanciers pour l'année 1927, p. 9.

(2) Le 23 Novembre 1929, le Roi a signé le nouveau décret relatif aux faillites et compromis obligatoires, lequel entrera en vigueur le 1^{er} Mai 1930. Donc le premier pas vers le mieux est déjà fait.

CHAPITRE DEUXIEME

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

La vie du commerce extérieur avant la Yougoslavie. — Les balances commerciales comparatives de 1920-1927. — Les indices du commerce extérieur. — Les principaux articles d'exportation et d'importation. — Participation des pays étrangers à l'exportation et à l'importation.

I

La guerre mondiale a laissé la Yougoslavie dans un état fort trouble vis-à-vis de ses voisins. Si le règlement des questions politiques avec eux était difficile, la situation du commerce extérieur n'était pas moins compliquée. Avant la guerre, chacune des provinces de la Yougoslavie d'aujourd'hui avait son commerce extérieur; chacune avait ses articles spéciaux et ses besoins propres. Au cours des premières années qui suivirent la guerre, on en resta simplement et dans la mesure du possible, au *statu quo ante bellum*. Tandis que l'Autriche réussissait à attirer de nouveau ses anciens clients, la Hongrie ne pouvait y parvenir: sa place était prise par l'Italie. Ces deux pays absorbent presque les 3/4 de toutes les exportations et environ les 3/5 de toutes les importations de la Yougoslavie. La Tchécoslovaquie est le troisième pays avec lequel la Yougoslavie a de fortes relations commerciales. Tous trois accaparent aussi bien les importations que les exportations, non pas qu'ils soient les consommateurs prin-

cupaux de nos articles ou qu'ils assurent notre consommation, mais parce que ces pays, spécialement l'Autriche et l'Italie, sont les intermédiaires commerciaux entre la Yougoslavie et les autres nations. Au temps de la monarchie austro-hongroise, toute marchandise venant du Sud prenait la direction de Vienne si elle provenait des provinces autrichiennes, et de Budapest si elle provenait des provinces dépendant de la couronne de Saint-Étienne. Au début, comme les relations politiques entre la Yougoslavie et la Hongrie étaient tendues, Vienne attira la majeure partie du commerce à elle. En Autriche la marchandise est réemballée, mise au point, souvent simplement transformée, puis exportée comme un article de fabrication autrichienne. Avec l'importation, il se passe exactement la même chose. L'Autriche a dans toute la Yougoslavie ses agents commerciaux. Celui qui se servait de cet intermédiaire avant guerre s'est également adressé à lui aussitôt après la guerre. Il est universellement connu que le commerçant yougoslave ne se trouvait pas en rapports directs avec les producteurs des autres pays étrangers. Ce ne sont pas seulement les provinces de l'ancienne Autriche-Hongrie qui subissaient l'influence de Vienne, mais aussi la Serbie. En 1905, la Serbie exportait 72.115 bœufs dont 71.937 en Autriche-Hongrie; elle exportait 122.204 porcs, dont 121.930 en Autriche-Hongrie; 93.000 tonnes de froment, dont 84.000 en Autriche-Hongrie; sur 17.588.577 kg. d'orge, 17.578.577 kg. en Autriche-Hongrie; sur 20.476.279 kg. de maïs, 20.457.094 en Autriche-Hongrie. Ce n'est qu'au commencement de la fatale guerre douanière entre les deux Etats (1906) que la Serbie a cherché un autre débouché sans jamais pouvoir se débarrasser complètement de l'influence austro-hongroise. Après la Libération, le même processus s'est renouvelé. L'Autriche, l'Italie et la Tchécoslovaquie continuent à détenir le gros des exportations et des importations. Tandis que les exportations vers l'Autriche décroissaient d'une année à l'autre, en raison de ses paiements irréguliers, elles croissaient vers la Tchécoslovaquie. Aujourd'hui, tandis que l'importation décroît du côté de l'Italie, elle croît du côté de la Tchécoslovaquie, mais le commerçant s'adresse comme auparavant à l'intermédiaire étranger. La raison en est autant l'incapacité commerciale de nos habitants que la politique

commerciale de notre Etat qui n'est pas équilibrée, mais aussi l'idée inexacte que le monde étranger se fait de notre situation économique.

Si nous examinons le mouvement général de notre commerce extérieur, nous distinguerons 3 périodes :

1° De 1919 à 1924;

2° De 1924 à 1927;

3° L'année 1927.

Dans la première période la balance commerciale était fortement passive. En 1919, la valeur des exportations n'atteignait que 23,03 % de celle des importations, tandis que, d'après la quantité, le rapport des importations aux exportations était de 100 à 186 (voir le Tableau n° 26). L'Etat se trouvait alors en voie de formation, au sens complet du mot. La lutte politique intérieure battait son plein et notre expansion économique était complètement négligée. La Serbie écrasée et dévastée, la Bosnie dénuée de tout avaient le besoin le plus pressant de relever tant soit peu leur économie. Le Gouvernement lui-même, conscient de la situation du pays, interdit l'exportation des produits agricoles, frappa quelques articles d'exportation de fortes taxes, etc... Les traités de commerce conclus avec le Royaume de Serbie furent en majeure partie renouvelés, mais ils n'étaient pas adaptés à la Yougoslavie dont le commerce avait besoin de directives différentes. A cet état passif du commerce extérieur, venait s'ajouter l'instabilité du dinar. Dans toute l'Europe Centrale, avec laquelle la Yougoslavie était particulièrement en relations commerciales, éclatait une crise monétaire. La balance commerciale en fut fortement affectée. Il arriva que les commerçants ne recevaient pas les expéditions payées ponctuellement, ou que leur créancier perdait beaucoup de valeur entre l'époque de la vente et celle du paiement. Ainsi, même le retour à une situation intérieure normale ne put rendre l'équilibre à la balance commerciale avant l'année 1924, où enfin, pour la première fois, la balance commerciale accusa un actif de 86,9 millions de dinars-or, et le rapport, d'après la quantité est de 347 % plus favorable; c'est à ce moment aussi, après que le dinar eut atteint son cours le plus bas (1923) qu'il commença à se relever. La situation des autres pays voisins était aussi plus favorable et le commerce

TABLEAU N° 26
VUE GENERALE DU COMMERCE EXTERIEUR

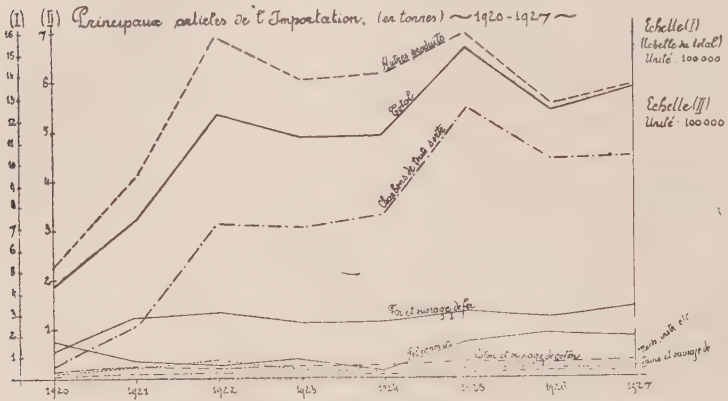
ANNEE	QUANTITE			%	VALEUR			
	Exportation	Importation	Excédent de l'exportation en plus de l'importation		en tonnes	en dinars-or	Exportation en plus (+) ou en moins (-) de l'importation	
1919	282,679	155,170	127,509	186,0	164,052,078	712,263,038	548,210,960	23.03
1920	915,186	439,563	475,623	208,20	235,398,028	617,782,285	382,384,257	38.10
1921	1,583,658	733,638	850,020	215,83	278,063,344	465,797,033	187,733,689	59.69
1922	2,213,881	1,232,414	981,467	179,63	256,572,959	447,774,813	191,201,854	57.29
1923	3,025,914	1,123,019	1,902,895	269,98	448,723,049	463,262,177	14,539,128	96.86
1924	3,915,700	1,127,686	2,788,014	347,27	629,368,337	542,470,639	86,897,698	116.02
1925	4,398,466	1,513,862	2,884,604	290,55	784,311,824	770,953,559	13,358,265	101.73
1926	4,884,718	1,241,054	3,643,664	393,62	715,128,933	698,078,850	17,050,083	102.44
1927	4,251,459	1,331,256	2,920,203	318,60	585,949,965	664,801,175	80,851,210	87.84
Totaux	25,471,661	8,897,662	16,573,999	286,27	4,095,568,517	5,383,183,569	1,287,615,052	75.38

marquait une avance sur les années précédentes. Il est certain que ce saut a été proportionnellement plus fort que l'amélioration réalisée dans l'économie du pays; ce qui le prouve, c'est la nouvelle baisse au cours de l'année suivante. Cette amélioration légère de la situation n'a duré que trois ans, pendant lesquels la balance commerciale yougoslave est restée active. Déjà en 1927, où la grande sécheresse a provoqué dans l'économie du pays une faiblesse générale, la balance commerciale accuse un passif très sensible. Nous verrons qu'au cours de ces trois périodes, les mouvements des valeurs des marchandises exportées et importées — exprimées en dinars-or — par rapport à la quantité n'ont pas été les mêmes. Si nous prenons comme base les chiffres indices de l'année 1920 (dans toutes nos comparaisons, nous avons pris pour base l'année 1920, première année pour laquelle nous avons obtenu des données statistiques nécessaires), nous tracerons le tableau suivant (1) :

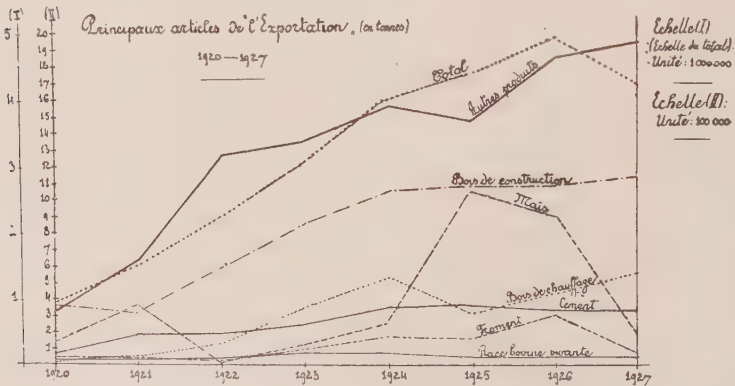
	Valeur (en dinars-or)		Quantité	
	Exportation	Importation	Exportation	Importation
	—	—	—	—
1920.....	100	100	100	100
1921.....	118	75	174	167
1922.....	108	72	241	280
1923.....	190	74	330	255
1924.....	267	87	428	256
1925.....	333	124	480	344
1926.....	303	112	533	282
1927.....	248	107	464	302
	—	—	—	—
Moyennes.	208	94	344	248

(1) Pour déterminer le dinar-or, nous nous sommes servi ici du cours moyen d'après la Bourse de Beograd, comme nous le verrons plus tard. Mais la Direction Générale des Douanes a exprimé la balance commerciale, non seulement en dinars-papiers, mais aussi en dinars-or. Seulement, nos calculs sont très différents de ceux de la Direction Générale des Douanes. Nous ne savons pas d'après quel calcul la Direction est parvenue à cet état de dinars-or, mais il est plus que probable que ses chiffres ne sont pas exacts. Voilà pourquoi nous préférons nous servir du cours moyen de dinar-or établi d'après nos recherches.

Tandis qu'avec l'augmentation de la valeur des exportations, nous constatons aussi une augmentation de la valeur



des importations, la quantité des marchandises exportées croissait d'année en année, excepté en 1927, et l'importation fléchit en 1926 très sensiblement. Nous apercevons en même



temps que le rapport entre les valeurs et les quantités est très irrégulier. Tandis que les chiffres de la valeur des exportations sont presque toujours dans le rapport de 1 à 2 avec les

chiffres de la quantité des exportations, au contraire, le rapport des importations ne peut pas être généralement déterminé. Le signe le plus caractéristique est constitué par les variations de la valeur des importations par rapport à la quantité des importations. Tandis que la première se trouve trois fois en décroissance et quatre fois au-dessous du niveau de 1920, la quantité des importations est en baisse deux fois et dépasse de beaucoup la situation de 1920. Cette différence est provoquée aussi bien par la situation du dinar sur le marché mondial que par la situation des monnaies des pays avec lesquels la Yougoslavie se trouve en relations commerciales. De là cette irrégularité qu'on remarque dans le rapport des importations et des exportations.

Pour pouvoir juger de l'allure de la balance commerciale des huit dernières années, considérons le rapport de la valeur et de la quantité pour chaque année. Cent tonnes de marchandises ont été importées ou exportées et payées en milliers de dinars-or :

	Exportation	Importation
1920.....	25,7	140,5
1921.....	17,5	63,5
1922.....	11,6	36,3
1923.....	14,8	41,2
1924.....	16,0	48,1
1925.....	17,8	50,8
1926.....	14,6	56,8
1927.....	13,7	49,8
Prix moyen 1920-1927..	16,4	60,8
	(différence de 368 %)	

Le rapport moyen entre la valeur des achats et celui des ventes est de 368 %.

La Yougoslavie est un pays agricole au sens complet du mot : non seulement elle vit de ses produits agricoles, mais elle ne les transforme même pas. Presque tout est exporté

comme produit brut et importé comme produit manufacturé : le bois, le cuir, les minéraux, les céréales, le bétail. Pour se procurer ce produit fabriqué, il faut trois à quatre fois plus de marchandise et d'argent. En 1920 pour 100 tonnes de marchandises exportées on recevait 25.700 dinars-or et pour 100 tonnes de marchandises importées on payait 140.500 dinars-or, soit plus de cinq fois plus. La situation la plus favorable se produisit en 1925 où, pour la marchandise achetée, il fallait payer 2,8 fois plus qu'on n'obtenait pour les marchandises vendues. La moyenne pour 100 tonnes de marchandises vendues est de 16.400 dinars-or et pour 100 tonnes de marchandises achetées 10.800 dinars-or.

Qu'est-ce que la Yougoslavie importe et exporte ?

Pour répondre à cette question, nous avons réparti l'ensemble commercial en quatre groupes : l'agriculture, les matières premières et les produits semi-ouvrés, les produits manufacturés, excepté les textiles et les produits textiles (1). Nous suivrons chaque groupe séparément pendant toute la période de notre étude, afin de pouvoir donner une conclusion générale sur la situation. Nous regrettons beaucoup de n'avoir pu utiliser les comptes-rendus de la Direction Générale des Douanes qui ont été faits en kg., pièces et m³. Ce défaut, qui se fait fortement sentir dans la statistique de notre commerce extérieur, nous a empêché de donner un aperçu détaillé du mouvement de nos groupes et nous devons nous contenter d'un tableau fort simple qui a été publié en 1927 (voir Tableau N° 27 et nos figures graphiques).

Les exportations de la Yougoslavie consistent dans leur majeure partie en produits agricoles, puis 1/3 en matières premières, comme le bois, les métaux, les cuirs, etc..., et à peine 1/10 pour le reste. Cela vient renforcer notre affirmation que la Yougoslavie est un pays essentiellement agricole dont les 75 % de la population paysanne entretiennent le

(1) Sous le titre d'agriculture, nous classons : les céréales, la farine, le bétail, les produits d'élevage, les comestibles et autres aliments ; dans les matières brutes et les semi-ouvrées nous rangeons entre autres : le bois, les cuirs, les produits du tabac ; pour les textiles nous avons pris tout l'article V du tarif douanier.

TABLEAU N° 27
TABLEAU COMPARATIF DE QUANTITÉS DES PRINCIPAUX ARTICLES PENDANT LES ANNÉES 1920-1927

EXPORTATION

Désignation	1920		1921		1922		1923		1924		1925		1926		1927		Total	
	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%
Bois de construction ..	362.370	39,60	326.642	20,60	588.284	26,57	844.597	27,91	1.046.292	28,21	1.051.225	23,90	1.086.341	22,24	1.150.071	27,05	6.455.822	25,63
Race bovine vivante ...	343	0,04	32.464	2,05	31.615	1,43	61.953	2,05	50.430	1,28	33.405	0,76	38.063	0,78	39.673	0,93	287.946	1,12
Maïs	127.077	13,89	329.919	20,83	11.464	0,52	102.158	3,38	245.146	6,26	1.011.273	22,99	894.716	18,31	197.689	4,65	2.919.442	11,58
Bois de chauffage	11.247	1,23	50.107	3,16	112.750	5,09	351.903	11,63	508.798	12,99	304.559	6,92	407.459	8,34	557.365	13,11	2.304.188	9,18
Froment	41.593	4,54	47.073	2,97	24.576	1,11	96.458	3,19	172.401	4,40	169.958	3,86	297.285	6,08	64.053	1,51	913.397	3,63
Ciment	68.073	7,44	180.953	11,43	182.583	8,25	235.648	7,79	341.628	8,72	354.423	8,06	320.271	6,56	317.427	7,46	2.001.006	7,94
Les autres produits	304.483	33,26	616.500	38,96	1.262.609	57,03	1.333.197	44,05	1.551.005	38,14	1.473.623	33,51	1.840.583	37,69	1.925.181	45,29	10.307.181	40,92
Totaux	915.186	100	1.583.658	100	2.213.881	100	3.025.914	100	3.915.700	100	4.398.466	100	4.884.718	100	4.251.459	100	25.188.982	100

IMPORTATION

Coton et ouvrages de	16.996	3,87	29.316	3,99	22.447	1,82	27.248	2,43	27.930	2,48	30.524	2,02	28.342	2,28	32.531	2,44	215.334	2,46
Fer et ouvrage de fer ..	57.710	13,13	129.174	17,61	135.977	11,03	119.488	10,64	120.239	10,66	142.210	9,39	131.682	10,61	150.105	11,28	986.585	11,28
Laine et ouvrages de	2.480	0,56	5.284	0,72	5.348	0,43	7.293	0,65	5.663	0,50	6.914	0,46	8.147	0,66	7.839	0,59	48.968	0,56
Sel commun	78.206	17,79	38.953	5,31	28.931	2,35	36.625	3,26	14.544	1,29	71.525	4,75	86.749	6,99	77.366	5,81	432.899	4,95
Charbons de toute sorte	38.426	8,74	101.555	13,84	315.600	25,61	307.651	27,39	333.765	29,60	545.747	36,05	440.529	35,50	449.206	33,74	2.532.479	28,97
Machines, instruments,	10.309	0,24	28.012	3,82	31.488	2,56	23.181	2,07	15.441	1,37	23.883	1,58	22.926	1,85	20.541	1,54	175.761	2,00
appareils, etc., ...	235.436	55,67	401.344	54,71	692.623	56,20	601.533	53,56	610.104	54,10	693.059	45,75	522.679	42,11	593.668	44,60	4.350.466	49,78
Les autres produits	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux	439.563	100	733.638	100	1.232.414	100	1.123.019	100	1.127.686	100	1.513.862	100	1.241.054	100	1.331.256	100	8.742.492	100

niveau économique. On exporte les produits des campagnes ainsi que le bois et les minéraux. Si le paysan peut bien cultiver sa terre, si le temps est favorable pour les semailles, la récolte est bonne, alors la situation économique se relève et la balance commerciale s'améliore. Si la récolte est bonne, le paysan ne manque de rien parce que c'est son principal revenu et la circulation de l'argent s'accroît, tandis que si la récolte est mauvaise le paysan est démuné. Ce phénomène existe partout, mais il n'est nulle part plus marqué qu'en Yougoslavie : sauf l'agriculture le paysan n'y possède que deux ressources : l'exploitation des mines et l'industrie forestière. Mais ni l'une ni l'autre ne peuvent satisfaire même de loin aux besoins que crée une mauvaise récolte, parce qu'elles ne sont pas suffisamment développées pour employer tous les travailleurs. Cela provoque dans le pays une crise économique qui souvent peut être très sensible.

Le groupe des produits agricoles occupe dans les exportations chaque année la même étendue. En 1919, où la balance commerciale était la plus faible, les produits agricoles y participent pour 80 %. Les fluctuations politiques qui ont des répercussions sur la vie économique en général, se font très peu sentir sur la production agricole. Nous n'affirmons pas que l'exportation des produits agricoles soit le facteur principal de la balance commerciale, mais d'elle dépend plus que de toute autre chose le fait que la balance se trouve favorable ou non, comme le prouvent les années 1920 et 1927.

En ce qui concerne l'importation des produits agricoles, elle consiste surtout en riz et en légumes. Les céréales sont importées principalement de la Hongrie qui réexporte le blé importé de chez nous, la Serbie du Sud les importe de Grèce et la Dalmatie d'Italie.

Les matières premières et semi-ouvrées occupent la deuxième place dans les exportations. Ce sont également des articles qui ne changent pas la position générale du commerce extérieur. Que notre industrie n'ait encore aucune signification pour l'extérieur, les chiffres nous le prouvent. Si elle s'est développée au cours de ces dernières années, ce qui est un fait que nous verrons plus tard, *ce développe-*

TABLEAU N° 28

TABLEAU DU COMMERCE EXTERIEUR (en dinars-or)

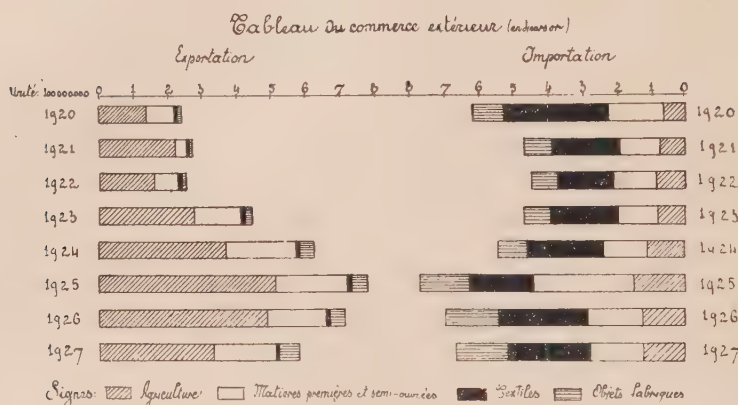
EXPORTATION :

	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	Totaux
Agriculture	139.197.181	223.997.751	162.500.209	281.448.879	370.901.634	517.119.743	492.415.157	333.725.622	2.521.306.176
Matières premières et semi-ouvrées ..	71.792.217	37.829.990	68.850.982	135.755.014	206.263.492	203.365.159	166.931.291	186.151.701	1.076.939.846
Textiles.....	5.610.457	7.420.940	10.309.639	9.258.350	14.204.474	18.389.611	13.698.445	13.183.691	92.075.607
Industrie	18.798.175	8.814.663	14.912.129	22.260.806	37.998.737	45.437.311	42.084.040	50.888.951	241.194.810
Totaux	235.398.028	278.063.344	256.572.959	448.723.049	629.368.337	784.311.824	715.128.933	583.949.965	3.931.516.439

IMPORTATION :

	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	Totaux
Agriculture.....	66.424.464	74.426.680	84.122.375	80.107.867	111.594.145	150.063.002	122.083.574	120.558.563	809.380.670
Matières premières et semi-ouvrées ..	162.919.756	115.580.028	120.798.800	111.270.591	128.355.261	292.315.043	166.028.831	158.029.050	1.255.297.360
Textiles.....	304.277.960	198.264.263	165.845.477	198.009.253	216.964.584	184.444.655	253.658.098	239.306.670	1.760.770.960
Industrie	84.160.105	77.526.062	77.908.161	73.874.466	85.556.649	144.130.859	156.308.347	146.906.892	845.471.541
Totaux	617.782.285	465.797.033	447.774.813	463.262.177	542.470.639	770.953.559	698.078.850	664.801.175	4.670.920.531

ment ne pouvait exercer encore aucune influence sur la balance commerciale.



Dans les importations, les produits textiles, qui sont très peu fabriqués chez nous, occupent la première place. Il ne faut pas oublier que le paysan se sert très peu de vêtements de ville, de linge fin, de tricot, de chaussettes. Ces articles sont produits à la maison. Au cours de ces dernières années, le paysan a commencé à remplacer de temps en temps, à l'occasion des jours de fête, son linge primitif par des articles plus légers et de meilleur goût, tels qu'en portent les citadins, mais tout cela n'a pas grande importance économique. L'importation des produits industriels croît d'année en année, ce qui prouve encore une fois que le développement de l'industrie domestique n'atteint pas le développement économique du pays.

Si nous observons le mouvement de chaque groupe, par rapport à l'indice que nous avons obtenu en prenant pour base l'année 1920, nous verrons, comme nous l'avons déjà dit, que, parmi les exportations dont la valeur est exprimée en dinars-or, le groupe des produits agricoles est celui qui accuse les divergences les plus accentuées. De 116, chiffre minimum en 1922, les exportations atteignent en 1925 leur maximum : 371, ce qui représente un écart de 255 points, soit

TABLEAU N° 29

COMMERCE EXTERIEUR

(Les pourcentages exprimés d'après la valeur)

EXPORTATION :

	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	Moy.
Agriculture	59.1	80.5	63.3	62.7	59.0	65.9	68.9	57.1	64.0
Matières premières et semi-ouvrées	30.5	13.6	26.5	30.2	32.8	26.0	23.3	31.9	27.2
Produits textiles	2.4	2.7	4.0	2.1	2.2	2.3	1.9	2.2	2.7
Objets fabriqués sauf textiles	8.0	3.2	6.2	5.0	6.0	5.8	5.9	8.8	6.1
Totaux	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

IMPORTATION :

	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	Moy.
Agriculture	10.7	16.0	18.8	17.3	20.6	19.5	17.5	18.2	16.8
Matières premières et semi-ouvrées	26.4	24.8	27.0	24.0	23.6	37.9	23.7	23.8	27.1
Produits textiles	49.2	42.6	37.0	42.7	40.0	23.9	36.4	35.9	38.1
Objets fabriqués sauf textiles	13.7	16.6	17.2	16.0	15.8	18.7	22.4	22.1	18.0
Totaux	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

211 %. En 1922 ce groupe représente 63,3 % du total des exportations; en 1925, 65,9 %, ce qui pourrait nous faire conclure que cet écart a eu pour cause la situation générale économique du pays. Ainsi, pour les matières premières et les produits semi-ouvrés, l'écart, pour cette période, est de 235 points, soit 259 %. Pour les articles industriels on aperçoit un progrès continu dans les chiffres de l'indice, mais leur influence sur la situation générale du bilan est très faible. L'exportation des textiles qui consiste surtout en chanvre et

en étoupe est également en progrès. Cependant on remarque que cet article des exportations est accompagné par l'article des produits agricoles, les deux dépendant des mêmes faits.

La situation pour les importations est beaucoup plus calme. L'écart entre les chiffres maximum et minimum est bien moindre pour tous les articles. Ainsi, les indices pour les produits agricoles sont augmentés de 113 points, soit 100 % — minimum en 1922, maximum en 1925 ; pour les matières premières et les produits demi-manufacturés, les indices augmentent de 111 points, soit 177 %. Mais les importations dépendaient des exportations et croissaient en même temps qu'elles. En 1925, alors que les exportations ont été le plus favorables, les importations ont augmenté dans une grande proportion. Cette année-là on a exporté des produits agricoles pour 177 millions de dinars-or (39 %) de plus que l'année précédente (1924) et importé pour 39 millions de dinars-or de plus (34 %). Les matières premières, dont les chiffres étaient tout le temps au-dessous du niveau de l'année 1920, le dépassent largement en 1925. Quand les exportations diminuaient — particulièrement les exportations des produits agricoles — les importations des articles de tous les groupes diminuaient aussi ; car lorsque la terre donne une mauvaise récolte, le paysan ne peut pas vendre de céréales puisqu'il n'en a pas pour lui-même. Ce déficit dans les exportations ne peut être remplacé par aucun autre article, parce que le pays n'a rien qui puisse combler le déficit d'une année de mauvaise récolte. Lorsqu'il y a une année stérile, le paysan est obligé souvent de travailler dans les mines, dans les coupes de bois, dans les usines, mais ces entreprises manquent de moyens et ne peuvent pas employer et rémunérer toutes les forces ouvrières qui s'offrent à elles. Elles sont portées alors dans beaucoup de cas à diminuer les salaires, ce qui amène par contre-coup le paysan, même dénué de moyens, à s'abstenir de ce travail sans rémunération. Qu'arrive-t-il, à la fin ? Une année stérile ne fait pas seulement souffrir la classe paysanne, elle est préjudiciable à toute la structure économique du pays en général.

64 % des exportations sont constituées par les produits agricoles. Notre tableau des quantités nous montre qu'en poids le maïs participe en moyenne aux exportations pour

TABLEAU N° 30

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

(Base 1920 = 100)

EXPORTATION :

	1920	1921	1922	1923	1924	25	1926	1927	Moy.
Agriculture	100	160	116	202	266	371	353	239	226
Matières premières et semi-ouvrées	100	52	95	189	287	283	232	259	187
Produits textiles	100	132	183	165	253	327	244	235	205
Objets fabriqués, sauf textiles	100	46	79	118	202	241	223	270	160
Indices généraux ..	100	118	108	190	267	333	303	248	208

IMPORTATION :

	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	Moy.
Agriculture	100	112	126	120	168	225	183	181	152
Matières premières et semi-ouvrées	100	70	74	68	78	179	101	97	96
Produits textiles	100	65	54	65	71	66	83	78	72
Objets fabriqués sauf textiles	100	92	91	87	101	171	185	174	125
Indices généraux ..	100	75	72	74	87	124	112	107	94

11,58 % et le froment pour 3,63 % tandis que tout le groupe des produits agricoles ne représente que 26,11 % : ces deux articles y sont donc pour plus de la moitié. L'année où les exportations de maïs et de froment son faibles, la balance aussi est mauvaise, sans compter qu'on exporte par exemple les bois ou le ciment toujours dans les mêmes proportions (voir le Tableau des quantités n° 27) bien que les matières premières et produits demi-manufacturés représentent en poids 69,60 % du total des exportations (les produits indus-

triels représentent 3,85 % et les textiles 0,40 %). Si nous prenons l'année 1924 comme base, et si nous comparons les indices de valeur en dinars-or, nous verrons que l'indice général des exportations est en parfait accord avec l'indice du groupe des produits agricoles. Ainsi, le rapport des indices de produits agricoles, pour les trois dernières années, est de 3,5 — 3,3 — 2,2 et le rapport des indices généraux de 3,1 — 2,8 — 2,3 (voir le Tableau n° 31).

Quand la Yougoslavie aura une économie rationnelle, quand elle aura réussi à créer les capitaux nécessaires pour développer ses richesses naturelles en minéraux et en forêts, la question de savoir si le pays est ou non protégé au point de vue économique ne se posera plus. La solution de cette question ne dépend pas uniquement du paysan ignorant, elle est soumise aussi à l'influence des circonstances politiques du pays.

*
* *

Nous nous sommes occupé déjà des voies du commerce extérieur de la Yougoslavie. Il nous reste encore à examiner en détail cet état. Nous reviendrons sur cette question au moment où nous nous occuperons des traités de commerce.

Au début, la Yougoslavie par son commerce d'exportation était en relation avec 40 pays étrangers et par ses importations avec 46 pays. Parmi les 40 pays dans lesquels on exporte, en moyenne 30 pays reçoivent 5,52 % du total des exportations d'une année, tandis que parmi les 46 pays qui importent en Yougoslavie, 36 fournissent 9,69 % du total de la valeur moyenne des importations d'une année. C'est là le caractère principal du commerce extérieur. Dix pays seulement participent aux importations pour plus de 1 %, 9 dans les exportations; deux pays participent aux exportations pour plus de 10 %, 3 dans les importations. La voie tracée pendant les premières années aussi bien pour les exportations que pour les importations ne s'est pas beaucoup améliorée. Le changement le plus important concerne la Tchécoslovaquie qui se rapproche de plus en plus de la Yougoslavie comme Etat-frère; l'Allemagne commence elle aussi à reprendre son influence sur le marché balkanique.

TABLEAU N° 31

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

(Base 1924 = 100)

	EXPORTATION				IMPORTATION			
	1924	1925	1926	1927	1924	1925	1926	1927
Agriculture.....	100	139	132	89	100	134	109	108
Matières premières et semi- ouvrées	100	98	80	90	100	227	129	123
Produits textiles	100	129	96	92	100	85	116	110
Objets fabriqués sauf tex- tiles	100	119	110	133	100	168	182	171
Indices généraux.....	100	124	113	92	100	142	128	122
Indices généraux par la quan- tité.....	100	112	124	108	100	134	110	118

L'Italie a subi une forte diminution d'influence, après avoir dominé pendant les premières années avec ses marchandises; elle a vu, en raison des circonstances politiques, diminuer son rôle dans les importations, tandis que dans les exportations elle a gardé sa position, parce que les marchandises yougoslaves lui conviennent beaucoup mieux que celles de n'importe quel autre pays. Après l'Italie, l'Autriche perd de plus en plus le rôle d'intermédiaire qu'elle avait principalement entre la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, et entre la Yougoslavie et l'Allemagne. En général, on peut dire que le commerce extérieur yougoslave a été concentré depuis le début et que ses tendances n'ont pas beaucoup changé ni dans les importations, ni dans les exportations, comme nous l'expliquent les données suivantes :

1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927 Moyen.

Exportation :

Nombre de pays qui ont participé	22	34	36	43	40	45	45	57	40
10 premiers pays en %	96,14	95,54	93,11	93,44	94,27	93,58	95,10	94,69	94,48
Reste	3,86	4,46	6,89	6,56	5,73	6,42	4,90	5,31	5,52

1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927 Moyen.

Importation :

Nombre de pays qui ont participé	30	37	40	50	44	51	57	58	46
10 premiers pays en %	85,44	89,58	91,34	93,15	91,94	90,33	90,52	90,11	90,31
Reste	14,56	10,42	8,66	6,85	8,06	9,67	9,48	9,89	9,69

Ainsi, 10 pays principaux ont participé aux exportations avec un minimum de 93,11 % (en 1922) et un maximum de 96,14 % (en 1920), soit avec une différence de 3 %, tandis que dans les importations leur participation minimum a été de 85,44 % (en 1925) et maximum de 93,15 % (en 1923). Quoique le nombre de pays participant aux exportations ait plus que doublé et celui des pays importateurs ait presque doublé, la tendance est restée la même.

Le pourcentage moyen de la participation de ces dix pays au commerce des exportations et importations de la Yougoslavie est le suivant :

EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
1. Autriche	27,08 %	1. Autriche	22,82 %
2. Italie	26,40	2. Italie	19,57
3. Tchécoslovaquie ..	8,47	3. Tchécoslovaquie ..	17,89
4. Allemagne	8,42	4. Allemagne	8,03
5. Grèce	6,43	5. Angleterre	7,70
6. Suisse	4,99	6. France	3,84
7. Hongrie	4,85	7. Etats-Unis	3,43
8. Roumanie	3,48	8. Roumanie	3,24
9. France	3,17	9. Hongrie	2,91
10. Angleterre	1,19	10. Brésil	0,88
Le reste de 40 pays....	5,52	Le reste de 46 pays....	9,69
100,00 %		100,00 % (1)	

(1) Le pourcentage en 1928 était comme suit :

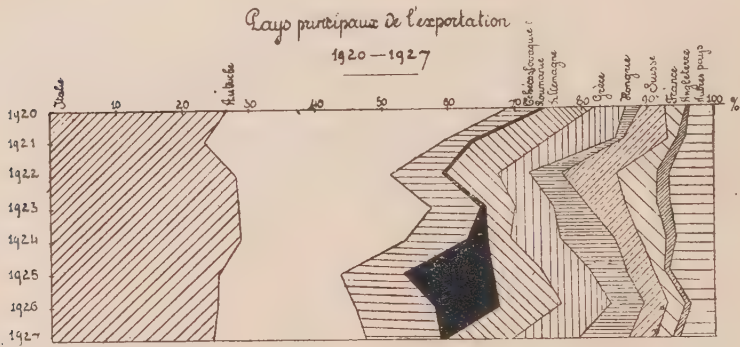
EXPORTATION		IMPORTATION	
Italie	26,06	Tchécoslovaquie	17,89
Autriche	17,90	Autriche	17,29
Allemagne	12,10	Allemagne	13,61
Tchécoslovaquie	8,99	Italie	6,63
Hongrie	8,80	Angleterre	5,70
Grèce	8,30	Etats-Unis	4,92
France	3,83	France	4,51
Les autres	14,02	Les autres	29,45
100,00		100,00	

C'est de l'Autriche, que la Yougoslavie importe principalement des produits industriels. Chaque année entrent environ 3.000 tonnes de coton et de cotonnades (en 1925 : 2.471 tonnes; en 1926 : 3.051 tonnes; en 1927 : 3.324 tonnes) valant 220 millions de dinars (en 1925 : 229; en 1926 : 235; en 1927 : 222 millions de dinars). Les produits textiles autrichiens sont utilisés principalement en Croatie. Un autre article d'importation autrichien est le cuir. Son importation a diminué sensiblement pendant les dernières années, mais elle conserve encore une certaine importance. L'article principal d'importation est le fer. En 1924 il a été importé d'Autriche 46.253 tonnes de fer (valant 318 millions de dinars) et en 1927 : 52.973 tonnes (valant 232 millions de dinars). Le fer est importé en majeure partie à l'état d'objets fabriqués finis. Le papier autrichien aussi se vend bien en Yougoslavie (ainsi en 1921 il a été importé d'Autriche 131 millions de dinars de papier, tandis que la valeur totale du papier importé était de 163 millions).

Dans les exportations yougoslaves, l'influence de l'Autriche est particulièrement grande. En 1921, elle attirait 42,67% de toutes les exportations. Les articles comme les pruneaux, les œufs, le fer, le blé, le bétail, les minéraux, étaient exportés vers l'Autriche, qui les revendait à l'étranger comme ses propres marchandises. Le commerçant autrichien, qui connaissait bien la mentalité du commerçant yougoslave, pouvait facilement conserver son influence antérieure et diriger sur Vienne presque la moitié de nos exportations. Après la chute de la monnaie autrichienne et après la création de liens directs entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, l'influence de l'Autriche diminua tous les jours, mais elle n'a pas encore cessé de dominer.

Ce qu'on exporte principalement en Autriche, ce sont les céréales. En 1924, on en a exporté 166.000 tonnes valant 478 millions de dinars; en 1926, 188.000 tonnes valant 330 millions. La plus grande partie de ces céréales est moulue en Autriche, puis réexportée sous forme de farine dans les pays étrangers, tandis que la Yougoslavie achète la farine en Italie et aux Etats-Unis. L'exportation du bétail en Autriche a toujours eu une grande importance. L'Autrichien est l'acheteur principal de nos porcs. L'exportation de porcs en 1926 a

atteint un total de 339 millions de dinars, dont 264 millions ou 77 % pour l'Autriche seule. La valeur totale du bétail vendu en Autriche en 1926 était de 409 millions de dinars et en 1927 de 600 millions de dinars. Elle achète aussi la viande fraîche plus que tous les autres pays. Presque toute la viande y est transformée. L'Autriche est l'acheteur exclusif du lait que nous exportons.



Les relations commerciales entre la Yougoslavie et l'Autriche sont particulièrement favorisées par les moyens de communication directs et par la connaissance du marché. Non seulement il n'y a aucun pays avec lequel la Yougoslavie ait d'aussi bonnes communications, mais encore l'Autriche connaît fort bien la situation et les méthodes de nos commerçants. Tandis que les vendeurs italiens, tchèques ou allemands demandent dans les cas les plus favorables le paiement dans les trois mois, le commerçant autrichien attend volontiers jusqu'à 6 mois, surtout depuis que les dangers d'une crise monétaire ont cessé d'exister. Cela a largement facilité le maintien des relations, et nous pouvons dire que ce n'est qu'au moment où les autres commerçants étrangers ont commencé à appliquer le même traitement aux commerçants yougoslaves qu'ils ont pu concurrencer les Autrichiens. Notre commerçant est un petit bourgeois qui ne dispose pas de capitaux liquides, et qui est obligé de donner lui-même la marchandise à crédit parce que la population n'en a pas non

plus. Si donc il n'obtient pas la marchandise avec une échéance de paiement suffisamment longue, il ne peut pas l'acheter, car s'il le faisait, il ne pourrait l'écouler contre de l'argent comptant, ce qui amènerait un arrêt des ventes.

La Yougoslavie importe d'Italie d'abord du riz et des produits textiles. En 1924, on a importé pour 102 millions de riz et en 1927 pour 113; de coton, en 1924 pour 788 millions, en 1927 pour 367; de laine et produits dérivés, en 1924 pour 190 millions, en 1927 pour 41. Pour les produits textiles, la marchandise tchèque fait une concurrence efficace à la marchandise italienne, parce qu'elle est de bien meilleure qualité. Le principal obstacle à l'établissement de relations commerciales directes entre les Tchèques et les Yougoslaves, le manque de communications directes est aplani, et nous sommes persuadés que dans un bref délai les produits textiles tchèques auront comme principal débouché la Yougoslavie. L'Italie exerce l'influence la plus forte sur nos exportations de bois. Les moyens de transport étant trop chers et insuffisants, cet article a tout avantage à se diriger vers l'Adriatique. Tout le bois de la Bosnie est acheminé vers Dubrovnik. Tandis que pour l'exportation vers l'Autriche et en général au-delà de la Save, le bois doit être déchargé et rechargé à Bos-Brod où il n'y a pas d'espace suffisant, le transport pour Dubrovnik se borne au déchargement du wagon dans le navire. L'Italie, qui est un grand consommateur de bois yougoslave, joue de plus un rôle d'intermédiaire entre la Yougoslavie et les autres pays, notamment l'Espagne avec laquelle elle a un traité de commerce. La Yougoslavie a exporté en Italie pour 1.315 millions de dinars de bois, en 1925 pour 1.016, en 1926 pour 717 et en 1927 pour 779 millions de dinars. Comme on le voit, l'écart dans la valeur est assez sensible, mais, si on considère les quantités, on s'aperçoit que le commerce de cet article avec l'Italie est resté sans changement. Ainsi il a été exporté en milliers de tonnes, sans tenir compte de ce qui a été exporté en pièces : en 1924, 1.011; en 1925 : 909; en 1926 : 1.102; en 1927 : 1.120. L'Italie est également acheteur de notre blé, et surtout de nos pierres et de notre ciment.

Les circonstances politiques ont porté atteinte aux relations commerciales entre les deux pays. Il pourrait se développer

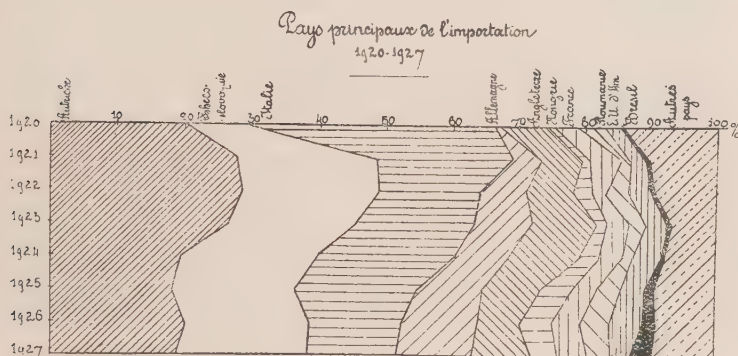
entre eux une vie commerciale fort intense et utile parce qu'ils possèdent tous deux des matières propres à l'importation et à l'exportation de part et d'autre. Mais il suffit de considérer tout ce qui s'est passé jusqu'à présent pour être d'avis qu'on n'arrivera jamais à établir des relations économiques véritables et complètes entre les deux pays. L'Italie, depuis l'avènement du fascisme, a pris une position tout à fait particulière, et elle cherche à faire sentir partout et à tout prix, même dans ses relations purement économiques, qu'elle est une grande puissance, tandis que la Yougoslavie est une « petite puissance ». Cependant la Yougoslavie ne perdra pas grand'chose à cette situation. Pour toutes les marchandises qu'elle exporte en Italie, elle trouvera d'ici quelques années de meilleurs acheteurs. Pour ses importations d'Italie, elle a trouvé depuis longtemps un remplaçant dans la Tchécoslovaquie, plus fraternelle.

Les relations commerciales directes avec la Tchécoslovaquie sont de date récente. En 1920, ce pays participait aux exportations pour 5,12 % et aux importations pour 9,26 %. En 1927, ce chiffre a augmenté pour les exportations à 11,05 pour cent ou de 100 %, pour les importations à 19,20 %, soit plus de 100 %.

La Tchécoslovaquie importe principalement de chez nous les céréales et les bestiaux. En 1924 la Yougoslavie y a exporté 109.000 tonnes de céréales et en 1927 153.000 tonnes; l'exportation du blé a été, en 1924, de 49.000 têtes valant 137 millions de dinars; en 1926, 64.000 têtes valant 87 millions et en 1927 100.000 têtes valant 144 millions de dinars. Au total, on a exporté dans ce pays en 1924, 244.333 tonnes de différentes marchandises, en 1926 481.696 tonnes, en 1927 383.138 tonnes, ce qui présente une augmentation sensible. Parmi les importations de Tchécoslovaquie, les textiles occupent la première place : le coton, la laine et leurs produits manufacturés ou demi-manufacturés. En 1924, on en a importé 5.247 tonnes, en 1927 8.940 tonnes. Ensuite vient le verre qui a une vente extraordinaire, la Tchécoslovaquie étant presque l'unique fournisseur de verre et de porcelaine. La position du fer s'améliore également d'une année à l'autre.

Parmi les autres pays, l'Allemagne est celui dont les rela-

tions font présager le meilleur avenir. Ce n'est pas un nouveau fournisseur du marché yougoslave, mais les conditions d'après guerre et la situation du mark ont beaucoup modifié la situation. En tout cas l'Allemagne pourra, grâce à une action continue des deux côtés, exercer une influence encore plus grande sur nos importations aux dépens de l'Autriche et de l'Italie. Parmi les autres pays importateurs se trouvent l'Angleterre et la France qui ont le plus de chance de développer leur commerce avec la Yougoslavie. L'Angleterre comme fournisseur du charbon a sa place toute assurée, mais, pour les produits textiles, elle a des concurrents sérieux qui sont la Tchécoslovaquie et l'Allemagne. La France a beau-



coup plus d'avenir. Après la guerre douanière avec l'Autriche (en 1906), la Serbie a trouvé en France son meilleur fournisseur et ces liens commerciaux pourront être facilement renouvelés. Les articles de luxe français, la parfumerie, les savons, les toilettes féminines et dans une certaine mesure, les produits chimiques, pourraient facilement dominer sur notre marché, si certaines conditions étaient réalisées. Les premières conditions sur lesquelles nous avons déjà insisté, concernent les transports et les paiements, mais le traité de commerce est ici d'une grande importance. Ayant surmonté ces obstacles, la France pourrait au moins doubler ses importations en Yougoslavie. Réciproquement, sur le marché français, nos pruneaux, noix, œufs, bois, ciment, blé, produits de

l'élevage, cuirs, etc..., pourraient faire prime. La Grèce pourrait aussi jouer un rôle important. Autrefois, la Serbie dirigeait tout son commerce vers le port de Salonique. Le marché de cette ville était pour elle au point de vue commercial plus important que celui de Niš. La marchandise transportée à Salonique était généralement revendue, et le principal acheteur était la Grèce elle-même, plus particulièrement pour les bestiaux, les produits de l'élevage, les céréales, les farines, etc... Aujourd'hui, la question de Salonique fait obstacle à ces relations. Ce port de commerce, par sa situation naturelle, ne peut être utile qu'à la Yougoslavie, parce que l'arrière-pays dont il est le débouché est le territoire yougoslave, et aujourd'hui encore, au moment où nous écrivons ces lignes, ce problème politique n'est pas résolu (1). La signature d'un traité de commerce produira peut-être quelque résultat, mais pour arriver à la reprise de relations commerciales qui répondraient à la situation économique des deux pays, il est nécessaire de résoudre la question de Salonique.

La cause des faibles relations commerciales avec la Roumanie consiste tout simplement dans le fait que les deux pays sont des pays agricoles qui n'ont rien de spécial à échanger; aussi la Yougoslavie n'a-t-elle pas de traité de commerce avec la Roumanie. La faiblesse des relations commerciales avec la Hongrie et la Bulgarie a surtout pour cause des raisons politiques.

II. — LE TRANSIT

En raison de la situation de la Yougoslavie, le commerce de transit y occupe une place importante. Autrefois les Balkans étaient l'unique lien entre le Proche-Orient et l'Occident. Mais aujourd'hui le développement du transit est entravé par le coût du transport par chemin de fer et aussi

(1) Cependant, un accord a été signé à Genève le 17 Mars 1929 entre la Grèce et la Yougoslavie relatif à la zone libre de Salonique. Cet accord est entré en vigueur le 17 Mars (*Journ. Off.* n° 90, 1929).

par l'insuffisance des traités de commerce et particulièrement des accords sur les tarifs. D'un côté l'Albanie, la Grèce, la Turquie, la Bulgarie et la Roumanie, de l'autre côté l'Autriche, l'Italie, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne forment deux groupes entre lesquels existaient d'importantes relations commerciales, parce que ces deux groupes sont tout indiqués pour commercer l'un avec l'autre. Mais, tandis que l'Italie et l'Allemagne exportent tout dans ces pays par leurs ports maritimes, la Tchécoslovaquie et l'Autriche le font par Trieste, qui a recommencé à jouer un rôle important dans le commerce maritime de l'Adriatique. Une petite partie seulement traverse la Yougoslavie. Toutefois nous ne pouvons pas dire que ce commerce soit sans aucun avenir et nous devons constater qu'un accroissement s'est manifesté jusqu'à présent. Le mouvement du commerce de transit est le suivant :

1924.....	1.412.879 tonnes
1925.....	1.833.946 »
1926.....	1.997.173 »
1927.....	2.579.880 »

En 1926, le transit représente 11 % de tout le commerce extérieur, par voies ferrées de la Yougoslavie et en 1927 le chiffre s'élève à 12,5 %. Par la construction d'une double voie sur la ligne :

Ljubljana-Zagreb-Beograd-Niš } Sofia-Constantinople.
Salonique.

on obtiendra une communication plus rapide et plus sûre qui augmentera beaucoup le transit. Et encore la Yougoslavie, par comparaison avec les pays voisins, occupe la première place pour l'élévation des tarifs des chemins de fer. Les moyens de transport sont si chers qu'ils rendent impossible le transit de certains produits. En tout cas, le développement du réseau ferroviaire aidera à résoudre cette question.

Dans le commerce de transit les céréales tiennent la plus grande place; on les importe de Hongrie et de Roumanie et on les exporte en Italie et en Autriche, tandis qu'on importe le plus souvent la farine de Tchécoslovaquie (plus de 50 %) et de Hongrie et qu'on l'exporte en Italie (environ 70 %) et

en Autriche. Grande est également l'importance, au point de vue transit, des combustibles minéraux qu'on importe de Hongrie et de Tchécoslovaquie et qu'on exporte en Italie; les huiles minérales sont importées généralement de Roumanie et exportées en Autriche, Tchécoslovaquie et Italie. L'Autriche et la Tchécoslovaquie exportent de grandes quantités de papier pour l'Italie et la Bulgarie; le fer est exporté principalement en Italie et en Roumanie. A côté de ces deux pays, c'est l'Allemagne qui exporte le plus de machines au travers de la Yougoslavie pour les importer en Bulgarie, Italie et Roumanie.

D'après M. Alex. Vegner, la participation des différents Etats au transit de la Yougoslavie était en 1926 la suivante: (1)

	Entrée		Sortie	
	Tonnes	%	Tonnes	%
Italie	360.047	18,03	926.658	46,40
Tchécoslovaquie	403.366	20,20	249.739	12,50
Hongrie	430.515	21,56	218.893	10,96
Autriche	249.799	12,51	359.264	17,99
Roumanie	259.074	12,97	68.274	3,42
Bulgarie	38.743	1,94	98.672	4,94
Allemagne	21.044	1,54	34.716	1,74
Grèce	15.651	0,78	2.516	0,01
Autres pays	218.934	10,47	38.441	2,04
<i>Totaux.....</i>	<i>1.997.173</i>	<i>100,00</i>	<i>1.997.173</i>	<i>100,00</i>

Comme on le voit, le commerce le plus actif existe avec les pays qui avoisinent la Yougoslavie à l'Ouest. Tandis que la Hongrie, la Tchécoslovaquie, l'Autriche et la Roumanie sont les principaux importateurs en Yougoslavie (54 %), l'Italie absorbe presque toutes ses exportations (46 %) (2). Toute les marchandises se dirigent vers Trieste qui a avec ces pays les communications les plus rapides et les plus sûres, datant

(1) *La Revue Economique de Belgrade*, 1928, N° 4, p. 98.

(2) En 1928, la participation était la suivante :

	Entrée	Sortie
Italie	15,13 %	26,11 %
Tchécoslovaquie	14,98 %	17,25 %
Autriche	9,95 %	23,27 %
Hongrie	9,59 %	17,56 %

encore du temps de l'Autriche-Hongrie qui favorisait particulièrement Trieste et Fiume. Les relations commerciales avec la Grèce, la Bulgarie, l'Albanie et la Turquie, sont presque insignifiantes pour les raisons que nous avons indiquées précédemment. Salonique elle-même, comme point de transit pour les Etats situés au Nord de la Yougoslavie, n'a pas grande signification.

III. — TRAITÉS DE COMMERCE

Dès le début de l'année 1919, le Gouvernement yougoslave, après un échange de notes avec les Alliés, a conclu un accord par lequel tous les traités de commerce conclus entre le Royaume de Serbie et les puissances alliées étaient applicables dans les relations avec la Yougoslavie. Ce fut la première phase des traités de commerce. Mais les traités avec l'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie étaient annulés, et avec la Tchécoslovaquie, Etat nouveau, il n'y avait aucun traité. Cependant ces pays (à côté de l'Italie à qui s'appliquerait le traité de 1907) sont de la plus grande importance pour le commerce extérieur de la Yougoslavie. Il fallait par conséquent passer à la deuxième phase qui commença au début de 1919. Le 22 Mars 1919 il a été conclu un traité de compensation avec l'Autriche (1), une semaine plus tard (le 30 Mars 1919) avec la Tchécoslovaquie (2) tandis qu'avec la Hongrie il n'était conclu que le 13 Juillet 1920 (3). Les traités de compensation avaient un caractère provisoire et avaient pour but de faciliter en quelque mesure les relations commerciales avec les pays voisins. Ils ont été remplacés par de nouveaux accords et au début de 1920, on a commencé à conclure des traités de contingentement. Le 27 Juin 1920, on conclut un traité de commerce provisoire avec l'Autriche (4),

(1) *Službene Novine* (Journal Officiel), N° 51, 1919.

(2) *Journal Officiel*¹, N° 47, 1919.

(3) *Journal Off.*, N° 70, 1920.

(4) *Journal Off.*, N° 289, 1920.

traité qui a été prolongé pour la troisième fois le 17 Juillet 1922 (1) jusqu'à la conclusion d'un nouvel accord intervenu le 3 Septembre 1925 (2). Ce traité est de nouveau à l'étude pour les modifications à y apporter. Avec la Tchécoslovaquie, il a été conclu également un traité de commerce provisoire le 18 Octobre 1920 (3), prolongé par la loi du 31 Janvier 1922 (4) et qui doit être remplacé par un nouveau traité de commerce. Avec l'Allemagne il a été conclu le 5 Décembre 1921 un traité de commerce mis en vigueur le 22 Mars 1922 (5) et avec la Pologne le 23 Octobre 1922 (6). Ce n'est qu'en 1926 que commence une nouvelle phase pour les traités de commerce; cette année-là, la Yougoslavie a conclu des traités de commerce avec la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Belgique, la Grèce, l'Albanie. Ces traités étaient, comme la plupart des traités antérieurs, basés sur le principe de la nation la plus favorisée et de la liberté absolue du commerce. La plupart des traités conclus ont été ratifiés, sauf les traités de commerce conclus avec la Hongrie le 24 Juillet 1924 et avec l'Albanie le 22 Juin 1926 (7). A beaucoup d'Etats avec lesquels nous n'avons pas conclu de traité de commerce, nous appliquons, par réciprocité, le tarif douanier minimum, comme avec l'Egypte, le Canada, les Indes, la Roumanie, la Ville de Fiume, etc...

La Yougoslavie n'a pas eu beaucoup de chance dans la conclusion des accords commerciaux. Parmi les principaux pays contractants avec lesquels le commerce est développé, c'est seulement avec l'Autriche que la Yougoslavie possède un traité de commerce qui correspond aux besoins des deux nations. Le traité de commerce avec la Tchécoslovaquie devait être remplacé depuis longtemps, et des négociations ont été poursuivies des deux côtés, mais sans aboutir encore à un accord. La Tchécoslovaquie voudrait se protéger contre une trop grande importation de produits agricoles et rendre

(1) Journal Off., N° 157, 1922.

(2) Journal Off., N° 188 L I, 1925.

(3) Journal Off., N° 270, 1920.

(4) Journal Off., N° 51, 1922.

(5) Journal Off., N° 122, 1922.

(6) Journal Off., N° 162, XXXIII, 1924.

(7) Voir note p. 210-211.

possible l'exportation de son sucre, de sa bière et de ses textiles, tandis que la Yougoslavie, de son côté, ne peut pas accepter ces conditions. Avec l'Italie, c'est pire. Les événements politiques ou mieux les traités politiques ont différé la conclusion des traités de commerce. En dépit de moyens de communications favorables, on n'a pas pu parvenir à un accord, ce qui a eu pour conséquence une diminution continue aussi bien des importations que des exportations de l'Italie. Les nouveaux traités avec l'Allemagne, la Belgique et la Grande-Bretagne ont une importance particulière aussi bien pour le commerce d'importation que pour celui d'exportation. Dans son tarif douanier l'Allemagne a abaissé les droits d'entrée sur le maïs de 3,20 à 2,50 marks d'Empire, sur les haricots de 4 à 2,40, sur les pruneaux de 10 à 6, sur la marmelade de prunes de 10 à 5 marks d'Empire. Les deux autres pays ont accordé de semblables faveurs. De son côté la Yougoslavie a accordé en compensation à l'Allemagne une réduction des droits d'entrée sur l'acide lactique, les brosses et les plumeaux, les machines, les pendules, les chaussettes, etc... ; à la Grande-Bretagne des facilités pour le charbon, le fil de coton de plusieurs brins, les tissus de coton, de laine et autres et pour les machines agricoles ; à la Belgique des facilités pour les cuirs tannés, le verre et les marchandises en verre, les bicyclettes et motocyclettes, etc... (1).

L'état des traités de commerce ne correspond pas du tout aux besoins du pays. Il suffit d'indiquer que sur environ 50 Etats avec lesquels la Yougoslavie est en relations commerciales, 10 d'entre eux seulement ont des traités avec elle. Des États comme la France (2), l'Espagne (3) qui pourraient avoir une forte participation au commerce d'importation et d'exportation, ne l'ont pas pour une raison capitale : l'absence de traités de commerce qui les favoriseraient. Ce fait est préjudiciable aussi bien à la Yougoslavie qui doit étendre sa force d'expansion qu'aux pays intéressés : le marché création, car dès que les habitudes commerciales sont prises, il est difficile de les modifier. Nous avons déjà vu précédem-

(1) *Revue Economique de Belgrade*, N° 1 et N° 5, 1928.

(2) Le traité de commerce entre la France et la Yougoslavie conclu 30 janvier 1929, lequel a entré en vigueur le 15 Mai 1929.

(3) Le traité de commerce avec l'Espagne a été signé le 27-IX-1929.

ment quel est le mouvement des participations de chaque pays. Le commerçant yougoslave commence à s'émanciper, à se libérer des intermédiaires, et, pour être plus libre dans son choix, il doit exiger certaines conditions des deux gouvernements : des traités de commerce accompagnés d'un accord sur les tarifs ferroviaires. Aussi longtemps qu'il n'y aura pas de traité, il ne pourra pas y avoir de bonnes relations économiques, sinon notre marchandise ne pourra pas supporter la concurrence mondiale, et sans traités, on ne peut pas avoir dans le pays des prix en harmonie avec le niveau des prix du marché mondial. L'absence de traités peut, jusqu'à présent, être excusée dans une certaine mesure par la mauvaise situation générale de l'Europe qui n'a pas encore équilibré son économie. Tous les pays ont réussi à se protéger sommairement contre les conséquences, mais aucun n'a réussi à créer une situation économique stable ou, comme on le dit souvent, normale. Pour cela, la Yougoslavie aussi doit attendre. On exige d'elle uniquement de consacrer plus d'attention à sa politique commerciale qui n'a pas de traditions, et toute expérience légère pourrait lui être fatale. Les traités de commerce sont la base d'une bonne circulation du commerce extérieur; celui-ci étant en liaison avec le commerce intérieur, nous pouvons en conclure que les traités de commerce bons et nombreux sont une condition importante pour que le progrès économique d'un pays soit réel et considérable (1).

(1) Actuellement, la Yougoslavie a un traité de commerce avec :
la Tchécoslovaquie (conclu 18-10-1920 ; J.O. N° 270, en 1920 ; modifié 14-11-1929 ; J. O. 268-1929) ;
la Pologne (conclu 23-10-1922 ; J.O. N° 162, XXXIII, en 1924) ;
le Japon (conclu 16-11-1923 ; J. O. N° 82-xvi, en 1925) ;
l'Italie (conclu 14-7-1924 ; J.O. N° 266 en 1928) ;
l'Autriche (conclu 3-9-1925 ; J.O. N° 168-LI, en 1925, modifié en 1928 et entré en vigueur le 10-1-1929) ;
l'Union Douanière Belgo-Luxembourgeoise (conclu 16-12-1926 ; J.O. N° 44-xi-1928) ;
la Grande-Bretagne et l'Irlande (conclu 12-v-1927 ; J.O. N° 46-XII, en 1928) ;
l'Allemagne (conclu 6-10-1927 ; J.O. N° 288 LXXX en 1927, modifié en 1928 (entré en vigueur le 1-1928) ;

IV. — LES DOUANES ET LA POLITIQUE DOUANIÈRE

Au début, il régnait un grand désordre dans la politique douanière yougoslave : en Serbie, l'ancien tarif douanier du Royaume de Serbie datant de 1904 était encore en vigueur, tandis que dans les autres provinces on appliquait les anciens tarifs austro-hongrois. Au début de l'année 1919, le tarif douanier serbe fut étendu aux autres provinces yougoslaves. De plus, en raison des mauvaises récoltes, les exportations ont été souvent interdites, tandis que les importations ont été favorisées. Pour certains articles on avait institué le système des « *izvoznice* » (permis d'exporter) qu'on délivrait aux volontaires et en général aux familles qui avaient particulièrement souffert de la guerre. L'institution du régime de douanes d'exportation, du 5 Novembre 1919 mit fin à ce système. Le 23 Septembre, le Conseil des Ministres décida sous le N° 17.392 qu'une série d'articles d'importation serait exemptée pour une année de tout droit douanier et que le tarif douanier minimum serait appliqué à une autre série sans tenir compte du pays d'origine. Au cours de l'année 1920 se produisit la chute du dinar qui amena le changement le plus important par décision du Conseil des Ministres du 22 Septembre 1920, N° 61.602. Par cette décision, étaient libérés de droits de douane à l'importation, sans égard au pays d'origine, tous les articles servant comme moyens de production, chaudières, machines, différentes huiles, charbon, etc.. Le même règlement s'appliquait aux matériaux de construction et aux matières chimiques nécessaires pour les installations. En même temps, le tarif minimum était déterminé pour les articles indispensables et qui n'étaient pas exempts de droits de douane (1). Ce n'est qu'en 1921 (le 4

l'Albanie (conclu 22-6-1926 ; J.O. N° 117, en 1929) ;
la Grèce (conclu 2-11-1927 ; J.O. N° 254, en 1928) ;
la Hongrie (conclu 24-7-1926 ; J.O. N° 302 du 25 XII 1929) ;
la France (conclu 30-1-1929 ; entré en vigueur 15-5-1929) ;
l'Egypte (conclu 15-11-1927) ;
l'Esthonie (conclu 1-11-1928) ;
la Lettonie (conclu 11-2-1928) ;
l'Espagne (conclu 27-9-1929).

(1) *Ekonomist*, V, 1925, N° 4, p. 252.

Juin) que parut le « supplément » général du tarif douanier général du Royaume de Serbie. Ces modifications avaient une portée assez faible et n'ont apporté beaucoup d'avantages ni au commerce d'importation, ni au commerce d'exportation. Au printemps de 1923 on commença à réduire les douanes à l'exportation, et depuis lors, ces réductions ont été répétées plusieurs fois, certains droits de douane ayant été complètement supprimés (le 11 Septembre 1924, on réduisit les droits à l'importation des céréales et on supprima ceux qui frappaient la farine). A côté de cela, un grand nombre de petits décrets donnent une image misérable de notre politique douanière. Cette situation confuse dura jusqu'au 20 Juin 1925, jour de l'entrée en vigueur de la « Loi sur le tarif douanier général » appliquée par décision du Conseil des Ministres, N° 29.291, du 19 Juin 1925, basée sur l'article 71 de la loi sur les douzièmes budgétaires pour les mois d'Avril à Juillet 1925. C'est alors que le pays posséda pour la première fois son tarif douanier propre qui devait servir de base pour la conclusion de nouveaux traités de commerce. Les changements les plus importants dans la loi douanière provoqués par la conclusion de traités de commerce se produisirent à l'occasion du traité avec l'Italie (C. Br. 39202/25 et C. Br. 29294/25), du traité avec la Grande Bretagne (C. Br. 26900/26) et du traité avec l'Autriche.

A l'aide du tarif douanier général, on voulait principalement, suivant l'esprit du tarif douanier de tous les pays, protéger l'industrie nationale, et pour cette raison, tous les droits à l'importation des produits industriels furent majorés. Mais ce protectionnisme de l'industrie indigène n'a pas trouvé de partisans parmi les producteurs; la raison en est que le nouveau tarif douanier a été institué sans que les organisations existantes dans le pays aient été consultées, de sorte que le tarif contient de « grandes lacunes et de grosses erreurs » (1). On a frappé de forts droits de douane à l'importation non seulement certains produits industriels, mais aussi des matières premières et demi-manufacturées qui sont transformées ensuite dans le pays (2), ou bien on a augmenté les droits

(1) Rapport de la Chambre de Commerce de Beograd pour l'année 1925, p. 110.

(2) *Ib.*, p. 104.

de douane sur des produits qui ne sont pas du tout fabriqués dans le pays (par exemple les fers qui sont importés de Tchécoslovaquie (1). La presse économique a dénoncé à l'unanimité les imperfections du nouveau tarif, et a ainsi puissamment contribué aux quelques modifications qu'on y a apportées.

Pour en donner une idée plus exacte nous reproduisons quelques articles du tarif douanier du 20 Juin 1925, modifiés au cours des années 1926 et 1927.

Notre tableau N° 32 nous donne un aperçu des recettes douanières calculées sur la valeur du dinar-or. Comme nous le voyons, le montant des recettes douanières sur les marchandises importées a été (sauf en 1927) en continuelle pro-

TABLEAU N° 32
REVENUS DOUANIERS DE 1920 A 1927

ANNEE	IMPORTATION		EXPORTATION		TOTAL	
	Dinars-or	par la valeur %	Dinars-or	par la valeur %	Dinars-or	par la valeur %
1920	28.534.474	4.61	29.489.535	12.52	58.024.009	6.80
1921	48.256.706	10.36	19.472.700	7.00	67.729.406	9.10
1922	52.859.141	11.80	8.587.426	3.35	61.446.567	8.72
1923	60.157.116	12.98	19.683.946	4.38	79.841.062	8.75
1924	75.903.737	13.99	14.220.482	2.25	90.124.219	7.69
1925	139.086.139	18.04	15.704.307	2.00	154.790.446	9.95
1926	151.371.408	21.68	4.359.419	0.60	155.730.827	11.01
1927	148.067.737	22.25	3.012.336	0.50	151.080.073	12.08
Totaux.....	704.236.458	14.91	114.530.151	3.08	818.766.609	9.43

gression d'une année à l'autre, tandis qu'il a été en décroissant continuellement (sauf en 1923) pour les exportations et sans rapport avec l'état de la balance commerciale. Ainsi en 1920, l'État reçoit sous la rubrique : douanes, les 4,61 % de la valeur totale des marchandises importées; en 1927 il reçoit 22,25 %, soit en moyenne, pour les 8 dernières années, 14,9

(1) Rapport de la Chambre de Commerce et du Métier, Sarajevo, pour l'année 1926. p. 65-66.

NUMÉRO du Tarif douanier	DENOMINATION	En dinars-or pour 100 kg.	
		Tarif maxim.	Tarif minim.
1	Froment	6,50	2,50
3	Maïs	3, »	1,25
42	Betterave à sucre :		
	fraîche	2,50	2, »
	sèche	20, »	15, »
68	Saindoux et huiles :		
	en paquets, jusqu'à 10 kgs	70, »	50, »
103	Farine	14, »	10, »
110	Sucre :		
	brut	25, »	20, »
	raffiné (en pains)	40, »	30, »
	raffiné (mécanique)	55, »	40, »
115	Vin :		
	en tonneaux	170, »	130, »
	en bouteilles	350, »	120, »
121	Bière :		
	en tonneaux	80, »	60, »
	en bouteilles	100, »	80, »
169	Charbon :		
	anthracite		libre
	houille	0,40	0,30
	charbon brun	0,40	0,30
	coke		libre
186	Savon	80, »	60, »
259	Parfumerie, essences, teintures, huiles odorantes	1.400, »	1.000, »
261	Poudre, pommades	1.400, »	1.000, »
272	Coton	10, »	3, »
274	Différents fils de coton	25-65	20-50
296	Différentes étoffes en lin et chanvre	120-650	60-500
308	Laine :		
	brute	12, »	10, »
	teintée	40, »	30, »
311	Différents fils de laine	70-110	50-85
317	Différentes étoffes de laine	320-600	140-350
332	Etoffes :		
	de soie	3.250, »	2.500, »
	de demi-soie	1.500, »	1.200, »
377	Différentes étoffes de coton	200-250	120-180
432	Meubles	400, »	300, »
536	Fer : brut et fonte	4, »	3, »
	forgé	6,50	5, »
552	Charrues	52, »	40, »
597	Plomb brut	9, »	7, »
646	Chaudières	20, »	16, »
648	Locomotives	25, »	20, »
657	Machines p. l'industrie textile	25, »	libre
657	Machines pour les autres ind.	25, »	5-20
700	Différents jouets d'enfants	250-750	120-300

pour cent. Pour les exportations c'est le contraire qui s'est produit en raison de la suppression des douanes à l'exportation; en 1920, l'Etat reçoit 12,52 % de la valeur totale des marchandises exportées; en 1927, il reçoit seulement 0,50 % soit une moyenne de 3,08 %.

Le paiement des droits de douane est fait, d'après l'art. 4 de la loi du 20 Juin 1925, en valeur effective du pays ou en une autre monnaie calculée d'après le cours déterminé par le Ministère des Finances. L'agio pour la monnaie-papier a été du 1^{er} Janvier 1919 au 30 Avril 1920 de 40 %; il s'est élevé progressivement jusqu'à ce qu'il ait atteint le 30 Avril 1925 son maximum de 1.100,00 %. Le 15 Juillet 1925, l'agio a été réduit à 1.000 où il se maintient encore aujourd'hui. En 1927, la participation des douanes principales dans les importations et dans les exportations a été la suivante :

Douane	Exportation	Douane	Importation
Jasenice	16,00 %	Beograd.....	23,9 %
Subotica	13,40 %	Zagreb.....	20,9 %
Maribor	9,1 %	Ljubljana.....	8,3 %
Zagreb	8,4 %	Maribor.....	6,8 %
Beograd	5,6 %	Novi-Sad.....	5,3 %

Les principaux centres d'importation ne se confondent pas avec les principaux centres d'exportation dans le pays. Beograd, capitale du Royaume, centralise de plus en plus d'une année à l'autre aussi bien le commerce extérieur que le commerce intérieur du pays, mais, en ce qui concerne la Croatie et la Slovénie, Zagreb domine toujours.

QUATRIÈME PARTIE

L'INDUSTRIE

CHAPITRE PREMIER

**L'origine de l'industrie en Yougoslavie, son passé et son avenir. —
Crise de consommation et autres obstacles au développement. —
L'Etat dans les différentes branches industrielles.**

I

L'industrie est une des dernières phases de l'évolution économique. Avant que l'industrie s'y développe, un pays doit traverser toutes les phases économiques qui la précèdent, parmi lesquelles figure au premier rang l'agriculture rationnelle. L'industrie exige, encore plus que n'importe quelle autre branche : un développement économique tranquille. Elle nécessite en outre des matières premières, de la main-d'œuvre et des capitaux, trois facteurs essentiels qui la mettent en mouvement. Les matières doivent se prêter à des transformations, la main-d'œuvre doit être habile, et les capitaux importants. Mais l'industrie a besoin d'autres conditions : un transport rapide, bon marché et favorable. Rapide, pour répondre à temps à la clientèle, favorable pour conser-

ver le produit intact, bon marché pour rendre possible la concurrence. Il faut aussi des consommateurs, un marché. S'il n'existe pas dans le pays, il faut le chercher à l'étranger. En tout cas, la civilisation du pays doit être suffisamment avancée pour absorber la majeure partie de sa production. Si un seul de ces facteurs manque, l'industrie ne peut se développer de façon normale. Où elle n'est pas prospère, il ne peut pas être question d'une bonne situation économique dans le pays. Il ne s'agit pas ici de savoir si le pays doit être agricole ou industriel, mais seulement s'il tire le maximum de bénéfices de ses biens économiques, s'il donne à la population des avantages économiques proportionnels à ses ressources. C'est pourquoi tout pays agricole doit être également industriel, au moins pour être en mesure d'utiliser ses matières premières. Si un pays donne ses matières premières aux autres pays pour les transformer et s'il les reprend ensuite, il ne tire peut-être même pas 1/10 du profit qu'il aurait pu en attendre. Le fait d'avoir des richesses dans un pays n'entraîne pas nécessairement la prospérité de ce pays. Ainsi la pierre est utile à celui qui sait et qui peut en tirer la substance qu'elle contient et qui est nécessaire à la vie de l'humanité. A quoi bon les immenses forêts de la Yougoslavie, si ce sont les Italiens qui se chauffent avec notre bois plus que les Yougoslaves ? Quelle est pour la Yougoslavie la valeur de ses richesses minières qui servent pour plus des 3/4 à enrichir les populations vivant au-delà de ses frontières ? Mais jusqu'à ce que la Yougoslavie, riche par nature, puisse profiter, avant tout autre Etat, de la richesse de son sol et sous-sol, il faudra malheureusement beaucoup de temps encore. Celui qui a vu la Yougoslavie, qui a pénétré au cœur de sa vie, celui-là affirmera avec nous qu'elle possède les conditions nécessaires pour atteindre à une grande prospérité. Mais elle n'avance qu'avec difficulté, et tous ses amis, tous ceux qui croient à un avenir économique meilleur, devront suivre et soutenir ses efforts.

*
* *

L'industrie en Yougoslavie est d'origine très récente. Les pays de l'ancienne Autriche-Hongrie, la Croatie et la Slové-

nie, ainsi que la Voïvodine, sont par leur industrie en retard de beaucoup sur l'Autriche, la Hongrie, sans même parler de la Bohême. La Slovénie seule fait exception, mais elle non plus ne diffère pas tellement des autres régions. La principale raison de ce retard est la politique de l'Empire austro-hongrois qui s'efforçait de dépouiller les populations yougoslaves de toutes leurs richesses. Sauf peut-être quelquefois en Slovénie, l'industriel n'était ni Croate, ni Slovène, ni Serbe; au contraire, l'industriel était celui qui jouissait du plus grand crédit à Vienne ou à Budapest. Sans développer cette thèse plus longuement, nous remarquons qu'une situation identique se présentait en Bohême, si nous faisons abstraction de la production qui avait un caractère purement national, et du fait que le Tchèque a été, par son activité, un des piliers de l'Autriche-Hongrie qui en dépendait tout simplement au point de vue économique.

Cela nous éclaire mieux sur ce que l'Autriche-Hongrie a fait en Bosnie-Herzégovine. La majorité des industries qui, d'un jour à l'autre, ont inondé cette province, ont été concentrées dans les mains de nouveaux venus, installés là par les autorités. Le pays ne disposait ni de capitaux ni de main-d'œuvre spécialisée. Mais aussi ces sujets autrichiens implantés en Bosnie en ont tiré tout ce qu'ils ont pu et de la manière qui profitait le moins à la riche Bosnie. Le bois s'en allait en Autriche et en Italie sous forme de grumes et de planches, le minerai était exporté à l'état brut et revenait d'Autriche en produits finis pour se vendre au prix fort. L'indigène n'était toléré que dans la mesure où il servait à couper les bois et creuser le sol pour accroître les capitaux de Vienne et de Budapest. Ceux qui élevaient le nom de la Bosnie au-dessus de celui de l'Autriche étaient éliminés et considérés comme traîtres à leur pays.

La situation de la Serbie a été plus favorable. Dès 1848, on commença à envisager la création d'une industrie et on publia les « Esnafske Uredbe ». Trente ans plus tard (le 31 décembre 1878) parut « la Loi sur l'aide aux entreprises industrielles », complétée le 16 décembre 1898 et transformée en « Loi sur l'aide à l'activité indigène ». Cette situation a continué jusqu'en 1903, c'est-à-dire jusqu'à l'établissement d'un nouveau régime. Puis, jusqu'en 1910, aucun privilège

n'a été donné aux entreprises industrielles (1). Enfin la grande guerre ou plutôt la « culture » allemande a détruit tout ce qui avait quelque valeur industrielle.

Ainsi la Yougoslavie unifiée a trouvé le pays dans une situation industrielle très faible (2).

Du reste, les tendances de l'industrie sous l'Autriche-Hongrie étaient très différentes de celles de la Yougoslavie. Tout était par conséquent à recommencer. Il fallait d'abord nationaliser les industries existantes ou fonder de nouvelles entreprises, et ce procédé exigeait du temps, des capitaux énormes, puis une main-d'œuvre qualifiée, ce qui manque beaucoup en Yougoslavie. L'autorité ne permettait facilement l'entrée ni des capitaux étrangers ni de la main-d'œuvre étrangère. Il faut se rappeler encore que la Yougoslavie est un pays dont 75 % de la population vit de l'agriculture. D'après le recensement de 1921 (1^{er} janvier) la proportion de l'agriculture par rapport à l'industrie et aux métiers est la suivante :

	Agriculture	Industrie et Métiers
Serbie	79,32 %	7,45 %
Monténégro	86,26	4,25
Croatie, Slavonie	76,48	11,21
Voïvodine	69,39	13,27
Slovénie	63,17	16,45
Bosnie et Herzégovine.	80,87	6,30
Dalmatie	75,37	7,67
Dans tout le Royaume	75,94 %	9,82 %

Hier encore le paysan, accoutumé à la vie patriarcale, n'avait besoin de rien qui vînt de l'étranger. La production se réglait d'après la consommation personnelle, sans spécia-

(1) Au cours de ces sept années il n'a été élevé qu'une seule usine, la fabrique de sucre de Čuprija exceptée (Dr Popović, *Trgovinski Glasnik*, Dodatak, 1^{er} janvier 1927).

(2) Et même tout ce qui existait dans l'industrie ne correspondait pas à l'état du pays, comme nous le montre bien l'industrie meunière en Voïvodine.

lisation, sauf là où le sol l'exigeait. Ainsi, dans les régions montagneuses, on vivait plutôt du bétail et des produits de l'élevage, dans les vallées plutôt de l'agriculture (1). La principale question qui se posa à la jeune industrie du pays fut donc de « préparer le paysan à l'achat et la consommation » des produits de l'industrie et de l'artisanat fabriqués dans le pays même (2). Dans la mesure où l'industrie se développait, elle souffrait de la « crise de consommation », comme l'a déclaré M. Aleksander à la réunion de la Corporation industrielle du 11 novembre 1927. Le paysan n'a pas pu s'acoutumer aussi vite à la nouvelle consommation. Il fallait d'abord qu'il arrivât à posséder les moyens matériels d'acheter ces produits. Il ne le pouvait qu'en vendant une partie de ses biens ou en gagnant l'argent nécessaire en dehors de ses économies, mais ces deux solutions exigeaient un changement trop rapide dans sa façon de vivre. Aussi n'est-il pas difficile de trouver encore, aujourd'hui même, un paysan qui laboure avec une charrue de bois ou qui n'a jamais mis de souliers à ses pieds, qui n'a vu d'autres chemises que celles tissées dans sa maison, etc... Cette évolution de la consommation est la première phase et la plus difficile que doit traverser l'industrie pour prendre un suffisant développement. Le paysan doit cultiver ses terres d'une manière plus rationnelle et tirer profit de son élevage, porter régulièrement le surplus de sa production sur le marché; il doit d'un autre côté augmenter ses besoins, adapter sa manière de vivre au niveau actuel de la civilisation. Sans ce développement parallèle, on ne peut parler de progrès industriel.

Le manque de capitaux est un fait connu et général dans tous les États balkaniques. La Yougoslavie en a toujours manqué. Même aujourd'hui, en dépit du nombre suffisant des institutions bancaires, l'argent fait défaut parce qu'il n'y en a pas dans le peuple. On dépense plus vite qu'on ne gagne et pour le reste personne ne s'en soucie. L'épargne est chez nous le talon d'Achille. L'industrie est donc obligée de vivre avec de petits capitaux, de manière à atteindre le plus tôt possible les marchés. La vente y est faite à l'état brut. Si le

(1) Savić, *cit. liv.*, II, p. 339.

(2) Chambre des métiers de Beograd, *Rapport pour l'année 1927*, p. 8.

produit est transformé, c'est en objet demi-fabrique et seulement peut-être pour 1/5 en objets de fabrication finie. De plus, la situation économique du pays étant instable, ici comme ailleurs, le risque est d'autant plus grand. Pour qu'une branche industrielle, qui subit une crise momentanée, puisse tenir et survivre, il faut de forts capitaux qui n'existent pas et tout ce qui est faible est renversé du premier coup. Nous vendons par exemple notre meilleur bétail vivant à l'Italie et, avec ce qui reste, nous ne pouvons pas même satisfaire notre industrie du cuir qui est dans sa période de développement; nous sommes obligés d'importer les peaux de notre bétail d'Italie et de payer là-dessus des droits élevés. La cause en est non seulement dans la faible organisation du commerce, mais aussi dans l'absence de capitaux. Le paysan a besoin d'argent, l'industriel n'en a pas en quantité suffisante; on exporte et on réimporte ce dont on a besoin, et au moment où on en a besoin. Examinons un autre cas, celui des brasseries. Le pays récolte une telle quantité de houblon qu'il exporte 98 % de la production, mais nos brasseries n'en emploient que 50 % et les autres 50 % sont importés de l'étranger (1). Autre exemple: alors que nous avons tant de moutons, notre jeune industrie de la laine, qui satisfait à peine au quart des besoins du pays, possède toutes les matières premières nécessaires sauf la laine (2). Elle n'est pas en état d'utiliser la laine indigène qui est consommée dans la famille ou exportée, ou bien la qualité de la laine est telle qu'elle ne peut pas satisfaire aux besoins et qu'on est obligé d'en importer. Le capital est ici d'une importance prédominante. S'il y a des capitaux étrangers dans le pays ils ne suffisent pas. Au surplus les capitalistes étrangers s'efforcent de retirer le plus vite possible les marchandises du pays. Ainsi fait le capital italien en Dalmatie, le capital hongrois en Voïvodine, etc... Les Tchèques ont également placé de gros capitaux dans la production du sucre et partiellement dans celle des textiles. Mais tout cela ne peut remplacer le capital indigène, qui seul, ferait prospérer l'industrie et améliorerait ainsi la situation économique du pays. Le capital étranger,

(1) *Rapport pour l'année 1927*, de la Chambre du Commerce de Zagreb, p. 181.

(2) *Chambre du Commerce, Zagreb, Rapport pour l'année 1926*, p. 190.

chez nous comme ailleurs, est utile seulement lorsqu'on n'en a pas d'autre.

De la main-d'œuvre, nous en avons trop (1), dit-on. C'est possible, mais nous avons peu de main-d'œuvre qualifiée. Notre artisan, aussi adroit soit-il, n'est pas apte au travail industriel. Tous les capitalistes étrangers, qui ont placé leur capital chez nous dans l'industrie, ont amené également un personnel spécialisé et coûteux. L'ouvrier indigène n'était utilisable que pour les gros travaux. En effet, notre paysan, s'il travaille par nécessité, est un manœuvre en dehors de ses champs. Il travaille irrégulièrement, pendant un bref délai et sans expérience. La main-d'œuvre des villes est très peu nombreuse; ce n'est que dans ces derniers temps où l'industrie a commencé à se développer, ou plutôt depuis la naissance de la Yougoslavie, que la main-d'œuvre s'est de plus en plus spécialisée. Seulement l'industrie a besoin d'un maître fini, d'un travailleur expérimenté, et ce dernier on le cherche parmi les étrangers. Un autre obstacle sérieux au développement de notre industrie, ce sont nos communications ferroviaires. Elles sont aussi insuffisantes dans leur extension qu'elles sont coûteuses. L'Etat consacre 1/3 de son budget aux chemins de fer et en tire également 1/3 de ses recettes et, malgré cela, les transports sont chers, lents et insuffisants. Pour que l'industrie nationale puisse supporter nos tarifs élevés, il faudrait qu'en échange de la bonne qualité de la marchandise, elle soit poussée sur le marché par une masse de capitaux constante. Les chemins de fer représentent pour nos produits 1/4 des frais de revient, parfois même davantage. Nos marchandises sont donc d'un prix aussi élevé à l'intérieur qu'à l'étranger. Cependant tout le monde sait qu'il ne peut qu'en être ainsi, car de tels obstacles ne peuvent être que progressivement et lentement abaissés.

Il ne faut pas perdre de vue un facteur économique important qui gêne notre industrie : les contributions. Le peuple yougoslave vit au jour le jour. Or, l'Etat ne peut pas prendre à celui qui n'a rien, mais il s'adresse à celui qui a quelque chose. Il est cent fois exact de dire que les impôts et les con-

(1) *Le Troisième congrès des Chambres ouvrières*, 1927, p. 20 ; *Ekonomist*, 1926, n^{os} 7 et 8, p. 656.

tributions d'Etat sont trop élevés, et qu'ils ne permettent pas à l'industrie la liberté de développement nécessaire à ses débuts. Mais l'administration de l'Etat, ne sachant où trouver ailleurs de l'argent, le prend là où l'impôt affecte le moins dangereusement la vie du pays. Après la fête, comme on dit, il faut que quelqu'un la paie. Et ainsi l'industrie, quoique faible et à ses débuts, fournit avec le commerce la plus forte part des revenus de l'Etat. Il est clair que l'Etat, quand sa population sera économiquement plus forte, dégrèvera d'abord l'industrie de ses lourdes charges et lui laissera la liberté de se développer. Mais aujourd'hui la situation générale est telle que l'intérêt même de l'industrie exige que le pays tienne et devienne plus fort.

Dans ce domaine entre partiellement aussi la question de la politique douanière de notre Etat. Nous en avons déjà parlé et ici nous n'ajouterons qu'un mot concernant l'industrie. La Yougoslavie est entourée de pays qui, s'ils ne sont pas dans le même état de développement économique, s'efforcent d'augmenter le plus possible leur production. Tous ces pays comme la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, et jusqu'à un certain point l'Autriche et l'Italie, ont une tendance à développer leur industrie nationale jusqu'au maximum, à interdire l'importation des objets fabriqués et à faciliter l'importation des matières premières. La Yougoslavie doit agir de même, pour faire prospérer son industrie nationale. Ainsi, on arrive à une situation sans issue. Tous les pays s'efforcent d'appliquer ce principe à l'aide des tarifs douaniers. Comme ils sont plus agricoles qu'industriels, ils interdisent tous l'exportation de leurs matières premières agricoles, et favorisent l'exportation des objets fabriqués. Notre politique douanière a donc pris, elle aussi, un caractère de protection de l'industrie nationale. Mais notre situation est pire que celle de n'importe quel pays étranger voisin, et nous ne pouvons pas maintenir jusqu'au bout cette tendance protectionniste. Nous cédon's déjà sur l'exportation de matières premières et aussi sur l'importation des objets fabriqués. Nous exportons les matières premières, parce que la plupart d'entre elles ne peuvent être transformées dans le pays, et nous importons les objets fabriqués parce que notre industrie ne peut pas nous donner satisfaction. Il y a aussi

d'autres raisons. Nous plaçons difficilement nos produits dans les pays étrangers à cause des douanes protectionnistes. De ce côté aussi, l'industrie se trouve dans une impasse. Elle ne peut pas empêcher les matières premières de sortir et elle ne peut pas améliorer ses propres produits, de façon à concurrencer le produit étranger qu'on laisse pénétrer sur le marché du pays. Par conséquent, la Yougoslavie est assez limitée dans sa politique douanière. Jusqu'au 20 mai 1925, cette politique était presque nulle. L'ancien tarif du Royaume de Serbie était maintenu en vigueur avec quelques amendements apportés au cours des années 1921 et 1922. Le tarif de 1925 a été élaboré avec l'idée de servir à la conclusion des traités de commerce et dans l'intention de protéger l'industrie nationale. Il a servi de base aux traités de commerce avec l'Italie, l'Autriche, l'Allemagne, la Grèce. D'après les statistiques du Secrétariat de la Société des Nations sur les charges douanières, la Yougoslavie frappe ses marchandises de 20 à 25 % comme le montre le tableau suivant :

Au-dessus de 40 %.....	l'Espagne.
» de 25 %	les Etats-Unis.
» de 20 à 25 %	la Yougoslavie, l'Argentine, la Hongrie, la Pologne.
De 15 à 20 %	la Tchécoslovaquie, l'Italie, le Canada, l'Australie.
De 10 à 15 %	l'Autriche, l'Allemagne, la France, l'Inde, la Suède, la Suisse.
De 5 à 10 %	la Belgique et le Danemark.
Au-dessous de 5 %....	l'Angleterre et la Hollande.

Si nous examinons les charges supportées par les objets fabriqués, nous verrons que la Yougoslavie n'est pas suffisamment protégée par rapport aux autres pays où l'industrie se trouve aussi en voie d'évolution. Ainsi les charges supportées par les objets fabriqués sont les suivantes :

Au-dessus de 40 %.....	l'Espagne.
De 35 à 40 %	les Etats-Unis.
De 30 à 35 %	la Tchécoslovaquie, la Hongrie, l'Argentine, l'Australie.

De 20 à 25 %	la Yougoslavie, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Canada.
De 15 à 20 %	l'Autriche, la Belgique, la Suède, l'Inde.
De 10 à 15 %	le Danemark, la Suisse.
Au-dessous de 10 %	l'Angleterre et la Hollande.

En général, nous protégeons bien l'industrie textile à laquelle tout le monde s'intéresse aujourd'hui, et qui se développe le plus favorablement, tandis que pour les autres branches industrielles, si elles sont protégées par les douanes, on a laissé tout de même partout une petite porte par où les marchandises étrangères peuvent entrer. Cela a rendu possible la pénétration du « dumping » des pays étrangers en Yougoslavie (1).

Pour faciliter l'activité de l'industrie nationale, le Gouvernement a adopté l'art. 140 de la Loi sur les Entreprises du 29 juin 1910 (art. 266 de la Loi de Finances 1927-28) par laquelle il ordonne qu'on ne pourra commander à l'étranger que les quantités de tel article jugé nécessaire dans le pays, mais qui n'y pourra pas être exécuté dans un délai déterminé et que l'État, le département, l'arrondissement ou la commune achèteront pour leurs besoins la marchandise indigène si elle n'est pas plus de 5 à 10 % plus chère que la marchandise étrangère. Quoique cela ne soit pas une aide bien efficace pour une industrie qui se développe avec beaucoup d'efforts, c'est néanmoins un progrès. Mais il faudra voter quand le moment sera venu, compte tenu de l'état financier, une loi radicale qui favorisera l'industrie à tous ces points de vue. Remarquons cependant que l'industrie ne doit pas être favorisée aux dépens des autres branches économiques; elle ne peut se développer que dans la mesure où la situation économique générale s'améliore. Le pays n'en tirerait aucun profit, et les quelques capitalistes non plus, si une branche industrielle se développait d'un seul coup et si les besoins natio-

(1) Le « dumping » fait souffrir surtout l'industrie chimique qui trouve en Yougoslavie un terrain très favorable à son développement, et quoique le tarif douanier de 1925 autorise le Conseil des Ministres à augmenter les charges douanières des marchandises importées comme dumping au moins d'autant que s'élève la prime ou tout autre privilège dont elle jouit.

naux ne l'exigeaient pas, car une telle industrie s'effondrerait avant d'avoir pu se maintenir à son niveau. S'il est dommage pour le pays que l'industrie y soit faible, il serait aussi fâcheux que s'y développe une industrie qui ne corresponde pas à ses besoins et qui fasse obstacle au reste de son activité dont le peuple tire jusqu'ici plus de profit.

*
* *

La Yougoslavie est favorable à beaucoup de branches industrielles. Ses vastes forêts lui donnent la possibilité de développer au plus haut degré son industrie du bois. Les douves de chêne se vendent depuis longtemps dans toute l'Europe. Le bois de Bosnie et de Lika se dirige depuis des siècles vers l'Adriatique d'où il est exporté vers tous les pays méditerranéens. Mais cette industrie, comme beaucoup d'autres, n'est pas assez perfectionnée pour profiter de ce que la nature lui offre.

On calcule que nous possédons environ 200 millions de tonnes de minerais de fer dans le pays (1). Aujourd'hui nous en profitons assez faiblement. Notre industrie lourde traverse des crises d'année en année. Notre entrée dans le cartel de l'Europe Centrale nous garantit une production de 4.000 wagons que nous n'avions pas pu atteindre auparavant, surtout en raison de la forte concurrence étrangère. Une des plus vastes mines, celle de Ljubija, exporte presque tout son minerai brut. Vareš ne produit qu'une seule sorte de fer brut, tandis que la fonderie de Topusko (en Croatie) travaille moins souvent qu'elle ne chôme. Cette branche de l'industrie, à l'exception du coke, qui pourrait être remplacé par le charbon de bois ou le lignite, remplit toutes les conditions naturelles nécessaires à un très grand développement. Mais pour qu'elle prenne de l'importance, il faudra beaucoup plus de temps que pour les autres.

Si nous examinons de quelle façon pourrait prospérer l'industrie agricole, nous rencontrons les mêmes facilités et les mêmes obstacles que pour les deux industries précitées. Le blé est toujours en abondance. Même si l'année est défavora-

(1) Chambre du Commerce, Zagreb, *Rapport pour l'année 1927*, p. 175.

ble, nous aurons plus de blé qu'il nous en faudra. Il est exporté principalement comme céréales. Les grands moulins avec des installations modernes, qui avaient au temps de l'Autriche-Hongrie la même valeur que les plus grands moulins de la Hongrie, chôment aujourd'hui ou bien travaillent avec un rendement de 30 à 40 % de leur capacité. Cependant, on bâtit partout dans l'intérieur du pays de petits moulins de caractère local.

La fabrication des pâtes alimentaires et des produits similaires, malgré la grande consommation, ne fait que commencer à se développer et toujours avec plus ou moins d'insuccès. C'est encore pis avec les produits de l'élevage. D'après la Chambre de Commerce de Zagreb, notre pays produit environ 1,3 milliards de litres de lait par an, dont 15 % à peine sont transformés dans l'industrie. L'agriculteur le consomme lui-même ou le transforme seul d'une façon primitive. On exporte le bétail vivant et nous ne pouvons pas satisfaire avec la matière brute notre industrie de la viande et des cuirs qui ne répond pas à plus du 1/3 de nos besoins. Nous importons aussi bien les matières premières que les produits achevés.

Les progrès les plus nets sont marqués actuellement par deux branches industrielles, à savoir l'industrie chimique qui est en état de satisfaire aujourd'hui aux 2/3 des besoins du pays, et l'industrie textile qui en satisfait environ le 1/3. Datant de quelques années à peine, ces deux industries se sont développées grâce à la protection douanière; elles ont lutté et luttent encore aujourd'hui contre de grands obstacles. Parmi ceux-ci signalons que l'industrie textile vend ses produits de 30 à 50 % plus cher que l'Autriche ou l'Italie (1) et encore le produit est beaucoup plus grossier et de moins bon goût. Pour pénétrer sur le marché, pour passer par cette phase de développement, une branche industrielle indispensable au pays doit lutter avec une force et une persévérance que nous constatons avec satisfaction dans notre industrie textile.

*
* *

Nous sommes obligés, pour connaître la situation industrielle, de nous servir d'une statistique privée, aucun rapport

(1) Chambre de Commerce de Zagreb, *Rapport de 1925*, p. 53.

ni officiel ni officieux n'existant à ce sujet. L'*Almanah* (Zagreb) dans le Livre III, Partie VII, p. 335-338, a publié la situation numérique de notre industrie que nous pouvons résumer comme suit :

Branche industrielle	Nombre d'entreprises
1. Bois	3.241
2. Agriculture	1.088
3. Bâtiment de toutes sortes...	1.064
4. Métaux et Mines.....	894
5. Imprimerie et Graphique...	713
6. Textiles	407
7. Produits chimiques	378
8. Produits alcoolisés	332
9. Cuirs	198
10. Papier	92
11. Différentes autres industries...	174
<i>Total</i>	8.581 (1)

(1) Il est difficile de dire jusqu'à quel point sont exacts les chiffres mentionnés ci-dessus. La Centrale des Corporations Industrielles à Beograd a été la plus active pour rassembler les statistiques industrielles. Son secrétaire, M. le Dr Cvetko Gregorić a publié un état industriel dans le N° 7-8 de la revue *Ekonomist* (de l'année 1926, p. 625-638). D'après lui, il y avait en Yougoslavie 5.248 entreprises industrielles dont: 3.152 pour l'industrie du bois, 1.343 pour l'agriculture, 99 pour l'industrie des métaux, 114 pour le bâtiment, 210 pour les textiles, 118 pour les produits chimiques, 111 pour les cuirs, 95 pour le papier et 6 pour le verre. Dans la *Jubilarni Zbornik Života i Rada S.H.S.* (Beograd, 1928, Livre I, p. 161), M. Gregorić a publié un état beaucoup plus complet, tel qu'il était en Yougoslavie à la fin de l'année 1926. Ces données ont été réunies par la Centrale des Corporations Industrielles en collaboration avec toutes les Chambres de Commerce, la Chambre de l'Industrie de Beograd et d'autres, ce qui nous permet de leur accorder créance. Mais le terme d' « entreprise industrielle » est différemment défini dans les diverses provinces. Et la Centrale l'a compris différemment aussi, ce qui fait que les chiffres sont, à notre avis, trop restreints. Ensuite, il y a une assez grande différence entre la publication de l' « *Ekonomist* » et celle du « *Jubilarni Zbornik* ». Mais cela ne nous empêche pas de citer le magnifique travail de la Centrale des Corporations Industrielles, qui nous montre aussi comment chaque branche industrielle est représentée dans les différentes provinces.

Cette statistique a été établie d'après la situation de 1921-1922. Mais depuis lors le nombre d'entreprises a fortement augmenté. Ainsi, si nous admettons que le chiffre total de toutes les sortes des entreprises industrielles s'est accru jusqu'à 10.000, ce chiffre n'aura rien d'exagéré. Cela donne une entreprise industrielle pour 1.200 habitants. D'après les rapports du Ministère de la Politique Sociale le nombre d'ouvriers a été de 137.491 pour 5.074 entreprises, soit 27 ouvriers par entreprise.

Par conséquent, nous voyons que les entreprises industrielles ont une faible capacité productive. Mais nos entreprises, sauf celles des textiles, n'utilisent pas toute leur capacité. Celles qui existaient auparavant furent frappées très tôt par le change. Qu'elles eussent ou non un caractère d'ex-

Situation numérique des entreprises industrielles en Yougoslavie en 1926 :

	Serbie	Croatie et Slavonie	Slovénie	Voïvodine	Bosnie-Herzégovine	Dalmatie	Totaux
Agriculture	318	491	56	286	98	138	1.387
Bois	72	239	87	50	181	6	635
Cuir	19	36	27	23	5	2	112
Papier	10	16	21	18	5	—	70
Produits chimiques	22	93	32	40	17	12	216
Textiles	61	76	39	69	26	8	279
Métaux et mines	70	121	75	58	26	43	393
Bâtiment (et toutes sortes)	122	133	46	169	32	33	535
Graphique et imprimerie	8	44	13	16	21	11	113
Autres industries	54	97	35	22	67	16	291
Total	756	1.346	431	751	478	269	4.031

Entre le chiffre total de ces données de la Centrale, et ce que nous avons reproduit de l'Almanah il y a forcément une très grande différence. Tandis que dans l'Almanah on comprenait sous le nom d'industrie toutes les petites entreprises sans tenir compte des législations variant avec chaque province, la Centrale prend la définition propre à chaque province, et les résultats sont évidemment divergents.

L'Inspection du Travail auprès du Ministère de la Politique Sociale a publié dans ses rapports annuels que ses mandataires avaient visité jusqu'à 5.100 et 5.600 entreprises par an (5.074 en 1927), dans lesquelles travaillent environ 140.000 ouvriers (137.491 en 1927). Cette statistique n'est pas non plus exacte, parce que les mandataires n'ont pu inspecter en une année toutes les entreprises existant en Yougoslavie.

portation, le dinar les a influencées par sa baisse ou par sa hausse. Celles qui ont été fondées au cours de ces dix années n'ont pas pu se stabiliser, et un bon tiers de leur capacité reste inutilisé. Si elle n'avait pas rencontré toutes ces entraves, la Yougoslavie aurait pu produire, avec la capacité industrielle actuelle du pays, plus des 3/4 de tous les produits qu'elle est obligée d'importer. En tout cas, le pays doit se spécialiser davantage au cours de son développement industriel futur. Il ne faut pas produire tout ce dont on a besoin, mais les articles pour lesquels le pays offre les meilleures conditions de développement.

La Yougoslavie a tant de matières premières qu'elle pourrait, au cours des siècles, aller très loin avec l'aide des autorités et du peuple lui-même, qui ne devraient laisser passer aucune occasion. Comme les ressources naturelles commencent seulement à être exploitées, l'exploitation de ce qui existe est garantie au pays pour des siècles. Il faudra s'assurer de la bonne volonté de la nation et personne alors ne pourra empêcher que la Yougoslavie ne devienne une puissance économique. Elle accordera enfin à son peuple, qui a lutté pendant des siècles pour obtenir la liberté politique désormais acquise la liberté économique, juste fruit de son travail.

II

L'ÉTAT DES DIFFÉRENTES BRANCHES INDUSTRIELLES

**Industrie du bois. Industries alimentaires. — Industrie métallurgique.
Industrie chimique. — Industrie textile. — Industrie du cuir. —
Industrie des verres.**

I. — L'INDUSTRIE DU BOIS

La Yougoslavie exporte son bois comme bois en grume, en planches et en poutres. Ainsi ces articles viennent-ils facilement sur le marché. Malgré cela, presque toute l'exportation de notre bois va vers l'Adriatique et plus de la moitié

vers l'Italie (62 % en Italie, 7 % en France, 5 % en Grèce); les raisons doivent être cherchées soit dans la tradition, soit dans les contrats de vente à longue durée, soit dans les frais de transport. La Yougoslavie possède 7.586.026 ha (soit 30,5 % de son sol) couverts de forêts. On coupe jusqu'à 14 millions de m³ de bois (1) et on transforme en demi-fabrication un total de 3,5 millions de m³ dans les scieries. L'industrie forestière emploie au cours de la saison 85.000 à 90.000 ouvriers et on travaille avec 70.000 CV. Nous avons 302 grandes et 2.376 petites scieries qui sont ainsi réparties :

	Scieries	
	grandes	petites
Slovénie	131	1856
Croatie-Slavonie	100	150
Bosnie	30	120
Serbie	30	240
Voïvodine	7	—
Monténégro	4	10
Total.....	302	2376

Un capital de 2,5 milliards de dinars a été placé dans cette industrie (environ 1/2 milliard a été placé uniquement sur les chemins de fer forestiers en Bosnie qui ont pour 13 entreprises 139,5 km. de voie étroite). Ce capital est à peu près le tiers de tous les capitaux industriels du pays. Les fonds de roulement de l'industrie forestière s'élèvent à environ 1.100 millions tandis que la valeur de la production annuelle atteint 4 milliards de dinars.

L'industrie du bois est d'une origine assez ancienne dans toutes les provinces, sauf la Serbie où la première scierie moderne a été fondée en 1901 et la Bosnie où l'exploitation a commencé avec l'occupation autrichienne ; la première petite scierie y a été ouverte à Sarajevo (Buteconi et Venturini) en 1885 et la première grande scierie en 1893 par Otto Steinbeis à Drvar. En Voïvodine la première scierie à vapeur

(1) D'après la statistique du Ministère des Forêts et des Mines, il a été coupé en moyenne 12,5 millions de mètres cubes de bois en 1924.

a été fondée en 1850 à Novi Bečej, une autre à Vel. Bečkerék en 1679 et une troisième à St. Bečej en 1883 (1). La propriété de la forêt n'est pas partout la même. En Bosnie 75 % de toutes les forêts appartiennent à l'Etat, en Slovénie 0,02 % et en Dalmatie seulement 0,016 % et leur exploitation varie également. En Slovénie, il y a 57 propriétés privées possédant jusqu'à 500 ha. et environ 142.000 propriétés de 10 ha., tandis qu'en Bosnie, où les forêts privées n'existent presque pas, les forêts appartiennent soit à l'Etat soit à l'église. En Slovénie, c'est le propriétaire qui exploite en majeure partie les forêts tandis qu'en Bosnie le producteur achète le bois à l'Etat par des contrats à longue durée. Cette différence a eu son action sur l'industrie du bois. Celle de la Bosnie, fondée sur des contrats à longue durée avec l'Etat, vend aussi sa marchandise par des contrats qui portent sur plusieurs années. Par suite de la baisse du dinar, le producteur obtenait pour sa marchandise un équivalent de moindre valeur, tandis qu'il devait payer plus cher sa main-d'œuvre, les transports, etc... L'amélioration du dinar a provoqué un malaise aussi. Le producteur devait payer à l'Etat ce qu'il avait promis dans le contrat en 1921 (2) sans qu'il fût tenu compte de ce que la valeur d'achat du dinar était beaucoup plus grande qu'en 1921. En Slovénie tout cela n'existe pas. Le propriétaire coupe ses propres bois et les vend par voie d'adjudication dès que le mouvement du dinar est le moins sensible. Quand le dinar se fut à peu près stabilisé, on commença à ressentir les fluctuations de la lire italienne et du franc français, ce qui a eu également une influence néfaste sur notre industrie forestière. Ce n'est que vers la fin de 1926 et au cours de 1927 que l'industrie forestière a commencé à travailler à plein rendement, en raison de la stabilité du dinar et de la stabilité monétaire des pays étrangers où le bois est exporté; puis la baisse du lei roumain a facilité la concurrence de notre bois. L'Etat, en présence de la mauvaise situation de l'industrie forestière en 1926, réduisit les tarifs ferroviaires et supprima les douanes d'exportation, ce qui améliora grandement la situation. Ainsi, il a été exporté en 1927

(1) Stanojlović, *Industrija Vojvodine*, p. 99 et 100.

(2) Presque tous les contrats à longue durée concernant les forêts en Bosnie et Herzégovine datent des années 1921 et 1922.

67.725 tonnes de bois de construction de plus qu'en 1926 ou 5,9 % et 557.365 tonnes de bois de chauffage de plus, soit 39 %.

La Yougoslavie produit le bois principalement comme matière première (bois en grume) et sous forme de demi-fabrication : matériaux de construction débités en planches et en poutres. Sous ce rapport les scieries de Bosnie et de Serbie sont particulièrement remarquables. Dans la mesure où la scierie coupe le bois, et le façonne à moitié, elle le fait souvent sur commande. Souvent la scierie coupe le bois pour constituer un stock, le sèche et le vend plus tard. La Croatie, la Slavonie et particulièrement la Slovénie transforment encore plus de bois en produits finis, aussi bien pour les besoins intérieurs que pour l'exportation.

Les plus grandes entreprises d'exploitation forestière se trouvent en Bosnie, et une des plus grandes est celle de Zavidović de Eissler et Ortlieb aujourd'hui *Krivaja S. A.*, fondée en 1900 et dont le capital s'élevait avant la guerre à 6 millions de couronnes-or. (L'Etat yougoslave participe actuellement pour 25 %). L'usine possède 26 scies suédoises modernes; si elle travaille à plein rendement, elle peut donner 800 m³ de bois par jour, soit environ 250.000 m³ par an avec environ 3.800 ouvriers. La deuxième entreprise industrielle d'exploitation forestière est celle de *Dobrljin-Drvar* qui est administrée par l'Etat. Elle possède une usine à Drvar avec 16 scies et dont la capacité est de 200.000 m³, et une autre à Dobrljin avec 8 scies et une capacité de 100.000 m³. La troisième entreprise est la « Société anonyme bosniaque pour l'exploitation du bois à Banja-Luka » fondée en 1914 dont la capacité actuelle est de 30 millions de dinars. Elle possède 16 scies avec une capacité de 95.000 m³. Ainsi ces trois plus grandes scieries ont ensemble 46 scies, tandis qu'en Slovénie toutes les scieries (qui sont au nombre de plus de 2.000) ne possèdent réunies que 153 scies (elles ont 2.005 petites scies courantes) (1). Notre industrie forestière présente ce défaut capital que la plus grande partie des forêts nationales manquent d'initiatives économiques. Aujourd'hui encore, nous ne disposons pas d'une statistique exacte sur l'étendue des

(1) Lakatoš : *Industrija Slovenije*, Zagreb, 1922, p. 10.

forêts nationales, sur les réserves de bois ou sur les coupes. La coupe du bois elle-même est faite d'une façon très peu systématique, et, ce qui est pis, on empêche aussi le reboisement naturel.

La transformation du bois dans le pays n'est pas très développée. Les scieries principales ne s'occupent habituellement d'aucune transformation; elles fournissent seulement les matériaux de construction qui sont exportés pour plus d'un tiers. Ainsi la fin de la transformation du bois est considérée comme une branche industrielle à part. Exception est faite pour les traverses de chemins de fer qui sont fabriquées pour la plupart dans les scieries; il existe en outre 20 entreprises pour leur fabrication. Les traverses de chemins de fer sont beaucoup exportées; en 1926, 946.959 pièces et en 1927 1.931.068 pièces. De même pour le bois de chauffage qui est exporté principalement par les scieries.

La fabrication des parquets est une branche industrielle importante. 22 entreprises se trouvant en Bosnie, Croatie, Slavonie et Slovénie s'occupent de cette fabrication. Une des plus grandes entreprises de Slovénie produit jusqu'à 60.000 m³ tandis que la « *Slavonija* » à Brod sur la Save produit environ 100.000 m³, et une usine de Zagreb jusqu'à 120.000 m³.

Quinze usines dont cinq grandes s'occupent de la *fabrication de tanin* (des noix, de l'écorce de chêne et d'érable). La capacité des usines est d'environ 45.000 tonnes, mais elles travaillent à peine avec plus de 25 % de leur capacité, et fabriquent jusqu'à 1.200 wagons par an, dont 1.000 wagons sont exportés et dirigés sur toute l'Europe (1). Le tanin est un produit très important de notre industrie forestière. Deux usines s'occupent de la distillation du bois et elles sont parmi les premières en Europe. Elles produisent jusqu'à 320.000 m³ de bois de hêtre et jusqu'à 32.000 tonnes de charbon de bois et d'autres produits dont nous parlerons à propos de l'industrie chimique. Cinq usines travaillent à l'imprégnation du bois. Cette branche de l'industrie du bois pourrait se développer davantage. Deux usines fabriquent la cellulose et pro-

(1) En 1922, il a été produit 1.225 wagons dont on a exporté 972, en 1924 1.018 wagons avec exportation de 967 wagons.

duisent suffisamment de matière première pour alimenter notre industrie de papier. Le charbon de bois est fabriqué dans 25 usines. Sa production pourrait être augmentée dans une grande mesure. Une des branches industrielles qui pourrait se développer le plus favorablement est celle de la fabrication des meubles. Les meubles sont fabriqués en Yougoslavie plutôt par des artisans, tandis que les vraies fabriques sont peu nombreuses. L'industrie domestique de menuiserie existe en Bosnie, en Serbie, mais on n'y confectionne que les meubles pour les paysans. Puis, il y a des usines pour les meubles de bureaux et d'écoles. Les meubles fins d'apparement sont fabriqués par une usine de Sarajevo qui les confectionne en bois courbé. A Novi-Sad, il existe 4 fabriques qui confectionnent principalement les chambres à coucher, puis à Senta, Subotica, Vršac (3 usines), Indžija, Srem-Karlovc. L'usine de Brod-s.-Save et celle de Zagreb ont une certaine importance. En Slovénie il existe environ 20 fabriques mais leur capacité est assez petite. En tout, il y a environ 120 usines qui s'occupent de la fabrication des meubles, 54 de la menuiserie, 35 des objets en bois tressé, 22 usines fabriquent des maisons en bois. En ce qui concerne la production des meubles fins, ainsi qu'une très grande quantité de meubles de qualité moyenne, l'industrie indigène ne peut pas satisfaire les besoins du pays et on importe de grandes quantités de meubles surtout de Vienne. Dans l'industrie ménagère la fabrication de tonneaux est bien développée dans une trentaine d'usines. Environ 65 ateliers confectionnent des caisses, boîtes et objets de menuiserie. Puis, il y a 10 usines qui fabriquent des cure-dents, 8 des chaussures en bois, 37 des voitures de toute sorte, 7 des clous en bois, 17 des tamis et des cribles. Le pays possède 5 manufactures d'allumettes qui peuvent répondre complètement aux demandes dans le pays, et on peut même en exporter.

II. — L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Quoique la Yougoslavie soit un pays essentiellement agricole, l'industrie des aliments est loin d'atteindre le haut degré

de développement où elle pourrait prétendre. Certes, grâce à des conditions exceptionnelles, certaines branches industrielles comme les sucreries, les brasseries, ont prospéré après la guerre, mais d'autres comme la meunerie, les produits de la viande, etc., ont rétrogradé. Lorsque les capitaux, l'aide de l'Etat, etc., apportaient un concours extérieur, l'industrie s'est développée pour le mieux, tandis que partout où ce concours a fait défaut, l'industrie a reculé et recule encore aujourd'hui.

La branche la plus importante de l'industrie des aliments est la *meunerie*, qui occupe la première place aussi bien par le nombre des entreprises que par le montant des capitaux investis. L'industrie meunière de la Yougoslavie est si forte qu'elle pourrait, en fonctionnant à plein rendement, dépasser la production de tous les pays voisins. Notre froment ne suffirait pas à satisfaire nos besoins. Environ 700 moulins à vapeur peuvent transformer jusqu'à 600 wagons de froment par jour (1). La Voïvodine à elle seule, qui possède jusqu'à 270 moulins, peut transformer plus de 310 wagons par jour (2).

Mais la production de nos moulins n'a pas approché, même de loin, leur capacité. Du temps de l'Autriche-Hongrie les moulins de Voïvodine étaient pour la plupart fondés avec des capitaux austro-hongrois, ils transformaient le blé de toute la Monarchie, et la farine produite se répartissait dans

(1) La répartition des moulins est la suivante :

	Nombre de moulins	Capacité par jour
Voïvodine	270	320
Croatie et Slavonie.....	225	160
Serbie	170	80
Les autres	35	40
	700	600

(Godišnjak, p. 28).

(2) La situation des moulins de Voïvodine est d'après M. A. Stancijlović la suivante :

Bačka : 150 moulins avec une capacité de 140 wagons par jour.

Banat : 115 moulins avec une capacité de 156 wagons par jour.

Baranja : 6 moulins avec une capacité de 20 wagons par jour.

Par rapport à leur capacité, ils se répartissent ainsi : 2 moulins de capacité jusqu'à 10 wagons par jour ; 7 de 5 à 10 wagons ; 16 de 2 $\frac{1}{2}$ à 5 wagons ; 22 de 2 wagons ; 15 de 1 $\frac{1}{2}$ à 1 wagon et 92 de $\frac{1}{2}$ wagon.

(A. Stancijlović : *Industrija Vojvodine*, p. 35-36).

tout le pays. Tous les moulins existant en Voïvodine à cette époque fonctionnaient à plein rendement.

Ainsi en 1870 il existait 15 entreprises meunières avec 579 CV ; dans la période de 1890 à 1900, 114 entreprises avec 6.279 CV ; 1910 à 1920, 239 avec 18.801 CV (1). M. A. Stanojlović, secrétaire de la Chambre de Commerce de Vel. Bečkerek, écrit que déjà en 1850 il y avait à Novi Sad un moulin à cylindres avec une capacité de 500 wagons par an, et un autre, celui de Milko Willim à Novi Bečej, avec la même capacité. En 1858 deux autres furent fondés à Pančevo avec une capacité de 2 à 2 1/2 wagons par jour. Quatre ans plus tard (1862), est construit à Vel. Kikinda un moulin à vapeur de 1200 CV. qui transforme 15 wagons par jour et qui compte encore parmi les plus grands moulins de la Yougoslavie (2). La Slovénie possède depuis longtemps ses propres moulins, mais de capacité bien moindre. Un des plus anciens est le moulin à vapeur de Spodnja Hudinja, près de Celje, fondé en 1604 avec 300 CV. tandis que le plus grand moulin a été fondé en 1862 avec 500 CV. et peut transformer en tout 8 wagons de blé (3). En Serbie, à Beograd, le premier moulin à vapeur remonte à 1863, un autre à Kragujevac en 1890, et un grand moulin à vapeur en 1911 (il a commencé à fonctionner en 1913) avec une capacité de 4 wagons par jour. Vers la fin de 1906 il y avait en Serbie 216 moulins (4). Dans la Serbie du Sud, à Skoplje, on en a bâti un de 8 wagons par jour en 1921. A Sarajevo en 1908.

L'industrie meunière a subi après la guerre bien des fluctuations parce que la politique gouvernementale à son égard a été très variable. En Voïvodine, les grands moulins, avec leur production à plein rendement, auraient pu satisfaire complètement aux besoins du pays, mais un monopole eût arrêté pour toujours le développement de cette industrie dans les autres provinces. Les minoteries de Voïvodine ont plus ou moins le caractère d'industrie d'exportation ; elles produisent la farine la plus fine dont la vente n'est pas la plus active

(1) *Privredni i Socijalni Odnosi Vojvodine*, Novi Sad, 1928, p. 49.

(2) En 1917 un moulin a été fondé à Vel. Bečkerek, mais avec une capacité de 10 wagons par jour. Stanojlović, cité p. 39-59.

(3) Lakatoš : *Industrija Slovenije*, p. 200.

(4) Gregorević : *Industrija Srbije*, Zagreb, 1924, p. 74.

dans le pays. Pour cette raison, on a laissé la liberté de fonder dans les autres provinces du pays de nouveaux moulins plus modernes qui accommoderont plus ou moins leurs produits aux besoins du peuple. En raison des difficultés de transport, on transforme le blé à l'endroit même où il a été produit. La Bosnie envoie son blé à Sarajevo, la Serbie du Sud à Skoplje, du Nord à Kragujevac ou Beograd, tandis que les grands moulins de Voïvodine, de la Croatie et de la Slavonie ou bien restent sans matière première ou bien ne peuvent pas placer leurs produits dans le pays. Le gouvernement a augmenté en août 1922 les droits d'exportation (à 110 din. par 100 kg.) et, au mois de septembre de cette année, il a supprimé les droits d'importation sur les produits de meunerie. Dans le tarif douanier général (du 19 Août 1925) le droit d'importation sur la farine a été de 4 dinars-or et le droit d'exportation a été supprimé en 1925.

Voilà les principales raisons qui ont mis notre industrie meunière dans une situation aussi mauvaise et empirant tous les ans. Tandis que les moulins de Voïvodine fonctionnaient en 1922 à 60,9 % de leur capacité, le chiffre diminuait au cours des années suivantes : en 1923 à 50 % ; en 1924 à 45,3 pour cent ; en 1925 à 37,8 % ; en 1926 à 32,3 % ; en 1927 à 27,6 % (1). D'après l'enquête de la Chambre du Commerce de Novi-Sad concernant 86 moulins, les résultats suivants ont été obtenus : 12 moulins, tous de petite capacité et construits pour la plupart après 1918, marchent à plus de 50 % de leur capacité. Parmi les grands moulins d'exportation, un seul fonctionne à 60 % de sa capacité. Les moulins moyens fonctionnent à 30 ou 50 %, les plus grands à 10 ou 30 %, et il y en a qui fonctionnent à 5 %, ou même 1 % de leur capacité (2). Nous terminerons en donnant le bilan de cette industrie de 1925 à 1927, au moment où sa force était la moindre (3) :

- 1° Pendant cette période, 49 moulins ont brûlé ; leur capacité était de 70 wagons par jour ;
- 2° 26 moulins ont fait faillite (capacité 40 wagons par jour).

(1) *Privredni i Soc.*, Odnosi Vojvodine, p. 50.

(2) *Privreda Vojvodine*, Novi Sad 1926, p. 103.

(3) *Izveštaj Indust. Korporacije* du 11 novembre 1927, p. 6.

3° 15 moulins ont arrêté leur travail (capacité 80 wagons par jour).

A la place de notre farine on a exporté notre froment. Alors que la Tchécoslovaquie et l'Autriche augmentaient leur importation de froment de chez nous et réduisaient leur importation de farine, dans notre pays le contraire se produisait. En 1920 la Tchécoslovaquie a importé 1.776 wagons de froment et 15.956 wagons de farine. En 1925, elle a importé 16.708 wagons de froment et 28.360 wagons de farine soit 9 fois plus de froment et 77 % de plus de farine. La situation avec l'Autriche est presque identique. Elle a importé en 1920 11.484 wagons de froment et 22.269 wagons de farine tandis qu'en 1925 elle a importé 24.688 wagons de froment et 10.478 wagons de farine. Voici les chiffres chez nous :

	Exportation du froment en tonnes	Exportation de la farine en tonnes
	—	—
1920.....	41.592	27.267
1921.....	47.072	29.989
1922.....	24.575	22.717
1923.....	96.458	38.241
1924.....	172.401	59.075
1925.....	169.958	37.755
1926.....	297.284	33.188 (1)

Pendant que l'exportation du froment augmentait de 6 fois, l'exportation de la farine augmentait de 22 % ; tandis que le rapport du froment exporté à la farine exportée s'élevait à 65 % en 1920, il tombait en 1926 à 11 %.

La situation de notre industrie meunière est en général mauvaise pour beaucoup de raisons dont voici les deux principales : une faible protection intérieure aussi bien de la part de l'Etat que des producteurs eux-mêmes, et les tarifs de protection des pays importateurs qui s'efforcent d'élever à tout prix leur industrie meunière indigène. Sur ce point nous ne pouvons pas nous mettre d'accord avec les Tchèques. Ils ne veulent en aucune façon abandonner leur thèse : nous acceptons votre froment, mais nous ne voulons pas de votre

(1) V. Red. God. Kongres Privrednih Komora, Beograd, 1927, p. 66-69.

farine. De même avec l'Autriche. Et nous, pays exportateur de cet article, nous sommes bien obligés d'exporter. Ainsi, l'unique issue est de réorganiser notre industrie meunière de manière à l'accommoder à la consommation indigène et de chercher des marchés en dehors des pays de l'Europe Centrale. Par la qualité de notre farine, nous pouvons concurrencer toutes les marques mondiales, mais il faut que nous en diminuions le prix, ce que nous ne pourrions pas faire aisément dans un avenir rapproché. C'est l'Etat lui-même qui devrait prendre cette initiative en favorisant notre industrie meunière par ses tarifs ferroviaires et sa politique douanière.

L'industrie des *pâtes alimentaires* est très faiblement représentée chez nous, malgré toutes les raisons qui militaient en faveur de ce développement, notamment une bonne consommation et l'abondance des matières premières. L'importation des produits italiens leur nuit beaucoup, mais aussi le fait que les pâtes sont souvent fabriquées dans les familles mêmes. La fabrication industrielle des pâtes alimentaires a trouvé une région plus favorable dans la Dalmatie qui est en même temps le principal consommateur de ces articles. Cette industrie s'est développée ici sous l'influence des capitaux italiens, tandis que le Banat qui est la province la plus riche pour la production de la farine de première qualité, n'ayant pas suffisamment d'initiative, est très en retard dans la production des pâtes (1). Le nombre d'usines fabriquant les pâtes alimentaires est évalué à 60 dont 25 importantes peuvent produire jusqu'à 3.000 wagons de pâtes sèches et cuites. Ces 25 usines sont ainsi réparties : 12 en Dalmatie, 8 en Croatie, 3 en Slovénie et 2 en Voïvodine (2).

L'industrie de la *viande* n'est pas très développée. De même que l'industrie meunière, cette industrie, malgré les conditions les plus favorables, ne réussit pas à prendre de l'extension. La Yougoslavie exporte son meilleur bétail et ainsi, dit-on, elle n'a pas assez de matière première pour que cette industrie puisse prendre de l'essor. Tous les ans, l'ex-

(1) La capacité de toutes les usines de Voïvodine serait d'environ 500 wagons ; en 1921 il a été produit 396 wagons, en 1925 277 wagons et en 1927 247 wagons.

(2) *Naša Narodna Privreda*, p. 185 ; Godišnjak, p. 287.

portation du bétail vivant augmente, mais en même temps aussi l'importation des produits de la viande.

Nous avons en tout dans le pays environ 17 entreprises avec une installation moderne pour la transformation de la viande, mais aujourd'hui elles ne fonctionnent même pas toutes : 5 seulement sont en activité tandis que les autres ont périclité ou arrêté leur production (1).

Les abattoirs de Beograd ont commencé à fonctionner en 1900, et un an plus tard ceux de Jagodina. A Vel. Bečkerek on a créé dès 1873 de grands abattoirs municipaux qui peuvent transformer jusqu'à 400 pièces de bétail par jour. Ensuite il y a ceux de Kragujevac, en Voïvodine de Novi Sad, Subotica, Vršac, Srp. Itebej et ailleurs. En Croatie du Sud (300-400 porcs par jour), Vukovar, Osijek, Brod-S. Save, Petrinja, Belovar, Zagreb. En Slovénie les abattoirs de Ljubljana et Maribor puis de Vrhnika (120 porcs et 70 bœufs par jour, installation la plus moderne (2). Dans toute la Voïvodine, il y avait en 1918, 5 usines avec 204 CV, tandis qu'au cours des années suivantes 4 autres furent élevées avec 191 CV. La capacité totale des usines de Voïvodine s'élève à 788 wagons, mais jusqu'à présent le maximum a été produit en 1921 (288 wagons) et le minimum en 1927 (118 wagons, ou seulement 14 % de leur capacité). La fabrique de salamis à Novi Sad qui transforme 6-7 wagons de viande fraîche par jour produit annuellement 30 à 50.000 kg. de lard, 40 à 60.000 kg. de saindoux, 20 à 40.000 kg. de viande salée (3). Il y aurait en tout environ 75 usines qui s'occupent de la transformation de la viande (fabrication de salamis, de jambon, de saucissons, de viande fraîche ou fumée, de saindoux, de lard, etc...). Une réputation particulièrement bonne est acquise aux usines de Petrinje (en Slavonie) et de Karlsdorf (fondée en 1873) qui peut produire jusqu'à 100 wagons de différents produits de viande par an.

La consommation de la viande en Yougoslavie est moyenne, comme nous le montre le tableau suivant :

Japon	3
Italie	20

(1) La Centrale des Corporations industrielles, Rapport du 11 nov. 1927.

(2) Savić, II, p. 11.

(3) Stanojlović, *Industrija Vojvodine*, p. 32.

Russie	22
Yougoslavie	24
France	41
Allemagne	48,5
Angleterre	60
Etats-Unis	88
Argentine	260
Australie	270

La viande est toujours conservée d'une façon primitive, comme viande fumée et comme saucissons, etc... Et encore les pays étrangers favorisent-ils l'importation de notre bétail vivant, tandis que notre bétail abattu ainsi que les produits de la viande sont frappés de fortes douanes de protection. Dans les traités de commerce, on n'a pas réussi jusqu'ici à aplanir cet obstacle et il y a encore moins d'espoir que cela soit fait dans l'avenir. Il ne nous reste qu'à augmenter la consommation indigène, à prendre des mesures contre l'exportation du bétail vivant, et aussi à chercher un nouveau marché pour nos produits de viande.

L'industrie des *conserves de fruits et légumes* n'est nullement au niveau qui lui reviendrait. La Yougoslavie est très riche en fruits comme nous l'avons vu précédemment, mais l'industrie de cet article n'a pas pu se développer favorablement en raison de la mauvaise organisation du commerce des conserves, et aussi parce que les fruits sont conservés en majeure partie d'une façon primitive par les paysans mêmes et les citadins. En dehors de la fabrication de la marmelade et de l'étuvage de prunes, il existe à Zagreb une usine pour la conservation des fruits qui peut produire jusqu'à 100 wagons. A Sarajevo, l'usine « Pehar », avec une installation très moderne ayant produit jusqu'à 10 wagons en 1918, n'a rempli qu'un seul wagon en 1921 (1). Il y a encore des fabriques à Ptuj, Maribor, Ljubljana, puis quelques-unes en Dalmatie. La fabrique de Novi Sad est importante, elle conserve différentes sortes de fruits et de légumes et sa capacité est de 100 wagons par an.

(1) Savić, II, p. 26.

La fabrication du sucre a beaucoup progressé au cours des dernières années en Yougoslavie. Les usines privées (au nombre de six) se sont cartellisées en 1924, en formant d'abord deux syndicats qui ont fusionné plus tard. Enfin deux usines appartenant à l'Etat (l'une à Branjinvrh, l'autre à Beograd), s'y sont jointes créant ainsi un front unique. Les douanes à l'importation du sucre ont été élevées par le tarif douanier à 3,30 dinars par kg., ce qui a rendu toute concurrence étrangère impossible; l'importation qui était en 1924 de 2.533 wagons est tombée en 1925 à 274 et la même année on a exporté 780 wagons de sucre.

L'industrie du sucre est développée principalement en Voïvodine (Voïvodine 4, Serbie 2, Bosnie 1, Slovénie 1) où la première fabrique a été fondée en 1908 à Crvenka. Aujourd'hui cette usine travaille avec 900 CV, et elle peut absorber 160 wagons de betteraves à sucre par jour. Elle produit le sucre brut, le sucre cristallisé, le sucre mécanique et en poudre, de même que les produits secondaires, comme la mélasse. En 1910, il a été ouvert une abrique à Vel. Bečkerek. En 1911, deux fabriques ont été créées à Novi Vrbas avec des capitaux tchèques et hongrois et à Branjinvrh, aujourd'hui domaine d'Etat « Belje ». La fabrique de Vel. Bečkerek peut absorber jusqu'à 100 wagons en 24 heures et en 1922, on lui a adjoint une raffinerie. La fabrique de Novi Vrbas est beaucoup plus importante, car elle peut transformer jusqu'à 150 wagons de betteraves par jour, et elle produit au cours d'une saison jusqu'à 1.500 wagons de sucre. La fabrique du domaine d'Etat « Belje » peut transformer jusqu'à 120 wagons de betteraves. Auparavant, elle n'avait pas sa propre raffinerie qu'elle a installée au titre des réparations. La fabrique à Usora a été fondée en 1890. Celle de Čuprija, en 1911 tandis que la manufacture d'Etat à Beograd remonte à 1899. Čuprija transforme jusqu'à 1.500 wagons de betteraves et Beograd plus de 1.000 wagons.

La situation générale des résultats de cette industrie était la suivante :

	Surface ensemencée de betteraves (en ha.)	Récolte de la betterave (en q.)	Production de sucre (en q.)
1921.....	16.961	1.885.166	238.102
1922.....	19.981	3.126.855	337.599

1923.....	28.653	3.730.734	406.332
1924.....	40.686	10.631.066	1.228.016
1925.....	47.133	5.107.172	569.801
1926.....	49.070	5.599.000	778.000
1927.....	55.386	6.920.000	846.130

Quoique la Yougoslavie n'occupe pas encore une place en vue dans la production européenne du sucre (1), elle est en état de satisfaire aux besoins du pays, et tout laisse espérer qu'elle continuera à se développer favorablement.

Environ 60 fabriques s'occupent chez nous de la production des *bonbons*, du *chocolat* et du *candi*. Elles sont dispersées dans toutes les provinces, sauf le Monténégro et la Dalmatie. Leur capacité est plus ou moins faible, et elles ne peuvent pas satisfaire aux demandes du pays. Une des plus grandes, celle de Vel. Bečkerek qui existe depuis 1911, peut produire en tout 50 wagons par an. La deuxième à Novi Sad, fondée en 1923, produit environ 700 kg. par jour. La production de ces articles est très gênée par la concurrence étrangère ainsi que par les produits des immigrés albanais en Bosnie et Herzégovine, en Serbie et dans une partie de la Voïvodine.

On ne peut pas dire que l'*industrie des différentes boissons* soit satisfaisante. Aujourd'hui nous n'arrivons même dans aucune de ces branches à épuiser la capacité des fabriques existantes. Encore, le paysan yougoslave, pour satisfaire à ses besoins — qui sont d'ailleurs grands, Dieu merci — produit lui-même ce qui lui faut, chez lui. Il n'y a pas un paysan dont l'existence matérielle soit quelque peu assurée qui ne fasse fermenter dans une cuve des prunes et qui ne distille un chaudron d'eau-de-vie. Aujourd'hui, nous avons dans le pays 35 brasseries, 57 fabriques de liqueurs, 54 distilleries d'eau-de-vie, 42 fabriques de vinaigre, 14 grandes fabriques et 51 petites fabriques d'alcool. Comme la Yougoslavie est le troisième pays d'Europe par sa production de houblon (2), son industrie de la bière devrait être de beaucoup supérieure.

(1) En 1925-26, la production totale du sucre en Europe a été de 7.600.818 tonnes, la participation de la Yougoslavie a été de 0,74 %.

(2) Par rapport à la surface totaleensemencée de houblon, l'Allemagne y participe pour 30,8 %, la Tchécoslovaquie pour 28,8 % et la Yougoslavie pour 16,4 %.

Mais la bière ne se consomme pas chez nous dans la même mesure que l'eau-de-vie ou le vin. On consomme par an et par tête d'habitant environ 44 litres de bière et ainsi la consommation totale serait d'environ 520.000 hectolitres. La capacité de 35 brasseries existant en Yougoslavie (10 en Croatie, 15 en Serbie, 2 en Bosnie, 6 en Voïvodine, 2 en Slovénie) est d'environ 1,6 mill. d'hectolitres et pourrait répondre aux besoins, mais la production en fait n'est que de 524.849 hl. (en 1928) (1).

Une des plus vieilles brasseries à Kranj en Slovénie, fondée en 1644 et dont la firme était Mayer, ne travaille plus. En 1763 il y en avait déjà 7 en Slovénie (2). Actuellement la plus grande brasserie de la Slovénie est la brasserie Götza à Maribor, fondée en 1788. En Serbie, la première brasserie a été fondée à Jagodina en 1852, d'abord avec un caractère très primitif, mais réorganisée, elle peut donner 80.000 hl. de bière. En 1905, il y en avait déjà 9 en Serbie. La Voïvodine a eu dès 1840 une brasserie à Pančevo qui existe encore aujourd'hui et produit 150 à 200 hl. de bière par jour. Cinq ans plus tard, une autre brasserie a été fondée à Vel. Bečkerék d'une capacité plus forte, puis 4 ans plus tard (1849) une à Vršac avec une production annuelle de 30.000 hl. de bière (3). La brasserie de George Vajfert à Beograd a été créée en 1870. Une des plus grandes brasseries est celle de Sarajevo, fondée en 1893 et qui a fusionné avec les brasseries de Tuzla et de Banja-Luka, restant ainsi la seule pour la Bosnie et Herzégovine. Elle pourra produire environ 300.000 hectolitres de bière par an, mais sa production effective n'atteint même pas 20 % de sa capacité (en 1925 elle a produit 54.443 hl.). La Voïvodine en a 6 qui peuvent donner ensemble 260.000 hl. de bière, mais elles ont produit en 1921 145.000 hl., en 1922 165.000 hl. (le maximum) et en 1927 143.000 hl.. Les brasseries de Serbie donnent cependant envi-

(1) De la capacité de 1.600.000 hl. on peut faire la répartition suivante : 530.000 hl. aux brasseries de Serbie, 260.000 à celles de la Croatie, 240.000 pour la Slovénie, 25.000 pour la Voïvodine et 320.000 pour la Bosnie. La production totale a été la suivante : 1925 : 386.520 hl. ; 1926 : 456.098 hl. ; 1927 : 709.523 hl. ; 1928 : 524.849 hl.

(2) *Sejmski Vestnik*, Ljubljana 1926, stev. 5 p. 6.

(3) Stanojlović : *Industrija Vojvodine*, p. 24, 25.

ron 250.000 hl. de bière par an mais, elles non plus, n'atteignent pas leur capacité.

Dans la production des autres boissons alcooliques, nous avons 14 grandes distilleries dont la capacité est de 25 millions de litres d'alcool absolu et 51 distilleries agricoles avec une capacité de 4,7 millions de litres d'alcool absolu (1). Nous ne consommons même pas dans le pays le tiers de cette production; on exporte tout le reste. Notre consommation d'alcool, soit raffiné soit dénaturé, s'élève à 1.000 wagons par an. L'exportation en est encore difficile; en 1924 il a été exporté 1.233 tonnes, en 1926 930 tonnes.

On produit encore dans un grand nombre de distilleries des liqueurs, différentes eaux-de-vie de prunes, de poires, d'abricots, de griottes, de marasquin, de vin (cognac), rhum, etc... Toute cette production est assez grande pour couvrir les besoins du pays, et il en reste encore pour l'exportation qui n'est pas très forte.

L'industrie de l'huile est représentée principalement en Dalmatie où l'olivier est un des facteurs importants non pas seulement au point de vue de la production, mais aussi pour la nourriture des habitants. L'olivier est cultivé le long de toute la côte et dans les îles. La Dalmatie peut produire environ 60.000 litres d'huile d'olive (2). Cette culture s'est étendue aussi au Monténégro et en Herzégovine. On peut voir dans chaque village de ces provinces des moulins primitifs destinés à la production de l'huile. Mais on fabrique aussi dans le pays, en Voïvodine, en Croatie et en Slavonie, de l'huile de lin, de chanvre et de citrouille, enfin en Serbie du Sud, de pavot. En tout nous avons 46 fabriques d'huile végétale et leur capacité est d'environ 30.000 tonnes par an. Les principales fabriques se trouvent à Zagreb, Koprivnica, Vrbas, Sombor, etc...

III. — L'INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE

La Yougoslavie est assez riche en minerais de fer. Les

(1) *Ekonomist*, Nos 7 et 8, en 1926, p. 634.

(2) *Dalmacija*, p. 238.

spécialistes évaluent la richesse du sol à 200 millions de tonnes de minerais de fer. Cependant l'existence du minerai de fer seul ne suffit pas pour que l'industrie métallurgique se développe jusqu'à un haut degré. Si nous tenons compte que déjà à l'époque romaine il existait une fonderie à Bohinje en Slovénie (1), l'industrie du fer devrait être très au-dessus du niveau auquel elle se trouve aujourd'hui. Après le grand développement qu'elle avait atteint au temps des Romains, elle a périclité avec Rome, elle ne reparaît que plus tard, au XVI^e siècle, mais est arrêtée de nouveau par l'invasion des Turcs. Ce n'est qu'au XIX^e siècle que l'industrie des métaux, surtout dans les pays de l'ancienne Autriche-Hongrie, commence à renaître quoique beaucoup de circonstances se soient opposées à son progrès. Ce n'est pas seulement l'impossibilité pour le pays de fournir les capitaux nécessaires, mais d'autres raisons. En Slovénie, où se trouve le centre de notre industrie métallique, il n'y a pas de minerai de fer, il n'y existe pas un seul haut-fourneau pour fournir aux usines le fer brut qui leur est nécessaire. Cependant, là où nous avons des hauts fourneaux (en Bosnie), nous n'avons pas de coke ; il faut l'importer, ce qui gêne la production du fer brut. On a songé (2) à la force hydraulique qui ne réussira pas, en dépit de tous les avantages offerts, parce qu'elle exigerait de très gros capitaux, et en même temps l'exploitation en grandes quantités.

En Bosnie-Herzégovine, en Serbie, en Dalmatie, au Monténégro, on rencontre des forgerons au cours de toute l'évolution historique de notre peuple. Ils fournissaient la population en armes et aussi en instruments aratoires et domestiques. Cette fabrication est aujourd'hui encore très développée. Ce sont généralement les tziganes qui s'en occupent, mais il y a des régions comme Vacrar Valkuf, Vareš, Kreševo (en Bosnie) où il existe même des coopératives de forgerons (3). Dans les autres provinces, surtout en Slovénie et en Voïvodine, ce travail est arrivé à un perfectionnement très moderne.

(1) *Vesnik* de la V^e Grande Foire de Ljubljana, N^o 3, 1925, p. 15.

(2) Gregorić, *Ekonomist*, N^{os} 7-8, 1926, p. 630.

(3) Savić, II, p. 301.

Aujourd'hui, l'industrie du fer traverse une crise très forte. De grandes quantités de minerai de fer sont exportées à l'état brut. L'Etat — on ne sait trop pourquoi — défavorise l'importation de la fonte. D'un autre côté, on sent un manque de protection douanière pour différentes marchandises en fer et le « dumping » des différents pays y pénètre avec succès. Il n'est pas nécessaire de souligner que le capital joue, ici comme partout ailleurs, un rôle marquant. La situation de l'industrie du fer est donc devenue critique, sans qu'on puisse assurer qu'elle pourra s'améliorer dans un avenir rapproché. Depuis le moment où notre pays est entré dans le cartel de l'acier central européen, la situation dans le pays s'est améliorée jusqu'à un certain point : la concurrence étrangère a été enrayée, du moins pour une quantité déterminée ; une production annuelle de 4.000 wagons nous a été assurée. Comme on évalue la consommation du pays à 6.000 wagons, la différence de 2.000 wagons doit être fournie par l'Autriche, la Hongrie et la Pologne. Mais tout cela est insuffisant pour faire dépasser à notre industrie le point mort.

Le fer brut, c'est-à-dire la fonte, est produit chez nous à deux endroits : à Vareš et à Petrova Gora. Vareš peut donner annuellement environ 700 wagons, tandis qu'à Petrova Gora près Topusko, où le travail a été suspendu jusqu'en novembre 1925, on travaille avec un four Martin jusqu'à 350 wagons de fonte. Il existe encore une usine pour la fonte à Bešlinac en Croatie, mais elle ne travaille pas. Quatre usines transforment la fonte en fer forgé et en acier ; elles disposent de 11 fours Martin, de 3 fours pour la fonte et 3 de puddlage ; trois de ces usines se trouvent en Slovénie : « *Kranjsko indust. preduzeće* » à Jasenice ; « *Jeklarna* » à Ravne ; et « *Štore* » à Štore près de Belje, puis une en Bosnie « *Dioničko društ. za industriju željeza* » à Zenica. La production des quatre usines ensemble (en tonnes) a été la suivante :

1913.....	115.179	1921.....	26.673
1915.....	76.200	1922.....	44.363
1918.....	38.700	1923.....	50.623

Si nous ajoutons que ces entreprises pourraient produire jusqu'à 137.000 tonnes de fer forgé par an, nous pouvons facilement juger l'état où se trouve cette industrie.

L'usine de fer de Jasenice fonctionne déjà depuis 1869 et possède 5 fours Martin avec une capacité de 250 tonnes par jour. On y produit du fil de fer, des tiges, des rails, des clous, des cerceaux, différentes pièces pour les machines sur commande, etc... L'usine « *Jeklarna na Ravnah* » existait dans le pays avant toute autre (elle date du XVIII^e siècle); elle possède trois fours de puddlage avec une capacité de 9 tonnes par jour, trois fours pour la fonte de 9 tonnes et 2 fours Martin de 42 tonnes d'acier; elle emploie jusqu'à 900 ouvriers. Sa production n'atteignait environ que le quart de sa capacité, et même moins au cours des dernières années. L'usine fabrique différents outils et objets, faux, ressorts, pelles, houes, essieux, etc... L'usine de Štore près de Celje possède un four Martin et produit jusqu'à 1.600 wagons de fer en tiges et environ 200 wagons de différents objets en fer. La fabrique de fer de Zenice a été fondée en 1892. Elle possède 3 fours Martin et produisait 274.908 q. en 1913 et 33.450 q. en 1921. En outre, il existe dans le pays environ 10 grandes et 20 petites fonderies pour les objets en fer, dont les plus connus sont celles de Vareš, Ljubljana, Beograd, Kragujevac, Niš, Paraćin, Vel. Bečkerek, Subotica, Osijek, Zagreb, Maribor, etc... La fonte est assez bien protégée par la douane (le mieux protégé de tous les produits en fer) de sorte que la concurrence étrangère est presque complètement éliminée. A côté des fonderies de fer, la Yougoslavie a deux fonderies de plomb (à Zagreb et à Litija), une fonderie de zinc (à Celje). Une autre fonderie importante est l'usine pour la fabrication de la vaisselle émaillée, de A. Westen à Gaberje près de Celje, fondée en 1894. Lorsqu'elle travaille à plein rendement, cette usine emploie environ 1.500 ouvriers, et peut produire 15-20 tonnes de vaisselle émaillée par jour. Pour les besoins intérieurs, 120 wagons suffisent, de sorte qu'on peut exporter annuellement environ 11 fonderies de plomb, toutes à petit rendement. Cinq fabriques de wagons — à Brod (la plus grande) à Subotica, à Kruševac, à Smederevo et à Srpska-Palanka — ont une capacité de 2.500 wagons et réparent 8.000 wagons (les réparations sont faites aussi dans 6 ateliers appartenant à l'Etat). Une grande entreprise à Kraljevica s'occupe de la construction et de la réparation de bateaux, ainsi qu'une vingtaine de petites entreprises. En 1923

a été fondée, à Novi Sad la première *industrie d'avions* « *Ikarus* » pouvant produire jusqu'à 20 avions par an. Il y a dans le pays 63 entreprises différentes qui s'occupent de la construction et de la réparation des machines et moteurs. Presque toutes sont de petites entreprises qui construisent différentes chaudières de faible dimension et des parties de constructions en fer, etc... En Voïvodine où les *machines agricoles* servent le plus, la production n'arrive pas à satisfaire aux besoins. Les *fabriques de faux* jouissent d'une réputation distinguée. Quatre grandes entreprises se trouvent en Slovénie et peuvent produire jusqu'à 550.000 faux et 840.000 faucilles. La plus grande est celle de Henrik Kieffer, fondée en 1881 à Sv. Lovrenec et qui donne jusqu'à 140.000 faux et 400.000 faucilles. Cette entreprise seule, si elle se développait pleinement, satisferait à tous les besoins du pays.

La *fabrication des cloches* était déjà connue en Slovénie au XV^e siècle (1). La première fonderie de cloches à Ljubljana date de 1734, elle a produit en 1917 37 cloches d'un poids de 10 tonnes et en 1923 343 cloches pesant 141 tonnes. Il y a aussi des fabriques de cloches de petite capacité à Celje, à Jasenice, et ailleurs.

La fabrication des différents outils et instruments d'agriculture, pelles, pioches, haches, etc., quoique assez bien représentée dans le pays, ne satisfait pas au-delà de 40 % des besoins. La *fabrication des meubles métalliques* est assez bien développée (il existe 17 entreprises) surtout en Croatie. Entre autres, il y a des fabriques de chaînes (7), de fourneaux (26), de limes (10), de fil de fer et de fils tressés (27), de clous et vis (18) et autres objets en fer. Parmi les autres métaux, les *objets en plomb* sont fabriqués à Mežica qui s'est bien développé au cours des dernières années. Dans la production mondiale du plomb, nous participons pour environ 20 %; et cette branche industrielle a chez nous un bel avenir. Le cuivre est produit généralement à l'état brut, et on l'exporte comme tel. Une certaine quantité de *cuivre* est transformée à Bistrica, en Slovénie, mais cette quantité est petite, et on soutient cette production avec beaucoup de difficultés contre la concurrence étrangère. L'*alumi-*

(1) *Sejmski Vesnik*, Ljubljana, N° 4, 1924, p. 73.

nium est fondu jusqu'à un certain point à la fabrique d'avions de Novi-Sad. Le zinc est transformé par la fabrique de zinc d'Etat à Celje.

IV. — L'INDUSTRIE CHIMIQUE

Cette industrie qui marque aujourd'hui des progrès importants en Yougoslavie est généralement de date récente, mais certaines de ses branches, comme la production du savon, apparaissent déjà au XIX^e siècle (1). Nos produits, dont 50 % ne sont apparus qu'après 1918, suffisent à un tiers de nos nécessités. Si les usines pouvaient fonctionner à plein rendement, elles satisferaient entièrement à nos besoins. C'est la forte protection douanière qui a contribué au progrès de cette industrie. Mais les capitaux trop chers et les moyens de transport coûteux constituent encore un sérieux obstacle.

La Yougoslavie produit du carbure, du cyanamide, du ferrosilicium, de la soude d'ammoniaque et de la soude caustique, de l'acide sulfurique, des superphosphates, de l'acide acétique, de l'oxygène, différents produits de la distillation du bois, différents produits du raffinage, de la naphte, des couleurs, des savons, des bougies et autres. Quatre usines produisent du carbure, et les produits de cyanamide (Jajce, Rušan, Dugi Rat, Šibenik). L'usine de Jajce (fondée en 1897) produit encore du ferro-silicium, de la soude caustique, de la chaux, du chlore et des dérivés du chlore. En 1925, il a été produit :

Ferrosilicium	1.940 tonnes
Chaux de chlore.....	1.158 »
Soude caustique	1.208 »
Autres produits	405,7 »

L'acide sulfurique et les superphosphates sont produits par trois grandes fabriques dont la capacité est d'environ 3.000 wagons pour l'acide sulfurique et 14.000 wagons pour les

(1) En Slovénie à Kranj une fabrique de savons et de soude a été fondée dès 1804. Lakatoš : *Industrija Slovenije*, p. 96.

superphosphates. En 1927, l'abaissement des tarifs ferroviaires pour le transport des pyrites a donné une nouvelle impulsion à cette industrie. Les besoins du pays pour ces produits sont faibles et la production dépend de l'exportation qui n'est pas facile.

La soude d'ammoniaque et la soude caustique sont produites en quantités importantes à Lukavac en Bosnie. La fabrique de Lukavac a été fondée en 1896; elle a été reprise en 1905 par la société belge Solvay et Cie, et la *Chemischer Verein Aussig*, qui détient 32,5 % des actions. La capacité de la fabrique est de 24.000 tonnes de soude d'ammoniaque dont une partie est transformée en soude cristallisée (500) et soude caustique (500); le reste est vendu. Cette fabrique suffirait à couvrir les besoins du pays en soude caustique et cristallisée et plus de 12.000 tonnes de soude d'ammoniaque (qu'on exporte principalement en Allemagne) pourraient être exportés. Il n'y a pas longtemps on a commencé à produire aussi à Zagreb de la soude caustique; elle est fabriquée encore dans certaines usines destinées à divers produits. Une des fabriques les plus puissantes est la « *Tovarna kemičkih izdelkov* » à Hrastnik, fondée en 1860 et possédant deux usines, l'une à Hrastnik et l'autre à Celje, qui emploient 200 ouvriers. Celle de Hrastnik produit jusqu'à 150 wagons d'acide chlorhydrique dont seulement 40 sont utilisés dans le pays; 30 wagons de sel de potasse; 400 wagons de soude cristallisée; 140 wagons de sel de Glauber; 300 wagons de superphosphates (on pourrait en produire 2.000); 60 wagons de bicarbonate; 300 wagons de couleur rouge. A Celje, on produit environ 450 wagons d'acide sulfurique. A Subotica a été fondée en 1920 la fabrique « *Zorka* » (créée en réalité en 1906 et nationalisée en 1920) qui produit annuellement 6.500-7.000 wagons de superphosphates, 3.000 wagons d'acide sulfurique; 500 wagons de sulfate de cuivre et de fer, puis de l'acide chlorhydrique, du sel Glauber, des couleurs minérales, etc... L'acide carbonique est produit à Novi-Sad dans une fabrique dont la capacité est de 200 à 300.000 kg. A Moste, près de Ljubljana, existe une fabrique appartenant à l'Etat qui transforme principalement la bauxite et la demi-fabrication pour la production de l'aluminium. Comme nous n'avons toujours pas de fabrique d'aluminium (seule la fabri-

que d'avions à Novi Sad s'occupe partiellement de la production), presque tous ces produits sont exportés, principalement en Autriche et en Allemagne.

L'usine pour la *distillation du bois* à Teslić donne des produits importants, notamment toutes les sortes d'alcool méthylique. Elle absorbe jusqu'à 200.000 m³ de bois de hêtre, ce qui donne 12.700 dérivés de méthylène, 980.000 kg. de dérivés de la chaux (acétate de calcium et autres), 350 wagons de goudron, 10 wagons d'huile légère, 1/2 wagon de poix, etc... L'entreprise de Belišić en Croatie distille jusqu'à 120.000 m³ de bois de hêtre et donne 500 wagons de charbon de bois, 150 wagons d'acétate de calcium, 15 wagons d'acétate de soude, 210 wagons de goudron, 55 wagons de poix, etc... En 1893 a été fondée à Bos. Brod une usine qui produit du pétrole, de l'essence, du gaz, de l'huile, de la graisse pour les machines et autres, des bougies, de la paraffine, etc... Cette entreprise transforme environ 400.000 tonnes de naphte brute par an. Quoiqu'elle doive importer la matière première, parce que nous ne produisons pas de naphte, cette usine est tout de même prospère. A côté de cette entreprise, il y en a une autre, petite, à Dravograd. Nous avons deux fabriques de cellulose, l'une auprès de l'entreprise d'industrie forestière à Drvar (*Tvornica celuloze*) et l'autre, une petite entreprise, auprès de la fabrique de papier « Medvod » à Ljubljana. L'usine de Drvar pourrait en travaillant avec 1/3 de sa capacité couvrir tous les besoins de nos fabriques de papier (1). L'exportation se dirige principalement vers l'Italie, la Tchécoslovaquie et l'Autriche. Quant à l'industrie du papier, elle est assez bien développée dans le pays. La Yougoslavie possède 7 grandes fabriques qui produisent annuellement jusqu'à 2.000 wagons de papier de toutes sortes tandis que le pays n'a besoin que de 1.500 wagons. La Yougoslavie possède aussi deux fabriques de papier à cigarettes, 12 fabriques pour la confection des sacs en papier, 4 pour la production du papier, de journaux; tout cela suffit pour les besoins du pays.

9 usines extraient la gélatine des os; les plus importantes se trouvent à Beograd, à Ljubljana et à Vršac. On calcule

(1) Sa capacité est de 1.800 wagons par an.

qu'on pourrait ramasser en Yougoslavie environ 800 wagons d'os par an, ce qui correspondrait à la capacité de notre industrie. La production de la gélatine est de 160 wagons; la consommation n'étant que de 30 wagons, on exporte le reste (1). Il y a 8 grandes et plusieurs petites fabriques de graisse de voiture; leur capacité est de 6.000 tonnes; la consommation du pays est de 4.500 tonnes. 22 fabriques produisent les encres et du bleu, ce qui suffit pour satisfaire aux besoins.

Dans l'*industrie des savons*, la Yougoslavie compte 32 entreprises, petites ou moyennes, avec une capacité de 1.800 wagons tandis que la consommation totale du pays s'élève à 1.100 wagons (en moyenne 1 kg. par habitant par an, en Slovénie 5 à 12 kg.). L'industrie des savons fonctionne plutôt comme industrie domestique, surtout en Serbie du Sud. De grandes usines existent à Beograd, Leskovac, Šabac, Novi Sad, Vel. Bečkerek, Osijek, Slav. Brod, Maribor, Ljubljana. A Beograd a été fondée en 1839 la fabrique « Merima » qui emploie 150 ouvrières et qui produit jusqu'à 100 wagons de savon pour la lessive et 100 wagons de savon de toilette. La fabrique de Leskovac donne jusqu'à 150 wagons de savon pour la lessive et 30 wagons de savon de toilette. A Maribor la « Prva Mariborska Tvorica » produit environ 240 wagons de savon pour la lessive (« Zlatorog »). Cette fabrique de savon a une installation des plus modernes. La fabrique de Ljubljana donne jusqu'à 150 wagons de savon pour la lessive et jusqu'à 20 wagons de savon de toilette par an. La fabrique de Osijek « Schicht » peut produire 300 wagons de savon pour la lessive et 20 wagons de savon de toilette. La fabrique de Novi Sad fondée encore en 1873 produit 120 sortes de savon et peut donner annuellement 80 wagons de savon pour la lessive et 80 wagons pour la toilette. Toutes les autres fabriques sont de moindre capacité. Comme on le voit, c'est le savon ordinaire qui domine dans la production et couvre les besoins du pays, tandis qu'on importe toujours les savons fins. L'obligation d'importer ces matières premières est un grand obstacle au développement de l'industrie des savons.

(1) Lazarević, *Kratak pregled naše industrije*, Beograd, 1921, p. 15.

Cette industrie doit importer tout le suif nécessaire, ce qui lui rend la concurrence difficile, surtout pour les savons de toilette.

Dans l'*industrie des bougies*, 15 fabriques fonctionnent avec une capacité de 240 wagons, ce qui suffit à peu près à couvrir les besoins du pays. Une des plus grandes fabriques se trouve à Vel. Bečkerek (fondée en 1884); elle peut produire jusqu'à 30 wagons de bougies, 70 wagons de savon ordinaire, 4 à 5 wagons de savon de toilette et 1-2 wagons de parfumerie. La fabrique « Danica » à Bos. Brod produit environ 100 wagons de bougies de paraffine. A Sarajevo la fabrique « Vila » produit à côté du savon, des bougies. Puis, il existe une fabrique à Karlovac, 5 à Ljubljana, à Split, Novarska, Dubrovnik et Beograd.

V. — L'INDUSTRIE TEXTILE

Elle n'a commencé à se développer en Yougoslavie qu'après la guerre. Auparavant il n'existait que quelques usines en Serbie, Slovénie et Croatie. Lorsque le pays, ayant conquis son indépendance politique, a commencé à se libérer de la tutelle industrielle de l'étranger, c'est l'industrie textile qui s'est relevée la première. Et tandis que toutes les industries du pays ont fonctionné depuis dix ans au-dessous de leur capacité, l'industrie textile, seule, faisait exception (1). L'industrie du coton n'a commencé à prendre de l'essor qu'après l'année 1923, celle de la laine l'avait précédée. A la place des produits textiles finis, on a commencé à importer des matières premières qui devaient être transformées dans le pays. Une forte protection douanière, un vaste champ de consommation, une industrie qui ne demandait pas de grands capitaux et pouvait commencer avec l'argent indigène, tout cela a contribué à la naissance et au développement de l'industrie textile. Il est bien compréhensible qu'elle ait trouvé beaucoup d'obstacles sur son chemin et qu'elle en trouve

(1) Rapport annuel de la Chambre du Commerce de Zagreb 1927, p. 201.

encore. Le plus grand est peut-être le fait que notre industrie textile ne peut faire concurrence ni par sa qualité ni par son goût aux produits qui ont dominé jusqu'ici sur notre marché. Les nouveaux articles n'y pénétraient pas si facilement. Souvent même de fortes douanes n'ont pas pu empêcher le produit étranger d'apparaître. Enfin toute notre industrie textile a dû se borner à ne produire que des marchandises de qualité moyenne et ordinaire et à laisser pour les marchandises chères le champ libre à la concurrence étrangère. Ainsi est-on arrivé à donner la plus grande expansion possible à l'industrie qui avait le plus de chances de réussir, et d'un autre côté à réduire au minimum la concurrence étrangère pour ces produits, parce que l'étranger se contente de l'importation de produits fins et chers. Si nous examinons notre tableau n° 33 nous verrons que l'importation des objets de fabrication finie a augmenté, de même que celle des matières premières. Mais il y a de grandes différences : tandis que l'importation des produits de coton a augmenté de 1921 de 12 % et des produits en laine de 70 %, l'importation du coton brut a augmenté de presque 30 fois, du fil de coton de plus de 3 fois, de la laine brute de 200 fois et des fils de laine de plus de 25 fois. Dans quelle mesure se sont accrus les besoins du pays en produits textiles, nous le voyons d'après cette statistique. L'importation n'a pas diminué et la production intérieure s'est accrue de plus d'un quart, ce qui a provoqué aussi une augmentation de la consommation des produits textiles. Nous avons eu plusieurs fois déjà l'occasion de souligner l'indépendance du paysan yougoslave à l'égard du marché des villes. Aujourd'hui, au contraire, le paysan met avec plaisir une chemise, des chaussettes, souvent même un costume achetés à la ville. Et l'industrie elle-même, qui se trouve à ses débuts, s'adapte facilement aux besoins du village : elle produit l'étoffe, le gros drap, les fichus, la marchandise tricotée dans le genre le plus accessible au paysan. Pour cette seule raison, la « façon » indigène participe à l'évolution de notre village. L'industriel étranger, ignorant la mentalité de notre peuple, ne sachant pas ce qu'il lui faut ni ce qu'il ne lui faut pas, ne peut faire concurrence à nos produits. Là où autrefois un produit étranger avait trouvé un marché, il l'a conservé, en général, comme nous l'avons vu dans notre tableau IV.

TABEAU N° 33

IMPORTATION DES PRODUITS TEXTILES DE 1921 A 1927

(en tonnes)	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Tissus de coton...	12.512	16.100	12.162	15.687	15.046	15.681	12.826	14.073
Coton brut.....	237	3.764	4.169	4.554	4.969	5.753	6.893	6.952
Fil de coton.....	3.541	7.781	4.733	5.685	6.595	7.754	7.606	10.633
Total des produits coton	16.290	27.645	21.064	25.826	26.610	29.188	27.325	31.658
Tissus de laine ...	1.542	2.680	2.644	4.406	3.515	3.649	2.994	2.735
Laine brute	18	1.484	1.654	1.735	1.088	2.037	3.826	3.675
Fil de laine	41	119	176	358	429	511	733	1.023
Total des produits en laine	1.601	4.283	4.474	6.499	5.032	6.197	7.553	7.433
Total pour les prod. textiles	17.891	31.928	25.538	32.325	31.642	35.385	34.878	39.091

Les premiers pas de l'industrie textile consistent en Voïvodine, en Slovénie et en Serbie dans la transformation du chanvre et, en Serbie plus particulièrement, dans la confection des rubans qui servaient à orner les vêtements et étaient fabriqués par des artisans ou dans les familles elles-mêmes. Seule, la Slovénie a eu (bien avant 1850) à St. Pavle, près de Prebold, une fabrique de tissage fondée avec des capitaux autrichiens. A cette fabrique est venue s'ajouter en 1912 à l'occasion de la reprise par la « *Verein-Oësterr. Textilindustrie A. G.* » de Vienne une nouvelle usine de tissage à Litija (celle-ci fondée en 1886) d'une capacité bien supérieure et ces deux fabriques ont été pendant longtemps les plus importantes sur le territoire Yougoslave. Aujourd'hui, la plus grande fabrique est celle de Duga Resa.

Une des principales branches de l'industrie textile est la *fabrication des produits en coton*. La culture du coton réussit dans le Sud, surtout aux environs de Djevdjelija, mais elle ne peut satisfaire aux besoins, quoique cette industrie ne se trouve que dans la première phase de son développement. Aussi le coton est-il importé en grandes quantités. Mais comme les fabriques de tissage sont beaucoup plus dévelop-

pées dans le pays que les filatures, on importe beaucoup de coton déjà à moitié transformé. Grâce à l'enquête faite par la Chambre du Commerce de Zagreb sur notre industrie textile, nous pouvons exposer la situation détaillée de notre industrie de coton et de la laine. Voici quelle était, au mois de septembre 1927, la situation de notre industrie cotonnière :

TABLEAU N° 34

Province	Entreprises	Filatures	Fabriques de tissus	Fuseaux	Métiers à tisser	C.V.	Ouvriers	Production annuelle	
								fil kgs	tissus m.
Serbie	6	2	6	8.660	1.742	2.965	2.510	300.000	12.700.000
Croatie	7	2	7	45.065	1.943	3.146	3.260	1.700.000	14.550.000
Slovénie	5	2	5	59.182	2.166	6.066	3.400	3.650.000	23.200.000
Bosnie	1	—	1	—	210	85	70	—	150.000
Dalmatie	1	—	1	—	80	70	250	—	800.000
Voïvodine	3	—	3	—	133	200	260	—	700.000
Yougoslavie	23	6	23	112.907	6.274	12.532	9.750	5.650.000	52.100.000

D'après la Chambre de Commerce de Zagreb, les filatures étaient en 1921 au nombre de 41, les fabriques de tissus au nombre de 11 avec 85.000 fuseaux et 3.200 métiers à tisser; l'augmentation au cours des 6 dernières années a été de plus du double. La plus grande partie de l'industrie se trouve en Serbie, Croatie et Slovénie où le reste de notre industrie textile est également le mieux développé. Les filatures existent à Niš, Beograd, Duga Resa, Litija, Prebold et Tržić. Une des plus grandes, celle de Duga Resa, dispose de 44.778 fuseaux, peut transformer jusqu'à 2 millions de kg. de coton par an et emploie environ 1.000 ouvriers. L'usine de Litija possède 32.000 fuseaux de différentes espèces et transforme environ 1 million de kg. de coton par an avec 300 ouvriers environ. La filature Glanzmann et Gassner à Tržić dispose de 22.302 fuseaux et transforme jusqu'à 1,7 millions de g. de fils de coton. Depuis 1898, il existe à Beograd une fabrique qui dispose de 2.640 fuseaux.

(1) Rapport de la Chambre de Commerce de Zagreb, 1927, p. 202.

La fabrication des tissus de coton existe dans presque tout le Royaume, quoique dans une inégale mesure. Il y en a à Duga Resa, Tržić, Prebold, Beograd, Leskovac, Niš, etc... La plus grande exploitation se trouve à Duga Resa (elle y est jointe à la filature) avec 1.230 métiers et peut produire jusqu'à 20.000 m. de tissu par jour. A Beograd il y a 2 fabriques de tissus : l'une avec 223 et l'autre avec 166 métiers. La fabrique de tissus « *Kosta Ilić i sinovi* » (existant depuis 1906) a ses tissages à Beograd (223 métiers) et à Leskovac (275 métiers). La fabrique de tissus à Prebold qui a 480 métiers peut, en employant 200 ouvriers, produire jusqu'à 6 millions de mètres de tissu de coton. La fabrique à Tržić dispose de 373 métiers et peut donner jusqu'à 6 millions de mètres de tissu de coton. La fabrique de Ječmenica (près de Beograd) dispose de 396 métiers et peut atteindre également 4 millions de mètres de tissus. La fabrique de Niš a 300 métiers donnant jusqu'à 2 millions de tissus. Les autres fabriques comme celles de Užice, Vlasotinac, Novi Sad, Derventa, Varaždin, et ailleurs ont une capacité beaucoup moindre.

On transforme beaucoup le coton dans la petite industrie domestique, mais cette production est toujours loin de satisfaire aux besoins du ménage. Les autres transformations du coton sous forme d'ouate et de fil sont peu représentées. L'ouate est fabriquée avec les déchets du filage ainsi qu'avec des chiffons de coton. La fabrique de Duga Resa produit du fil, mais en très petite quantité, de sorte qu'on importe tout le fil employé dans le pays. La confection des dentelles, des rideaux est assez bien représentée, mais incapable de couvrir les besoins de la Yougoslavie.

L'*industrie de la laine*, qui a une origine plus ancienne que celle du coton, est mieux en état de satisfaire aux besoins du pays que celle du coton. D'après l'enquête de la Chambre de Commerce de Zagreb, de septembre 1927, la situation de l'industrie de la laine était la suivante (1) :

(1) Rapport de la Chambre de Commerce de Zagreb 1927, p. 201.

TABLEAU N° 35

Province	Entre-prises	Fuseaux	Métiers à tisser	C. V.	Ouvriers	Capacité de production de tissu en mètres
Serbie	4	37.640	465	3.870	2.380	3,300.000
Croatie	5	12.940	468	1.835	2.740	2,950.000
Slovénie	2	1.720	44	215	260	274.000
Bosnie	1	460	6	30	60	40.000
Dalmatie	1	300	8	35	23	36.000
Voïvodine	2	1.800	52	140	190	240.000
Yougoslavie	15	54.860	1.043	6.125	5.653	6,840.000

90 % de toute la production sont dus à la Serbie et à la Croatie. Les usines travaillent en majeure partie pour les besoins de l'armée (étoffe et couvertures) qui absorbent 70 % de toute la production des tissus de laine. La première fabrique en Serbie a été fondée à Topčider par l'Etat en 1850 et transformée à Užice. Au Monténégro l'Etat avait élevé à Danilovgrad une grande fabrique de tissus dans laquelle il avait investi 80.000 perpers, mais elle a été anéantie pendant la guerre.

Une des plus grandes fabriques de tissus de laine est celle de Kosta Ilić à Beograd, qui donne avec sa succursale à Leskovac jusqu'à 5 millions de mètres de tissus; la fabrique de tissus de Paraćin travaille avec 5.040 fuseaux et 80 métiers automatiques. La fabrique de Leskovac travaille avec 6.800 fuseaux et 100 métiers; la fabrique de tissus et étoffes de laine de Grdelica (Serbie) possède 1.400 fuseaux, 30 grands métiers et 2 petits. La fabrique de Varaždin (Croatie) travaille avec 40 métiers modernes et peut produire environ 750 mètres de tissus par jour. A Šibenik (Dalmatie) fonctionne une fabrique qui compte 8 métiers et peut produire jusqu'à 120 m. de tissu et 50 couvertures de chevaux par jour. Il y en a encore à Sarajevo, Karlovac, Osijek, Ljubljana, Mostar et ailleurs, mais de moindre capacité.

Une des branches importantes de l'industrie de la laine est la *production des tapis*. Autrefois les tapis de Serbie n'avaient pas de concurrents sur les marchés d'Orient. L'Oc-

cident avait appris aussi à en connaître la valeur (1). C'est en Serbie que la fabrication des tapis est la plus ancienne, dans les environs de la ville de Pirot dont ils portent le nom. Pendant la période de domination turque, les habitants de cette région se sont occupés de la fabrication des tapis, la principale ressource de leur vie économique. Il était d'usage que toute jeune fille de Pirot apprît à confectionner les tapis, qu'elle fût riche ou non (2). Tout ce que les jeunes filles gagnaient, elles l'employaient à l'achat de leur trousseau qu'elles préparaient durant l'hiver (3). Combien cette industrie domestique était estimée du temps des Turcs, on le voit d'après ce fait que Aliberg a fondé en 1872 une filature de laine, et en 1873 une fabrique pour la filature de la laine, démolie à l'époque de la libération (1803-1813) et reconstruite en 1890. En 1894 a été fondée la « *Société Commerciale des Tapis de Pirot* » qui achetait les tapis des tisseuses et les vendait dans les villes de Serbie, de Turquie, de Bosnie et à Salonique, où elle avait des représentants. Les producteurs se sont réunis en 1902 en une coopérative, « *Pirotška Čilimarska Zadruga* », qui avait pour but d'organiser la production, de favoriser la vente et de protéger ses membres contre les malfaçons des commerçants. Elle fournissait aussi les matières premières, faisait des prêts aux producteurs, plaçait ses représentants à l'intérieur du pays et à l'étranger ; en un mot, la coopérative a été, depuis sa naissance, le principal stimulant de la fabrication des tapis de Pirot. Après la grande guerre, toutes ces institutions ont totalement périclité, et la réputation des tapis de Pirot a fortement diminué. Une des principales ressources de la population indigente de Pirot est menacée et on entend de tous côtés retentir des appels pour une aide immédiate et absolument nécessaire qui tarde à venir.

En dehors de Pirot, on confectionne des tapis dans l'industrie domestique en Bosnie (Prozor, Bos. Petrovac, Foča,

(1) En 1905 à l'exposition de Lyon, il a été vendu pour 20.000 dinars de nos tapis ; à Londres, à l'exposition de 1907 pour 19.000 dinars ; à Milan, en 1906 il a été vendu en trois jours tout ce qui avait été exposé, de même à Turin en 1911 (*Pirotško čilimarstvo*, de Drag. Zdravković, Niš, 1924, p. 21).

(2) Savić II, p. 130.

(3) Savić II, p. 130.

Livno, Zenice, etc.), en Herzégovine (Gacko, Bileća, Stolac, Trebinje), dans le Banat (Vel. Bečkerek, Kumani, Vranjevo, Melence, Elemir) dans le Bačka (Stapar), en Serbie du Sud (Prilep).

En Bosnie, l'Autriche, voyant l'importance de notre ornementation, a fondé à Sarajevo une Ecole Régionale pour la fabrication des tapis et où les ouvrières apprenaient la théorie et la pratique du tissage de tapis. Cette institution a été réorganisée en 1892 et il a été fondé un tissage régional (Zemaljska Tkaonica), qui a si bien prospéré qu'il a ouvert dès 1896 une succursale à Kreševo, en 1905 une autre à Fojnica, en 1907 à Čajniče. Le Tissage d'Etat de tapis, « Državna Tkaonica Ćilima » (c'est son nom actuel), est une des meilleures entreprises de ce genre en Yougoslavie, et, on pourrait même dire, dans les Balkans : il exécute des tapis d'un goût raffiné et occidental. Tandis que les tapis de l'industrie domestique, de même que ceux de Pirot et du Vel. Bečkerek, ne peuvent, en raison de leurs couleurs trop vives ou de leur exécution moins solide, franchir les limites de leurs provinces et ne traversent qu'en petit nombre les frontières, les tapis de Sarajevo pénètrent dans tous les pays voisins. La fabrique de Sarajevo fabrique les tapis dits « de Perse » avec 40.000 par m², les tapis en poils d'Angora avec 160.000 par m², les tapis de Perse en soie avec 384.000 nœuds (1). Cependant cette industrie a traversé dans ces derniers temps une crise, due en quelque sorte à une saturation du marché. Le mouvement des tapis vendus au cours de chaque année est le suivant :

1919.....	7	1923.....	324
1920.....	31	1924.....	219
1921.....	363	1925.....	178
1922.....	363		

A Vel. Bečkerek a été fondée, il y a plus de 35 ans, une fabrique de tapis sous forme d'école de tissage, reprise plus tard par une société hollandaise et en 1916 par les Hongrois ; elle a été rachetée avec des capitaux indigènes en 1921. Elle possède 10 métiers de tissage, et 20 à mains. Elle peut produire pour ainsi dire toutes sortes de tapis. Elle fournit

(1) Savić II, p. 114.

annuellement jusqu'à 2.500 m² de tapis dits de Smyrne, 50.000 m² de tapis pour les couloirs, 3.500 m² d'autres sortes de tapis.

En Bosnie l'industrie indigène pour la fabrication des couvertures ordinaires est assez bien développée; son centre est Visoko, où il y a environ 22 artisans qui confectionnent chacun jusqu'à 500 couvertures par an. En Serbie, la production du drap par l'industrie domestique, drap qui sert à faire des couvertures, est assez florissante particulièrement dans les environs de Pirot, de Prilep et de Bitolj.

Les autres transformations industrielles de la laine sont assez peu avancées. Nous avons dans le pays 20 fabriques qui confectionnent des vêtements; si elles fonctionnaient à plein rendement, elles pourraient avec les artisans satisfaire complètement aux besoins. Cependant, en raison de la faible protection douanière, toutes ces entreprises se sont bornées à produire des vêtements à bon marché et elles travaillent ainsi au quart ou à la moitié de leur capacité. Jusqu'à présent on n'a confectionné que les vêtements d'hommes tandis que les vêtements des femmes sont fabriqués en petites quantités seulement en Slovénie. La plus grande fabrique de vêtements est « Morava », fondée avec des capitaux tchèques, qui peut produire annuellement jusqu'à 30.000 jaquettes et autres costumes d'hommes et en plus 60.000 complets d'enfants. A Subotica la firme Kramer peut donner jusqu'à 10.000 uniformes divers (pour la police, les agents des chemins de fer, les pompiers, etc...). A Maribor la « Jugoslavenki Lloyd » — capital allemand — produit des vêtements d'hommes et de femmes. La lingerie est également bien développée et on fabrique, à côté des chemises à bon marché, les chemises de luxe; on importe uniquement la marchandise en soie et la lingerie féminine. La protection douanière est suffisamment forte pour cet article. Le linge est fabriqué aussi par des artisans dans tout le pays. L'industrie de la lingerie est le mieux représentée à Zagreb où il existe 5 fabriques, puis à Beograd, Brod-sur-Save, Karlovac, Ljubljana, Maribor, en tout 45 fabriques.

La production d'objets tricotés est suffisamment forte. Nous avons de petites fabriques et des ateliers en Serbie, Voïvodine, Croatie, Bosnie et Slovénie, en tout 8 grandes et 40

petites fabriques de bas et de tricot. Dans 35 de ces fabriques on produit surtout des bas qui, à l'exception des bas les plus fins pour dames, satisfont aux demandes du pays. A Sarajevo une fabrique produit jusqu'à 40.000 paires de bas. A Ljubljana une fabrique produit jusqu'à 250.000 paires de chaussettes pour hommes et 310.000 paires pour enfants. La production de bas est si importante qu'on devrait en exporter, si on voulait profiter de la pleine capacité des fabriques. Pour les tricots, une des plus grandes fabriques est la «Morava» à Beograd, qui peut produire annuellement jusqu'à 2,5 millions de mètres, 10.000 douzaines de fichus, 20.000 douzaines de bas. Des fabriques semblables existent encore en Serbie à Čuprija et à Smederevo. A Zagreb, une fabrique produit 120.000 paires de caleçons et sous-vêtements de tricots, 100.000 douzaines de paires de bas. Le tricotage des bas est très développé aussi dans l'industrie domestique et ce travail rapporte souvent beaucoup d'argent aux paysannes.

La *dentellerie* est très développée dans l'industrie domestique en Slovénie, où M. Savić calcule que 15 à 20.000 personnes en tirent leur subsistance (1). Elle est assez développée aussi en Croatie. Mais comme on ne produit pas la marchandise fine dans le pays, la production ne peut pas couvrir les besoins. La confection des chapeaux et des bonnets est aussi très importante. 60 fabriques environ, dont 13 grandes, produisent les chapeaux de feutre et peuvent fournir jusqu'à 7.000 chapeaux par jour, ce qui suffit largement à couvrir nos besoins. Une des plus grandes fabriques en Croatie (*Prva Jugoslavenska Tvornica Šešira* à Zagreb) fondée avec des capitaux étrangers peut donner jusqu'à 140 douzaines de chapeaux par jour. Avec cela 15 fabriques produisent des chapeaux de paille, des meilleures qualités aux plus ordinaires; après avoir couvert les besoins domestiques, elles peuvent encore en exporter.

30 fabriques produisent des rubans, 16 fabriques des parapluies et des ombrelles, 13 des cravates, 4 des foulards pour la tête.

La production mondiale du *chanvre* a été en 1927 de 8 millions de quintaux dont 3,2 millions en Russie, 850.000 en

(1) Savić II, p. 207.

Italie, environ 340.000 en Pologne et 323.759 en Yougoslavie, par conséquent nous participons pour 4 % à la production mondiale, et nous occupons la quatrième place (1). 40 % de toute la récolte est transformée en produits fabriqués ou demi-fabriqués dans le pays, tandis que le reste est exporté à l'état brut principalement en Allemagne, en Autriche, en Grèce et en Angleterre. L'industrie indigène du chanvre n'est pas arrivée à un haut degré malgré la richesse en matières premières. Une des principales raisons en est la réforme agraire. De tout le chanvre produit en Yougoslavie la moitié vient de la Voïvodine, dont l'économie a été complètement bouleversée par la réforme agraire. Ainsi sur les 36 fabriques qui existent dans le pays et pourraient transformer jusqu'à 1.500 wagons de chanvre, 10 seulement sont en activité (2). Le chanvre a été cultivé et distribué dans tous les pays. La qualité de notre chanvre n'est dépassée que par celle du chanvre d'Italie et encore pas toujours. Cependant, aujourd'hui 10 fabriques seulement travaillent chez nous avec une capacité restreinte. La transformation du chanvre s'effectue dans 9 fabriques qui peuvent couvrir les besoins du pays (elles transforment environ 130 wagons de chanvre brut). Les cordes sont confectionnées par la production domestique en Serbie dans les environs de Vranje, Leskovac, Bujanovac. Une des plus grandes fabriques se trouve à Novi Vršac et peut transformer jusqu'à 180 wagons de chanvre. La fabrique de Odžaci peut produire de 1.000 à 1.800 kg. de cordage par jour soit jusqu'à 130 wagons par an; celle de Bačka « Levant » produit de 100 à 140 wagons par an. En Slovénie la fabrique de Kranj transforme jusqu'à 100 tonnes de chanvre par an. L'exportation du chanvre brut transformé a sensiblement augmenté au cours des dernières années. Ainsi, il a été exporté en 1924 : 6.054 tonnes de chanvre brut, en 1927 16.940 tonnes, en 1924 181 tonnes de cordages et en 1927 395 tonnes.

La culture du *lin* réussit très bien en Yougoslavie. Pour sa transformation, nous avons environ 10 fabriques grandes et petites, ayant une capacité de 3 millions de mètres de tissus de lin par an.

(1) *Privreda Vojvodine*, 1927, p. 186.

(2) Gregorić : *Ekonomist* Nos 7 et 8, 1926, p. 627.

Malgré le développement suffisant de l'élevage du ver à soie, qui date du XIV^e siècle, pour la Serbie du Sud nous n'avons pas aujourd'hui une seule fabrique de soie. Il est assez difficile d'en trouver la cause, mais une des plus probables est que cette production exige des capitaux importants et aussi une production intense que le pays ne pourrait absorber. Jusqu'à présent, une fabrique située à Zagreb produisait de petites quantités de soie (1). En outre, trois fabriques de Voïvodine — héritage de l'Autriche — s'occupent du dévidage de la soie et de la transformation de la soie brute. La plus ancienne, fondée en 1899, se trouve à Pančevo, une deuxième fondée en 1907 existe à Nova Kanjiža; la plus récente, mais aussi la plus moderne, est celle de Novi Sad. Toutes les trois peuvent transformer jusqu'à 190 kg. de soie brute par jour et 400 kg. de déchets, ce qui fait environ 220.000 kg. de cocons bruts. L'ordonnance du 30 juillet 1920 (2) sur l'extension de la sériciculture qui a été proclamée loi de 1921, a créé la « *Direction Centrale de la Sériciculture* » qui dirige toute la production des cocons (sauf pour la Serbie du Sud) ainsi que leur transformation dans les trois fabriques qui existent en Voïvodine.

VI. — INDUSTRIE DU CUIR

Comme l'industrie de la viande, l'industrie du cuir n'est pas en proportion avec l'importance numérique de notre bétail. Elle ne peut utiliser que 1/10 seulement des peaux indigènes, tandis que le reste est importé. La quantité des cuirs indigènes serait suffisante pour couvrir presque complètement les besoins de notre industrie, mais la qualité de notre cuir est inférieure à celle du cuir importé. Nous exportons les meilleures espèces de bétail, et les peaux du bétail qu'on abat dans les villages ou en général en dehors des abattoirs ne sont généralement pas assez apprêtées. On peut esti-

(1) En 1927 elle a produit environ 10.500 m. Rapport de la Chambre de Commerce de Zagreb, 1927, p. 200.

(2) *Službene Novine*, du 11 Août 1921.

mer que la Yougoslavie pourrait donner annuellement plus de 3 millions (3,3) de pièces de différentes peaux (dont presque deux tiers pour la Serbie) tandis que la capacité des fabriques qui transforment les peaux brutes est évaluée également à un peu plus de 3 millions (3,1). Mais toutes les peaux ne peuvent pas être employées pour la transformation industrielle en raison de leur qualité. D'après M. Savić, la qualité de nos peaux de bœufs, d'après leur poids moyen par province, était la suivante :

Province	de veau	Poids d'une peau	
		de vache	de bœuf
Bornie et Herzég.	de 2 à 3	de 6 à 8	de 15 à 20
Dalmatie	2 $\frac{1}{2}$	10 18	10 25
Croatie et Slav...	4 à 4,5	14 25	20 50
Voïvodine	4,5	20 30	30 50
Serbie	6	15 20	20 35
Moyenne	4	de 15 à 20	de 20 à 36 (1)

Comme on le voit les variations sont très grandes. Le poids d'une peau de veau varie entre 2 et 6 kg., le poids d'une peau de vache entre 6 et 30 kg., et celui d'une peau de bœuf entre 10 et 50 kg. On peut dire qu'aujourd'hui seules les peaux de veau couvrent les besoins intérieurs et qu'on est obligé d'importer une certaine quantité de toutes les autres. La plus grande partie des peaux est importée d'Italie. C'est le principal obstacle pour lequel l'industrie des peaux, qui réunit toutes les conditions favorables à sa prospérité et qui est en Yougoslavie une industrie déjà ancienne, ne peut pas s'enraciner complètement dans le pays.

Cette industrie existe surtout en Slovénie, en Serbie et en Croatie. La Slovénie a eu dès 1788 sa fabrique de cuirs (2) qui transforme aujourd'hui jusqu'à 200.000 peaux par an tandis que la Serbie a eu sa première fabrique de cuirs cent

(1) Savić II, p. 172-176.

(2) Lakatoš : *Industrija Slovenije*, p. 74.

ans plus tard (1885). La Slovénie peut transformer en tout presque 1 million et demi de peaux.

Ce travail s'effectue dans environ 40 fabriques, grandes et petites, et qui peuvent transformer 1,7 millions de peaux bruts de bœuf et 1,4 millions de peaux brutes de veau, puis près de 18.000 tonnes de cuir pour semelles et 12.600 tonnes d'autres sortes de cuirs. Les fabriques ne travaillent pas à plus de 50 % de leur capacité (1). Les plus importantes sont celles de Zagreb, Karlovac, Ljubljana, Kranj, Slov. Gladec, Maribor, Niš, Sarajevo, etc... A Ljubljana, la fabrique « Indus », seule dans l'Etat, travaille aussi les peaux de porc (environ 3.000 pièces par an). On transforme beaucoup de cuirs dans l'industrie domestique qui est développée particulièrement en Bosnie dans les environs de Visoko, en Dalmatie dans les environs de Makarska, en Voïvodine dans les environs de Sombor. Le paysan lui-même consomme la plus grande partie de peaux en se confectionnant les chaussures et autres objets en cuir qui lui sont nécessaires.

Parmi les autres transformations de peaux, la *fabrication des chaussures* est la mieux représentée. Nous possédons environ 70 fabriques sans compter les nombreux ateliers d'artisans. La capacité de ces fabriques serait environ de 3 millions de paires de chaussures par an, ce qui suffirait à couvrir les besoins du pays si la capacité était complètement exploitée. La fabrique de Peter Kosina à Tržič, peut produire jusqu'à 1 million de paires de chaussures par an; « Indus » à Ljubljana jusqu'à 52.000 paires; la fabrique « Petovia » à Breg près de Ptuj, 300.000 paires; la manufacture de chaussures de Zagreb, 90.000 paires; « Jakilj », à Karlovac, 180.000 paires; « Boston », à Beograd, 150.000 paires.

La fabrication des chaussures tressées (*opaniques*) et de sandales progresse d'une année sur l'autre. Ce produit de la Yougoslavie, plus ou moins original, n'a jusqu'à présent pas de concurrent. La Tchécoslovaquie et l'Autriche, en les copiant et en les produisant à bon marché par la fabrication mécanique, n'ont pas réussi jusqu'à présent à chasser notre article du marché mondial. Nos « *opaniques* » se vendent

(1) Gregorić : *Jubularni Zborni Zivota i Rada*, p. 180.

dans presque tous les pays d'Europe et même en Amérique du Sud, aux Etats-Unis et en Egypte. Aujourd'hui, on en produit environ 60.000 paires dont on exporte plus des 3/4. Cette fabrication est un travail plutôt manuel, fait par les artisans dans leurs petits ateliers. Si on pouvait placer dans cette branche industrielle le capital nécessaire, cet article aurait bientôt une plus grande signification économique.

La fabrication de *gants* de cuir est faiblement représentée, et n'est qu'en voie de création. Une fabrique à Zagreb (Smelje) et une à Ptuj (Petovia) produisent encore différents autres objets en cuir comme les valises, les sacs à main, les portefeuilles, les porte-monnaies, etc...

VII. — L'INDUSTRIE DU BATIMENT ET L'INDUSTRIE CÉRAMIQUE

Après les destructions résultant de la guerre, l'industrie de la construction a eu un vaste champ de travail. Le pays avait suffisamment de matériaux : bois, pierre, terres, fer, etc..., l'argent excepté. Une crise naquit dans l'industrie du bâtiment, ou plus exactement dans les logements dès les premières années de la paix. Exception faite pour la Serbie, et particulièrement Beograd qui s'agrandissait de jour en jour, pour Zagreb et Ljubljana. Les autres localités n'ont pas suivi ces grandes villes dans la proportion de 10 %. A l'époque de l'inflation du dirar où tout mouvement s'intensifiait, l'industrie de la construction a atteint son maximum, particulièrement dans les usines, les magasins de commerce et autres, mais ce développement a cessé avec la stabilisation (1). Ainsi la Chambre de Commerce de Zagreb publie qu'il a été construit à Zagreb en 1920/20, 29 bâtiments; en 1921, 135; en 1922, 213; en 1923, 227 et depuis lors le chiffre diminue

(1) D'après le Rapport de la Chambre de Commerce de Zagreb, pour l'année 1925, p. 50, il a été construit à Zagreb :

En 1922. — Usines, 12 ; Bâtiments industriels, 36 ; Entrepôts (magasins), 42.

En 1925. — Usines, 1 ; Bâtiments industriels, 21 ; Entrepôts (magasins), 12.

continuellement; le minimum a été atteint en 1925 avec 170 bâtiments; en 1927, le chiffre est de 351 bâtiments.

Le pays compte en tout 67 grandes entreprises de construction, 16 entreprises pour l'installation des fabriques, 9 pour la construction des ponts de chemins de fer.

La production des briques et des tuiles est très intense; on évalue à 350 le nombre de ces usines dont 110 en Voïvodine, 90 en Croatie, 80 en Serbie, 50 en Slovénie et 20 en Bosnie-Herzégovine. La Voïvodine possède de la très bonne terre pour la fabrication des briques et des tuiles; elle est favorisée aussi pour les transports faciles par voies fluviales, ce qui lui permet, grâce au fret à bon marché, de répartir ses produits dans les provinces voisines. La Voïvodine peut produire jusqu'à 170 millions de briques et 100 millions de tuiles. La fabrique de Vel. Kikinda, qui compte 6 briquetteries dans différentes villes, emploie jusqu'à 2.500 ouvriers et compte parmi les plus grandes des Balkans. La fabrique de Vel. Bečkerek avec ses trois grands fours produit jusqu'à 12 millions de briques et tuiles de toutes sortes. Une autre à Pančevo peut produire 6 millions de briques, une autre à Vršac 5 millions. La production de briques et de tuiles suffit pour couvrir les besoins du pays et il en reste un peu pour l'exportation (pour la plupart en Grèce).

14 fabriques produisent le ciment :

	Fabriques	Capacité
	—	—
Slovénie	3	8.800 wagons
Serbie	2	7.500 »
Croatie	3	37.000 »
Dalmatie	5	50.600 »
Bosnie	1	300 »
	—	—
	14	104.200 wagons

Le maximum de la production a été atteint en 1927 avec 71.274 wagons de ciment. La Dalmatie seule avait donné 46.050 wagons. La plus grande partie du ciment, surtout celui de Dalmatie, est exportée. Une des plus grandes fabriques

dalmates est la fabrique « Split » à Majdan près de Split qui peut donner annuellement 20.000 wagons de ciment; une autre, située également en Dalmatie, est la « Dalmacija » à Solin près de Split avec une capacité de 16.000 wagons par an. Une des plus importantes et en même temps des plus anciennes est la fabrique de Beočin en Slavonie qui date de 1869 (1) et dont la capacité est de 30.000 wagons par an. En Slovénie, la fabrique à Dovže a la plus grande capacité (3.500 wagons) et en Serbie celle de Popovac (4.500 wagons). La plus petite fabrique se trouve à Livno (en Bosnie) avec une capacité de 300 wagons (2).

Plusieurs fabriques en Voïvodine, en Croatie, en Slavonie, en Slovénie et en Dalmatie s'occupent de différentes transformations du ciment. Quatre fabriques (Zemun, Karlovci, Solin, Laško) fabriquent l'« Eternit ». On produit aussi des tuiles, différentes plaques, des tuyaux pour les canalisations des dalles funéraires et des monuments à Senta, Novi Sad, Subotica, Vel. Bečkerek, Nova Palanka, Temerin, Omiš, Split, Makarska et Imocko. Les matériaux de construction sont fabriqués à Indžija, Osijek, Zagreb, Ljubljana et Maribor.

On trouve le gypse dans quelques endroits en Serbie, en Croatie et en Bosnie. 4 entreprises l'exploitent à Zemun, à Split, à Komiža dans l'île de Vis et à Blagaj qui est la plus importante, ayant une capacité de 4.000 wagons par an. Jusqu'à présent la production du gypse ne couvre pas les besoins du pays.

VIII. — L'INDUSTRIE DU VERRE

L'industrie du verre est mal représentée, mais elle pourrait s'améliorer si les conditions économiques le lui permettent, car les matières premières ne manquent pas. Le sable pour la fabrication du verre existe en Slovénie, en Slavonie et en

(1) Gregorić : *Ekonomist* 7-8, 1926, p. 631.

(2) *Godišnjak*, p. 306.

Serbie, tandis que la chaux abonde partout. Notre industrie chimique donne la soude et le sel de Glauber en quantité suffisante. Jusqu'ici l'industrie du verre, fortement gênée par la concurrence étrangère, a été très peu importante. La fabrique de verre plat pour les fenêtres à Daruvar (dont la capacité est de 400.000 m² de verre plat) ne fonctionne plus depuis décembre 1924. Le verre creux (bouteilles, verres, etc...) est produit dans 5 fabriques : « Fabriques réunies de Verre » dont le siège est à Zagreb et qui a des usines à Hrastnik, à Straža près de Rogatec et à Sv. Križ près de Rogaška Slatina et à Zagorje. Cette société a acheté en 1927 la fabrique située à Daruvar et en 1928 la moitié des actions de la fabrique de Paraćin et ainsi la production de toutes ses usines s'élève à 2.000 wagons. La seule fabrique indépendante se trouve à Zaječar, propriété de la « Industrijske Proizvodne Zadruga » (coopérative économo-industrielle) et qui produit de 700 à 800 m² de verre pour les fenêtres. La plus ancienne est la fabrique de Hrastnik (fondée en 1857) et située sur la ligne Zagreb-Ljubljana. Elle possède trois fours, deux turbines hydrauliques et peut produire avec ses 450 ouvriers 300 wagons de verre vert et 120 wagons de verre blanc. La fabrique de Zagorje a été fondée en 1858; avec ses trois fours elle produit jusqu'à 150 wagons par an. La fabrique de Straža, fondée en 1861, produit jusqu'à 240 wagons par an. La fabrique de Paraćin a été fondée en 1906 et sa capacité est de 300 wagons par an.

Notre consommation annuelle en verre creux ordinaire est d'environ 200 wagons, en bouteilles de pharmacie d'environ 50 wagons, en bouteilles pour les besoins industriels (encres, etc.) de 30 wagons, en bouteilles à vins et eaux minérales, de 500 wagons; en verre coloré, de 50 wagons; en verres à vitres, de 250 wagons. Le verre creux ordinaire et le verre pour les besoins pharmaceutiques suffisent aux besoins du pays. Le reste, non (1). A côté des fabriques de verre ordinaire, nous avons dans le pays 9 grandes fabriques et 7 petites qui produisent des glaces et du cristal.

(1) Lazarević : *Kratak pregled*, p. 12 ; Savić II, p. 261 2.

IX. — INDUSTRIE GRAPHIQUE

Cette industrie est très bien représentée au point de vue numérique. Nous avons environ 400 imprimeries dont 19 grandes maisons d'impressions (3 à Beograd, 3 à Zagreb, 3 à Ljubljana, 2 à Maribor, 2 à Celje, 2 à Sarajevo, 1 à Novi Sad, 1 à Subotica, 1 à Osijek, 1 à Sušak). Nous avons encore 29 établissements de lithographie et 18 de zincographie (1). Mais le travail y est assez faible. Il faut en chercher la cause dans le fait que l'Etat possède ses propres imprimeries et y exécute la plus grande partie de ses travaux; il fabrique par exemple les livres de classes dans sa propre régie. Mais il faut aussi en chercher la raison dans les frais élevés d'impression qui ont créé chez nous une véritable crise du livre. Un livre coûte chez nous deux fois plus cher qu'en Autriche ou en Tchécoslovaquie, sans parler de l'Allemagne ou de la France. Les livres sont imprimés généralement en un petit nombre d'exemplaires parce que, de quelque sorte qu'ils soient, ils ne se vendent pas suffisamment (2) et pour cela l'éditeur est forcé d'imposer un prix élevé.

L'industrie graphique doit attendre que beaucoup de choses se modifient dans le pays avant de prospérer. Un seul exemple, le problème de la lutte contre l'analphabétisme, suffit à montrer la complexité de cette question.

Parmi les *autres industries* il faut mentionner la *production des peignes* et des *boutons* fabriqués dans une vingtaine d'usines qui peuvent produire jusqu'à 3 millions de douzaines de boutons et jusqu'à 250.000 douzaines de peignes. La fabrique de Slov. Bistrica produit jusqu'à 3 millions de boutons en corne, en os, en galalithe et en bois et 1,5 million de boutons de nacre. En Slovénie, à Skofja Loka on en fabrique par an jusqu'à 600.000 de toutes sortes. En Croatie, citons les usines de Zagreb et de Karlovac; celle de Zagreb est une des plus modernes du pays; elle emploie jusqu'à 100 ouvriers. A Osijek une fabrique produit 300.000 peignes; en Serbie,

(1) Almanah, Vol. III, part. VII, p. 325.

(2) D'après la Chambre de Commerce de Zagreb au cours de la première année, on ne vend pas plus de 500 à 600 exemplaires, ce qui ne suffit même pas à couvrir les frais d'impression. Rapport pour l'année 1926, p. 185.

4 petits ateliers sortent annuellement jusqu'à 170.000 peignes. En Voïvodine, il existe une fabrique à Novi Sad dont la capacité est de 180.000 peignes et une autre à Apatin.

La fabrication des jouets n'est pas aussi bien développée. Nous avons 10 fabriques et ateliers dont 4 grandes fabriques (à Subotica, à Zagreb et 2 à Ljubljana). Une des plus grandes se trouve à Ljubljana, c'est « *Progres, tovarna za izdelovanje igrac* » qui produit différents jouets en bois, en fourrure, en cuir et en métal. De cette fabrique qui emploie jusqu'à 50 ouvriers et ouvrières sortent jusqu'à 1.000 jouets différents par jour.

A côté de cela on fabrique différents objets en celluloïd, des fleurs artificielles, des articles de sport et de gymnastique, de la parfumerie, etc... Nous avons dans le pays 150 centrales électriques (municipales et privées), des fabriques qui produisent le matériel pour la transmission électrique, les câbles, les fils, etc...

CHAPITRE DEUXIEME

LES MÉTIERS

Le rôle du métier au Moyen âge et plus tard jusqu'en 1918. — Esnaf et son organisation. — La statistique des Métiers. — Les écoles professionnelles. .. La Banque des Artisans. — La législation des Métiers.

Dans les régions où la vie économique était complètement séparée de l'influence étrangère, et où la vie patriarcale des habitants ne subissait même pas l'influence du voisinage le plus proche, l'artisanat ne pouvait avoir une signification importante. Il est difficile d'évaluer à quelle époque il remonte dans l'histoire, mais il est exact de dire qu'il a connu un grand développement à chaque période historique. L'artisan a été le principal fournisseur de tout ce qui était nécessaire à la vie du peuple et, comme le dit M. Savić : il est « le plus haut porteur de notre idée nationale dans la population citadine » (1). Mais il ne composait pas seulement la population de la ville, car il vivait aussi au village. L'apprentissage se faisait à la campagne dans la maison des parents (2). Vuk Karadžić écrit que tout paysan au temps du prince Miloš savait confectionner en bois divers objets comme les voitures, les tonneaux, les cuves, les charrues, etc., mais comme chacun n'avait pas tous les outils néces-

(1) Savić V, p. 292.

(2) Djordjević : *Život i običaji narodni* — *Arhivska gradja za zanate i esnafe u Srbiji*, Beograd, 1925, p. xxiii.

saires, il se bornait à subvenir aux besoins de sa maison (1). De temps en temps l'un descendait dans la ville et c'est ainsi que l'artisanat avait un caractère purement national. Il est rare de voir parmi les artisans un étranger, même aujourd'hui. On voit quelque Tchèque, Allemand ou Italien isolé qui a été appelé comme maître et qui reste dans le pays ; autrement, dans toutes les régions, les artisans sont Yougoslaves. Il n'en a pas été ainsi sous la domination turque. Les Turcs craignant que les Serbes ne fomentent des troubles, leur défendaient de s'occuper des métiers qui avaient quelque chose de commun avec la préparation militaire. Ils allaient même plus loin en leur interdisant aussi les autres métiers. Ainsi le développement de l'artisanat dans les régions qui ont subi la domination des Turcs date seulement du jour de l'indépendance. Quelle fut la vie de notre paysan qui, d'après Jireček, n'était qu'agriculteur ou artisan, il est facile de l'imaginer. Tout le monde se repliait dans sa maison et le village ne vivait que pour lui-même. Aussitôt que les chaînes furent brisées, les paysans commencèrent à descendre dans les villes et, avec l'expérience qu'ils avaient acquise à la maison, ils prirent le métier des mains de l'« étranger » et devinrent les principaux initiateurs de la nationalisation des villes, de leur développement et du progrès » (2). Ce processus est allé très rapidement et nous voyons déjà en 1866 que les métiers figurent dans la statistique de la Serbie avec 5,34 %, les commerçants avec 1,54 % seulement, les agriculteurs avec 90,08 % et tous les autres avec 3,06 %. Pour un pays qui n'avait alors que 4,2 % d'habitants sachant lire et écrire, ce pourcentage explique clairement que l'artisanat était enraciné profondément dans le peuple.

Grâce au progrès de l'artisanat urbain, celui des villages s'y adapta de plus en plus ; mais le village a conservé pour beaucoup de choses son ancienne indépendance. Quoique sa production ne dépasse pas les besoins de sa famille, de son village ou dans les cas les plus favorables de son arrondissement, elle a tout de même son importance par le fait que ces artisans de village se trouvent partout. Le paysan, muni d'un

(1) *Danica*, 1827, p. 102.

(2) Rapport de la Chambre des Métiers, Beograd, 1927, p. 10.

peu plus d'argent, se procurait plus de matériaux et perfectionnait ainsi son travail. On peut dire que c'est à partir de cette époque que les métiers, dans le plein sens du terme, naissent dans le village. Nombre de paysans deviennent plus artisans professionnels qu'agriculteurs. Sous ce rapport, les forgerons, les carrossiers, les tailleurs, les selliers et les fourreurs sont remarquables. Plus les besoins villageois augmentaient, plus l'artisanat prenait d'extension aussi bien à la ville qu'au village.

Aucune profession n'a été aussi parfaitement organisée que l'artisanat. L'organisation avait la plus grande autorité aussi bien sur les artisans que sur le reste de la population et sur l'Etat. Bien plus : cette organisation des artisans appelée « *esnaf* » ne bornait pas seulement son activité au travail et à la prospérité du métier. Elle était aussi une organisation nationale, et comme telle elle exigeait de ses membres qu'ils remplissent leurs devoirs nationaux et même religieux.

Chaque métier avait sa propre organisation appelée *esnaf* (mort turc). L'adhésion de chaque artisan était obligatoire et celui-ci ne pouvait exister que par son *esnaf*. L'*esnaf* cherchait le moyen et la possibilité de perfectionner la production, de procurer les matériaux ; il réglait la vente ; il était une sorte d'intermédiaire, entre le maître, le compagnon et l'apprenti ; l'*esnaf* surveillait même la production. Toute mal-façon, tout travail insuffisant était signalé à l'*esnaf*, juge le plus compétent, qui exigeait satisfaction des clients si c'était nécessaire, ou bien de son membre s'il avait subi un dommage. L'*esnaf* était le seul qui pût assister un artisan en cas de maladie, de mort ou d'accident, le seul en général qui lui apportât une aide matérielle.

L'*Esnaf* était dirigé par un chef appelé « *ustabaša* » (mot turc) élu à l'assemblée de chaque *esnaf* et pour un an. La même assemblée élisait pour le seconder un « *čauš* », son secrétaire. Les deux fonctions étaient honorifiques et n'étaient pas rémunérées, mais tous deux recevaient un cadeau. L'assemblée qui se réunissait plutôt irrégulièrement (même jusqu'à quatre fois par an) discutait les questions importantes et invitait « l'*ustabaša* » et le « *čauš* », qui étaient responsables devant elle, à faire un rapport sur le travail. Les relations entre maître et personnel (compagnons et apprentis)

étaient des plus amicales. Tous habitaient le plus souvent dans la maison du maître (l'apprenti toujours); ils mangeaient la nourriture du patron; en un mot, ils étaient traités comme les membres de sa famille. L'apprenti ne pouvait pas être placé sans le consentement de l'*ustabaša* devant lequel le maître était responsable. Le compagnon ne pouvait pas quitter le maître chez lequel il avait fait son apprentissage sans avoir passé chez lui un an comme compagnon. Quand le compagnon avait terminé honorablement son service, il pouvait devenir maître; dans quelques métiers il devait passer l'épreuve de maître devant 3 à 6 maîtres et *ustabaša* (1).

La première ordonnance sur l'organisation des *esnafs* en Serbie date de 1823; elle instituait les *esnafs* parmi les maîtres et les commerçants. Ainsi cette année se forma un *esnaf* à Kragujevac, en 1824 à Smederevo, en 1825 à Beograd, etc. et en 1836 il y avait déjà, d'après M. le Dr. Djordjević, 7.913 artisans qui s'occupaient de 86 métiers différents. Cependant les nouveaux moyens de communication qui ont facilité une circulation plus rapide et à meilleur marché ont provoqué un grand changement dans l'artisanat. Le capital, bien qu'on ne pût encore en donner au vrai sens du mot, commençait à naître grâce à une production plus intense, et sous l'influence des Etats étrangers auxquels une porte avait été ouverte par les communications ferroviaires nouvellement établies. L'industrie commençait à apparaître. En 1881 la Serbie avait 22 entreprises industrielles; deux ans plus tard elle en avait 141 et en 1900 elle en comptait 200 (2). Ce ne sont pas les chemins de fer seuls (ils ont été mis en service en 1884) qui ont, par leur tracé au milieu du pays, provoqué ce relèvement économique, mais les routes aussi ont été construites avec une très grande rapidité, puisque en 1888 déjà il y en avait 3.990 km. en Serbie (3). L'artisan a été obligé d'abandonner son champ d'activité antérieur. S'il était en état de résister soit par la qualité de son travail, soit par sa fortune, il devait quand même introduire quelque chose de

(1) Djordjević, cité p. XLII.

(2) En Bosnie le développement s'est produit, d'après Despić, comme il suit : entre les années 1878 et 1888 il y avait 8 entreprises industrielles ; de 1888 à 1898 : 17 ; de 1898 à 1908 : 28.

(3) Lapčević : *Istorija Socijalizma u Srbiji*, Beograd, 1922, p. 110.

nouveau. Après la disparition de l'autorité dont a toujours joui son organisation, il fut condamné à ne compter que sur lui-même, ce qui l'obligeait à un travail plus intense. L'artisan a dû, bon gré mal gré, s'habituer à la nouvelle atmosphère du pays. Que voyons-nous alors ? M. Lapčević dit : L'artisan se modernise — au lieu de 75 sortes différentes de travail en 1866, il y en avait 119 en 1895 (1), c'est-à-dire 44 de plus, avec des méthodes de travail nouvelles et spécialisées.

Dans le pays il n'existe aucune statistique officielle sur l'état numérique des artisans, mais seulement quelques rapports de différentes Chambres et la publication où la Chambre des Métiers a donné le nombre d'artisans, tel qu'elle l'évaluait approximativement. D'après ce rapport (2), nous aurions jusqu'à 200.000 artisans, dont 35 % seraient en Serbie, 19 % en Croatie et Slavonie, 11 % en Slovénie, 10 % en Bosnie-Herzégovine, 12,5 % en Voïvodine, 3 % en Dalmatie, 1,2 % au Monténégro et 8,3 % d'artisans inemployés. Supposons que quatre maîtres aient 3 apprentis et 4 compagnons, ainsi le total de maîtres, apprentis et compagnons serait de 550.000, ce qui représentait les 4,5 % de la population totale. Comme nous l'avons vu précédemment, 10 % de la population totale appartient à l'industrie et aux métiers, ce qui ferait 5,5 % ou environ 650.000 hommes pour l'industrie seule, ce qui nous semble un peu excessif.

Nous avons constitué d'après les différents rapports des Chambres l'aperçu suivant :

SITUATION NUMERIQUE DES METIERS

Noms des métiers	Serbie 1925	Voïvodine 1927	Croatie 1927
		Rayon de la Chamb. de Com. de Novi Sad	Rayon de la Chamb. de Com. de Zagreb
Cordonniers	1.047	1.472	3.434
Boulangers	1.021	653	826

(1) Lapčević, *Ist. Socijalizma*, p. 110.

(2) Rapport de l'année 1926, p. 52.

Forgerons	655	901	1.650
Coiffeurs	645	1.329	592
Tailleurs	600	1.667	1.685
Faiseurs d'opaniques .	853	141	—
Bouchers	359	902	1.436
Menuisiers	544	1.374	1.618
Serruriers	315	200	355
Fourreurs	300	253	98
Ferblantiers	255	221	276
Orfèvres et horlogers.	281	160	197
<i>Total, ...</i>	6.875	9.273	12.167
Total tous les artisans	10.442	16.819	22.682

Quoique ces chiffres diffèrent beaucoup de ceux qu'a publiés la Chambre des Métiers de Beograd, ensemble ils nous donnent tout de même une image de ce que représente notre artisanat. D'après les modifications de l'art. 12 de la Loi sur les Entreprises, puis de l'art. 300 de la Loi des Finances de 1928/29, nous avons 94 sortes de métiers avec *esnafs* et 18 sortes de métiers sans *esnafs*, en tout 112 métiers (1). Notre tableau contenant 12 sortes de métiers en attribue 65,8 % à la Serbie, 55,1 % à la Voïvodine et 53,6 % à la Croatie, ce qui donne une moyenne de 56,7 %. Si nous cherchions une affinité dans l'importance de certaine sorte de métier dans ces trois de nos plus fortes provinces industrielles, nous en trouverions peu. Les métiers de cordonnier, de tailleur, de forgeron, de menuisier, de coiffeur dominant dans les trois provinces, mais dans chacune avec un degré différent. Cela est d'ailleurs tout-à-fait justifié. A une manière différente de vivre correspondent des demandes et une production également différentes. Ainsi les circonstances en Serbie aujourd'hui comme hier ne sont pas identiques à celles de la Voïvodine ou de la Croatie. Il est clair qu'on cherche

(1) La différence entre les deux consiste en ce que, pour devenir maître dans un métier ayant son *esnaf*, il faut passer l'épreuve de maître, tandis que pour un métier sans *esnaf* on obtient le droit de l'exercer avec la pratique et le certificat des maîtres autorisés et en remplissant quelques autres formalités légales.

aujourd'hui à harmoniser le niveau de la vie — à vrai dire cela s'accomplit de soi-même — dans tout le pays, mais nous ne pourrions en constater les résultats que beaucoup plus tard. L'artisanat a donné aujourd'hui déjà la preuve de sa solidarité; c'est lui qui a été le moins éprouvé par l'agitation économique du pays et par ailleurs les progrès de notre jeune industrie n'ont nullement diminué l'importance et le travail de nos artisans. Pour renforcer notre affirmation nous nous servirons ici d'un petit fait : la statistique des revenus de la Chambre des Métiers de Beograd. La Chambre a reçu en 1920 environ 156.000 dinars, en 1924 environ 769.000 dinars, en 1926 826.000 dinars, et en 1927 environ 940.000 dinars. Une autre statistique qui au premier coup d'œil apparaît peu en notre faveur, c'est le nombre des autorisations d'ouverture de nouvelles maisons accordées par la Chambre des Métiers de Beograd. Ainsi cette Chambre a accordé en 1924 : 4.280 autorisations; en 1925 : 4.520; en 1926 : 3.116 et en 1927 3.264. Au moment où la stabilisation a été faite, le nombre des maisons d'artisans a atteint son maximum, deux ans plus tard ce nombre avait diminué de 2,7 %. Voyons les maisons industrielles nouvellement fondées en Croatie (1). En 1924, il y avait 62 maisons nouvellement inscrites sur le registre, 54 en 1925; 76 en 1926; 47 en 1927 ; maisons de commerce : 327 en 1924; 267 en 1925; 255 en 1926 et 210 en 1927. La situation de l'industrie qui au cours de ces quatre années a été la plus favorable en 1926 et le moins favorable en 1927, a empiré au cours de cette période de 43 % ; le commerce qui est en régression continuelle (la situation la plus favorable en 1924, la moins favorable en 1927) a diminué de 35 %. Si nous tenons compte de la mauvaise situation du pays et des chiffres cités plus haut, nous voyons que notre artisanat se trouve en progrès par rapport au commerce et à l'industrie.

Pour l'instruction de la classe artisanale nous avons dans le pays différentes écoles, institutions, sociétés, etc... L'art. 16 de la Loi sur les Entreprises (*Zakon o Radnjama*) de l'année 1910 (entrée en vigueur le 1^{er} Juillet 1911) prévoit un examen de maître pour ceux qui veulent avoir le droit d'exercer leur

(1) Suivant les rapports de la Chambre de Commerce de Zagreb.

métier d'une façon indépendante. Cet examen est théorique et pratique. L'art. 134 de cette loi complété par les lois sur l'enseignement professionnel du 30 mars 1922 dont les art. 13 et 14 étendent la Loi sur les Entreprises à tout l'Etat, parlent de l'enseignement professionnel. Suivant cette loi, les écoles professionnelles-commerciales sont obligatoires pour les apprentis, dont aucun ne peut être fait commis (compagnon) s'il n'a passé par l'école (l'art. 12 de la loi sur les écoles professionnelles n'est toujours pas appliqué). D'après la statistique du Ministère du Commerce, la situation des écoles professionnelles est la suivante :

Provinces	Nombre d'écoles	Nombre d'élèves-apprentis
Serbie-Monténégro	109	16.500
Voïvodine	79	12.000
Croatie-Slavonie	48	6.000
Bosnie-Herzégovine	50	5.000
Dalmatie	10	1.000
Slovénie	70	6.500
<i>Total</i>	366	47.000

Les écoles professionnelles primaires préparant les commis et exigeant de leurs élèves d'avoir terminé au moins l'école des apprentis; elles sont au nombre de 16 dont 3 en Serbie et au Monténégro, 3 en Slovénie, 4 en Dalmatie, 4 en Bosnie et Herzégovine, 2 en Croatie et Slavonie. Les écoles techniques secondaires, qui rentrent dans la catégorie des autres établissements secondaires avec baccalauréat, sont au nombre de 9 (3 en Serbie, 2 en Bosnie, 2 en Croatie, 1 en Dalmatie et 1 en Slovénie). Les écoles professionnelles de jeunes filles sont au nombre de 153 dont 120 en Serbie. Différents autres cours ont lieu dans le pays, organisés autrefois pour la plupart par l'Institut pour la Propagation de l'Artisanat, aujourd'hui par l'Etat, ou par les Chambres de Commerce et des Métiers, ou par les différentes sociétés.

La coopération entre les artisans, bien qu'elle présente de grands avantages, ne réussit pas à se développer pleinement.

Une institution importante qui aidera beaucoup au progrès de l'artisanat est la Banque des Artisans fondée par la Loi du 30 Janvier 1926 et fonctionnant depuis le 23 Mai 1927. Le capital de la Banque s'élève à 75 millions de dinars. L'Etat y participe avec 40 % ou 30 millions de dinars, en renonçant au dividende. Le but est de fournir aux artisans des crédits à bon marché et d'un autre côté, d'absorber tout l'argent qui se trouve en surplus chez l'artisan. Comme notre artisan, qui ne dispose pas de grands moyens pécuniaires, est souvent exposé à la ruine, et comme l'Etat ne peut satisfaire aux besoins pécuniaires de l'artisanat ni par son action directe ni par la Banque Nationale, la Chambre des Artisans est un des plus grands gages du progrès de l'Artisanat.

La question la plus importante, la législation, reste à résoudre, car nos artisans sont soumis à quatre législations différentes. En Serbie, on applique la Loi sur les Entreprises de 1910 et rendue depuis le 31 mars 1925 au Monténégro. En Bosnie et Herzégovine c'est une loi de 1908 qui est en vigueur; en Croatie, Slavonie et Voïvodine, l'art. XVII de la loi de 1884; en Dalmatie et Slovénie la loi de 1859 (complétée par différentes ordonnances qui sont au nombre de 9 et se sont échelonnées jusqu'en 1907). De nombreux articles de ces lois sont en contradiction et, ce qui est plus important, ne correspondent nullement aux circonstances actuelles. Les artisans ont réclamé souvent qu'on les débarrasse de ces inconvénients, mais l'unification n'a pas encore été réalisée jusqu'à présent.

CHAPITRE TROISIEME

LA QUESTION OUVRIERE

La Question Ouvrière avant et après la formation de l'unité yougoslave. — La législation ouvrière. — Les salaires. — Les grèves. — Le chômage.

Il ne viendrait jamais à l'idée d'un étranger voyageant pour la première fois dans les provinces de la Yougoslavie que la question ouvrière commence à se poser chez nous. Pénétrez dans nos épaisses forêts et vous rencontrerez une masse d'ouvriers agricoles qui, si vous les interrogez à ce sujet, ne vous comprendraient même pas. Introduisez-vous dans un groupe de nos ouvriers : vous constaterez la même chose. Des ouvriers, si l'on doit donner ce nom à tous ceux qui louent leur capacité de travail, on en trouve aussi dans les villages. Des masses et des masses de paysans pauvres travaillent pour les autres parce qu'ils n'ont rien à cultiver pour eux et qu'il faut vivre. Si ce voyageur cherchait un endroit où il pourrait se rendre compte de la véritable situation de la classe ouvrière, il devrait pénétrer dans les principales villes où l'industrie a dépassé le niveau des autres régions du pays. Là, il rencontrerait en petits groupes des ouvriers professionnels pour qui se pose la question ouvrière qui devient de jour en jour plus aiguë avec le développement économique et social de la Yougoslavie.

Voyons le Monténégro, pays qui avant la grande guerre n'avait pour ainsi dire pas une usine. Aujourd'hui, il a ses 8 fabriques et la main-d'œuvre totale, d'après le rapport de

la Chambre Ouvrière à Beograd (1), s'élève à 3.260 ouvriers, dont 2.627 ouvriers employés dans le commerce et les métiers, 92 dans différents emplois dans des maisons particulières et seulement 541 comme ouvriers d'usine. D'après le recensement de la Chambre de Commerce de Sarajevo, il y avait en Bosnie et Herzégovine le 1^{er} Juin 1922 64.713 ouvriers, dont 20.458 dans l'industrie forestière (presque tous les paysans), 112.002 ouvriers employés aux chemins de fer, 7.058 employés dans les mines et probablement environ 20.000 employés dans l'artisanat, ce qui donne en tout environ 5.000 ouvriers employés dans le reste de l'industrie. En 1927 il y avait dans tout le Royaume un peu plus de 500.000 ouvriers assurés (tous les ouvriers, sauf ceux des mines, des chemins de fer et les ouvriers agricoles sont assurés). Si nous supposons que les ouvriers des mines et des chemins de fer sont au nombre d'environ 100.000 et les ouvriers agricoles d'environ 250.000, nous obtenons le chiffre total des ouvriers de la Yougoslavie qui oscille entre 850.000 et 900.000, soit environ 7 % de toute la population. C'est le nombre d'ouvriers que nous connaissons, mais il est difficile de déterminer combien parmi eux s'occupent uniquement du travail dans les usines ou en général louent leur travail à autrui. Jetons un coup d'œil sur la statistique de 1924 de l'Office central pour l'assurance ouvrière qui nous donne le nombre d'ouvriers inscrits ou rayés dans chacun de ses bureaux auxiliaires au cours de l'année :

Siège du Bureau	Ouvriers		Reste stable
	Inscrits	Rayés	
Ljubljana	72.125	67.126	4.999
Sarajevo	28.642	26.718	1.924
Vršac	78.979	77.1103	1.876
Zagreb	48.556	43.979	4.577
B. Luka	35.314	31.831	3.483
Subotica	19.615	17.876	1.739
Split	12.367	8.896	3.471

(1) Pour l'année 1921-1926, p. 191.

Donc, le nombre total d'ouvriers inscrits a été de 295.598, le nombre des ouvriers ayant quitté le travail de 273.529, tandis qu'il n'y a eu que 22.069 ouvriers ou à peine 7 % du total des ouvriers inscrits qui n'ont pas bougé. Cela nous prouve que la main-d'œuvre yougoslave n'est que saisonnière, elle ne loue son travail qu'au moment où elle n'a rien à faire dans son économie. Des paysans qui ne travaillent toute l'année que lorsqu'ils en sentent le besoin forment 65 % de la main-d'œuvre. Dans la plupart des cas, ils ne travaillent régulièrement que pendant une certaine période, parce que l'insuffisance de leur économie les y force, et parce qu'ils ne peuvent pas satisfaire à tous leurs besoins. Ainsi le chiffre de la main-d'œuvre ouvrière oscille toujours autour du même niveau. D'après la statistique de l'Office central de l'assurance ouvrière qui est en même temps l'unique statistique de la main-d'œuvre ouvrière, voici quel a été le mouvement du nombre des ouvriers assurés :

En 1923 : 439.164 ; en 1924 : 459.541 ; en 1925 : 469.206 ; en 1926 : 474.610 ; en 1927 : 511.493.

Par conséquent pendant ces six ans le nombre des ouvriers a augmenté de 16,4 %, ce qui n'est pas très important si nous tenons compte des progrès qu'a faits l'industrie dans le pays et qui ont entraîné l'accroissement de la main-d'œuvre ouvrière. Comme le développement de l'industrie a été inégal dans les différentes provinces, l'évolution de la quantité de main-d'œuvre ouvrière n'a pas été non plus la même. Si nous comparons la situation de l'année 1925, où l'industrie a commencé à s'améliorer pour la première fois après la stabilisation, avec celle de l'année 1927, nous relèverons les chiffres suivants :

CHIFFRE MOYEN D'OUVRIERS ASSURES

Provinces	en 1925	en 1927	% en plus	% en moins
—	—	—	—	—
Serbie et Monténégro.....	70.864	84.447	19,1	—
Slovénie	76.973	86.909	12,9	—
Bosnie et Herzégovine	61.857	68.870	11,3	—

Croatie et Slavonie	149.277	164.187	10,0	—
Dalmatie	27.123	27.301	0,6	—
Voïvodine	83.112	79.779	—	4,0
<i>Totaux</i>	469.206	511.493	9,0	—

Ainsi la Serbie a marqué l'accroissement le plus sensible. En deux ans le nombre de ses ouvriers s'est accru de 19,1 % ou de 13.583 ouvriers, tandis que la Croatie, à laquelle appartient 31 % de toute la main-d'œuvre en 1927, a vu augmenter le nombre de ses ouvriers de 14.910 ou 10 %. Le nombre d'ouvriers a diminué seulement en Voïvodine en raison de la crise de l'industrie meunière.

Dans l'usine la main-d'œuvre féminine s'emploie plus rarement que dans les pays de l'Europe Occidentale. Dans la plupart des cas, elle travaille à la maison où elle est restée depuis toujours fixée. Dans les régions où une partie de la population appartient à la religion musulmane, comme en Bosnie et en Serbie du Sud, le chiffre de la main-d'œuvre féminine est très petit aussi, parce que la religion interdit à la femme de se mêler à la société des hommes. Ainsi en général la main-d'œuvre féminine n'est chez nous que de 22,7 % de la main-d'œuvre totale (main-d'œuvre masculine : 77,3 %). La main-d'œuvre féminine est la plus dense en Slovénie (32 %) et la plus rare en Serbie, au Monténégro et en Bosnie (jusqu'à 14 %) (1).

L'instabilité de la main-d'œuvre, sa faible organisation professionnelle ont assez contribué à ce que la situation de nos ouvriers ne soit pas telle qu'elle aurait pu être. Quoique le pays possède une législation ouvrière plus moderne que beaucoup d'autres pays civilisés de l'Europe, l'ouvrier se sent tout de même insuffisamment protégé. L'Etat craignait que les ouvriers, grâce à l'organisation politique de leurs partis de classe, ne prissent une influence trop forte dans la vie intérieure du pays. Il leur a donné par une forte législation, une aide matérielle et morale importante et ainsi il a apaisé en général le mécontentement dont souffrait l'Etat au début de son existence. Mais cette part législative, malgré sa grande importance pour la vie ouvrière, n'est pas tout ce

(1) La *Revue Economique de Belgrade*, 1927, N° 10, p. 244.

dont ont besoin les ouvriers. Quoique peu nombreux, ils sont aussi « représentatifs » pour l'économie nationale que les autres facteurs qui sont nécessaires pour créer une production dans le pays. L'ouvrier est un facteur que rien n'a pu remplacer jusqu'à présent, et rien ne le remplacera dans l'avenir. La prospérité du pays dépend de lui et de son travail, comme elle dépend de la pluie et du soleil, du capital ou de la matière première. Or l'ouvrier travaille plus ou moins bien pour la prospérité économique du pays selon son propre état moral et physique en donnant le maximum ou le minimum de ses capacités. L'ouvrier n'est pas, par le fait qu'il est ouvrier, moins important pour l'Etat que le paysan ou le commerçant, ou le fonctionnaire, etc... L'ouvrier peut être utile au pays dans la même mesure que tous les autres, s'il se sent, comme les autres, satisfait, protégé et s'il est persuadé d'être traité avec les mêmes droits et égards que ses concitoyens. Là où, à côté des autres classes de la population, la classe ouvrière est protégée, si elle progresse, si elle compte parmi les classes qui tirent des avantages de l'Etat, jamais elle ne menacera l'Etat ni ne pourra le mettre en péril. Quoique peut-être moins instruite, moins pénétrée des sciences de la vie, la classe ouvrière, comme toute autre, est composée de vies humaines et, comme telle, ressent la douleur et l'amour, la vie et le martyre.

L'organisation syndicale des ouvriers en Yougoslavie est aujourd'hui insignifiante. La législation a prévu l'inspection du travail et la protection des ouvriers dans l'usine — les contrats collectifs réglant la durée du travail et les salaires — elle a créé les Bourses du Travail qui s'occupent du placement des ouvriers, enfin, par la Loi sur les Entreprises de 1910 la Serbie a créé à côté des Chambres de l'Industrie, du Commerce et des Métiers, des Chambres Ouvrières qui sont à la disposition des ouvriers, en cas de nécessité. Naturellement, la législation sociale a suppléé *ipso facto* à l'organisation syndicale. Ainsi, par exemple, la Bosnie et l'Herzégovine sur ses 60.000 ouvriers en avait 3.188 organisés en 1923 (1), c'est-à-dire 5,3 %. A Zavidovići où se trouve la plus

(1) Chambre Ouvrière de Sarajevo, 1924, p. 24.

grande scierie de la Yougoslavie, on emploie près de 10.000 ouvriers et, tandis que la liste des ouvriers syndiqués de Bosnie et Herzégovine est de 3.188 membres, un seul est de Zavidovići et c'est un employé de banque. Au Monténégro, en 1920, ont été fondées pour la première fois deux organisations syndicales, l'une à Cetinje et l'autre à Podgorica, organisations communes d'ouvriers et de patrons, mais aujourd'hui disparues. En cette matière la Serbie est la plus avancée. Svetozar Marković (1840-1875) est le premier organisateur des ouvriers en Serbie (1). Le 1^{er} Août 1871 il a fondé la première feuille socialiste « *Radnik* », en y écrivant les mots nouveaux de classe et de lutte des classes, mais qui bientôt cessa de paraître. A sa place apparut une deuxième feuille, puis une troisième, etc..., jusqu'à ce que le calme revînt. Parallèlement se formaient avec plus de vigueur des sortes d'organisations syndicales (la première date encore de 1870). Ainsi la Serbie a en 1901 : 93 ouvriers ; quatre ans plus tard, 5.674 ; 7.418 en 1910 et vers la fin de 1912 : 8.141. Depuis 1918 leur nombre s'est accru singulièrement vite et en 1920 il y avait en Serbie 25.437 ouvriers organisés. A cette époque, écrit dans son rapport annuel de 1921-1926 la Chambre Ouvrière de Beograd (p. 92) « les grèves et les agitations pour les salaires étaient à l'ordre du jour » et elle ajoute un peu plus loin : « les organisations se signalaient par leurs exigences qui dépassaient de beaucoup leur force » (p. 93). Enfin, un beau jour (le 20 Décembre 1920) apparaît l'« *Obznana* » (Avis) qui fit qu'au mois de janvier 1921 il n'existait plus en Yougoslavie une seule organisation ouvrière de classe. Plus tard la Loi de 1922 sur la Protection des ouvriers (art. 32) leur permit de se réunir en associations spéciales ayant pour but de protéger leurs intérêts économiques, sociaux et moraux. Ainsi les organisations syndicales ressurgirent, mais leur terrain n'a pas été aussi fécond qu'auparavant (2). Sans aide politique elles se sont bornées au travail le plus simple. Encore les syndicats se sont-ils divisés, comme dans les autres pays, et aujourd'hui existent deux grands groupes syn-

(1) D. Lapčević : *Istorija Socializma, u Srbiji*, Beograd, 1922, p. 38.

(2) D'après la statistique de la Chambre Ouvrière de Beograd, seulement 8 % des ouvriers étaient organisés, et 92 % ne l'étaient pas (Troisième Congrès, p. 22).

dicaux : 1° la Fédération syndicale ouvrière unitaire de Yougoslavie et 2° le Comité syndical ouvrier central de Yougoslavie. Le premier est plutôt modéré, tandis que l'autre se rapproche des doctrines communistes. A côté de ces deux organisations, nous avons en plus : la Fédération des ouvriers graphiques ; la Fédération des employés de banque ; l'Association des employés de banque, des assurances, du commerce et de l'industrie. Le Syndicat le plus puissant est la Fédération syndicale ouvrière unitaire (*Ujedinjeni Radnički Sindikalni Savez Jugoslavije*) fondée en Serbie encore en 1903, qui comptait déjà vers la fin de 1923 36.755 membres avec 31 organisations syndicales.

La législation ouvrière comprend deux lois essentielles : la première est la Loi sur la Protection des ouvriers adoptée à la Chambre des Députés le 14 décembre 1921, publiée dans le Journal Officiel N° 128 du 14 juin 1922. Cette loi a réglé la durée du travail, elle protège l'ouvrier contre l'exploitation démesurée de sa force physique, elle prévoit les conditions hygiéniques et techniques nécessaires pour le travail. En 1919 on a adopté la journée de huit heures. Le 19 mars 1921 cette ordonnance a été modifiée et complétée jusqu'à ce qu'enfin la Loi sur la Protection des ouvriers (art. 6) ait ordonné que dans les entreprises industrielles et minières la durée de travail des ouvriers employés ne peut dépasser 8 heures par jour ou 48 heures par semaine. Les entreprises industrielles sont, d'après cette loi, tous les ateliers qui emploient dans un trimestre une moyenne d'au moins 15 ouvriers. Dans les autres entreprises, sauf les entreprises minières et industrielles la journée de travail est de 8 à 10 heures « d'après la nature et l'intensité du travail ». Toutes les exceptions à cette règle ont été prévues textuellement par la loi. Le repos hebdomadaire est obligatoire dans toutes les entreprises mentionnées (pour une durée de 36 heures), sauf les cas également prévus. En ce qui concerne les conditions hygiéniques et techniques du travail la loi est très sévère et protège pleinement les intérêts des ouvriers. Le Ministre de la Politique Sociale est autorisé à interdire l'emploi de toute main-d'œuvre dans les entreprises où la santé des ouvriers serait menacée. Des mesures sociales sont prévues pour la protection des jeunes

et des enfants : aucune des entreprises mentionnées ne peut employer d'enfants au-dessous de 14 ans et les journées de travail des enfants au-dessus de 16 ans ne peut dépasser en aucun cas 8 heures ; le travail de nuit est interdit pour les enfants au-dessous de 18 ans ; il est interdit d'employer les femmes dans certaines catégories de travail ainsi que dans tout travail de nuit ; la femme jouit de privilèges au point de vue de la maternité, obtient un congé de 2 mois avant et 2 mois après l'accouchement et, au cours de cette période, reçoit tous les secours nécessaires aux frais de l'assurance contre la maladie.

L'autre loi est la « Loi sur l'Assurance des ouvriers » (Journal Offic. N° 117 du 30 mai 1922) ordonnant l'assurance obligatoire contre différentes sortes d'accidents. L'exécution en a été confiée à l'Office central pour l'assurance ouvrière qui fonctionne depuis le 18 décembre 1922 et dont le siège est à Zagreb. Cet organisme (*Središnji Ured za Osiguravanje Radenika*) avec l'aide de ses organes départementaux (Office départemental pour l'assurance ouvrière) qui sont au nombre de 23 est la direction centrale des assurances ouvrières. Cette loi s'applique à toutes les personnes sans égard au sexe, à l'âge ou à la nationalité qui, sur le territoire de la Yougoslavie, louent leurs forces physiques ou intellectuelles, en permanence ou provisoirement sur la base d'une relation de travail, et sans tenir compte du caractère de l'entreprise où elles sont employées. Sont soustrites à l'application de cette loi seulement les personnes employées dans différentes institutions publiques pour lesquelles les secours sont prévus par des règlements officiels spéciaux émanant des institutions correspondantes. Les ouvriers agricoles ne rentrent pas dans le cadre de cette loi qui ordonnait au Ministre de la Politique Sociale de déterminer le statut concernant l'assurance de ces ouvriers avant le 30 mai 1923, ce qui n'a pas encore été fait aujourd'hui. Les ouvriers des chemins de fer sont traités à part ; l'ordonnance du Ministre des Communications du 30 mai 1922 (Journal Officiel N° 170) classe les assurances de ces travailleurs dans le ressort du Ministère des Communications qui dans ce but a créé à Beograd la Direction centrale des Fonds et dans les différentes provinces les « Directions départementales des Fonds ». L'assurance des travailleurs

des mines n'est pas définitivement réglée, de même que celle des ouvriers agricoles.

La loi prévoit l'assurance en cas de maladie et d'accident, d'invalidité, de vieillesse, de mort et enfin de chômage. Jusqu'à présent, seules, les assurances en cas de maladie et de blessures fonctionnent, les autres devaient entrer en vigueur à partir du 1^{er} juillet 1925, mais n'ont pas joué jusqu'à aujourd'hui. Exception est faite de l'assurance contre le chômage pour laquelle la loi de Finances de 1922/1923, art. 110, prévoit la création du « *Fonds de la Bourse du Travail* » qui devrait remplacer l'assurance en cas de chômage. D'après cette loi l'ouvrier devait verser 0,5 % de son salaire et l'employeur autant. La loi de Finances de 1927/28 (art. 281), publie l'ordonnance sur l'organisation intérieure du travail, d'après laquelle à la place des anciennes Bourses du Travail (créées par la loi sur la Protection ouvrière, art. 70) on crée les Bourses publiques de travail dans les sièges des Chambres Ouvrières avec la Bourse centrale du Travail à Beograd. En dehors du placement des ouvriers, les Bourses du Travail sont chargées de donner aux ouvriers en chômage des secours journaliers pris sur les fonds des Bourses du Travail. Un ouvrier en chômage, s'il a été employé avant pendant au moins 7 jours sans interruption et s'il a été inscrit au moins 4 mois avant à l'Office pour l'assurance ouvrière, reçoit 10 dinars par jour pour lui et 3 dinars pour sa femme et chacun de ses enfants qui n'est pas en état de gagner sa vie, le secours total ne pouvant dépasser 18 dinars par jour. Le secours ne peut dépasser non plus les $\frac{2}{3}$ du salaire moyen et l'ouvrier peut en être gratifié au plus pendant 6 semaines sans interruption. L'ouvrier reçoit encore des secours en nature, comme la nourriture, le logement et les frais de voyage pour pouvoir chercher un emploi ailleurs ou retourner chez lui. La loi prévoit aussi l'octroi de crédits à bon marché pour la construction des logements ouvriers. Les Bourses publiques sont administrées par 7 membres dont 1 fonctionnaire d'Etat qui est en quelque sorte le président, 2 représentants de la Chambre Ouvrière, 2 de l'Office départemental pour l'assurance ouvrière et 2 du Comité départemental. Sauf les revenus prévus par la loi de Finances de 1922/23.

art. 110, l'Etat et les Corps autonomes départementaux donnent des dotations sous différentes formes.

A côté de la Loi sur l'Assurance des ouvriers, existe aussi la Loi sur l'Assurance des employés par pensions, qui n'est que l'application de la vieille loi autrichienne aujourd'hui en vigueur sur les territoires de la Slovénie et de la Dalmatie seulement. Cette assurance est appliquée par une institution autonome dont le siège est à Ljubljana.

En plus de ces deux lois principales, il y a la loi de l'*Inspection du Travail* de 1922 (Journal Officiel N° 69). Le but de l'Inspection du Travail est de veiller à l'exécution immédiate des dispositions légales sur la protection sociale des ouvriers, d'entretenir les relations entre les employeurs et les ouvriers. Suivant la disposition N° 6.518 de 1922 le Ministère de la Politique Sociale a créé, conformément à l'art. 8 de la loi de l'Inspection du Travail, dix Inspections départementales du Travail qui ont l'obligation de référer au Ministère de la Politique Sociale sur leur travail. Une surveillance spéciale est exercée en ce qui concerne la visite des chaudières des entreprises et dans ce but le Ministère de la Politique Sociale a créé (N° 7.766 de 1922) 6 Inspections départementales des chaudières. Le Ministre de la Politique Sociale publie un rapport annuel sur le fonctionnement des Inspections du Travail et, d'après ces rapports, le nombre d'entreprises visitées et d'ouvriers protégés par l'Inspection du Travail a été pour chaque année le suivant :

	Entreprises visitées	Nombre d'ouvriers dans entreprises, protégés par l'Inspection du Travail
1922.....	7.670	128.732
1923.....	7.972	168.477
1924.....	8.146	175.607
1925.....	9.079 (1)	146.720
1926.....	5.662	149.304
1927.....	5.074	137.491

(1) En 1925 il y avait 3.301 entreprises d'alimentation et pâtisseries visitées tandis qu'en 1926 ce chiffre n'était que de 1.383 ; c'est pourquoi le chiffre est tellement élevé pour l'année 1925.

Le rôle de l'Inspecteur du Travail est considérable. C'est lui qui informe le Gouvernement de la situation de la classe ouvrière. D'autre part, il est aujourd'hui l'unique point d'appui des travailleurs. Chaque inspecteur chargé du contrôle vient directement en contact avec les ouvriers et se renseigne par lui-même sur la situation exacte dans l'usine. Quoiqu'il soit impossible d'inspecter toutes les entreprises et usines situées dans le pays, le chiffre de 9.000, 8.000, 7.000 entreprises visitées en une seule année nous garantit que le fonctionnement de cette institution est très intense et qu'à ce point de vue les ouvriers sont bien protégés.

D'après la statistique de l'Inspection du Travail le *nombre des accidents* dans les usines visitées a été le suivant :

	Nombre d'accidents	Nombre d'accidents mortels
	—	—
1922.....	2.715	100
1923.....	6.295	193
1924.....	7.297	144
1925.....	8.135	144
1926.....	7.058	117
1927.....	8.149	135

Ainsi la moyenne annuelle des accidents a été de 6.608 soit 43 cas pour 1.000 ouvriers employés dans les usines; la moyenne d'accidents mortels a été de 138, soit 91 pour 100.000 ouvriers.

Les *Chambres Ouvrières* sont des institutions spéciales. En Serbie, elles datent déjà de 1911. La Loi sur la Protection ouvrière du 28 février 1922, art. 36, a créé des Chambres Ouvrières aussi dans les autres provinces. Aujourd'hui, les Chambres Ouvrières sont au nombre de 8. D'après l'art. 37 de ladite loi le but de ces Chambres est de « protéger les intérêts économiques, sociaux de tous les travailleurs et employés sur le territoire de son ressort ». Pour faciliter la collaboration, un Secrétariat central des Chambres Ouvrières,

servant d'institution centrale, a été fondé en 1924 à Beograd. Les Chambres Ouvrières sont sous la surveillance du Ministère de la Politique Sociale.

En 1927 les salaires ouvriers ont varié, d'après les renseignements de l'Inspection du Travail, entre 50 et 200 dinars par jour pour un ouvrier qualifié, et entre 10 et 70 dinars par jour pour un ouvrier non qualifié. Comme on le voit, tandis que la main-d'œuvre qualifiée est généralement bien payée, ce n'est pas le cas pour la main-d'œuvre non qualifiée. Un salaire de 10 dinars ou une moyenne de 15 à 20 dinars par jour ne suffit pas pour procurer à l'ouvrier ce dont il a besoin pour vivre. Si nous examinons le développement des salaires ouvriers au cours de l'année, nous obtiendrons ces moyennes calculées sur une base-or.

	Indice-or du salaire moyen de l'ouvrier (1914 = 100)	Indice-or des prix de gros (1913 = 100)
1924.....	84,0	133,8
1926.....	112,3	139,6
1927.....	105,4	142,5

Bien que les salaires aient augmenté de 24 % de 1924 à 1926 et les indices des prix de gros seulement de 6,5 %, les salaires se trouvent en général au-dessous du niveau des prix. Cette différence se manifeste particulièrement en 1924 où le dérèglement des valeurs a provoqué une crise économique. L'année suivante les salaires ont augmenté, mais un an plus tard ils ont baissé de nouveau, tandis que les indices des prix continuaient à monter.

Notre tableau N° 36 nous donne en détail la situation du montant des salaires. Si nous les comparons avec le nombre des ouvriers employés (1), nous voyons que les salaires augmentent, alors que le nombre d'ouvriers est aussi en hausse.

(1) Ces calculs ont été faits d'après les données de l'Office pour l'assurance ouvrière de sorte qu'il s'agit en réalité du nombre d'ouvriers inscrits dans cet office.

TABLEAU N° 36
SALAIRES ET PRIX

Année	Indices de salaire janv. 1923 = 100	Indices de trav. assurés janv. 1923 = 100	Indices des prix de gros de prod. ind. janv. 1913 = 100	Indices de cours de din. janv. 1913 = 100
1924 Janvier .	114,0	109,6	155,4	1703
— Juin	122,0	121,6	142,9	1637
— Décembre	124,3	118,1	171,3	1288
Différence { I sem.	+ ,1	+11,0	—8,0	—3,9
pour 100 { II sem.	+1,6	—2,8	+19,9	—21,4
1925 Janvier	126,4	117,0	172,7	1197
— Juin	131,3	125,0	173,3	1127
— Décembre	130,0	128,2	170,9	1087
Différence { I sem.	+3,9	+6,8	+0,3	—5,8
pour 100 { II sem.	—0,1	+2,5	—1,5	—3,5
1926 Janvier	128,5	113,7	166,2	1091
— Juin	130,2	124,7	153,6	1092
— Décembre	133,9	125,6	150,8	1094
Différence { I sem.	+1,3	+9,6	+7,5	+0,09
pour 100 { II sem.	+2,8	+0,7	—1,1	+0,1
1927 Janvier	132,8	119,1	151,4	1094
— Juin	134,9	134,4	150,4	1097
Différence pour 100	+0,8	+12,5	+0,6	+0,1

Cela nous montre que le salaire, comme le travail lui-même, dépend plutôt de la prospérité de l'industrie que du niveau des prix avec lesquels les salaires sont en contradiction. Par exemple, pendant le second semestre de 1924 l'indice des prix des articles industriels augmente de 19,9 % tandis que les salaires augmentent seulement de 1,6 %. Si nous reconnaissons que ce nivellement ne peut suivre immédiatement la hausse des prix, nous voyons qu'il ne s'est pas produit non plus le semestre suivant : les salaires montent en tout de

3,9 %, tandis que les prix continuent à monter de 0,3 %. On peut constater le même fait en comparant les mois de juin et de décembre 1926. Une seule exception concerne la hausse des salaires de janvier à juin 1924 (7,1 %) et la baisse des prix au cours de la même période (8 %) ce qui n'est qu'un réflexe de l'année précédente où la production a été la plus grande. M. Topalović, Secrétaire du Secrétariat central des Chambres Ouvrières, publie, dans son rapport au congrès des 16 et 17 Novembre 1924 à Beograd, que de 1914 à 1924 les salaires des ouvriers qualifiés ont augmenté 11,8 fois, des ouvriers non qualifiés de 12,57 fois, tandis que les besoins les plus indispensables d'une famille de quatre membres de 13,2 fois (p. 52). Après 1924 la différence a été moindre et, par rapport à l'indice-or de 1927, les salaires étaient de 37,1 points ou 35 % au-dessous de l'indice annuel des prix de gros (1). Il a été calculé au II^e Congrès Annuel des Chambres Ouvrières que les salaires ont augmenté en moyenne de 1920 à 1925 de 42 % (2). Ainsi, d'après les affirmations du Congrès et les statistiques du Bureau international du Travail, la Yougoslavie serait la dernière dans le tableau des Etats européens. Les plus petits salaires étaient ceux des travailleurs de couture (seulement 9 % d'augmentation), les plus hautes ceux des peintres en bâtiment (66 %).

Nos ouvriers usent moins de la grève que les ouvriers de beaucoup d'autres pays. La principale raison en est, comme nous l'avons déjà dit, que les ouvriers ne sont pas organisés; de plus l'Etat a rendu les grèves plus difficiles par sa législation. Après les grèves de l'année 1920, dont les plus importantes ont été celles des mineurs et des cheminots qui se sont répétées cette année, ont paru deux décrets du gouvernement

(1) Il s'agit ici de l'indice annuel des prix de gros, tandis que l'indice des prix de détail et l'indice du coût de la vie, que M. Topalović a probablement calculé approximativement, nous donneraient une différence beaucoup plus grande; ainsi cette amélioration de la vie ouvrière depuis 1924 par rapport à la situation avant 1924 n'est pas tout à fait réelle.

(2) L'Inspection du Travail publie dans ses rapports les frais moyens de nourriture d'un ouvrier d'âge moyen (a) et son salaire (b) et calcule avec le rapport $b : a$ le coefficient du salaire et du nécessaire pour la nourriture. D'après ces données ce coefficient serait le suivant : 1922 : 2,21 ; 1923 : 2,83 ; 1924 : 2,77 ; 1925 : 2,91 ; 1926 : 2,99. Ainsi la situation de l'ouvrier se serait améliorée en 1925.

(l'une le 15 et l'autre le 24 Décembre 1920) d'après lesquels les travailleurs en grève pourrout être mobilisés et obligés comme soldats à faire leur service sans aucune rémunération. Ainsi on a fait disparaître complètement les grèves des cheminots tandis que les autres se sont raréfiées.

D'après la statistique de l'Inspection du Travail, le mouvement des grèves a été le suivant :

	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Nombre d'ouvriers en grève	29.141	13.232	5.155	7.483	10.979	7.588
Journées de travail perdues	486.292	159.300	76.337	110.600	157.485	239.183
Heures du travail perdues (1.000)	3.838	1.282	624	885	1.288	?
Valeur du travail perdue (1.000 din.)	14.551	8.202	3.860	3.680	7.578	8.695

L'année 1922 diffère beaucoup de toutes les autres. Les grèves dans l'industrie du bois ont été plus nombreuses cette année et les années suivantes. Sur 142 grèves en 1922, 38 se sont produites dans l'industrie du bois avec 11.700 grévistes, soit 40 % de tous les ouvriers qui se sont mis en grève cette année-là. En 1923 il y a eu dans la même industrie 39 grèves avec 4.841 ouvriers, en 1925 12 grèves avec 5.205 ouvriers. En 1924, le nombre des ouvriers grévistes a été le plus faible, ce qui nous explique pourquoi les salaires, comme nous l'avons vu, ont le plus fortement augmenté. Par suite des diminutions ultérieures des prix (en 1925 de 10 à 15 % ; en 1926 de 10 à 15 % ; en 1927 de 5 à 10 %) les grèves se sont multipliées de plus en plus. Si nous comparons le nombre des grèves avec le nombre des ouvriers grévistes, nous verrons qu'en 1923 le nombre des grévistes par grève a été le plus faible, parce que cette année il y a eu le plus grand nombre de grèves.

	Nombre de grèves	Nombre de grévistes par grève
1922.....	142	205

1923.....	335	39
1924.....	45	114
1925.....	44	170
1926.....	46	238
1927.....	78	97

En 1927 il y a eu encore dans l'industrie du bois une grève (dans l'entreprise forestière « *Krivaja* ») qui a été la plus importante. Par ailleurs au cours de cette année il y a eu exceptionnellement 42 grèves dans l'industrie alimentaire.

La question du *chômage* est une question ouvrière très importante. Avec le développement de l'industrie le nombre des ouvriers s'accroît d'une façon parallèle. Le paysan pour de nombreuses raisons économiques vient de plus en plus à la ville afin d'y chercher du travail. Ainsi le nombre des travailleurs sans travail va en croissant. D'après les Chambres Ouvrières le nombre d'ouvriers sans emploi atteindrait le chiffre de 200.000 (1). En 1923 ils étaient au nombre de 30.967 parmi ceux inscrits aux Bourses du Travail, et en 1927 35.000 ouvriers qualifiés, tandis que la même année 150.000 ouvriers non qualifiés étaient en chômage (2). La Chambre Ouvrière de Novi Sad publie dans son rapport qu'en 1927 il y a eu seulement sur son territoire 65.707 chômeurs dont 52.284 ouvriers agricoles (3).

Avec la nouvelle situation créée par la réforme agraire, le travail aux champs est effectué plus ou moins par le propriétaire lui-même et, d'après l'opinion de la Chambre Ouvrière de Novi Sad, il y aurait en permanence plus de 50.000 ouvriers agricoles sans travail (4). En Croatie, sur le nombre d'ouvriers ayant demandé du travail par l'intermédiaire de la Bourse du Travail, 12.158 sont restés sans emploi en 1924, 20.545 en 1925 et 23.361 en 1926. En Slovénie, 10.810 ouvriers sont restés sans trouver de travail en 1923; en 1925 :

(1) *Troisième Congrès des Chambres Ouvrières*, p. 20.

(2) *La Revue Economique de Belgrade*, 1928, N° 5, p. 116.

(3) *Priv. i Socij. Odnosi Vojvodine*, p. 118.

(4) *Priv. i Soc. Odn. Vojvodine*, p. 28.

12.346 et en 1927 : 17.268. La Bosnie, qui est moins industrielle que ces provinces, a eu en 1925 3.607 ouvriers sans travail, connus par la Bourse du Travail de cette province. Ce grand chômage a provoqué aussi une *émigration intense*. Tandis qu'en 1919 : 291 personnes ont émigré, en 1924 ce nombre passe à 12.985 personnes, en 1925 : 17.238 et en 1926 le nombre des émigrants a diminué un peu : 15.726. Par provinces la plus forte émigration (en 1926) s'est produite en Croatie et en Slavonie (5.651) puis en Voïvodine (3.258) et le moins au Monténégro (244) (1). Par professions les émigrés sont (2) :

Paysans	54,6 %
Ouvriers non qualifiés	13,0 %
Ouvriers	4,2 %
Professions libérales	1,6 %
Membres de famille (vieillards et enfants)	26,6 %

Quoique la question du chômage ait cessé d'être au point mort avec la création des Bourses de Travaux Publics (Javne Burze Rada) et avec les secours en argent distribués aux ouvriers, cette question est encore à l'ordre du jour. Les moindres secousses économiques qui se produisent au village obligent le paysan à chercher ailleurs d'autres ressources. Il n'est pas assez clairvoyant pour se représenter ce qui l'attend à la ville et il part. Ce n'est qu'à la ville, mais généralement trop tard, qu'il comprend sa faute. Après avoir tout vendu au village, il ne sait où rentrer et s'en va plus loin, même hors des frontières de sa patrie. La solution de ce problème ne sera ni simple ni rapide et exigera les plus grands soins de la part des autorités.

L'immigration de la main-d'œuvre étrangère est chez nous peu considérable. Dans la mesure où elle existe, elle s'applique entièrement à des ouvriers qualifiés dont le besoin s'est fait toujours sentir, aujourd'hui particulièrement où le développement de l'industrie exige une plus grande spécialisation.

(1) *La Revue Economique de Belgrade*, 1927, N° 10, p. 244.

(2) *II^e Congrès des Chambres Ouvrières*, 1925, p. 38.

La Loi sur la Protection ouvrière de 1922 a été complétée par le Règlement sur l'emploi de la main-d'œuvre étrangère (du 24 Novembre 1925), d'après lequel l'employeur doit demander une autorisation pour engager un étranger. Avant de donner l'autorisation demandée, les autorités demandent l'avis, non seulement des représentants ouvriers, mais aussi de la Chambre ouvrière, sur le territoire de laquelle l'employeur se trouve. Ainsi l'entrée des étrangers est rendue beaucoup plus difficile. En 1927, il a été employé 12.000 ouvriers venus de l'Etranger.

CINQUIÈME PARTIE

LES FINANCES

CHAPITRE PREMIER

LES BANQUES

Le développement des établissements financiers dans les provinces de la Yougoslavie actuelle. — Les succursales. — L'épargne. — La participation des capitaux étrangers dans nos établissements financiers. — Le nombre et l'état des banques de 1925 à 1927. — La centralisation des capitaux.

La partie qui nous reste à étudier concerne les finances qui, dans tout pays, constituent la dernière phase marquante de la vie économique. Les finances supposent une économie sociale déjà bien organisée, car elles ne sont qu'un lien qui réunit toutes les unités économiques du pays et qui crée un équilibre entre elles. Pour cette raison, nos finances n'ont pu se développer que là où le pays avait progressé économiquement et elles n'ont été que le reflet de l'état de choses existant.

Le progrès économique des différentes provinces yougoslaves a varié suivant les conditions de vie de chacune d'elles. Il faut dire qu'en Yougoslavie ont régné quatre régimes dif-

férents : l'austro-hongrois, le turc, le serbe et le monténégrin. Aujourd'hui encore, il existe en Yougoslavie 6 départements administratifs. Ces faits ont amené la création de corps sociaux assez différents les uns des autres et comme cette variété n'implique en soi aucune communauté fondamentale, elle présente certains caractères qu'on pourra reconnaître pendant longtemps encore dans le domaine économique.

Une plus forte circulation de l'argent aurait pu être provoquée par une plus forte production industrielle ou encore une meilleure utilisation de la richesse du pays. Ainsi la finance ne s'est développée que là où la circulation de la production l'a exigé. Là au contraire où elle est née pour d'autres raisons, elle n'a pas pu se développer ou bien elle a atteint un maximum qu'elle n'a pas dépassé. C'est ce qui explique les grandes différences dans l'état financier de nos provinces, différences qui ne pourront être comblées que par une réorganisation fondamentale de la banque. Il existe, par exemple, une grande différence entre les causes qui ont amené la fondation d'une banque en Slovénie et en Serbie. Aujourd'hui, la Slovénie possède trente fois moins d'institutions bancaires que la Serbie, et la première institution en Slovénie a été fondée un demi-siècle avant celle de Serbie. La Slovénie compte au nombre des provinces où la finance est le mieux développée, tandis que la Serbie entre dans le dernier groupe avec la Bosnie et le Monténégro. Alors qu'en Slovénie la banque aide dans une très grande mesure l'industrie qui est son principal client, les banques de Serbie ou de Bosnie servent principalement au paysan à qui elles donnent du crédit contre des traites à courte échéance. D'après une statistique de la Direction des Monopoles d'Etat, il a été vendu en une année 809.000 traites inférieures à 10.000 dinars et 5.638 traites d'une valeur supérieure (1). L'intérêt de ces traites a été de 10 à 100 % (2), ce qui a créé une situation très grave dans notre population paysanne. Ainsi la banque a acquis une curieuse réputation, en provoquant chez les paysans, non pas peut-être de la méfiance, mais une sorte d'antipa-

(1) V. Godišnjak, p. 136.

(2) V. Kukla : *Razvitak Kreditne Organizacije u Srbiji*, Zagreb, 1924, p. 72.

thie. « Le paysan possède de l'argent, mais il garde cet argent jalousement à la maison » (1), dit avec quelque raison M. Kosier. Il est clair que certains ont de l'argent, mais qu'ils le tiennent en réserve au lieu de le placer dans quelque industrie, de le transformer en valeurs, de le placer dans des banques ou de le mettre en circulation d'une manière quelconque; cependant la faute n'en est pas au paysan. Qu'on mette dans les mains de celui qui ne sait pas lire des livres d'une immense utilité, il n'en profitera pas parce qu'il ne le pourra pas, ne sachant comment s'en servir. De même, si un certain nombre de nos paysans ne placent pas leur argent, c'est parce qu'ils n'y ont pas été suffisamment incités ni suffisamment préparés à cette idée.

Comme jusqu'à présent nous n'avons pas de loi sur les banques, leur compétence n'est pas définie. Tous les établissements financiers sont traités de la même manière. La banque s'occupe aussi des affaires de caisse d'épargne et la caisse d'épargne des affaires de banque, et en réalité ni l'une ni l'autre n'agissent bien. Pour se maintenir, elles se sont servies de tous les moyens, et il est arrivé souvent qu'une banque ou une caisse d'épargne ait sombré. C'est ce qui explique cette méfiance envers les établissements financiers et, en beaucoup de régions, l'état très primitif de nos finances.

C'est en 1761 que l'Autriche a mis pour la première fois des billets de banque en circulation sous forme d'obligations d'Etat. Un an plus tard elle a mis en circulation les premières banknotes nommées « Bankzettel », qui avaient un pouvoir de paiement légal. La Banque d'Autriche a été fondée en 1816 (1^{er} janvier). En 1858 l'étalon d'argent a été institué en Autriche et en 1892 la couronne et le florin qui valait deux couronnes adoptés comme monnaie légale.

En Serbie, le Prince Mihailo Obrenović par son décret de 1868 ordonna la suppression de l'ancienne unité monétaire, le « groš », et introduisit dans le pays tout entier la nouvelle valeur monétaire obligatoire, le « dinar » ayant parité avec le franc français (2). Le 19 Janvier 1876, il décida d'introduire

(1) Lj. Kosier : *L'Epargne, son Organisation, son Prog., ses Inst.* chez les S.C. S., Milan, 1924, p. 18.

(2) Kosier : *L'Epargne*, p. 29.

la monnaie de papier qui avait déjà été imprimée, mais n'avait pu être mise en circulation à cause de la guerre avec la Turquie. C'est seulement la Banque Nationale, entrée en fonctions le 2 Juillet 1884, qui a commencé à émettre des billets de banque avec une couverture en or (loi de 1883) et en argent (loi de 1885).

Le premier établissement financier de la Yougoslavie a été ouvert en Slovénie. La première Caisse d'Epargne autrichienne fondée le 4 Octobre 1819 est la plus ancienne du territoire de l'Empire autrichien. Après, vient la Kranjska Hranilnica-Krainische Sparkasse (la Caisse d'Epargne de Carniole) fondée le 4 Novembre 1820 (1).

Ainsi les établissements financiers ont commencé à fonctionner de très bonne heure en Slovénie, mais leur action ne s'est pas bornée aux seules caisses d'épargne. Parallèlement à ces caisses d'épargne communales qui se sont développées avec beaucoup d'élan, de petites caisses d'épargne et de crédit ont été créées sous forme de coopératives paysannes. En 1861, la Caisse d'Epargne de la Styrie du Sud s'établissait à Celje et, deux ans plus tard, l'Union des Caisses d'Epargne à Celje rassemblait les 14 caisses existant alors; en 1890 elles étaient au nombre de 47 et en 1900 de 102. Le système des caisses d'épargne communales a pris chez nous un grand essor, mais seulement en Slovénie et en Dalmatie, et surtout en Slovénie où la caisse d'épargne est le principal dépositaire de l'épargne. La Banque de Crédit de Ljubljana (un des plus grands établissements slovènes), a été fondée seulement en 1900 et jusqu'à cette époque les caisses d'épargne ont été le principal facteur financier du pays. Mais aujourd'hui encore, elles sont tellement enracinées dans le pays que rien ne pourrait les remplacer. C'est justement à ces caisses d'épargne communales ainsi qu'aux coopératives de crédit que la Slovénie doit de dépasser financièrement de si loin les autres provinces. Malgré ses efforts, l'Autriche n'a pas pu faire en Slovénie ce qu'elle faisait dans les autres provinces. La Slovénie a été capable de se relever économiquement par elle-

(1) Elle a été créée d'abord sous le nom de Caisse d'Epargne de Ljubljana, puis d'Illyrie et en 1845 elle prend le nom de Carniole.

même sans demander aucun concours, mais elle n'a permis à personne de la troubler dans son travail indépendant.

En Croatie, le premier établissement financier a été la « Perva Horvatska Štedionica » (aujourd'hui : Prva Hrvatska Štedionica : Première Caisse d'Épargne Croate) fondée le 14 Décembre 1846; c'est en réalité le premier établissement financier, dans le vrai sens du mot, pour la Yougoslavie. A cette époque, il a été en Croatie l'expression de ce mouvement illyrien qui s'efforçait de libérer le plus possible le pays croate de l'influence austro-hongroise. Ljudevit Gaj, le comte Drašković Dimitrije Demeter et autres, en créant un certain nombre d'institutions nationales, décidèrent de fonder aussi un établissement financier qui aurait pour but de rassembler et de garder les économies que possédait la population. C'est une institution d'un caractère entièrement national. On se rend compte aujourd'hui de la nécessité d'une telle institution, puisque la Première Caisse d'Épargne Croate, le premier établissement financier de la Yougoslavie, est à la tête de nos finances. Ce qu'elle a été le premier jour, elle l'est presque encore aujourd'hui : elle sert à la population qui lui apporte en toute sécurité son surplus d'argent et s'efforce avec l'argent obtenu de favoriser le développement économique du pays. Aujourd'hui même, la Première Caisse d'Épargne Croate dépasse tous les établissements financiers par l'importance de ses dépôts. En 1927 elle avait 1,5 milliards en dépôt tandis que toute la Croatie n'avait que 3,2 milliards et toute la Yougoslavie que 7,6 milliards. Ainsi presque 1/4 de tous les dépôts du pays (répartis dans plus de 700 établissements) et presque la moitié des dépôts de la Croatie et Slovénie sont détenus par cet établissement qui date de plus de 80 ans. Avant sa fondation en Croatie et sans tenir compte des caisses d'épargne communales, on avait ouvert en 1840 à Budapest un établissement financier et un autre en Grèce. Après, ce fut le tour de la Turquie, en 1849. Les Tchèques fondèrent en 1867 leur premier établissement national (Hospodarska Uverni Banka) et en 1868 la Živnostenska Banka » qui est aujourd'hui la plus importante. En Serbie le premier établissement financier date de 1869, en Bulgarie de 1876, en Bosnie de 1883 et au Monténégro de 1902.

Grâce à la Première Caisse d'Épargne Croate, les finances

de la Croatie ont progressé et sont devenues plus saines d'une année à l'autre. Il suffit de souligner que la Croatie avait en 1895 62 établissements financiers avec un capital social de 18,5 millions de couronnes-or, en 1900 90 établissements avec 23 millions, en 1910 189 établissements avec un capital de 69 millions et à la veille de la guerre 207 établissements avec 82 millions (1). Aujourd'hui encore la Croatie se trouve au premier rang en ce qui concerne l'action financière. Quoique la Serbie la dépasse par le montant du capital-actions, la Croatie effectue presque la moitié de toutes les transactions bancaires en Yougoslavie. Elle détient la plus grande partie de dépôts et c'est elle qui soutient le plus notre industrie et notre commerce.

Les finances de la Serbie se sont développées d'une tout autre manière. L'Etat ayant conquis son indépendance, toute sa force organisatrice venait du Gouvernement. L'administration donnait la première l'initiative aussi bien pour créer le capital que pour aider financièrement le peuple. L'Etat accorda le crédit hypothécaire d'abord aux habitants des villes, puis à ceux des campagnes. Le premier décret concernant les prêts privés fut l'ordonnance du prince Miloš du 24 Mars 1837 d'après laquelle le taux de l'intérêt légal était fixé à 1 % par mois, c'est-à-dire à 12 % par an. En 1858 parut une loi réglant le versement de l'argent du fonds des veuves et du fonds scolaire. En 1862, la loi concernant la location de l'argent contre intérêt par la caisse de la *Uprava Fondova* (le Crédit Foncier). C'est alors qu'on procéda à une réforme radicale dans l'administration de la Serbie (2). Sept ans plus tard parut une loi sur la création de la première Banque serbe (*Prva Srpska Banka*), qui devait s'occuper de toutes les opérations bancaires et être une institution auxiliaire de l'Etat. Un peu avant sa chute et la disparition définitive de cette première banque de Serbie, se fondèrent en 1871 trois nouvelles banques : « *Beogradski Kreditni Zavod* », « *Smedere-*

(1) Ces établissements ont eu en 1895 69,5 millions de dépôts ; en 1901, 91,3 millions ; en 1910, 253,5 et en 1913, 300,8 millions de couronnes-or. Aujourd'hui la Croatie et la Slavonie ont environ 140 établissements avec des dépôts s'élevant à 3.247 millions de dinars-papier ou 296 dinars-or, ce qui correspondrait au niveau d'avant-guerre.

(2) *La Serbie à l'Exposition Universelle de 1911 à Turin*, p. 164.

vačka Kreditna Banka » et « *Valjevska Štedionica* ». La même année (le 21 Octobre) le Gouvernement fonda les « caisses d'épargne départementales » dont le but est (art. 1) de « donner à chacun l'occasion de pouvoir déposer ses économies en lieu sûr ». Le plus petit dépôt admis était de 2 dinars, le plus grand de 24.000 dinars. Ces caisses d'épargne ont fonctionné jusqu'en 1898, date à laquelle la « *Uprava Fondova* » fut transformée de nouveau, et où l'on procéda à la liquidation de toutes les caisses d'épargne départementales existantes (loi du 8 juillet 1898, art. 110). Cependant le Gouvernement a poursuivi dès 1871 la création d'établissements financiers indépendants, et fonda cette année-là deux nouvelles caisses d'épargne, l'une à Kragujevac, l'autre à Užice, et l'année suivante trois autres à Knjaževac, Smederevo et Čačak. Tous ces établissements ont été créés avec des capitaux indigènes et l'aide du gouvernement et de la commune, tandis que le premier établissement fondé avec l'appui des capitaux étrangers n'a été créé qu'en 1882 : ce fut la « *Srpska Kreditna Banka* » fondée par la « *Wiener Lander-Bank* ». En 1910, à l'aide des capitaux hongrois et allemands, a été créée la « *Banka Andrejević i dr.* » à Beograd, puis la banque « *Franco-Serbe* » et la même année la « *Praška Uverni Banka* » a ouvert une succursale à Beograd (1). La Banque Nationale a été fondée assez tard. Le premier projet pour sa création a été déposé à la Chambre des Députés en 1875, à la veille de la guerre avec la Turquie ; le deuxième en 1877, le troisième en 1879. Tous trois furent repoussés. En 1881, les milieux financiers de Russie, d'Angleterre et de France firent une démarche auprès du Gouvernement au sujet de la création d'une Banque Nationale (2). En 1882 le Gouvernement confia au Ministre des Finances d'alors, Čedo Mijatović, une des personnalités économiques les plus capables de cette époque, le soin d'élaborer le projet de loi sur la Banque Nationale. En effet, le 6 Janvier 1883 la Chambre des Députés adopta le projet du Ministre des Finances ; le 26 Février 1884 eut lieu la première assemblée

(1) Kukla, p. 74.

(2) Kosier : *Narodna Banka*, Kralj, S. H. S., Zagreb, 1924, p. 58.

générale de la Banque Nationale et le 2 Juillet de la même année la Banque commença à fonctionner (1).

Comme dernier type de nos établissements financiers, nous citerons les établissements de Bosnie et Herzégovine. C'est la Bosnie qui est demeurée le plus longtemps sous l'administration étrangère et les établissements financiers y sont nés plus tardivement. Après l'occupation de 1878, le Gouvernement Régional, dont le siège était à Sarajevo, a conclu en 1883 un contrat avec la Banque Union de Vienne. D'après ce contrat elle devait ouvrir une succursale à Sarajevo. . Mais en 1888, sur l'initiative du Gouvernement, se fondait la Banque Nationale de Bosnie et Herzégovine avec un capital-actions entièrement versé de 100.000 florins. Un an plus tard s'ouvrait la Première Caisse d'Epargne à Brčko avec le même capital. En 1889 le Gouvernement Régional créa l'institut hypothécaire et de crédit de Bosnie et Herzégovine. En 1894 sont apparues la Première Caisse d'Epargne à Bijeljina et celle de Banja Luka. Mais tout cela n'a pas suffi aux besoins du pays. Alors le Gouvernement prit de nouvelles mesures et fonda en 1895, avec l'aide de la Banque Hongroise pour l'Industrie et le Commerce et le « Wiener Bankverein », la « Privilegovana Banka Bosne i Herzegovine » (Banque Privilégiée de Bosnie et Herzégovine) avec un capital versé d'un million de florins. Cette institution a repris la même année la Banque Hypothécaire de Bosnie et Herzégovine, la Banque Nationale de Bosnie et Herzégovine, et transformé plus tard toutes les autres banques fondées jusqu'alors en ses propres succursales, sauf la Caisse d'Epargne de Banja Luka qui existe encore aujourd'hui. Ainsi la Banque Privilégiée devint une des institutions dirigeantes de Bosnie et Herzégovine et elle occupe encore cette place aujourd'hui. En 1903 le premier établissement financier avec capital indigène a été fondé à Mostar : la Banque et la Caisse d'Epargne Commerciales. Un an plus tard sont apparues : la Banque Serbe (Srpska Banka) et la même année à Sarajevo la Caisse d'Epargne Serbe (Srpska

(1) Il convient de noter que la Banque d'Emission du Royaume de Serbie a été créée la dernière dans les Balkans. La première a été la Banque Nationale de Grèce, fondée en 1841, ensuite celle de Bulgarie fondée en 1879, puis celle de Roumanie fondée en 1880 et la dernière celle de Serbie fondée en 1883.

Štedionica). Maintenant on continue à fonder des établissements financiers indigènes, portant leur marque nationale. On ne rencontrera nulle part des banques ayant le caractère de celles de Bosnie et Herzégovine. Alors que les premières banques avaient été fondées par le Gouvernement Régional avec le concours des municipalités et d'une petite partie de la population indigène des villes (1), les banques fondées plus tard le furent pour la plupart avec des capitaux indigènes. Dans les provinces surtout naissaient avec une grande rapidité des banques d'un caractère purement national ou confessionnel. A côté de chaque banque serbe nouvellement fondée apparaissait une banque croate ou musulmane. Il faut savoir qu'elles ne prenaient pas ces noms pour se faire de la réclame : la banque serbe avait parmi ses actionnaires 90 % de Serbes et parmi ses clients aussi 90 % de Serbes. De même les banques croates et musulmanes. Ainsi, d'après M. Ristić, directeur d'un des plus grands établissements indigènes de Bosnie et Herzégovine, à la veille de la grande guerre, la situation était la suivante (en millions de couronnes) (2) :

Etablissements financiers	Nombre d'établissements	Capital en actions	Fonds de réserve	Dépôts
—	—	—	—	—
Serbes	26	10	5	8
Croates	10	3	0,6	3
Musulmans	8	4	0,8	3,5
Mixtes	6	1,5	0,5	3,2

Après la guerre, la situation a été la suivante (en millions de dinars) :

Etablissements financiers	Nombre d'établissements	Capital en actions	Fonds de réserve	Dépôts
—	—	—	—	—
Serbes	37	61,6	10,0	66,9
Musulmans	11	30,2	4,7	45,6

(1) Ristić-Kosier : *Vodeče institucije u nac. Bankarstvu Bosne*, Zagreb, 1924, p. 9.

(2) Ristić-Kosier, *ib.*, p. 12.

Croates	9	22,3	2,9	22,9
Juifs	2	8,0	1,9	9,2
Autres	25	78,3	18,5	169,6

Comme nous le voyons, ces établissements sont très distincts les uns des autres. Les établissements serbes se sont groupés entre eux autour de la Banque Centrale et Economique Serbe de Sarajevo et la Banque Serbe de Zagreb. Les établissements croates autour de la Première Caisse d'Epargne Croate à Zagreb; les Musulmans avant la guerre autour de la Banque Musulmane et à présent autour de la Banque Gajret. Il importe de regarder comment la concentration des banques s'est opérée en Bosnie et Herzégovine: nous prendrons comme exemple le cas de l'actuelle Banque Centrale et Economique Serbe (Srpska Centralna i Privredna Banka). En 1903 a été fondée la Banque Serbe à Mostar; en 1904 la Caisse d'Epargne Serbe à Sarajevo; en 1907 l'Institut de Crédit Serbe à Tuzla; en 1911 la Banque Nationale Serbe; en 1912 la Banque Centrale Serbe et en 1914 la Banque Economique Serbe, toutes trois à Sarajevo. En 1918, la Banque Centrale Serbe, la plus forte d'entre elles, a repris la Banque Serbe de Mostar, la Banque Nationale Serbe et la Caisse d'Epargne Serbe à Mostar. En 1922 la Banque Economique Serbe qui avait auparavant fusionné avec l'Institut de Crédit Serbe à Tuzla s'est jointe à cette coalition, et ainsi ces 6 banques réunies disposant d'un capital de 25 millions de dinars forment un des plus puissants établissements indigènes de Bosnie et Herzégovine. Si la concentration des autres banques nationales n'a pas été faite en Bosnie, elles sont tout de même étroitement reliées entre elles, constituant ainsi une unité à part.

Cette grande différence dans l'éclosion même de la vie financière pour chaque province est aujourd'hui une des principales causes de l'absence d'harmonie dans les finances yougoslaves. Cependant quelques grandes banques de Croatie comme la première Caisse d'Epargne Croate, la Banque Serbe, puis la Banque de Crédit de Ljubljana, ont pénétré en Bosnie et Herzégovine et en Dalmatie, où l'organisation financière était peu développée. Mais cela n'a pas une grande

importance. La première Caisse d'Epargne Croate et la Banque Serbe sont ici plutôt des fournisseurs d'argent que des organisateurs de l'unification du capital (1). Ainsi on peut dire qu'entre les banques de la Yougoslavie il n'y a encore aujourd'hui aucune liaison réciproque un peu étroite. Elles diffèrent aussi par l'organisation de leur fonctionnement intérieur. Nous verrons par exemple que la Serbie compte plus de 300 établissements, tandis que la Croatie n'en compte qu'à peine la moitié. Cependant la Serbie ne connaît pas les succursales. Les établissements ont limité leur action au seul endroit où se trouve leur siège social. En Croatie le nombre de succursales est plus grand qu'ailleurs. Les établissements croates ont même réussi à organiser des succursales dans les diverses provinces, et la Première Caisse d'Epargne Croate y a particulièrement réussi puisque, seule, elle possède des succursales dans toutes les provinces.

Voici la situation des principales banques ayant des succursales (2) :

Nom	Centrale	Succursales						
		Capit. soc. (mil. din.)	Croatie	Slovénie	Bosnie-Herzégovine	Dalmatie	Voïvodine	Serbie Total
Première Caisse d'Ep. Croate.	Zagreb	75,0	30	3	8	2	4	2 49
Banque Yougoslave	Zagreb	100,0	8	1	—	—	3	1 13
Banque Serbe	Zagreb	40,5	1	—	—	3	6	— 10
Banque Hypothéc. du Pays..	Zagreb	116,0	4	1	—	1	2	1 9
Bany. de Crédit de Ljubljana	Ljubljana	50,0	—	10	1	3	1	— 15

(1) Avant la guerre les établissements financiers de Croatie n'avaient pas l'autorisation d'ouvrir de succursales en dehors de la Croatie (même en Dalmatie, Slovénie et Bosnie) et celles-ci à leur tour ne pouvaient pas avoir de succursales en Croatie. Pour cette raison, en Bosnie et Dalmatie, les établissements de Croatie se bornaient à donner leur capital et à fonder des établissements indépendants qu'ils finançaient seulement.

(2) La *Revue Economique de Belgrade*, 1928, N° 4, p. 78.

Banq. du Pays Bosn. et Herz.	Sarajevo	30,0	—	—	16	1	—	—	17
Banq. Ind. et Com. de Bosnie	Sarajevo	20,0	1	—	1	1	1	1	5
Banque Adriat. Danub.	Beograd	120,0	—	3	—	3	—	—	6

Comme on le voit, les quatre principaux établissements de la Croatie possèdent 80 succursales, dont plus de la moitié en Croatie et le reste dans les autres provinces. La Banque de Crédit de Ljubljana commence à suivre l'exemple des banques de Zagreb et on pourrait dire qu'elle le fait avec succès, mais son capital assez faible lui défend de s'agrandir. En Bosnie la Banque du Pays qui, dès sa fondation, a ouvert, comme nous l'avons dit, un certain nombre de succursales, s'est bornée uniquement à la Bosnie (une seule autre succursale existe à Split, en Dalmatie). A Beograd, la Banque Adriatique Danubienne, qui a hérité dès sa fondation d'un grand nombre de succursales, représente à elle seule les banques serbes dans notre tableau. Si nous remarquons que sur les 700 établissements existants il y a environ 300 succursales, nous verrons qu'en moyenne une banque n'a pas prévu plus d'une succursale. Cependant notre tableau contient presque la moitié de toutes les succursales (pour 8 établissements), de manière que chacune des quatre banques suivantes en possède une.

Les *dépôts d'argent* sont pour les banques un facteur important. C'est par les dépôts que la population entre le plus souvent en contact avec la banque. Celle-ci, en donnant à la population l'initiative de l'épargne, se procure à elle-même les moyens qui lui sont nécessaires pour son bon fonctionnement. Là où la population n'est pas habituée à économiser, l'argent ne s'accumule pas dans le peuple même, et il ne peut pas être question de vie financière. Si l'on examine l'état de l'épargne en Yougoslavie, on constate que le pays n'est pas encore habitué à l'économie sous n'importe quelle forme, et à l'épargne en argent moins qu'à toute autre. A l'exception de la Slovénie, où la coopération a collaboré à l'éducation des masses populaires pour une vie économique plus productive, et de la Croatie, où les banques comme la Première Caisse d'Epargne Croate n'ont ménagé ni la peine ni les moyens pour apprendre à la population à faire des écono-

mies, le peuple yougoslave n'épargne pas. Si nous disions qu'il commence à s'accoutumer à l'épargne de l'argent, comme nous le prouvent les chiffres que nous publierons ici, nous devrions en conclure que 70 % de la population rurale n'épargne point. Et c'est là le rempart que doit franchir notre vie financière. Tant que ce taux de 70 % de paysans prodigues ou insoucians ne se sera pas abaissé fortement, nous ne devons pas cesser d'affirmer qu'il faut, dans la plus grande mesure possible, inciter notre peuple à épargner.

Ce problème occupe une place importante dans notre vie financière. Le pays qui est en train de relever son économie, a besoin de capitaux infiniment grands. Si l'on importe tous ces capitaux de l'étranger, on ne pourra pas parler de la prospérité de notre pays, mais de la « colonisation ». La création du capital indigène aidera la Yougoslavie à exploiter ses richesses économiques. Avec la production doivent s'accroître les besoins et le niveau économique général, et cela suppose un fort développement de l'épargne dans les classes les plus aisées de la population. Le capital est la condition de la vie économique. Par le fait que le capital passe en des mains de plus en plus nombreuses, il tend à créer un plus grand équilibre économique tout en multipliant la somme de bien-être. Si l'on réunit cet argent qui est dispersé dans la population, il deviendra plus puissant et plus productif. Nous n'avons pas de capitalistes. Si nous n'arrivons pas non plus à posséder une plus forte épargne qui nous aidera à former le plus tôt possible un capital solide, la Yougoslavie ne pourra prospérer en toute indépendance.

Le développement de l'épargne dans nos établissements financiers n'a pas été partout le même. Quelques chiffres nous le prouveront. Voici quel a été le mouvement des dépôts dans les principaux établissements de chaque province (en millions de dinars-or).

En Serbie :

Beogradska Zadruga (en millions de dinars-or) :

1890 : 2,3 ; 1900 : 3,1 ; 1910 : 3,0 ; 1920 : 1,6 ; 1927 : 5,6.

En Croatie :

Prva Hrvatska Štedionica (en millions de couronnes-or) :

1887 : 18,8; 1897 : 25,0; 1907 : 46,9; (en millions de dinars-or) : 1920 : 42,8; 1927 : 136,1.

En Slovénie :

Zadružna Zveza :

En millions de couronnes-or : 1900 : 0,2; 1910 : 13,7.
En millions de dinars-or : 1920 : 7,2; 1927 : 9,3.

En Bosnie :

Zemaljska Banka :

En millions de couronnes-or : 1896 : 3,4; 1900 : 5,5; 1910 : 6,1. En millions de dinars-or : 1920 : 7,3; 1927 : 8,4.

Que de mouvements différents nous révèlent ces chiffres ! Combien grande est la différence entre la Croatie et la Slovénie, d'une part, et les deux autres provinces, de l'autre : *Zadružna Zveza* en Slovénie a vu ses dépôts augmenter de 1900 à 1927 de 4600 %, la *Prva Hrvatska Štedionica* en 40 ans de 624 %, la *Beogradska Zadruga* de 143 % et la *Zemaljska Banka* à Sarajevo de 147 % en un demi-siècle à peine. Un progrès ? Pas le moins du monde ! Autant la Slovénie et la Croatie sont en cela prospères, autant la Bosnie et la Serbie sont en régression.

La Croatie détient aujourd'hui 45,1 % de tous les dépôts dans le pays (la Serbie 16,9 %, la Bosnie seulement 7,5 %). Par 100 habitants, le montant des dépôts dans chaque province est le suivant (1) :

Croatie et Slavonie.....	1.301 dinars
Voïvodine	874 »
Slovénie	750 »
Serbie	305 »
Bosnie	317 »
Dalmatie	215 »
Royaume de Yougoslavie.....	666 dinars

(1) *Ekonomist*, 1928, Nos 7-8, p. 378.

Parmi les dépôts 87 % sont des dépôts dans les banques, 5,2 % dans les caisses d'épargne postale, 2,6 % dans les coopératives et 4,6 % dans la Banque Hypothécaire d'Etat (1). Cependant les banques ne peuvent pas avoir pour les dépôts d'organisation adéquate, aussi la population ne peut-elle avoir en elles une confiance suffisante. Très nombreuses sont celles qui, fondées après la guerre, ont dû cesser leur fonctionnement et ont provoqué dans la population un scepticisme général. La banque est une mauvaise organisatrice de l'épargne, faute d'une initiative suffisante. Cependant il est particulièrement nécessaire de prendre les mesures les plus radicales en vue de rendre très possible la création de l'épargne. C'est, à vrai dire, plutôt le devoir d'une institution spéciale, comme cela se fait dans plusieurs pays. Le même état de choses existe jusqu'à un certain point chez nous pour les caisses d'épargne postales. C'est l'Autriche qui a fondé cette institution à Sarajevo (en 1910), avec le principal but d'accoutumer la population à l'épargne. Après la naissance de la Yougoslavie, les caisses d'épargne postales ont trouvé un champ très fécond dans toutes les régions. Les dépôts augmentaient, quoique avec une moindre rapidité que les autres affaires; ils étaient en 1924 de 296,2 millions de dinars; en 1926 de 368,2 millions de dinars; en 1927 de 622,5 millions de dinars. D'après les établissements financiers, les dépôts s'élevaient à 4.652,2 millions de dinars en 1924, à 6.870,6 millions de dinars en 1926 et à 7.592,6 millions de dinars en 1927. Dans la caisse d'épargne postale, les dépôts ont augmenté en trois ans de 110 %, tandis que dans les banques ils ont augmenté de moitié moins (63 %). Pour l'état des dépôts dans la Banque Hypothécaire d'Etat nous constatons un progrès un peu plus faible qu'en ce qui concerne les caisses d'épargne postales. En 1919 elle avait en tout 28 millions de dépôts. En 1924 ces dépôts se sont élevés à 176 millions, en 1926 à 241 et en 1927 à 339 millions de dinars. De 1924 à 1927 l'augmentation a été de 94 %. Pour les coopératives on voit de même un progrès dans les dépôts beaucoup plus fort que dans les banques. A l'avenir, les caisses d'épargne postales devraient se borner à organiser l'épargne avec les coo-

(1) *Ekonomist*, 1928, Nos 7-8, p. 377.

pératives, car c'est la seule manière radicale d'y accoutumer la population.

Dans notre vie financière, le *capital étranger* ne joue pas le rôle qu'on pourrait supposer. Auparavant il a été beaucoup plus abondant. Les premières banques de Bosnie et Herzégovine ont toutes été, comme nous l'avons vu, l'œuvre du capital étranger. En Croatie, il a eu aussi une grande influence. Dans la Serbie elle-même, il a été le premier moyen du développement financier du pays. Aujourd'hui déjà, le capital étranger commence à quitter nos établissements financiers. Nous avons surtout des capitaux autrichiens et anglais placés en Croatie (Banque Hypothécaire du Pays, à Zagreb), en Slovénie (Banque de Crédit de Ljubljana), et surtout en Bosnie (particulièrement la Banque du Pays, la Banque Agraire et Commerciale avec la Banque de Bosnie). Le capital tchèque est engagé dans la Banque Yougoslave et un peu aussi à la Première Banque Croate des Arts et Métiers de Zagreb. On trouve des capitaux français à la Banque Générale de Crédit Croate à Zagreb. Ça et là quelques capitaux belges, hongrois (1). Les succursales des établissements étrangers ne sont pas nombreuses chez nous. Comme les relations économiques commencent à avoir un aspect stable, les agences des banques étrangères se sont signalées par une plus grande activité depuis l'amélioration du dinar. Le plus important des établissements financiers est peut-être la Banque Franco-Serbe (fondée en 1910) qui possède aujourd'hui des succursales à Beograd, Zagreb, Niš, Skoplje et Bitolj. La « Wiener Bankverein » a des succursales à Zagreb et Beograd. La « Praška Uverni Banka » (la Banque de Crédit de Prague) a une succursale à Beograd, la « Česka Prumyslova Banka » (la Banque Ind. Tchèque) à Ljubljana, la Banque Commerciale de Trieste a une succursale à Split et la Banque Anglo-Autrichienne en a une à Maribor.

Le devoir des autorités compétentes devrait être d'intéresser les capitalistes étrangers à notre vie financière. Mais pour engager les capitaux étrangers, il faudrait d'abord réorganiser nos propres finances privées. Si l'étranger donne son argent,

(1) Kosier : *L'Épargne*, p. 102-103.

il veut savoir comment il va être employé. Il ne le donnera certainement pas s'il doit être prêté aux paysans sur traites qu'il faut protester pour en obtenir le paiement.

Le *développement des banques* depuis la guerre a été, on peut le dire, favorable dans beaucoup de cas. En 1921 il y avait en Yougoslavie 583 établissements financiers (sans compter les succursales et les établissements étrangers) en 1923 : 654 ; en 1925 : 666 ; en 1927 : 736. Le capital social versé avec le fonds de réserve s'élevait à 1098,4 millions de dinars en 1921 ; à 2283,6 en 1923 ; à 2622,5 en 1925 ; à 2709,5 en 1927. Le progrès a donc été très sensible. D'après la parité-or du dinar, le capital en actions avec les fonds de réserve était en 1921 de 124,11 millions de dinars-or ; en 1925 de 161,71 et en 1927 de 247,21. Par rapport à l'année 1921, le mouvement des indices est le suivant :

1921.....	100	1925.....	182
1922.....	101	1926.....	196
1923.....	102	1927.....	199
1924.....	130		

L'accroissement constant, même au moment de la plus faible organisation financière, prouve que les capitaux trouvent chez nous un champ fertile. Le capital-actions doublé en 6 ans garantit que l'argent peut être créé. Mais sa création devrait être encore plus rapide. Ensuite l'argent doit se former dans le peuple. Aujourd'hui ceux qui y participent le moins sont nos paysans qui composent les 3/4 de notre population. Lorsqu'ils entreront dans la banque, soit comme actionnaires, soit comme clients, l'échelle de toutes les affaires aussi bien que celle du capital montera fortement. Aujourd'hui par exemple, pour un million de capital versé participent, en :

Croatie	4.530 habitants
Serbie	5.041 »
Monténégro	7.536 »
Bosnie et Herzégovine.....	8.031 »
Voïvodine	8,403 »

Slovénie	11.329	»
Dalmatie	22.692	»
Royaume de Yougoslavie.....	5.899 habitants	

Si nous tenons compte du fait qu'en Slovénie et en Dalmatie les banques sont moins bien développées à cause du grand nombre de caisses d'épargne et de coopératives, et que ce nombre doit être sensiblement diminué, nous pouvons dire qu'en général une moyenne de 5.000 personnes participent au versement d'un capital de 1 millions de dinars. Mais si nous déduisons 60 % de paysans qui n'y prennent certainement aucune part, nous trouvons que, pour 1 million de capital versé, il faut une participation effective de 2.000 personnes, soit pour chacune environ 500 dinars.

Nos banques ont de petits capitaux sociaux : 719 banques possédaient en 1927 2.036 millions de dinars de capitaux en actions, soit pour chaque banque une moyenne d'environ 2 millions et demi (2,7). 458 établissements, dont le capital social est supérieur à 1 million, possèdent ensemble un capital social de 264 millions de dinars, soit à peine un demi-million chacun. La Yougoslavie a en tout 14 grands établissements financiers dont le capital social s'élève à plus de 20 millions de dinars et ces 14 établissements possèdent ensemble un capital de 743 millions de dinars, soit 36 % de tout le capital social de l'ensemble des banques. Ainsi que nous le voyons dans notre tableau N° 37 les quatre grandes villes de Yougoslavie dominent fortement avec leur capital, tandis que numériquement les banques de province sont 6 fois plus nombreuses. D'après les statistiques du Ministre du Commerce en 1925, la répartition dans les principales villes du capital versé des banques a été la suivante :

		Etablissements			Millions de dinars
		—			—
Jusqu'à	1 million de dinars	18	avec un capit. de	13,9	
»	3	24	»	65,0	
»	5	25	»	121,7	
»	10	21	»	184,9	

» 20 »	11	»	177,1
Au-delà de 20 mill. de din.	14	»	818,0
En tout.....	113	»	1380,6

En province, en laissant de côté les principales villes :

		Etablissements		Millions de dinars
Jusqu'à 1 million de dinars	382	avec un capit. de	213,3	
» 3 »	106	»	204,5	
» 5 »	23	»	100,7	
Au-delà de 5 mill. de din.	11	»	89,9	
En tout.....	522	»	(1)	608,4

Le nombre des établissements augmente en province et diminue dans les grandes villes. Mais sur 382 établissements avec un capital de 1 million, le nombre est passé en deux ans à 442, c'est-à-dire qu'il y a eu une augmentation de 60 nouvelles entreprises avec un capital de 40 millions de dinars. Le nombre des établissements dans les grandes villes, avec un capital de plus de 20 millions, est resté le même, mais le capital social a diminué d'environ 75 millions de dinars. Les petits établissements en province se sont mieux développés que les grands. Il faut naturellement beaucoup plus de temps pour créer un grand établissement, qui ne se constitue pas d'un seul coup, mais graduellement par le fusionnement des petits établissements existants. Ce qui est frappant, c'est que nos établissements s'agrandissent dans un sens horizontal et non vertical, c'est-à-dire qu'ils se multiplient numériquement tandis que leurs capitaux n'augmentent que beaucoup plus lentement. La puissance du capital n'est nullement en rapport avec sa croissance. Il lui manque quelque chose pour qu'il se concentre. Ainsi les petits établissements vivent pour eux et les grands également. En troisième lieu, il y a les institutions financières de l'Etat. Ces trois groupes diffèrent par

(1) Rozenberg, *Privredni Pregled*, N° 41, 1926.

TABLEAU N° 37
CAPITAL-ACTIONS EN BANQUES YOUCOSLAVES
(L'Etat de l'Année 1927)

	Jusqu'à 1 mil.		jusqu'à 3 mil.		Jusqu'à 5 mil.		jusqu'à 10 mil.		Jusqu'à 20 mil.		au-delà 20 mil.		Totaux	
	Mil. din.	Nomb.	Mil. din.	Nomb.	Mil. din.	Nomb.	Mil. din.	Nomb.	Mil. din.	Nomb.	Mil. din.	Nomb.	Mil. din.	Nomb.
A. Grandes villes														
Beograd.....	7.975	9	44.315	17	63.0	13	158.315	18	45.0	3	188.406	6	507.011	66
Zagreb.....	3.1875	6	8.5	3	20.0	4	44.720	5	35.0	2	415.5	4	526.908	24
Sarajevo.....	1.0	1	2.5	1	10.0	2	9.0	1	60.0	3	90.0	3	172.5	11
Ljubljana.....	—	—	2.0	1	10.0	2	24.5	2	—	—	49.99	1	86.49	7
Total A.	12.1625	16	57.315	22	103.0	21	236.535	26	140.0	8	743.896	14	1.292.9085	108
B. Les provinces														
Serbie sans B ..	130.284	157	142.871	71	85.451	19	22.0	3	30.0	2	—	—	410.606	252
Croatie et Sl. s. Z.	36.225.413	86	32.508.75	17	9.0	2	—	—	—	—	—	—	77.734.163	105
Bosnie s. S.	35.182.033	54	24.300.703	12	3.25	1	—	—	—	—	—	—	62.732.736	67
Slovénie S. Lj. ..	0.5	1	1.25	1	5.0	1	—	—	—	—	—	—	6.75	3
Dalmatie.....	2.5	3	10.325	5	5.0	1	10.0	1	—	—	—	—	27.825	10
Voïvodine	47.327.427	141	50.495.525	25	18.5	4	30.0	3	12.0	1	—	—	158.322.952	174
Total B.	252.018.873	442	261.750.978	131	126.201	28	62.0	7	42.0	3	—	—	743.970.851	611
Total A et B..	264.181.373	458	319.065.978	153	229.201	49	298.535	33	182.0	11	743.896	14	2036. 879.351	719

leur activité et par la distribution des capitaux. Entre elles, il n'y a presque aucun point de contact. Elles n'ont même pas réussi à se grouper en une fédération qui serait leur représentant unique devant les pouvoirs publics.

Le travail de nos banques n'est pas très étendu. A part quelques grandes banques qui ou bien placent leur capital, ou bien participent directement à l'industrie, les banques dans la majorité des cas, consacrent leur activité à de simples transactions bancaires. Prenons une banque de Bosnie avec un capital d'un demi-million de dinars dans une ville qui compte moins de 4.000 habitants et où il n'y a que quelques cordonniers, un tailleur et une couturière, 2 boulangers, 1 coiffeur, 5 estaminets et 4 épiciers, l'église et l'école : quel est le travail de la banque ? Il est minime. Elle travaille avec le paysan. Quand le paysan a besoin d'argent, elle lui en prête contre acceptation d'une traite. Quand la récolte est faite et vendue (souvent la banque elle-même prend le blé à la place de l'argent), le paysan rembourse l'argent prêté et c'est en cela que consiste toute l'activité de la banque. Si le débiteur est insolvable, faute de récolte ou en raison de ses obligations envers l'Etat, la banque doit restreindre d'autant son travail. Comme c'est là son unique occupation et que le paysan est un débiteur assez peu sûr, elle exige un intérêt plus élevé. Et tandis que les revenus du paysan ne s'élèvent souvent qu'à 4 ou 5 % de l'argent reçu, il devrait payer un intérêt de 20 à 30 % (souvent 40 à 50 %, s'il empruntait à un particulier) (1), aux établissements bancaires pour l'argent emprunté. Un tel établissement financier ne peut pas prospérer, quoi qu'on puisse en conclure de ce taux usuraire en apparence, ni profiter beaucoup à la population. Comme il n'y a entre les banques aucune liaison qui amènerait une plus forte circulation du capital existant, l'action de ces banques, qui sont nombreuses dans le pays, est primitive, ne rend pas, et bien souvent elle est même nuisible à ceux qui ont des relations avec elles.

Pour connaître la situation générale de nos établissements financiers, nous avons extrait de chaque rapport des associations régionales des banques cette situation pour trois années :

(1) St. Kukla : *Razvitak Kreditne Organizacije*, p. 72.

SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS
EN YUGOSLAVIE (en milliers de dinars)

<i>Actif :</i>	1925	1926	1927
Dépôts et créances des banques	1.101.624,6	1.238.124,9	1.282.417,0
Traites	3.164.462,3	4.071.480,5	4.518.684,2
Comptes courants, entreprises comm. et industrielles, dé- biteurs et opérat. des consortiums .	8.115.732,5	7.687.422,4	7.918.761,1
Portefeuille	797.259,4	787.185,2	850.817,8
Biens immeubles ..	565.410,3	531.433,5	593.030,6
Autres actifs	541.437,4	258.390,1	259.507,0
Totaux.....	14.285.926,5	14.574.036,6	15.423.217,7
<i>Passif :</i>	1925	1926	1927
Capital versé.....	2.052.808,0	2.071.756,1	2.036.963,4
Fonds de réserve..	569.782,7	593.433,4	672.619,7
Dépôts sur livrets d'épargne	5.676.624,7	6.870.665,7	7.592.272,5
Réescompte crédit.	5.540.053,1	4.600.373,6	4.692.255,0
Bénéfice	304.208,9	227.099,0	232.460,7
Autres passifs	142.449,1	210.708,8	196.646,4
(1) Totaux.....	14.285.926,5	14.574.036,6	15.423.217,7

Le bilan de l'année 1925 s'est élevé à 14,2 milliards, en 1927 à 15,4 milliards, c'est-à-dire marquant une augmentation de 1,2 milliards. En 1922, ce montant total a été de 10,2

(1) Notre tableau pour 1925 se rapporte à la situation de 656 banques, pour 1926 de 677 banques et pour 1927 de 718 banques.

milliards, en 1923 de 11,5, en 1924 de 12,9 milliards. Au cours de cinq années les affaires dans les banques ont augmenté de 5 milliards, soit de 50 %. Sans doute le nombre de banques a augmenté aussi. En 1922, il y avait 641 banques, en 1927, 736(1), par conséquent leur nombre a augmenté de 14 %. L'écart entre 14 % et 50 % représente l'augmentation des affaires de 1922 à 1927.

En examinant les différents éléments de l'actif, nous remarquons particulièrement, comme étant les plus importants, le montant des comptes courants, l'argent placé dans les entreprises commerciales et industrielles et les opérations des consortiums (2). Cette somme qui dépasse la moitié de tout l'actif est venue en aide au commerce et à l'industrie. On pourrait en conclure que nos établissements financiers fournissent suffisamment d'argent aux commerçants et industriels. L'aide que leur donne la Banque Nationale est infime et ne peut même de loin couvrir les besoins nationaux. Comme le capital étranger entre très parcimonieusement dans le pays, seuls les établissements financiers indigènes restent à la disposition de la jeune industrie et du commerce yougoslaves. Mais examinons la situation d'un peu plus près. En 1925, sur la somme de 8 milliards à laquelle s'élevait cette partie de l'actif, 4 milliards 200 millions appartenaient à la Croatie et à la Slovénie. Zagreb seule a eu ladite année 4 milliards. Sur le reste, 1.337 millions appartenaient à la Serbie (dont 1.121 millions à Beograd) et le reste aux autres provinces. Cela indique qu'à cette somme considérable ne participaient que quelques grandes banques qui ont, dans la majorité des cas, leurs propres entreprises industrielles et commerciales. (Ainsi la Première Caisse d'Epargne Croate, la Banque Hypothécaire

(1) En 1927 le nombre de banques a été réparti de la manière suivante :

Serbie et Monténégro	325
Voïvodine	167
Croatie et Slavonie.....	142
Bosnie et Herzégovine....	79
Dalmatie	12
Slovénie	11

Total..... 736

(2) Nous regrettons de ne pas pouvoir détailler ces articles parce qu'ils sont introduits ainsi dans tous les bilans.

re du Pays, la Banque de Crédit de Ljubljana, la Banque Centrale Economique Serbe à Sarajevo et d'autres encore). A part cela, le gros de nos banques a très peu de relations aussi bien avec l'industrie qu'avec le commerce. Cette situation est d'autant plus regrettable que beaucoup de capitaux restent inemployés dans les banques, tandis que les entreprises industrielles et commerciales souffrent du manque de capitaux. La raison principale réside, comme nous l'avons dit, dans une mauvaise liaison entre les banques. N'étant pas groupées, il est clair qu'elles ne peuvent surveiller complètement le marché des valeurs ni placer leurs capitaux.

Le deuxième article de l'actif est constitué par les traites. Elles composaient, en 1925, 22 % du montant total de l'actif, en 1926 36 % et en 1927 34 %, formant ainsi une partie importante de l'activité bancaire. Toutes les banques en regorgent : autant en raison de leur liquidité que parce que les transactions à l'aide de traites sont très en usage chez nous. L'argent qu'on prête est fourni dans la majorité des cas à des personnes qui n'ont aucune fortune liquide, commerce, industrie ou autre qui puisse servir de gage. Ce sont des paysans ou bien des fonctionnaires à qui on ne consent de prêts que contre une traite. Il est vrai que celle-ci sert très souvent aux besoins commerciaux et industriels, car le commerçant qui a besoin immédiatement d'un prêt à courte échéance l'obtient contre une traite. Souvent on fait aussi des emprunts à longue échéance couverts par une traite bianco qu'on reporte à la fin de l'année. Mais l'emploi des traites à cet effet est beaucoup plus rare que celui qu'en font les commerçants et les paysans lorsqu'ils contractent des emprunts pour les besoins quotidiens de leur ménage.

Dans cet élément comptable des traites, la Serbie occupe aujourd'hui la première place. En 1920, elle y participait pour un total de 27,5 % ; ce chiffre s'est élevé à 37,9 % tandis que la Croatie a diminué de 45,6 % (en 1920), à 29,5 % (en 1927). Ce ne sont pas les grandes banques de Beograd qui détiennent ces traites, car elles n'en possèdent que 17 %. Plus de la moitié vers la fin de 1927 circulaient à l'intérieur du pays et non à Beograd. C'est là que les transactions à l'aide de ces effets sont le plus répandues. Comme nous le représente notre tableau N° 38, les quatre principales villes détiennent 48 %

TABLEAU N° 38

OPERATIONS DANS NOS BANQUES PENDANT L'ANNEE 1927

(en millions de dinars)

	Traites		Comptes courants		Dépôts		Bénéfice mil. de din.	Rapport du bénéfice et du capital en %
	mil. de din.	%	mil. de din.	%	mil. de din.	%		
A. Les grandes villes :								
Beograd.....	765.9	16.9	1.121.4	14.2	727.9	9.6	47.4	9.3%
Zagreb.....	1.003.8	22.2	3.643.4	46.0	3.238.3	42.9	70.5	13.4%
Sarajevo.....	191.9	4.2	619.1	7.8	276.2	3.7	14.4	8.3%
Ljubljana.....	201.9	4.4	790.8	9.9	578.4	7.6	10.7	12.3%
Total A.....	2.163.5	47.7	6.174.7	77.9	4.840.8	63.8	143.0	11. %
B. Les provinces :								
Serbie sans Beograd.....	946.3	20.9	493.1	6.2	768.2	10.1	42.8	10.4%
Croatie-Slavonie sans Zagreb.....	333.1	7.6	238.4	3.0	459.2	6.0	12.2	15.7%
Bosnie et Herzégovine sans Sarajevo.....	126.0	2.8	130.2	1.7	122.3	1.6	8.4	13.4%
Slovénie sans Ljubljana.....	14.2	0.3	72.0	1.0	54.8	0.7	1.2	17.7%
Dalmatie.....	23.2	0.5	193.0	2.4	157.6	2.1	0.7	2.6%
Vojvodine.....	911.8	20.2	616.8	7.8	189.1	15.7	23.8	15.0%
Total B.....	2.354.6	52.3	1.743.5	22.1	2.751.2	36.2	89.1	12.0%
Total A et B.....	4.518.1	100	7.918.2	100	7.592.0	100	232.1	11.0%

de la totalité des traites. Sur le reste 21 % appartiennent à la Serbie sans Beograd et seulement 7,6 % à la Croatie sans Zagreb, 2,8 % à la Bosnie sans Sarajevo et 0,3 % à toute la Slovénie. On peut voir ainsi que la traite est l'unique effet répandu dans la majeure partie des banques de Yougoslavie. Si nous voulions savoir où les traites sont le plus nombreuses, dans les grands établissements ou dans les petits, nous devrions affirmer, contrairement à ce qu'on pourrait croire, que le champ des petits établissements est plus fécond. D'après le rapport de la Fédération des Banques pour la Bosnie-Herzégovine (année 1927), l'échelle des intérêts des traites dans les grands établissements a varié entre 12 et 16 %, dans les moyens entre 14 et 18 % et dans les petits entre 16 et 22 %. Cette observation pourrait aussi bien s'appliquer aux autres provinces. Au moment de la dépression économique le taux de l'intérêt a été encore plus élevé. Il variait couramment dans les petits établissements entre 24 et 28 % et souvent dépassait 30 %. C'est ainsi que le petit établissement pouvait subsister. Pour l'argent qu'il devait éventuellement emprunter aux grands établissements, il payait de 12 à 15 % d'intérêt. Le grand établissement obtenait du crédit à bon marché avec 6 % d'intérêt à la Banque Nationale, mais pas en grande quantité. Ainsi l'argent en passant par quelques mains se multipliait, bien entendu avec de gros intérêts que le pauvre paysan devait supporter.

Toutes les autres affaires actives des banques viennent bien après celles-là. Les valeurs en portefeuille, comme nous l'avons dit à propos des Bourses, ne jouent pas un rôle important chez nous; celles que possède la banque sont plutôt des dépôts ou bien des actions de quelques établissements dans lesquels la banque a des capitaux engagés. Quant aux papiers de spéculation, on pourrait dire que la banque n'en a pas.

Les autres sortes de prêts sont aussi rares. La Banque Hypothécaire de Croatie et Slavonie (qui a fusionné en 1927 avec la Banque d'Escompte de Zagreb fondée en 1892 et qui est un des plus anciens et plus forts établissements hypothécaires de la Yougoslavie), n'a pu prospérer à cause de la Banque Hypothécaire d'Etat.

La masse du capital-actions se trouve dans les grandes villes. La répartition en % est la suivante :

Zagreb	25,9 %
Beograd	24,9 %
Ljubljana	4,3 %
Sarajevo	8,4 %

<i>Total dans les villes.....</i>	<i>63,5 %</i>
-----------------------------------	---------------

Serbie sans Beograd.....	20,2 %
Croatie et Slavonie sans Zagreb...	3,9 %
Bosnie et Herzégovine sans Sarajevo	3,1 %
Slovénie sans Ljubljana.....	0,2 %
Voïvodine	7,8 %
Dalmatie	1,3 %

<i>Total pour les provinces.....</i>	<i>36,5 %</i>
--------------------------------------	---------------

Les deux principales villes détiennent la moitié de tout le capital-actions. Le capital de Sarajevo est deux fois plus fort que celui du reste de toute la Bosnie et Herzégovine. La Serbie avec Beograd détient 45 % de tout ce capital, et la Croatie avec Zagreb 29 %. Si nous regardons le tableau dont nous avons parlé auparavant, nous verrons que la Serbie a participé au total du bilan pour 26,5 %, tandis que la Croatie y est représentée pour 41 %. La Croatie travaille beaucoup mieux avec son propre capital qui est deux fois moindre, qu'on ne le fait en Serbie, parce que ses finances sont de date plus ancienne et par cela même mieux cristallisées. De plus, elles ont réussi à capter davantage l'intérêt de la population. Les commerçants et industriels de Croatie se servent beaucoup plus de la banque que ceux de Serbie, de Bosnie ou de Voïvodine. Ensuite, Zagreb, sur 604 millions de dinars de capital-actions, en détient 526, ce qui donne une idée de ce qu'est la concentration du capital en Croatie (en Serbie, sur 917 millions, Beograd en possède seulement 507). Il est

compréhensible qu'une telle concentration ait renforcé l'activité bancaire.

Dans les affaires passives de la banque, la première place est occupée par les dépôts. En 1925, ils composaient 39 % de tout le passif, en 1926 47 % et en 1927 49 %. Au cours de ces dernières années on voit se produire dans les dépôts un petit changement. La Croatie, à laquelle appartenait plus de la moitié de tous les dépôts de la Yougoslavie, commence à céder un peu le pas à la Serbie et à la Voïvodine. Mais Zagreb reste toujours supérieure aux autres. Elle possède dans les dépôts plus que toutes les banques de l'Etat, sauf Beograd. Les dépôts y sont déjà invétérés et ils viennent sans aucun effort parce qu'on y travaille depuis plus de trois quarts de siècle. La Première Caisse d'Epargne Croate a eu, les deux premiers jours de son existence, plus de 500 florins de dépôts (1). En 1847 elle a eu en dépôts 166.000 couronnes, en 1867 2 millions, en 1887 18 millions, en 1907 47 millions et en 1917 222 millions de couronnes. Après la guerre, elle a continué dans le même sens avec encore plus de succès. Ainsi, par le nombre des dépôts, elle compte parmi les premiers établissements de l'Europe Centrale. Elle dépasse même souvent un des plus grands établissements financiers de la Tchécoslovaquie, la « Živnostenska Banka » et la « Pesti első hazai takérakpenztar egyesület », la plus grande caisse d'épargne hongroise (2). En 1920, la Première Caisse d'Epargne Croate a eu en dépôt 962 millions de couronnes; en 1922 déjà 2.187 millions de couronnes (547 millions de dinars); en 1924, 813 millions de dinars; en 1925, 1.062 millions de dinars et en 1927, 1.492 millions de dinars. L'établissement qui vient après la Caisse d'Epargne Croate est la Banque d'Escompte Croate (fusionnée à présent avec la Banque Hypothécaire Croate) qui a eu en 1926 469 millions de dinars de dépôts, c'est-à-dire 888 millions de dinars de moins que la Première Caisse d'Epargne Croate. A Beograd, en 1927, les plus importants dépôts se trouvaient à la Banque Adriatique Danubienne et s'élevaient à 184 millions de dinars, soit plus de 8 fois moins que la Première Caisse d'Epargne

(1) Kosier : *Prva Hrv. Stedionica*, Zagreb, 1921, p. 19.

(2) Kosier : *ib.*, p. 11.

Croate. Cependant la Banque d'Exportation à Beograd qui avant la guerre avait été une des plus grandes banques de la Serbie, n'a eu en 1927 que 17 millions de dinars de dépôts, ce qui est vraiment peu.

Dans notre tableau précédent, nous avons vu que nos quatre principales villes possédaient 64 % de tous les dépôts. A l'intérieur du pays, dans les petites banques, les dépôts ne sont pas si bien développés. Si nous examinons le rapport des dépôts avec les traites, nous constaterons que dans les banques de Beograd et surtout dans celles de l'intérieur de la Serbie, il a été émis plus de traites qu'il n'a été reçu de dépôts. Tandis que Zagreb donne sur traites un milliard et reçoit comme dépôts 3 milliards, le reste de la Croatie et de la Slavonie donne sur traites 330 millions et reçoit en dépôts 460 millions de dinars; Beograd donne sur traites 760 millions et reçoit en dépôts 730 millions, et l'intérieur de la Serbie donne sur traites 940 millions et reçoit en dépôts 760 millions de dinars. La « Izvozna i Prometna Banka » à Skoplje (fondée en 1921), a eu en 1927 en dépôts 5 millions de dinars, et en traites 23 millions. Le capital de cette banque s'élève à 5 millions, mais en échange elle a comme réescompte et comme dette dans les autres banques 15 millions de dinars. D'autre part, cette banque a dans ses comptes courants 3 millions de dinars d'actif, et c'est en cela que consiste toute l'activité d'une banque.

Au cours des dernières années, les dépôts de toutes les banques ont augmenté dans une certaine mesure. En tenant compte de la valeur du dinar pour chaque année, l'état des dépôts en millions de dinars-or a été le suivant :

	Dépôts	Indice d'après 1921 : 100
1921.....	312,16	100
1922.....	246,74	79
1923.....	199,66	63
1924.....	306,95	98

1925.....	497,17	159
1926.....	628,45	201
1927.....	692,43	221

Avec la baisse du dinar les dépôts diminuèrent rapidement, phénomène qui se produisit aussi dans les autres pays dont la monnaie était chancelante. Dès 1924, année où le dinar s'est stabilisé, on remarque que l'augmentation des dépôts s'est fortement accentuée. Vers la fin de 1927, les dépôts ont atteint par rapport à l'année 1921 l'indice 220 et il est probable que le progrès continuera pendant un grand nombre d'années. Quand les banques consacreront plus d'attention à leur travail et surtout si elles s'efforcent de faire auprès du peuple la propagande nécessaire et de faciliter le placement de l'argent en dépôt, elles doubleront de nouveau le montant de ces dépôts avant cinq ans. Aujourd'hui, faute d'initiative suffisante de la part des établissements financiers de l'État et par le fait aussi que la question de la compétence des coopératives n'est toujours pas complètement éclairée, la banque a un champ de travail libre. Si elle réussit à organiser suffisamment son activité autour des dépôts, elle pourra la maintenir pendant longtemps. Mais si elle ne le réussit pas *aujourd'hui*, elle ne le réussira peut-être jamais.

Quant aux *benefices*, nous voyons que la rentabilité des banques de province est plus grande que celle des quatre villes. Dans le rapport des bénéfices avec le capital-actions, l'intérieur de la Serbie est à Beograd comme 10:9; la Croatie à Zagreb comme 15:13 et la Slovénie à Ljubljana comme 17:12, etc... (1). En moyenne, les banques de l'intérieur obtiennent sur leur capital 12 % de bénéfices, tandis que celles des principales villes obtiennent 11 %. Si nous examinons l'état des dividendes payés au cours des trois dernières années, nous obtiendrons ces chiffres :

Moyenne des dividendes dans les banques :

(1) Voir le tableau N° 38.

	1925	1926	1927
Banques de :	%	%	%
Sarajevo	10,8	10,5	10,0
Reste de la Bosnie.....	12,0	9,8	9,4
Zagreb	11,0	8,5	13,2
Reste de la Croatie.....	12,3	11,9	11,7
Beograd	14,4	13,6	13,2
Reste de la Serbie.....	15,4	14,0	13,3

Si nous exceptons la Bosnie, où au cours des deux dernières années le dividende distribué à Sarajevo est supérieur aux dividendes de l'intérieur du pays, et si nous retranchons l'année 1927 en Croatie, nous pourrions conclure que le dividende des petites banques de l'intérieur du pays est plus grand que celui distribué dans les principales villes. Jusqu'à présent la cause en était dans un plus grand taux d'intérêt et dans les moindres frais de régie. Cette différence dans les bénéfices exerce une influence très défavorable à l'union des banques. Les petites banques, voyant que leur activité, même réduite, leur rapporte un bénéfice supérieur à celui qu'elles auraient obtenu conjointement avec une autre banque, refusent énergiquement de procéder à toute concentration du capital. En tout cas, cette différence est provisoire. Une fois que le capital aura chez nous une autre application, sa rentabilité changera sensiblement. Plus il participera au renforcement économique du pays, plus il deviendra fort, stable et nécessaire. Nous avons vu dans un des tableaux ci-dessus qu'en 1925 tous les dividendes dans les trois principales villes étaient au-dessous du niveau de ceux qui étaient distribués dans l'intérieur du pays. En 1926, se produit une exception pour la Bosnie, en 1927 pour la Bosnie et la Croatie, tandis que la Serbie dépasse Beograd de 0,1 %. Nous supposons qu'en 1929 les trois principales villes dépasseront leurs provinces réciproques, et l'on verra un petit effet à côté d'autres beaucoup plus importants, à savoir que le capital concentré vaut beaucoup plus que le capital éparpillé.

Depuis 1925, les dividendes ont été constamment en décroissance, comme nous le montrent ces chiffres :

*Dividende moyen payé dans les établissements financiers
de la Yougoslavie*

Provinces	1925		1926		1927	
	Nombre d'établiss. ayant distribué des dividendes.	Dividendes en %	Nombre d'établiss. ayant distribué des dividendes.	Dividendes en %	Nombre d'établiss. ayant distribué des dividendes.	Dividendes en %
Serbie	194	15,1	203	14,0	222	13,3
Voïvodine	82	16,3	83	14,5	87	14,4
Croatie et Slavonie.....	82	12,0	78	11,1	85	11,9
Bosnie et Herzégovine..	54	11,8	55	9,9	53	9,5
Slovénie	12	8,5	10	7,8	9	7,8
Dalmatie	8	11,8	7	10,8	8	9,7
Dividende annuel moy.	432	14,1	436	12,9	464	12,7

Toutes les provinces ont marqué une diminution dans les dividendes, celle-ci étant beaucoup plus forte de 1925 à 1926 que de 1926 à 1927. Au cours de ces trois années, la Croatie a distribué les dividendes les plus élevés et la Slovénie les plus faibles. Nous avons vu que dans le rapport du bénéfice avec le capital, la Slovénie occupait la première place, mais voici que dans les dividendes payés, elle occupe la dernière. Les établissements clôturant leur exercice avec pertes étaient en 1925 au nombre de 35, en 1926 de 36 et en 1927 au nombre de 30 dont 14 en Voïvodine. Les établissements n'ayant pas distribué de dividendes étaient :

En 1925, au nombre de	189.
1926, »	205.
1927, »	224.

Si nous tenons compte de ce fait que 464 établissements seulement ont distribué des dividendes en 1927, ce nombre de 224 qui n'en ont pas distribué et de 30 qui ont clôturé avec perte est assez élevé. Beaucoup d'établissements, surtout ceux qui sont nouvellement fondés, s'abstiennent de distribuer des dividendes, désirant ainsi augmenter leurs fonds de réserve. Le rapport entre les pertes et les bénéfices pour chaque année a été satisfaisant :

	Pertes (en millions de dinars)	Bénéfices
	—	—
1922.....	1,8	199,2
1923.....	10,9	275,0
1924.....	22,1	300,9
1925.....	8,3	312,0
1926.....	17,2	244,8
1927.....	12,3	244,7
	72,6	1.576,6
Bénéfices nets en 6 ans..		1.504
Moyenne annuelle.....	12,1	262,7
Moyenne annuelle des bénéfices nets		250,6

Un quart de milliard de bénéfices sur deux milliards de capital social est suffisant à une époque où les banques ne trouvent pas aisément de capitaux libres et où ceux-ci ne peuvent pas être employés à leur véritable destination. Malheureusement ces gros bénéfices ont été réalisés aussi du fait que les établissements couraient souvent après les profits sans se soucier des pertes. Tous ces défauts disparaîtront, nous en sommes persuadé, quand la concurrence des grands et des petits établissements sera réduite au minimum.

La liquidité de nos établissements financiers, vu le grand

stock de traites, est assez favorable. Le taux de liquidité dans les trois dernières années a été la suivante (1) :

1925.....	45,0 %
1926.....	52,7 %
1927.....	53,6 %

Cette forte augmentation du taux de liquidité de 1925 à 1927 a été provoquée principalement par le grand accroissement des traites, qui de 3 milliards passent à 4,5 milliards, et par la baisse du réescompte et des créditeurs qui passent de 5,4 milliards à 3,2 milliards. Le plus fort taux de liquidité en 1927 a été celui des banques de Voïvodine qui atteint 76,0 % et celui de Serbie avec 75,5 %. Le plus petit celui des banques de Dalmatie avec 26,2 %, puis de Croatie avec 42,5 %, Slovénie 45,0% et Bosnie 47,2 %.

Comme nous l'avons souligné déjà plusieurs fois, nos finances privées ne sont pas dans leur meilleure assiette. Par nécessité, elles se maintiennent et agissent, mais sans réaliser tous les espoirs qu'on en attend. En créant notre jeune industrie, le plus grand danger qui nous menace, c'est le manque de capital, soit parce qu'il n'existe pas en quantité suffisante, soit, s'il existe, parce qu'il est inutilisable à cause de son prix élevé. Ainsi la question de l'organisation du capital apparaît aujourd'hui comme une des plus sérieuses à résoudre d'urgence et d'une façon rationnelle.

Il y a deux phases importantes dont il faut tenir compte dans la solution de ce problème. La première est l'organisation des chapitres du passif. Les dépôts doivent devenir une des premières affaires; le travail doit être fait en commun ou du moins dans des groupes les plus réduits. Il faut donner à la population les conditions les plus favorables pour l'épargne. Les petites caisses en métal, jetons, papiers de valeur doivent être répandues dans la plus large mesure. Il faut utiliser une série de moyens de propagande — voyages, confé-

(1) Nous avons calculé le taux de liquidité d'après le montant de l'actif : caisse, traites, prêts et portefeuille, et du montant du passif : dépôts, réescompte, créditeurs et des bénéfices.

rences, brochures, journaux, etc... — pour accoutumer le peuple à l'épargne rationnelle qu'il n'a jamais connue et le préparer à s'élever au degré que doit atteindre notre vie financière. Si à l'occasion de cette phase de transition on ne réussit pas à créer dès maintenant une nouvelle mentalité dans le peuple, en vain pour l'avenir espérons-nous quelque chose de nouveau et de meilleur de la part de nos banques.

La banque, pour gagner la sympathie de la population, doit se montrer non pas — ce qui est l'opinion d'aujourd'hui — comme son exploiteur financier, mais comme son principal fournisseur financier, comme une force qui désire libérer le peuple de ses déboires économiques. Le travail ainsi compris exige de la peine, du temps, des victimes même et, ce qui est le plus difficile, un changement radical dans la mentalité de la plupart des banques. La réforme ne concerne pas une banque dans un arrondissement ou dans un département, mais toutes les banques du pays, ou du moins d'une province. Toutes doivent agir de concert, vouloir une chose et la réaliser. Sans aucun doute, un tel changement profiterait à la banque elle-même. Quand le pays aura réussi à mieux assurer la vie économique du peuple, à créer un mouvement économique plus vif, la banque en ressentira la première les effets et son fonctionnement, tel que nous l'avons exposé, trouverait alors sa pleine application.

L'autre phase de la réforme concerne la concentration du capital, aujourd'hui dispersé et sans aucune liaison. Beaucoup de petits établissements sont rebelles à l'idée d'une fusion. Cependant, tandis que toutes les autres provinces ont montré une faible tendance dans ce sens, en Serbie on ne trouve même pas de succursales, chaque banque étant une forteresse à part qui agit pour son compte et à sa façon. Or, le capital ne peut devenir pleinement expansif sans une forte concentration; il n'est pleinement productif que là où il est groupé. Et nous, nous avons besoin de cette masse de capitaux qui pourront être investis dans l'industrie, le commerce, dans la construction de nos chemins de fer, etc., et supporter les grandes charges dont ils seront frappés. Aujourd'hui, les trois quarts des banques sont mortes pour notre industrie. Et ce qu'elles prétendent, elles ne le soutiennent pas, mais, au contraire, en empêchent le développement.

L'industrie a besoin aussi de grandes masses de capitaux à longue échéance qui mettraient en mouvement ce qui est immobile aujourd'hui. Et cela ne peut être réalisé que par une concentration forte et solide du capital accumulé sur un seul point, d'où il pourra être placé là où le besoin s'en fera sentir.

Dans la mesure où les banques résisteraient à la fusion, il faudrait créer une espèce de banque centrale qui, ayant ses agences dans chaque province, serait une sorte de cartel des banques. Le but de cette concentration serait d'abord l'organisation de l'action, la réunion des capitaux par l'augmentation du capital social, des dépôts, etc., et d'autre part, le placement des capitaux réunis. Elle recevrait de tous côtés les capitaux en excédent et distribuerait à son tour en tous sens les capitaux dont on aurait besoin. Le fonctionnement d'une telle institution centrale ne diminuerait pas beaucoup le travail actuel des banques, mais celui-ci en serait modifié, spécialisé. Par cette cartellisation, la banque ne perdrait pas son individualité ni sa liberté d'action. Le travail de la centrale prendrait des chemins nouveaux que nos banques n'ont pas encore suivis. Il exercerait un certain contrôle sur l'action de toutes les banques, mais, en échange, il aiderait chacune plus qu'elles ne s'entraident aujourd'hui. Toute banque, même la plus petite, aurait ses droits en rapport avec le montant de son capital, au même titre qu'une grande banque. Ce qu'on perdrait d'un côté en indépendance, on le gagnerait dans la dépendance et la sécurité qui en résulteraient pour le petit établissement de la part du grand.

C'est donc dans la centralisation du capital que se trouve le principal élément d'avenir de la banque yougoslave. Jusqu'à ce que les banques existantes réussissent à satisfaire pleinement avec leurs capitaux isolés le relèvement de l'économie nationale, le pays et avec lui la banque resteront dans cet état transitoire. Personne ne pourra secourir les banques si les banques ne s'aident d'abord elles-mêmes; si elles s'assurent un meilleur avenir, elles l'assureront aussi à l'État tout entier.

II. — LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES

Les Assurances passent aujourd'hui par une grave crise en Yougoslavie. Bien que la Serbie ait eu sa première société d'assurance indigène il y a trente ans déjà (1) et peu après la Croatie, puis la Slovénie, la Bosnie, toutes les grandes assurances étaient entre des mains étrangères. Les sociétés du pays ne pouvaient pas, à cause de leurs faibles capitaux, se charger des grandes affaires et faire concurrence aux sociétés autrichiennes et hongroises comme celles des autres pays étrangers. Après le jour de la Délivrance, un assez grand changement s'est opéré parce que les sociétés d'assurances ont trouvé devant elles un plus grand champ d'action. Cependant, une nouvelle insuffisance de capitaux, la médiocre situation matérielle du peuple qui retardait le paiement des primes, enfin de graves accidents ont provoqué une nouvelle crise. Ainsi, dès 1921, on en vient à l'idée de réunir les actions de toutes les sociétés; on fonde l'Office commun pour l'évaluation des dommages par suite d'intempéries. L'assurance contre les intempéries étant une espèce de prévoyance très dangereuse, nos sociétés d'assurances se sont entendues pour s'unir d'abord sur ce point. Par ce contrat mutuel on ne fixa pas seulement la prime pour cette assurance, mais on centralisa également la liquidation des dommages. En 1923, un nouvel accord survient, beaucoup plus large et créant un lien étroit entre la grande majorité des sociétés d'assurances. On fonda la Fédération des Sociétés d'Assurances du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes qui a réglé l'accord des primes pour l'assurance contre l'incendie, le vol et les dommages (2). Elle a réglé aussi les méthodes de travail pour ce genre d'assurances. Son existence protège les sociétés en écartant les grands obstacles qui les menaçaient.

(1) En 1897 la *Beogradska Zadruga* institua les assurances. En Croatie la plus ancienne société d'assurances « Croatia » a été fondée en 1884 à Zagreb. La première société d'assurances en Slovénie a été fondée en 1901 et en Bosnie en 1910.

(2) *Osiguravajuća Društva* (les Sociétés d'Assurances) par M. Nikolić. Rapport de la Chambre de Commerce de Zagreb, 1926, p. 222.

Le nombre de sociétés d'assurances est limité, parce que le fonctionnement des sociétés est basé sur le système des concessions exclusives. Tout de même les sociétés se plaignent qu'elles sont encore trop nombreuses (1). Etant soumises à différentes lois anciennes (autrichiennes, hongroises, serbes), elles n'ont pu jusqu'à présent créer partout un type de travail uniforme. Tandis que les sociétés fondées depuis la guerre se ressemblent davantage, celles d'avant-guerre sont, sur beaucoup de points, dissemblables.

Dans notre pays, nous avons 22 sociétés d'assurances dont 16 ont leur siège social en territoire yougoslave. La plus grande société est « Triglav » qui reçoit en primes annuelles 45,6 millions de dinars en 1926; la deuxième est « Sava » avec 14,0 millions de dinars (en 1926) et la troisième « Croatia » avec 10 millions de dinars (en 1926); toutes trois ont leur siège social à Zagreb. Parmi les sociétés étrangères, les plus populaires sont: les Sociétés d'assurances françaises « l'Union » et « la Nationale », la société italienne « Reunione Adriatica » de Trieste, les sociétés viennoises « Phénix », « Alliance », la société anglaise « Commercial Union » de Londres.

L'assurance la plus courante est celle contre l'incendie. En 1924 la Société « Triglav » a payé au titre des incendies 13,7 millions de dinars, et elle a reçu la même année comme primes d'assurances contre l'incendie 28 millions de dinars. Nos sociétés d'assurances indigènes ont payé au même titre 32 millions de dinars en 1923 et 56,7 millions de dinars en 1924 (2). En 1926 la plus grande prime à l'assurance contre l'incendie est celle de la Société « Sava » (Assicurazioni Generali di Trieste) qui s'élève à 28,5 millions de dinars, en 1927 à 26,4 millions de dinars. La prime d'incendie de « Triglav » s'est élevée en 1926 à 22,9 millions, celle de « Croatia » à 17,7 millions de dinars, celle de « Jugoslavija » à 14 millions et celle de la « Reunione Adriatica » à 12,2 millions de dinars. Toutes les sociétés de la Yougoslavie ont payé à titre de dommages d'incendie la somme de 96 millions de dinars.

(1) M. Nikolić dans Rapport de la Chambre de Commerce de Zagreb, 1927, p. 224.

(2) Godišnjak, p. 139-140.

Les plus grosses primes d'assurances sur la vie ont été encaissées par les sociétés indigènes, la « Croatia » avec 7,3 millions de dinars (1926), puis la « Jugoslavija » avec 3,7 millions de dinars (1).

(1) *Ekonomist*, N^{os} 7-8, p. 409.

CHAPITRE DEUXIEME

LA BANQUE NATIONALE

Son rôle dans le Royaume de Serbie. — La Banque Nationale dans le Royaume de Yougoslavie. — La politique des devises et la politique des crédits.

I

La création de la Banque Nationale Priviligée du Royaume de Serbie a rencontré de grosses difficultés. La première Banque de Serbie, qui a été fondée en 1869, avait le droit d'encaisser les créances de l'Etat. Auparavant, en 1862, avait été créée une sorte de banque hypothécaire, la « Uprava Fondova », le Crédit Foncier. La Banque Nationale commence à fonctionner seulement le 2 Juillet 1884. Le premier projet fut déposé en 1875, le second en 1877, le troisième en 1879, mais tous trois furent repoussés par l'Assemblée Nationale. Un nouveau projet, en 1882 seulement, fut adopté le 6 Janvier 1883, et aussitôt fut créée la Banque Nationale avec un capital de 10 millions de dinars (20.000 actions à 500 dinars). A la date de l'ouverture, il avait été versé 2.496.625 dinars et à la fin de 1908, la totalité du capital n'avait pas encore été versée (environ 7,5 millions).

Seule, la Banque Nationale a été autorisée à émettre des billets, mais leur montant ne devait pas dépasser plus de

deux fois et demie l'encaisse-or de la Banque (art. 11) (1). Mais toujours la banque a eu en circulation moins de billets que la loi ne le lui permettait. Ainsi la couverture métallique des billets a été de 48 % en 1887, de 54 % en 1897, de 73 % en 1907. Les billets en circulation s'élevaient à 7,2 millions en 1887, à 23,4 millions en 1897, à 35,3 millions en 1907. Leur montant a donc augmenté du quintuple en vingt ans. La Serbie s'est développée vigoureusement du point de vue économique et le montant de la circulation a augmenté, mais la Banque Nationale, en pratiquant une politique saine, a augmenté en même temps son encaisse métallique. La Banque Nationale a été le principal fournisseur d'argent car les finances privées, malgré leur rapide développement, n'étaient pas en état de couvrir les besoins du pays en numéraire. La Banque Nationale a apporté son aide aussi bien au commerçant qu'à l'artisan, à l'industriel et même aux établissements du pays. Ainsi, elle a distribué en crédits (en milliers de dinars) :

Année	Aux industriels	Aux exportateurs	Aux importateurs	Aux personnes de différentes professions	Aux états financiers du pays
1899.....	1375,2	5.723,9	8.788,4	1.452,9	14.513,7
1903.....	4.265,1	7.701,0	8.605,6	2.912,8	19.585,7
1908.....	10.222,7	8.881,9	11.782,5	2.703,4	38.004,6

C'est l'industrie qui a profité le plus. Comme aucune branche industrielle ne s'était jusqu'alors développée, il était parfaitement justifié qu'on en tint particulièrement compte. L'Etat lui-même n'est pas allé aussi loin dans ses exigences. Sa dette auprès de la Banque d'émission s'est élevée en 1899 à 15,8 millions, en 1903 à 8,5 millions et en 1908 à 3,0 mil-

(1) En 1885, la Banque fut autorisée d'émettre des Lilllets-argent et au mot « or » il a été ajouté « ou argent »).

lions de dinars. Cette diminution de la dette a permis à la Banque Nationale de s'adonner complètement à la construction économique de la Serbie, ce qu'elle a en effet pleinement réalisé.

Le mouvement des principales affaires de la Banque a été le suivant (en millions de dinars):

	Crédits en traites	Crédits en comptes courants	Lombard
1890.....	4.732,0	2.511,3	5.277,0
1900.....	8.083,0	6.145,5	2.320,0
1910.....	7.659,3	9.877,6	4.251,9
1913.....	8.484,4	25.582,0	3.757,1

Les affaires des comptes-courants ont été le plus développées. Elles augmentent de dix fois, les traites de deux fois, tandis que les lombards diminuent de 27 %.

Avec la naissance de la Yougoslavie, le rôle de la Banque Nationale est devenu beaucoup plus important. Elle adapta d'abord et automatiquement toutes les affaires à la situation nouvelle. Le 26 Janvier 1920 fut signé un contrat entre le Ministère des Finances et la Banque Nationale comme suite à la Décision du Conseil des Ministres du 25 Janvier 1920 (cette transformation a été réalisée le 1^{er} Février 1920) et ce contrat est devenu la loi du 27 Juin 1921 (1). D'après l'article 2 de cette loi, la Banque Nationale doit régler la circulation monétaire, s'occuper de la protection et du renforcement de la monnaie du pays, couvrir les besoins du travail économique par des crédits à courte échéance, etc... Le capital de la Banque a été fixé à 50 millions de dinars-or (100.000 actions à 500 dinars). Il a été souscrit 40.000 nouvelles actions d'une valeur nominale de 20 millions de dinars-or. Ces actions ont été payées par des billets de banque au prix de 2.576 dinars par action (2). Vers la fin de 1927, il a été versé 103 millions pour l'achat de nouvelles actions, ce qui est porté au bilan

(1) Journal Officiel, N° 162, du 23 juillet 1921.

(2) *La Revue économique de Belgrade*, N° 4, 1927, p. 87.

comme un capital de 20 millions, tandis que la différence de 83 millions a été portée comme fonds (à titre d'agio) pour l'achat d'or. Sur le bénéfice net, on verse 5 % au fonds de réserve de la Banque jusqu'à ce qu'il atteigne 20 % du capital versé, 6 % distribués entre le gouverneur, les membres du Conseil d'administration et de contrôle et les employés de la Banque et sur le reste des bénéfices 60 % appartiennent à l'Etat et 40 % sont répartis entre les actionnaires. La Banque est dirigée par un Conseil d'administration composé de 24 membres et ayant le gouverneur à sa tête. L'Etat exerce sur le travail de la Banque Nationale un contrôle par un commissaire spécial, nommé par le roi sur la proposition du Ministre du Commerce.

La loi du 26 Janvier 1920 a séparé définitivement l'Etat et l'Institut d'Emission (1). Par cette loi, l'émission de billets pour le compte de l'Etat a été suspendue. Pour aider l'Etat, l'art. 12 de cette loi l'autorise à contracter auprès de la Banque, à titre de capital de roulement contre nantissement de Bons du Trésor, 1 milliard de dinars. Ensuite, d'après l'article X des Dispositions transitoires, l'Etat avait un crédit extraordinaire d'un montant total de 2 milliards de dinars gagés par des Bons du Trésor. L'échéance du remboursement de cette dette conformément à la même loi est le 19 Avril 1931. L'Etat est tenu de rembourser cette dette à la Banque par le montant total de sa participation aux bénéfices de la Banque, par les revenus nets des domaines de l'Etat, par les dotations extraordinaires inscrites au budget, par le versement annuel régulier de 1 % à partir de la sixième année (26 Janvier 1926) et par un acompte annuel de 2 % à partir de la neuvième année (26 Janvier 1929). Déjà à la fin de 1921, l'Etat avait retiré sur le compte de ces deux dettes (de 1 et de 2 milliards) 2.816 millions et, à la fin de 1927, 2.966 millions.

Conformément à l'art. 13 de la Loi sur la Banque Nationale, les comptes provisoires de l'échéance peuvent s'élever au plus à 600 millions de dinars. Ces comptes s'élevaient à la

(1) L'Ordonnance du 26 Janvier 1920 sur la Banque Nationale a été proclamée Loi par l'art. 130 de la Constitution. La Loi de la Banque Nationale a été publiée dans le Journal Officiel, N° 162, du 23 Juillet 1921.

fin de l'année 1927 à la somme de 298,8 millions. Ainsi la situation des dettes de l'Etat à la fin de 1927 a été la suivante :

a) Pour le compte du rachat des billets couronnes	1.072.664.873,70
b) Pour le compte de l'échange.....	298.814.816,96
c) Pour le compte du crédit régulier de	966.355.034
Pour le compte du crédit extraordinaire de	2.000.000.000
	2.966.355.034, „
En tout (1).....Din.	4.337.834.724,66

Si nous considérons la situation des années précédentes, nous verrons que déjà en 1921 la dette de l'Etat s'est élevée à 4.418,2 millions de dinars. La plus grosse dette a été en 1923, où elle atteignait la somme de 4,524 millions de dinars, c'est-à-dire 186,5 millions de plus qu'en 1927.

D'après la Loi sur la Banque Nationale, celle-ci est autorisée à émettre trois fois plus de billets que le montant de son encaisse métallique. A côté de ces billets que la Banque émet pour son propre compte, la Banque a la responsabilité des billets émis par le Ministère des Finances pour remplacer les couronnes austro-hongroises qui se trouvaient le jour de la libération en territoire yougoslave (2). Cette dette s'élevait à 1.275.994.608,10 dinars et elle a diminué en 1927 à 1.027 millions. Ensuite la Banque Nationale est autorisée à émettre des billets pour couvrir toutes les avances faites à l'Etat (aussi bien régulières qu'extraordinaires). Le stock de billets a varié comme suit (en millions de dinars) :

	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
	—	—	—	—	—	—	—
Moyenne annuelle...	3.943,9	4.867,6	5.573,1	5.739,3	5.856,0	5.675,5	5.559,1
Situation le 31 Déc.	4.688,4	5.039,8	5.790,8	6.001,5	6.062,6	5.811,8	5.743,1

(1) Les dettes d'Etat sont arrêtées en 1928 à 4.201 millions de dinars.

(2) Dans tout le Royaume il y avait environ 5.343 mill. de couronnes en circulation.

Couverture le 31 Déc.	401,3	349,3	437,3	474,3	460,1	438,7	452,7
Couverture en %....	8,56	6,93	7,55	7,90	7,59	7,54	7,88
Situation des dettes de							
l'Etat le 31 Déc...	4.418,2	4.517,5	4.524,3	4.520,4	4.466,5	4.413,5	4.337,8

Les premiers chiffres sur la circulation fiduciaire moyenne nous donnent la situation exacte. De la moyenne la plus basse (en 1921) à la plus forte (en 1925) l'écart est de 1.912 millions ou 48 %. Pendant toute cette époque, de 1921 à 1925, la circulation fiduciaire va en croissant, aussi bien pendant la baisse que pendant la hausse du dinar, et le dinar a été stabilisé au milieu de l'année 1925. Cependant, si nous examinons la situation des billets émis par la Banque après déduction des billets émis pour le compte de l'Etat, nous voyons qu'en 1921 la Banque Nationale a émis pour son compte en tout 270,2 millions de billets, tandis qu'elle en a émis pour le compte de l'Etat 4.400 millions. L'année suivante, 522 millions pour le compte de la Banque Nationale et 4.500 millions pour l'Etat. Pour son propre compte, la Banque Nationale a émis le maximum de billets en 1925 : 1.646 millions, tandis qu'elle en a émis 4.400 millions pour le compte de l'Etat. Au cours des années qui ont suivi, la dette auprès de la Banque Nationale a diminué et avec elle a diminué aussi la circulation fiduciaire. Quoique le pays ait été en pleine régression à cette époque après la baisse du dinar, la circulation fiduciaire n'a pas subi un grand changement. Le maximum des billets en circulation a été atteint en 1925 (le 22 Avril) avec 6.209,9 millions (c'est en général le plus fort maximum atteint par la circulation) tandis que le maximum pour 1927 a été de 5.914 millions (le 8 Octobre). En 1925, le minimum a été de 5.563,3 millions (le 22 Avril) et en 1927 de 5.257 millions (le 22 Juin). Ainsi l'écart a été de 646 millions en 1925 et de 657 millions en 1927.

DEVISES. — La politique des devises de la Banque Nationale est devenue plus active seulement après la baisse du dinar. Au cours des premières années, le Gouvernement s'est efforcé d'améliorer le dinar et de régler le marché des devises seul ou sans un concours sérieux de la Banque Nationale. Le 19 Mars 1920, le Gouvernement publiait un décret

sur le contrôle des devises. Le « Règlement sur le commerce des devises et valeurs » du 1^{er} Juin 1921 par lequel on voulait empêcher la baisse du dinar, est beaucoup plus important. Cependant, comme le dinar baissait toujours, le 12 Août de la même année, on supprima le Règlement du 1^{er} Juin. Comme cela ne produisait non plus aucun effet et que le dinar continuait à baisser, on publia le 27 Septembre 1921 un nouveau Règlement sur le commerce des devises et des valeurs. Cette fois-ci, la Banque Nationale figurait comme principal régulateur du marché des devises. Le 25 Février 1922, d'après une décision du Conseil des Ministres, chaque commerçant était tenu de demander au préalable une autorisation spéciale aux Comités institués pour le trafic des devises auprès de la Banque Nationale; cette autorisation lui permettait d'acheter des devises pour pouvoir payer la marchandise qu'il désirait importer. Il était interdit aux banques de se vendre mutuellement des devises et des valeurs pour leur propre compte, mais seulement pour le compte de leurs clients. La Banque Nationale a été seule autorisée à régler le marché des devises et à procéder à des ventes de dinars à l'étranger. Afin que la Banque pût avoir une quantité suffisante de devises pour opérer sur le marché, chaque commerçant qui introduisait en Yougoslavie des devises en échange de marchandise vendue, devait en offrir 1/3 à la Banque Nationale. Au moyen de ce tiers des devises provenant de l'exportation, la Banque Nationale réussit à alimenter régulièrement le marché et arriva ainsi à créer une réserve de devises assez importante (1). Ainsi le stock des devises qui restait comme réserve dans la Banque Nationale a varié de la manière suivante (en millions de dinars) :

1922.....	42,7	1925.....	828,0
1923.....	259,1	1926.....	638,2
1924.....	490,1	1927.....	1028,9

Comme nous l'indique notre tableau N° 39, la Banque Nationale a acheté, au cours de 1921, en tout pour 274 mil-

(1) Rapport de la Banque Nationale pour l'année 1923, p. 15.

TABEAU N° 39
TRAFFIC DES DEVISES A LA BANQUE NATIONALE

Années	Total des devises achetées par la B. N.		Devises achetées pour le compte d'Etat		Devises vendues à la Bourse		Reste disponible
	dinars	Indices	dinars	%	dinars	%	
1921	274.156.839	100	245.983.126	89	—	—	28.173.713
1922	632.086.278	230	617.526.018	97	—	—	14.560.280
1923	1.821.537.135	664	1.108.112.089	60	496.983.943	27	216.460.301
1924	2.727.869.972	998	1.386.605.805	50	1.109.647.052	40	231.617.115
1925	3.434.716.717	1252	1.586.595.583	46	1.510.929.340	43	337.191.793
1926	3.587.524.501	1308	1.729.291.918	45	2.048.103.195	57	189.870.612
1927	4.313.910.197	1573	1.947.286.239	49	1.975.858.464	45	390.765.494

lions de devises, en 1923 pour 1.821 millions et en 1927 pour 4.313 millions de dinars. En 1927, elle a acheté 15 fois plus qu'en 1921. Ce surplus a servi pour la plus grande partie à maintenir le cours du dinar sur le marché mondial. Pendant qu'en 1921, la Banque Nationale a dépensé en paiements pour le compte de l'Etat 89 % de toutes les devises achetées, en 1927 elle n'en dépense que 49 %. Pour maintenir le cours du dinar, la Banque Nationale dépense 27 % de toutes ses devises en 1923, 40 % en 1924 et 57 % en 1926.

En réglant le marché des devises, la Banque Nationale a joué un double rôle. D'abord elle a fourni le commerçant en devises à bon marché, puisqu'elle maintenait continuellement leur cours aux Bourses; ensuite la Banque Nationale a pour ainsi dire monopolisé le commerce des devises et a arrêté toute spéculation possible sur le dinar.

Dans sa *politique des crédits*, la Banque Nationale s'est bornée presque exclusivement aux crédits contre traites à court terme (trois mois). Sur 1.770 millions de dinars, chiffre auquel s'élevait le montant des crédits de l'année 1927, il y eut pour 1.432 millions de crédits contre traites ou environ 80 %. Les crédits contre traites ont été donnés pour les besoins économiques (les lettres de change commerciales) (1). De ces crédits font surtout usage les établissements financiers, particulièrement l'industrie et le commerce, tandis qu'il ne reste que 10 % pour tous les autres. Toutefois, d'après la nouvelle loi, adoptée par les actionnaires de la Banque Nationale le 8 Juillet 1928 et qui entrera en vigueur en même temps que la Loi sur la Stabilisation du Dinar, la Banque Nationale pourra escompter et réescompter les traites agricoles du pays établies à 9 mois (art. 11, point 8). La Banque Nationale a donc abandonné son ancienne politique de crédits et est entrée en contact plus direct avec l'agriculteur.

D'après les branches économiques, la Banque Nationale a accordé des crédits de la manière suivante :

(1) Art. 11, point premier de la Loi sur la Banque Nationale.

Montant en milliers dinars

	1923	%	1925	%	1927	%
Etablissements financ.	625.979,2	48	652.793,7	50	689.351,5	46
Industrie	207.366,2	25	332.099,0	25	394.569,5	26
Firmes commerciales.	226.641 4	17	216.887,6	16	273.030 4	18
Artisans	11.894 2	1	14.720 9	1	48.914,9	3
Coopérative agricole .	10.203,5	1	14.570,0	1	14.490,0	1
Autres	235.543,3	18	92.293,9	7	82.918,1	6
Total.....	1.317.627,8	100	1.323.365,1	100	1.503.274,4	100

Les banques qui n'ont pas de moyens propres suffisants ont recours à la Banque Nationale. Mais les établissements financiers ne touchent même pas la moitié des crédits accordés. En 1927, ils ont retiré seulement 48,8 % de crédits réguliers et 35,6 % de crédits saisonniers. Même on a vu, cette année-là, dans les comptes-giro de différentes banques 107 millions (la même année les banques ont touché 346 millions de crédits), ce qui indique que les banques ont eu de l'argent en abondance.

Pour l'emploi des crédits, la deuxième place est occupée par l'industrie. Quoique cette branche ait progressé sans cesse d'une année à l'autre, nous savons déjà qu'elle ne satisfait pas encore aux besoins du pays. L'industrie est sans cesse tournée vers la Banque Nationale, ayant besoin de grosses sommes d'argent à des conditions favorables. Cet argent ne peut lui être donné que par la Banque Nationale. Mais l'industrie a besoin de crédits à long terme, tandis que la Banque Nationale donne encore des crédits à court terme, ce qui ne lui suffit pas pour se développer pleinement.

Les firmes commerciales ont maintenu une participation presque invariable dans les crédits. Par rapport aux autres branches, 17 % serait une somme assez satisfaisante. Les artisans se sont libérés de la Banque Nationale en créant la « Banques des Artisans », qui protège leurs intérêts. La situation des agriculteurs est la plus mauvaise et la Banque Nationale leur a été moins utile. Pour cette raison, la nouvelle loi

sur la Banque Nationale amènera une réforme profonde au point de vue des crédits aux agriculteurs (1).

Si nous examinons pour chaque province les crédits accordés par la Banque Nationale, nous verrons que presque la moitié de ces crédits appartiennent à la Serbie. En 1927, sur 1.503 millions de crédits accordés, la Serbie a touché 705,8 millions ou 47 %, la Croatie 343,9 millions ou 23 %, la Slovénie 171,5 millions ou 11,5 %. En Serbie, les établissements financiers s'attribuent la plus grande partie. Comme nous l'avons vu déjà, ceux-ci sans un important capital propre ou étranger, sans l'aide de la Banque Nationale, seraient arrêtés dans leur travail. Malgré cela, au cours de 1927, le Conseil d'administration de la Banque Nationale a décidé qu'aucun établissement financier ne pourra obtenir un crédit supérieur à 50 millions. Pourrait obtenir des crédits, l'établissement dont le capital social s'élève à Beograd, Zagreb, Ljubljana et Sarajevo au moins à 5 millions, et dans les autres villes à 1 million (si la ville ne possède plus que 5 banques; si les banques sont au nombre de plus de 5, elles doivent avoir au moins 2 millions de capital social). Depuis ce décret, on commence sérieusement à penser à la liquidation des petites banques.

L'intérêt sur l'escompte de la Banque Nationale est de 6 % par an, et sur les crédits de lombardement de 8 %. Pour les entreprises industrielles et les établissements de crédit, l'intérêt est de 5 % et porté aussi à 6 % à partir du 23 Juin 1922, devenant ainsi le même pour toutes les branches.

II

LA BANQUE HYPOTHÉCAIRE DE L'ÉTAT

« *Uprava Fondova* » dans le Royaume de Serbie et sa transformation. —
— *Le travail de la Banque Hypothécaire.*

Avant la guerre, le crédit hypothécaire était organisé dans presque chaque province d'une manière essentiellement dif-

(1) Avec loi du 16 Avril 1929 a été créée la *Banque Agricole Priviligée*.

férente tandis qu'en Serbie les crédits hypothécaires étaient accordés exclusivement par la banque d'Etat (*Uprava Fondova*, Crédit Foncier), en Croatie c'étaient les banques privées comme la Banque Hypothécaire Croate fondée avec des capitaux du pays dans le but exprès de donner à la population des crédits hypothécaires à long terme. En Slovénie, et partiellement en Dalmatie, c'étaient les institutions communales. En Bosnie, les deux plus fortes banques s'occupaient des affaires hypothécaires : la Banque Privilégiée de Bosnie et Herzégovine et la Banque Agraire et Commerciale. Celles-ci, à côté des autres affaires bancaires et selon leurs possibilités, donnaient des prêts hypothécaires.

« Uprava Fondova » (fondée le 16 Août 1862) a été, à côté de la Banque Nationale Privilégiée du Royaume de Serbie, le pilier de la vie financière. Elle n'a pas seulement joui d'une grande confiance dans l'intérieur du pays, mais aussi à l'étranger. Ne pouvant pas placer sur le marché serbe toutes les obligations hypothécaires, l'« Uprava Fondova » en plaça en 1896 en Allemagne pour 12 millions de francs, en obligations or 5 % ; en 1910 suivait une nouvelle émission sur le marché français d'obligations 4 $\frac{1}{2}$ % d'un montant total de 30 millions de francs. Une année plus tard, une émission de 30 millions de francs-or en obligations communales 4 $\frac{1}{2}$ % aussi sur le marché français (1).

Après la guerre, le fonctionnement de l'« Uprava Fondova » lui imposa des charges plus lourdes. En 1922, transformée en Banque Hypothécaire de l'Etat, elle devint le principal établissement pour les prêts hypothécaires dans toute la Yougoslavie, avec des succursales dans toutes les provinces (à Novi Sad, Skoplje, Niš, Sarajevo, Cetinje, Split, Zagreb, Ljubljana). Ainsi, à côté de la Banque Nationale, la Banque Hypothécaire de l'Etat est devenue un des plus forts établissements financiers de Yougoslavie. Tandis que la Banque Nationale donne des crédits aux établissements financiers et aux firmes commerciales enregistrées, la Banque Hypothécaire de l'Etat est accessible à toutes les classes du pays, comme le déclare son secrétaire général (2).

(1) *La Revue écon. de Belgrade*, 1927, N° 12, p. 284.

(2) *Ekonomist*, 1928, N° 12, p. 55.

La Banque Hypothécaire de l'Etat n'a pas de moyens propres, mais elle opère avec l'argent de l'Etat ou le capital privé. La Banque a en dépôt différents fonds de l'Etat, des corps autonomes, de l'église et autres institutions publiques ou privées. Cette Banque accepte aussi des dépôts de l'épargne, émet les lettres de gage et les obligations qu'elle place aussi bien dans le pays qu'à l'étranger. Ainsi elle a effectué, après la guerre, les opérations suivantes à l'étranger : en 1923 une avance de 5 millions de francs suisses; en 1924, un emprunt à long terme de 15 millions de francs français; en 1926, une nouvelle avance de 6 millions de francs suisses; en 1927, un emprunt de 10 millions de francs suisses; tous ces emprunts conclus en Suisse. A New-York a été conclu, au mois de mai 1927, un emprunt de 12 millions de dollars que la Banque Hypothécaire de l'Etat a partagé avec la commune de Beograd. Au cours des dernières années, le mouvement des capitaux dont disposait la Banque Hypothécaire de l'Etat a été le suivant :

	Fonds divers et Capital	Emprunts à l'Etranger	Total
1925.....	641.433.370	300.750.444	942.183.814
1926.....	815.114.156	310.778.566	1.125.892.722
1927.....	1.051.660.060	1.005.269.899	2.056.929.959

Au cours des trois années, les moyens de la Banque ont plus que doublé : les fonds augmentent de 400 millions et les emprunts à l'étranger de 700 millions. Les dépôts de l'épargne qui atteignaient en 1921 101 millions de dinars s'élèvent en 1925 à 180 millions, en 1927 à 339 millions et en 1928 à 450 millions. Les fonds qui s'élevaient à 77 millions en 1921 atteignent 349 millions en 1925 et 780 millions en 1928. Cela prouve que l'activité a augmenté d'une année à l'autre. La Banque Hypothécaire de l'Etat donne des prêts hypothécaires atteignant jusqu'à 50 % de la valeur de l'immeuble. Pour les prêts donnés, la Banque est autorisée de faire en premier l'intabulation sur l'investissement. Tous les prêts doivent être remboursés avant la trente-deuxième année par versements

semestriels et anticipés. Au cours des dernières années, la situation des prêts a été la suivante :

1922.....	449.330.796	dinars
1925.....	865.848.691	»
1926.....	1.097.773.219	»
1927.....	1.827.474.757	»

Le Conseil d'Administration de la Banque Hypothécaire de l'Etat est composé de 11 membres dont 5 sont élus par l'Assemblée Nationale, 1 par la Banque Nationale, 2 par le Conseil d'Etat Agricole, 1 par le Conseil d'Etat, 1 par le Conseil d'Université et enfin le Directeur de la Banque. Le Comité de Surveillance est nommé par le roi sur la proposition du Ministre du Commerce.

Le bénéfice de la Banque est réparti de manière que l'administration et les employés de la Banque touchent 9 %. Sur le reste, 20 % va aux fonds de réserve (jusqu'à ce que ceux-ci atteignent la somme de 10 millions de dinars); le reste appartient à l'Etat. Le bénéfice s'est élevé à 2,1 millions en 1920, à 15,6 millions en 1924 et à 28,3 millions en 1926.

Le taux d'intérêt de la Banque Hypothécaire de l'Etat est de 6 % pour les dépôts et de 10 % pour les prêts, plus 1/2 % de provision. Le taux de l'escompte est de 11 %.

III

LA CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE

Les premières Caisses d'Epargne en territoire yougoslave. — La création des Caisses d'Epargne après la guerre. — L'activité de la Caisse d'Epargne, son fonctionnement et son avenir.

La troisième institution financière de l'Etat est la Caisse d'Epargne Postale de Bosnie et Herzégovine à Sarajevo, fondé par l'Autriche en 1910 et qui a commencé à fonctionner le 17 Juillet 1911. Elle est la première de son genre dans les Balkans. L'Autriche a eu la sienne en 1883, la Hongrie

en 1886, la Turquie en 1905. La Caisse de Sarajevo a été organisée d'après la Caisse d'Epargne Postale de Vienne qui avait une réputation mondiale. Elle a commencé d'abord avec l'épargne et le commerce de chèques. Vers la fin de 1911, elle avait 5.967 livrets d'épargne; fin 1912, 9.183; fin 1925, 24.127. La moyenne des transactions quotidiennes dans le commerce des chèques a été la suivante :

En 1913.....	1.514.797	couronnes
1914.....	2.444.622	»
1916.....	3.272.925	»

Avant le commencement de la guerre, la Caisse d'Epargne Postale commença à opérer avec les effets. Ce travail a été la troisième branche de son activité. Il consistait dans l'achat, la vente et dans les dépôts de papiers de valeur de l'ancienne monarchie. Le commerce des effets s'est développé le plus pendant la guerre, parce que la Caisse d'Epargne Postale a servi pour la souscription des emprunts de guerre comme organe de centralisation.

Après la guerre, le travail des Caisses d'Epargne Postales commença à être indépendant dans chaque province. Celle de Sarajevo a continué son activité sans interruption. Le 1^{er} Février 1919, l'Institut de Chèques Postaux fut ouvert à Ljubljana et commença à fonctionner sur la base de l'ancienne législation autrichienne. Le 1^{er} Août 1920, l'Institut de Chèques Postaux fut ouvert à Zagreb et fonctionna conformément aux prescriptions de l'ancienne loi hongroise. A partir du 1^{er} Mai 1921, la Caisse d'Epargne Postale de Sarajevo étendit son activité à la Dalmatie et, depuis le début de 1924, au Monténégro. Le 1^{er} Avril 1923, le service des chèques fut introduit auprès du Bureau de Poste Central à Beograd. Jusqu'au 1^{er} Décembre 1923, les services des chèques postaux et d'opérations de clearing furent organisés auprès des bureaux de poste de toutes les directions.

La centralisation des Caisses d'Epargne Postales s'est faite assez lentement. Le 30 Novembre 1921 fut votée une loi relative au service de la Caisse d'Epargne Postale et aux transactions de clearing. Cette loi entra en vigueur le 5 Avril 1922 (Journal Officiel n°77). L'organisation de la Caisse d'Epargne

Postale a été définitivement achevée par la création de l'Office Central de Beograd (en 1923); en conséquence toutes les autres institutions de chèques postaux sont considérées comme succursales dudit Office Central.

C'est au cours de l'année 1924 que la Caisse d'Epargne Postale commença à fonctionner sur tout le territoire de la Yougoslavie. Les 31 Mars et 31 Décembre 1925, la loi du 30 Novembre 1921 a été complétée. Le 1^{er} Juillet 1926, la Caisse d'Epargne Postale édita ses propres livrets d'épargne.

Le travail de la Caisse d'Epargne Postale consiste dans les dépôts d'épargne et dans les services de chèques et de virements. Elle ne commença à organiser les dépôts d'épargne que dans la deuxième moitié de 1926, quand elle eut émis ses livrets d'épargne. Sur un livret on pouvait déposer (Décision du Conseil des Ministres du 10 Mai 1927) 50.000 dinars au plus et 10 dinars au moins, mais la loi de 1929 (art. 12) autorise le dépôt d'une somme illimitée. L'argent des dépôts d'épargne porte 4 % d'intérêt. Le faible taux d'intérêt a empêché que l'épargne dans les Caisses d'Epargne Postale ne se développât davantage, malgré toutes ses facilités, mais la Banque Hypothécaire de l'Etat donnait 6 % d'intérêt sur les dépôts et les établissements privés 8-10 %. Malgré cela, l'état des dépôts a progressé. Vers la fin de 1926, c'est-à-dire après 6 mois d'opérations, la Caisse d'Epargne Postale avait émis 12.597 livrets de Caisse d'Epargne; en 1927, 23.474; en 1928, 32.700. La moyenne de dépôt par livret a été de : 782,11 dinars en 1924, de 980,54 dinars en 1926, de 1.112,92 dinars en 1927. Le solde des dépôts a été de 23 millions en 1927 et à la fin 1928 de 36 millions de dinars.

L'activité des dépôts d'épargne dans les Caisses d'Epargne Postale n'a pas encore atteint un haut degré. Par rapport au nombre d'habitants, il y a en Yougoslavie un livret sur 370 habitants contre un livret sur 54 habitants en Hongrie, sur 34 en Autriche, sur 5 en Italie (1). Ce grand écart pourrait s'expliquer aussi bien par le retard de la population que par l'établissement récent des services d'épargne. Mais c'est mauvais signe que les dépôts soient faiblement représentés, même dans les banques. Ce que les banques privées ne peu-

(1) *La Revue écon. de Belgrade*, 1928, N° 1, p. 2.

vent pas faire, la Caisse d'Epargne Postale le pourrait et la création de l'épargne devrait être son devoir le plus sacré. Nous ne voulons nullement déprécier l'importance de ses autres devoirs pour l'économie de la Yougoslavie, mais l'épargne n'est-elle pas le problème le plus vital du développement financier du pays ? Sans argent on ne pourra rien faire, il faut donc créer l'argent. La Yougoslavie n'en a pas et ne pourra pas en avoir si on ne commence pas à créer de la richesse.

La deuxième branche importante de l'activité de la Caisse d'Epargne Postale est le service des chèques. Avec plus de 1.600 bureaux de poste principaux et vers 430 bureaux auxiliaires qui étaient à la disposition des Caisses d'Epargne Postale, le commerce des chèques a très rapidement augmenté. En face des 3.546 comptes dont la Caisse d'Epargne Postale disposait avant, elle en a 11.506 en 1924, 13.623 en 1926 et vers la fin de 1928 16.516 comptes ou plus de trois fois de plus que vers la fin 1919. Ce nombre a augmenté surtout en Serbie quoiqu'elle ait commencé la dernière à se servir des Caisses d'Epargne Postale. En 1923, Beograd a en tout 233 comptes de chèques, tandis qu'en 1928 la Direction de Beograd en a 3.510 et la Direction de Skoplje 678. Le mouvement total des chèques postaux en Yougoslavie a varié comme suit (en milliers de dinars) :

En 1919.....	929.004
1922.....	17.266.598
1925.....	36.977.943
1927.....	46.341.695

Cela signifie que de 1919 à 1927 l'état des comptes a augmenté de presque 50 fois. Pour les virements seuls, le mouvement a été de 10 milliards en 1924, ce qui représente 31 % du trafic total, en 1928 de 17,9 milliards (ou 44 %), en 1927 de 21,2 milliards (ou 45,6 %). En tout cas, le progrès a été assez important. Il est intéressant de remarquer que tout le monde se sert de comptes de chèques de la Caisse d'Epargne Postale. Ainsi, par rapport à la situation de 1927, a répartition des comptes a été a suivante :

Pour les firmes commerciales.....	6.247
Pour les entreprises industrielles.....	1.913
Pour les banques.....	1.229
Autres	5.789
Total.....	15.178

La troisième fonction des Caisses d'Epargne Postale, moins importante, est celle des crédits. La Caisse d'Epargne Postale n'a pas encore tracé clairement sa politique à cet égard. Comme elle travaille presque exclusivement avec les dépôts pour les comptes des chèques sous son propre capital (sauf le fonds de réserve qui doit atteindre la somme de 100 millions de dinars) la Caisse d'Epargne Postale a été forcée de tenir compte, en accordant des crédits, exclusivement de sa liquidité (1). Pour cette raison, elle ne donne pas de crédits d'investitions et elle ne crédite pas les établissements qui s'engagent principalement dans des investitions à long terme. Elle donne de l'argent aux banques et, dans les tous derniers temps, elle a commencé d'accorder des prêts de lombardement à court terme sur les papiers de valeur de l'Etat. En 1925, la Caisse d'Epargne Postale a, sur 398 millions de dinars de dépôts sur les comptes de chèques, déboursé 328 millions en donnant des crédits aux établissements financiers; en 1926, sur 368 millions de dépôts, 360 millions de crédits et 38,9 millions de prêts de lombardement (2); en 1927, sur 622 millions de dépôts, elle donne 433 millions de crédits aux établissements financiers et 47 millions de prêts de lombardement.

Le taux moyen d'intérêt pour les crédits est de 6 à 7 %.

Dès le début de son fonctionnement, la Caisse d'Epargne Postale s'est efforcée d'entrer en relations étroites avec les établissements semblables de l'étranger. Ainsi, des conventions ont été signées avec les Etats-Unis et le Dominion bri-

(1) Rapport de la Caisse d'Epargne Postale pour l'année 1926, p. 6.

(2) Ces prêts de lombardement, la Caisse d'Epargne Postale en a distribué à 652 fonctionnaires d'Etat, 285 retraités, 162 commerçants ou industriels, 27 artisans, 13 étudiants, etc... (Rapport pour l'année 1926, p. 7).

tannique du Canada. Au cours de l'année 1926, des mesures ont été prises pour établir le trafic des chèques et de virement avec les pays européens sur la base de la Convention de Stockholm de 1924 et ce trafic a été établi au cours de 1927 avec la Hongrie, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Suisse et l'Italie.

CHAPITRE TROISIEME

LES FINANCES DE L'ÉTAT

L'état des finances immédiatement après la libération. — Le budget et son accroissement. — La dette flottante. — La dette nationale avant, pendant et après la guerre mondiale.

I

La Yougoslavie était grevée, déjà avant sa naissance, de lourdes charges financières qu'il est de son devoir de supporter aujourd'hui.

Déjà, vers la soixante-dixième année de son existence, et pour se préparer à la guerre contre les Turcs, le Royaume de Serbie avait obtenu du Gouvernement russe un emprunt de 2.350.000 de dinars. La même année a été ouverte, à l'intérieur, la souscription d'un emprunt de 12 millions de dinars, et un autre emprunt de la Russie s'élevant à 8,5 millions de dinars. Conformément aux décisions du Congrès de Berlin qui a reconnu l'indépendance de la Serbie, celle-ci devait construire la ligne de chemin de fer de Beograd à Vranje et de Niš à Caribrod pour compléter la ligne de l'Express-Orient pour Constantinople. Ainsi, en 1881, le Gouvernement conclut avec la banque française, l'« Union Générale », un emprunt des chemins de fer de 90 millions de dinars. Ces emprunts se sont succédé d'une année à l'autre.

Avant la Grande Guerre, la Serbie avait des dettes pour la somme de 953 millions de dinars-or, dont 910 millions pour

la France seule. Mais avec la guerre, la situation empira. L'ennemi écrasa complètement la Serbie. Le Gouvernement avait dû émigrer et ne pouvait compter que sur l'aide étrangère. Dès 1914, il obtint le secours financier des Alliés. En 1915, eut lieu un accord spécial entre la Russie, l'Angleterre et la France au sujet d'une aide financière à la Serbie. Enfin le Pacte de Londres (juin 1916) accorda à la Serbie un secours mensuel fixe de 9 millions de francs pour couvrir ses besoins d'Etat. Pour satisfaire aux obligations du Gouvernement serbe envers ses créanciers antérieurs, les Gouvernements alliés prirent sur eux l'obligation de paiement des annuités des dettes d'Etat serbes, ce qui faisait 42.225.000 francs par an. Mais tout cela ne suffisait pas pour couvrir les besoins de l'Etat. Aussi la Serbie obtint-elle, dès que l'Amérique entra en guerre, un emprunt de 12 millions de dollars (62.160.000 au cours de 5,19 francs-or) dont 3 millions en 1917 et 9 millions en 1918. Ensuite, la Serbie fut débitée du matériel de guerre que les Alliés lui avaient donné pour un montant d'environ 1 milliard de dinars.

Ainsi, au cours de la guerre, la Serbie fut débitrice de la France :

Pour les avances.....	486.581.250
Pour le matériel reçu.....	1.000.000.000

Total.....francs 1.486.581.250

de l'Angleterre :

Pour l'argent reçu.....	22.509.216,8,»»»
Pour le matériel	1.883.078,1,11

Total.....Livres sterl. 24.392.294,9,11

des Etats-Unis :

En espèces	26.059.865,40
Matériel	24.978.020,99 (1)

Total.....dollars 51.037.886,39

(1) Godišnjak, p. 100. Les dettes à l'Angleterre et à l'Amérique, comme nous le verrons plus tard, ont vu leur montant sensiblement augmenter à cause des intérêts composés.

Le jour de la Délivrance, les besoins financiers de l'Etat yougoslave furent beaucoup plus grands. Ce qui avait été anéanti par la guerre devait être reconstruit, au moins sous une forme primitive, mais cette charge était encore trop lourde pour le jeune Etat. Les Gouvernements qui étaient alors au pouvoir ne pouvaient faire autre chose que de puiser de l'argent même là où il y en avait peut-être le moins. Déjà, au mois de mars 1919, on soumettait à la Représentation Nationale la proposition d'un crédit de 130 millions et au mois de mai on accordait 130 nouveaux millions. Comme cela ne suffisait pas, le Gouvernement s'endettait de 200 millions de dinars auprès de la Banque Nationale. Le premier *budget* (pour l'année 1919-1920) ne fut même pas adopté par l'Assemblée Nationale, mais il fut mis en vigueur seulement le 4 avril 1920 par une loi provisoire. Ce budget (du 1^{er} Juin 1919 au 1^{er} Juin 1920) se clôturait avec un déficit de 1.800 millions de dinars. Pour le combler, le Gouvernement emprunta encore à la Banque Nationale environ 1.200 millions de dinars au cours de cette période. Au début de 1920, il reçut de la France et de l'Angleterre un emprunt de 50 millions de francs et de la Banque d'Autriche-Hongrie de Vienne 300 millions de couronnes sur le compte de l'échange de ses billets. A l'occasion de l'échange des billets de banque autrichiens, le Gouvernement retenait au porteur 20% de la valeur des couronnes présentées. A ce titre, le Gouvernement obtint 922 millions de dinars qui peuvent être considérés comme un emprunt forcé et qui n'a pas encore été liquidé (1).

La circulation fiduciaire qui était de 360 millions de dinars à la fin de 1918, s'élève à 812 millions le 1^{er} Février 1920 et à 3.344 millions de dinars à la fin de 1920 (par suite de remplacement des couronnes par des dinars). L'année 1920-21 finit avec un déficit de 910 millions de dinars. La dette auprès de la Banque Nationale s'est continuellement accrue. Le 1^{er} Janvier 1921, elle atteint la somme de 3.600 millions et vers la fin de la même année, la somme de 4 milliards 84 millions.

Tous ces crédits n'ont pas passé régulièrement par l'As-

(1) L'art. 34 de la Loi des Finances pour 1927-1928 autorise l'Etat à accepter pour les impôts dûs et à la place des espèces, les reçus émis pour les 20 % retenus à l'occasion de l'estampillage des couronnes, mais seulement ceux dont le montant ne dépasse pas 1.000 dinars.

semblée Nationale, mais ils ont toujours été accordés après coup. C'est seulement avec les douzièmes provisoires pour les mois de janvier et février 1922, c'est-à-dire trois ans après la Libération, que l'Assemblée Nationale vota les premières dépenses et recettes de l'Etat. Le premier budget régulier et parlementaire du Royaume de Yougoslavie fut celui du 1^{er} Avril 1922 au 1^{er} Juillet 1923, qui était équilibré et s'élevait à 6.934,9 millions de dinars. Au mois de juin 1923, on vota des crédits extraordinaires dont le montant a été de 1.200 millions de dinars, et ainsi ce premier budget se bouclait avec un déficit d'environ 600 millions de dinars. L'inflation qui fonctionnait alors en plein, le mauvais état des finances de l'Etat, les désordres politiques intérieurs, une récolte déficitaire et aussi une mauvaise conjoncture financière internationale provoquèrent une baisse continue de la valeur du dinar. L'emprunt intérieur d'investissement (de 7 %) fut très vite dépensé. L'Etat dut chercher de nouvelles ressources et, en 1922, il conclut avec la banque américaine Blair & C^o un emprunt de 15 millions 250.000 dollars. Cet emprunt fut dépensé principalement pour l'amélioration du cours du dinar sur le marché mondial et le reste a couvert le déficit du budget et les investissements.

L'année 1923 a été la plus mouvementée, autant pour les finances de l'Etat que pour l'économie du pays en général. Les 22 et 23 Janvier, le dinar atteignit le minimum de sa valeur. Le 23 Janvier 1923, à la Bourse de Beograd, une livre fut cotée 535 dinars, un dollar 115 dinars et cent francs suisses 2.298 dinars tandis que la parité était la suivante : 25,22 pour la livre, 5,18 pour le dollar et 100 pour le franc suisse. La dette de l'Etat auprès de la Banque Nationale atteignit cette année-là son maximum avec 4.520 millions de dinars. Les billets de banque en circulation le 30 Juin 1923 étaient de 5.560 millions tandis que six mois plus tôt ils n'étaient que de 4.808 millions. La dette flottante de l'Etat s'éleva à environ 1.300 millions à la fin de 1922 (1). Une partie fut remboursée au cours de l'année 1923, mais l'Etat devint débiteur pour le montant des salaires dus aux invalides et aux fonctionnaires pour la période du 1^{er} Août 1922 au 31 Mars 1924 et qui

(1) Šećerov : *Naše Financije*, Beograd, 1926, p. 40.

atteignait la somme de 206 millions de dinars. L'Etat se trouvant dans une grave crise financière, augmenat au mois de janvier 1923 l'agio de 600 à 800 %, et au mois de mai de la même année, les prix des articles des monopoles. Au mois de juin, il instituait l'impôt additionnel extraordinaire sur la terre de 500 % et sur les autres formes de l'impôt de 30 %. En septembre, il augmenta les tarifs des chemins de fer; en octobre, les taxes de l'Etat (1).

Le budget pour l'année 1923-24 fut soumis au Parlement dès le mois de novembre 1922, mais il ne fut pas voté en raison des secousses politiques, et toute cette période se passa avec des douzièmes provisoires, et le budget de 1923-1924 devint le budget de 1924-1925 (du 1^{er} Juillet 1924 au 30 Mars 1925). L'année budgétaire 1924-25 se termina avec un excédent: après la clôture des comptes (c'était la première clôture des comptes en 1925) le total des recettes s'élevait à 10.838,4 millions et le total des dépenses à 10.540,2 mililons.

Les principaux articles de cette clôture des comptes furent les suivants :

Clôture de comptes pour l'année 1924-1925
(en millions de dinars)

Recettes :	
Impôts indirects	3.355,6
Impôts directs	1.588,3
Monopoles	2.362,3
Domaines d'Etat	1.198,4
Communications	2.210,4
Autres recettes	1122,5
Total.....	10.837,5
Dépenses :	
Administration de l'Etat.....	920,7
Ministère des Finances.....	1.318,8
Ministère de la Guerre.....	1.957,5
Ministère du Commerce.....	2.352,7
Autres dépenses	3.990,6
Total.....	10.540,3

(1) *Ib.*, p. 107.

Le budget prévu pour ladite année s'éleva à 8.845 millions de dinars pour les recettes régulières et à 1.559 millions de dinars pour les recettes extraordinaires; en tout: 10.405 millions de dinars. Ainsi il y avait une plus-value de 832 millions de dinars pour les recettes. Il avait été prévu en tout 6.002 millions de dinars de dépenses régulières et 4.402,6 millions de dépenses extraordinaires. Au cours de l'année on vota 1.320 millions supplémentaires, de manière que toutes les dépenses prévues s'élevaient à 11.725,7 millions de din.. Les dépenses faites effectivement s'élèvent à 10.540,3 millions ou 1.185,4 millions de moins. Une grande partie des dépenses se rapportait au rachat des chemins de fer du Sud (*Južna Železnica*) conformément à l'accord fait à Rome le 29 Mars 1923. D'après cet accord, l'Etat s'engageait à payer au Fonds des Obligations à Paris 5,8 millions de francs-or. à partir du 1^{er} Janvier 1923 jusqu'à la fin de l'année 1968. En outre, l'Etat prenait sur lui d'autres engagements concernant l'exploitation de ces chemins de fer et ses engagements s'élevaient à 6,8 millions de francs-or par an et 200.000 francs-or versés une fois pour toutes comme fonds de roulement. Enfin la même année, fut inscrite dans le budget la somme de 282,2 millions de dinars à titre d'annuités de dettes de l'Etat et une dépense nouvelle de 123 millions pour l'amortissement des dommages de guerre.

A l'expiration de l'année budgétaire 1924-1925, on eut de nouveau recours aux douzièmes provisoires qui ont duré toute l'année budgétaire. Il avait été prévu en douzièmes provisoires 12.276 millions de dinars de dépenses et 80 millions de dinars de crédits supplémentaires. A la clôture des comptes, l'état final réel de ce budget fut le suivant :

Recettes	12.063.781.345
Dépenses	11.777.190.023
Excédent	286.591.322 (1)

(1) Pour les recettes, les principaux articles sont les suivants : impôts indirects 3.860 millions, impôts directs 1.957 millions, monopoles 2.519 millions, communications 2.524 millions, domaines de l'Etat 1.076 et autres recettes 124 millions. Pour les dépenses : Ministère des Finances, 1.403 millions, Ministère de la Guerre 2.112 millions et Ministère des Communes 2.841 millions.

Pendant l'exercice du budget pour 1925-26, le montant de l'impôt pour les invalides augmenta; un nouvel impôt fut institué, le *Komorski prirez* dont le montant intégral était égal à l'impôt pour les invalides. Le 20 Juin 1925, le nouveau tarif douanier était mis en vigueur.

Le budget pour 1926-27 avait prévu 12.504 millions de dépenses, mais il fut voté ultérieurement 317 millions supplémentaires. Les dépenses réelles s'élevèrent à 11.383 millions. Pour les recettes il n'y eut pas de grands changements et l'année se termina avec un léger excédent.

L'arrivée du Dr. B. Marković au Ministère des Finances fut accueillie très favorablement par tous les milieux économiques. Tout ami sincère de la Yougoslavie sentait qu'il fallait séparer complètement la politique financière de l'Etat et la politique de parti. Le Ministère des Finances avait besoin d'une main forte, et tous saluèrent l'accession d'un de nos spécialistes les plus renommés en M. Marković. En effet, dès son arrivée, il effectua des réformes importantes. Le Dr. M. Nedeljković, professeur à l'Université, actuellement Directeur de la Caisse d'Epargne Postale, a ainsi dépeint la situation avant l'arrivée de M. Marković: « L'établissement des recettes et les dépenses dans les budgets de l'Etat, à cette époque, illustre le mieux l'état psychologique et les principales préoccupations des Gouvernements d'alors (1). » Marković a voulu représenter le mieux la situation économique d'après le budget. Ainsi pour l'année budgétaire 1927-28, les contributions directes et indirectes fournissent à l'Etat 5,2 milliards de dinars; l'économie de l'Etat 3,8 milliards; les monopoles 2,3 milliards, c'est-à-dire que les entreprises d'Etat fournissent 6,2 milliards. Dans le budget pour 1928-29, M. Marković a eu plus de chance. Pour montrer l'influence de l'Etat comme entrepreneur, le Ministre des Finances divisa le budget en deux parties: le budget proprement dit (Administration Générale de l'Etat) et le budget des entreprises économiques de l'Etat. Dans ces dernières, on compte: les Etablissements d'Instruction, d'Hygiène Publique, les Monopoles et les Domaines, les Communications, les Postes et Télégraphes, les Forêts et Mines, le Commerce. « Ainsi on

(1) *La Revue écon. de Belgrade*, 1927, N° 7-8, p. 159.

sépare », dit le Ministre des Finances dans son exposé pour l'exercice 1928-29, « le budget de l'Administration générale avec ses dépenses qui servent à la satisfaction des besoins généraux et obligatoires de l'Etat, et ses recettes qui ont un caractère purement fiscal ». Mais pour ne pas faire de confusion, et comme l'Etat désire couvrir ses besoins à l'aide de ses domaines et de ses monopoles sans tenir compte de la prospérité économique du pays, le Ministre ajoutait : « Les bénéfices de ces entreprises ne peuvent pas être le but exclusif de leur activité. Ce but se complète largement par leur mission instructive. » D'un autre côté, « le budget de l'Administration Générale n'a que les recettes fiscales et elles constituent en réalité les charges fiscales ». Le but essentiel de cette composition technique était de « montrer les résultats qui lui sont propres à l'égard surtout des charges fiscales. » (1).

Ainsi le budget pour 1928-29 a été comme il suit (en millions de dinars) :

DEPENSES :		RECETTES :	
<i>A. — L'Administration Générale.</i>		Impôts directs	1.673 4
Ministère des Finances....	348,4	Impôts indirects.....	3.456,7
Ministère de la Guerre....	2.428,5	Excédent des recettes sur	
Autres	4.721 0	les dépenses :	
		a) des monopoles	1.787,3
Total A.....	7.497,9	b) des entreprises d'Etat	449,4
		Divers	94,1
		Total A....	7.460,9
<i>B. — Entreprises de l'Etat :</i>			
Monopoles et Domaines..	714,7		2.521,1
Communications	2.512,5		2.582,6
Postes et Télégraphes....	373,9		483,8
Forêts et Mines.....	331,7		465,3
Autres	162,0		248,5
Total B....	4.094,8		6.301,3

(1) *La Revue écon. de Belgrade*, 1927, N° 12, p. 279.

Le premier budget accuse donc un déficit de 37 millions et le second un excédent de 2.206,5 millions dont 1.757 millions pour les monopoles.

L'idée qui a guidé le Ministre des Finances était « de l'adapter entièrement à la situation de l'économie nationale » et, comme il est dit dans son exposé de « montrer quelles sont les charges du contribuable et quelle a été la destination des sommes perçues. »

Dans le budget pour 1928-29, et pour la première fois, ont été portés les intérêts de la seconde tranche de 30 millions de dollars de l'emprunt extérieur-or de 1922 contracté avec la Société Blair, puis les intérêts de la somme par laquelle a été couverte notre dette de guerre envers la Grande-Bretagne. Ainsi l'annuité de la dette publique qui avait été de 288 millions dans le budget précédent, augmenta de 266 millions de dinars.

Dans le projet de budget pour l'exercice 1929-30 ont figuré les sommes suivantes :

A. Dépenses de l'Administration Générale ..	7.829,8	Recettes	7.269,0
B. Dépenses des Entreprises de l'Etat.....	4.328,8	Excédent des entreprises économiques	472,1
	12.158,6		7.741,1
		Recettes diverses	87,8
		Frais d'exploitation des entreprises de l'Etat...	4.329,7
			12.158,6

Tel a été le développement de la politique budgétaire du Royaume de Yougoslavie. Le budget qui s'est élevé à 2.473 millions en 1919-20, atteinait pour l'année budgétaire 1926-1927 : 12.504 millions, c'est-à-dire qu'il a augmenté de 10.031 millions ou 4 fois plus. Si nous supposons que la valeur du dinar a été environ deux fois moindre, il nous reste tout de même une augmentation de 200 %. L'augmentation alla tous les ans en croissant jusqu'à 1926-27, mais alors elle

diminua pour la première fois (de 6 %), pour augmenter de nouveau l'année suivante (de 0,5 %).

La situation de la *dette flottante* de l'Etat a été inconnue jusqu'au commencement de 1929. C'est alors que le Ministre des Finances publia la situation détaillée des dettes flottantes qui était la suivante :

Engagements antérieurs au 1 ^{er} Décembre 1918	27.087.745
Pensions d'invalides et sommes dues aux fonctionnaires de l'Etat	305.763.290
Frais de voyage non liquidés.....	28.471.162
Créances des particuliers.....	546.582.987
Dettes mutuelles des institutions de l'Etat.	475.250.646
Ensemble.....dinars	1.383.155.830

Si nous examinons l'accroissement de ces dettes, nous verrons, d'après le même communiqué du Ministre des Finances, que les dettes augmentaient constamment tous les ans de

	Millions
Jusqu'au 1 ^{er} Décembre 1918.....	27,1
Jusqu'au 31 Septembre 1922.....	255,3
Jusqu'au 31 Mars 1924.....	205,7
Jusqu'au 31 Mars 1926.....	298,9
Jusqu'au 31 Mars 1928.....	596,2
Total au 31 Mars 1928.....	1.383,2

Ces dettes grèveraient encore le budget, si l'on n'avait pas conclu un emprunt extérieur de 22 millions de dollars dont la plus grande partie doit être utilisée pour couvrir les dettes flottantes. D'après le cours d'émission de 90 %, cet emprunt s'élève à 19,8 millions de dollars, ce qui fait environ 1,1 milliard de dinars, tandis que les dettes flottantes qui, après déduction de 475 millions de dinars qui seront liquidés en réalité avec des revenus réguliers des entreprises de l'Etat, s'élèvent à environ 900 millions de

dinars. Ainsi, l'Etat se libèrera une fois pour toujours (à condition qu'on ne revienne pas de nouveau aux anciennes méthodes d'endettement) des lourds engagements que l'Etat avait envers sa population.

Parmi les emprunts intérieurs, l'Etat conclut l'emprunt d'investissement de 7 %, dont le montant est de 500 millions de dinars payables jusqu'au 15 Septembre 1975; l'emprunt de 4 % pour la liquidation des rapports agricoles en Bosnie et Herzégovine, dont le montant est de 130 millions de dinars payables jusqu'au 2 Janvier 1972; et l'emprunt rente d'Etat de 2 $\frac{1}{2}$ % à lots pour le paiement des dommages de guerre s'élevant à 4.327.712.000 dinars.

A côté de celles-ci, l'Etat a des dettes autonomes d'environ 100 millions de dinars et une dette auprès de la Banque Nationale d'environ 4 milliards de dinars. Ainsi la dette intérieure s'élèverait à environ 10 milliards de dinars.

Quant aux dettes d'*après-guerre* de la Yougoslavie, elles ont commencé dès la première année de l'existence du nouvel Etat. En 1919, la Yougoslavie s'est endettée en Amérique de 15 millions de dollars qu'elle a obtenus du Gouvernement américain pour se procurer des vivres, ainsi que pour un emprunt de 25 millions de dollars en différents matériaux. La France lui a accordé également, dès 1919, un emprunt de 100 millions de francs et en 1924 un autre de 300 millions de francs. En 1921 a été conclu un emprunt avec Blair & C^o de 15 millions de dollars et en 1926 un autre de 30 millions de dollars. Enfin, le 30 Octobre 1928, a été conclu un emprunt de 22 millions de dollars avec le Trust suédois des allumettes (*Svenska Tändstifts Aktienbolaget*), avec 6 $\frac{1}{4}$ % d'intérêt remboursable jusqu'au 1^{er} Décembre 1958 (1).

(1) Pour la dette publique de l'Ancienne monarchie austro-hongroise, le montant total des diverses parts de notre Etat, d'après M. Konstantinović, directeur général de la Dette Publique, est la suivante: Florins-or, 99.519.699; Couronnes-or, 135.271.015 ; Francs français, 27.091.117 ; Couronnes autrichiennes, 762.450.260 ; Marks allemands, 5.521.387,6.

De ce montant, notre part de dette envers l'étranger a été fixée à : Francs-or, 369.367.076,75 ; Francs français, 27.091.117 ; Couronnes autrichiennes, 52.217.850.

La dette de 369 millions de dinars-or est en majeure partie perpétuelle et elle n'exige que le paiement des intérêts seulement, la somme de 75.248.662 francs-or, qui représente la part de notre Etat dans les Bons du Trésor autri-

Au titre des réparations, la Yougoslavie a reçu conformément au plan Dawes jusqu'au 31 Décembre 1927 environ 380 millions de marks allemands ou environ 5,3 milliards de dinars. Les réparations ont été inscrites pour la première fois dans le projet de budget de 1929-30 pour la somme de 274 millions de dinars.

Pour les *dettes de guerre*, un accord est intervenu, vers la fin de 1928, avec l'Amérique et avec la Grande-Bretagne. La dette à l'Amérique a été réglée en 1926 et son montant a été fixé à 62.857.112,89 dollars dont il a été payé, au moment de l'accord, la somme de 7.112,89 dollars et la dette définitivement fixée à 62 millions 850.000 dollars. Cette dette doit être remboursée en 62 ans (jusqu'en 1987), de manière que pendant les 11 premières années on ne paie aucun intérêt, les 3 ans suivants un intérêt de $1/8$ %, pendant 5 ans suivants 1 %, 12 ans $1 \frac{1}{2}$ %, 3 ans 2 % et pendant les 28 dernières années $3 \frac{1}{2}$ %.

A la fin 1926, il y eut un accord au sujet des dettes envers l'Angleterre, à savoir :

Dettes de guerre, montant net : 25.591.428 Liv. sterl.

Dettes de guerre, montant brut : 32.800.000 Liv. sterl.

Dettes de secours, montant net : 2.068.843 Liv. sterl.

Dettes de secours, montant brut : 3.096.848 Liv. sterl.

La dette de secours est payable en 15 ans avec 5 % d'intérêt; les annuités vont de 51.721 Livres sterl. à 125.423 Livres sterl. (en 1939) et finissent avec une annuité de 116.631 Livres sterl. en 1942.

chien ($4 \frac{1}{2}$ %) et la rente hongroise ($4 \frac{1}{2}$ % de 1914) devrait être amortie. La somme de 27 millions de francs français représente la part de notre Etat dans la dette de la Société Privilegiée austro-hongroise des Chemins de fer de l'Etat (Steg). La somme de 52,2 millions de couronnes autrichiennes représente la dette à l'étranger de notre Etat pour tous les emprunts non gagés austro-hongrois en couronnes hongroises, qui selon le taux de 4 couronnes : 1 dinar correspondrait à un montant de 13.054.462,5 dinars.

La part de notre Etat dans la dette gagnée en cour.-papier d'un montant total de 24.339.053 cour. autrich. ou de 6.084.763,25 din., n'est pas encore définitivement régularisée.

La dette de guerre est payable en 62 ans avec 5 % d'intérêts, à savoir :

	Annuités de :	Total
En 1927.....	150.000 Livres sterl.	150.000
En 1928.....	200.000 »	200.000
En 1929.....	250.000 »	250.000
1930-1935	300.000 »	1.800.000
1936-1939	350.000 »	1.400.000
1940-1941	400.000 »	800.000
1942-1988	600.000 »	28.200.000
	Liv. sterl.	32.800.000

Restent encore les dettes envers la France au sujet desquelles aucun accord n'est intervenu. La dette de guerre envers la France est évaluée à 1.800 millions de francs.

La situation des dettes d'avant-guerre dont a hérité la Yougoslavie est, d'après Nedeljković, la suivante :

Dettes de la Serbie d'avant-guerre..	792.922.509 din.-or (1)
» du Monténégro, environ....	17.000.000 francs
» de la Croatie et Slav., envir.	48.096.036 cour.-or
» de la Bosnie et Herzégovine.	257.080.179 »
» de la Slovénie.....	24.636.382 »
» de la Dalmatie.....	6.152.527 »
Total (2).....	809.922.509 din.-or 335.965.194 cour.-or

(1) Situation au 1^{er} Juillet 1927. En 1924 est né un désaccord au sujet des dettes d'avant guerre envers la France. Depuis la guerre jusqu'à 1924, les annuités ont été payées en dinars-papier, mais cette année les porteurs français ont exigé le paiement des annuités en or, ce que le Gouvernement yougoslave n'a pas accepté.

Le 12 Juillet 1929 la Cour permanente à La Haye, a décidé et jugé, que pour « les emprunts serbes 4 % 1895, 5 % 1902, 4 $\frac{1}{2}$ % 1906, 4 $\frac{1}{2}$ % 1909 et 5 % 1913, les porteurs de ces titres ont le droit d'obtenir le paiement du montant nominal de leurs coupons échus mais impayés et de ceux à échoir, ainsi que de leurs titres sortis au tirage mais non remboursés et de ceux à sortir, en francs-or. » Jusqu'à la fin du mois de janvier 1930 aucun accord n'est intervenu entre la Yougoslavie et les porteurs français pour déterminer le pourcentage-or sur la base duquel le service des coupons devra être repris.

(2) Godišnjak, p. 97-99.

Pour ces dettes, de même que pour celles d'après-guerre, l'Etat inscrit tous les ans des annuités dans son budget. Ainsi, dans le budget de l'année 1927-28, il a été inscrit 234,6 millions pour les dettes d'après-guerre; pour les dettes d'avant-guerre: de Serbie 46,7 millions, de Monténégro 1,7 millions, de Bosnie et Herzégovine 2,4 millions, de Dalmatie 86.992 dinars, de Croatie et Slavonie 650.000 et de Slovénie 1,9 mill. de dinars, en tout 288 millions de dinars.

La situation exacte des dettes n'est pas connue. L'Etat a publié une seule fois (le 1^{er} Juillet 1925) l'état complet de ses dettes, selon lequel celles d'avant-guerre s'élèveraient à 2.217,6 millions de dinars, celles de guerre à 15.213,9 millions, celles d'après-guerre à 6 millions et les engagements par l'accord d'Innsbruck 1.353,3 millions; en tout 24.938,8 millions de dinars. Mais cette somme est loin de la réalité. Tout d'abord, les dettes des différentes provinces n'y sont pas inscrites, mais y figurent seulement les dettes de la Serbie et du Monténégro. Ensuite, les dettes envers la Banque Nationale et la dette flottante n'y figurent pas. Troisièmement, si nous calculons les dettes de guerre d'après le cours de décembre 1927 (100 francs français=224 dinars, 1 Livre sterl.=277 dinars, 1 dollar=57 dinars) et si nous supposons que la France accepterait la somme de 1.800 millions de francs français, nous obtiendrions pour les dettes de guerre (situation de 1927), la somme de 15.209 millions de dinars. Ainsi, le total fictif de toutes les dettes du Royaume de Yougoslavie s'élèverait comme suit:

	Millions
Dettes d'avant-guerre	environ 11.800
» de guerre	» 15.209
» d'après-guerre	» 15.200
Part des dettes de l'Autriche-Hongrie.....	» 3.500
Total.....	environ 45.709

On peut donc envisager que toutes les dettes de l'Etat yougoslave s'élèvent en chiffres ronds à 46 milliards de dinars.

Dans le budget pour l'année 1929-30, il a été prévu 868 millions pour les annuités des dettes de l'Etat ou environ 11 % de toutes les dépenses. Si nous ajoutons les dettes non réglées envers la France, puis les annuités pour les dettes de guerre, chaque année plus lourdes, la dette à la Banque Nationale que l'Etat devra dans le plus court délai commencer à rembourser, nous pouvons conclure que le montant des annuités dépassera la somme de un milliard, ce qui ferait environ 15 % de toutes les dépenses du budget général (Administration Générale). Pour un jeune Etat qui ne fait que commencer à se développer économiquement, cette somme est assez élevée. La Yougoslavie a utilisé tous ces emprunts pour couvrir ses besoins courants, ses dépenses d'Etat. Cependant elle a encore besoin d'emprunts pour son développement économique, et il est probable que le mouvement de ces emprunts va très rapidement s'accélérer. Ainsi, d'après la *Revue Economique de Belgrade*, la quantité des emprunts privés à l'étranger était la suivante (en milliers de dollars) :

1923	1924	1925	1926	1927
—	—	—	—	—
1.703	2.135	3.750	2.139	2.216

De 1923 jusqu'à 1927 inclusivement, la somme générale des emprunts contractés pour chacune des monnaies en milliers de dinars était comme suit :

En dollars	779.107,1
En livres sterlings.....	253.050,1
En francs suisses	251.915,7
En couronnes tchécoslovaques	102.924,7
En dinars libres	77.755,3
En liras italiennes	67.755,3
En florins hollandais.....	45.028,0
Autres	11.755,1
Total..... (1)	1.589.291,3

(1) *La Revue économique de Belgrade*, N° 11, 1928, p. 255.

Etant donné l'état de choses en Yougoslavie, cette somme est assez satisfaisante. Nous supposons qu'avec la consolidation des conditions intérieures politiques et économiques du pays, les chiffres seront beaucoup plus élevés pour la période qui a commencé avec l'année 1929.

II. — LES MONOPOLES D'ETAT

Les revenus des monopoles sont en Yougoslavie une source très importante pour l'Etat. Il existe des monopoles pour les tabacs, le sel, le pétrole, les allumettes, le papier à cigarettes, l'impression des timbres-taxé, les formulaires des lettres de change, la saccharine, la poudre à canon et la dynamite. Le Monopole des Tabacs a été institué en Serbie par la loi de 1890, celui du sel par la loi de 1899, des allumettes, du papier à cigarettes, du pétrole, du timbre et imprimés par la loi de 1898.

Conformément à la loi de 1895 (23 Juillet) sur la Convention des Dettes de l'Etat, les revenus des monopoles sont gérés tout à fait indépendamment par l'Administration Autonome des Monopoles. A sa tête se trouve un Conseil d'Administration de 12 membres, nommé par Décret Royal et qui change tous les quatre ans. Parmi ceux-ci se trouvent aujourd'hui deux représentants des groupes créanciers (un représentant de Blair et un autre du groupe français).

L'Etat exerce un contrôle sur le travail de l'Administration des Monopoles par son commissaire qui se trouve attaché en permanence à l'Administration. Autrement l'Administration des Monopoles est tout à fait indépendante dans son travail; elle doit simplement payer les annuités des dettes de l'Etat et déposer le reste des bénéfices à la Caisse Centrale au Ministère des Finances.

Conformément à la Loi sur la Convention des Dettes de l'Etat et aux Lois sur les Emprunts de l'Etat à l'Etranger ayant eu lieu depuis 1922, l'Administration Autonome des Monopoles paie les annuités pour les dettes de l'Etat suivantes :

Situation de ces emprunts à la date du 1^{er} Juillet 1925

1° Emprunt unifié, 4 % de 1895.....	322,9	mille fr. fr.
2° Rente 5 % de 1902.....	44,8	» »
3° Emprunt 4 ½ % pour la construc- tion du chemin de fer de 1906....	73,1	» »
4° Emprunt 4 ½ % de 1909.....	1129,6	» »
5° Emprunt de guerre de 5 % de 1913	219,7	» »
6° Emprunt extérieur de 8 % de 1922.	15,2	mill. dollars
7° Emprunt extérieur de 7 % 1927 (1)	30,»	» »

Après la guerre, l'Administration des Monopoles a réussi seulement le 1^{er} Décembre 1920 à reprendre le travail des Délégations Financières dans chaque province, et c'est seulement le 1^{er} Janvier 1922 qu'a été effectuée la centralisation de l'administration des finances.

L'Administration des Monopoles a sous ses ordres les institutions suivantes :

8 manufactures de tabacs (Niš, Sarajevo, Ljubljana, Zagreb, Banja Luka, Mostar et Senj); un Atelier du Timbre (à Beograd); des salines de mer (à Pag et à Ston); un Atelier de Confection du Papier à Cigarettes (à Beograd); 46 Dépôts pour fermentation et magasinage des tabacs bruts et 60 Dépôts pour la vente des articles monopolisés.

La situation des recettes et des dépenses de l'Administration des Monopoles dans chaque année budgétaire a été la suivante (en 1.000 dinars) :

	du 1 ^{er} Juin 1920 au 31 Mai 1921	du 1 ^{er} Juin 1921 au 31 Déc. 1921	du 1 ^{er} Janv. 1922 au 30 Juillet 1922
I. Recettes	595.244	551.050	785.396
II. Dépenses av. les paiements des annuités.	350.375	227.082	402.589
III. Bénéfice net..	244.869	323.968	382.807

(1) Le 30 Octobre 1928 a été signé un emprunt avec le trust suédois d'allumettes *Svenska Tandstiks Aktienbolaget* qui a été adopté à l'Assemblée Nationale le 9 Novembre. L'Emprunt s'élève à 22 millions de dollars.

Cet emprunt a été employé dans sa plus grande partie dans le travail de l'Administration des Monopoles qui doit l'amortir, de même que les autres, sur son bénéfice net.

	du 1 ^{er} Août 1922 au 30 Juin 1923	du 1 ^{er} Juill. 1923 au 31 Mars 1924	du 1 ^{er} Avril 1924 au 31 Mars 1925
I.	1.764.775	1.929.869	2.936.096
II.	648.221	678.115	1.026.447
III.	<u>1.116.554</u>	<u>1.251.754</u>	<u>1.909.649</u>

	du 1 ^{er} Avril 1925 au 31 Mars 1926	du 1 ^{er} Avril 1926 au 31 Mars 1927	du 1 ^{er} Avril 1927 au 31 Mars 1928
I.	3.085.162	3.119.584	2.963.334
II.	1.019.805	897.730	535.786
III.	<u>2.065.357</u>	<u>2.221.854</u>	<u>2.427.548</u>

Les recettes des monopoles ont atteint une grande importance. Comme tout le budget de l'Etat s'élève à environ 11 milliards, les monopoles participent avec 18 % dans les recettes de l'Etat. Au cours des sept années, le revenu net a presque décuplé.

Le *tabac* est le plus important des monopoles. L'Administration des Monopoles emploie environ 250.000 familles pour la culture du tabac. Elle possède 6 fabriques de tabac, 2 fabriques de cigarettes, une scierie pour la confection des caisses et 46 entrepôts pour la vente du tabac. Les recettes du tabac font 60 % de toutes les recettes des monopoles. Ainsi le revenu net s'est élevé à 243 millions en 1920-21 et déjà en 1922-23 (du 1^{er} Avril 1922 au 30 Juin 1923) à 734 millions et en 1926-27 il monte jusqu'à 1 milliard 214 millions, 1927-28 1.303 millions.

Malgré cela, l'Administration des Monopoles n'est pas très heureuse dans ses manipulations avec le tabac. La production a varié beaucoup chaque année et son mouvement a été le suivant (en millions de kg.) à partir de 1920 : 7, 10, 9, 20, 31, 14, 8 et termine avec 6 1/2 en 1927. La production d'une année n'avait aucune relation avec la production de l'année précédente ou de l'année suivante. De 7 millions de kg. (en 1920), la production s'élève à 31 millions (en 1924) et descend à 6 1/2 (en 1927).

Ainsi la Bulgarie qui produit jusqu'à 35 millions de kg. par an, la Grèce avec 45 millions de kg. et la Turquie avec

30 millions de kg. ont pu faire avec succès une concurrence au tabac yougoslave sur le marché mondial.

En 8 ans, il a été produit dans le pays 106 millions de kg. de tabac. La consommation annuelle s'est élevée à 8 millions de kg. ou 64 millions de kg. pour 8 ans, ce qui donne un reste de 42 millions de kg. pour l'exportation. L'Administration des Monopoles a réussi à en placer, jusqu'à fin 1927 seulement, environ 9 millions de kg. et elle a reçu pour cela 300 millions de dinars.

Le mouvement dans la manipulation du tabac :

	Production (1.000 kg.)	Valeur (million dinars)	Consommation dans le pays (en 1.000 kg.)	Valeur (million dinars)	Vendu à l'étranger (en 1.000 kg.)	Valeur (million dinars)
1924....	33,669	671,3	8.635	1,597	510	41,4
1925....	9,293	190,4	8.915	1,652	4,159	138,8
1926....	14,794	200,4	9.870	1,763	2,245	58,4

Seulement au cours de ces trois années, il est resté dans les entrepôts de l'Administration des Monopoles 13 millions de kg.

Le sel est le deuxième article important des Monopoles (1). Aujourd'hui, l'Administration des Monopoles tire le sel des marais salants (à Pag et à Ston) et des salines de Kreka et de Simin Han. La consommation annuelle de sel dans le pays est d'environ 130 millions de tonnes, tandis qu'on ne produit qu'environ 50 millions, et le reste est importé d'Espagne, de Turquie, de Tunisie, d'Algérie, d'Allemagne et de Roumanie. Le sel est vendu dans l'intérieur par l'intermédiaire d'entrepôts principaux qui sont au nombre de 38 et peuvent entreposer jusqu'à 104 millions de kg. de sel. Le

(1) Le sel a été le premier monopole en Serbie, institué par la Loi du 2 Avril 1864.

prix moyen du sel par kg. en gros est de 3,20 dans la Serbie du Sud, de 3, » à Pirot, de 3,80 à Beograd, de 3,25 à Novi Sad, de 4 à Zagreb, de 2,40 à Split, de 2,80 à Sarajevo, de 2,75 à Ljubljana.

Le revenu net du monopole du sel a été en 1920-21 de 46.673 mill. de dinars, en 1923-24 de 154.367 mill. de dinars, en 1925-26 de 241.350 et en 1926-27 de 268 mille de dinars.

La fabrication des *allumettes* est entre les mains des particuliers et sous le contrôle de l'Administration des Monopoles. Cinq fabriques d'allumettes vendent leurs produits aux entrepreneurs principaux privilégiés qui en fournissent les débiteurs en détail (1).

La consommation d'allumettes en Yougoslavie n'est pas excellente. On en consomme annuellement environ 39.000 caisses, tandis que la Hongrie avec ses 7 millions d'habitants en consomme 40.000 caisses, l'Autriche 87.000 caisses (6 millions d'habitants), la Tchécoslovaquie 130.000 caisses (avec 13 millions d'habitants). Le revenu net s'est élevé à 15 millions de dinars en 1920-21, à 89 millions en 1923-24, à 125 millions en 1926-27.

L'Etat ne tire pas grand profit du *pétrole*. En 1920 et 1921, l'Administration des Monopoles a essayé la vente du pétrole en détail sans intermédiaire, mais elle a dû vite abandonner cette idée, et aujourd'hui la vente du pétrole est libre et se trouve entre les mains des particuliers. L'Etat frappe seulement le pétrole d'une taxe de 4 dinars par kgr.

Une fabrique du *Papier à Cigarettes* existe dans le pays à Sušak. La vente du papier à cigarettes s'opère par l'intermédiaire des entrepositaires principaux privilégiés et des débiteurs en détail. Le revenu net des débits a été de 125 millions de dinars en 1926-27 et pour l'année 1927-28 il était de 132 millions de dinars. La consommation du pays s'élève à environ 130 millions de livrets de papier à cigarettes.

L'impression des *Timbres-Taxe*, des formulaires des lettres de change et des imprimés s'effectue dans les Ateliers du

(1) Conformément au contrat du 30 Octobre 1928, le trust suédois d'allumettes a obtenu le droit exclusif de vente des allumettes en Yougoslavie. L'Etat touchera pour chaque boîte d'allumettes 0,66 din., la fabrique 0,21 din., livré franco wagon à la fabrique, et le reste appartiendra au trust.

Timbre de l'Administration des Monopoles sous la surveillance d'une Commission de Contrôle d'Etat spéciale (1). La vente s'opère par les autorités financières, départementales et sous-préfectorales par l'intermédiaire des débitants en détail. Les revenus pour 1926-27 ont été de 519 millions et les dépenses de 17 millions de dinars.

III. — LES IMPOTS

1). *Les impôts directs*

Presque nulle part ailleurs la diversité de législation qui règne en Yougoslavie n'a provoqué pour l'Etat et pour toute son économie de telles conséquences que pour les impôts directs. Dans le pays existaient quatre systèmes d'imposition différents : 1° la Serbie et le Monténégro ; 2° la Bosnie et Herzégovine ; 3° la Croatie, la Slavonie et la Voïvodine ; 4° la Slovénie et la Dalmatie. Chacun de ces systèmes a offert une autre tendance, un autre mode d'imposition, une autre manipulation. En Serbie et au Monténégro, il n'y a pas de cadastre d'après lequel on puisse déterminer le revenu constant, mais l'imposition s'établit sur le revenu réel de la terre, ensuite vient l'impôt sur le revenu des constructions, l'impôt sur le revenu du capital, sur le revenu des entreprises et sur le revenu du travail personnel. En Bosnie et Herzégovine existe le système de dixième, 10 % sur le revenu brut, payé par les « kmets » ; ensuite l'impôt sur la valeur des terrains et bâtiments, l'impôt sur le revenu de l'entreprise, de la maison, du débit de boissons, etc... La Dalmatie et la Slovénie ont eu des impôts mixtes, sur le revenu (réel) de la terre, des maisons et des impôts personnels sur le revenu général (le payaient ceux qui exécutaient un travail), sur le revenu des entreprises qui sont obligées de rendre publiquement des comptes, enfin les impôts sur les rentes et les tantiè-

(1) Bilan et Compte de Pertes et Profits pour l'exercice 1926-27, Beograd, 1928, p. 9.

mes. La Croatie, la Slavonie et la Voïvodine ont également un double système d'impôts : sur le revenu total et sur le capital ; sur le revenu de la terre (revenu cadastral) ; sur les maisons (d'après le nombre de locaux d'habitation) et sur les loyers. Ensuite la « *tecivarina* » dont il y avait quatre sortes d'après la nature du travail, surtout la « *tecivarina* » sur les sociétés qui sont obligées de rendre publiquement les comptes. Ensuite il y avait l'impôt sur le revenu total réel et l'impôt sur l'avoir.

A côté de ces impôts directs, il y avait dans toutes les provinces : l'impôt des invalides, l'impôt sur les bénéfices de guerre, l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt supplémentaire extraordinaire. L'impôt des invalides, dont l'échelle allait progressivement jusqu'à 20.000 dinars, au-delà de 20.000 il a été de 20 %. A l'impôt sur les bénéfices de guerre était assujetti l'écart exact entre le revenu pendant la guerre et celui d'avant-guerre. Cet écart était différemment apprécié pour la Serbie et le Monténégro où la monnaie était le dinar et les provinces autrichiennes ; le taux d'impôt allait de 20 à 75 %.

L'impôt sur le *chiffre d'affaires*, institué le 1^{er} Octobre 1921, est important. Cet impôt est applicable à toutes les affaires ou services personnels qui ont pour but de gagner un revenu. Le taux de l'impôt est de 1 % des affaires réalisées. Un impôt additionnel a été institué pour les années 1923 et 1924 sur le chiffre total des impôts directs. 30 % a pour l'impôt foncier 500 %. En 1925 a été institué l'impôt sur les travailleurs manuels de 2 % et l'impôt additionnel militaire. L'article 159 de la Loi des Finances pour 1924-25 a institué l'impôt sur l'intérêt et les rentes ainsi que sur les dépôts de l'épargne jusqu'à 5.000 dinars. L'article 79, point IV, de la Loi des Finances pour 1927-28 a supprimé entièrement cet impôt. Ce sont les principales marques des impôts directs en Yougoslavie avant l'adoption de la nouvelle Loi des Impôts directs selon laquelle on impose depuis le 1^{er} Janvier 1929. Déjà, vers le milieu de l'année 1922, a été présenté à l'Assemblée Nationale un projet de loi sur les impôts directs. Mais celui-ci, comme tous les autres qui l'ont suivi jusqu'au 18 Novembre 1927, a été repoussé. Cela a provoqué un grand mécontentement dans le pays qui s'est manifesté particulièrement en Voïvodine,

en Croatie et Slavonie, mais moins en Serbie dont les impôts ont été les plus favorables. Ainsi la Chambre de Commerce et des Métiers de Novi Sad publie cet exemple pratique : un commerçant dont le chiffre d'affaires s'élève à 1 million de dinars et dont le bénéfice net s'élève à 100.000 dinars paie, d'après la législation en vigueur en Voïvodine, 102.682 din d'impôt et celui de Serbie 68.819 dinars (1).

La somme d'impôts payés de 1919 à 1927 a été répartie par provinces comme suit :

	% de tous les impôts payés	Somme payée par km ²	Somme payée par tête d'habitant
Voïvodine	25,5	122.388	1.747
Serbie et Monténégro	23,3	20.954	509
Croatie et Slavonie..	21,0	45.482	727
Slovénie	13,9	81.580	1.250
Bosnie et Herzégovine	13,4	24.835	672
Dalmatie	2,9	22.980	438
Roy. de Yougoslavie.	100,0	38.063	788

L'habitant de la Voïvodine payait deux fois plus d'impôts que l'habitant de la Croatie ou de la Bosnie et trois fois plus que celui de la Serbie et du Monténégro.

Un aperçu exact des impôts directs perçus depuis le commencement de 1919 jusqu'à la fin 1927 nous donne le tableau N° 40. Les impôts augmentent instantanément en 1921 quand deux nouveaux impôts ont été institués : celui pour les invalides et celui sur le chiffre d'affaires. En 1923 l'augmentation s'accroît par suite de l'entrée en vigueur de l'impôt additionnel extraordinaire. En 1925, les impôts atteignent leur maximum et diminuent jusqu'en 1927 où on avait perçu 180 millions d'impôts de moins qu'en 1925. La moyenne d'impôts indirects perçus annuellement est de 1.053 millions. D'après le tableau des impôts par espèces, nous voyons qu'au cours des dernières années le montant des

(1) Compte rendu pour 1927 de la Chambre de Comm. d'Ind. et des Métiers de Novi Sad, p. 15, 16.

TABLEAU N° 40
IMPOTS DIRECTS VERSES A L'ETAT
(en milliers de dinars)

Sorte	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	Totaux	Moyenne annuelle
Imp. directs de dif. prov.....	86.396	165.673	444.670	475.149	640.863	727.155	991.637	884.884	767.658	5.184.085	576.009
Imp. des invalides..	—	416	33.512	48.843	62.703	71.683	144.310	161.312	150.299	673.078	74.786
Imp. sur le chiffre des affaires.....	—	—	42.243	98.073	165.090	191.462	222.176	181.580	185.500	1.086.124	120.680
Imp. additionnels..	—	—	—	—	314.522	456.037	505.383	477.574	426.327	2.180.443	243.272
Autres impôts.....	—	—	—	—	—	—	36.045	134.542	182.604	353.191	—
Totaux	86.396	166.089	520.425	622.065	1.183.178	1.446.337	1.899.551	1.839.892	1.712.988	9.476.921	1.052.991
Provinces											
Croatie et Slovanie..	19.442	36.911	117.582	145.587	229.634	289.911	383.138	415.781	355.136	1.993.122	221.458
Bosnie et Herzég. ...	16.656	32.807	62.564	68.055	184.412	220.727	246.923	220.343	219.063	1.271.550	141.283
Voïvodine	18.498	29.056	132.757	162.562	277.811	363.178	524.642	490.370	412.429	2.411.503	267.922
Slovénie	17.735	20.213	77.141	92.540	173.611	190.939	295.264	226.083	227.826	1.321.352	146.817
Dalmatie	1.151	2.620	9.195	18.595	33.629	39.380	54.948	57.793	55.272	272.583	30.287
Serbie et Monténég.	12.914	44.482	121.186	134.726	284.081	342.202	394.636	429.522	443.262	2.207.011	245.223
Totaux	86.396	166.089	520.425	622.065	1.183.178	1.446.337	1.899.551	1.839.892	1.712.988	9.476.921	1.052.990

impôts nouveaux a dépassé celui des anciens impôts. Il a été perçu en moyenne 576 millions d'anciens impôts directs par an et 476 millions de dinars d'impôts nouveaux dont seulement pour l'impôt additionnel extraordinaire 242 millions de dinars.

Un impôt très important pour l'économie est celui sur le chiffre d'affaires. Il a été institué le 1^{er} Octobre 1921 et s'élève à 1 % de toutes les affaires. Dans la nouvelle loi, art. 7, tous les nouveaux impôts directs sont supprimés sauf l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt militaire (impôt sur les hommes ne faisant pas de service militaire). Au cours des 7 années l'Etat a perçu, à titre de cet impôt, plus d'un milliard de dinars qui a été réparti par provinces de la manière suivante :

	Moyenne annuelle perçue (en milliers de dinars)	Totale perçue jusqu'à fin 1927
Croatie et Slavonie.....	31.712	285.403
Bosnie et Herzégovine....	13.949	125.546
Voïvodine	23.003	207.033
Slovénie	26.226	236.032
Dalmatie	4.391	39.515
Serbie et Monténégro.....	21.399	192.595
Total.....	120.680	1.086.124

La plus forte somme est payée cette fois par la Croatie, ensuite par la Slovénie et à la troisième place par la Voïvodine, ce qui prouve que la plus forte circulation des biens économiques est en Croatie et Slavonie, tandis qu'en Voïvodine et en Serbie elle est sensiblement moindre.

La nouvelle Loi des *Impôts directs* a été adoptée par l'Assemblée Nationale le 7 Février 1928 (1). Elle est unique pour tout le territoire yougoslave et consiste en 6 sortes d'impôts : sur le revenu de la terre, sur le revenu des bâtiments, du travail, sur les rentes, sur le revenu d'une entreprise, l'impôt

(1) Publiée le 8 Février 1928, Journal Officiel, n° 29, VII.

des employés et sur les salaires. A côté de ceux-ci, la loi maintient les deux impôts généraux d'après guerre, à savoir : l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt militaire. La loi est entrée en vigueur le 1^{er} Janvier 1929, sauf pour l'impôt sur le travail salarié qui est en vigueur depuis le 1^{er} Avril 1928.

D'après l'article 112 de la Loi sur les Impôts, la base de l'impôt est fixée par un comité fiscal placé dans chaque département fiscal de premier degré. Chaque département fiscal peut avoir plusieurs comités fiscaux sous son autorité. Le comité fiscal est composé de 4 membres et du président qui est le chef du département fiscal. Les autorités fiscales de deuxième degré envoient pour leur territoire un représentant et un remplaçant dans le comité fiscal. L'impôt est déterminé par l'autorité fiscale en appliquant l'échelle prévue par la loi sur la base fixée par le comité fiscal ou l'autorité fiscale (art. 125).

Pour l'impôt sur le revenu de la terre, une réforme très profonde a été nécessaire. Presque les 3/4 de la population de la Yougoslavie vivent exclusivement d'agriculture et l'impôt foncier donnait à peine 2 % des recettes globales de l'Etat (1). Mais comme le cadastre n'a pas encore été établi dans toutes les provinces, la loi a stipulé qu'on établirait l'échelle fiscale après que les revenus cadastraux auraient été établis, ce qui doit être fait dans dix ans au plus tard (art. 19). Pour le moment, la loi se contente de l'impôt complémentaire appliqué au revenu imposé de 2 % à partir de 1.000 dinars pour croître progressivement et finir avec 17 % sur le revenu dépassant 150.000 dinars.

Sous le concept de terre, la loi a compris la culture des potagers, les forêts, les vergers et les forêts, c'est-à-dire tous les terrains exploités par l'agriculture. Pour faciliter la classification du revenu cadastral, l'article 18 de la loi divise l'agriculture comme suit :

- 1° Champs (labourés);
- 2° Jardins et vergers;
- 3° Vignes;
- 4° Prés;

(1) Nedeljković : *Etat économique et financier*, Paris, 1924, p. 64.

- 5° Pâturages et montagnes;
- 6° Forêts;
- 7° Marécages, étangs à poissons et lacs.

Chacune de ces classifications est elle-même divisée ensuite en 8 ordres selon la qualité du sol.

L'impôt sur le revenu des bâtiments comprend tous les bâtiments destinés à l'habitation ou à un autre usage (art. 29). Sont exceptés (art. 32) : les bâtiments appartenant à l'Etat et aux communes, puis les hôpitaux, les églises, les écoles et les institutions d'éducation; ensuite tous les bâtiments servant à l'économie, les usines et bâtiments industriels ainsi que les bâtiments servant exclusivement aux agriculteurs et à leurs ouvriers agricoles de locaux d'habitation.

La base de cet impôt est le prix de location, ou si le bâtiment n'est pas mis en location, la valeur du loyer annuel d'un autre bâtiment semblable et mis en location. L'art. 36 prévoit une déduction du loyer brut pour les frais de réparations : pour les bâtiments à Beograd, Zagreb, Ljubljana et Novi Sad de 20 %, pour les autres villes 25 % et pour les villages 30 %.

L'échelle fiscale est de 12 % avec l'impôt complémentaire qui va progressivement de 2 à 14 % pour le revenu de 10.000 à 70.000 dinars et 10 % sur la somme au-delà de 70.000 (1).

L'impôt sur le revenu des entreprises, des salaires et des emplois est applicable à toute action rémunérée.

(Art. 42). — La loi divise l'action en trois groupes :

1° Entreprises commerciales, industrielles, minières et autres entreprises similaires;

2° Professions libérales : avocats, ingénieurs, architectes, médecins, littérateurs, etc...

(1) Avec la modification qu'a eue la nouvelle Loi des Impôts directs du 28 Mars 1929, le complément d'impôt foncier est le suivant : l'impôt fondamental est de 12 din. sur 100 dinars de revenu cadastral net. Une commission spéciale devant déterminer le revenu cadastral pour tout le pays. Les impôts complémentaires sont les suivants : 2 % sur la base imposable de 2.000 d'nars ; cet impôt monte jusqu'à 14 % sur une base imposable de 25.000 dinars. Au-delà de 25.000 dinars l'impôt est réparti en deux groupes : jusqu'à 25.000 dinars il est fixé suivant une échelle moyenne et pour le reste le taux est de 12 %.

3° Professions indépendantes avec emploi exclusif ou dans la plus grande partie de la force physique.

La base fiscale est le revenu net annuel, le taux de l'impôt est de 10 % pour le premier groupe; de 8 % pour le deuxième groupe pour les entreprises travaillant avec des machines ou employant plus de 4 ouvriers qualifiés, pour les professions déterminées par la loi (art. 42); de 6 % pour les autres du deuxième groupe; de 4 % pour le troisième groupe.

L'impôt complémentaire est applicable pour le revenu à partir de 10.000 dinars et il s'élève à 2 %; il croît progressivement jusqu'à 12 % pour un revenu au-delà de 150.000 dinars.

La loi prévoit des dégrèvements spéciaux pour les commis-voyageurs et les représentants de commerce: un impôt fixe de 1.000 dinars par an; pour les commerçants n'ayant pas un local fixe mais portant leur marchandise d'une maison à l'autre: un impôt annuel de 60 dinars et pour chaque aide (commis) de 30 dinars par an.

L'impôt sur les rentes est perçu sur les intérêts des obligations d'Etat ou autres, sur les intérêts de différents emprunts, sur les intérêts des dépôts d'épargne et des comptes-courants, sur les intérêts, rentes et dividendes et autres revenus similaires provenant de l'étranger. Avec cela, cet impôt est perçu sur tous les prix de location qui ne sont pas sujets à une autre imposition. L'art. 63 fait quelques exceptions, parmi lesquelles les plus importantes sont que les intérêts des dépôts dans différentes coopératives et dans les caisses d'épargne postale sont exempts de cet impôt. Le taux fiscal sur les intérêts des dépôts est de 8 %, pour les autres intérêts et rentes de 15 pour cent (1).

(1) Au commencement du nouveau régime qui s'appliquait principalement à la réforme économique, il y eut également des changements dans la politique fiscale. Aussi le 28 Mars 1929 quelques modifications à la Loi des Impôts directs sont entrées en vigueur. Le complément modifiant l'art. 63 de la loi des impôts directs ainsi que les intérêts que paye l'Etat, l'arrondissement, le département et la commune, ou Banque Nationale, Banque Hypothécaire d'Etat ou Caisse d'Epargne Postale sur les emprunts de l'étranger, sont délibérés de l'impôt sur les rentes. Au contraire, la Caisse d'Epargne Postale comme les Coopératives payent l'impôt sur les rentes, sur les intérêts de dépôt d'épargne.

Le taux d'impôt sur la rente a été fixé à 15 %. Exception est faite pour l'intérêt sur l'argent prêté à condition que l'intérêt convenu ne dépasse

L'impôt sur le bénéfice des entreprises obligées de rendre publiquement les comptes est, en réalité, le même que l'impôt sur les entreprises, mais la loi le traite à part. Elle met sous le coup de cet impôt toutes les sociétés anonymes, publiques, de commandite, etc., les entreprises de l'Etat et des unités autonomes, les personnes juridiques étrangères qui possèdent des entreprises sur le territoire de la Yougoslavie.

L'impôt de base est divisé en trois groupes :

- | | |
|---|------|
| 1° Coopératives et les Caisses d'Epargne communale distribuant le bénéfice parmi ses membres..... | 10 % |
| 2° Entreprises industrielles et minières..... | 11 % |
| 3° Toutes les autres | 12 % |

L'impôt additionnel est progressif : étant de 2 % si la rentabilité du capital est au-dessous de 6 % et atteignant 15 % si la rentabilité est au-dessus de 30 %.

L'impôt sur le revenu de travailleurs salariés comprend (art. 89) le revenu des salaires, pensions, tantièmes, toutes sortes d'honoraires et journées. La loi exempte les revenus des travailleurs agricoles, les revenus des travailleurs non qualifiés et tous ceux dont le revenu ne dépasse pas 400 din. par mois, 100 dinars par semaine et 16 dinars par jour. L'impôt est pour tous le même : il s'élève à 2-15 % pour les revenus réguliers et à 4-18 % pour les revenus irréguliers (tantièmes, honoraires, dividendes et similaires).

2). *Les Impôts indirects*

Ces impôts sont d'une grande importance fiscale en Yougoslavie. Dans le budget pour l'année 1928-29 dont les revenus s'élèvent à 7.460 millions, les impôts indirects figurent avec 3.456 millions ou 46,3 % de tous les revenus, tandis

pas 12 % et dans ce cas l'impôt est de 12 %. Il y a de plus une exception concernant l'impôt sur l'intérêt des dépôts d'épargne. Le taux d'intérêt pour les dépôts d'épargne de la Caisse d'Epargne Postale et des Coopératives qui sont nommées dans l'art. 76, p. 7 et 8 de la Loi des Impôts, est de 3 % et pour les intérêts de dépôt dans les autres établissements 6 %.

que les impôts directs n'y sont que pour 22,4 %. Dans le compte final pour l'année budgétaire 1924-25, l'Etat a reçu effectivement, au titre des impôts indirects, 3.355 millions, ce qui fait 31 % de toutes les recettes de l'année.

Les impôts indirects sont : les droits principaux d'octroi, les taxes de timbre et les droits de douane.

Les *droits d'octroi* ont déjà existé dans toutes les provinces de la Yougoslavie avant la guerre. Après la guerre, en 1920, on a unifié les règlements pour tout le Royaume. La Loi des Finances pour l'année 1920-21 institue un tarif unique et comme articles passibles de ces lois ont été déclarés : le sucre, le café, la chicorée, le riz, l'huile, la bière, les vins fins, les liqueurs, le cognac, l'essence de liqueur, le rhum, les bougies, l'éclairage électrique, le gaz d'éclairage, le carbure de calcium, les briquets, l'acide acétique, l'eau minérale et autres produits analogues et la levure de bière (1). Par la Loi des Finances de 1927-28 fut supprimé l'octroi sur la chicorée, le riz, les bougies et le carbure de calcium. En ce qui concerne les tarifs, les modifications les plus importantes ont été apportées en 1922 où les taux de droits furent augmentés pour le sucre, café, vins fins et essence de pétrole. En 1925, le taux d'octroi a été augmenté sur l'alcool et l'eau-de-vie, puis de nouveau réduit par la Loi des Finances de 1927-28.

Les principaux taux d'octroi actuels sont les suivants : sucre (de betterave ou de canne), 500 dinars par 100 kg. ; toute autre espèce de sucre, 200 dinars ; café, 400 dinars par 100 kg. ; alcool, par hectolitre-degré, 20 dinars et 23 dinars ; eau-de-vie, par système d'hectolitre, 15 dinars ; bière, par hectolitre-degré, 5 dinars ; vin, par hectolitre, 100 dinars ; essence de pétrole, par 100 kg., 3.000 dinars (1) ; sur l'éclairage électrique, par lampe de 10 à 32 bougies, 5 dinars ; au-delà de 30 bougies, 0,20 dinar par bougie normale, et suivant le nombre de watts d'une lampe à incandescence, de 15-40

(1) *La Revue écon. de Belgrade*, en 1928, n° 11, p. 289.

(1) Le 15 Avril 1929 est entrée en vigueur une loi complémentaire sur les droits d'octroi qui modifie la Loi du 27 Juin 1921. Elle concerne principalement la bière, le vin, l'eau-de-vie, les extraits, les essences et les huiles éthériques et l'alcool. Ainsi les droits d'octroi sur l'eau-de-vie sont dûs dans toutes les provinces de la Yougoslavie qui comptent 18 dinars par hectolitre-degré comme droits d'octroi d'Etat et 5 dinars pour la commune.

watts 5 dinars, de 40 à 100 watts 0,20 paras par watt et au-delà de 120 watts 0,40 paras par watt (1). Les sommes annuelles perçues à titre de droits d'octroi après l'unification de la loi (le 20 Septembre 1920) ont été les suivantes :

1920.....	94.387.613	dinars
1921.....	377.920.985	»
1922.....	482.279.190	»
1923.....	592.205.590	»
1924.....	668.746.130	»
1925.....	803.292.609	»
1926.....	788.805.675	»
1927.....	706.051.847	»
Total.....	4.513.689.639	dinars

Si nous ne tenons pas compte de l'année 1920 qui n'est pas complète, nous trouverons que le revenu annuel moyen des droits d'octroi a été de 631.328.861 dinars. En 7 ans, l'Etat a reçu, à titre de droits d'octroi, la somme de 4.419 millions, tandis qu'il a reçu 5.184 millions de dinars d'impôts directs. Les impôts des droits d'octroi ont augmenté en 1925 (maximum) de 211 % par rapport à l'année 1921. Comme tous les autres impôts, ils ont augmenté continuellement jusqu'à 1925 et depuis 1925 ils baissent continuellement par suite de la stagnation économique. Suivant les catégories des droits d'octroi, voici quelle a été la répartition en 1927 (en milliers de dinars) :

Sucre, 415.140; Alcool, 66.125; Essence, 60.962; Café, 35.204; Bière, 20.354; Vins fins, 30.622; Eau-de-vie, 20.156; Lumière électrique, 10.318; Les autres, 47.170.

Comme nous le voyons, le sucre est un des plus importants articles. Après le sucre viennent les alcools, le cognac, les vins fins (champagne, malaga) et différents extraits-essences. L'eau-de-vie y participe avec un pourcentage très petit (2,8 %), quoique sa production soit fort développée en Yougoslavie. L'eau-de-vie n'est pas du tout assujettie aux droits d'octroi en

(1) *La Revue écon. de Belgrade*, 1928, n° 11, p. 260-1.

Serbie et au Monténégro, mais seulement dans les autres provinces. Depuis le 20 Novembre 1923, est exempt des droits d'octroi dans toute la Yougoslavie tout producteur d'eau-de-vie qui distille le fruit de sa terre; il peut la produire à volonté et sans aucun contrôle (1).

3). *Les Taxes d'Etat*

La Loi sur les Taxes de Serbie de 1911 fut étendue dès 1920 sur l'ensemble du territoire de la Yougoslavie. L'unification des lois sur les taxes fut l'objet d'un travail au cours de l'année 1921, où les dispositions de la loi serbe furent étendues à l'ensemble du territoire touchant 98 articles tarifaires, et en 1922 et 1923 touchant 106 nouveaux articles tarifaires (2).

Les principales taxes de notre tarif sont les contributions dites de circulation sur l'achat et la vente de biens meubles et immeubles, sur traites, actions, chèques, avis de transactions en bourse, taxe pour les sociétés d'assurances; ensuite ce sont les taxes d'impôts sur le revenu, la taxe annuelle de patente de débit de boissons, la taxe sur les moulins. Sous la dénomination d'impôts de luxe sont comprises les taxes sur les billets d'entrée de théâtres, de cinémas, la taxe sur les films, la taxe sur les paris dans les sports, sur les automobiles et sur les billards (3).

Le produit total annuel des taxes en Yougoslavie a été le suivant (en milliers de dinars):

(1) D'après la nouvelle loi du 15 Avril 1929, la production de l'eau-de-vie est entièrement libre pour celui qui la fabrique avec ses propres matières premières et sur ses propres terres, et même pour celui qui la produit pour ses besoins domestiques, après avoir acheté les matières premières. Donc au paiement de l'impôt de consommation, l'eau-de-vie n'est soumise que si le produit est livré dans le commerce quand l'impôt de consommation retombe à la charge de l'acheteur.

(2) *La Revue écon. de Belgrade*, 1929, N° 1, p. 10.

(3) *La Revue écon. de Belgrade*, 1929, N° 1, p. 11.

1919.....	18.240	1924.....	1.188.830
1920.....	83.790	1925.....	1.192.549
1921.....	219.322	1926.....	1.108.387
1922.....	425.387	1927.....	1.065.264
1923.....	932.644		
	1.679.383		4.555.030
Total: 6.234.413.			

Comme nous le voyons, les taxes dépassent aussi bien les droits d'octroi que les contributions indirectes elles-mêmes (sans les premiers). Si nous déduisons les deux premières années où la loi n'a pas encore été unifiée, nous constaterons que l'Etat a perçu en taxes, pour les 7 autres années, la somme de 6.132 millions de dinars ou la moyenne annuelle de 876.055.000 de dinars, tandis que la moyenne des droits d'octroi a été de 631 millions et des contributions directes de 576 millions.

Parmi les taxes, la plus forte somme a été atteinte par la vente des timbres de taxe qui a donné 48 % de tous les revenus des taxes; la deuxième place est occupée par la taxe de transport sur les billets de voyages en chemin de fer et en bateau, etc., qui a donné en 1927 16,3 % de tous les revenus des taxes. La taxe sur l'achat et la vente de biens meubles et immeubles y a participé avec 15,5 % en 1927.

CHAPITRE QUATRIEME

POLITIQUE MONÉTAIRE

La Politique monétaire de la Yougoslavie jusqu'à la fin de l'année 1927.

Au moment de l'unification de la Yougoslavie, quatre monnaies différentes circulaient sur son territoire : les dinars, les perpers, les couronnes et les levas. Cette diversité rendit la question monétaire, qui se posa dès les premiers jours, d'une solution assez délicate. Pour commencer, le Gouvernement contrôla la situation des couronnes autrichiennes en faisant estampiller tous les billets. Ce travail fut exécuté de la mi-décembre 1918 à fin janvier de l'année suivante, et en tout il fut estampillé 4.875,7 millions de couronnes. Cependant, cette garantie se montre insuffisante, et un an plus tard, on commença à marquer les billets de couronnes en leur collant des timbres spéciaux ressemblant aux timbres postaux. Cette fois-ci, il fut présenté pour 5.686,6 millions de couronnes de billets (1). Enfin, au début de 1920 tous les billets en couronnes furent retirés de la circulation et remplacés par des dinars dans la proportion de 1 : 4 (quatre couronnes pour un dinar). Pour les billets en dinars émis, l'Etat fut débité à la Banque Nationale pour la somme de 1.194,6 millions de dinars, que celle-ci employa pour ses besoins. Les perpers monténégrins furent retirés de la circulation au mois d'avril 1921 et échangés dans la proportion de 1 : 2 (deux perpers

(1) Godišnjak, p. 112-113.

pour 1 dinar); les levas bulgares disparaissaient seuls de la circulation jusqu'à ce que leur circulation fût définitivement interdite.

La Banque Nationale Privilegiée du Royaume de Serbie n'avait pas élargi son activité sur le territoire de la Yougoslavie jusqu'au 26 Janvier 1926. Le 3 Mars 1919 fut fondée la Centrale pour les paiements à l'étranger qui devait fournir à l'Etat les devises nécessaires à cet effet. La Loi sur la Banque Nationale du 26 Janvier 1920 forma la base d'un contrat qui fut conclu entre la Banque Nationale et le Gouvernement, publié comme Ordonnance le 19 Avril 1921. Conformément à l'art. 130 de la Constitution, l'Ordonnance sur la Banque Nationale du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a été proclamée loi. Jusqu'à la fin de l'année 1922 où le Dr Stojadivonić est venu au Ministère des finances la Yougoslavie vécut en plein inflation. L'Etat avait eu besoin de beaucoup d'argent pour couvrir ses besoins, et à côté des autres moyens il s'était servi de l'émission de billets de banque pour son compte. Le 31 Mars 1919 il y avait en circulation pour 664 millions de billets de la Banque Nationale; un an plus tard, par suite du remplacement des couronnes, pour 3.344 millions. A la fin de 1922, la circulation atteignit 5.039,8 millions. C'est ce qui contribua le plus à la baisse rapide du dinar dès le commencement de 1920. A la Bourse de Beograd, le dollar fut coté 22,3 dinars le 1^{er} Janvier 1920, 34,5 dinars le 1^{er} Mars et 42,5 dinars vers le 20 Mars. Ainsi en moins de 3 mois, le dinar avait perdu 81 % de sa valeur. Le Gouvernement, voyant la tournure que prenaient les choses, mit à partir du 19 Mars 1920 tout le commerce des devises et monnaies sous contrôle. Aux termes du contrat conclu après (le 23 Juillet 1921) avec la Banque Nationale, toutes les opérations ayant trait à l'achat des devises et à l'acquisition des moyens nécessaires pour les paiements de l'Etat à l'étranger, ainsi que pour l'exécution de ces paiements à l'étranger, ont passé à la Banque Nationale. (Rapport, 1921, p. 12). Cette mesure contribua quelque peu à faire monter le dinar, mais cette hausse ne fut pas durable. Le 20 Juin le dollar fut coté 15 dinars à Beograd et le 20 Décembre 36,7 dinars. A New-York, en 1920, le dinar fut coté 5,935 au mois de juillet et à la fin de l'année 2,954. A Zurich, 100 dinars valaient au

mois de janvier 23,36 francs suisses, au mois de juillet 35,71 francs et au mois de novembre 17,86. Une nouvelle baisse força le Gouvernement à édicter le 27 Septembre 1920 un Règlement pour le trafic des monnaies et devises. Le Gouvernement pensait que la baisse du dinar avait son origine à l'étranger et ne se préoccupait pas des conditions des finances intérieures croyant que le Règlement ferait le nécessaire. Que cette interprétation fût fausse, une nouvelle baisse du dinar le prouva. L'inflation augmentait du fait des émissions de la Banque d'émission, et, parallèlement, de la spéculation sur le dinar dans les Bourses étrangères. L'instabilité du dinar nuisit beaucoup au commerce extérieur qui ne put se développer complètement à cette époque. En 1919, l'exportation atteignait seulement 23,03 % de la valeur de l'importation, en 1920, 38,1 %. Šećerov voit la raison de la baisse du dinar dans la faible encaisse métallique de la Banque Nationale; dans le fait que l'Etat avait hérité d'une des monnaies les plus avilies en Europe : la couronne autrichienne; dans la forte dette de l'Etat auprès de la Banque Nationale (1). Si c'étaient manifestement des raisons de la baisse du dinar, il y en avait d'autres très importantes aussi.

Dès ses débuts, la politique intérieure de l'Etat fut difficile à cause des luttes acerbes des partis. Ainsi se trouvait annihilée la force d'un parti politique éventuel, et le parti occupé à se maintenir au pouvoir ne pouvait pas consacrer son activité à la consolidation de la situation économique et politique. Nous n'irons pas plus loin et ne chercherons pas à approfondir cette question, mais il est vrai qu'une des principales causes de la baisse du dinar et de la mauvaise situation économique générale se trouve dans le déséquilibre politique qui existe aux premiers jours de l'existence de l'Etat yougoslave. Quant à la monnaie, tout aurait été à craindre si un homme n'était pas venu au pouvoir qui consacra toutes ses forces pour sauver le dinar. Celui-là ne regarda ni à droite ni à gauche. Il ne fut pas, pourrait-on dire, un ministre des Finances, mais un ministre du Dinar. Il s'en occupa continuellement. Au cours de son activité qui a duré plusieurs années il a, il est vrai,

(1) Šećerov : *Naše Financije*, p. 65.

changé de tactique (1), mais c'est la nécessité qui l'y a contraint. Stojadinović a sauvé le dinar et il l'a transmis aux mains de son successeur « ferme comme le roc de granit » (2).

La première baisse du dinar survint seulement au cours des années qui ont suivi. L'année 1921 fut une des plus mouvementées. Tandis qu'en 1920 (au mois de mars) le dollar fut coté à la Bourse de Beograd au plus 42,5 dinars, il monta à 85 dinars au mois de novembre 1921. A New-York 100 dinars se cotaient la même année à 1,280 dollars, tandis que le cours le plus bas de l'année 1920 fut de 2,954. La même chose se passa avec le franc suisse. La situation fut même pire cette année-là à Zurich (3). A Zurich le dinar fut coté 6,89 francs suisses pour cent dinars au mois de novembre 1921 tandis qu'au mois de janvier de la même année il fut coté 17,09 francs suisses. Le Gouvernement lui-même a publié des décrets successifs et très contradictoires. Le 1^{er} Juin 1921 il publia le « Règlement sur le trafic des devises et monnaies » et un mois et demi plus tard, voyant son inefficacité, il l'annula (le 12 Août 1921). Cette instabilité du Ministre des Finances dans ses décisions provoqua une nouvelle baisse du dinar et alors l'ancien « Règlement » fut remis en vigueur dans son même texte, le 25 Septembre 1921. D'après ce Règlement, on ne pouvait vendre des devises que pour les paiements à faire à l'étranger et pour les besoins des voyageurs. L'acheteur des devises devait s'engager à importer — dans un délai de 6 mois à compter du jour de l'achat — la marchandise contractée. On ne pouvait disposer des devises acquises à l'étranger que par l'intermédiaire de la Banque Nationale. Un comité spécialement formé et rattaché à la Banque Nationale fut chargé du contrôle des transactions avec les devises. En 1922, fut conclu l'emprunt avec Blair s'élevant à 100 millions de dollars, destiné à la construction des Chemins de

(1) Šećerov remarque que le Dr Stojadinović a voulu d'abord faire une politique de déflation sévère, ensuite une politique qui ne ferait ni déflation ni inflation et enfin qu'il a procédé à la stabilisation du dinar par étapes (*Naše Financije*, p. 162).

(2) Déclaration du Ministre des Finances à l'Assemblée Nationale, vers le milieu de 1925 (Rapport de l'Association des Banques de Voïvodine, 1925, p. 21).

(3) La Bourse de Zurich est celle qui travailla en ce moment-là le plus avec les monnaies de l'Europe Centrale et des pays balkaniques.

Fer du Sud et la première tranche de 15 millions de dollars a été payée la même année. Le ministre des Finances Kumarnudi, pour être appuyé dans son œuvre, s'adjoignit pour le seconder M. Plavšić, directeur de banque, qui se rendit en personne à Zurich pour examiner la situation. Sous la pression des dollars importés, M. Plavšić releva le dinar jusqu'à 8,87 mais dès que l'emprunt eut été dépensé, le dinar fit une chute précipitée. Vers la fin de 1922, Stojadinović arriva au Ministère des Finances et au mois de janvier le dinar atteignit son niveau le plus bas : 0,956 à New-York, 3,60 à Zurich et, depuis cette époque, il a subi une hausse continue jusqu'à ce qu'il ait été complètement stabilisé vers le milieu de 1925 au niveau où il se trouve encore aujourd'hui.

La baisse du dinar a duré trois années entières et son amélioration environ deux ans et demi. L'amélioration se fit par étapes progressives, mais de caractère différent. Si nous regardons la cote annuelle minima du dinar à la Bourse de Zurich (qui, si elle n'a pas été la plus précise pour l'évaluation du dinar, est celle où l'on a spéculé le plus sur la devise yougoslave), nous verrons que le mouvement des minima a été le suivant :

1923.....	3,90
1924.....	6,30
1925.....	7,93
1926.....	9,11

Par conséquent l'amélioration du dinar a évolué comme suit :

Etape annuelle		Après 2 ans	Après 3 ans
1923	62 %	104 %	133 %
1924			
1924	26 %		
1925			
1925	15 %		
1926			

La Bourse de Zurich n'est pas, comme nous l'avons dit, l'une des plus importantes, mais l'une des plus sensibles.

Elle nous montre plutôt l'état de la spéculation sur notre devise. Nous y voyons le dinar en hausse continue. Quoique cette stabilisation se soit trop longtemps fait attendre, il faut tout de même convenir qu'elle a eu un peu d'influence sur le développement économique de l'Etat. Tous les ans le dinar a fléchi. Si nous regardons par exemple l'écart entre les maxima et minima mensuels du cours du dollar à la Bourse de Beograd en 1923 nous verrons que cet écart a été de 17 dinars au mois de janvier, de 7 en février, de 9 en mars et de 2 dinars en avril. Ensuite le mois de juin donne un écart de 10 dinars et le mois de décembre de 0,60 dinars. En 1924 le fléchissement a été d'autant plus fort que la pression de la Banque Nationale a exercé ici une plus grande influence. Cette année le dinar fut coté à New-York 1,496; à Zurich il dépassa, pour la première fois après presque un an et demi, la cote 7. Le dollar a été coté à Beograd : en janvier 88 din.; en mars 80,2 dinars; en juin 84,5 dinars; en décembre 62,2 dinars. Dans la deuxième moitié de 1925 le dinar a été enfin définitivement stabilisé. Excepté un petit mouvement vers la fin de 1925, il est resté complètement stable depuis le commencement de 1926 jusqu'à ce jour.

Pour avoir un clair aperçu du mouvement du dinar aux différentes Bourses, nous donnons ici les tableaux de sa situation aux bourses de Beograd, New-York et Zurich.

TABLEAU N° 41 A

COURS DU FRANC SUISSE A LA BOURSE DE BEOGRAD

Année	Date	Cours le plus haut	Date	Cours le plus bas	Différence		
					— (baisse)	+ (hausse)	%
1923	23-I	2.298	5-VI	1.460.10	837.9	—	36.46
1924	15-VII	1.565	31-XII	1.259.80	305.2	—	19.5
1925	1-I	1.261	31-XII	1.075.0	186.0	—	14.75
1926	19-V	1.097.75	5-I	1.092.0	—	5.75	0.52
1927	15-XII	1.096	28-I	1.095.12	—	0.88	0.08

TABLEAU N° 41 B

COURS DU DOLLAR A LA BOURSE DE BEOGRAD

Année	Date	Cours le plus haut	Date	Cours le plus bas	Différence		
					— (baisse)	+ (hausse)	%
1922	27-VII	94.35	13-XI	61.0	—	33.05	54.62
1923	23-I	115.0	5-VI	79.30	35.70	—	31.04
1924	4-I	89.65	31-XII	64.60	25.05	—	27.97
1925	1-I	64.50	31-VII	55.35	9.15	—	14.18
1926	11-II	56.905	5-I	56.39	—	0.545	0.96
1927	1-II	56.85	30-XII	56.50	0.35	—	0.61

TABLEAU N° 41 C

COURS DU DINAR A LA BOURSE DE ZURICH

Année	Date	Cours le plus haut	Date	Cours le plus bas	Différence		
					— (baisse)	+ (hausse)	%
1923	5-VI	6.90	19-I	3.60	—	3.30	91.66
1924	31-XII	7.937	8-I	6.40	—	1.537	24.00
1925	31-VII	9.365	2-I	7.937	—	1.428	17.99
1926	22-I	9.175	7-V	9.10	0.075	—	0.82

TABLEAU N° 41 D

COURS MOYEN DU DINAR A LA BOURSE DE NEW-YORK

Année	Mois	Cours le plus haut	Mois	Cours le plus bas	Différence		
					— (baisse)	+ (hausse)	%
1922	X	1.615	VIII	1.201	—	0.414	34.55
1923	X	1.175	I	0.956	—	0.219	22.90
1924	XII	1.496	I	1.133	—	0.363	32.04
1925	VIII	1.795	III	1.601	—	0.194	12.10
1926	I	1.770	IV	1.761	0.009	—	0.51

La première chose qui saute aux yeux, c'est qu'en 1923, certains cours du dinar ne correspondent pas aux mêmes jours. A Zurich d'abord, le cours le plus bas est coté le 19 Janvier (3,60). Beograd répond le 23 du même mois (1). Le 5 Juin Zurich cote le plus haut cours du dinar, ce que New-York ne fait qu'au mois d'octobre tandis que Beograd baisse toutes les deux valeurs le même jour (le 5 Juin). En 1924 la cote du franc suisse ne correspond pas à la cote du dollar. Le premier atteint son maximum annuel à Beograd le 15 Août tandis que Zurich annonçait déjà le minimum le 8 Janvier (2). En 1924, les cotes par rapport au dollar se correspondent. En 1925 le dollar accuse un grand retard. New-York cote le minimum au mois de mars tandis que Beograd a coté le maximum au mois de janvier.

Comme nous le voyons, c'est Zurich qui a marqué les plus grandes oscillations du dinar. La différence dans la hausse du franc suisse par rapport au dinar a été de 9,2 % en 1923, tandis qu'à New-York elle a été de 22,9 %. La baisse a été de 36 % par rapport au franc suisse et de 31 % par rapport au dollar. Cette différence diminuait tous les ans et le dinar s'est stabilisé à toutes les Bourses.

Le chemin qu'a parcouru le dinar à la Bourse de Zurich, depuis sa valeur minima (le 19 Janvier : 3,60) jusqu'à sa valeur maxima (le 31 Juillet : 9,365) a eu une amplitude d'oscillation de 160 %, et à la Bourse de New-York (janvier 1924 : 0,956 et août 1925 : 1,715) cette amplitude a été de 87,75 % tandis qu'elle a été de 53,2 % pour le franc suisse et de 51,81 pour cent pour le dollar à la Bourse du pays.

Nos tableaux n° 42 nous donnent la situation exacte du dinar. Nous avons pris la cote du dollar à la Bourse de Beograd comme base de notre examen pour deux raisons : 1° le dollar est sans aucun doute une des monnaies les plus stables qui parviennent sur notre marché ; 2° nous avons pris la

(1) Nous regrettons de n'avoir pu nous procurer la situation détaillée de la cote du dinar à la Bourse de New-York. Nous avons utilisé en partie les données par M. Rudčenko dans la *Revue Economique* N° 3, de novembre 1926. Pour cette raison nous ne pouvons pas faire une comparaison complète avec la Bourse de New-York.

(2) A Beograd, le 4 Janvier, le franc suisse a été coté 1.560 tandis que le maximum de 1.565 a été atteint le 15 Août.

Bourse de Beograd au lieu de celle de New-York parce que la Bourse du pays est de beaucoup plus sensible pour la structure économique du pays, représentée en l'espèce par sa monnaie. Même l'influence politique et économique du Gouvernement sur les finances est mieux exprimée par une Bourse du pays que par une bourse étrangère. A côté de cela la spéculation avec le dinar a été rendue impossible à la Bourse de Beograd par les autorités, ce qui nous donne une nouvelle preuve que la cote du dollar à la Bourse de Beograd est la plus apte pour déterminer la valeur du dinar.

Le cours moyen annuel du dollar en 1920 qui était de 29,06 a monté en 1923 à 92,92, ce qui signifie que le dinar a perdu dans sa baisse 219 % de sa valeur. A partir de 1923, le dinar a été en hausse jusqu'en 1926, quand sa moyenne annuelle par rapport au dollar a été de 56,63, améliorant ainsi sa valeur de 64 %.

Notre tableau n° 43 nous montre les mouvements de baisse et de hausse du dinar. Le standard de déviation de 91 en 1920 fut très inférieur à celui de l'année suivante, qui a été de 270. L'année 1921 a été, nous l'avons dit, particulièrement mouvementée. L'écart à la moyenne annuelle de cette année a été de 885 et l'écart à la moyenne trimestrielle a été dans le deuxième trimestre de 657 ou de 228 points au-dessous, tandis que celui du quatrième trimestre a été de 1337 ou de 452 points au-dessus. La hausse la plus forte s'est produite dans le dernier trimestre de 1924 où l'écart à la moyenne mensuelle tombe de 192 points au-dessous de l'écart à la moyenne annuelle. En général nous constatons que le standard de déviation du dinar pendant sa baisse et sa hausse a été de 135. Le coefficient de variation nous donne un graphique analogue avec le standard de déviation. Il est en 1921 deux fois plus élevé que celui de l'année précédente. En réalité, ces deux années accusent simplement un haut niveau de variation.

Les principaux moyens d'action du Ministre des Finances sur la stabilisation et le maintien du cours du dinar ont été au nombre de deux : 1° la cessation d'endettement auprès de la Banque Nationale et 2° l'action de la Banque Nationale, semblable à une roue actionnée par la direction de la Banque elle-même suivant les besoins dictés par la situation interna-

TABLEAU N° 42
VALEUR MOYENNE MENSUELLE DU DOLLAR A BEOGRAD,
DU DINAR-OR ET DE L'INDICE DE LEURS COURS

Année et mois	Cours du dollar	Cours du dinar-or d'après la parité	Indices	Année et mois	Cours du dollar	Cours du dinar-or d'après la parité	Indices
1920 Janvier	22	78	440	1922 Janvier	70	86	1367
Février	30	71	592	Février	76	26	1472
Mars	37	93	732	Mars	75	50	1466
Avril	38	50	743	Avril	77	09	1488
Mai	32	91	635	Mai	66	87	1291
Jun.	20	30	391	Jun.	73	08	1410
Juillet	15	35	296	Juillet	80	53	1554
Août	20	20	389	Août	83	65	1614
Septembre ..	27	31	527	Septembre ..	74	30	1434
Octobre	31	66	611	Octobre	61	54	1188
Novembre	35	12	678	Novembre	62	58	1208
Décembre	35	98	694	Décembre	91	03	1757
Moyennes.....	29 06	17 825	561	Moyennes.....	74 52	6 951	1438
1921 Janvier	37	16	717	1923 Janvier	99	50	1920
Février	35	77	690	Février	103	10	1990
Mars	36	14	697	Mars	96	42	1861
Avril	35	01	675	Avril	97	12	1872
Mai	33	02	637	Mai	93	68	1807
Juin.	34	21	660	Juin.	86	27	1665
Juillet	38	85	750	Juillet	93	15	1798
Août	42	71	824	Août	94	16	1816
Septembre	49	63	958	Septembre	91	50	1773
Octobre	65	36	1261	Octobre	84	61	1633
Novembre	76	49	1476	Novembre	87	81	1695
Décembre	65	69	1270	Décembre	87	34	1685
Moyennes.....	45 84	11 30	885	Moyennes.....	92 92	5 575	1793

TABEAU N° 42
VALEUR MOYENNE MENSUELLE DU DOLLAR A BEOGRAD,
DU DINAR-OR ET DE L'INDICE DE LEURS COURS

Année et mois	Cours du dollar	Cours du dinar-or d'après la parité	Indices	Année et mois	Cours du dollar	Cours du dinar-or d'après la parité	Indices
1924				1926			
Janvier.....	88	23	1703	Janvier.....	56	52	1091
Février.....	81	49	1573	Février.....	56	16	1096
Mars.....	80	93	1562	Mars.....	56	12	1096
Avril.....	80	65	1557	Avril.....	56	12	1096
Mai.....	80	97	1563	Mai.....	56	13	1094
Jun.....	84	83	1637	Jun.....	56	16	1092
Juillet.....	84	54	1632	Juillet.....	56	9	1091
Août.....	81	10	1566	Août.....	56	16	1092
Septembre....	73	68	1422	Septembre....	56	9	1092
Octobre.....	70	02	1351	Octobre.....	56	15	1093
Novembre....	68	93	1331	Novembre....	56	14	1093
Décembre....	66	72	1288	Décembre....	56	14	1094
Moyennes.....	78 50	6 598	1515	Moyennes.....	56 63	9 147	1093
1925				1927			
Janvier.....	62	02	1197	Janvier.....	56	74	1094
Février.....	61	72	1191	Février.....	56	84	1096
Mars.....	62	50	1206	Mars.....	56	85	1097
Avril.....	62	—	1197	Avril.....	56	85	1097
Mai.....	61	30	1183	Mai.....	56	82	1097
Jun.....	58	36	1127	Jun.....	56	79	1097
Juillet.....	56	74	1095	Juillet.....	56	79	1097
Août.....	55	80	1077	Août.....	56	77	1096
Septembre....	56	16	1084	Septembre....	56	12	1096
Octobre.....	56	35	1089	Octobre.....	56	13	1096
Novembre....	56	42	1089	Novembre....	56	13	1096
Décembre....	56	40	1089	Décembre....	56	14	1094
Moyennes.....	58 81	8 808	1135	Moyennes.....	56 77	9 124	1096

TABLEAU N° 43
VARIATION DU COURS DU DINAR

Année	INDICE DE CHANGE				Indices moyens	ECARTS				Standard de déviation	Coefficient de variation
	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.		X ₁	X ₂	X ₃	X ₄		
1920 ..	591	589	404	661	561	+30	+28	-157	+100	91	16.22
1921 ..	700	657	845	1337	885	-185	-228	-40	+452	270	30.52
1922 ..	1435	1396	1536	1384	1438	-3	-42	+98	-54	59	4.10
1923 ..	1924	1781	1796	1671	1793	+131	-12	+3	-122	89	4.96
1924 ..	1612	1585	1540	1323	1515	+97	+70	+25	-192	113	7.45
1925 ..	1198	1169	1085	1088	1135	+63	+34	-50	-47	49	4.31
Moyenne.	1243	1196	1201	1244	1221	104	100	80	212	135	11.05

tionale du dinar. A partir du mois de juillet 1921 où elle a été autorisée à exiger le 1/3 de toutes les devises importées, la Banque Nationale a commencé à exercer sur le dinar le rôle de pouvoir souverain. Mais c'est seulement à partir de 1923 qu'elle commence à vendre aux Bourses des devises afin de maintenir le dinar. En 1925, dans l'art. 14 de la Loi sur les douzièmes provisoires, pour le mois de décembre 1925 et janvier, février et mars 1926, ont été introduites deux nouvelles ordonnances qui concernent le marché des devises : 1° le Ministre des Finances fut autorisé, afin de protéger la monnaie du pays, à conclure avec la Banque Nationale un contrat sur l'achat et la vente des devises et chèques sur le marché étranger pour le compte de l'Etat ; 2° ce qui est plus important encore : il fut décrété que la Banque Nationale n'inscrirait pas les traites et chèques achetés sur le marché étranger dans le contingent normal de billets que la Banque Nationale pourrait émettre en vue de ses besoins, si cette opération avait été faite pour le compte de l'Etat. Ces deux ordonnances ont renforcé le rôle de la Banque Nationale dans sa politique des devises.

En 1928, l'Inspecteur Général du Ministère des Finances publie un décret d'après lequel toutes les devises provenant des ordres de vente de l'étranger et de tous les emprunts conclus à l'étranger doivent être offertes en premier lieu au Ministère des Finances. La Banque Nationale prendra le 1/3 de ces offres au cours moyen et le reste au cours du jour. Ceci contribue à la création par la Banque Nationale d'une réserve pour l'action à venir (1).

Grâce à cela, la Banque Nationale put résister aux violents assauts des spéculateurs contre le dinar. Un tiers des devises entrées grâce aux exportations ne suffisaient pas pour munir la Banque Nationale d'une quantité suffisante de devises.

Dans la période de 1921 jusqu'à 1928 inclusivement la Banque Nationale acheta des devises pour 20.761 millions. Depuis 1923 où la Banque Nationale a commencé elle-même à vendre ces devises aux Bourses il fut vendu, jusqu'à 1928 inclusivement, pour 10.768 millions destinés à soutenir le cours du dinar. Comme dans la même période, il a été acheté

(1) *Rapport de la Banque Nationale*, 1927, p. 31.

pour 19.861 millions de dinars de devises, cela signifie que la Banque Nationale a dépensé plus de la moitié (54,3 %) de son stock de devises pour soutenir le cours du dinar. En 1923 il a été vendu aux Bourses en tout pour 496,9 millions de dinars de devises. Ce chiffre atteint en 1926 2.048 millions. Au mois d'août 1926, se place un des plus dangereux moments de la politique des devises de la Banque Nationale. A ce moment la Banque disposait, d'après la déclaration du Ministre des Finances, ni plus ni moins de cent millions de dinars de devises (1). Avec quoi répondre au marché, quand la Banque Nationale donnait pour la Bourse de Zagreb à elle seule 10 millions de devises par jour (2) ? La situation fut sauvée par l'aide que l'Administration Autonome des Monopoles donna à la Banque Nationale avec un emprunt conclu en Suisse de 1 million de francs suisses et en prolongeant le remboursement d'un prêt antérieur de 300.000 livres sterling. Plus tard, la Banque Nationale conclut au nom du Gouvernement en Amérique un emprunt de 5 millions de dollars; ayant ainsi réuni par ces emprunts une quantité suffisante de devises, elle put maintenir le cours du dinar à ce moment très critique. En 1927, la même situation se serait reproduite si un nouvel emprunt en dollars n'avait été fait; alors la Banque se procura pour environ 1,5 milliards de dinars en devises. Enfin en 1928 parut le Règlement concernant les devises et les emprunts, et cette année-là la Banque Nationale obtient une quantité de devises, beaucoup plus grande qu'à n'importe quelle année précédente. Au cours de l'année 1928, les emprunts suivants ont été conclus: par la Municipalité de Beograd 60 millions de dinars; par la Banque Hypothécaire de l'Etat 112 millions de dinars; une partie de l'emprunt du Trust suédois a été versé en 1928, dont le montant est de 283 millions de dinars; une partie de l'emprunt Blair et Cie, 398 millions de dinars; l'emprunt de l'Administration des Monopoles, 143 millions; 77,520 dinars provenant de la liquidation de la Banque Nationale; 245 millions reçus au nom des Réparations, en tout 1.243 millions de dinars (3).

(1) *Privredni Pregled*, n° 10, 1928.

(2) *Trgovinski Glasnik*, 1928, n° 244.

(3) *Privredni Pregled*, 1929, N° 11.

La Banque Nationale a acheté en 1928 en tout pour 4.976 millions de dinars de devises ou de 662 millions de plus qu'en 1927. En 1926 il a été dépensé aux Bourses 3.626 millions de dinars ou 1.650 millions de plus qu'en 1927.

En ce qui concerne l'influence de la circulation fiduciaire sur le cours du dinar, elle a été depuis 1923 assez insignifiante. Le maximum de billets en circulation fut atteint au moment où le dinar fut stabilisé (le 15 Octobre 1925 la circulation s'élevait à 6.209,9 millions). Depuis lors, la circulation a diminué continuellement, mais sans précipitation et avec régularité. Les écarts entre les maxima et les minima des billets en circulation ont été les suivants :

En 1925 : 646,6 millions de dinars ; en 1926, 660,6 millions de dinars ; en 1927, 667,2 millions de dinars.

Dès que la hauteur du maximum s'abaissait, la profondeur du minimum s'élevait et l'écart diminuait. Si nous examinons la tenue des minima entre eux et des maxima entre eux, nous verrons ceci :

	Minima Millions de dinars de moins	Maxima Millions de dinars de moins
	—	—
De 1925 à 1926..	158,0	144,0
De 1926 à 1927..	<u>148,4</u>	<u>141,8</u>
De 1925 à 1927..	306,4	285,8

Les minima diminuent de 5,5 % et les maxima de 4,6 %.

Il nous reste encore à dire quelques mots sur le passage du dinar à la base en or. En Yougoslavie, on a commencé à parler du dinar-or au commencement de l'année 1927. A ce propos, le directeur général de la Banque Nationale, M. D. Novaković a fait un voyage en Europe et a présenté un plan détaillé pour le passage sur la base en or. Comme cela n'a pas été réalisé, M. le Dr. Bogdanović, ministre des Finances, après une activité assez réussie au Ministère, a consacré toutes ses forces pour arriver à la stabilisation légale du dinar.

C'est sur cette question qu'il est tombé, et on n'a plus entendu parler de lui depuis cette époque. Le 8 Juillet 1928 a été promulguée une nouvelle Loi sur la Banque Nationale dans laquelle est prévu son rôle pour l'époque de la stabilisation légale du dinar. Mais, pour stabiliser, il fallait de l'argent. Il fallait rembourser la Banque Nationale et supporter les autres frais de la stabilisation. Le Gouvernement ne possédait pas cet argent. On a cherché à faire un emprunt. Cet emprunt était déjà promis quand surgirent de sérieuses difficultés politiques, et on passa là-dessus. On avait demandé à contracter l'emprunt avant la stabilisation, de manière qu'il pût servir à la réaliser, mais également sans succès. La Banque Nationale déclare dans son rapport pour l'année 1928 que, même si un emprunt à l'étranger n'avait pas été conclu en 1928, un pas de plus avait été fait tout de même vers la stabilisation légale. « Le Gouvernement Royal et la Banque « Nationale se sont mis d'accord et ont fixé le procédé et les « bases de la stabilisation légale et de cette manière ils ont « déterminé le plan de la stabilisation. La première partie « de ce plan a été exécutée et, quand on en viendra à la « seconde partie qui se rapporte aux finances de l'Etat et à « leur organisation, c'est alors qu'il y aura une possibilité « effective d'un emprunt à l'étranger, et de la réalisation de « la stabilisation légale du dinar. »

Nous désirons très sincèrement que la stabilisation légale soit exécutée avant que ces lignes ne soient publiées. C'est la dernière mesure — et aussi la première de toutes — *qu'il faut prendre* en ce qui concerne notre monnaie, pour que le pays puisse se développer économiquement sans danger. La stabilisation légale de la monnaie n'est pas une formule, une idée, mais elle est un fait qui s'impose *eo ipso* aux conditions financières d'après guerre. Sans elle aucun pays, dont la monnaie s'est dépréciée au-dessous du niveau de sa parité d'avant guerre, ne peut se garantir un sûr progrès économique. Sinon c'est bâtir sur le sable. Nous n'avons pas l'intention de nier les grandes causes qui ont forcé aussi bien la Yougoslavie que tous les autres pays de l'Europe dont la monnaie a été ébranlée, de stabiliser leur monnaie et d'accommoder toute la vie productive du pays à cette nouvelle valeur stabilisée. Cette stabilisation a été imposée par une force majeure.

Tous les pays l'ont faite, qui ont su prévoir que chaque coup de marteau économique peut, à l'endroit où il va frapper, démolir ce qui paraît le plus stable, si le coup n'est pas amorti par un tampon sûr. Le processus économique est aveugle et insensible. Toute l'Europe aurait pu disparaître, étouffée sous des banknotes, si l'on n'avait pas pris des mesures radicales pour y remédier. Tout ce qui a été fait dans chaque pays pour résoudre la question monétaire avant la stabilisation légale, n'est que chose provisoire, une préparation à la stabilisation légale qui seule est une garantie réelle de stabilité pour chaque monnaie. La monnaie n'est pas un article avec lequel peuvent jouer les Ministres pour se rendre populaires. Elle n'est pas une idée qu'on définit avec une phrase. Elle n'est nullement superflue pour la vie économique. C'est au contraire le ciment qui réunit tous les atomes économiques d'un Etat. C'est la monnaie qui démolit et qui construit l'économie d'un pays. C'est elle qui nourrit tout le pays. Si elle est saine, il y aura peu de malades. Si elle abonde, il y aura davantage de rassasiés. Plus la monnaie est estimée dans un Etat, plus ce qu'elle représente est estimé. La monnaie est le gardien du progrès économique.

SIXIÈME PARTIE

LES COMMUNICATIONS

CHAPITRE PREMIER

ROUTES

La Direction des routes au Moyen âge et plus tard. — L'état actuel des routes. — Combien il a été construit de routes pendant les premières années de l'Etat yougoslave.

La position géographique des régions qui composent actuellement la Yougoslavie lui ont valu d'être depuis toujours le carrefour du transit. Peu nombreuses sont les routes (et encore existent-elles vraiment) qui ont été construites sur l'initiative des indigènes et pour leurs besoins. Car le trafic, dans la mesure où il existait, a été créé, dans la majorité des cas, suivant les besoins de l'époque. Ainsi les Romains construisent des routes pour la défense de leur Empire. Ces tracés ont été utilisés plus tard par les Ragusains pour atteindre par leur commerce toutes les régions voisines. L'Autriche, en construisant ses voies de communication, s'est efforcée de

relier le moins possible ses provinces entre elles, et surtout pas avec ses voisins, la Serbie ou le Monténégro. Ce n'est qu'après la formation de la Yougoslavie qu'il a été possible de mettre au point les communications, et, en première ligne, de chercher à satisfaire les besoins économiques du pays.

Deux directions principales, autrefois, pour les routes qui traversaient la Yougoslavie d'aujourd'hui : la première partant du Littoral vers l'Est et le Nord-Est et plus tard vers le Sud-Est. La deuxième partant du Nord vers le Sud, le long de la Morava et du Vardar vers Salonique et Constantinople. La première direction était utilisée par les Romains, dont les routes sont restées utilisables pendant de nombreux siècles et dont les traces subsistent encore aujourd'hui. Les points de départ étaient les villes maritimes : Salona (aujourd'hui Split), Naron (à l'embouchure de la Neretva, aujourd'hui le village Sv. Vid.), Epidaurum (aujourd'hui Cavtat près de Dubrovnik). De Salona partaient quatre routes : l'une traversait toute la Bosnie et s'arrêtait à Gradiška, la deuxième et la troisième allaient jusqu'à Županjac parallèlement, puis se séparaient, l'une aboutissant au fleuve Bosna près de Lašva, et l'autre se dirigeant vers la Neretva et qui s'arrêtait près de Rama. De Naron partait une grande voie romaine qui passait par Mostar et Konjic jusqu'à Sarajevo, suivait la vallée de la Drinača dans la direction de la Drina, d'où une branche conduisait jusqu'à son embouchure et l'autre remontait la Drina jusqu'à Bajina Bašta. D'Epidaurum partait une route par Trebinje, Bileće et Gacko, traversait le Monténégro et allait, paraît-il, jusqu'à Plevlje.

Au Moyen âge, le réseau des routes avait été un peu plus dense. Les Slaves, en arrivant dans ces territoires, pénètrent à l'intérieur le plus souvent par les voies navigables. De cette façon, ils ont pu dans un temps assez court menacer même Salonique et Constantinople. Plus tard on dut construire une route pour relier le Nord et le Sud et nous savons que les chefs croisés passaient de Beograd par Smederevo, Ravno et Niš vers Adrianople et Constantinople (1).

Le roi de France, Louis VII a suivi également ce chemin

(1) Rad XLII, 1878, p. 74-789.

en 1147 (1). Cette voie, appelée « *via militaris* », plus tard route impériale, route de Constantinople ou route de la Morava, a été pendant tout le Moyen âge le principal lien entre le Danube et Constantinople. Elle a servi à l'empereur Dušan; puis les Turcs l'ont utilisée, principalement pour leurs opérations militaires. Plus tard, cette route a servi aux besoins du commerce et Kostić affirme qu'il y avait le long de cette voie de petites forteresses ayant pour but de protéger les voyageurs (2).

D'après Jireček, la route du Moyen âge, qui allait de Raguse au Monténégro dès l'époque des Romains, pénétrait jusqu'à Niš où elle rejoignait la route impériale. C'était alors la route commerciale la plus importante dans la Presqu'île balkanique (3). Les caravanes mettaient quinze jours pour aller de Raguse à Niš. Elle a pris plus tard le nom de « *via de Ragusi* » (4), le chemin de Raguse. Elle allait par Trebinje et Gacko à Foča où, du temps des Turcs, existait une espèce de poste-frontière. Elle passait ensuite par Čajniče jusqu'à Plevlje, suivait la vallée du Lim jusqu'à Prijepolji et Novi Pazar qui comptait de son temps au nombre des villes commerciales ayant le plus grand trafic de la péninsule (5). De Novi Pazar, la route allait vers Ibar et par la rivière Toplice à Prokuplje et à Niš.

Une liaison importante de Constantinople avec l'Italie est constituée par la route romaine appelée souvent « *via Egnatia* », qui partait de Drač (Dyrrachium), située en face du port italien de Brindisi. Elle traversait l'Albanie, débouchait sur le lac d'Ohrid et allait par Bitolj vers Salonique et ensuite vers Constantinople. C'était une des routes les mieux fortifiées qui reliaient Byzance avec Rome (6).

Parmi les grandes routes, il faut compter encore celle qui partait de l'embouchure de la Bojana et du Drim par Skadar

(1) Rad XLII, p. 104.

(2) K. Kostić : *Trgovački Centri i Dramovi po srpskoj zemlji u sred. i novom veku*, Boagrad, 1899, p. 390.

(3) *Dalmacija*, p. 270.

(4) K. Kostić cit., p. 184.

(5) Kostić, cit. p. 200.

(6) D. Matković : *Putovanje po balk. poluostrvu*. « *Rad* », 1878, XLII, p. 94.

(Scutari), Prizren, Novo Brdo pour aller à Sofia (1). Elle avait son principal point de départ sur le littoral, à Bar et Ulcinj (Dulcigno); un peu plus loin elle passait par Skadar, ville très importante au Moyen âge. Plus loin, ayant traversé le Drim de Danj à Puka, elle revenait vers le Drim près de Sveti Spas; de là elle passait par Prizren, Lipljan (ici elle rejoignait la route de Bosnie), Janjevo et Novo Brdo, longeait la Morava jusqu'à Vranje et par Klisura aboutissait à Sofia.

Parmi les routes qui allaient du Nord-Ouest vers le Sud-Est, la route de Bosnie (« *via Bosnae* » (2) avait une grande importance: elle traversait toute la Croatie, la Bosnie et la Serbie, joignant ainsi la Croatie à Salonique. Cette route a été reliée à une autre qui allait de Ljubljana par Novo Mesto et Karlovac à Krupa, Kamengrad, Ključ, Jezero, Jajce. De Jajce, elle allait à Travnik et par Kiseljak à Sarajevo où elle rencontrait les routes venant du littoral. De Sarajevo, cette route, passant par Stari Grad et Prača, atteignait la Drina près de Goražda, ensuite par Čajniče rejoignait Plevlje où elle rencontrait d'autres routes, continuait par Novi Pazar, Mitrovica, Vučitrn, Priština à Skoplje, suivait le Vardar et aboutissait à Salonique.

Parmi les autres routes de quelque intérêt, citons celle qui allait du Nord-Est vers le Sud-Ouest de Beograd par Valjevo et Plevlje à Kotor, sur l'Adriatique.

Aux dix-neuvième et vingtième siècles, on peut dire que la situation est restée sans grand changement. En Croatie, la construction de nouvelles routes et la réparation des anciennes date seulement du Compromis de 1868; en Dalmatie, la situation s'était améliorée depuis que ce pays fut géré par l'Autriche. A cette époque il y avait en Dalmatie seulement 75 km. de routes praticables pour les voitures (trois routes: Split-Trogir; Split-Sinj; Zadar-Zemunika (3). En Bosnie, la situation s'améliora avec l'occupation (en 1878), ainsi qu'en Serbie depuis l'Autonomie.

La Yougoslavie a hérité de cet état de choses et, dès la formation de l'Unité, la question des communications, et particulièrement celle des routes, prit une grande importance. La

(1) *Rad*, XLII, 1878, p. 94.

(2) Kostić : *Trg. Centri i Drumovi*, p. 184.

(3) *Dalmacija*, p. 271.

solution du problème avance très lentement, et aujourd'hui, après dix ans, à côté de tout ce qui a été fait, il reste beaucoup à faire pour le progrès du pays. Dans la plupart des régions il n'existe encore pas de communication favorable entre village et ville, et encore moins entre villages. Le trafic par voitures entre village et ville est rare en Bosnie, Herzégovine, Lika, Dalmatie, Serbie, Monténégro. Là, le paysan se sert le plus souvent du cheval comme unique moyen de communication. Il est facile de se rendre compte de la gravité du problème. Malgré cela, cet état de choses se maintiendra encore longtemps. Pour créer une liaison plus étroite entre le village et la ville, il faudra établir, à côté des routes, d'autres moyens de communications, mais tous seront, paraît-il, établis avant que 50 % des villages, dans les provinces dont nous avons parlé, soient reliés avec la ville voisine par une route carrossable. La position du village même est telle que cette exécution est, sinon impossible, du moins très difficile. La solution se fera donc attendre longtemps et, pendant ce temps, les routes se croiseront en contournant le village.

Avant la réalisation de l'unité des pays yougoslaves, il y avait, d'après Ballif (1), sur 100 km. :

En Croatie et Slavonie : 47,9 km. de routes.

En Dalmatie : 24,476 km. de routes.

En Bosnie et Herzégovine : 10,479 km. de routes.

En Serbie : 11,470 km. de routes.

Au commencement de l'année 1927, il y avait dans toute la Yougoslavie 16,2 km. de routes sur 100 km² de superficie. A 1.000 habitants correspondent 3,25 km. de routes et à 1 km. de route 611,2 ha. de superficie. Il existe une grande différence entre les régions : ainsi dans la province de Bregalnica, il y a 1.746 ha. de superficie (maximum) pour 1 km. de route ; dans celle de Ljubljana seulement 288,6 ha. (minimum) ; tandis que dans la province de Bregalnica à 100 ha. de superficie correspond seulement 5,73 km. de route, dans la province de Ljubljana 34,64 km. ou plus de 6 fois davan-

(1) Philipp Ballif : *Das Strassenwesen in B. u. H.* (Allgem. Bauzeitung, Heft 2), Wien, 1903, p. 61-62.

tage (1). Cette grande différence a encore compliqué la question qui l'était déjà assez.

Le tableau suivant représente d'après le Ministre des Travaux Publics la situation des routes au 1^{er} Janvier 1927 :

Direction	Longueur des routes
Zagreb	7132,330 km.
Ljubljana	5232,237 »
Kruševac	7943,000 »
Novi Sad	6180,700 »
Skoplje	3563,505 »
Dubrovnik (avec le Monténégro).	3094,089 »
Sarajevo	7166,810 »
Longueur totale.....	40312,671 km.

L'état dans lequel se trouvaient les routes à la fin de la guerre était lamentable. Mais c'est seulement le 14 Juillet 1920 que le Ministère des Travaux Publics réussit à élaborer un projet sur leur reconstruction. La Loi de Finances sur les douzièmes de juillet à septembre 1923 a autorisé le Ministre des Travaux Publics à procéder à la réparation des routes à l'aide de la main-d'œuvre nationale, c'est-à-dire le *Kuluk*.

D'après cette loi, tout contribuable était obligé de participer à la réparation des routes. Mais cette prescription n'eut pas beaucoup de succès. Ce travail exigeait une forte organisation et, comme celle-ci n'existait pas, il en résulta une grande confusion qui obligea à tout abandonner. Un peu auparavant, en 1922, on avait déterminé la compétence de l'Etat et des provinces au sujet des routes. « Les routes départementales se trouvent dans une situation misérable, et leur remise en état demande des travaux sérieux et des dépenses énormes. » L'Etat n'a pas pu réaliser ce programme, mais les provinces n'ont obtenu là-dessus leur autonomie qu'au mois de mars 1927, et c'est alors seulement qu'elles ont pu prendre possession de leurs routes, d'après la loi de 1922. Un Règlement, en vertu duquel l'Etat transfé-

(1) *La Revue Economique de Belgrade*, n° 2, 1929, p. 38, 39.

rait aux provinces les routes provinciales, a été publié le 1^{er} Avril 1928 : ainsi 4813,7 km. de routes appartenant à l'Etat ont été transférées aux provinces (1).

La construction des nouvelles routes, quelque urgente qu'elle ait été, n'a pas pu se faire rapidement, pour des raisons politiques et économiques intérieures. Tout de même, depuis l'Union jusqu'au 1^{er} Avril 1928, 1307 km. 788 m. de nouvelles routes ont été construites et ont coûté à l'Etat 1.307 millions de dinars. Pour la Serbie seule il a été construit 430 km. de routes, ainsi réparties :

Beograd-Raška	261 km. 694 m.
Valjevo-Loznica	74 km. 236 m.
Užice-Kraljeva Voda	27 km. 200 m.
Golubovac-Dunav	10 km. 000 m.
Užice-Vardište	57 km. 512 m.

Dans les autres provinces, le Ministère des Travaux Publics a construit 180 km. 724 m. de nouvelles routes, à savoir :

Peć-Čakor-Andrijevac	75 km. 435 m.
Korbevac-Bosiljgrad	70 km. 431 m.
Trebinje-Lastva-Viluse	34 km. 858 m.

Sous le contrôle du Ministère des Travaux Publics il a été construit dans les différentes Directions en tout 697 km. 422 mètres, dont 206 km. pour la Direction de Kruševac et 169 km. pour celle de Skoplje, soit plus de la moitié. Ainsi sur 1.307 km. de routes nouvelles, 805 km. ou 61 % appartiennent à la Serbie.

Parallèlement à la construction des routes, on procédait à la construction des ponts. Jusqu'au 1^{er} Avril 1928, 54 ponts ont été construits. Les plus importants sont : 4 ponts sur la Drina, à Bajina Bašta, Ljubovija, Foča et Zvornik (au moment de la Délivrance il n'y avait aucun pont sur la Drina). Sur le Danube a été jeté un pont en fer à Novi Sad (2).

Sur la Save on en a construit 3 : en fer à Šabac, en béton à Sv. Janez et à Bled. Sur la Morava, 16 ponts, tous en fer.

(1) *La Revue Economique de Belgrade*, N° 2, 1929, p. 38.

(2) Actuellement on construit sur le Danube un grand pont entre Pančevo et Beograd qui sera le plus grand jeté sur ce fleuve.

Sur l'Ibar 3 ponts, sur le Vardar 5, sur la Crna Reka 2, etc... Les travaux ont été exécutés en majeure partie au titre des réparations rejuës de l'Allemagne.

D'après certains renseignements, le Ministre des Travaux Publics, M. St. Savković a préparé deux projets, le premier concernant les routes appartenant à l'Etat, et l'autre les routes n'appartenant pas à l'Etat. Pour la remise en état des routes appartenant à l'Etat, le Ministère taxera tous les moyens de communications (cette taxe remplacera toutes les taxes existantes, d'Etat, départementales et municipales) et percevra 50 % des droits d'octroi perçus et de douane sur l'essence. Pour la réparation des routes appartenant à l'Etat, dit l'art. 26 du projet, tout habitant du sexe masculin âgé de 21 à 55 ans devra travailler deux jours dans l'année aux routes communales, et tout possesseur de voiture à charge attelée ou d'automobile de transport travaillera deux jours aux routes provinciales et un jour aux routes communales. Le « Kuluk » est, pour les habitants des villes, proportionnel à l'impôt qu'ils payent; ainsi ceux qui paient jusqu'à 10.000 dinars d'impôts doivent travailler tous les ans cinq fois plus que ceux qui paient jusqu'à 100 dinars.



CHAPITRE DEUXIEME

CHEMINS DE FER

L'histoire du développement des chemins de fer. — Les chemins de fer nouvellement construits. — L'état du matériel roulant. — Le trafic des chemins de fer. — Jadranska Zeleznica (la voie ferrée Adriatique).

Les chemins de fer des provinces yougoslaves n'ont pas eu un meilleur sort que les routes : ils n'ont été construits que dans la mesure où ils étaient nécessaires pour assurer une liaison avec ceux qui existaient au-delà du pays et, d'une façon générale, les Gouvernements divers des pays yougoslaves, avant la formation de l'Unité, se soucièrent fort peu de leur progrès économique.

Les premières lignes de chemins de fer qui ont traversé les territoires du royaume actuel ont eu nettement un caractère de transit. C'est la Compagnie des Chemins de Fer du Sud qui a tracé la première ligne sur le territoire yougoslave pour relever les ports austro-hongrois sur l'Adriatique et attirer le commerce du Nord vers le Sud. De même en Voïvodine où la Hongrie a construit des chemins de fer seulement dans les strictes limites du nécessaire, pour relier les villes principales de cette province à son territoire. En Croatie c'est encore la même chose. La Serbie elle-même n'a pas été plus heureuse, puisqu'elle n'a obtenu ses premiers chemins de fer qu'avec la construction de la ligne qui relie Constantinople à l'Europe Occidentale.

Si nous classons les provinces d'après les dates d'établissement de leurs premières voies ferrées, nous obtenons le tableau suivant :

Slovénie	en	1846
Voïvodine		1857
Croatie		1862
Bosnie		1872
Serbie du Sud.....		1873
Dalmatie		1877
Serbie du Nord.....		1884
Monténégro		1908

Entre les dates de 1846 et 1908, l'écart de 62 ans est particulièrement important; après beaucoup d'autres exemples, il prouve que la Yougoslavie aura beaucoup à faire pour amener toutes les provinces à un niveau égal. Il se passera un bon nombre d'années avant que soit créé autour de Durmitor le réseau qui rayonne depuis longtemps autour de Triglav, et cela ne se réalisera que si on s'attèle sérieusement à la besogne; si, au contraire, on cherchait à étouffer ce qui demande à vivre, l'unité de la Yougoslavie resterait toujours un problème insoluble.

Sur les 1.166,8 km. de lignes (1), l'Etat a construit 626,6

(1) En classant les lignes de chemin de fer d'après le jour de leur mise en service, nous obtenons jusqu'à la fin de l'année 1870 l'ordre suivant :

Jour de la mise en service	Ligne	appartenant à :	Longueur en km. :
2 Juin 1846.	Frontière de la Slovénie-Celje	(Ch. de F. Sud)	
17 Août 1849.	Celje-Ljubljana	»	
1 ^{er} Novembre 1856.	Jasenovo-Frontière	(Etat)	8,4
28 Juillet 1857.	Ljubljana-Rakek	(Sud)	225,9
15 Septembre 1857.	Frontière-Vel. Kikinda-Frontière	(Etat)	54,8
21 Août 1858.	Frontière Vatin-Vračev Gaj-Frontière	(Etat)	54,1
24 Avril 1860.	Pragesko-Kotoriba-frontière	(Sud)	94,7
1 ^{er} Octobre 1862.	Zidani Most-Zaprešić-Sisak	(Sud)	127,5
1 ^{er} Juin 1863.	Maribor-Prevalje-Frontière	(Etat)	83,7
1 ^{er} Juin 1865.	Zagreb-Karlovac	(Etat)	50,7
1 ^{er} Septembre 1869.	Subotica-Dalj-Vinkovci-Slav. Brod	(Etat)	217,4
	Subotica-Horgoš-Frontière	(Etat)	25,2
4 Janvier 1870.	Zagreb-Drnje	(Etat)	101,0
14 Décembre 1870.	Ljubljana-Jasenice-Planica-Frontière	(Etat)	93,4
20 Décembre 1870.	Osijek-Beli Monastir-Frontière	(Etat)	27,3
20 Décembre 1870.	Bogojevo-Bogojevo Danube	(Etat)	2,7

Longueur totale des lignes construites jusqu'en 1870 : 1.166,8 km.

km., presque la moitié dans sa propre régie, tandis que le reste appartient à des compagnies privées. La première ligne dont on peut dire qu'elle a été établie exclusivement dans l'intérêt de la région traversée est la ligne Subotica-Dalj-Vinkovci-Sl. Brod, construite après 700 autres kilomètres de voie qui n'avaient d'autre but que d'assurer le transit. Cependant si nous comparons la situation des provinces traversées par des lignes de transit avec les provinces qui n'en avaient pas du tout, nous verrons que la situation de celles-ci a été bien pire. La première province ayant obtenu des chemins de fer après la Slovénie, la Voïvodine et la Croatie fut la Bosnie. En 1872, Banja Luka a été reliée avec Bos. Novi, mais dès 1875 le trafic a été suspendu, puis n'a été rétabli qu'après 1878. Tout de suite après l'occupation de la Bosnie, l'Autriche y a construit des chemins de fer avec une rapidité invraisemblable.

Voici dans quel ordre ils ont été mis en service dans la première période :

Jour de mise en service	Ligne	Longueur en km.
12 Févr. 1879.	Brod-Doboj	80,764
22 Avril 1879.	Doboj-Žepče	60,313
8 Juin 1879.	Žepče-Zenica	44,718
5 Juillet 1879.	Bos-Brod-Sl. Brod	3,483
		(voie normale)
5 Octobre 1882.	Zenica-Sarajevo	78,867

En moins de 6 mois il a été construit presque 190 km. de voie. Tandis que Sarajevo était relié 3 ans après à Zenica, la ligne Sarajevo-Metković était inaugurée (par étapes, comme la ligne Brod-Sarajevo) le 1^{er} Août 1891. Jusqu'au 1^{er} Août 1906, date de la mise en service de la dernière ligne construite entre Dobrun-Vardište, il a été construit en Bosnie-Herzégovine 1.066 km. de voies étroites, sans compter la voie normale de Dobrljin à Banja Luka (achevée le 24 Juin 1879) d'une longueur de 104,1 km. et les chemins de fer forestiers et privés, dont la longueur atteignait 517,6 km. en 1910.

En Serbie la première ligne a été construite dans le Sud qui était sous la domination turque. C'est en 1873 qu'a été

établi le trafic entre Skoplje et Djevdjelija dans la direction de Salonique, sur une longueur de 165,8 km. Un an plus tard Skoplje fut relié à Mitrovica par une voie également normale, d'une longueur de 119,5 km. Dans la Serbie du Nord c'est seulement le 3 Septembre 1884 que Beograd fut relié par le pont sur la Save à l'Autriche-Hongrie vers le Nord et à Niš vers le Sud (distance 243,5 km.). Le 1^{er} Juin 1887 Niš fut relié à Bela Palanka, et le 1^{er} Novembre 1887 à Pirot. Le 6 mai 1888 a été inauguré le trafic sur la ligne Beograd-Niš qui traversait la frontière turque et le 1^{er} Août de la même année une ligne traversa la frontière bulgare. En 1886 Niš a été relié à Leskovac (le 6 Mars) et à Vranje (le 1^{er} Septembre). Toutes les lignes ont été construites à voie normale; la première voie étroite, 0,76 m., a été ouverte le 1^{er} Décembre 1892 entre Donja Čuprija et Senje et prolongée le 1^{er} Janvier 1902 jusqu'à Ravna-Reka. Avant le commencement de la Grande Guerre il y avait 1.276,3 km. de lignes construites dans la Serbie du Nord et 385,7 km. dans la Serbie du Sud.

La Dalmatie a mis en service le 4 Octobre 1877, entre Split et Siverić, sa première ligne qui a été prolongée le 7 juin 1888 jusqu'à Knin et dont la longueur totale est de 102 km. Le 4 Octobre 1877 fut ouverte aussi la ligne Petković-Slivno-Šibenik dont la longueur est de 21,5 km. Le Compromis de 1907 a obligé les Hongrois à construire des chemins de fer en Dalmatie, mais ils en remettaient toujours l'exécution à plus tard. Relier la Dalmatie avec son hinterland, n'était-ce pas faire prospérer les villes du littoral dalmate aux dépens de Fiume ? C'est pourquoi on a commencé à construire en 1912 le « chemin de fer de Lika » qui devait relier Ogulin par où passait la ligne de Fiume, à Split. Interrompue par la guerre, reprise après la paix, cette ligne de 300 km. de longueur a été achevée en 1925, reliant pour la première fois la cote dalmate à son hinterland. Avant la guerre, la Dalmatie n'avait en tout que 325 km. de lignes de chemin de fer. (Elles consistaient dans la ligne « Steinbeiss » qui reliait Knin à Prijedor et Jajce par Drvar).

Au Monténégro la situation était pire. C'est seulement en 1908 qu'une société italienne, la « Compagnia di Antivari », a construit une voie étroite (0,76 m.), longue de 42 km. entre

Bar et Virpazar, reliant ainsi le lac de Skadar (Scutari) à la mer Adriatique. Cette situation ne s'est modifiée qu'en 1927, date où un premier chemin de fer public fut établi; la construction de ce chemin de fer avait été commencée par l'Autriche après l'occupation du Monténégro, au cours de la guerre mondiale. Cette ligne nouvelle, reliant Podgorica à Plavnica, également sur le lac de Skadar, est à voie étroite (0,76) et longue de 20 km. Ce que signifie cette longueur de 62 km. (42 + 20) de chemin de fer pour une province qui a une superficie de 9.668 km² et une population d'environ 200.000 habitants, est-ce utile de le commenter ?

Avec l'apparition du Royaume de Yougoslavie, l'organisation des chemins de fer s'est fixé un nouveau but, faire profiter les territoires traversés par les lignes nouvelles. Mais ce changement n'a pas été spontané. On ne pouvait pas modifier d'un coup ce qui avait été négligé pendant des siècles. Il fallait du temps, du travail, la conscience de travailler aujourd'hui plus que jamais, parce que le peuple travaillait désormais pour lui-même et pour les siens.

La construction des chemins de fer exigeait d'abord une nouvelle main-d'œuvre. A son retour l'armée serbe n'a trouvé que des traverses de chemins de fer et souvent, moins que cela. Sur la ligne Paraćin-Ćuprija il ne restait que 6 locomotives et 200 wagons (1). Pour rétablir le trafic il fallait engager l'armée, parce que la main-d'œuvre civile ne suffisait pas et que, à vrai dire, il n'y avait même pas d'argent pour la payer. Conformément à l'accord du 26 Novembre 1918 la Hongrie s'est engagée à céder aussitôt à la Yougoslavie 100 locomotives et 2.000 wagons à voie normale et 50 locomotives et 600 wagons à voie étroite, ainsi que 3.000 travailleurs spécialisés. Mais de tout cela on n'a pas pu tirer grand profit et toute la charge est retombée sur notre armée. Le 31 Juillet 1919 le premier train est parti de Beograd vers Niš et, dès le mois d'Août 1919, toutes les lignes de chemin de fer de la Serbie d'avant-guerre étaient rétablies.

La construction des nouvelles lignes de chemin de fer est effectuée assez lentement, surtout en raison de l'absence de capitaux. Déjà la loi sur l'emprunt d'investissement de 7 % pré-

(1) Godišnjak, p. 326.

voyait 2 $\frac{1}{2}$ milliards pour les travaux des chemins de fer. Plus tard l'emprunt Blair a garanti que les travaux seraient accélérés. Au cours de l'année 1921 on a travaillé sur les lignes Titel-Orlovat, Užice-Vardište, Gračac-Knin (ces travaux avaient été commencés déjà avant la guerre et repris en novembre 1921). En 1923, la ligne étroite Bos. Rača-Bijeljina (19,7 km.) a été mise en circulation, et au cours de 1924 il y avait 157,5 km. de voies nouvelles normales et étroites, à savoir :

Topčider-Mala Kršna : 65,7 km. (normale).
 Paraćin-Stalać : 21,1 km. (étroite).
 Krupa-Bihać : 32,1 km. (normale).
 Ormož-Ljutomer-Murska Sobota : 38,6 km. (normale).

L'année 1925 a été beaucoup plus importante. Cette année les lignes suivantes ont été inaugurées :

a) à voie normale :

Veles-Stip	52,1 km.
Doljevac-Prokuplje	22,3 »
Gračac-Knin	63,2 »
Titel-Orlovat	26,8 »

b) à voie étroite :

Užice-Vardište	65,0 km.
Bijeljina-Ugljevik	13,9 »

Ainsi Beograd a obtenu une nouvelle liaison avec la mer Adriatique par Stalać et Sarajevo jusqu'à Metković et encore par Ogulin et Knin jusqu'à Split.

Au cours de l'année 1926 le trafic a commencé sur la ligne Štip-Kočane (32 km. de voie normale). Le 30 Septembre 1927 fut mise en circulation la ligne Beograd-Obrenovac, 39 m. de voie étroite, qui devait donner à Beograd une nouvelle liaison avec la mer.

Les différentes distances de Beograd à l'Adriatique étaient alors les suivantes :

Beograd-Obrenovac-Sarajevo-Metković	655 km.
Beograd-Obrenovac-Sarajevo-Dubrovnik	780 »

Beograd-Brod-Sarajevo-Metković	714 »
Beograd-Brod-Sarajevo-Dubrovnik	839 »
Beograd-Sušak	664 »
Beograd-Split	873 »

A quoi il faut ajouter la liaison avec la mer Egée :

Beograd-Solun	709 km.
---------------------	---------

Ainsi la date de la liaison de Beograd à la mer par Obrenovac a été une date capitale dans l'histoire des chemins de fer yougoslaves.

Un autre événement important a été l'ouverture en 1926 de la double voie Beograd-Zagreb, sur le parcours Beograd-Novska (jusqu'alors nous n'avions de voie double que sur la ligne des Chemins de Fer du Sud conduisant vers Fiume). La ligne est longue de 269,1 km. de voie normale et a un des plus forts trafics; elle est empruntée par le Simplon-Orient Express qui conduit à Constantinople.

La loi de finances de 1928-29, art. 154, a adopté un décret du Ministère des Communications du 14 Mai 1927 concernant la construction de nouvelles lignes, d'après lequel doivent être établis 6.551 km. de voie normale et 1.551 km. de voie étroite qui coûteront environ 26 milliards de dinars.

Les plus importantes sont : le tunnel de Ivan Planina (Pazaric-Konjic), 39 km. de voie étroite (0,76), Kragujevac-Kraljevo, 56 km. de voie normale, Prokuplje-Priština (94 km. de voie normale); Trebinje-Nikšić, 110 km. de voie étroite; Beograd-Tuzla-Doboj-Sarajevo, 273 km. de voie normale; Niš-Priština-Peć, 71 km. de voie normale; Skoplje-Tetovo-Gostivar, 74 km. de voie normale; Bitolj-Resan-Ohrid, 70 km. de voie normale; Kraljevo-Raška, 72 km. de voie normale; Dobrun-Banja Luka, 85 km. de voie normale; Prilep-Veles, 90 km. de voie normale, etc., etc...

Sur beaucoup de ces lignes, les travaux ont déjà commencé. Ainsi le tunnel traversant Ivan Planina et qui mesurera 3.215 m., un des plus longs des Balkans, est en construction depuis assez longtemps déjà et doit être achevé le 27 Décembre 1929. La partie la plus importante est le « chemin de fer de Una » (*Unška železnica*) qui raccourcira encore une fois la distance de Beograd à la mer. Cette ligne, d'une longueur

de 87 km., doit relier Bihać à Knin par Kulen Vakuf; elle raccourcira la ligne Beograd-Split de 171 km. et sera une des plus importantes parmi celles qui aboutissent à nos ports de mer.

D'après une déclaration du Ministre des Communications, de 1919 à Janvier 1928 les lignes de chemin de fer nouvellement construites ont été de :

517 km. de voie normale,
109 km. de voie étroite (0,76 m.),
159 km. de voie étroite (0,60 m.).

En tout. . 785 km. (1)

Si nous retenons qu'à la fin de 1927 il y avait 8.826 km. de voie (sans compter les lignes privées), nous constatons alors que la longueur des lignes a augmenté de 8,88 % en 8 ans. Cependant, nous sommes loin de posséder un réseau ferroviaire suffisant pour satisfaire tous les besoins du pays. Après l'achèvement de ces 8.100 km. de lignes nouvelles, la Yougoslavie aura seulement 7,5 km. de voie par 100 km², tandis que dans les autres pays d'Europe ce chiffre est le suivant : Belgique 36,5 km.; Angleterre, 16 km.; Allemagne, 15,03 km.; Suisse, 14 km.; Danemark, 11,5; Hongrie, 10,2; Pays-Bas, 10,1; Tchécoslovaquie, 10; France, 9,7; Autriche, 8 km. Mais la question se pose de savoir si toutes les lignes prévues seront construites et dans combien de temps elles le seront ? Nous désirons que ce soit dans le plus bref délai. Pour chaque pays le trafic par chemin de fer, sûr, rapide et à bon marché a été une des conditions du développement économique et il en est ainsi également pour la Yougoslavie, tant que les voies ferrées ne traverseront pas toutes les régions du pays en rendant possible partout une exploitation rationnelle. Il faut savoir qu'aujourd'hui il y a en Yougoslavie des

(1) D'après la statistique de la Direction Générale des Chemins de Fer, il y avait en 1922 (pour les années précédentes il n'y a pas eu de statistique), 8.273 km. de voie ferrée en exploitation et en 1927 8.826,4 km., ce qui représente 553,3 km. de plus, mais ici on tient compte aussi de la double voie de la ligne Beograd-Novska, de sorte qu'il y avait en réalité plus de 553 km. de nouvelles voies.

régions distantes de la station de chemin de fer ou du port fluvial ou maritime le plus proche de 120 à 172 km. (dans la province de Zeta), avec une moyenne de 70,88 km. dans cette province de Zeta, tandis que la moyenne dans les autres provinces est : Kosovo 40,73 kb.; Raška 37,25 km.; Užice 35,34 km. D'après M. Vegner, la distance moyenne entre le centre de la commune et la gare de chemin de fer ou port fluvial ou maritime le plus proche est pour la Yougoslavie entière de 13,64 km. (1). Cela prouve clairement que la situation est mauvaise : nous nous en rendons compte aussi d'après les données de la Direction Générale des Chemins de Fer qui présentent ainsi la situation — pour chaque province — des voies ferrées dirigées par l'Etat, le 31 Décembre 1926.

Province	Voie normale	Voie étroite (0,76 et 0,60)	Total	Longueur de la voie par 100 km ²
			kilomètres	
Serbie	1.279,0	1.008,9	2.287,9	2,28
Voïvodine .	2.189,8	67,4	2.257,2	11,45
Croatie	1.692,8	—	1.692,8	3,90
Bosnie	170,2	1.040,2	1.210,4	2,36
Slovénie ..	1.114,2	20,8	1.135,0	7,00
Dalmatie ..	1151,8	41,0	192,8	1,45
Total ...	6.597,8	2.178,3	8.776,1	3,52 (2)

C'est la Voïvodine qui est la province la plus riche en voies ferrées : 98 % de ses voies sont à écartement normal, soit 1/3 du total des voies normales de la Yougoslavie. Pendant que la Voïvodine possède 11,45 km. de voie ferrée par 100 km² de superficie, chiffre qui est très appréciable, la Dalmatie (sans compter le Monténégro qui n'a rien) n'atteint que 1,45 km. de voie par 100 km², presque dix fois moins. La Bosnie ne possède guère que des voies étroites, exception faite pour

(1) *La Revue écon. de Belgrade*, 1928, N° 10, p. 226 et 1929, N° 2, p. 39.

(2) En comptant les chemins de fer privés qui ne sont pas dirigés par l'Etat, il y avait en 1925 10.039 km. de voie, soit 4 km. de voie par 100 km². Le Monténégro ne figure pas dans ce compte parce que, avant 1925, il n'avait que 42 km. de voie privée et que cette année il a obtenu 20 km. de voie appartenant à l'Etat.

les lignes Banja Luka-Dobrljin et Bos. Novi-Bihać. En Serbie on trouve les deux. Les principales voies allant du Nord vers le Sud sont à écartement normal, tandis que presque toutes les voies transversales de moindre importance sont étroites. Depuis la guerre on a commencé à construire également en Serbie des voies étroites de 0,60 m., 387,5 km. à la fin de 1926. La Slovénie après la Voïvodina possède le réseau ferroviaire le plus dense de la Yougoslavie, quoiqu'elle soit avec le Monténégro et la Bosnie la région la plus montagneuse. La Yougoslavie a hérité de tout ce réseau parce que ces lignes, comme nous l'avons déjà fait remarquer, n'ont pas été construites spécialement pour la Slovénie, mais pour Trieste et Fiume dont la Slovénie constitue l'hinterland. La Dalmatie est très pauvre au point de vue du trafic ferroviaire. Elle n'a jamais réussi dans son passé à intéresser ses maîtres à son avenir économique. A l'exception de la courte domination de Napoléon, dont les représentants ont les premiers aidé le peuple à se relever économiquement, il semble que non seulement personne ne se soit occupé de faire progresser ce pays, mais qu'au contraire on se soit efforcé d'étouffer les germes d'un progrès spontané. Dans sa nouvelle patrie qui est aussi bien dalmate que bosniaque ou serbo-croate, la Dalmatie n'a pas encore eu beaucoup de chance au point de vue des chemins de fer. C'est en 1925 seulement que, pour la première fois dans l'histoire dalmate, une voie normale a relié le littoral à son hinterland. Il faut souligner que cet hinterland reste sans la moindre liaison avec les ports maritimes de la Dalmatie méridionale. La ligne Ogulin-Gračac-Knin-Split va d'un bout à l'autre de la côte parallèlement à la mer et pour cette raison, n'offre qu'un intérêt minime. Tout le trafic venant de Bosnie doit aller par Metković et Gruž et nous n'avons pas réussi jusqu'à présent à construire sur ce point de la côte des ports quelque peu importants.

Et la Voïvodine, et la Serbie ? La première utilise le Danube, cherchant une issue sur la Mer Noire, et l'autre prend le chemin auquel l'Autriche l'avait forcée encore en 1906, c'est-à-dire celui de Salonique. La question de la « sortie de la Serbie vers la mer », comme on a nommé le Chemin de Fer Adriatique, est un des plus sombres points de notre politique ferroviaire, ainsi que nous le verrons plus

tard. Voici seulement que Bihać (qui a été reliée avec Krupa et Bos. Novi en 1924) va être relié à Split par la vallée de la Una, Kulen Vakuf-Martin-Brod-Srb-Kupirovo-Zrmanja et Knin. Jusqu'ici on n'a pu faire que le minimum, et pour le reste il faudra attendre encore.

La longueur des *voies ferrées exploitées* par l'Etat a été à la fin de :

1922.....	8.273,» km.
1923.....	8.297,4 »
1924.....	8.675,9 »
1925.....	8.756,9 »
1926.....	8.776,1 »
1927.....	8.826,4 »

Pour les années 1922 et 1923 nous avons compté les Chemins de Fer du Sud qui appartiennent à notre Etat pour une longueur de 534,1 km. Tous les ans l'accroissement a été continu. C'est l'année 1924 qui a marqué la plus grande différence, la longueur des voies s'étant accrue de près de 400 km.

Par rapport aux conditions topographiques de notre pays, les profils et les tracés de nos chemins de fer sont très défavorables, comme le prouve une publication de la Direction Générale des Chemins de Fer, n° 20.858, du 11 Juillet 1928 et publiée dans le Journal Officiel N° 13 de 1928.

A. — Profils

	Voie	
	normale	étroite
Longueur des lignes horizontales....	39,96 %	24,32 %
Longueur des lignes en rampe :		
jusqu'à 5 %	37,50 %	34,93 %
de 5 à 10 %	12,23 %	17,92 %
de 10 à 25 %	9,73 %	19,89 %
de plus de 25 %	0,58 %	2,94 %
	100,00 %	100,00 %

B. — *Tracés*

Longueur des lignes en ligne droite..	73,64 %	61,26 %
Longueur des lignes en courbe :		
de 500 m. et plus.....	12,25 %	5,44 %
de moins de 500 m.	14,11 %	33,30 %
	100,00 %	100,00 %

Cela explique en grande partie pourquoi nos chemins de fer ne peuvent montrer dans leur exploitation une plus grande activité. Tandis qu'il y a seulement pour les voies normales 39,96 % de lignes horizontales, pour les voies étroites il y en a 24,32 %. La longueur des lignes en rampe de 10 % à 25 pour cent pour les voies étroites est presque de 20 % ; en rampe de plus de 25 %, presque de 3 %. Pour les voies étroites nous avons en tout 61 % de lignes en ligne droite. Parmi toutes les voies du pays 24,8 % sont étroites, la plupart dans les régions montagneuses où l'accès est difficile et où la construction d'une voie normale demanderait des moyens financiers trop puissants. Comme l'Autriche et la Serbie d'avant guerre, l'administration yougoslave actuelle procède en choisissant une moyenne entre deux alternatives. Dans la mesure où le trafic dans le pays augmentera, il faudra procéder au remplacement des voies étroites par des voies normales. Si la Yougoslavie est encore loin de ce stade de son développement, on s'attend toutefois à ce qu'elle dépasse de beaucoup son activité économique actuelle.

A la fin de 1926 sur toutes les voies ferrées qui étaient sous l'administration de l'Etat (toutes les voies le sont, sauf celles construites par des entreprises industrielles pour leur propre service et qui ne servent pour les communications publiques que dans une mesure très restreinte) 5.340,2 km. appartenaient à l'Etat (dont 3.268,5 km. de voie normale et 2.071,5 km. de voie étroite). Les chemins de fer privés, administrés par l'Etat (pour la plupart des voies vicinales, dont 1.400 km. dans la seule Voïvodine) avaient une longueur de 3.435,9 km. dont 3.329,3 km. de voie normale et 106,6 km. de voie étroite. Parmi les chemins de fer privés le plus impor-

tant est le Chemin de Fer du Sud. Conformément à l'accord de Rome du 29 Mars 1923 entre les Etats que traverse la ligne du Chemin de Fer du Sud (Autriche, Hongrie, Yougoslavie et Italie) et les représentants de la Compagnie des Chemins de Fer du Sud, à la Yougoslavie ont été attribués 534,1 km. de voie (466,8 km. traversant la Slovénie et 67,3 km. la Croatie). La transmission du Chemin de Fer du Sud a été faite le 11^e Septembre 1923. L'accord a été ratifié par la Loi de Finances pour les douzièmes budgétaires pour janvier-mars 1923 et la Loi de Finances pour 1924-25. La question des chemins de fer vicinaux (partie des chemins de fer privés, sous l'administration de l'Etat) n'est pas encore résolue et l'Etat les exploite en régie comme les siens.

D'après la statistique établie pour l'année 1926, il y avait dans toute la Yougoslavie 6.227 ponts de plus de 2 mètres, formant une longueur de 17.172 mètres. Parmi ces ponts, 4.853, représentant une longueur de 110.337 m., dépendent de la Direction des Chemins de Fer de Beograd et presque tout le reste de la Direction de Sarajevo, sauf 25 ponts dont la longueur est de 400 m. La situation est la même pour les tunnels. Sur les 213 tunnels existant en 1926, 145 représentant une longueur de 21.092 m., dépendent de la Direction à Beograd et 65 tunnels, d'une longueur de 15.055 m., de la Direction de Sarajevo, tandis que 3 tunnels seulement, d'une longueur de 641 m., dépendent des autres directions des chemins de fer.

En ce qui concerne le *matériel roulant*, la situation de nos chemins de fer est très mauvaise, et, depuis la fin de la guerre, elle n'a pas beaucoup changé. Comme nous n'avons pas d'industrie de wagons et de locomotives bien développée dans le pays, nous avons dû attendre les prestations des pays vaincus. En cela l'Allemagne a été beaucoup plus correcte que les autres Etats. Le grand nombre de ses wagons et de ses locomotives nous a aidés à satisfaire tant bien que mal aux besoins du trafic. En tout cas, aussi longtemps que nous n'aurons pas une plus forte production du matériel roulant, nos chemins de fer en souffriront.

M. Avramović, le représentant du Ministère des Communications, a déclaré au Congrès des Chambres de commerce,

tenu à Beograd les 26, 27 et 28 Août 1923 qu'à cette époque nous avions 24.344 wagons à voie normale en circulation, dont seulement 15.000 étaient en bon état. Nos communications ont besoin de 26.000 wagons, par conséquent à cette époque il nous manquait 11.000 wagons et, avec les wagons existants, nous n'avons pas pu couvrir plus de 50 % de nos besoins. A la même époque nous avions 3.830 wagons à voie étroite en bon état et il nous en fallait 5.570. Quant aux locomotives, M. Avramović a relevé la situation suivante : pour les voies normales, il y avait 928 locomotives en état de marche, 374 locomotives en réparation, 371 attendaient d'être réparées et 84 locomotives étaient inutilisables. Nos besoins portent sur 1.500 locomotives. Pour les voies étroites (0,76 m.), nous avions 329 locomotives en état de marche, 115 en réparation, 51 attendaient leur réparation, 8 étaient inutilisables. Notre trafic avait besoin de 650 locomotives.

Cette situation n'a pas beaucoup changé depuis 1923. Avec le développement du réseau des voies ferrées augmentaient les besoins en matériel roulant. Le progrès économique du pays l'exigeait également : la production augmentait. L'importation des pays étrangers aussi. En 1920, il a été importé 440.000 tonnes de marchandises, en 1923 1.123.000 tonnes, en 1927 1.331.000 tonnes.

Cependant, d'après les données officielles, nous apprenons que le pourcentage de manque en matériel roulant allait comme suit (1) :

	1926	1927
Locomotives	40 %	42,5 %
Voitures de voyageurs.....	56 %	47,0 %
Wagons à marchandises.....	29 %	22,0 %

Presque la moitié des locomotives que nous possédons n'est pas en circulation. De même pour les voitures de voyageurs. Pour les wagons de marchandises le pourcentage est un peu plus favorable, surtout parce que ces wagons sont demandés de tous côtés, et que l'administration des chemins de fer est bien obligée d'en procurer, sans toutefois satisfaire à tous

(1) Rapport de la Chambre de Commerce de Zagreb, 1927, p. 70.

les besoins. La situation exacte du matériel roulant (en bon état et en mauvais état) exploité par l'Etat a été pour les 6 dernières années la suivante :

	Locomotives	Voitures de voyageurs et de service	Wagons à marchandises
1922.....	2.294	4.381	48.828
1923.....	2.372	4.555	50.748
1924.....	2.697	4.888	58.380
1925.....	2.696	5.161	59.093
1926.....	2.715	5.549	59.346
1927.....	2.767	5.252	58.696

Comme nous le voyons, la quantité de matériel roulant a peu augmenté, et par rapport à 1922 en 1927 le nombre de locomotives a augmenté de 20,6 %, de voitures de voyageurs de 19,9 % et de wagons à marchandises de 20,2 %. Si nous supposons que tout le matériel roulant soit en circulation, d'après les données pour l'année 1927 sur 100 km. de voie, il y aurait :

31 locomotives,
59 voitures de voyageurs,
665 wagons à marchandises.

Quoique cette situation ne puisse pas être considérée comme excellente (la Tchécoslovaquie dispose de 11 wagons à marchandises par km. de voie, l'Autriche de 8 wagons, l'Italie de 9 et l'Allemagne même de 17), elle satisferait tout de même à 80 % des besoins. Ainsi, une des questions importantes de notre politique des communications serait la réparation du matériel existant aussi bien que la production du matériel neuf. Aujourd'hui nous avons dans le pays 5 grandes entreprises pour la construction de wagons et de wagonnets de chemin de fer et de tramway (1), mais elles ne peuvent pas satisfaire nos grands besoins de matériel roulant dont la moitié est utilisable pour le trafic.

(1) *Jubilární Zborník*, p. 183.

En ce qui concerne l'activité de nos chemins de fer, le mouvement est le suivant :

	Chemin parcouru par les locomotives km.	Chemin parcouru par les trains km.
1922.....	47.232.591	27.842.707
1923.....	55.294.241	32.851.809
1924.....	56.278.402	36.105.951
1925.....	61.710.956	40.626.698
1926.....	66.875.166	43.704.642
1927.....	69.266.927	45.046.188

En six ans, le chemin parcouru par les locomotives s'est allongé de plus de 22 millions de kilomètres qui représentent un progrès de presque 46 % tandis que le chemin parcouru par les trains s'est allongé de 17 millions de km. ou de 61 % de plus (1).

Le plus grand service des chemins de fer consiste dans le transport des marchandises. Il a marqué un fort progrès sur nos chemins de fer jusqu'à 1926, et respectivement 1927. Au point de vue général, nos chemins de fer sont en raison de leur faible rendement, qui a son origine dans l'activité économique peu développée du pays, assez inabordables pour le commerce. De grandes quantités de marchandises doivent être consommées là où on en a peut-être le moins besoin, pour la simple raison que le prix de la marchandise ne peut pas supporter les frais de transport. Au cours des premières années, la politique des tarifs a été très instable, puisque six années entières ont passé avant qu'on ait pu établir un tarif unifié. Ainsi, en transportant la marchandise d'une province

(1) Le développement de nos transports par chemins de fer se manifeste aussi bien par le nombre de wagons chargés pendant ces dix années. Il a été chargé :

Années	Wagons	%	Années	Wagons	%
1919.....	352.174	100	1924.....	885.110	251
1920.....	447.406	127	1925.....	945.745	270
1921.....	505.942	149	1926.....	1.152.345	327
1922.....	571.598	162	1927.....	1.257.942	357
1923.....	702.767	200	1928.....	1.623.196	460

dans l'autre, on a dû calculer les prix d'après les différents systèmes de tarifs comme si on la transportait entre pays différents (et encore qui n'auraient ni accordé leurs tarifs, ni par conséquent de tarifs directs). Le manque de wagons, le réseau insuffisamment développé, tout cela a contribué à diminuer le trafic des marchandises par voie ferrée. Le tableau suivant en fournit une statistique :

	Marchandise transportée (en tonnes)	Tonnes kilométriques net	Parcours moyen d'une ton.
1922.....	15.518.446	1.551.220.487	100,0
1923.....	18.105.979	2.018.591.463	111,5
1924.....	21.093.286	2.268.455.209	107,5
1925.....	21.427.268	2.435.431.701	113,8
1926.....	21.324.390	2.921.062.389	137,4
1927.....	18.847.049	2.139.753.472	113,5

En 1925, il a été transporté, par rapport à 1922, 5,9 millions de tonnes de plus, ce qui représente une augmentation de 38 %. Mais déjà l'année suivante le trafic baisse un peu, et en 1927 il diminue de 3 millions de tonnes, diminution provoquée, comme beaucoup d'autres mouvements économiques, par une faible récolte.

Notre tableau N° 44 nous donne les principaux articles des marchandises transportées. Nous y voyons que le gros des transports consistait en matières premières, à savoir le bois, le charbon et les céréales, trois articles qui représentent en 1926 près de 9 millions de tonnes sur le total des 21 millions. Ce tableau nous représente assez clairement quel était le niveau de notre commerce, soit d'importation soit d'exportation, ou de transit, ou même quel était le trafic dans les frontières mêmes du pays. Les matières premières dominent encore dans notre circulation commerciale, on les exporte le plus, et leur mouvement à l'intérieur dépasse aujourd'hui tous les autres articles. Dans ces derniers temps, elles reculent un peu au profit des produits finis. Ainsi en comparant l'année 1926 avec l'année 1922, nous voyons que dans les

TABLEAU N° 44

TRAFIC DES MARCHANDISES PRIVEES PAR ESPECES (en tonnes)

Dénomination des marchandises	1924	1925	1926
Céréales	1.141.164	1.333.481	1.594.471
Farine de froment, etc.....	535.133	694.349	687.080
Betterave à sucre.....	359.253	1.124.474	1.258.716
Sucre	140.846	415.155	404.345
Sel	166.876	208.215	234.404
Bois de différentes sortes et charbon de bois	4.120.236	5.056.748	5.060.163
Minerais	202.683	437.921	565.208
Charbon	4.302.612	3.231.842	2.425.521
Ciment	1.526.380	1.274.552	1.126.002
Différentes marchand. textiles..	69.391	82.385	143.595
Verre	33.444	45.169	66.642
Fer, acier et leurs marchandises	437.126	655.626	540.302
Machines	134.472	138.823	87.420
Papier	57.034	118.869	153.688
Animaux domestiques	318.325	322.753	273.247
Les autres marchandises	1.973.469	3.323.375	3.714.635
<i>Totaux.....</i>	<i>15.518.446</i>	<i>21.093.286</i>	<i>21.324.390</i>
Par voie normale.....	13.332.462	16.100.368	15.462.467
Par voie étroite (0,76 m.).....	2.158.715	2.321.808	2.817.220
Par voie étroite (0,60 m.).....	27.269	41.561	55.746
Transports en régie service....		2.629.549	2.988.951

5,8 millions de tonnes d'augmentation de trafic les matières premières sont faiblement représentées. Le charbon par exemple a diminué presque de moitié, quoique sa production ait été de 11 % plus forte en 1926 qu'en 1922. La quantité de bois et de céréales transportée a augmenté d'un peu plus d'un million de tonnes. La plus grande différence est peut-être marquée par la betterave à sucre dont la production a subitement augmenté durant ce laps de temps. Ensuite, il y a une forte augmentation de trafic de papier, de verre, de

textiles, de sucre, articles de fabrication finie dont le besoin commence à se faire de plus en plus sentir.

Classé par Directions, le trafic des marchandises en 1926 a été le suivant :

Voie normale :

Direction de	Tonnes	par km. voie exploitée
Beograd	2.924.011	1.832
Zagreb	5.390.692	2.676
Ljubljana	6.327.520	5.679
Subotica	2.958.797	1.580
Total.....	17.601.020	2.668

Voie étroite :

Beograd	1.197.867	1.829
Sarajevo	2.362.281	2.348
Divers	86.415	666
Total.....	3.646.563	2.036

Le chiffre le plus fort a été atteint en Slovénie. Ses chemins de fer à voie normale ont transporté 6 millions de tonnes sur 17 mililons, soit presque le tiers, tandis que la longueur de ses voies ferrées n'est qu'un sixième de la totalité des voies de l'Etat.

Ainsi, en Slovénie, à un kilomètre de voie correspondent 5.679 tonnes de marchandises transportées, contre 1.580 tonnes seulement en Voïvodine. Le fait que la Slovénie est de toutes les provinces la plus exposée au trafic international contribue à cette différence. De même que la plus grande partie de nos importations ou exportations par voie ferrée passent par la Slovénie, ainsi la plus grande partie du transit traverse cette province. Même du temps de l'Autriche, cette province avait eu le plus fort trafic à cause de Trieste et de Fiume qui attiraient vers eux tout le frêt de l'ancienne monar-

chie. Après la Slovénie vient la Croatie qui, quoiqu'elle s'en approche à peu près par le nombre de tonnes transportées, en est loin d'après la moyenne obtenue par km. de voie. Ce chiffre est le plus faible pour la Voïvodine qui, bien qu'elle dispose d'un réseau de voies ferrées dense, ne charge pas beaucoup les chemins de fer du transport des marchandises, car elle possède la plus grande partie de nos fleuves navigables. Les voies ferrées marquent particulièrement la différence qui existe entre la Serbie et la Bosnie. Ces deux provinces possèdent presque la même longueur de voies étroites. Seulement la Serbie, à côté des voies étroites, dispose aussi de voies normales et celles-ci, étant plus aptes au trafic, attirent vers elles la marchandise, tandis qu'en Bosnie le peu de voies normales n'a rien de commun avec le trafic intérieur dont tout le poids retombe sur les voies étroites. Au moment où une voie normale traversera la Bosnie, comme le prévoit le projet — quand se réalisera-t-il ? — qui relie Beograd et Split par Tuzla, Zavidović, Sarajevo et Mostar, la plus grande partie des marchandises d'importation et d'exportation prendra cette direction.

Le transport des voyageurs n'a pas eu la même intensité que celle que nous avons constatée pour le transport des marchandises. De 39,9 millions de voyageurs qui ont été transportés par chemin de fer en 1924, il y en avait 40 millions en 1925, 42 millions en 1926 et 40,5 millions en 1927. En voici la répartition par classes :

	I ^e	II ^e	III ^e	IV ^e	Régie au prix réduit
	%	%	%	%	%
Voie normale....	0,16	3,34	81,51	—	14,99
0 m. 76.....	0,03	3,20	53,94	30	12,83
0 m. 60.....	—	1,19	97,11	—	1,70

Le rendement de nos chemins de fer, d'après les données que publie la Direction Générale des Chemins de Fer n'est pas très satisfaisant. En 1927, le revenu d'un train-kilomètre de voie normale a été de 53,59 dinars et pour la voie étroite

de 34,99 dinars. La voie étroite dépense plus et rapporte moins. L'incohérence qui date, comme nous l'avons dit, des premiers jours de l'histoire des chemins de fer en Yougoslavie, réduit la puissance de l'exploitation ferroviaire qui, pour cette raison, est en déficit dans la plupart des cas. Alors que pour un kilomètre exploité l'entretien exige 316.357 dinars (en 1926), les revenus s'élèvent à 287.673 dinars (en 1926). En 1925 l'Etat a dépensé pour un train-kilomètre 68 dinars 53 paras et en 1926 63 dinars 52 paras et il a reçu 60 dinars en 1925 et 57 dinars 76 paras en 1926. Ainsi deux années ont donné un déficit de 594 millions de dinars (343 millions en 1925 et 251 millions en 1926). Ce déficit a dû être certainement plus grand en 1927, parce que les recettes ont été en diminution de 198 millions de dinars sur 1926.

L'administration de l'Etat est également responsable du déficit des chemins de fer. Si nous voulions caractériser sa politique ferroviaire, nous y verrions quatre phases différentes. La première, ce fut la décentralisation dans le sens le plus large du mot. Les Directions ont été des corps autonomes. La deuxième phase a été la période de concentration. On s'efforça de restreindre le pouvoir de chaque direction et on établit entre elles un lien. La troisième fut la période de centralisation qui commença avec la mise en vigueur du tarif commun (en 1921). La dernière période est celle de la commercialisation des chemins de fer de l'Etat. Cette dernière période date de la Loi de Finances pour l'année 1927-28. On a voulu séparer les chemins de fer des autres branches économiques de l'Etat et les placer sous une administration indépendante. Il s'agissait ici surtout de la Loi sur la Comptabilité de l'Etat (c'est l'ancienne loi serbe qui date de 1910) qui restreint particulièrement le fonctionnement des chemins de fer. La commercialisation donnerait aux chemins de fer leur autonomie financière et les ferait exploiter sur une base commerciale. L'art. 225 de la Loi de Finances pour l'année 1927-1928 autorise le Ministre des Communications à procéder à la commercialisation des chemins de fer de l'Etat sur une large échelle. L'Etat continuera à rester l'unique propriétaire des chemins de fer, mais l'administration sera indépendante et sera exercée dans un sens commercial.

Ce dernier système d'exploitation, qui est de toute façon

très préférable, contribuera beaucoup à l'exploitation rationnelle, à condition que cette commercialisation soit faite sur une large échelle. L'Etat ne subirait aucun préjudice s'il était créé dans le pays quelque chemin de fer entièrement privé et destiné aux transports publics. A notre avis, si on pouvait construire avec des capitaux privés une partie du réseau ferroviaire qui resterait dirigé par des capitalistes privés, l'Etat n'en subirait aucun dommage. Au contraire, par le fait que l'économie de certaines régions progresserait avec la construction immédiate de lignes, là où l'Etat n'arriverait pas à construire dans cinquante ans, les caisses de l'Etat en tireraient grand profit. Nous irions même plus loin, et serions partisans de remettre quelques lignes existantes dès maintenant, et pour quelques années, à l'administration de sociétés privées. Aujourd'hui le pays exige tant de voies nouvelles qu'il est plus que certain que l'administration de l'Etat n'y pourrait suffire et que le capital privé serait d'un grand secours.

La politique des *tarifs* elle-même a été faible en Yougoslavie. Les vieux tarifs régionaux ont été appliqués dans chaque province jusqu'au 1^{er} Octobre 1925, date où fut mis en vigueur le Règlement provisoire sur les tarifs unifiés. Ce tarif provisoire a été remplacé par un tarif définitif le 1^{er} Octobre 1926 seulement, avec très peu de modifications, et le 1^{er} Décembre 1926 fut publié le Règlement sur le transport des marchandises. Le deuxième fait important dans la politique des tarifs a été la création du Comité des tarifs, conformément à l'art. 131 de la Loi de Finances pour l'année 1926-27. Le Comité des tarifs a été chargé de l'examen des questions relatives à la politique des tarifs des communications : il est composé de deux sortes de membres : 1^o des représentants des autorités de l'Etat et 2^o des délégués des institutions économiques. Auparavant, c'est le Ministre des Communications qui avait eu les pleins pouvoirs pour diriger la politique des tarifs, tandis que désormais le Comité exerce en quelque sorte un contrôle sur le travail ministériel et constitue une espèce de corps consultatif.

En ce qui concerne les relations des tarifs internationaux, le 1^{er} Novembre 1927 fut établi le premier tarif fédératif, à

savoir le tarif direct italo-yougoslave. On a fait beaucoup d'efforts pour arriver au même résultat avec les autres pays voisins, mais sans succès.

En parlant des communications, nous devons toucher à une question qu'on a discutée vivement en Yougoslavie, celle du fameux *Jadranska Železnica* (Chemin de Fer Adriatique). Il existe, comme le dit le Rapport des Banques de Voïvodine (1), une littérature complète à ce sujet mais, en revanche, on n'a pas encore creusé un seul pied de terre (2). Sur cette question se sont heurtées les opinions de toutes nos personnalités économiques et politiques. Elle a été inscrite dans les déclarations ministérielles de tous les Gouvernements, et beaucoup de députés qui ont été élus l'ont insérée dans leur programme. Mais jusqu'à ce jour, peu de choses ont été faites. Un décret annule l'autre; le désir des uns détruit les désirs des autres, et comme les forces opposées ont été presque égales, le résultat a toujours été presque nul.

Il y avait trois projets principaux pour ce Chemin de Fer Adriatique :

- > Kotor.
- Beograd — Ploča.
- > Split.

Chacune de ces directions principales avait ses variantes, de sorte que les tracés de la ligne Adriatique étaient bien supérieurs à trois. La direction la plus favorablement envisagée actuellement est celle de Beograd-Kotor. Là où du temps des Néméens, comme le dit Jireček (3), existait la première ville commerciale de Serbie, devait naître aussi le principal port maritime de la Yougoslavie. Les partisans de ce projet motivent la ligne Adriatique par « l'accès de la mer ». Tandis que la Bosnie est reliée à la mer, la Croatie

(1) Pour l'année 1927, p. 28.

(2) Enfin, on a définitivement fixé le tracé de *Jadranska Železnica*. Partant de Beograd, la ligne aboutira à Kotor, par Ripanj-Kragujevac-Raška-Kos. Mitrovica-Priština-Peć-Podgorica. Elle sera longue de 809 km., dont sont déjà construits environ 200 km. (La partie de la ligne Kos. Mitrovica-Priština existait déjà avant la guerre et sur la ligne Kragujevac-Raška-Kos. Mitrovica, la partie Kragujevac-Kraljevo est ouverte aux communications et le reste sera achevé au printemps).

(3) Jireček : *Istorija Srba*, II, p. 43.

avec la Slavonie, la Serbie avec la Voïvodine et le Monténégro qui n'a pas du tout de chemins de fer, attendent la solution du problème des communications précisément dans cet « accès de la Serbie à la mer ». Ainsi, à l'occasion de la conclusion de l'emprunt Blair de cent millions de dollars, qui devait servir spécialement à la construction de ce chemin de fer, il a été décidé par l'art. 4 de la loi sur l'emprunt (du 23 juillet 1922) de relier Beograd à Kotor (Cattaro) par Višegrad. Pour la construction de la ligne le Gouvernement devait céder (art. 13) à la Société pour les constructions des chemins de fer et des ports qui devait être fondée, l'exécution technique de la construction du chemin de fer et du port, avec le remboursement de 9 % de la somme totale des frais faits pour la construction des installations du chemin de fer et du port. Dans un délai de dix mois, un plan détaillé sur le tracé de la ligne devait être exécuté et la construction entreprise. Mais cela n'a pas été encore réalisé. La Loi de Finances pour 1927-28 (art. 319) a autorisé le Ministre des Finances à « modifier et compléter », par la voie d'un nouveau contrat, le contrat sur l'emprunt pour la construction de la ligne de Beograd à la mer Adriatique. Ainsi le Gouvernement dut prendre sur lui-même « les droits et les obligations de la ligne Adriatique » qui appartenaient d'après le contrat antérieur à la société privée. Un an plus tard, la Loi de Finances (pour 1928-29, art. 154) donnait le tracé de ce Chemin de Fer Adriatique de la façon suivante: Beograd-Ripanj-Lazarevac-Topola-Kragujevac-Mitrovica-Priština-Peć-Belo Polje - Andrijevac-Kolašin-Podgorica-Kotor.

Evidemment rien n'a été fait encore (1). Cependant nous apprenons que le nouveau Gouvernement a décidé au mois d'avril 1929 en Conseil des Ministres d'ajourner la construction de la ligne Adriatique à travers la Serbie et de construire la « ligne de Una » (*Unska pruga*) qui relierait Bihać avec Split en raccourcissant ainsi la liaison actuelle entre Beograd et Split par Ogulin de 171 km. Il est évident que cela ne résout pas la question du Chemin de Fer Adriatique. Pour que nos ports puissent prospérer, il faut des lignes de chemin de fer qui amèneront le maximum de marchan-

(1) Voir la note page 447.

dises. Pour que la plus grande partie du commerce d'exportation et d'importation passe par nos ports, il faut que ceux-ci soient reliés avec des communications ferroviaires favorables atteignant la majeure partie de leur hinterland. Pour que le blé de la Voïvodine passe par Split ou Kotor au lieu de suivre le Danube vers Braïla, il faut que les communications par Split ou Kotor soient plus favorables que celles par la Roumanie. Pour que les produits de la Serbie du Sud se détournent de Salonique vers nos ports nationaux, il faut que ce changement n'augmente pas les frais de transport de cette marchandise. Que les moyens de transport nous appartiennent ou non, cela est indifférent pour l'acheteur ou le vendeur. Il s'agit surtout de pouvoir soutenir la concurrence. Pour cela sont de la plus grande importance les frais de transport, la rapidité d'expédition et la sécurité. Et ces principes économiques attendent leur réalisation pour que notre côte dalmate renaisse économiquement. Au moment où nos ports adriatiques pourront absorber la partie la plus importante de notre commerce, la situation de celui-ci changera tout à fait. Quoique nous sachions que cela ne viendra pas de sitôt, nous sommes persuadés qu'une fois que toutes les fluctuations se calmeront dans le pays, alors tout ce qui est malsain guérira et le progrès économique de la Yougoslavie sera le but de tous les Yougoslaves.

CHAPITRE TROISIEME

LES VOIES FLUVIALES

Les principaux fleuves navigables. — Le Danube. — La Save. — La Drave. — Le Tissa. — Le Canal Begej. — Le Canal du Roi Pierre. — Le Canal du Prince Alexandre. — Le trafic des voies fluviales.

En Yougoslavie, le défaut de communications par terre est compensé jusqu'à un certain point par des communications favorables par eau. La navigabilité des fleuves y a toujours été d'une grande importance. Le rôle qu'a joué le Danube dans le développement du pays l'a été également par la Drave, la Save, la Tissa ou la Morava; les régions qui traversent ces rivières sont de beaucoup plus avancées économiquement, plus peuplées que les régions sans voies navigables. Alors qu'aujourd'hui le trafic par chemin de fer et par route est insuffisant, celui des voies fluviales tend à dominer de plus en plus pour beaucoup de marchandises. Quoique tous les fleuves navigables soient situés dans les régions de la Yougoslavie où le réseau des chemins de fer est le plus dense, le trafic des voies fluviales y a progressé beaucoup plus que celui par chemin de fer. La désorganisation même qui régnait dans la direction de notre trafic fluvial n'a pas pu l'empêcher de s'accroître d'une année à l'autre.

Il y a trois fleuves et rivières sur le territoire yougoslave qui ont été internationalisées : le Danube, la Tissa et la Drave. Le Danube nous appartient sur une longueur de 588 km. de sa rive droite et 358 km. de sa rive gauche. La Drave, dont la longueur navigable est de 400 km. est nationalisée sur

150 km. (jusqu'à Barč). La Tissa qui est navigable de l'embouchure jusqu'à la frontière hongroise (et plus loin jusqu'à Tokay) sur une longueur de 150 km. Sur un des plus grands fleuves, le Danube, la liberté de la navigation et l'égalité entre les pavillons est assurée par la « Commission Internationale du Danube ». Cette Commission se compose de deux représentants des Etats allemands riverains, un de chacun des autres Etats riverains et par un représentant de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie. La compétence de cette commission s'étend sur la partie du Danube compris entre Ulm et Braïla et ses affluents mentionnés dans la Convention, pour la Yougoslavie la Tissa et la Drave.

Ces fleuves sont tous trois d'une grande importance. Le Danube assume plus des 3/5 de tout le trafic fluvial de la Yougoslavie. Cependant si nous considérons la participation de la Yougoslavie dans ce trafic, nous verrons que le pourcentage n'est pas très remarquable. Tandis que dans le trafic intérieur du Danube — d'un port fluvial du pays dans un autre port du pays — n'a été que de 251 tonnes de marchandises en 1925, sous pavillon des Etats étrangers, dans le commerce extérieur — entre les ports indigènes et les ports étrangers — à l'importation sur notre territoire, la Yougoslavie a participé avec 38,84 % du trafic total. Dans l'exportation des marchandises par le Danube, le pavillon yougoslave participe avec 41,26 %. Mais dans le transit international traversant la Yougoslavie, la participation est seulement de 2,9 % (1). Dans le trafic sur la Tissa, la Yougoslavie participe avec 60,33 % dans les importations et 24,46 % dans les exportations, sur la Drave 19,21 % dans les importations et 61,09 % dans les exportations. Cela ne correspond nullement ni à la force de la flotte fluviale yougoslave ni à l'intensité du trafic fluvial. En 1925, la Yougoslavie a eu sur le total de la flotte fluviale appartenant à 15 Etats participant au trafic sur le Danube :

20,5 % de la puissance motrice de tous les bateaux de voyageurs,

(1) *La Revue écon. de Belgrade*, 1927, n° 9, p. 201-2.

22,1 % de la force motrice de tous les remorqueurs,
24,4 % du tonnage de tous les chalands et pontons (1).

Il n'est pas nécessaire de souligner que cette importante flotte fluviale aurait été capable de prendre une plus forte part au commerce extérieur de la Yougoslavie dans les transports par le Danube. La faute en est à la direction dont le trafic fluvial dépendait, et aussi à la direction dont il dépend aujourd'hui. Le Syndicat de Navigation formé au mois d'octobre 1919 s'est désagrégé après plus de six ans d'activité. Et tandis que les Compagnies allemandes, autrichiennes et hongroises forment un puissant cartel pour les transports par le Danube, la flotte de la Yougoslavie était divisée entre deux groupes rivaux qui ont créé une désorientation complète dans notre flotte. Pendant que le cartel des compagnies étrangères diminuait les prix de transport, nos compagnies indigènes et la flotte fluviale dirigée par l'Etat les augmentaient. De plus une friction se produisit entre la « Navigation fluviale » d'Etat, fondée le 1^{er} Janvier 1926, et les parties de l'ancien « Syndicat », première Compagnie de Navigation serbe (fondée en 1893). Pendant que d'un côté l'Etat, en attirant vers lui la plus grande partie du trafic, étendait son activité, les compagnies privées ne jouissant d'aucune subvention de la part de l'Etat diminuaient rapidement. Il est compréhensible que l'intérêt de notre navigation fluviale exige que toutes les compagnies existantes, de même que la « Navigation fluviale » de l'Etat, se réunissent en un puissant cartel qui pourrait contrebalancer le cartel des Etats étrangers et relever en même temps notre navigation fluviale. Qu'on le fasse sous l'ancienne forme ou qu'on trouve une nouvelle façon qui serait peut-être plus favorable pour l'Etat, cela importe peu, mais il faut le faire le plus tôt possible en concentrant toutes les forces éparses de notre navigation par voie d'eau.

Le total de notre réseau fluvial est estimé à plus de 2.000 km. En régularisant la Save, la Drave, la Drina, la Morava et quelques autres fleuves, la navigabilité de nos fleuves pourrait être augmentée encore d'environ 900 km.

(1) *Naša Narodna Privreda*, p. 218.

Le principal fleuve navigable est le *Danube*, dont la partie navigable de Bezdan jusqu'à l'embouchure du Timok s'élève à 522 km. Il n'est pas seulement le fleuve principal pour le trafic intérieur de la Yougoslavie, mais aussi le principal lien fluvial avec l'étranger, reliant 6 Etats différents. Le volume de son eau le rend accessible aux bateaux de 1.000 tonnes et même davantage. Mais le Danube a un côté sombre qui l'empêche d'être parfait pour la navigation. Près de Bazjaš il entre en contact avec les Alpes Transylvaniennes, dans la partie Sud des Carpathes. Là, son lit se rétrécit et forme les Portes de Fer ou Djerdap. C'est l'unique secteur dangereux dont la longueur est de 30 km. Il commence près de Golubovac et finit près du village Sip, qui se trouve dans la proximité de Tekija de Kladovo. La largeur du fleuve s'y rétrécit parfois jusqu'à 190 m. (tandis que près de Novi Sad sa largeur est de 1.100 m. et atteint parfois même 3.500 m.) s'abaissant même jusqu'à 113 m. A l'endroit le plus difficile, il y a 6 catractes : Stenka, Dojka, Izlaz, Greben, Ivc et Železna Vrata.

La question de la régularisation du Danube date du Congrès de Berlin (1878) où un mandat international a chargé l'Autriche de la régularisation des Portes de Fer. L'Autriche a abandonné ce travail à la Hongrie qui a exécuté les principaux travaux jusqu'au 27 Septembre 1896 où, pour la première fois, les Portes de Fer ont été ouvertes à la navigation, puis en septembre 1898 toute l'étendue du secteur des catractes sur une longueur de 116 km. (1). Le trafic par les Portes de Fer s'est rapidement accru, et en 1899 il a été transporté par le secteur de Djerdap 45.174 tonnes de marchandises, en 1908 316.293 tonnes et en 1917 a été atteint le maximum qui n'a jamais été dépassé : 2.094.348 tonnes, c'est-à-dire qu'en 18 ans le trafic a augmenté de 46 fois. Après la grande guerre, le trafic par les Portes de Fer a été assez réduit. Le 23 Juillet 1922 une conférence à Paris a mis le Danube d'Ulm jusqu'à Braïla sous la compétence de la « Commission Internationale du Danube ». L'art. 289 du Traité de Trianon annule l'art. 57 du Traité de Berlin du 13 Juillet 1878 et charge la Commission Internationale du

(1) *La Revue écon. de Belgrade*, 1926, n° 3, p. 1.

Danube des travaux à faire dans le Djerdap. En 1923, 537.502 tonnes de marchandises ont passé par ce secteur; en 1926, 1.251.155 tonnes et en 1927, 1.328.248 tonnes.

Sur le Danube, dans la partie qui passe par la Yougoslavie, il y a 53 ports, dont 6 d'hivernage où 819 coques en moyenne peuvent être mises pendant l'hiver à l'abri des glaces. Les principaux ports sont . Beograd, qui a lui-même plus d'un tiers de tout le trafic des ports, Pančevo, Novi Sad, Kostolac, Zemun, Prahovo, Semederevo, etc...

Le plus important fleuve national est la *Sàve*. Passant le long de la Slovénie, Croatie, Slavonie, Voïvodine, Bosnie et d'une partie de la Serbie, elle est la principale communication entre ces provinces. Elle a joué ce rôle autrefois déjà, car, du temps des Romains, la Save a été navigable jusqu'à l'embouchure de la Ljubljanica, près de Ljubljana, et c'est à cette époque qu'ont été fondées les villes Emona (Ljubljana), Sistia (Sisak), Marsonia (Brod), Sirmium (Mitrovica), Singidunum (Beograd) (1). Aujourd'hui la Save est navigable seulement à partir de Sisak sur une longueur de 593 km. et pour les grands navires seulement à partir de Brod (374 km.). Actuellement on s'occupe vivement du curage de son cours et de la prolongation de sa navigabilité jusqu'à Zagreb (700 m.). Entre Sisak et Rugvica (situé eau 663 km. en amont du fleuve), la Save est navigable pendant une partie de l'année.

La Save n'est pas aussi apte que le Danube à la navigation qui y est entravée aussi bien par une quantité d'eau insuffisante que par un cours sinueux qui allonge le trajet. Le trafic par la Save est gêné également par la ligne de chemin de fer qui suit parallèlement son cours. Aujourd'hui c'est une de nos plus importantes lignes de chemin de fer, et quand la voie double sera construite, son trafic s'accroîtra beaucoup plus. Tout cela nous explique pourquoi la Save, bien que sa situation soit favorable, est tellement en retard sur les autres fleuves au point de vue de son trafic. Ainsi en 1926, le trafic par kilomètre exploité a été pour la Save de 760 tonnes par kilomètre, tandis qu'il a été la même année pour le Danube

(1) Aug. Pisačić et Stevan Buke : *Podatci za regulacija Save*, Zagreb, 1919, *La Revue économique de Belgrade*, N° 7-8, 1928, p. 162.

de 3.787 tonnes; pour la Tissa, de 3.704 tonnes; pour la Drave, de 2.330 tonnes. La Save possède en tout 14 ports, dont (sans compter Beograd qui est plutôt un port du Danube que de la Save) les plus importants sont : Sisak Srem. Mitrovica, Šabac, Bos. Gradiška.

La *Drave* est un des trois fleuves internationaux de la Yougoslavie. Elle est navigable à partir de Barč, à 150 km. de son embouchure et pourrait être utilisée à partir de Varaždin, à 350 km. de l'embouchure. Les chalands du Danube peuvent aller seulement jusqu'à Belišće (50 km.) et jusqu'à Barč seulement quand l'eau est haute. Sur la Drave, il y a cinq ports dont Osijek et Belišće dont les plus importants.

Le troisième fleuve international est la *Tissa* qui est navigable à partir de son entrée, Segedin, jusqu'à son embouchure dans le Danube, sur une longueur de 164 km. Reliant la Yougoslavie à la Hongrie, elle a joué autrefois un rôle beaucoup plus important qu'aujourd'hui. Tout de même, ce fleuve est après le Danube le plus important pour le trafic international. La Tissa possède 15 ports, dont le plus considérable est le port de Titel qui a eu en 1926 un trafic de 50.000 tonnes.

Parmi les canaux, le plus important est le *Canal de Begej* (Bégué) qui date du dix-huitième siècle, et constitue comme un affluent de la Tissa. Très utile au commerce de la Voïvodine, il est navigable sur 75 km. jusqu'à la frontière roumaine, et encore plus loin vers Temesvar. Son principal port est Vel. Bečkerek qui détient la moitié de tout le trafic du canal.

Le second, par son importance, est le *Canal du Roi Pierre*, long de 123 km. qui unit le Danube à la Tissa; le *Canal du Prince Héritier Alexandre*, d'une longueur de 69 km., qui unit le *Canal du Roi Pierre* au Danube près de la ville de Novi Sad. Le canal du Roi Pierre a été construit dès 1802, celui du Prince Héritier Alexandre en 1875. Sur le canal du Roi Pierre il y a 9 ports dont les principaux sont Crvenka et Vrbas, tandis que le canal du Prince Héritier Alexandre a huit ports dont le plus important — à part Novi Sad qui compte dans les ports du Danube, — est le port de Torža.

Parmi les autres rivières navigables, du moins partielle-

ment, citons les suivantes : Ljubljana sur 28 km., Kupa sur 136 km., Bosut sur 40 km., Velika Morava 25 km., Spačova 21 km., Studva 18 km., Trebej 6 km., Veliki Strug 5 km., Tamiš 3 km., toutes appartenant au bassin du Danube; puis les fleuves de la Mer Adriatique, Bojana et Neretva et les lacs de Scutari 85 km. et d'Ohrid 72 km. (1).

Par suite de la rupture du Syndicat de Navigation, en 1926, l'Etat a entraîné avec lui 70-75 % de la flottille pour sa « Navigation Fluviale » (« Rečna Providba ») et un an plus tard la situation était la suivante :

1° Bateaux passagers : 119, avec 7.428 CV.

2° Bateaux remorqueurs : 52, avec 25.281 CV.

3° Cahlands : 583, avec la capacité de 303.206 tonnes.

La première Cie de Navigation Danubienne garde actuellement 8 bateaux de 3.440 CV. et 63 chalands de 41.670 tonnes de capacité. Les autres petites entreprises, au nombre de 7, possèdent 612 unités différentes avec 11.532 CV. et la capacité de 101.718 tonnes. Le total de notre flotte fluviale est composé de 307 bateaux avec 47.685 CV. et de 1.035 chalands avec une capacité de 446.594 tonnes (2).

Parmi les compagnies étrangères qui s'occupent des transports par les fleuves internationaux de la Yougoslavie, le « Lloyd Bavarois », fondé en 1913, dispose outre des 16 remorqueurs de 10.260 CV. de 90 chalands de 86.367 tonnes, et de 18 chalands à moteur de 3.080 CV. Ensuite la Cie de Navigation Danubienne (D.D.F.G.), fondée en 1829, possède 47 bateaux et 455 citernes et chalands de 265.000 tonnes de capacité. Il y en a beaucoup d'autres parmi lesquelles les plus importantes sont : la Cie de Navigation Hongroise (M.F. T.R.), la Société de Navigation Tchécoslovaque (Brastilava), la Cie Roumaine de Navigation, etc... (3).

En ce qui concerne le trafic lui-même, il a assez progressé au cours des dernières années et a faibli un peu en 1927. Ce progrès se fait particulièrement sentir dans le trafic sur le Danube et la Tissa. De 1923 à 1926 le Danube a vu son trafic

(1) *La Revue Econ. de Belgrade*, 1927, n° 3, p. 67.

(2) *La Revue écon. de Belgrade*, 1927, N° 3, p. 69.

(3) *Ib.*, p. 69-70.

s'accroître de 200 %, la Tissa de 220 % et la Drave seulement de 140 % tandis que la Save accuse une diminution de trafic par rapport à 1923. En 1927 le trafic a diminué sur tous les fleuves par rapport à l'année 1926. Une seule exception : la Save, dont le trafic a augmenté de 36 %.

TABLEAU N° 45

LE TRAFIC DES VOIES FLUVIALES

	Quantité en Tonnes			Milliers Ton. kilométrique		
	1923	1926	1927	1923	1926	1927
Danube	1.400.780	2.914.637	2.764.893	283.491	750.628	879.591
Save	312.478	308.847	426.851	73.233	90.151	110.098
Drave	133.321	188.809	368.365	9.743	18.856	16.046
Tissa	272.089	607.478	167.964	5.566	6.907	8.583
Canal Begej	188.312	294.702	222.858	6.977	10.832	8.116
Can. Pierre et A...	62.578	126.179	121.119	3.373	4.422	6.046
<i>Total.....</i>	<i>2.369.558</i>	<i>4.440.652</i>	<i>4.072.050</i>	<i>382.383</i>	<i>881.796</i>	<i>1.028.480</i>

Notre tableau N° 46 nous donne la relation qui existe entre les marchandises indigènes et les marchandises étrangères. On y remarque particulièrement que sur le trafic total des marchandises transportées par le Danube 62,82 % appartiennent au commerce du pays, dont 35 % au commerce intérieur et 29 % au commerce extérieur. Sur les 37 % qui restent, 23,59 pour cent appartiennent au transit. Sur tout le trafic par la voie fluviale, 65,7 % de marchandises ont été transportés par le Danube et sa situation influence fortement le niveau de transport par la voie fluviale. De ce point de vue tous les autres fleuves diffèrent complètement du Danube. Ainsi, il a été transporté par la Save 92 % de marchandises indigènes dont 77 % dans le réseau de ports yougoslaves. Dans le transport des marchandises étrangères, c'est la Drave qui émerge un peu avec 21 % — le tout des importations — et la Tissa avec 115 %, dont 3,66 % de transit.

En ce qui concerne le transport des marchandises classées par catégories, ce sont le bois et le charbon qui dominent

TABLEAU N° 46

TRAFIC FLUVIAL DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE EN 1926

Voies fluviales	MARCHANDISES INDIGENES				MARCHANDISES ETRANGERES									
	Transports intérieurs		Exportation à l'étranger		Total		Importations de l'étranger		Transit international		Total		TOTAL	
	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%
Danube.....	977.596	33.56	852.199	29.26	1.829.795	62.82	397.234	13.59	687.608	23.59	1.084.842	37.18	2.914.637	65.7
Save.....	239.872	77.67	44.717	14.48	284.589	92.15	24.258	7.85	—	—	24.258	7.85	308.847	6.9
Drave.....	136.754	72.42	12.092	6.41	148.846	78.83	39.963	21.17	—	—	39.963	21.17	188.809	4.3
Tissa.....	205.826	33.88	307.536	50.63	513.362	84.51	71.871	11.83	22.245	3.66	94.116	15.49	607.478	13.6
Canal Begei.....	138.247	46.91	121.055	41.08	259.302	87.99	27.535	9.34	7.865	2.67	35.400	12.01	294.702	6.7
Can. du roi Pierre et can. de l'Hér. Alex.	86.432	68.49	32.671	25.89	119.103	94.38	7.076	5.62	—	—	7.076	5.62	126.179	2.8

dans le trafic intérieur. Ce qu'on importe le plus c'est le charbon, et ce qu'on exporte le plus, ce sont les produits de l'agriculture. Le naphte à lui seul fait plus des $\frac{3}{4}$ de tout le transit. Les produits agricoles dominent dans le transit, formant environ 800.000 tonnes sur 2,7 millions en 1927. La deuxième place est occupée par les matériaux de construction, tandis que le naphte, le charbon, le bois y figurent, avec un peu de différence, en petites quantités. Sur la Save domine le transport du bois qui compose plus de la moitié de tout le trafic sur cette rivière. Parmi les autres marchandises les produits agricoles sont les plus importants. La Tissa et le canal de Begej transportent le plus de céréales.

CHAPITRE QUATRIEME

LE COMMERCE MARITIME

L'état de notre côte sur l'Adriatique. — Les chantiers. — Les ports. — Split. — Susak. — Sibenik. — Boka Kotorska. — Dubrovnik et les autres ports. — Thacon di Revel. — Salonique. — La capacité de notre marine marchande. — Le commerce maritime.

*« Si nous n'étions pas
une nation pauvre... »*
Dr IVO BELIN.

Le grand obstacle au commerce d'exportation de l'ancien Royaume de Serbie était l'absence d'un débouché sur la mer. Ce pays agricole a dû garder une grande partie de ses produits parce qu'il lui manquait une liaison favorable avec l'étranger. Alors que les relations étaient faciles avec l'Autriche, c'est-à-dire pendant que celle-ci pouvait jouer à sa guise avec la Serbie, tout le commerce traversait le Danube, et l'Autriche faisait ensuite ce qu'elle voulait des produits serbes. Quand ces bons rapports eurent cessé, le commerce de la Serbie fut placé dans une situation malaisée et se trouva obligé de changer de direction. Il se tourna vers la mer, vers Salonique dont la position était très favorable au commerce avec la Serbie. Mais Salonique n'était pas plus qu'aujourd'hui un port serbe. Bien que les autorités grecques aient favorisé le commerce serbe, on sentait tout de même que la Mer Egée n'était pas un libre débouché. Ce n'est qu'après la débâcle de l'Autriche et de la Hongrie que la Serbie, unie aux autres pays habités par les Slaves du Sud, a obtenu l'accès à la mer qu'elle avait perdu au quatorzième siècle. La

longue côte dalmate, qui borde l'Adriatique sur 1.562 km., était une garantie octroyée à la jeune nation, elle allait marquer quelque chose de nouveau dans l'histoire des frères enfin réunis : « Notre mer », telle était la formule, le mot d'ordre qui retentissait dans tous le pays libéré, et qu'on prononçait avec le plus grand espoir et une égale piété. En fait, le progrès économique du pays se produira sans doute lentement, après beaucoup de labeur, car les épreuves qu'a subies la Yougoslavie pour sa résurrection n'étaient pas petites ni bénignes, mais il n'existe pas et il ne doit exister aucun obstacle qui l'empêche d'atteindre un jour la place à laquelle elle a droit par sa richesse naturelle, les mérites de son peuple laborieux. Le fait que nous ayons à notre tour « notre mer » nous ouvre la voie vers le monde entier. Là où notre Dalmatie n'est pas venue jusqu'à présent se placer sous le pavillon yougoslave, elle y viendra sinon demain, du moins un jour dans l'avenir, que le monde en soit persuadé comme nous le sommes nous-même.

L'Autriche-Hongrie s'est efforcée par sa politique maritime de réduire le plus possible les ports dalmates, convaincue que le progrès des ports dalmates et de la Dalmatie ne profiterait pas à la Monarchie. Elle sentait que plus il y aurait de liberté et de force, plus l'Etat déjà gangrené serait menacé de désagrégation. Mais pour que la mer profitât tout de même à l'Empire, on avait choisi deux ports, pour l'Autriche Trieste, et pour la Hongrie Fiume, en y dépendant de grosses sommes d'argent, de façon que tout le commerce de la Monarchie dualiste se dirigeât vers ces deux ports. Reliés à des lignes de chemins de fer favorables et à bon marché, munis abondamment d'installations techniques modernes, ces ports acquirent rapidement une réputation mondiale et attirèrent à eux tout le commerce de la Monarchie qui passait autrefois par les ports allemands du Nord. Pour tout le reste de la côte, les autorités ne s'en soucièrent pas, et sans l'initiative des indigènes de la Dalmatie, aucun port dalmate n'eût subsisté. Celui de Gruž seul avait pris quelque importance à cause de l'exportation du bois de Bosnie, et encore était-ce dans les vues de l'Autriche. Šibenik et Kotor étaient des ports de guerre sans intérêt pour le commerce, et Split un port destiné aux voyageurs, tandis que Metković et Sušak

étaient presque inconnus. Pour la marine, qui prit alors un certain développement, on s'est efforcé d'éliminer le capital dalmate et croate. Ainsi, pour le total de la flotte des ports dalmates et croates, il avait été engagé environ 50 % de capitaux austro-hongrois, 25 % de capitaux italiens et seulement 25 % avaient été laissés aux indigènes.

Avec la débâcle de l'Autriche, la situation changea sensiblement sur la mer Adriatique. Une nouvelle formation des Etats opéra aussi un nouveau mouvement du commerce. Tout ce qui avait eu autrefois de l'importance devint tout à fait accessoire, et au contraire ce qui avait été secondaire acquit de l'importance.

Le partage de l'ancienne flotte austro-hongroise, qui comptait 1.052.000 tonnes, n'a été fait qu'en 1920 par l'accord Trumbić-Bertoloni. L'Italie, héritant dans une grande mesure des prétentions de l'Autriche, pour empêcher l'existence d'une puissance maritime de l'autre côté de l'Adriatique, prit pour elle tout ce qui avait de la valeur. L'accord n'attribua à la Yougoslavie que 114.719 tonnes d'une flotte presque sans valeur. Elle, qui a hérité pourtant de 5.000 marins sur les 7.000 qui servaient dans la marine austro-hongroise a obtenu seulement 1/10 de la flotte, et encore cette fraction n'était que partiellement utilisable.

Espérons que ce coup porté à la Yougoslavie sera le dernier dont aura souffert notre littoral. Même à l'époque des rois croates, au IX^e siècle, quand la puissance maritime des villes dalmates dominait la Méditerranée et avait forcé même Venise à lui payer un tribut (1), la Dalmatie n'a pas connu un jour comparable à celui de l'union, en 1918. Dans l'île de Korčula (2) où il y a 2.000 ans, se trouvait un des plus anciens chantiers de la mer Adriatique, où était le plus grand centre de construction navale de Venise, le commerce maritime n'a pas pu se développer parce que des ennemis s'y sont opposés, qui voyaient leur ruine dans la prospérité de la Dalmatie. Depuis la domination de Venise jusqu'au dernier jour de l'Autriche, tout acte politique tendait au même but : concentrer toute la puissance maritime dans ce coin de

(1) Ive Gattin dans *Dalmacija*, p. 294.

(2) *La Revue Economique de Belgrade*, N° 2, 1927, p. 31, 32.

l'Adriatique où se trouvent Venise, Trieste et Fiume. Et tout ce que l'Italie fait aujourd'hui contre nous est fait avec la même intention. C'est la même envie, la crainte de « la force des Dalmates », c'est la persuasion que le progrès de la Dalmatie libre dépassera de loin celui de ses voisins. Et ils ont raison d'avoir peur, comme nous avons raison d'être fiers et d'avoir confiance qu'avec « notre mer » et avec l'aide de « notre adroit Dalmate » nous serons en état de créer la marine de commerce dont notre pays a toujours eu besoin.

Le développement de notre flotte nationale s'est heurté à de grandes difficultés. La première de toutes, c'est que la Yougoslavie n'a pas été financièrement assez forte pour créer dans un temps assez court ce dont elle avait besoin. L'administration de l'Etat elle-même n'y a pas contribué beaucoup. Un des Ministres des Communications a eu le rare courage d'avouer à la tribune de la Chambre que dans l'initiative du développement de notre marine commerciale « l'Etat n'a pris presque aucune part » (1). Les luttes politiques, les conséquences économiques d'après-guerre, diminuaient la force matérielle que le peuple yougoslave pouvait consacrer à son administration. Et tandis que tous les Etats et particulièrement notre voisine l'Italie s'appliquaient à renforcer leur marine commerciale, le Gouvernement yougoslave devait tout laisser à l'initiative privée de nos marins. Il pouvait soutenir seulement le cabotage pour lequel il a déboursé, de 1922 à la fin de l'année budgétaire 1927-1928, la somme de 171,5 millions de dinars, ce qui ne représente pas même 30 millions par an. Cette « subvention » a été accordée parce que l'Etat lui-même s'est servi de cette navigation en obligeant les Compagnies à effectuer le service pour son compte. Le cabotage a assez bien prospéré. Ainsi en 1925, la navigation locale avait couvert 919.697 milles marins; en 1926 1.022.209 milles; en 1927 1.060.350 milles et pour l'année suivante, on espère avoir parcouru 1.278.973 milles marins, sur 68 lignes. On pourrait dire que c'est un progrès, et c'en est un en effet, mais le gros de notre flotte de commerce est en contact avec l'étranger. Cependant les caisses de l'Etat n'ont pas déboursé

(1) Rapport de la Chambre du Commerce et de l'Industrie, Zagreb, 1927, p. 84.

un dinar de subvention à cet effet. Tandis que l'Italie subventionnait principalement ses lignes étrangères pour établir avec sa marine une concurrence efficace, nous avons fait exactement le contraire : nous n'avons presque rien subventionné, et surtout pas les lignes au long cours.

C'est seulement avec la Loi de Finances pour 1928-29 (art. 235, modifiant l'art. 85 de la Loi sur la Comptabilité Publique) que le Gouvernement a été autorisé d'accorder des prêts de longue durée à notre marine. D'après cet article, devaient être subventionnées quatre Compagnies faisant notre cabotage, effectuant le trafic régulier des côtes avec 66 vapeurs en 68 lignes. Leur répartition était la suivante :

	Nombre de lignes Vapeurs		Tonnes de registre	Milles marines
1° Cie de Navigat. Adriat.	46	48	15.886	983.681
2° Société de Nav. de Dalmatie	10	8	3.543	182.500
3° Société « Kotor » :	9	9	996	98.132
4° Société « Hum » :	3	1	123	14.660
<i>Total</i>	68	66	20.548	1.278.973

Pour cela, la première société obtenait 30,5 millions de dinars de subvention, la deuxième 11,25 millions, la troisième 7 millions et la quatrième 0,75 millions de dinars; en tout 49,5 millions. Ces sociétés s'engageaient à construire 24 bateaux modernes, jaugeant en tout 8.000 tonnes. Quoique cette subvention soit trop faible pour satisfaire aux besoins de notre marine, elle a tout de même une grande signification. Nous croyons que cette aide ne sera pas la dernière, comme elle n'était pas la première que l'Etat a donnée pour la prospérité de notre marine de commerce et pour la rendre capable de lutter contre la concurrence qui la menace de tous côtés.

La longueur de notre côte maritime est de 550 km. à vol d'oiseau, tandis que sa longueur réelle est de 1.562 km. sans îles et de 5.172 km. avec les îles. Cela nous éclaire singulièrement sur la grande indentation de la côte yougoslave. Sur ce vaste littoral, il y a 363 ports. Mais, en raison d'une liaison défectueuse, la plupart ont un caractère purement local. Seu-

lement 167, c'est-à-dire moins de la moitié, sont accessibles aux bateaux à vapeur. Mais ce n'est pas tout. Sur ces 167 ports accessibles aux vapeurs, 101 sont comptés officiellement comme ports. Cependant, au cours de l'année 1927, 63 ports seulement sur 101 étaient ouverts aux transports publics et 38, soit un tiers, étaient fermés, ne pouvant fonctionner faute de moyens financiers. Ainsi à côté de nos nombreux fiords, se succédant comme sur le littoral scandinave, avec nos 363 ports, nous sommes réduits à nous servir seulement de 63 d'entre eux. S'il y avait du moins, dans ce 1/6 de ports exploités, quelques-uns construits entièrement, équipés avec toutes les installations d'un port moderne, et capables de suffire à toutes les manipulations des marchandises; mais il n'en est pas un seul. La Yougoslavie a hérité pour ainsi dire d'une mer déserte et de ports nus. Il fallait créer tout ce qui était nécessaire à la bonne marche des ports. Il suffira de dire qu'au 18 Novembre 1918, aucun port dalmate n'était relié par une voie normale à son hinterland. C'est seulement de Bosnie que venaient deux branches de chemin de fer, d'importance minime, l'une privée pour Šibenik, et l'autre, simple voie étroite pour Gruž et Zelenika. Enfin en 1925 Split fut reliée à Ogulin, et en même temps à la Croatie et Slavonie et aux autres provinces. Et que peut faire Split avec 11 km. de quais construits et où le chargement et le déchargement sont faits avec la force humaine! Certainement, peu de chose. Le seul port qui soit mieux outillé est Sušak. Du temps de l'ancienne Monarchie, Sušak comme port n'existait même pas. Après l'accord avec l'Italie, l'Etat, voyant qu'il avait perdu tout espoir pour Fiume, se décida à faire de Sušak un port, même petit. Ainsi, on construisit 1.800 m. de quais et de môles, on éleva deux entrepôts avec une surface totale de 3.252 m², on installa 12 grues électriques d'une puissance de 1,5 tonnes chacune, et ainsi Sušak devenait un de nos plus grands ports et des mieux outillés. On peut conclure qu'en général nos ports (sauf Sušak) manquent de moyens techniques et des installations nécessaires (1), même de grands entrepôts. Il y a à Dubrovnik un grand entrepôt de transit appartenant à l'Etat, deux grands

(1) Slavko Sirišćević, *Naše morské luže*, Beograd, 1927, p. 12.

entrepôts à Sušak, un entrepôt de transit privé à Split et c'est tout, ou mieux, ce n'est rien. Rien pour le commerce qui s'y développe, et qui devait s'y développer. Nous n'avons aucun entrepôt public. Il est vrai que depuis 1924 il existe à Sušak une société qui porte le nom d' «Entrepôt public, S.A. Sušak» avec un capital de 40 millions de dinars, mais qui n'a pas encore réussi à construire cet entrepôt.

Quand nos ports auront tout le nécessaire : liaison par chemin de fer avec l'hinterland ; installations techniques, installations pour le chargement et le déchargement des marchandises, magasins et entrepôts publics, zone douanière libre, etc., il est certain que le commerce prendra un grand essor. Comme les matériaux s'y trouvent, il faudrait simplement construire. Comparons la superficie des ports et les quais construits :

	Superficie du port (m ²)	Superficie de la côte (m ²)	Quais et môles construits (en m)		
			pour grands bateaux	pour petits bateaux	Total
Sušak	100.000	11.680	1.300	500	1.800
Split	728.089	19.680	350	880	1.230
Šibenik	272.500	37.780	800	200	1.000
Gruž	500.000	40.000	870	400	1.270

Alors qu'un port moderne a besoin d'au moins 5 à 6 km. de quais et môles, notre plus grande côte aménagée n'a même pas 2 km. de longueur. Notre plus grand port a seulement 350 m. de quais construits pour les grands bateaux et il n'y peut accoster plus de 3 bateaux dont la longueur serait de 100 m.. Bien entendu, aujourd'hui où la Dalmatie est pour ainsi dire coupée de son hinterland, cela pourrait suffire. Mais lorsqu'une grande partie de notre commerce qui suit actuellement le Danube passera par nos ports de mer, quand la force expansive du pays aura augmenté, il sera urgent de procéder à l'extension et à la construction de nouveaux ports.

En ce qui concerne les *chantiers* de constructions maritimes, notre situation est également assez faible. Il ne nous est presque rien resté des célèbres chantiers de Korčula. Du

temps de l'Autriche, un des plus grands chantiers se tenait à Kraljevica, propriété de Ganz et Cie — Danubius — Budapest, fondé il y a plus de 200 ans. Cette entreprise a été nationalisée par la Yougoslavie, et elle est aujourd'hui, sous sa forme réduite, une des plus grandes du pays. A côté existe un autre petit chantier à Bakarac. Split possède un important chantier, « Jug », dont la fondation remonte à 1882, et qui actuellement est un des plus grands après celui de Kraljevica. Il y en a un autre important à Split, le « Marijan », fondé en 1922, qui est muni d'un meilleur outillage et de meilleures installations mécaniques que « Jug ». A Kotor (Tivat) existe un chantier exploité directement par l'Etat et appartenant à la marine de guerre. La situation générale, en 1926, était la suivante (1) :

Dans les arrondissements de :

Sušak . . .	5	chant.	avec	1	shipways	pour	pet.	embarcations
Šibenik ..	5	»	»	15	»			»
Split	4	»	»	10	»			»
Dubrovnik	3	»	»	18	»			»
	17	»	»	44	»			»

En tout, il a été construit en 1926 : 2 vapeurs, 26 voiliers et 177 barques d'un tonnage total de 1.008 tonnes; il a été procédé à la réparation de 196 vapeurs, 179 voiliers et 249 barques de 145.000 tonnes (2). La plupart de nos bateaux ont été construits dans les chantiers étrangers, principalement anglais. Ainsi, d'après la Chambre de Commerce de Zagreb, pour toute notre flotte il a été construit dans les chantiers du pays 601 voiliers et 6 petites unités à moteur, tandis que tout le reste a été construit à l'étranger (3). Le capital est ici le seul obstacle. Il n'y a pas de doute que l'Etat devrait subventionner beaucoup plus les constructions de navires en attendant que se développe le capital privé. Cependant l'Etat craignait de venir trop tôt et de surcharger nos ports étroits

(1) Chambre de Commerce, Zagreb, Rapport pour 1927, p. 97.

(2) *La Revue Economique de Belgrade*, N° 2, 1928, p. 32.

(3) Rapport pour l'année 1927, p. 97.

par des bateaux trop nombreux, et c'est pourquoi il s'est abstenu jusqu'à présent de toute subvention aux compagnies de navigation.

Parmi nos ports, *Split* est un de ceux qui ont le plus grand trafic. Presque la moitié de celui-ci quant au poids des marchandises passe par *Split*. Sa position lui a permis de jouer toujours un rôle important, souvent le principal, dans le commerce maritime dalmate. Au temps des Romains, c'est là que se trouvait le second « *imperium* » de l'empire. Plus tard, du temps des rois croates. *Split* était la capitale du Royaume, et du temps des Vénitiens et ultérieurement jusqu'à nos jours de beaucoup la ville la plus peuplée et la plus active du littoral (1) ». Aujourd'hui on y attache la plus grande importance. Ayant l'industrie la mieux développée, la plus forte population, la situation très favorable de son port, *Split* a de grandes chances de devenir le plus grand centre maritime de la Yougoslavie.

Split se compose en réalité de deux ports : celui du Nord, ou port *Vranjic*, et celui du Sud, ou port de la ville. Le port *Vranjic* est surtout industriel, et sert presque exclusivement pour le chargement du ciment et de la marne ; les môles ont été construits par les fabriques mêmes de ces deux produits. Le port Nord est beaucoup plus grand et plus commercial que l'autre. Ainsi il dispose de quais deux fois plus grands et son trafic est double de celui du port Sud. En 1926, le trafic du port *Vranjic* s'élevait à 528 mille tonnes, tandis que le port de la ville qui est officiellement le vrai port de *Split* avait un trafic de 204.000 tonnes de marchandises. Le port Sud, qui a été construit dans le centre même de la ville, retarde de beaucoup sur le port Nord. Les quais construits ont une longueur de 1.200 m., sans aucune installation spéciale pour le chargement, sauf un entrepôt pour le bois.

Dans notre commerce maritime d'importation, l'importance de *Split* est particulièrement grande pour le charbon venu d'Angleterre. En 1927, il a été importé par tous les ports 148.000 tonnes de charbon dont 99.000 tonnes par *Split*. Considérable aussi est l'importation de la farine, du marbre,

(1) *La Revue écon. de Belgrade*, N° 5, 1927, p. 117.

de la pierre, du sable, etc... Dans l'exportation, Split joue un rôle capital pour le ciment dont on a exporté par ce port 306.000 tonnes, sur 313.000 tonnes exportées par l'ensemble des ports yougoslaves. Il faut remarquer aussi l'exportation de la marne dont 2/3 passent par Split. Ensuite vient l'exportation du vin, du carbure de calcium, etc...

Split est plutôt notre port d'exportation que notre port d'importation. Ainsi, sur son trafic total de l'année 1927 qui s'élevait à 822.000 tonnes, il y avait 605.000 tonnes ou presque 2/3 des exportations. C'est notre plus grand port d'exportation, et il dépasse largement tous les autres. Dans les importations Split dépasse un peu Sušak. Il est certain que, quand Split sera reliée à son hinterland par un nombre suffisant de voies ferrées, ses importations s'accroîtront dans une grande mesure.

Au cours de ces dernières années, Split a déjà marqué un grand succès. En 1925, la ville a été reliée par une voie de chemin de fer à Ogulin, et cette voie lui a apporté une condition de plus pour son développement.

Notre deuxième port est *Sušak*, un véritable faubourg de Fiume que les Italiens appelaient « Porto Sauro » du temps de la Hongrie, et les Hongrois Barosh. Sušak est séparé de Fiume par une petite rivière « Riečina » (Fiumara) qui séparerait du temps de la Hongrie la ville de Fiume lui appartenant, de Sušak qui appartenait à la Croatie. Autrefois Sušak n'avait aucun trafic, et tout ce qui existe a été construit depuis la libération. Le port est relié à son hinterland par une ligne très favorable et qui date encore du temps de la floraison de Fiume. Aujourd'hui Sušak est devenu, pour beaucoup d'articles notre principal port, le siège de 4 Compagnies de navigation et un centre maritime, commercial et industriel très développé (1). Le port de Sušak a commencé à jouer un rôle indépendant seulement après la conclusion de l'accord de Rome du 27 Janvier 1924. Ainsi son activité commence pour ainsi dire en 1923, et en 1927, le trafic du port est déjà de 414.883 tonnes, soit 100.00 tonnes de plus que le trafic de Šibenik.

Sušak est un de nos ports installés de la façon la plus

(1) La *Revue écon. de Belgrade*, N° 10, 1927, p. 247.

moderne. Alors que Fiume perd de plus en plus sa réputation de bon port, Sušak s'agrandit tous les jours. Les riches contrées de Slovénie, Croatie et Slavonie l'ont fait se développer, au point qu'il est devenu le premier port d'importation de la Yougoslavie. Son importance pour le commerce maritime extérieur vient immédiatement après Split. Par Sušak on importe exclusivement les phosphates, la pyrite, le fer et les produits du fer. Dans les exportations : le bois, dont Sušak exporte 35 % de tout le bois exporté par nos ports, celle du bois à brûler. Les exportations et les importations de Sušak sont presque les mêmes par quantité, ce qui prouve encore que son importance est générale. Aujourd'hui c'est la plus grande ville du littoral croate et elle doit devenir certainement, à côté de Split et Kotor, un des ports les plus considérables de la Mer Adriatique.

Šibenik a été du temps de l'Autriche un port de guerre important et, en outre, un port commercial. Il a une rade favorable où on pénètre par un canal étroit et profond, et qui est protégée contre tous les vents. Sa principale activité consiste dans l'exportation du bois que lui amène le chemin de fer de « Steinbeiss » des riches forêts de Bosnie. Šibenik exporte aussi, plus que n'importe quel autre port yougoslave le charbon, le bauxite, le carbure et la cellulose. C'est donc, comme Split, plutôt un port d'exportation (en 1927 il a été exporté par Šibenik 250.000 tonnes de marchandises et importé seulement 28.000 tonnes). Le port a un seul inconvénient : sa très grande profondeur qui empêche la construction de quais. Mais l'industrie qui se développe fortement autour de lui demandera dans un temps très rapproché l'agrandissement du port. La proximité de Split lui fait également un peu de tort. Toutefois les articles qui passent par ces deux ports ne sont pas les mêmes et il n'y a pas de danger qu'un plus grand développement de Split, qui est imminent, empêche Šibenik de se développer à sa manière.

Boka Kotorska (les Bouches du Cattaro) est un port qui est inscrit en lettres d'or dans l'histoire du commerce serbe. Malgré la prédominance de Dubrovnik dans le commerce avec la Serbie du Moyen âge, Kotor, considéré comme un vrai port serbe, a eu pour nous une importance beaucoup plus grande. Sa proximité immédiate avec les pays où florissait

le commerce serbe a été peut-être la cause que Kotor elle-même a acquis plutôt les caractères du pays serbe que Dubrovnik, Split et autres ports dalmates situés plus au Nord.

Aujourd'hui Kotor est, depuis beaucoup d'années, un petit abri pour la marine de guerre, et il attend patiemment que le premier chemin de fer y descende de la montagne de Lovćen. Isolé du réseau des chemins de fer, Kotor a perdu toute son importance commerciale. Aujourd'hui il comprend « plusieurs » ports. Pour assurer la sortie de son bois et pour assurer sa flotte de guerre placée dans la baie de Kotor, l'Autriche a prolongé une branche de la voie étroite jusqu'à Zelenika qui se trouve sur la baie de Kotor. Mais cela n'a pas eu d'importance commerciale, parce que presque tout le bois s'arrêtait à Metković et à Gruž.

Les Bouches du Cattaro renferment principalement quatre petits ports, à savoir : Zelenika, le plus important, Hercegnovi, qui sert plutôt pour les bains et n'a qu'un trafic de marchandises accessoire, Kotor, Risan et Tivat, ports qui servent à présent pour la flotte de guerre. Dans ces ports, en 1926, le trafic a été le suivant (en tonnes) :

Zelenika	11.434
Kotor	4.007
Risan	2.457
Hercegnovi	1.417
Tivat	967
<i>Total</i>	20.282

Il est évident que Kotor est loin derrière les autres ports, mais il est aussi le plus négligé, d'abord parce qu'il n'est pas relié directement à son hinterland, la liaison de Zelenika avec le reste de la Dalmatie et de Bosnie ne pouvant pas être prise en considération, et aussi parce que la construction du port de Kotor est très en retard sur les autres ports. Cependant il possède toutes les conditions nécessaires à son développement futur. D'après sa situation, il sera très favorable au trafic. Un hinterland riche, composé de la Metohija, de la Serbie centrale et du Monténégro, nous donne des raisons d'espérer que Kotor aura un plus grand avenir puisqu'il

pourra devenir le grand centre maritime de toute la zone qui s'étend de la Serbie centrale jusqu'à l'Adriatique.

Le principal port de Dubrovnik est connu sous le nom de *Gruž*; il faisait partie autrefois de la République de Raguse dont le règne s'est prolongé jusqu'au jour où les soldats de Napoléon ont pénétré dans ses murs. Aujourd'hui Dubrovnik II — c'est le nom officiel du port de Gruž — est de moindre intérêt pour le commerce maritime qu'autrefois. Sa liaison directe par voie étroite avec la Bosnie l'a beaucoup aidé à acquérir jusqu'à un certain point et pour beaucoup de produits une situation prépondérante sur la cote Dalmate. Ce port est à côté de celui de Sušak le plus important pour l'exportation du bois, car il passe 30 % de tout le bois exporté. Aujourd'hui où l'on construit une liaison avec Trebinje, avec Bileće et Nikšić, il est probable que le trafic de Dubrovnik augmentera. C'est seulement quand Split sera relié à la Bosnie par voie normale et quand Kotor aura son chemin de fer que l'importance de Dubrovnik diminuera rapidement. Dès maintenant le trafic du port de Dubrovnik est bien inférieur à celui de Split, Sušak ou Šibenik; en 1925 son trafic de marchandises a été de 216.000 tonnes, en 1926 il s'abaisse à 190.000 tonnes et en 1927 il se relève de nouveau jusqu'à 209 mille tonnes. Mais pendant que le trafic de Sušak, Split et Kotor a augmenté sensiblement en 1927 par rapport à 1925, celui de Dubrovnik a diminué.

Non loin de Dubrovnik se trouve le port de *Metković*, situé sur le fleuve de Neretva et éloigné de 18 km. de la mer. Aujourd'hui le port de Metković est inaccessible aux bateaux d'un tonnage un peu fort parce que la navigabilité du fleuve diminue en raison de ce que son lit a été négligé et n'a pas été curé pendant de longues années. Le port de Metković sert principalement à l'importation des céréales et des articles coloniaux pour lesquels il a dépassé tous les autres ports de Yougoslavie. Après le curage du cours de la Neretva, Metković deviendrait un port assez important dans notre commerce côtier.

Plus au Nord de Metković est situé *Mačarska*, avec un beau port bien abrité, mais qui sert plutôt de station balnéaire que de port de commerce. Plus important est le port

ed Omiš, situé à l'embouchure de Cetinja, qui, bien qu'il soit petit à côté des autres, s'accroît d'année en année.

Parmi les ports de moindre importance nous citerons : *Bar*, *Senj*, *Hvar*, *Preko* et beaucoup d'autres qui servent principalement au trafic local.

A côté des ports qui se trouvent sur son propre territoire, le Pacte de Rome de 1924 a attribué à la Yougoslavie le droit d'exploiter une partie du port de Fiume, dans le bassin dit « *Thaon di Revel* ». Ce bassin a été donné à la Yougoslavie avec toutes ses installations en bail pour 50 ans contre le paiement d'une lire-or. L'importance de ce bassin a été très grande pour la Yougoslavie, parce que à cette époque nous n'avions aucune sortie pour nos produits de Slovénie et de Croatie. Comme les événements de Fiume se sont terminés fort tristement pour la Yougoslavie, le petit bassin « *Thaon di Revel* » a été pour nous une lueur dans les ténèbres, mais que nous savons malheureusement devoir s'éteindre.

Enfin une question très importante pour notre commerce maritime est celle de *Salonique*. Par sa position, cette ville est nettement un port de Serbie, et son trafic diminuerait très sensiblement si les marchandises de toute la Serbie du Sud n'allaient pas vers elle. Aujourd'hui, où nous n'avons pour ainsi dire aucune liaison entre la Serbie du Sud et nos ports adriatiques, ses marchandises doivent se diriger soit vers Beograd, soit vers Salonique. Le transport jusqu'à Beograd, et de là par le Danube ou bien par chemin de fer jusqu'à la frontière, est si coûteux que les matières premières de cette province ne peuvent le supporter. L'unique sortie possible reste Salonique. La proximité immédiate, les communications par chemin de fer assez favorables ont attiré vers elle toutes les marchandises de cette région en devenant pour ainsi dire leur marché exclusif. Cependant tout cela n'était pas suffisant pour que Salonique nous donne la possibilité de faire du commerce sans difficulté. Depuis 1913, où l'on avait décidé entre le Royaume de Serbie et le Royaume de Grèce la liberté complète des « exportations et importations du commerce serbe par le marché de Salonique », dix ans ont passé, et en 1923 (le 10 Mai) fut signée une convention sur la « zone franche serbe ». Mais depuis cette époque jus-

qu'au 17 Mars 1929 aucun accord définitif n'avait été conclu à Genève, parce que le Gouvernement grec avait estimé que les concessions faites par les divers accords à la Serbie (et plus tard à la Yougoslavi) lésaient les intérêts de la Grèce elle-même.

La zone franche du Royaume de Yougoslavie à Salonique couvre une superficie de 94.000 m² dont 42.000 m² de mer et 52.000 m² sur la terre. La partie du port est étroite et ne peut correspondre complètement aux besoins du commerce. Ainsi, à côté de cette question qui a un caractère plutôt politique en est apparue une autre, relative à l'installation même du port et à sa construction. Nous n'avons pas l'intention de donner à la question du port de Salonique, qui a certes une très grande importance pour notre commerce d'exportation, un caractère particulier, mais nous dirons que Salonique deviendra un grand port au moment où pourront passer sans entraves tous les produits venant de Serbie ou ceux allant en Serbie.

En ce qui concerne la *flotte de commerce* de la Yougoslavie, son progrès a été assez significatif. Avec l'accroissement du trafic dans les ports a augmenté aussi le nombre des navires. Si nous considérons qu'en 1923, 43.231 bateaux sont entrés dans nos ports et d'un tonnage de 5,7 millions de quintaux, et en 1927 70.984 bateaux avec un tonnage de 11,8 millions de quintaux, nous voyons que le trafic avait augmenté presque du simple au double. Cela a provoqué aussi l'augmentation numérique de notre flotte, dont voici la situation en tonnes de registre brutes :

	Bateaux à vapeur		Voiliers	
	Nombre	Tonnes de rég. brutes	Nombre	Tonnes de rég. brutes
1921.....	135	114.388	457	10.175
1922.....	138	124.721	593	12.086
1923.....	145	134.430	662	11.775
1924.....	147	138.446	689	12.807
1925.....	165	177.711	680	12.980
1926.....	155	218.125	747	13.649
1927.....	162	257.486	—	12.899

En 1927, le tonnage de bateaux à vapeur a plus que doublé tandis que pour les voiliers l'accroissement a été beaucoup moindre, parce qu'ils ont été remplacés de plus en plus par des bateaux à vapeur. Quoique notre flotte soit très petite à côté de celles de nos voisins et insuffisante pour notre commerce maritime, nous devons tout de même reconnaître que son succès a été très significatif, surtout si nous nous souvenons de tout ce que nous avons dit plus haut sur les difficultés contre lesquelles notre marine a dû et doit lutter. Cependant nous sommes loin d'affirmer que tout soit pour le mieux et qu'il faille continuer de la même façon. Non, notre flotte qui a été jusqu'à présent, en raison des circonstances intérieures du pays, dans une situation fort resserrée, a fait des progrès, mais pas tous ceux qu'elle aurait pu faire. Voilà pourquoi le devoir de la Yougoslavie est de ne pas oublier, à l'occasion de la solution d'autres graves questions économiques, qu'une puissante flotte commerciale lui garantira un fort commerce extérieur.

Si nous examinons l'état de la flotte de commerce, nous verrons que nous avons 45,2 % de bâtiments d'un tonnage supérieur à 4.000 tonnes et seulement 5 % d'un tonnage inférieur à 500 tonnes de registre. Le plus fort tonnage est de 10.000 tonnes. Un autre fait important est que de toute la flotte nous avons :

Dans la navigation au long cours.....	218.988 t.
Dans le grand cabotage.....	7.714 t.
Dans le petit cabotage.....	24.922 t. (1)

La partie la plus importante de la flotte appartient aux lignes internationales. Cependant, comme le travail de ces lignes est assez instable, nous n'avons à côté d'elles aucune ligne permanente qui se dirige vers le pays ayant besoin de fret. Ainsi toute l'importance de notre flotte se trouve dans notre navigation libre qui, luttant sans subvention de l'État, a remporté un succès éclatant. Il est agréable d'imaginer ce qu'il en adviendra quand la Yougoslavie transportera elle-même les 70 % de ses marchandises à la place de l'Italie.

(1) *La Revue économique de Belgrade*, n° 10, 1928, p. 238.

Nous avons dans le pays 36 entreprises de navigation à vapeur possédant 162 vapeurs d'un tonnage brut de 257.486 tonnes de tonnage net. Les principales sociétés sont :

Nom	Siège	Année de fondation	Capital social en milliers de dinars.	Nombre de vapeurs.	Tonnage brut.
Navig. Atlantique Ivo Račić.	Split	1922	30.000	14	56.400
Yougoslavo-Américain	Split	1924	6.500	9	48.268
Navig. à vap. de Dubrovnik.	Dubrovnik	1909	21.500	17	41.031
Navigation Adriatique	Sušak	1922	12.000	64	23.356
S. A. de Navig. « Oceania ».	Beograd	1917	20.000	7	22.368
Navigation Transatlantique ..	Sušak	1922	4.833	4	17.078
Navig. à vapeur « Progres ».	Sušak	1926	1.000	4	13.966

Si nous examinons enfin le commerce maritime de la Yougoslavie, nous sommes obligé de constater tout de suite que celui-ci est toujours faible. Aujourd'hui les bateaux italiens emmènent de nos ports 71,7 % (en 1927) de toutes nos marchandises dont ils importent 60 % en Italie et le reste dans les autres pays étrangers. Pour les importations de l'étranger, les navires yougoslaves y participaient seulement avec 43 % (en 1927) et pour les exportations seulement avec 19,3 % (en 1927) (1). L'Italie transporte presque 3/4 de nos exportations et 1/3 de nos importations, à savoir toute la marchandise qu'on importe d'Italie en Yougoslavie. Ce fait nous explique que notre marine marchande n'a pas réussi à prendre la place qui lui revient pour satisfaire aux besoins du commerce.

(1) Le pourcentage par voie de mer a été en 1928 :

Pour les importations : Angleterre, 38 % ; Italie, 17,7 % ; Maroc, 12,8 % ; Algérie, 9,8 %.

Pour les exportations : Italie, 44,9 % ; Egypte, 7,6 % ; Grèce, 6,1 % ; Hollande, 5,5 %.

La quantité de marchandises transportées par nos ports dans le commerce avec l'étranger a été la suivante (en tonnes) :

	Importations	Exportations	Total
1925.....	307.276	1.071.531	1.378.807
1926.....	269.939	1.298.062	1.568.001
1927.....	368.067	1.330.821	1.698.888

La répartition du trafic total des marchandises dans les ports est ainsi évaluée en tonnes :

	Trafic avec l'étranger	Trafic local	Ensemble
1925.....	1.378.807	381.789	1.760.596
1926.....	1.568.001	369.398	1.937.399
1927.....	1.698.888	535.747	2.234.635

Un tiers de notre commerce maritime appartient au trafic avec l'étranger. Ici encore ce sont les exportations qui sont remarquables. Dans les exportations par mer, la Yougoslavie a été en rapport avec 61 Etats, et dans les importations en tout avec 20 Etats.

Dans les importations, comme nous le représente notre tableau n° 47 a, le charbon occupe la première place. Celui-ci est importé presque exclusivement d'Angleterre, moitié par nos bateaux, moitié par les leurs. Après les charbons viennent les phosphates qu'on importe surtout d'Algérie, ensuite du Maroc, pour la plupart sur des navires étrangers. Ensuite vient le fer et les articles en fer qu'on importe surtout d'Italie, puis d'Allemagne, enfin le sel qui vient principalement de Turquie.

Dans les exportations la première place est occupée par le bois de construction dont la moitié va en Italie, une grande partie en Argentine, Angleterre, Algérie et en France. Le bois est transporté principalement sur les navires étrangers. Ainsi, sur 2 millions 250.000 quintaux de bois exportés en Italie, seulement 105.000 quintaux (même pas 5 %) ont été

TABLEAU N° 47 a. — IMPORTATION DE L'ÉTRANGER EN 1927
(en quintaux)

	Indigène	Etrangère	Total
	—	—	—
Blé et riz :			
Italie	59.898	25.425	85.323
Autres	—	19.940	19.940
	59.898	45.365	105.263
Charbon :			
Angleterre	649.260	658.316	1.307.576
Hollande	25.405	55.500	80.905
Italie	24.164	70.357	94.521
	698.829	784.173	1.483.002
Phosphates :			
Alger	83.965	318.227	402.192
Maroc	294.423	87.743	382.166
Autres	—	140.740	140.740
	378.388	546.710	925.098
Produits textiles :			
Angleterre	—	8.755	8.755
Italie	14.156	1.283	15.439
	14.156	10.038	24.194
Fer et produits en fer :			
Italie	50.500	43.476	93.976
Allemagne	—	34.370	34.370
Autres	11.500	10.265	21.765
	62.000	88.111	150.111
Sel :			
Tunis	—	32.000	32.000
Turquie	164.061	—	164.061
	164.061	32.000	196.061
<i>Total d'importation</i>	1.596.652	2.084.020	3.680.672

TABLEAU N° 47 b. — EXPORTATION A L'ETRANGER EN 1927
(en quintaux)

	Indigène	Etrangère	Total
	—	—	—
Blé et riz :			
Grèce	4.683	—	4.683
Italie	5.543	27.680	33.223
Albanie	400	—	400
	10.626	27.680	38.306
Bois de chauffage :			
Italie	189.619	391.772	581.391
Autres	—	44.176	44.176
	189.619	435.948	625.567
Bois de Construction :			
Italie	105.405	2.148.311	2.253.716
Angleterre	190.220	180.133	370.353
Argentine	393.810	45.406	439.216
Algérie	95.007	230.327	325.334
France	32.118	122.776	154.894
Autres	249.280	660.291	909.571
	1.065.840	3.387.244	4.453.084
Charbon :			
Italie	112.660	443.930	556.590
Marne :			
Italie	123.750	2.844.670	2.968.420
Bauxite :			
Hollande	116.500	379.000	495.500
Etats-Unis	—	152.500	152.500
Autres	—	123.100	123.100
	116.500	654.600	771.100

Ciment :

Grèce	177.920	209.150	387.070
Sierra-Leone	—	320.800	320.800
Inde (Angl.)	—	209.825	209.825
Egypte	—	743.100	743.100
Italie	101.570	107.850	209.420
Autres	342.035	921.900	1.263.935
	621.525	2.512.625	3.134.150

Cyanamide :

Danzig	39.000	—	39.000
Italie	108.092	—	108.092
Autres	369	—	369
	147.461	—	147.461

Carbure :

Angleterre	—	42.731	42.731
Italie	21.823	128	21.951
France	5.985	1.436	10.421
Autres	24.854	8.276	33.130
	52.662	55.571	108.233

Total d'Exportation 2.577.694 10.700.517 13.308.211

transportés sur nos navires. La deuxième place est occupée par le ciment qu'on exporte dans 51 Etats surtout en Egypte, en Grèce, dans les Indes, en Italie, etc... (1). Il est caractéristique que le ciment est transporté en majeure partie sur nos navires. Parmi les autres articles d'exportation la marne est importante, elle va uniquement en Italie — et, bien entendu, sur des navires italiens. La bauxite est exportée principalement en Hollande, dans les Etats-Unis; le carbure dans 16 pays étrangers, surtout en Angleterre. Nous exportons exclusivement les cyanamides sur nos navires, principalement en Italie. Le charbon est dirigé entièrement sur l'Italie.

(1) En 1928 nous avons exporté du ciment dans 52 Etats dont 8 d'Europe, 11 d'Asie, 13 d'Amérique et 20 d'Afrique.

Quant au transport des voyageurs, la situation a été la suivante :

	Milles marins parcours	Nombre de voyageurs transportés
	—	—
1925.....	1.003.049	812.710
1926.....	1.171.510	1.003.437
1927.....	1.168.014	1.120.462

Nous entretenons en tout 58 lignes régulières dont 50 dans le pays, et 8 avec l'étranger. C'est la *Navigation Adriatique* qui entretient le plus grand nombre de lignes (36), ensuite la *Navigation de Dubrovnik, Boğa*, etc... Parmi les lignes étrangères, nous avons sur notre côte 13 lignes italiennes. Nos principales lignes étrangères ne sont pas très bien entretenues. La plus longue ligne est celle de Trieste (Metković-Trieste, Gruž-Trieste, Kotor-Trieste), ensuite celle de l'Albanie et de la Grèce, jusqu'à Patras. En dehors de l'Adriatique il existe une liaison avec Alexandrie et Smyrne qu'entretient la *Navigation Ragusienne*; la Compagnie «Oceania» tient une ligne jusqu'à Salonique et Smyrne et une autre le long de la côte Nord de l'Afrique jusqu'aux îles Canaries.

CONCLUSION

La grande guerre a laissé l'Europe dans un état économique très pénible. Les Etats, absorbés par l'horrible lutte pour la Liberté politique, ont été obligés de sacrifier leur prospérité économique. Economiquement épuisés, tous les Etats — les vainqueurs comme les vaincus — se sont trouvés après la guerre devant une réalité fort désagréable. Alors, les préoccupations économiques commencèrent de s'imposer aux petits comme aux grands, aux pauvres comme aux riches, et tôt ou tard, chaque Etat s'est rallié à une formule dominante : celle de la PROSPERITE ECONOMIQUE.

Après des luttes politiques, assez dures dans beaucoup d'Etats, tous ceux qui ont voulu voir revenir leur pays à la paix économique après la paix politique, se sont groupés côte à côte. Tantôt cet effort s'est réalisé sous la dictature, comme c'est le cas dans plusieurs Etats, tantôt il s'est poursuivi sous la forte influence d'un homme qui a su imposer sa volonté aux parlementaires et aux partis — comme cela s'est produit en France — ; mais peu importe : L'ACCROISSEMENT DE PROSPERITE DU PEUPLE EST DEvenu LE BUT DE TOUS LES HOMMES D'ETAT. La politique des partis a été obligée de céder ou, au moins, de laisser la voie libre pour que les réalisateurs donnent aux peuples la SATISFACTION ECONOMIQUE. « Un peuple prospère, a dit M. Tardieu dans sa déclaration ministérielle, c'est un peuple qui voit s'accroître parallèlement la production, le bénéfice de l'entreprise et les salaires de l'ouvrier », — pro-

blème qui est, malgré toute sa complexité, d'une vérité évidente. Non seulement tout ce qui a été détruit doit être reconstruit, mais la fortune nationale doit s'accroître « parallèlement » dans toutes les classes du peuple et former peu à peu un niveau qui assurera dans l'avenir : LA PAIX ECONOMIQUE ET SOCIALE.

En parlant de la prospérité économique d'un pays, nous n'avons jamais oublié le grand danger qui peut surgir, si tous les pays voulaient appliquer la devise : PRODUIRE TOUT CE DONT LA NATION A BESOIN, C'EST-A-DIRE DIMINUER L'IMPORTATION ET AUGMENTER L'EXPORTATION. Cette question sera une des plus importantes dans l'avenir, une de celles qui doivent assurer une nouvelle vie internationale. Mais, la question ne se pose pas aujourd'hui. Pour y arriver, il faut d'abord que chaque pays entre dans une voie normale, au point de vue économique; qu'il atteigne, à peu près, le même niveau économique et social que les Etats voisins. Il faudra bien distinguer un nivellement économique international, où chaque pays donnerait sa part d'après ses propres moyens et la colonisation, où le plus fort tue le moins fort.

La prochaine liaison économique entre les pays voisins et lointains suppose une formule suivant laquelle chaque Etat pourrait tirer le maximum de ses richesses économiques, protégeant, en même temps, au plus haut possible, les Etats économiquement faibles, devant ceux qui sont les plus forts. C'est le problème de l'avenir. Cependant, pour atteindre cet idéal, CHAQUE PAYS DOIT ORGANISER SES FORCES, METTRE EN MOUVEMENT TOUT CE QUI EST ECONOMIQUEMENT EXPLOITABLE ET AINSI ETABLIR SA VRAIE CAPACITE ECONOMIQUE. Donc, pour avoir une alliance économique dans le sens international le plus large, il faut que chaque Etat élève son peuple dans un nouvel esprit économique et social qui lui permette de satisfaire au plus grand nombre des besoins de la plus grande partie de la nation. Il ne s'agit pas seulement que le capital

s'accroisse, mais aussi que les pauvres, à côté des riches, reçoivent ce qui leur appartient d'après le travail qu'ils ont produit. Nous pensons, pour que la paix économique et sociale règne dans un pays, que le capital doit être puissant, mais également utilisable pour toutes les classes du peuple. L'union économique et sociale internationale ne sera possible qu'au jour, encore lointain, où cette unité permettra au plus grand nombre des Etats une vie économique répondant entièrement à leurs besoins économiques et sociaux.

Si nous appliquons toutes ces conclusions générales au Royaume de Yougoslavie, nous comprendrons mieux pourquoi était souhaitable le régime qui y est actuellement établi. Loin de conclure que l'esprit de liberté politique n'est pas le meilleur moyen de donner au peuple la sécurité et la satisfaction de la vie, nous sommes partisans de la thèse que, au cas où la prospérité économique d'un peuple est mise en danger par les malaises politiques, la dictature politique est tout à fait indispensable. Le peuple doit être protégé contre ceux qui, pour leur intérêt personnel, sont prêts à sacrifier les intérêts généraux du pays.

La Yougoslavie a franchi la plus difficile partie de son chemin vers l'Unité. Sans doute, il y a eu beaucoup de victimes au long de cette route, mais leur sacrifice aura permis la constitution d'un Etat fort et prospère.

Aujourd'hui, la vie économique de la Yougoslavie commence à s'organiser. L'esprit économique, qui était comme étranger au peuple, commence à s'éveiller dans le jeune Etat. La Yougoslavie est en train de donner à son peuple, à côté de sa liberté politique, tout ce qui lui manquait au point de vue social. Sa grande richesse du sol, l'aptitude de ses habitants, la volonté de la nation de rendre l'Etat fort et puissant, sont des qualités qui nous garantiront un avenir prospère.

Notre ouvrage montrera à ceux qui veulent voir cette réalité, ce que la Yougoslavie possède et ce qui lui manque. Elle est riche mais elle est loin d'atteindre son sommet de capacité économique. Ce qu'il faut surtout à la Yougoslavie, c'est

élever son peuple dans l'esprit nouveau, lui montrer la vérité qui n'est pas celle d'hier, et pousser à tout prix le peuple à s'enrichir, à augmenter la fortune nationale, à permettre ainsi un large développement économique et social. Cette lourde tâche qui s'impose aujourd'hui à tous les bons Yougoslaves, conscients de leur devoir national, ne sera pas résolue prochainement, sans que les Etats amis de la Yougoslavie lui aient donné leur appui matériel et moral.

VU le 3 Juin 1929.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX.

VU et permis d'imprimer :

*Le Recteur
de l'Académie de Paris,*

S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- P. ALBIN : *Les Grands traités politiques*, Paris, 1923.
- Dr. B. ALEKSANDAR : *Das jugoslavische Bankwesen*, Basel.
- M. AVRAMOVIĆ : *Trideset godina zadružnog rada (1894-1924)*, Beograd, 1924.
Selo u Srbiji pre rata, Beograd, 1921 (Coll. Društ. Život, god. II, knj. IV).
- A. ANDRÉADES : *Un coup d'œil sur les finances serbes* (*Revue écon. intern.*, nov. 1909, Bruxelles).
- V. BAJKIĆ : *Austro-Ugarska trg. politika na Balkanu do 1880*, Beograd, 1902.
- PHILIPP BALLIF : *Das Strassenwesen in Bosnien und der Herzeg.*, Wien, 1903.
Römische Strassen in Bosnien und der Herzeg., Wien, 1893.
- Dr. I. BELIN : *Problem Naše Valute*, Zagreb, 1924.
- Dr. A. BILIMOVIĆ : *Nekoliko podataka o delniškim družbah v Sloveniji*, Ljubljana, 1925. — *Jugoslavien*, Breslau, 1927.
- V. BOGIŠIĆ : *De la Forme dite inokosna de la famille rurale chez les Serbes et les Croates*, Paris, 1884.
- EMILE DE BORCHGRAVE : *La Serbie administ., économique et commerciale*, Bruxelles, 1883.
- MILOUTIN BOCHKOVITCH : *La Banque Nationale de Serbie*, Paris, 1919.
- JOVAN CVIJILIĆ : *La Péninsule balkanique. Géographie humaine*, Paris, 1918.
— *Naselja srpskih zemalja*, Beograd, 1902. — *L'Annexion de la Bosnie et la question serbe*, Paris, 1909.
- Dr. A. CUVAJ : *Privredne Komore*, Zagreb, 1925.
- Dr. ČOŠIĆ : *Privredna Kriza u našoj zemlji*, Beograd, 1926.
- G. ČERNOŠNIK : *Uvozna trgovina Srbije, 1282-1283. (Spom. Srp. Kralj Akademije, LXII)*, Zemun, 1925.
- PIERRE DARU : *Histoire de la République de Venise* (8 vol.), 2^e éd., Paris, 1821.
- ER. DENIS : *Du Vardar à la Sotcha*, Paris, 1923.
- LUDWIG DIMITZ : *Die Forstlichen Verhältnisse und Einrichtungen Bos. u. der Herz.*, Wien, 1905.
- MIL. DJORDJEVIĆ : *Le Crédit agricole en Yougoslavie*, Alger, 1926.

- Dr. TIH. DJORDJEVIĆ : *Arhivska Gradja za zanate i esnafe u Srbiji*, Beograd, 1925 (*Srp. etnografski zbornik* XXXIII).
- DRAG. DJOULIZIBARITCH : *Le Dinar serbe*, Nancy, 1925.
- V. DJURIČIĆ, TOŠIĆ, etc. : *Naša narodna privreda i nacionalni prihod*, Sarajevo, 1927.
- A. DUPRÉ : *Essai historique et commercial sur les Bouches de Cattaro*, Paris, 1818.
- I. ERDELJANOVIĆ, R. NIKOLIĆ : *Trgovački Centri i Putevi po srpskoj zemlji*, Beograd, 1899.
- Dr. AN. FAŽO : *Die Valutapolitik Jugoslaviens*, 1914-1923, Zurich, 1924.
- G. GERŠIĆ : *Položaj Bosne i Hercegovine i Ostrva Kipra (Glas XXXVII)*, Beograd, 1893.
- N. GIACINTOV : *Problem na vodenim putevima u g. 1923, 1924 i u g. 1925*.
- M. GLASER et Dr. Z. HAHN : *L'Assurance sociale, ouvrière dans le Royaume S.C.S.*, Zagreb, 1925.
- MOMIR GLOMAZITCH : *Histoire du crédit en Serbie jusqu'à la form. de la Banque Nationale*, Nancy, 1926.
- RENÉ GONNARD : *Entre Drave et Save, études écon., polit. et sociales sur la Croatie-Slavonie*, Paris, 1911.
- IVAN GRIMMER : *Nalazišta ugljena po Bosni i Hercegovini (Glasnik zem. muz. God. XI)*, Sarajevo, 1899.
- JAŠA GRGAŠEVIĆ : *Industrija Srbije i Crne Gore*, Zagreb, 1924. — *Umetni Obrt*, Zagreb, 1926.
- HENRI HAUSER : *La Serbie dans la crise européenne*, Dijon, 1915.
- W. HEYD : *Histoire du commerce du Levant au moyen âge*, Leipzig, 1885-1886, 2 vol.
- MILAN IVŠIĆ : *Les Problèmes agraires en Yougoslavie*, Paris, 1926.
- N. JAGATIĆ : *Za preporod zadrugarstva*, Zagreb (Hrv. zadr. knjž. knj. II).
- Dr. VEL. JANKOVIĆ : *Naše Financije*, Beograd, 1920.
- KONSTANTIN JOS. JIREČEK : *Glasinac u sred veku (Glasnik zem. muz. g. IV. knj. II)*, Sarajevo, 1892. — *Dejiny naroda bulharského*, Praha, 1876. — *Cesty po Bulharsku*, Praha, 1888. — *Die Romanen in den Städten Dalmatiens während des Mittelalters*, Wien, 1901-1904. (Denkschriften der Akad. der Wissensch. à Wien). — *Die Handelsstrassen und Bergwerke von Serbien und Bosnien*, Prag, 1916. — *Dohodak Stonski*, Berlin, 1908 (*Jagić Festschrift*). — *Die Heerstrasse von Belgrad nach Constantinople und die Balkanpasse*, Prag, 1877. — *Istorija Srba (I-IV)*, Beograd, 1922, 1923 (traduit de l'allemand par M. Jovan Radonjić - *Geschichte der Serben*, Gotha 1911 ; en français il y a une partie de cet ouvrage traduit sous la direction de M. Louis Eisenmann : *La Civilisation serbe au moyen âge*, Paris, 1920). — *Staat und Gesellschaft im mittelalterlichen Serbien*, Wien, 1912 (*Denkschriften der k. Akad. der Wissensch. in Wien*).

- JIREČEK-CVETKOVIĆ : *Važnost Dubrovniĳa u trgovaĳčkoj povijesti srednjega vijeka*, Dubrovnik, 1915. Mala « Boškovićeva biblioteka » Sv. III.
- ALEKSA S. JOVANOVIĆ : *Istorijski razvitak srpske zadruge*, Beograd, 1896.
- Dr. COSTA JOVANOVIĆ : *La Serbie économique*, Nice, 1917. — *Iz Timoĳke Krajine* (Glasnik, br. 70), Beograd, 1889.
- LJ. JOVANOVIĆ : *O Prošlosti Bosne i Hercegovine*, Beograd, 1909.
- Dr. PAVLE JOVANOVIĆ : *Zbirĳa Analiza Uglja u Kralj. S.H.S.*, Beograd, 1925.
- SL. JOVANOVIĆ : *Ustavno Pravo Kraljevine S.H.S.*, Beograd, 1927.
- JURIĆ : *Odakle potjeĳe propadanje našeg seljaštva* (Hrvatski Zadrugar, No 11), Zagreb, 1924.
- K. KADLEC : *Rodinni nedil ĳili zadruha v pravu slovenském, v Praze*, 1898.
- OTTO KESSLER : *Serbien*, Berlin, 1910.
- FRAN. KESTERĳANEK : *Kratĳa povjest šume i šum. gospodarstva u Slovaĳkoj*, Zagreb, 1882.
- VJ. KLAIĆ : *Povjest Hrvata*, Zagreb, 1899. — *Poviest Bosne*, Zagreb, 1882. — *Bosna*, Zagreb, 1878 (Mat. Hrv., knj. III).
- LJ. KOVAĳEVIĆ : *Trg Brskovo i župe brskovska i ljuboviĳska*, Beograd, 1891, (Glas XXX).
- KOVAĳEVIĆ i JOVANOVIĆ : *Istorija Srpskog Naroda*, Beograd, 1893-1894, 2 vol.
- LJ. ST. KOSIER : *Narodna Banka Kraljevine S.H.S. (1884-1924)*, Zagreb, 1924. — *Prva Hrv. Stedionica*, Zagreb, 1924. — *Bosna i Hercegovina*, Zagreb, 1926. — *L'Epargne, son organisation, son progrès, ses institutions chez les Serbes, Croates et Slovènes*, Milan 1924. — *Komunalni Krediti i Komulnane Stedionice*, Zagreb, 1926.
- KOSOVIĆ i MILADINOVIĆ : *Trgovaĳki Centri i Putovi po srpskoj zemlji*, Beograd, (God. ĳupića, knj. XX i XXI, 1900-1901).
- KOSTA KOSTIĆ : *Naši novi gradovi na jugu*, Beograd, 1922. — *Gradja za istoriju srp. trgovine i industrije*, Zemun, 1926, (Spomen Srp. Kralj. Akad. LXVI). — *Stara srpska trgovina i industrija*, Beograd, 1904. — *Trgovinski Centri i Drumovi po srpskoj zemlji u sred. i novom veku*, Beograd, 1899.
- M. KOSTIĆ : *Srpska izvozna trgovina (1893-1903)*, Beograd, 1905.
- IV. KREK : *Les Slovènes*, Paris, 1917.
- ST. KUKLA : *Razvitak kreditne organizacije u Srbiji (do svetskog rata)*, Zagreb, 1924.
- J. LAKATOŠ : *Industrija Hrvatske i Slavonije*, Zagreb, 1924. — *Industrija Dalmacije*, Zagreb, 1924. — *Industrija Slovenije*, Zagreb, 1922.
- LAKATOŠ-DESPIĆ : *Industrija Bosne i Herceg.*, Zagreb, 1924.
- DRAGIŠA LAPĳEVIĆ : *Istorija Socijalizma u Srbiji*, Beograd, 1922. — *Iz Bosanske privrede*, Sarajevo, 1926. — *Naša stara trgovina*, Beograd, 1926. — *Pripredni porast ili razv. ind.*, Beograd, 1906.
- TZEVETCO LAZAREVITCH : *Organisation de la circulation monétaire en Serbie et en Yougoslavie*, Toulouse, 1924.

- Dr. M. LAZAREVIĆ : *Kratak pregled naše industrije*, Beograd, 1921.
- LOUIS LÉGER : *Les Anciennes Civilisations slaves*, Paris, 1921. — *La Save, le Danube et le Balkan, voyage chez les Slovènes, les Croates, les Serbes et les Bulgares*, Paris, 1884.
- RAD. LOPAŠIĆ : *Bihać i bihaćka krajina*, Zagreb, 1890.
- SIME LJUBIĆ : *Opis Jugoslavenskog Novca*, Zagreb, 1875. — *Monumenta Spectantia Hist. Slav. (Listine)*, Zagreb 1868-1875 (vol. I-V). — *Relationes Venetae (Listine)*, vol. I-II, Zagreb, 1876-1877.
- Dr. FILIP LUKAS : *Geografija Kralj. S. H. S.*, Zagreb, 1924.
- KONST. MALJICKI : *Rudarstvo Crne Gore*, Podgorica, 1925 (Trgovačka Riječ).
- HENRI MARCZALI : *Les Relations de la Dalmatie et de la Hongrie du XI^e au XIII^e siècle*, Paris, 1899.
- M. MARINOVIĆ : *Contribution à l'étude de l'exportation et de l'importation des produits forestiers du Royaume S.C.S.*, Beograd, 1926. — *Sumarstvo naše države*, Zagreb, 1923.
- BOGDAN MARKOVITCH : *Le Balkan économique*, Paris, 1919. — *Državne Financije i nov. reforma*, Beograd, 1925. — *Skupoća*, Beograd, 1922.
- Dr. M. MARKOVIĆ : *Die Serbische Hauskommunion*, Leipzig, 1903.
- PETAR MATKOVIĆ : *Putovanja po balk. poluostrvu*, Zagreb, 1878, 1887, 1881 (Rad. XLII, LXXIV, LVI).
- ČEDO MIJATOVIĆ : *Financije Srpske Kraljevine*, Beograd 1869 (Glasnik XXV) — *Istorija razvitka trgovine, industrije i fabričnosti u živ. i rad. slav. trg. i ind.*, Beograd, 1874. — *Trgovačka politika srpskih kraljeva i careva*, Beograd 1875 (Otadžbina, God. I, knj. III svez. 9, 10, 11, 12). — *Studija za istoriju srpske trgovine XIII i XIV veka*, Beograd, 1872 (Glasnik XXXIII).
- F. MIKLOSICH : *Monumenta Serbica*, Vindobonae, 1858.
- MITELIĆ : *Naša agrarna reforma*, Beograd, 1922 (« Novi Život », knj. XII).
- M. DJ. MILIĆEVIĆ : *Život Srba Seljaka*, Beograd, 1873, (Glasnik XXXVII).
- RENÉ MILLET : *La Serbie économique et commerciale*, Paris, 1889.
- V. MILOCHEVITCH : *Les Monopoles en Yougo-Slavie*, Paris, 1923.
- M. DJ. MILOŠEVIĆ : *O Razvoju naše trgovine*, Beograd, 1904 (« Trgovinski Glasnik »).
- MIL. S. MILUTINOVIĆ : *Industrija i njeni činioци u Srbiji*, Novi Sad, 1877.
- ALBERT MOUSSET : *Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*, Paris, 1921.
- ALPHONSE MUZET : *Le Monde balkanique*, Paris, 1917.
- Dr. M. NEDELJKOVIĆ : *Istorija srp. drž. dugova*, Beograd, 1909. — *Etat économique et fin. du Royaume S.C.S. au comm. de 1924*, Paris, 1924. — *La Réforme agraire en Yougoslavie*, Paris, 1924 (Revue économ. et pol., tom. 38). — *Le Marché du travail dans le Royaume S.C.S. (1919-1923)*, Genève, 1923 (Rev. intern. du travail).

- LUBOR NIEDERLE : *Manuel de l'Antiquité Slave*, tome I et II, Paris, 1923 et 1926.
- B. NIKAŠINOVIĆ : *Aust.-ug. politika na Balkanu i Kralj. Srbija*, Beograd, 1904.
- Dr. M. NINČIĆ : *O Značaju i ulozi srp. trgovaca*, Beograd, 1910. — *Istorija agrarno-pravnih odnosa srp. težača pod Turcina*, I deo, Beograd, 1920.
- DRAG. NOVAKOVIĆ : *La Zadrouga*, Paris, 1905.
- ST. NOVAKOVIĆ : *Zbornik Stefana Dušana*, Beograd, 1898. — *Zakonski Spomenici srp. država sred. veka*, Beograd, 1912. — *Villes et cités du moyen âge*, Berlin, 1903 (Archiv. XXV). — *Selo*, Beograd, 1891 (Glas XXIV). — *Pronijari i baštinici*, Beograd, 1887 (Glas I). — *Brskovo, Danj i carina sv. Spasa*, Zagreb, 1876 (Rad., XXXVII). — *Srpske Oblasti x i XII veka*, Beograd, 1880 (Glasnik, XLVIII). — *Grad, trg i varoš*, Beograd, «Nastavnik» 1892, p. 1-17.
- Dr. ALBIN OGRIS : *Delniške Družbe v Sloveniji*, Ljubljana, 1925.
- DUŠ. PANTIĆ : *Spoljna trgovina i trgov. politika nezavisne Srbije (1878-1892)*, Beograd, 1910.
- PETROVITCH : *La Banque d'émission du Royaume de Serbie*, Strasbourg, 1922.
- JELENGO PETROVIĆ : *Spoljna trgovina Kraljevine S.H.S.*, Beograd, 1921.
- L'Abbé PAUL PISANI : *La Dalmatie*, Paris, 1893.
- RENÉ POMMIER : *Sur le Danube et l'Adriatique*, Paris, 1920.
- PERO POPOVIĆ : *Naša privredna politika*, Beograd, 1926.
- STEVAN POPOVIĆ : *Les Corporations de métiers et les Chambres consulatives en Yougoslavie*, Paris, 1923.
- VOUK PRIMORAC : *La Question yougo-slave, étude hist., écon. et sociale*, Paris, 1918.
- M. PROTITCH : *Banque Nationale du Royaume des S.C.S.*, Paris, 1921.
- KNEZ MEDO PUCIĆ : *Spomenici Srpski (1395-1423)*, Beograd, 1858-1862, 2 vol.
- V. RACHITCH : *Le Royaume de Serbie*, Paris, 1901.
- MATO RADOSAVLJEVIĆ : *Evolucija srpske zadruga*, Beograd, 1886.
- M. RADOVANOVITCH-SAVTCHITCH : *La Serbie économique*, Genève, 1918.
- M. RADULOVITS : *Die Hauskomminion der Südslaven*, Heidelberg, 1891.
- F. RAČKI : *Unutrašnje stanje Hrvatske prije XII v.*, Zagreb, 1884 (Rad. LXX). — *Biela Hrvatska i Biela Srbija*, Zagreb, 1880 (Rad. LII).
- RISTIĆ-KOSIER : *Vodeće institucije u nacionalnom bankarstvu Bosne*, Zagreb, 1924.
- Dr. R. SARDELIĆ, M. ILIĆ, etc. : *Jadranska Železnica*, Beograd, 1927 (« Trgovinski Glasnik »).
- MILIVOJI SAVIĆ : *Naša Industrija, Zanati i Trgovina 1-v*, Beograd, 1922-1925.
- FRIEDRICH SCHLESINGER : *Strassenwesen in B. u. H. von der Okkupation*, Sarajevo, 1906.

- MILAN SIMITCH : *La Dette publique de la Serbie de l'origine à la guerre de 1914*, Paris, 1925.
- SLAV. SIRIŠČEVIĆ : *Naše morske luke*, Beograd, 1927.
- VLAD. SKARIĆ : *Iz trgovačkih testera i pisama*, Zagreb, 1914. — *Mula-Mufta Bašeskija*, Sarajevo, 1927.
- TCHÉD. SREBRENO-DOLINSKI : *La Réforme agraire en Yougoslavie*, Paris, 1921.
- FEHIM SPAHO : *Turski Rud. Zakon*, Sarajevo, 1913 (*Glasnik zem. muzeja*, God. XXV).
- Dr. M. SPAHO : *Die Agrarfrage in B. u. der H.*, Leipzig, 1912.
- AL. STANOJLOVIĆ i M. DAMJANOVIĆ : *Industrija Vojvodine*, Zagreb, 1924.
- ST. STANOJEVIĆ : *Istorija Srpskog Naroda*, Beograd, 1920. — *Narodna Enciklopedija*, Beograd.
- Ing. MILOŠ STEFANOVIĆ : *Naše železnice posle rata (1918-1928)*, Beograd, 1929.
- Dr. M. STOJADINOVIĆ : *Naš finansijski položaj*, Beograd, 1925.
- COSTA STOYANOVITCH : *Le Mouvement comm. de la Serbie*, Paris, 1919. — *La Relation économique de la Serbie*, Paris, 1919.
- DOBR. STOŠOVIĆ, etc... : *Godišnjak Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca*, za g. 1926, Beograd, 1926.
- PAWEL JOSEF ŠAFARJK (Šafarik) : *Slowanské Starožitnosti* (1 tome en 6 fasc.) w Praze, 1836 I, II et III fasc., 1837 IV, V et VI fasc.
- SL. ŠEĆEROV : *Naše Financije 1918-1925*, Beograd, 1926.
- FERDO ŠIŠIĆ : *Zadar i Venecija*, Zagreb, 1900 (*Rad*, 142).
- Ing. ANTON ŠIVIĆ : *Kratak popis gozdnega gospodarstva u Sloveniji*, Ljubljana, 1923.
- VL. STEINER : *Hrvatske Seljačke Zadruge*, Zagreb, 1915.
- IVAN TKALČIĆ : *O Staroj zagrebačkoj trgovini*, Zagreb, 1909 (*Rad*, 176).
- Dr. M. TODOROVIĆ : *Carinski rat između Srbije i Austro-Ugarske 1906-1910*, Beograd, 1911.
- Dr. ŽIVKO TOPALOVIĆ : *Privredni problemi juga*, Beograd, 1927.
- M. TOŠIĆ, VEGNER, etc... : *La Balance des paiements du Royaume S.C.S. en 1926*, Beograd, 1928.
- A. UGRENOVIĆ, etc... : *Pola staljeća šumarstva (1876-1926)*, Zagreb, 1926. — *Istorija našeg šumarstva (1840-1856)*, Zagreb, 1925.
- FILIP URATNIK, etc. : *Poročilo Delov. Zbor z Slovenijo*, Ljubljana, 1927.
- URBANČIĆ : *Rudarska produkcija u Hrv.*, Zagreb, 1883.
- OG. M. UTIEŠINOVIĆ : *Die Hauskomminion du Südslaven*, Wien, 1859.
- Ing. IVAN VARGA : *Osvrt na naš zem. zadrž. život*, Beograd, 1928. — *Nekoliko nov. podataka o slov. zem. zadržarstvu*, Beograd-Zemun, 1927.
- M. VICTOROVITCH : *Le Mouvement économique en Serbie (1878-1923)*, Poitou, 1924.

- MIL. VILIMANOVITCH : *Zône libre Serbe à Salonique*, Paris, 1926.
LOUIS DE VOÏNOVITCH : *La Civilisation yougoslave*, Paris, 1925.
DR. M. VUJIĆ : *Naša ekonomska politika*, Beograd, 1883.
AL. VOUKTCHEVITCH : *Les Impôts en Serbie*, Paris, 1914.
DRAGIŠA ZDRAVKOVIĆ : *Pirotsko Cilimarstvo*, Niš, 1924.
ZORIČIĆ : *Popis žiteljstva i stoke od 31 pros. 1880 u Hrv. i Slav.*, Zagreb, 1883.
JOVAN M. ZUJOVIĆ : *Sur l'Agriculture et les paysans en Serbie*, Paris, 1917.

LES DOCUMENTS OFFICIELS

- DIREKCIJA DRŽ. RUD. PRED. : *Opis Državnih Rud. Preduzeća*, Sarajevo, 1926.
DIREKCIJA POMORSKOG SAOBRAĆAJA : *Statiska pomorskog saobraćaja za god. 1925*, Split, 1926.
ADMINISTRATION AUTONOME DES MONOPOLES : *Bilan et Compte de Pertes et Profits pour l'exercice 1926-1927*, Belgrade, 1928.
DIREKCIJA DRŽ. STATISTIKE : *Prethodni rezultati popisa stanovništva od 31 jan. 1921*, Beograd, 1924.
DIRECTION GÉNÉRALE DES CHEMINS DE FER D'ÉTAT : *Statistique des Chemins de Fer du Royaume S.C.S.* pour les années 1922, 1923, 1924, 1925, 1926.
DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES : *Statistique du Commerce extérieur pendant l'année 1918, 1919 et 1920, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927*.
MINISTARSTVO SOCIJALNE POLITIKE : *Izveštaji Inspekcije Rada za g. 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927*.
MINISTÈRE DES FORÊTS ET DES MINES, Direction Générale des Forêts : *Les Forêts du Royaume S.C.S.*, Belgrade, 1926.
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES EAUX : *Superficies productives et rendement des plantes cultivées*, pour l'année 1923 et 1924, 1925 et 1924, 1926 et 1925.

LES RAPPORTS DES CHAMBRES DE COMMERCE ET DES AUTRES INSTITUTIONS ECONOMIQUES

CHAMBRE DE COMM., DE L'IND. ET DES MÉTIERS

- ZAGREB : *Rapport* pour l'année 1925, 1926 et 1927.
OSIJEK : *Rapport* pour l'année 1926, 1927. *Izveštaj o konf.* 20-21-v-1928.
SARAJEVO : *Rapport* pour l'année 1925, 1926.
SPLIT : *Rapport* pour l'année 1927-28, *Pomorska statistika* za g. 1927.

- LJUBLJANA : *Rapport pour l'année 1926.*
VEL. BEČKEREK : *Rapport pour l'année 1926, 1927.*
NOVI SAD : *Rapport pour l'année 1926, 1927.*
CHAMBRE DE COMMERCE : BEOGRAD, *Rapport pour l'année 1925.*
CHAMBRE DES MÉTIERS : BEOGRAD, *Rapport pour l'année 1926, 1927.*
CHAMBRE DES OUVRIERS : BEOGRAD, *Rapport pour l'année 1911, de 1914 à 1920, 1921 à 1926.*
SARAJEVO : *Rapport pour l'année 1922, 1923 et 1924.*
NOVI SAD : *Rapport pour l'année 1927-1928 (Privredni i socijalni odnosi u Vojvodini).*
COMITÉ NATIONAL SERBE-CROATE-SLOVÈNE : *La Yougoslavie économique, Belgrade, 1927.*
KONGRES TRGOVAČKIH KOMORA I UDRUŽ, IZVOZNIKA KRALJ S.H.S. (Privrednih Komora i organizacija). I 26-27 août 1923, II 30-31 août 1924 ; III 19-20 sept. 1925 ; (Naše Pomorstvo 24-26 juin 1926) ; IV 11-12 sept. 1926 ; V 3-4 sept. 1927 ; VI 8-9 sept. 1928.
KONGRES RADNIČKIH KOMORA : I 16-17 nov. 1924 ; II 9-10 oct. 1925 ; III 21-25 nov. 1926 ; IV 25-27 nov. 1927.
SAVEZ NOVČANIH I OSIG. ZAVODA, ZAGREB. *Rapport pour l'année 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927.*
UDRUŽENJE VOJVODJANSKIH BANAKA, BEOGRAD-PETROVARADIN : *Rapport pour l'année 1925, 1926, 1927.*
UDRUŽENJE BANAKA, BEOGRAD : *Rapport pour l'année 1925, 1926, 1927.*
SAVEZ NOVČ. ZAVODA, SARAJEVO : *Rapport pour l'année 1924, 1925, 1926, 1927.*
PRIV. NARODNA BANKA KRALJ. SRBIJE (1884-1909), Beograd 1909.
BANQUE NATIONALE DU ROYAUME S.C.S., BELGRADE : *Rapport pour l'année 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927.*
DRŽAVNA HIPOT. BANKA. BEOGRAD : *Rapport pour l'année 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927.*
POŠTANSKA ŠTEDIONICA KRALJ. S.H.S.. BEOGRAD : *Rapport pour l'année 1924, 1925, 1926, 1927.*
SAVEZ SRP. SELJ. ZADRUGA ZA B. I H. : *Rad V Kongresa, Sarajevo, 1923.*
ZADRUŽNA ZVEZA, LJUBLJANA : *Rapport pour l'année 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927.*
ZVEZA SLOVANSKIH ZADRUG, LJUBLJANA : *Rapport pour l'année 1926.*
ZADRUŽNA ZVEZA, CELJE : *Spomen Spis, Celje, 1923.*
SRED. SAVEZ HRV. SELJ. ZADRUGA, ZAGREB : *Zadrugar za g. 1928 ; Spomen Knjiga, Zagreb 1912.*

LES AUTRES PUBLICATIONS

La Serbie à l'Exposition Univ. de 1911 à Turin.

Radnički Sindikalni Pokret, Zagreb, 1924.

Zemaljske Ceste grad. Kralj. Hrv. i Slav. od 1874-1895, Zagreb, 1896.

MATICA ŽIVIH I MRTVIH : *Jubilarni Zbornik života i rada S.H.S.* (I. XII. 1918-1928). Knj. I, Beograd, 1928.

SARAJEVSKA SEKCIJA UDRUŽENJA JUG. INŽ. I ARH. : *Bosna i Hercegovina*, Sarajevo 1922.

DALMATINSKA SEKCIJA UDRUŽENJA JUG. INŽ. I ARH. : *Dalmacija*, Split, 1923.

TRGOVAČKA I OBRITNIKA KOMORA, SPLIT : *Obrtni zakon*, Split, 1927.

REVUES

La Revue Economique de Belgrade.

Ekonomist, organ društ. za ekon. i soc. politiku, Beograd.

Bankarstvo, Zagreb.

Privreda, Zagreb.

JOURNAUX

Privredni Pregled, Beograd.

Trgovinski Glasnik, Beograd.

Jugoslavenski Lloyd, Zagreb.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE

L'AGRICULTURE.

CHAPITRE PREMIER. — *Les Produits de la Terre.*

Fécondité de la terre. — Répartition de la terre d'après les superficies cultivées. — Les Céréales-Légumineuses. — Culture industrielles. — Vergers et Vignobles 7

CHAPITRE DEUXIÈME. — *L'Élevage.*

Etat du bétail. — Importance du bétail dans certaines régions. — Préparations des produits du bétail. — Volaille. — Apiculture. — Sériciculture. — Pêche..... 29

CHAPITRE TROISIÈME. — *Les Coopératives.* *

La vie au village avant 1918. — La création et le développement des premières Coopératives dans chaque région jusqu'à la formation de l'Etat Yougoslave. — La vie coopérative d'aujourd'hui. — La Loi du 12 Juin 1925 et les Coopératives formées d'après cette loi. — L'avenir de la coopérative en Yougoslavie 43

CHAPITRE QUATRIÈME. — *La Réforme Agraire et l'abolition des dettes* 65

I. — La Réforme Agraire 65

La Réforme Agraire. — La répartition des terres avant la formation de l'unité Yougoslave. — Principales décisions du Gouvernement pour la réforme agraire.

II. — L'Abolition des dettes..... 70

Le problème de l'abolition des dettes des paysans.

DEUXIEME PARTIE

LA RICHESSE NATURELLE DU SOL.

CHAPITRE PREMIER. — *Les Mines.*

Les mines au Moyen âge. — Développement des mines de 1918 à 1927. — Le charbon. — Le fer. — Le cuivre. — Le plomb. — Les autres minerais..... 75

CHAPITRE DEUXIÈME. — *Les Forêts.*

L'état des forêts dans les différentes régions. — La forêt d'après les essences de bois. — L'exploitation avant l'unité yougoslave et celle d'aujourd'hui. — Les productions industrielles. — L'exportation des produits forestiers. — Le reboisement 113

TROISIEME PARTIE

LE COMMERCE INTERIEUR.

CHAPITRE PREMIER. — *Le Commerce intérieur.*

- I. Le Commerce au Moyen âge. — Le début du commerce au XIX^e siècle. — Le développement du commerce après 1918. — Les foires annuelles. — Les foires internationales 131
- II. Les Bourses 150
- III. Les Prix 157
- IV. Les Faillites 173

CHAPITRE DEUXIÈME. — *Le Commerce extérieur.*

- I. La vie du commerce extérieur avant la Yougoslavie. — Les balances commerciales comparatives de 1920-1927. — Les indices du commerce extérieur. — Les principaux articles d'exportation et d'importation. — Participation des pays étrangers à l'exportation et à l'importation..... 181
- II. Le Transit 204
- III. Traités de commerce..... 207
- IV. Les Douanes et la Politique douanière..... 211

QUATRIEME PARTIE

L'INDUSTRIE.

CHAPITRE PREMIER. — *Origine de l'Industrie.*

- I. Origine de l'industrie en Yougoslavie, son passé, son avenir. — Crises de consommations et autres obstacles au développement. — L'Etat dans les différentes branches industrielles 217

II. L'état des différentes branches industrielles.....	231
1). Industrie du bois	231
2). Industrie alimentaire	236
3). Industrie métallurgique	247
4). Industrie chimique	252
5). Industrie textile	256
6). Industrie du cuir	267
7). Industrie du bâtiment et Industrie céramique.....	270
8). Industrie du verre.....	272
9). Industrie graphique	274

CHAPITRE DEUXIÈME. — *Les Métiers.*

Le rôle du métier au Moyen âge et plus tard jusqu'en 1918.	
— Esnaf et son organisation. — La statistique des Métiers.	
— Les écoles professionnelles. — La Banque des Artisans. —	
La législation des métiers.....	277

CHAPITRE TROISIÈME. — *La Question ouvrière.*

La question ouvrière avant et après la formation de l'unité yougoslave. — La législation ouvrière. — Les salaires. —	
Les grèves. — Le chômage.....	287

CINQUIEME PARTIE

LES FINANCES.

CHAPITRE PREMIER. — *Les Banques.*

II I. Le développement des établissements financiers dans les provinces de la Yougoslavie actuelle. — Les succursales. — L'épargne. — La participation des capitaux étrangers dans nos établissements financiers. — Le nombre et l'état des banques de 1925 à 1927. — La centralisation des capitaux	305
II. Les Sociétés d'assurances.....	341

CHAPITRE DEUXIÈME. — *La Banque Nationale.*

I. Son rôle dans le royaume de Serbie. — La Banque Nationale dans le Royaume de Yougoslavie. — La politique des devises et la politique des crédits.....	345
II. La Banque Hypothécaire de l'Etat.....	355
III. La Caisse d'épargne postale.....	358

CHAPITRE TROISIÈME. — *Les Finances de l'Etat.*

I. L'état des finances immédiatement après la libération. — Le budget et son accroissement. — La dette flottante. — La dette nationale avant, pendant et après la guerre mondiale	365
---	-----

II. Les Monopoles d'Etat	380
III. Les Impôts	385
1). Impôts directs	385
2). Impôts indirects	393
3). Les taxes d'Etat	396
CHAPITRE QUATRIÈME. — <i>Politique Monétaire</i>	399
La Politique Monétaire de la Yougoslavie jusqu'à la fin de l'année 1927-L	399

SIXIEME PARTIE

LES COMMUNICATIONS.

CHAPITRE PREMIER. — *Routes*.

La direction des routes au Moyen âge et plus tard. — L'état actuel des routes. — Combien il a été construit de routes pendant les premières années de l'Etat yougoslave.....	417
--	-----

CHAPITRE DEUXIÈME. — *Chemins de Fer*.

L'histoire du développement des chemins de fer. — Les che- mins de fer nouvellement construits. — L'état du matériel roulant. — Le trafic des chemins de fer Jadranska Zeleznica (la vo'e ferrée Adriatique).....	425
--	-----

CHAPITRE TROISIÈME. — *Les Voies fluviales*.

Les principaux fleuves navigables. — Le Danube. — La Save. — La Drave. — Le Tissa. — Le Canal Begej. — Le Canal du Roi Pierre. — Le Canal du Prince Alexandre. — Le trafic des voies fluviales	451
---	-----

CHAPITRE QUATRIÈME. — *Le Commerce Maritime*.

L'état de notre côte sur l'Adriatique. — Les chantiers. — Les ports : Split, Suzak, Sibenik, Boka, Kotorska, Dubrovnik et les autres ports Thaeon di Revel, Salonique. — La capacité de notre marine marchande. — Le Commerce maritime....	461
---	-----

CONCLUSION	483
------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	483
---------------------	-----

TABLE DES MATIERES.....	497
-------------------------	-----

TABLEAUX STATISTIQUES

TABLEAU N° 1. — Tableau comparatif de la superficie totale des régions des terres cultivées et des populations.	10
TABLEAU N° 2. — Tableau des terres labourables d'après les catégories de cultures dans les années 1921-1923-1926	12
TABLEAU N° 3. — Tableau comparatif de la récolte (en quintaux)	12
TABLEAU N° 4. — Récolte des plantes industrielles (en quintaux).	17
TABLEAU N° 5. — Recensement du bétail au 31 Janvier 1921....	32
TABLEAU N° 6. — Etat du bétail.....	33
TABLEAU N° 7. — Industrie minière de 1919 à 1927 (en tonnes).	82
TABLEAU N° 8. — Comparaison de la production du charbon avant la guerre et celle d'après-guerre.....	83
TABLEAU N° 9. — Indices de l'industrie du charbon.....	85
TABLEAU N° 10. — Indices de l'industrie minière de 1920 à 1927.	86
TABLEAU N° 11. — Industrie minière : Rendement d'un ouvrier par an et en tonnes.....	89
TABLEAU N° 12. — Production des mines en 1927 d'après les régions (en tonnes)	93
TABLEAU N° 13. — Consommation du charbon en 1927 (en tonnes)	101
TABLEAU N° 14. — Maisons de commerce ouvertes en Serbie de 1919 à 1925.....	139
TABLEAU N° 15. — Foires	141
TABLEAU N° 16 A). — Foire d'échantillons à Zagreb. Participation des Exposants à la Foire.	
A. Selon des pays.....	145
B. Selon des branches	145
TABLEAU N° 16 B). — Foire d'échantillons à Ljubljana.....	148
TABLEAU N° 17. — Opérations dans les principales bourses yougoslaves	155
TABLEAU N° 18. — Mouvement du trafic de marchandises dans les bourses de commerce.....	156
TABLEAU N° 19. — Indices des prix de gros de 1924 à 1927.....	162
TABLEAU N° 20. — Maxima et Minima des prix de gros.....	166
TABLEAU N° 21. — Variation des prix de gros.....	168

TABLEAU N° 22. — Variation des prix de gros au cours de l'année 1923-1927 par groupes.....	172
TABLEAU N° 23. — Variation des prix de gros par année de 1923 à 1927	172
TABLEAU N° 24. — Faillites	175
TABLEAU N° 25. — Les Faillites par province.....	177
TABLEAU N° 26. — Vue générale du Commerce extérieur.....	184
TABLEAU N° 27. — Tableau comparatif de quantités des principaux articles pendant les années 1920-1927..	189
TABLEAU N° 28. — Tableau du commerce extérieur (en dinars-or)	191
TABLEAU N° 29. — Commerce extérieur (Les pourcentages exprimés d'après la valeur). Exportation. Importation	193
TABLEAU N° 30. — Indices du commerce extérieur. Exportation. Importation (Base 1920 = 100).....	195
TABLEAU N° 31. — Indices du commerce extérieur (Base 1924=100)	197
TABLEAU N° 32. — Revenus douaniers de 1920 à 1927.....	213
TABLEAU N° 33. — Importation des produits textiles de 1921 à 1927	258
TABLEAU N° 34. — Industrie cotonnière	259
TABLEAU N° 35. — Industrie de la laine	261
TABLEAU N° 36. — Salaires et prix	299
TABLEAU N° 37. — Capital-actions en banques yougoslaves.....	324
TABLEAU N° 38. — Opérations dans nos banques pendant l'année 1927	329
TABLEAU N° 39. — Trafic des devises à la Banque Nationale....	352
TABLEAU N° 40. — Impôts directs versés à l'Etat.....	388
TABLEAU N° 41 A). — Cours du franc suisse à la Bourse de Beograd	404
TABLEAU N° 41 B). — Cours du dollar à la Bourse de Beograd....	405
TABLEAU N° 41 c). — Cours du dinar à la Bourse de Zurich.....	405
TABLEAU N° 41 D). — Cours moyen du dinar à la Bourse de New-York	405
TABLEAU N° 42. — Valeur moyenne mensuelle du dollar à Beograd, du dinar-or et de l'indice de leur cours.	408
TABLEAU N° 43. — Variations du cours du dinar.....	410
TABLEAU N° 44. — Trafic des marchandises privées par espèces (en tonnes)	442
TABLEAU N° 45. — Le trafic des voies fluviales.....	458
TABLEAU N° 46. — Trafic fluvial du royaume de Yougoslavie en 1926	459
TABLEAU N° 47 ^a A. — Importation de l'étranger en 1927 (en quintaux)	479
TABLEAU N° 47 B. — Exportation à l'étranger en 1927.....	480

CARTES

IMPRIMERIE DU MONT-PARNASSE,
47, rue de la Gaîté - PARIS (XIV^e).

